



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

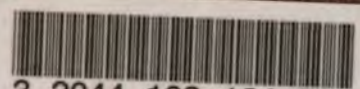
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



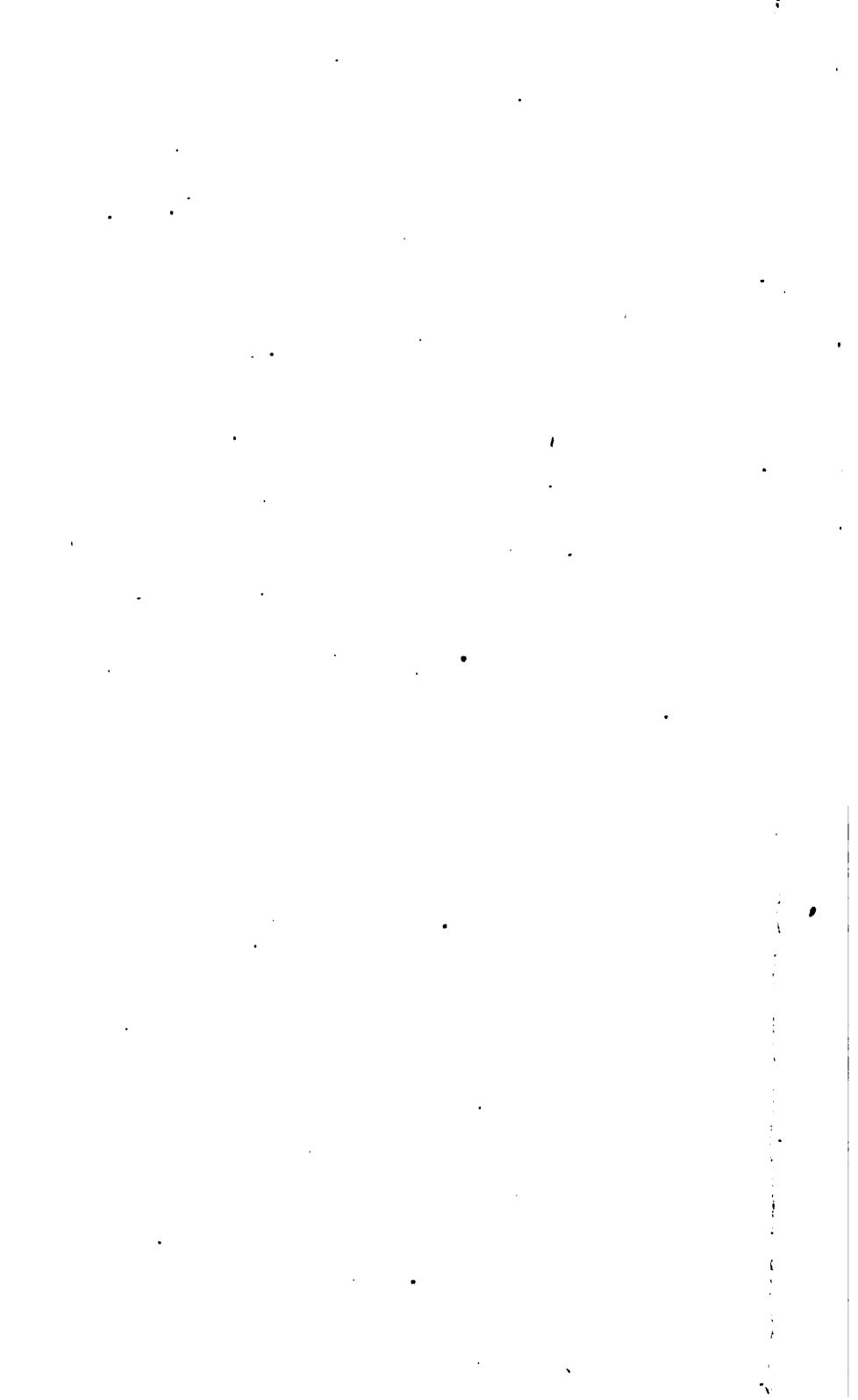
3 2044 103 164 513

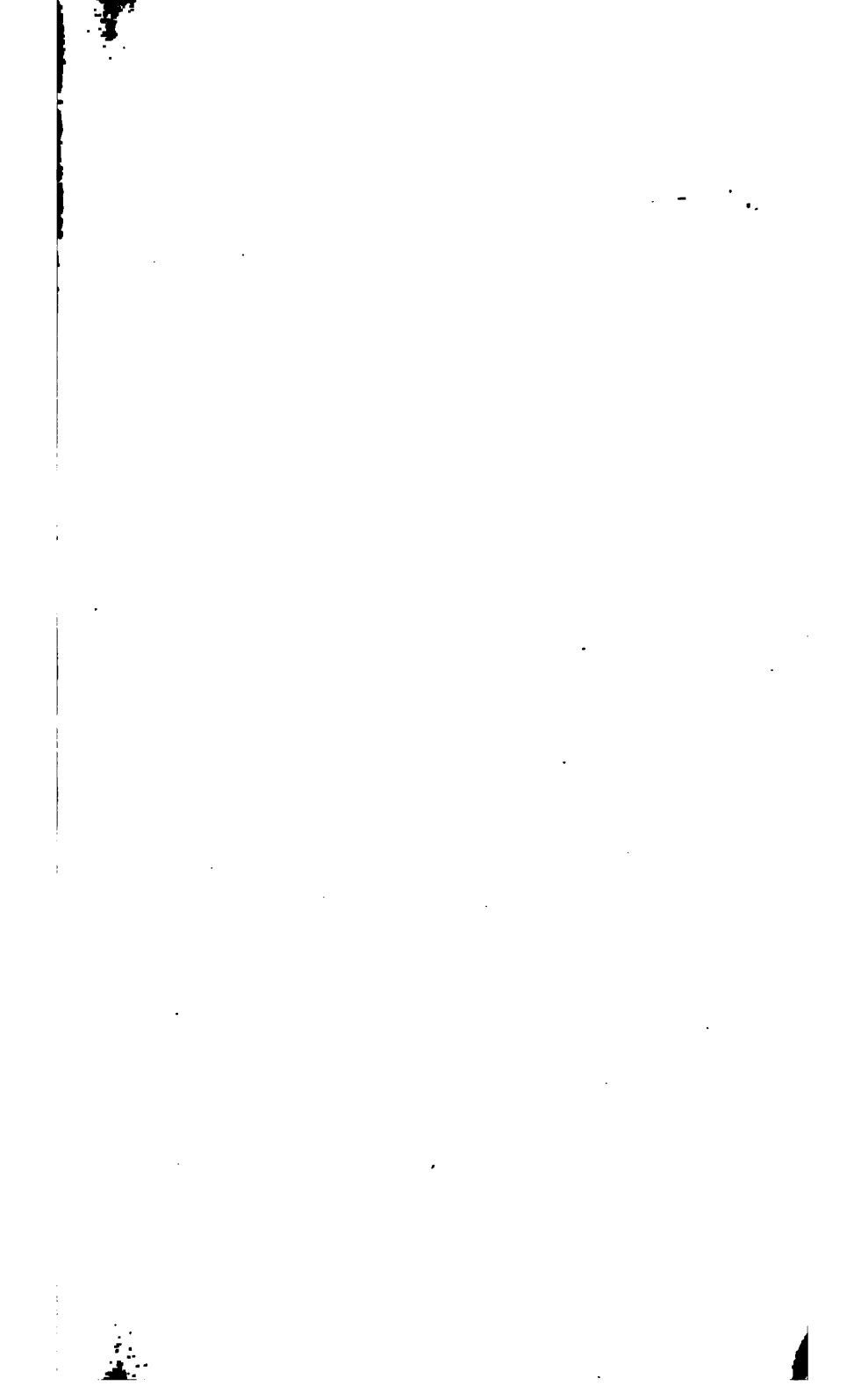
73
4

1125

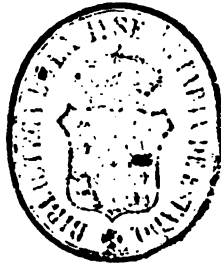












LE GUERRE
DELL'INDIPENDENZA ITALIANA



ALTRE OPERE DELLO STESSO AUTORE

Il Plutarco Italiano, vite di illustri italiani; opera premiata con medaglia d'oro dalla Società Pedagogica Italiana. (Serie prima e seconda del *Plutarco Italiano*).

L'Esercito Italiano nel passato e nell'avvenire; opera premiata con medaglia d'oro dalla Società Pedagogica Italiana.

Guerra Germanica del 1866, che fa seguito alla *Storia Militare di Prussia* del colonnello DE LA BARRE DUPARCO.

Della Vita e delle Imprese del generale Eusebio Bava.

PROPRIETÀ LETTERARIA

1349

CARLO MARIANI

LUOGOTENENTE COLONNELLO

73
4

x LE GUERRE
DELL'INDIPENDENZA ITALIANA

co

DAL 1848 AL 1870

STORIA POLITICA E MILITARE

VOLUME PRIMO



1882

ROUX E FAVALE

TORINO



AI LEGGITORI

“ *Narrare la rivoluzione italiana è narrare all'Italia la storia dell'anima sua; è narrarle come, dopo avere accettato il diritto imperiale e cattolico, essa abbia tentato di rompere il patto del medio evo, e ora veda ritornare a lei elaborati dal pensiero europeo i suoi problemi nazionali come problemi della nuova civiltà, e si senta contemporanea del mondo moderno.* „ Così Emilio Visconti Venosta (1). A me ora a compiere questo concetto con breve parola. — Sino al 1848 la grande idea della *rivoluzione* italiana animò gli scrittori, gli esuli, i martiri e, quasi fuoco latente, penetrò man mano nella coscienza della gioventù e del popolo. Dopo i dolori infiniti della nostra schiavitù sorse l'alba del nazionale riscatto auspicato dal nono Pio — il Papa di Gioberti e l'espressione vera di quanto esisteva

(1) Parole di Visconti Venosta su le *Rivoluzioni d'Italia* di E. QUINET; vedi l'*Unità italiana*, diario di Milano, del 22 febbraio 1870.

— alba splendida; ma fugace di una giornata triste e dolorosa. Il 1848, anno di santo entusiasmo, non trovò la nazione conscia dei propri destini: le ire di parte, la sconsideratezza e forse anche la inesperienza dei governanti e le stesse intemperanze dei più generosi troncarono a mezzo l'opera splendidamente cominciata; e le militari operazioni in Lombardia, per non essere state condotte giusta i principi dell'arte bellica, diedero nuovamente la patria in mano agli Austriaci, dai quali avevanla liberata le gloriose sollevazioni del popolo. Novara confermò nuove sconsideratezze e peggiori repugnanze; quella giornata scrisse una pagina assai dolorosa nella storia nostra! Però la nazione non si scoraggiò; raccoltasi nel suo cordoglio, intese a preparare altre armi per la terza riscossa. Alla lealtà del *Re Galantuomo* risposero la saviezza e la temperanza del popolo; il Governo sardo, venuto il Cavour, riassunse degnamente le aspirazioni della penisola; e la necessità di combattere il comune nimico strinse insieme le forze d'ogni parte politica: allora ebbe vita la *Società Nazionale*. Alla guerra di Crimea seguì il Congresso di Parigi, innanzi al quale il grande Ministro di Vittorio Emanuele portò la *quistione italiana*, e fu per la prima volta nella istoria nostra; indi venne Plombières, venne il 1859: queste cose sono notissime all'universale. Da tale istante la *rivoluzione* intende a congiungere tutte le forze vive dell'Italia; il principio federativo — antica tradizione di Gioberti — scompare, e l'idea di Mazzini, *l'unità patria*, abbracciata e trasformata dai più illustri campioni

della parte liberale, che danno a quella un carattere monarchico, diventa il dogma del diritto italiano. La *necessità* veramente imperiosa di Villafranca è superata dall'epopea garibaldina di Sicilia e di Napoli; e dopo le fortunate aggregazioni della Toscana, dei Ducati padani e dell'Emilia, il passaggio della Cattolica e le imprese d'Ancona e di Gaeta compiono il ciclo di quella splendida epopea. Ma gridato il regno d'Italia, lo straniero rimane tuttavia possente di armi nel fortissimo *Quadrilatero*, e potente in Roma a proteggere con gli eserciti suoi l'ultimo avanzo della temporale signoria dei Papi; allora Governo e Nazione volgono concordi lor cure a conseguire, mercè nuova amicizia e nuova alleanza, quanto resta ancora a conquistare delle nostre provincie. Nel 1866, la lega con la bellicosa Prussia ci rende facile lo acquisto della Venezia; e quattro anni di poi le vittorie delle armi germaniche e la disastrosa sconfitta d'una nazione sorella agevolano all'esercito nostro l'impresa di Roma. Le quali geste, che compendiano dolori e lotte, cadute e trionfi, mi sono studiato d' esporre nelle presenti pagine; in queste, se da una parte appariranno amore di patria e fiducia nei nostri destini, dall'altra si vedranno associati moltissimi e assai gravi errori ai nostri gloriosi fasti di guerra. Pertanto io raccomando a tutti i miei concittadini queste istorie, specialmente poi all'esercito, fiore e speranza d'Italia, nel quale ho passato tanta parte di mia vita; e le raccomando, perchè dagli *errori* s'apprenda il *vero*, e dal *bene* si venga al *meglio*, a vantaggio del nostro avvenire.

L'indipendenza e la libertà acquistate con le armi sono certamente un ricchissimo retaggio per li figli nostri; ma la scienza unita al valore costituisce in vero la guarentigia più efficace per la patria nostra. Sarò ben lieto se, dopo avere pagato come soldato il mio debito in campo contra i nimici d'Italia, potrò credere, dal pubblico suffragio, d'averlo egualmente soddisfatto quale soldato della penna, narrando con amore, coscienza e verità LE IMPRESE MILITARI DEL RISORGIMENTO ITALIANO.

Milano, giugno 1881.

L. Colonnello CARLO MARIANI.



INTRODUZIONE

L'Italia alla caduta del primo Napoleone nel 1814; sue condizioni morali e politiche. — Il trattato di Vienna e lo spartimento della penisola. — Il principe di Metternich e la lega italiana; i Carbonari; loro intenti; la Carboneria, Ferdinando Borbone e Gioacchino Murat. — Il Congresso di Carlsbad. Moti di Spagna del 1820 e Ferdinando VII. — La sollevazione di Sicilia e Napoli nel 1820. — Le Conferenze di Troppau, il Congresso di Lubiana e l'intervento austriaco. La guerra; Rieti e la restaurazione. — Vittorio Emanuele I e la Sardegna. La sollevazione piemontese nel 1821. Carlo Alberto principe di Carignano. — L'abdicazione; Carlo Felice. L'intervenzione austriaca e la giornata di Novara. — L'Austria e i processi dei Carbonari di Lombardia e delle Venezie. Il Congresso di Verona e l'intervento armato di Francia nella Spagna. — La sollevazione di Grecia; la guerra. La mediazione d'Inghilterra, di Russia e di Francia; la giornata di Navarino; l'intervenzione armata di Russia e gli aiuti francesi: il regno di Grecia. — Carlo X e la Francia. La rivoluzione del 1830 e Luigi Filippo duca d'Orleans. Il regno del Belgio. — Moti italiani del 1831; Roma; Modena. Intervento dell'armi austriache; il generale Zucchi e la giornata di Rimini; Ancona. — Il cardinale Albani e il combattimento di Cesena. — Sollevazione di Polonia nel 1830; la guerra. — Giuseppe Mazzini e la *Giovane Italia*; Società del *Pantenna*. I Francesi assalgono Ancona e se la recano in mano. — Mazzini e

Ramorino in Savoia nel 1834. — Moto viterbese del 1837; il *cholera-morbus*; sommossa di Catania. *Mazzini e l'Apostolato polare*. — Sollevamento degli Abruzzi nel 1842 e delle Calabrie nel 1844. I fratelli Bandiera e il processo di Cosenza. — Moti di Rimini; Pietro Renzi. La Toscana e il Fossombroni. — Scrittori italiani propugnatori di indipendenza nazionale.

Caduto nel 1814 l'imperio de' Napoleonidi e con esso il regno italico, l'Austria, dopo avere spenta nella patria nostra la libertà, tolta l'indipendenza e distrutto quanto ricordava la signoria gloriosa del Buonaparte, non solo accresceva il proprio territorio delle più ricche provincie italiane, ma, allargata altresì la sua autorità nella penisola, vi diventava preponderante, anzi arbitra del nostro avvenire. Sotto la dominazione del grande Imperatore — despota quanto altri mai, più d'ogni altro però splendido e generoso — l'Italia erasi levata a vita gagliarda e forte; ammegliorate le sue civili istituzioni, dotata di ordinamenti quali richiedevano i tempi d'allora e le mutate condizioni politiche, erasi rifatta *nazione*; e, mentre camminava a nuova civiltà, preparavasi a riunire i suoi popoli, da tanti e tanti secoli divisi e quasi gli uni stranieri agli altri, causa i tristi governi imposti a noi da principi d'oltralpe. Fatte scomparire le ultime vestigie della feudalità, castigata la licenza, e frenato lo insolentire dei potenti, levati al clero e al patriziato i privilegi lunga pezza goduti a danno della giustizia, regnavano allora principi di uguaglianza civile con vantaggio della moralità pubblica. Uomini del popolo erano saliti ai sommi onori e siedeavano negli alti uffici dello Stato per ingegno proprio, non per merito degli avi loro. Aboliti molti conventi, purificata la religione da non poche superstizioni e da alcune brutte pratiche sino a quei dì in uso con gravissimo scandalo dei credenti, erano risorte la dignità e la virtù nazionale, e con queste rinata parimenti la coscienza nel popolo di poter compiere con le forze proprie gli alti destini cui sentivasi chiamato. Migliorati gli ordini giudiziari

e perfezionati gli amministrativi, tolti gli abusi e gli arbitri, un solo tribunale giudicava nobili e plebei, ricchi e poveri; diffusa ovunque l'istruzione; le tasse e le imposizioni, gravi per ragioni di guerra, erano equamente ripartite, mentre per lo innanzi pesavano su pochi; protette e con larghezza soccorse le industrie, accresciuti i traffici; le scienze, le lettere e le arti belle, con liberalità e grandezza sostenute, tornate in fiore; ricca e splendida la coltura nazionale, anzi rimesse in onore tutte le antiche colture italiane; donde maggiore la prosperità del paese nostro. La milizia, allevata alla scuola del vincitore di Marengo e saviamente da esso ordinata, aveva dato prove splendissime di valore e di sapienza nelle lunghe e difficili guerre della repubblica francese e dell'imperio napoleonico, e fatto rinascere l'antico amore per le armi, che un tempo aveva condotto la patria nostra a grandezza e potenza; in fine, era stato in Italia largamente provveduto a quanto dalla utilità pubblica e dai pubblici bisogni era stato richiesto: tali le condizioni della penisola all'epoca memoranda del rovinare dell'edificio napoleonico. — I principi italiani — un di cacciati di lor signorie, primamente dall'armi repubblicane, poscia dalle imperiali di Francia — appena riavuti i domini antichi, diedersi a imitare quanto l'Austria aveva operato in Lombardia e nelle Venezie, provincie venute a sua mano per virtù del trattato di Vienna (1); vituperevole lavoro di distruzione, degno di genti barbare, che somettono i diritti più sacri alla ragion di conquista! Aboliti i codici napoleonici, richiamarono a vita le leggi

(1) In Pavia esistevano due scuole militari — una per gli ufficiali delle artiglierie — e una fonderia di cannoni; in Lodi, una scuola di equitazione; in Modena, un collegio rinomatissimo per gli ingegneri militari; le quali istituzioni vennero abolite dai Governi d'Austria e di Modena per disamorare i sudditi dal nobile esercizio delle armi; e quello di Vienna poi fece vestire dai soldati italiani, militanti sotto le sue bandiere, l'assisa austriaca, sebbene formassero reggimenti a parte; ciò che ferì non poco il loro sentimento nazionale.

antiche, alle nuove forme di governo sostituendo i sistemi usati (1); donde le primogeniture, i fidecommessi e i tribunali privilegiati, ultimi avanzi della feudalità medioevale. Le restaurazioni delle vecchie signorie cagionarono turbamenti senza fine; in alcuni Stati, principi, deliranti e fanatici d'un passato morto per sempre, insanirono al punto da commettere intemperanze e brutture; le quali, destando nei popoli, già avezzati a libero reggimento, inquietudini e mali umori, dovevano non molto di poi spingerli a nuove cospirazioni per mutare gli ordini dello Stato, vendicare il sentimento di nazionale indipendenza vilipeso e conculcato da principi spergiuri, da dèspoti malvagi, e provare al mondo come non si calpestano invano nè a lungo le nobili aspirazioni e i generosi intendimenti dei popoli. Allora moltiplicaronsi le sètte, le quali divise in due campi si combatterono; avvegnachè i Governi — che con la impudenza usata gridano sempre d'aver in abborrimento i *settari* — avessero allora posto di fronte ai Carbonari e ad altre congreghe di novatori i Sanfedisti, i Calderari e i Concistoriali. Cospirare in segreto fu e sarà ognora conseguenza logica e naturale dei reggimenti tirannici; sebbene le congiure abbiano in ogni tempo e paese arrecato non salute ma danno ai popoli e sovente reso loro altresì più duro il servaggio, cui tentavano togliersi; nonpertanto perdoneremo sempre a quei generosi i quali, con pericolo della vita e degli averi, cospirano per la libertà della patria; e getteremo il vituperio sui principi e sui Governi, che, avendo eserciti forti, non si vergognano di preparare armi segrete e ferire nelle tenebre per difendere sè e il trono minacciato. Tutte quelle sètte — per natura e intenti diversissime e quasi le une alle altre nemiche — avevano

(1) In Parma il maresciallo Bellegarde volle conservati i codici di Napoleone, tolto però da essi il capitolo del *Divorzio*; e Maria Luigia institul un *Consiglio di Stato*: onde il governo suo fu mitissimo e umano.

però in comune l'odio all'Austria: i Carbonari, perchè reputavanla l'avversaria più accanita della indipendenza e libertà patria; i Sanfedisti e i Concistoriali, perchè tenevanla contrariissima allo allargamento della potestà temporale del Pontefice: ond'essa era ugualmente odiata in Roma, in Lombardia, in Napoli e nella Venezia, in Sicilia e in Sardegna (1).

In sul finire del settembre 1814, i Sovrani della *Santa Alleanza* raccoglievansi a congresso nella metropoli austriaca, coi loro Ministri plenipotenziari — giusta l'articolo xxii del *Trattato di Parigi* del 30 maggio di quell'anno 1814 (2) — allo scopo di stabilire le basi del diritto pubblico e il contrappeso vero e durevole tra gli Stati di Europa. — Quale era mai di que' tempi la condizione politica d'Italia? — Il Milanese, le provincie venete, l'Istria e la Dalmazia stavano in mano all'Austria, che già consideravasi padrona assoluta di quelle contrade. In virtù degli accordi fermati il 16 aprile 1814, dopo l'abdicazione di Napoleone, tra Eugenio Beauharnais e il maresciallo Bellegarde, avevano avuto fine in Italia le nimistà tra Francesi e Austriaci, e questi occupavano Venezia, Legnago, Palmanova e Osopo. Il principe Eugenio, il quale erasi lusingato

(1) «... questi governanti assoluti imitarono questo stesso errore; fecero contro alle sette liberali altre e varie sette governative, assolutiste, e, che fu peggio, religiose... e concedendo in ciò il vantaggio alle sette pretendenti norme e scopo religioso, io veggo in esse per altra parte un grande svantaggio, un più grave scandalo, quello d'aver abusato, più che le sette liberali (le quali ne abusarono pur esse), della mistura delle cose divine colle umane. » CESARE BALBO, *Sommario della Storia d'Italia*, cart. 444; Firenze, 1856.

(2) Art. xxii: « Nello spazio di due mesi tutti gli Stati che presero parte alla presente guerra invieranno plenipotenziari a Vienna per regolare in un Congresso generale gli accomodamenti che devono compiere quanto fu determinato nel presente trattato. » Il trattato del 30 maggio 1814, fermatosi in Parigi tra Luigi XVIII e gli Stati confederati, fissò i confini della Francia.

di venir gridato Re dagli Italiani, saputo del tumulto di Milano e dell'uccisione di Prina, e avvertito eziandio che i Milanesi non volevano più di lui nè di Francesi, tradiva agli Austriaci Mantova fortissima e, dopo aver preso seco quanto più potè delle ricchezze italiche, per la via del Tirolo saliva a Germania (1); tradigione e rubamento registrati dalla Storia in sue pagine, che gettano vituperio eterno su la memoria di Beauharnais, e insegnano ai popoli di non porre fede mai nello straniero! Allora i Comizi chiamavano a reggere lo Stato cittadini noti per onestà e ingegno; i quali spedivano deputati ai Sovrani della *Santa Alleanza* in Parigi a chieder loro la indipendenza del regno, una *costituzione* liberale e un principe di casa d'Austria; e l'imperatore Francesco rispondeva agli inviati: = le

(1) Eugenio Beauharnais uscì di Mantova il 27 aprile; innanzi di lasciarla pubblicò il seguente manifesto ai

« POPOLI DEL REGNO D'ITALIA,

« Durante nove anni ho consacrato la mia vita per la prosperità nell'interno e la vostra difesa allo esterno. Trovai nei vostri cuori e nel mio la ricompensa delle cure e delle fatiche. Ebbi onorevoli testimonianze, che la Storia serberà, perchè dopo averle io deliziosamente gustate sieno l'eredità de' miei figli. Sì, provai quanto sia dolce all'uomo la gratitudine d'un popolo unita al testimonio d'una coscienza senza rimproveri. Nuovi accordi politici ora mi costringono ad allontanarmi, e rendono incerto l'adempimento d'un voto ch'io lasciai sfuggire, allorquando ripetutamente lo manifestaste; ma in qualunque luogo mi collochi la Provvidenza, non mai scemerà il mio affetto, e farò voti ardenti per la vostra felicità! Potrete divenire stranieri a me, indifferenti giammai. In ogni luogo, affinchè io gioisca senza rammarico della rimembranza degli anni vissuti tra voi, mi sarà d'uopo scacciare il ricordo delle circostanze in cui vi ho abbandonati. E tu, valoroso esercito italiano! soldati di cui avrò sempre impressi nel cuore i servizi e le prodezze, le ferite ricevute sotto i miei occhi, le meritate ricompense ch'io vi ottenni; soldati! forse non più mi rivedrete alla vostra testa; non più tra le vostre file; forse non udrò più le vostre acclamazioni! ma se la patria vi richiamasse alle armi, son certo che fra i pericoli rammenterete, o prodi, il nome d'Eugenio. »

sue armi aver conquistata la Lombardia; essere egli principe italiano; riceverebbero in Milano gli ordini suoi. = Pochi di appresso il ritorno dei deputati lombardi, Bellegarde prendeva possesso della metropoli insubre in nome dell'Imperatore d'Austria: questa la fine del regno italico.

Sul Piemonte — dopo sedici anni di signoria francese riunito alla Sardegna e tornato a Casa Savoia — regnava Vittorio Emanuele primo, salito al trono per l'abdicazione del fratello Carlo Emanuele IV e in virtù della rinuncia fattagli nel giugno 1802; il quale, nimico da prima a ogni liberale riforma, mostravasi allora a' progressi del tempo inchinevole (1). Genova, di que' giorni presidiata dagli inglesi di Bentinck, rivendicavasi in libertà e, rifattasi repubblica, reggevasi secondo gli ordini della costituzione del 1797; i nuovi eventi, poco di poi sorvenuti, davanla a Casa Sabauda, ampliandone così la signoria (2). Negli Stati della Chiesa — eccettuato nelle Legazioni tenute da Murat con sue armi in nome della Lega, cui aveva acceduto — era stata rimessa l'autorità temporale pontificia con Pio VII; il quale, con improvvido consiglio, aboliva quanto di buono aveavi instituito il Governo francese, e restaurava la Compagnia de' Gesuiti. Il granducato di Toscana era stato reso a Ferdinando III di Casa d'Austria; il ducato di Modena, a Francesco arciduca austriaco; quel di Parma e Piacenza, a Maria Luigia, moglie all'imperatore Napoleone, sovrano dell'isola d'Elba; e quello di Lucca, all'infante Maria Luigia di Spagna. Lombardia e Venezia trovavansi sotto la dominazione dell'Austria; il reame di Napoli, in mano del re

(1) CESARE BALBO, nel suo *Sommario Storico d'Italia*, chiama il Piemonte d'allora « *il più mal restaurato fra gli Stati italiani.* »

(2) A presiedere il Governo temporaneo della repubblica venne chiamato Gerolamo Serra, che doveva *ristabilire la costituzione degli Stati genovesi quale esisteva nel 1797, con quelle modificazioni che il voto generale e il pubblico bene richiedessero.*

Murat; la Sicilia, in quella del Borbone, Ferdinando IV; per ultimo San Marino governavasi a repubblica.

Il Congresso di Vienna aveva compiuto i suoi lavori e i Sovrani confederati stavano per lasciare la metropoli austriaca, quando Napoleone, fuggito il 26 febbraio 1815 dall'Elba e sceso il primo marzo a Cannes, dopo venti giorni di cammino giugneva trionfante a Parigi e v'entrava festosamente acclamato dal popolo. A tale novella esultarono gli Italiani, però che le promesse di libero reggimento lor fatte dai principi, nelle avite signorie restaurati, non fossero state mantenute: donde amari disinganni a chi aveva posto fede alla loro parola; e più amari pentimenti a chi avevali festeggiati al risalire il trono de' padri dopo lunghi anni d'esilio. Ma se l'Italia gioì per la fortunata fuga del prigioniero dell'Elba, se sperò che quel *grande* — ammaestrato dalla sventura e fatto persuaso che senza l'amore dei popoli beneficati con la libertà e la giustizia l'armi non bastano a difendere la corona — ritornato all'antica potenza volgerebbe sue forze a liberarla dai tiranni che l'affliggevano, le Corti d'Europa riempironsi di spavento e di timori; e accrebbe di molto lor confusione la mossa d'armi del re Murat, il quale, per riparare a' suoi torti verso il Buonaparte, in quel mezzo avanzavasi con l'esercito napolitano contra gli Austriaci gridando la *indipendenza italiana*. Se non che, dopo qualche vittoria riportata su la destra del Po, sopraffatto dal numero dei nimici, fu costretto a indietreggiare; vinto di poi a Tolentino, recossi a Napoli; trovatala tumultuante e minacciosa, entrato in mare riparavasi in Francia. Intanto i principi della *Santa Alleanza*, cui erasi unito Vittorio Emanuele di Sardegna, riprese le armi, correvano a combattere l'imperatore Napoleone; il quale, raccolto con l'usata celerità un esercito poderoso, usciva contr'essi alla guerra. Ei fece la giornata a Waterloo, finale e infelice per lui, avvenchè in quella perdesse la libertà e la signoria d'imperio glorioso, vasto e potente! I Monarchi alleati ebbero

allora vinto in nome di quelle idee e di quei diritti d'indipendenza nazionale, contra i quali poco innanzi erano stati vinti da Francia banditora di essi. — Mentre i confederati guerreggiavano prosperamente il fuggitivo dell'Elba, i loro ministri agli atti del Congresso di Vienna aggiungevano altri trattati; le sorti d'Italia però erano state fissate già dai Sovrani della Lega, senza tener conto delle giuste aspirazioni e dei giusti desiderî del popolo; il quale videsi allora in disonesto mercato venduto da quei principi stessi che nel Convento viennese avevano, secondo i sentimenti d'umanità e moralità, condannato e proibito il trafficare delle genti negre. L'Austria avevasi annessa Venezia con le sue lagune e provincie di terraferma, tutta la Lombardia e il ducato di Mantova, Trento e il Friuli, Trieste e il suo Governo, la Dalmazia e l'isole adriatiche; e, allo scopo di signoreggiare moralmente tutta l'Italia, aveva chiesto e ottenuto dagli Stati collegati il diritto di presidiare le cittadelle di Piacenza, Ferrara e Comacchio. — La repubblica genovese, contrariamente ai patti fermati l'anno innanzi con Austria e Inghilterra (1), era stata unita in perpetuo coi feudi imperiali della Liguria al principato sabaudò, il quale teneva la Sardegna, il Piemonte e il ducato di Savoia. — Il Pontefice, ceduta a Francia la contea d'Avignone, aveva ripreso le Legazioni e le Marche, Benevento e Pontecorvo. — Al granducato di Toscana erano state aggiunte le terre dei Presidi, la parte dell'isola d'Elba innanzi il 1801 soggetta a Napoli, Piombino e i feudi imperiali compresi in quello. — All'arciduca Francesco d'Este erano state date Modena, Reggio

(1) Castlereagh a Bentinck, che aveagli raccomandato l'anno innanzi la repubblica ligure, faceva conoscere: = Dovere egli cercare di affezionarsi il popolo, senza però parlargli dell'antica forma del suo governo; l'interesse generale potendo costringere Genova ad adottare un altro sistema. = Ecco come agli interessi d'Inghilterra, non d'Europa, sacrificavasi quella tanto gloriosa repubblica.

e Mirandola; all'arciduchessa Beatrice d'Este, i feudi imperiali posti nella Lunigiana, Massa e Carrara; all'imperatrice Maria Luigia, i ducati di Parma, Piacenza e Guastalla; all'infante Maria Luigia di Spagna, quello di Lucca. — Il reame di Napoli, tolto a Murat allora ch'egli aveva invasa l'Italia sino al Po, era stato rimesso alla Casa borbonica, che teneva Sicilia; Corsica veniva lasciata a Francia; Malta, a Inghilterra; a San Marino, sua indipendenza e libertà: questa l'Italia del Congresso di Vienna, questa l'*espressione geografica* del principe di Metternich! (1).

Il gran Cancelliere dell'imperio austriaco aveva ideato d'unire con patto federale tutti gli Stati italiani, i quali — nel caso d'assalto d'armi straniere — doveano dare all'Austria lor parte contingente di soldatesche per combattere il comune nimico; era con federazione sì fatta, che il principe di Metternich intendeva raggiungere il doppio intento d'impedire nei tempi venturi ogni mutamento interno della penisola e porre tutte le forze armate di essa nelle mani dell'Austria. — Roma, Toscana e Sardegna respinsero l'invito insidioso del Cancelliere imperiale; il re Ferdinando di Napoli lo accettò, non ostante i sennati consigli di Vittorio Emanuele, il quale mostrò allora sommo coraggio e molta dignità resistendo alle domande pressanti del Governo di Vienna chiedente la cittadella d'Alessandria e l'alto Novarese, *a fine*, diceva Metternich, *di potere più facilmente respingere ogni invasione che Francia certo tenterebbe tra breve*. — L'appoggio, dato in momento sì difficile dall'Imperatore di Russia al Re di Sardegna, impensieri non poco la Corte di Vienna; la quale, veggendo

(1) Vedi gli atti del Congresso di Vienna del 1815. Il 2 agosto de 1819 Metternich, scrivendo dell'Italia al conte Dietrichstein, oratore dell'Austria in Corte di Londra, aveva detto: *essere quella una espressione geografica*.

scovati i suoi intendimenti e chiarite le ambiziose sue mire, abbandonò ogni disegno di lega italica e le pretese messe innanzi su la cittadella d'Alessandria e sul Novarese. — Molti erano in Italia i Governi, molti i regnanti sovr'essa; di quelli e di questi nessuno però cui stesse a cuore l'indipendenza, la libertà e l'onore della patria comune: onde universale era il malcontento nei popoli, e vivissimo in questi il desiderio di novità, di mutamenti politici. Primi a tentarne furono i Carbonari, setta la quale in sul finire del giugno 1817, profittando della carestia affliggente le popolazioni — onde credeva facile impresa levarle a romore — e reputando essere Macerata luogo opportuno a cominciare la sollevazione, da dove avrebbe potuto propagarla alle Romagne, mosse quella città a tumulto. Se non che il moto popolare, con poca segretezza preparato e condotto, in breve ora e con lieve sforzo venne spento dal Governo vigilante, il quale ne punì severamente i capi. — È necessario dir qui alcune parole di quella setta, che nel secolo nostro ebbe tanta parte nelle sorti d'Italia.

Nell'anno 1806, Ferdinando, re delle Due Sicilie, rotta la fede giurata a Napoleone, veniva dall'armi francesi, capitaneate da Massena, sbalzato dal trono e costretto a salvarsi in Sicilia; Giuseppe Buonaparte otteneva allora dal fratello la corona di Napoli, poco appresso ceduta per quella di Spagna a Gioacchino Murat, cognato suo; contra il quale — a condurre eserciti peritissimo, a reggere popoli inetto — presto destavasi malcontento generale nel reame per l'improvvido suo tollerare della soldatesca licenza: onde i fieri montanari delle Calabrie e degli Abruzzi, levatisi in su l'arme, prendevano a combattere gli invaditori stranieri. Molti di fede repubblicana, per isfuggire alle persecuzioni e alla morte loro minacciate dai ministri di Murat, corsero a ingrossare le schiere de' sollevati; e all'odio verso la dominazione di Francia altro odio aggiunsero, quello contra i tiranni de' popoli, i regnanti; e for-

marono una setta politica, allora forte soltanto per numero, ma che non molto di poi crebbe a potenza per opera di cittadini chiari per ingegno, stimati per onestà; la quale setta chiamossi de' *Carbonari*, perchè nata in mezzo a gente che fabbricava carbone, e per la massima parte composta di *Carbonari*. Avevano essi leggi e riti; quelle severe, questi maravigliosi; loro scopo, *l'ordinamento politico degli Stati*, che volevano tornare a libertà; in oltre, intendevano vendicare *Cristo*, vittima della tirannide, con lo spegnere i Re: onde nel mistico linguaggio della setta i Carbonari chiamavansi *pecore*, e nomavano *lupo* il monarca di Napoli. Nelle loro baracche, nome assai più modesto della loggia de' Framassoni — raccoglievansi in *vendite* o assemblee, col quale nome alludevano ai veri venditori di carbone. A tutti era nota l'esistenza dei Carbonari, ignoto però come vivessero e dove; circondavansi di mistero, ond'erano temuti assai; odiatori di Murat, perchè re, perchè straniero, e odiatori dei Francesi, perchè oltraggianti e opprimenti la patria, i Carbonari accettarono — tranne pochi irreconciliabili coi re — l'invito del Borbone di unire lor forze alle armi regie per cacciare dal regno il comune nimico. Mediatore negli accordi per l'impresa fu il principe di Moliterno, accetto ai Carbonari, perchè repubblicano. Legaronsi dunque al re Ferdinando, non già per amore, ma per necessità; ed ei promise, qual premio de' loro aiuti, a causa vinta, *una costituzione, liberale quanto essi avrebbberla voluta*, che però non concesse mai: giurare e tradire è la storia degli ultimi Borboni di Napoli (1). Il confederarsi della Corte di Sicilia

(1) « Intellettualmente, i Carbonari erano machiavellici e materialisti. Predicavano libertà politica, e dimenticando che l'uomo è uno, quei fra loro che si occupavano di letteratura, predicavano sotto il nome di *classicismo* la servitù letteraria. Si dicevano nel loro linguaggio simbolico *cristiani*, e intanto, confondendo superstizione e fede, papato e religione, disseccavano il vergine entusiasmo dei giovani con uno

con la Carboneria, mentre avvantaggiò e dimolto la parte di Ferdinando nel reame, fece la guerra della Calabria — che per due anni vi si combattè — più feroce, più ostinata: onde quella terra generosa fu tutta bagnata di sangue e piena di rovine e di saccheggi; nè Murat pervenne a vincerla mai, nè a pacificarla, ma solo a opprimerla, e i Carbonari continuarono a mantenerne le popolazioni nell'odio contra lo straniero, tutto apparecchiando per una levata di scudi, allora che sarebbesi presentata occasione favorevole. Nell'anno 1812 la Sicilia muovevasi a romore e a tumulto; agitata da Murat per li suoi fini ambiziosi, veniva dal Governo tirannico di Carolina d'Austria, la sposa del re Ferdinando, riempita di morti e con ogni sorta di sevizie tormentata (1). L'Inghilterra, la quale con molte soldatesche teneva l'isola, in apparenza per difendervi il Borbone, in realtà per proteggere Malta, venuta in grande timore che si fatte violenze non accendessero in cuor dei Siciliani l'odio contr'essa, e che stanca di tirannia Sicilia tutta si levasse in su l'arme — onde sarebbersi non poco vantaggiate le faccende di Murat e di Francia — inviò lord Bentinck alla Corte di Palermo per condurre la

scetticismo rubato a Voltaire, e negazioni rubate al secolo decimottavo. Erano settari, non apostoli di una religione nazionale; ed erano tali nella sfera politica. » GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, vol. III, cart. 88; Milano, 1871.

(1) « *Dio li crea, poi li unisce;* » Dio aveva fatto Ferdinando Borbone e Carolina d'Austria, e li aveva uniti; di creatura umana avevano le forme, il cuore era di belva ferocissima. Ferdinando, sprezzatore di fede, giurava sui Santi Evangeli e spergiurava di poi; condannava sempre, non perdonava mai; i patti, che i barbari usano rispettare, ei violava; e quelli della resa di Napoli, assediata dal cardinal Ruffo, ruppe vituperevolmente; e di tanta brutta vergogna ebbe sua parte l'eroe di Trafalgar, *Nelson*, per compiacere a una bagascia, a una tavernaia di Londra, *Emma Liona*, per quella tradigione compra dalla regina Carolina. La quale, allora che fuggiva di Napoli per salvarsi in Sicilia, preparava alla città la rovina estrema, contenta *che tutta perisse, pur di non vederla in mano de' Francesi.*

Regina a governo più mite, più savio; in pari tempo ordinò all'inviato suo, che se essa in sua superbia sdegnasse accettare quei consigli, si servisse della forza per costringerla a far quanto era nello interesse del Re, non meno che degli Inglesi. In su le prime la fiera donna resistette alla volontà del Governo di Londra, dispregiando i consigli della potente alleata; ma di poi, conosciuta vana ogni resistenza, cedette; allora fu data alla Sicilia una *costituzione* liberale. Ferdinando, il quale, pretessendo sua malferma salute, aveva temporaneamente ceduta al figliuolo l'autorità regia, nel gennaio volle riprenderla per abolire lo *Statuto*; ma Bentinck, che attento vegliava, risolutamente si oppose al volere del Re; per la quale cosa Ferdinando, riconfermato il figliuol suo nell'ufficio di *Vicario generale*, allontanossi di Palermo, e la Regina lasciò la Sicilia e recossi a Vienna, sua terra natale. — Son noti gli ultimi casi di Gioacchino Murat, nota la sua fine infelice (1); ed è noto altresì come il re Ferdinando, riacquistata la corona di Napoli, dopo aver lusingato i suoi popoli con promessa di *libertà civile*, di *leggi fondamentali dello Stato*, di *formali guarentigie*, abolisse poscia la *costituzione*, perchè impostagli con la forza: onde i Carbonari,

(1) Gioacchino Murat aveva un tempo appartenuto alla Carboneria, che fu da lui favoreggiata sino a che la credette utile a' suoi disegni ambiziosi; e quando non ne abbisognò più, la perseguì accanitamente. La sollevazione dei Carbonari degli Abruzzi, di Napoli, delle Puglie e delle Marche — la quale, gridata la decadenza dal trono del re Murat, nel 1814 aveva alzata bandiera repubblicana — fu da lui combattuta non solo con le armi, ma ben anco con gli inganni più vituperevoli; avvegnachè, fatta spargere voce di perdono quando la *ribellione* era stata vinta, i capi de' Carbonari, ponendo fede in esso, tornati alle loro case, venissero presi e dal tribunale militare di Chieti dannati al supplizio estremo o a durissima prigionia. Le morti, le persecuzioni e gli esilii, non che spegnere la Carboneria, la fecero più forte per numero di aderenti; però che moltissimi, un di partigiani di Murat, indignati del suo mal governo, si fossero a quella accostati.

che avevano gioito per la morte di Murat, vollero allora ogni cura a preparar trame contra il Borbone sleale; e allo scopo di ben riescire nel loro intento, diedersi a far proseliti in tutte le contrade d'Italia; e ne ebbero moltissimi in tutte le classi della popolazione, persino nelle milizie dei vari Stati della penisola.

Torniamo ora alla nostra istoria. — Quando i Monarchi della Santa Alleanza chiamavano alle armi i popoli per combattere la potenza napoleonica e abbatterla, nel chieder loro i più gravi sacrifici per quella guerra di indipendenza nazionale, erano stati generosi di promesse di *costituzioni liberali*. I Tedeschi, ch'ebbero, in modo degno di una grande nazione, risposto allo invito de' loro Sovrani, e numerosi e pieni d'entusiasmo erano corsi alla impresa, posate le armi, non veggendo adempirsi le promesse lor fatte nei momenti del pericolo, delusi nelle più care speranze, manifestarono tale malcontento e si minacciosamente agitarono da impensierir non poco le Corti e i Governi. Dovunque allora formaronsi società segrete, il cui intento era di tener vivo nei popoli l'amore alla patria e alla libertà; dovunque si cospirò; da Giacobini e Buonapartisti, in Francia; dai Carbonari, in Italia; nella Spagna l'agitazione militare, e in Polonia la nazionale. I principi confederati da Carlsbad — ov'eransi raccolti per provvedere alla bisogna e allontanare la tempesta, che minacciavali di nuova rovina — con un manifesto all'Europa si fecero conoscere pronti a reprimere con vigore e fermezza — le quali in lor linguaggio volevan dire *forza e violenza* — ogni moto popolesco, che potesse turbare l'ordine degli Stati, la pace delle popolazioni. Poco dopo la promulgazione del manifesto di Carlsbad scoppiavano movimenti sediziosi nell'esercito. Ferdinando VII, appena salito al trono degli avi nel 1814, non per virtù propria, ma per quella della nazione, aveva ricambiato la generosità dei sudditi con la più nera ingratitudine e la massima perfli-

dia, abolendo la costituzione, condannando a morte, a prigionia, ad esilio e a relegazione quanti avevano eccitato il popolo alla osservanza dello *Statuto*, un di sancito dai rappresentanti suoi e promulgato dal suo Governo. Il patto solenne che aveva dato la corona a Ferdinando e legata la nazione al Re, venne rotto dallo stesso Monarca: onde il malcontento, che in breve allagò tutta la penisola iberica, spinse alla ribellione l'esercito, il quale non molto addietro aveva tanto strenuamente combattuto per l'indipendenza e la libertà della patria. Da prima scoppiano parziali congiure; Valenza è insanguinata dal generale Elio, per ferocia non soldato ma sgherro, e degno veramente di servire al Re spergiuro; e pur degno di Ferdinando è O'Donnel d'Abisbal, che tradisce Quiroga, col quale aveva in segreto accordo preparato armi e armati per sollevare la nazione. Non ostante il tradimento di quei *venduti*, il primo del 1820 l'esercito grida la *costituzione* bandita agli Spagnuoli nel 1812 — era la *costituzione* francese del 1789 — allora che accanitissima ardeva la guerra tra Iberia e Francia, la guerra tanto celebrata della indipendenza di Spagna e Portogallo. Le milizie rimaste in fede al Re traditore vanno contra i sollevati; i quali, duce Quiroga, Riego e Mina — superati e dispersi gli avversari, s'avanzano minacciosi verso Madrid; Ferdinando, che, nella speranza di spegnere la ribellione, resiste superbamente a chi lo consiglia d'accordare la *costituzione* poco innanzi abolita, quando vede soprastargli pericolo di rovina, cede e giura lo *Statuto*. L'esempio degli Spagnuoli è seguito dai Portoghesi; i quali, vittoriosi nel loro sollevamento, gridano la *costituzione*, che il Re accetta e fa sacramento di rispettare.

Il grido di libertà levatosi nella Spagna ebbe subito eco generosa in Italia; e la vittoria della sollevazione militare dell'Iberia incoraggiò le soldatesche delle Due Sicilie e di Sardegna a domandare *costituzioni* liberali e ordinamenti

civili, quali richiedevansi dai tempi mutati: dirò prima di Napoli, di Sardegna di poi. — La Carboneria, nimica sempre ai Re, veduto propizio il momento all'impresa della liberazione d'Italia, da lungo tempo meditata e disegnata, deliberava di tentar Napoli, ove fiera gelosia divideva Siculi, Napolitani e Murattisti — e la ragione è nota — al quale intento davasi a far proseliti nell'esercito (1). Nè fu questa difficile cosa, avvegnachè in esso, come in tutti gli ordini della società, regnassero mali umori, conseguenza del tristissimo governo, e il bisogno di assetto politico e civile, che a pieno rispondesse alle nuove idee, fosse vivamente dallo universale sentito. — Correva il 2 luglio 1820, quando i due sottotenenti Morelli e Silvati con poco più d'un centinaio di soldati e di sergenti del reggimento *Reale Borbone* di cavalleria, lasciata la loro stanza di Nola, in compagnia di venti Carbonari recavansi in Avelino per unirsi ad altri compagni; il loro grido era *Viva Dio, Re e Costituzione*, grido che il popolo con grande entusiasmo ripeteva. Giunta in Napoli la novella di quel moto, tutta la città muovevasi a romore; il Re e i Ministri suoi, raccolti a consiglio, tra dubbi e timori non sanno quale provvedimento pigliare che sia efficace a spegnere la militare ribellione e il popolesco tumulto. In una assemblea di generali deliberasi d'inviare Guglielmo Pepe contra i sollevati; ma poi, temendosi di lui, che nutriva sentimenti liberalissimi, il carico di reprimere la sedizione è dato a Carrascosa, a Nunziante, a Campana. Mentre tra tante dubbiezze in Napoli si consulta, la sollevazione s'allarga e s'afforza; la Capitanata, la Basilicata e il Principato Citeriore romoreggiano; i sollevati tengono Monteforte; combattono con fortuna a Nocera fuggando Campana. Al loro avanzarsi grande parte della gente di Nunziante abbandona le bandiere regie; Carrascosa tenta invano i

(1) Fu scritto che nel 1820 la Carboneria contasse in Italia da quattrocento mila iscritti, tra cui Carlo Alberto di Savoia.

capi del movimento; dovunque i soldati a battaglioni e a reggimenti disertano dalle loro stanze, dai loro campi; e Guglielmo Pepe — il quale per essere in fama d'uomo *molto liberale*, non godeva di nessun credito in Corte di Napoli — con due reggimenti di cavalleria, trovati al ponte della Maddalena, raggiugne i Carbonari al campo di Monteforte, poscia recasi ad Avellino. Costretto a cedere alla necessità dei tempi, e nell'impossibilità di opprimere la sollevazione — di cui sarebbe stato facilissimo impedire lo scoppio (1) — il Re, eletto *Vicario* suo il figliuolo Francesco, Duca di Calabria, emanava il 6 luglio un editto, nel quale parlava alla nazione in queste sentenze: = *Giusta il voto di un governo costituzionale manifestato da' popoli suoi, consentire e promettere di piena volontà di pubblicarne le basi nel corso di otto giorni; ordinare alle sue soldatesche di riedere ai loro corpi e a ogni altro alle usate occupazioni*; = la *costituzione* fu quella voluta dalla nazione, fu la spagnuola del 1812: allora i Ministri ven-

(1) Il conte Cotti di Brusasco, oratore di Sardegna in Corte di Russia, il 29 gennaio 1821 scriveva al suo Governo così: « Non basta reprimere le sedizioni, bisogna *prevenirle*, e fa d'uopo pertanto cercare il rimedio nella stessa natura del male. Ora, se attentamente si entra nell'esame dello stato morale in cui trovasi l'Europa, sarà agevole riconoscere che gli spiriti non possono più essere guidati da una potestà esercitata conforme a massime determinate e immobili. Istituzioni in armonia con la civiltà del secolo e modificate secondo i bisogni e le particolari condizioni di cadauna nazione sembrano l'unico mezzo di calmare questa sorta di febbre morale, che spinge di nuovo i popoli nei vortici della *rivoluzione*, e in pari tempo di invalidare l'opera delle società segrete e di consolidare i troni. Tali istituzioni debbonsi mirare da due differenti punti di vista, o come mezzo di preservare gli Stati dal flagello sedizioso, o come mezzo di accrescere la potenza dei Governi, per l'indirizzo e il buono andamento ch'essi possono imprimere allo spirito umano. Considerate sotto il primo aspetto, sono indispensabili agli Stati minacciati da politiche commozioni; sotto il secondo, sono utili a tutti i Governi indistintamente, ove siano con maestria architettate. »

nero mutati. Il generale Pepe — a Monteforte stato gridato comandante supremo dell'esercito *costituzionale* — a capo di questo e dei Carbonari a lui unitisi portavasi a Napoli, alla quale erano tornate la gioia, la tranquillità e la confidenza: la civiltà aveva riportato una nuova vittoria, però che quei rivolgimenti si fossero compiuti senza spargere sangue. Il 13 luglio il re Ferdinando, posta la destra sopra i santi Evangelii, giurò in nome di Dio di conservare e difendere la costituzione data al reame; profferito tal giuramento, fissò la croce e disse: « Se operassi contra il mio giuramento e contra qualunque articolo di esso, non dovrò essere ubbidito, e ogni operazione, con la quale io contravenissi, sarà nulla e di nessun valore; così facendo, mi protegga Iddio; altrimenti me ne dimandi conto. » Come ei tenesse il sacramento fatto a Dio e al suo popolo, vedremo tra breve. La Carboneria, che aveva avuto la parte maggiore in quel politico rivolgimento, si afforzò allora dimolto; avvegnachè ad essa si scrivessero i personaggi più ragguardevoli del regno per censo, per uffici e per titoli.

Civili discordie vennero presto a turbare la pace e il contento universale per la libertà acquistata: cause primissime di quelle, le ambizioni insoddisfatte d'onori e di cariche, e l'avarizia; nell'esercito poi, le basse gelosie tra murattiani e borbonici. A tanti danni quello — e di tutti il più grave — si aggiunse della ribellione di Palermo, il cui popolo, levatosi al grido: *Dio e Re, costituzione di Spagna e indipendenza*, abbandonavasi a saccheggi, a devastazioni, a spogliazioni, e, per sospetto, toglieva di vita non pochi cittadini onoratissimi e onorandissimi. Il generale Naselli, luogotenente del Re, uomo inabile a reggere la cosa pubblica, da prima cede Castellamare ai sollevati; di poi, pentito, assalta il forte per tornarlo a sua mano; respinto, temendo l'ira popolare, affida a una *Giunta* di nobili il governo della città; ma la popolazione infuriando sempre e facendosi ogni momento più minacciosa, egli fugge vilmente di Palermo sopra picciola barca; allora i solle-

vati nominano una *Giunta sovrana* di nobili e plebei, capo di essa il cardinale Gravina. Ad accrescere in Napoli la universale trepidazione — prodotta dalle interne discordie, dai moti di Palermo e d'altre provincie volenti la Sicilia retta da governo proprio sotto la casa di Borbone, moti invero esiziali alla libertà — giugneva la novella, che l'ambasciatore, inviato in quel mezzo a Vienna, era stato sì male accolto dalla Corte imperiale da vedersi costretto a lasciare la metropoli austriaca per togliersi a nuove umiliazioni. E siccome l'ambasciatore avea rivelato al re Ferdinando il disegno dell'Imperatore d'intervenire con le armi nelle faccende d'Italia — e ciò in virtù di un articolo segreto de' patti del 1815 del convento viennese col quale era obbligata ad assicurare a Napoli la sua *costituzione* (1) — per affermare l'integrità degli Stati e l'indipendenza dei principi offesi dai sudditi nei loro diritti (2), così il Governo borbonico, deliberato di resistere con la forza alla invasione straniera, aumentò l'esercito, chiamò la nazione alle armi, restaurò le fortezze e munì di difese i passaggi di Chieti, d'Ariano, di Montecassino. A finire sollecitamente la guerra civile soffiata in Sicilia — guerra che invaliderebbe non poco le resistenze apparecchiantisi alle frontiere del reame — in sul cominciare del settembre mandavasi nell'isola, ad afforzarne i presidi, una schiera di nove mila

(1) « Su la quistione di Napoli il Ministro austriaco — Metternich — per giustificare il suo intervenire invocava un articolo segreto delle convenzioni del 1815, in virtù del quale l'Austria assicurava a Napoli la sovranità e la *costituzione*, com'erano allora stabilite. Metternich traeva da quest'articolo il diritto d'intervenire per rovesciare quanto era stato compiuto da una ribellione violenta e ingiusta. » — CAPEFIGUE, *Il Congresso di Vienna*, cart. 117; Bruxelles, 1847.

(2) « L'Imperatore, considerando essere i moti sediziosi delle Due Sicilie cagionati dagli intrighi dei Carbonari e da altre società segrete, vuole fare tutti gli sforzi suoi per impedire qualsiasi offesa ai diritti dei principi. » — CAPEFIGUE, *Il Congresso di Vienna*, cart. 115; Bruxelles, 1847.

fanti e cinquecento cavalli, capitanata da Florestano Pepe; il quale, avuta Palermo per dedizione spontanea, presto quietava la sommossa, ricomponeva l'ordine sconvolto e la Sicilia a Napoli riconciliava. In quel mezzo raccoglievansi i Comizi per eleggere i rappresentanti della nazione nel Parlamento, inauguratosi poscia il primo ottobre dal Re stesso con pompa solenne. Il trattato di pace sottoscritto dai Palermitani e da Florestano Pepe — in virtù del quale, posate le armi, veniva a quelli concesso quanto era stato lor negato innanzi il cominciare delle nimistà — mosse Napoli a romore, era questo il frutto dell'inimicizia antica, che aveva tenuto mai sempre divisi quei popoli; inimicizia con maligna arte serbata viva dai regnanti all'intento di meglio signoreggiarli! per lo quale romore i Ministri del Re, con malaugurato consiglio, rotti i patti, inviano a Sicilia il generale Colletta, lo storico, che col rigore tornava l'isola alla obbedienza usata. Russia, Austria e Prussia, le quali dicevansi *incaricate di vigilare al mantenimento della tranquillità degli Stati*, nelle conferenze di Troppau — nel dicembre di quell'anno 1820 riunite per discutere intorno le faccende d'Italia — deliberavano di intervenire con le armi per rimettere in Napoli l'ordine antico. Metternich, che non solamente intendeva ad afforzare la preponderanza austriaca nella penisola, ma altresì ad allargarla anche coi mezzi più odiosi e più sleali, assunse tutto il carico dell'impresa *per mettere un freno a una dominazione novella... la dominazione della ribellione e del delitto* (1); allora Russia, Austria e Prussia raccolsero armi, raccolsero eserciti. Francia e Inghilterra videro di mal occhio quello armarsi, e peggio ancora che la pacificazione d'Italia avesse ad essere opera soltanto dell'Austria; e i liberali di tutta

(1) Nota dell'8 dicembre 1820 compilata a Troppau, la quale chiarisce lo scopo della nuova alleanza di quei tre grandi Stati e i mezzi di raggiungerlo.

Europa, desiderosi sempre di novità, rallegraronsi della sommossa di Napoli, a favor della quale alcuni d'essi offerono larghe somme di danaro per soldare reggimenti di volontari. — Il re Ferdinando, che amava comandar da padrone assoluto e non voleva saper di *costituzione* — la quale scemavagli dimolto l'autorità sovrana — segretamente volgevasi ai Sovrani congregati in Troppau richiedendoli di consigli e d'aiuti d'armi per rimettere nel reame l'usata sua potestà assoluta; e quei Sovrani invitarono a Lubiana — ove in quel mezzo avevano trasferito il Congresso — per meglio accordarsi sul modo di definire la quistione e di condurre l'impresa, che tutti ritenevano ardua, avvegnachè Francia e Inghilterra si fossero chiarite avverse ad ogni intervento armato (1). Il Borbone, il quale non può allontanarsi dal regno senza permissione del Parlamento, per li Ministri suoi manda ad esso l'invito de' Monarchi alleati e un messaggio suo, in cui dice: = *volerst recare a Lubiana mediatore di pace tra i popoli suoi e i principi là congregati per ottenere da questi la confermazione dello Statuto e delle libertà nazionali.* = Se non che, appena furono letti l'invito dei Sovrani alleati e il messaggio del Re, i cittadini — che numerosi stavano nelle tribune — levaronsi a tumulto gridando: *Costituzione o morte;* e usciti dal Parlamento corsero le vie di Napoli ripetendo quel grido. La Carboneria, la quale poneva grande fede nel genio liberale del Vicario, il primogenito di Ferdinando, volendo ad ogni costo allontanare il Re dallo Stato a fine di costringerlo a cedere la somma delle cose

(1) Con lettera circolare del 19 gennaio 1821, il Governo inglese faceva conoscere ai rappresentanti suoi presso le Corti straniere di non approvare i provvedimenti proposti al Congresso di Lubiana per comporre le faccende di Napoli, essendo contrariissimi alle leggi fondamentali dell'Inghilterra; biasimava altresì i principi generali cui i Sovrani alleati intendevano informare la loro politica; principi che non potevansi accettare con sicurezza qual sistema di leggi tra le nazioni.

al Vicario, inviò non pochi di sua setta in tutte le provincie del reame per assicurarsi il consenso e l'appoggio dei sollevati del 6 luglio, e nel medesimo tempo fece conoscere al Parlamento la propria volontà, si avesse cioè ad accordare a Ferdinando la facoltà di recarsi al convegno di Lubiana, nel quale pur troppo erano già state discusse e stabilite le sorti del regno. A quietare gli animi agitati e toglier loro ogni malo sospetto su la sua fede, il Borbone pubblicava un manifesto col quale faceva conoscere alla nazione di *recarsi al Congresso per adempiere pienamente quanto aveva giurato; lasciar con piacere il figliuolo a reggere lo Stato; sperare da Dio la forza necessaria alle intenzioni sue.* — Avuto dal Parlamento licenza di portarsi a Lubiana, il 14 dicembre di quell'anno 1820, per la via di mare sopra nave inglese (1), recossi sollecito presso i congregati: erano l'Imperatore di Russia e quello d'Austria; il signore di Hardenberg, rappresentante il Re di Prussia, che per ragioni di Stato non aveva potuto prender parte al Congresso; al quale Francia e Inghilterra avevano deputato dei Ministri plenipotenziari. Mentre là trattavasi del diritto d'*intervento armato* nelle faccende interne di qualsiasi Stato e del modo d'usare tale diritto in quel di Napoli, giugneva a Lubiana la novella dei moti piemontesi, de' quali diremo tra breve.

Il 9 febbraio 1821 il Reggente, Francesco duca di Calabria, riceveva lettera dal padre, il quale facevagli noto: *Aver trovato i Monarchi alleati irrevocabilmente determinati a non ammettere lo stato di cose, risultamento del cast del 2 luglio, nè ciò che potrebbe derivare da essi; ritennero contrario alla tranquillità del regno e alla sicurezza degli Stati vicini, ed essere pronti a combatterlo anche con la forza dell'armi, se la forza della persua-*

(1) Era la nave stessa, su la quale, dopo la giornata di Waterloo, in Rochefort, l'imperatore Napoleone sali prigioniero d'Inghilterra.

sione non lo facesse immediatamente cessare... Non esservi incertezza alcuna su l'alternativa nella quale trovavansi, nè su l'unico mezzo che restava per preservare il reame dal flagello della guerra... In quanto al sistema che deve succedere al presente stato di cose, avergli i Sovrani fatto conoscere il punto di vista sotto cui essi riguardano tale quistione. Il re Ferdinando consigliava quindi di cedere alla dura necessità dei tempi e di piegare il capo ai voleri dei Monarchi confederati, non potendo egli con le sole sue forze combattere con vantaggio gli eserciti d'Austria e di Russia. Il Borbone spergiuro e traditore della patria, a guarentire la sicurezza e la pace universale, chiama allora ad occupare il regno genti straniere; e il Reggente — nell'ordine inganni e tradimenti veramente degno del padre — raccolti i rappresentanti della nazione a Parlamento, fa lor conoscere la lettera del Re, le deliberazioni del Congresso di Lubiana, le note degli ambasciatori di Francia e d'Inghilterra, le prime ostili al regno, le altre annuenti alla volontà di Russia, d'Austria, di Prussia. Il Parlamento, credendo che i Sovrani alleati abbiano usata violenza al Re, indignato, bandisce guerra all'Austria; e il Reggente, che ne indovina l'esito, giura di correrne i cimenti col fratello Leopoldo: onde il popolo, pieno di fede e d'entusiasmo, apparecchiasi a difendere sè e le sue libertà. Ferdinando Borbone e il Reggente armansi allora l'uno contra l'altro; quello si fa guidatore d'armi straniere a danno della patria; questi si fa capitano dell'esercito nazionale a difesa di essa; padre e figlio in apparenza stanno per combattersi da nimici, in verità poi sono d'accordo ad opprimere il regno. Direi *brutta e vituperevole scena* questa, se fosse stata incruenta; ma sangue di popolo generoso si sparse, onde la chiamaremo *tragedia dolorosa!* la quale, mentre condannava a obbrobrio eterno i Borboni di Napoli, era causa di nuovi lutti e dolori all'Italia! — Inditta la guerra, il Governo volge sue cure ad accrescere con nuove leve l'esercito stanziato, a ben fornirlo di armi; poi,

a sussidio di esso, solda milizie civili; e siccome la parte maggiore delle soldatesche non era avvezza alla militare disciplina, e anzi dell'arte bellica affatto ignara, sceglie sistema di guerra difensiva, nella certezza che combattendo nel proprio paese le milizie in breve tempo si assueferebbero ai pericoli e diverrebbero esperte alle fazioni; in oltre, munisce le frontiere del regno e ne chiude i passaggi con opere fortificatorie. L'esercito venne diviso in due schiere: il generale Carrascosa ebbe il comando della prima e il carico di difendere i confini di Sora, Ceprano e Itri; al generale Guglielmo Pepe toccò il governo della seconda e l'ufficio di difendere gli Abruzzi; capo supremo dell'esercito, il Reggente. Mentre gli Austriaci, duce il Frimont, in varie schiere divisi, per la via di Siena e d'Ancona e il grosso di essi per quella di Foligno avanzavansi minacciosi e occupavano Rieti, Guglielmo Pepe con sue genti facevasi a incontrarli, e, il mattino del 7 marzo giunto sotto le mura di quella città, li assaliva con sommo vigore da prima, dubbiosamente di poi: onde i nimici, usciti dalla terra occupata, prendevano ad offenderlo con gagliardia e accorgimento e vincevano la giornata. I Napolitani ritiraronsi disordinatamente di Rieti, lasciando, dopo leggero contrasto, in potere degli imperiali Antrodoco e molte opere di difesa. Alla novella di tanto disastro, Napoli si riempì di terrore, avvegnachè assai più dell'armi nimiche paventasse l'ire del vecchio Ferdinando. Il Parlamento tentò placarne gli sdegni scrivendo a lui in umile linguaggio e supplicandolo a provvedere al regno e far ritorno al popolo suo; e tornò, ma per opprimerlo e straziarlo. Intanto l'esercito napolitano si disfaceva e si sperdeva per le male arti dei nimici alla libertà; i quali, omai securi dell'appoggio delle soldatesche austriache, uscivano alla luce del giorno e pieno il cuore di vendette dispiegavano lor forze. Il Governo — se più inetto o vile dir non saprei — concedeva tutto quanto dal Frimont si chiedeva, cioè le fortezze del regno e i castelli della metropoli, nella quale, il 23 marzo,

baldi menavano trionfi di una facile vittoria conquistata; e il tristissimo Ferdinando non molto dopo la funestò di morti e di proscrizioni! — Abolita la *costituzione*, resse lo Stato con potestà assoluta (1), e da carnefice non da Re, però che si compiacesse di condanne e di torture! La tirannide borbonica potè impunemente allora inferocire sul popolo, perchè appoggiata dalle baionette austriache. Alla notizia dell'invasione straniera, Messina, città italianissima, si commosse; e quando seppe dell'infelice giornata di Rieti e dello sbandarsi dell'esercito nazionale, si agitò, romoreggiò! I Carbonari, che vi erano numerosi e audaci, deliberati di togliere la Sicilia alla soggezione del Borbone; nel mattino del 26 marzo tentarono il generale Rossaroll, offrendogli la militare suprema autorità s'ei volesse governare l'impresa. Rossaroll — odiatore di tirannide, e della libertà svisceratissimo — accettò con vero giubilo quel carico, e alzata la bandiera della ribellione contra il Re spergiuro e chiamatore di stranieri, mentre ricordava le parole del giuramento di Ferdinando: « *se operasse contra la fede data, non dover essere obbedito*; ed ogni operazione con cui ad essa contravvenisse, essere nulla e di nessun valore, » affermò legittimo il sollevarsi di popolo e di soldati. Se non che la disobbedienza dei comandanti dei presidi dell'isola — cui aveva ordinato menassero a lui in Messina le milizie loro — e il poco accordo che regnava tra le città sicule — le quali negarono di concedere a Rossaroll gli aiuti invocati, furono le cause che mandarono a male l'impresa, spegnendo la sollevazione in sul suo nascere. Quella di Napoli, se commosse i vicini Stati della Chiesa, non valse però a levarli in su l'arme;

(1) In suo ritorno a Napoli il re Ferdinando visitò in Roma il Pontefice, che lo prosciolsse dal giuramento fatto pochi mesi prima sopra i *Santi Evangelii e in nome di Dio*. — Insegni ciò ai popoli quale e quanto fondamento si possa fare — non sempre, ma sovente — sui giuramenti dei regnanti.

soltanto Benevento e Pontecorvo, le quali terre, sebbene poste nel reame delle Due Sicilie, erano nondimeno soggette a Roma, appena seppero i moti di Napoli, tumultuarono e, gridata la *costituzione* spagnuola, chiesero d'unirsi al regno, nel cui seno trovavansi. I Ministri napoletani, i quali, come scrisse Pietro Colletta (1), *disdegnavano le pratiche usate dalle altre rivoluzioni*, con mal consiglio respinsero quell'unione; allora Benevento e Pontecorvo domandarono di confederarsi, offerendo danaro e soldatesche per la guerra; non accettata la federazione, pregarono lor s'accordasse almeno protezione efficace; negata pur questa, quelle città presero a governarsi a municipio, sino a che la sconfitta di Rieti e l'occupazione austriaca del reame le costrinsero a tornare all'obbedienza del Pontefice.

Di que' giorni regnava su la Sardegna Vittorio Emanuele I, buon principe, il quale, come altrove notai, erasi già chiarito favorevole a concedere le riforme desiderate dai popoli, e volute dai nuovi tempi e dal nuovo incivilimento nel sistema di governo. Ostava però ad esse la nobiltà, la quale, per indole sua assai *conservatrice* e quasi sempre nimica a novità, sapeva, per esperienza fatta, che quelle riforme o, come vogliansi anche chiamare, quei *progressi* avrebbero tolto i molti privilegi che essa godeva con danno gravissimo della giustizia e della morale pubblica. La nazione — da lunga pezza vagheggiante una guerra contra l'Austria per cacciarla dalla penisola e con lo acquisto di Lombardia e di Venezia tornare la Sardegna e la patria italiana a indipendenza — aveva posto ogni speranza in Vittorio Emanuele: eziandio lusingandosi che la memoria delle geste gloriose degli avi, *lui*, che per virtù e valore doveva essere degno di casa Savoia, spingerebbe alla nobile impresa. Ma il Re, sebbene in suo cuore avversissimo

(1) *Storia del reame di Napoli*, lib. IX, cap. 2.

all'Austria e aborrente la soggezione che essa voleva imporre a' principi d'Italia, di carattere debole veniva facilmente aggirato dalla Regina, donna superba e tutta devota alla Corte di Vienna. Intanto nelle provincie subalpine cresceva ogni dì più il numero degli amatori di libero reggimento; le società segrete moltiplicavansi e s'afforzavano, e la Carboneria s'allargava, legandosi a quella di Lombardia potente per numero e per ricchezze; tutti poi intendevano lor cure a preparare il paese a levarsi unito e concorde contra lo straniero. I rivolgimenti politici di Napoli, mentre turbarono grandemente la Corte di Torino accrebbero coraggio ai Carbonari piemontesi; i quali, allora che seppero avere gli Austriaci passato il Po e camminare verso Napoli per rimettervi l'ordine antico, apparrecchiaronsi a rivoltare lo Stato, a levare in su l'arme il popolo e chiamare a lor parte l'esercito, che sapevasi già bene disposto a novità. In quel tempo, un principe di Casa Savoia aveva tratto a sè le simpatie dell'universale, specie di coloro che volgevano in mente la cacciata degli Austriaci dall'Italia, ai quali professavasi apertamente nimico. Erano in lui modi cavallereschi, vaghezza di gloria, sentimenti liberali, magnanimità di animo, amore di giustizia; aborrisva le usanze antiche di governo, e dicevasi bramosissimo di rinnovamento civile: onde la Regina non lo predilesse mai e la Corte di Vienna lo temette sempre. Egli era Carlo Alberto di Savoia-Carignano, erede della corona, dai Carbonari tutti designato a lor capo nell'impresa di nazionale indipendenza; che alcuni troppo lodarono, altri troppo biasimarono; lodi e biasimi invero esagerati; però che, se molto ei fece di male alla patria innanzi di salire al trono, moltissimo di bene operasse divenuto Re; in ciò diverso assai d'altri principi, i quali, ottenuta la potestà suprema, dimenticano le promesse fatte innanzi agli amici, che li hanno aiutati a raggiungerla. Ora che da più di sei lustri è sceso nel sepolcro, e che sono spente le passioni che tanto agitarono i primi

tempi del risorgimento italiano, noi possiamo dire di lui e francamente diremo della sua vita; e fin d'ora affermiamo, essere egli stato dei primissimi, dei più valorosi soldati e de' più grandi martiri di nostra patria indipendenza.

Correva il 6 marzo 1821, allora che quattro persone per segreta scala venivano introdotte nella biblioteca di quel principe, il quale impaziente le aspettava: erano esse il luogotenente colonnello Carlo Asinari di San Marzano, dei Dragoni della Regina — primogenito del marchese Filippo, Ministro sopra gli affari esterni, e noto sotto il nome di marchese di Caraglio; — il conte Annibale Santorre Derossi di Santarosa, maggiore nelle fanterie e segretario del Ministro delle armi; il conte Guglielmo Moffa di Lisio, capitano nel reggimento dei cavalleghieri del Re; e il cavaliere Giacinto Collegno, maggiore nelle artiglierie. Essi, che di grande reputazione godevano nell'esercito, avevano cercato nel generale Giffenga il capo dell'impresa; soldato di coraggio provatissimo, esperto nell'arte bellica — avvegnachè avesse con sommo valore militato sotto il *gran Capitano* — ingegno vivace e pronto, ambizioso e odiatore dell'Austria, possedeva tutte le qualità che facevano degno del difficile carico offertogli dai cospiratori. Ma Giffenga niegollo accettare, reputando non essere momento opportuno a sollevazione; consigliò loro d'aspettare l'esito dei primi affronti dell'esercito napoletano con l'austriaco; se quello facesse buone prove, se validamente combattesse e resistesse, l'armi di Sardegna irromperebbero allora in Lombardia per togliere agli Austriaci ogni via di comunicazione con l'imperio: onde più disastrosa sarebbe la loro ritirata, più compiuta la vittoria dei confederati e assicurato il trionfo della causa italiana. — Invero Giffenga non mostrò di possedere quella gagliardia e quel vigore d'animo che i cospiratori carbonari eransi da lui ripromessi; in imprese di genere sì fatto la fortuna ha parte grandissima e molto soccorre agli audaci; in oltre, sarebbe stato da generale accorto e sapiente, ed eziandio proprio giusta i principi di

guerra, l'operare celeremente e fortemente in sul fianco e alle spalle degli Austriaci invadenti; ciò che avrebbe questi rattenuti dal correre sopra Napoli dopo la giornata di Rieti, rinnovato il coraggio nei Napolitani e dato lor tempo a rifare l'esercito di Pepe, raccogliendosi nelle fortezze e dietro quello di Carrascosa bene ordinato e forte. Il rifiuto di Giffenga da prima, e il tentennare di Carlo Alberto di poi agevolavano l'impresa agli Austriaci contra un nimico, il quale imprudentemente teneva divise sue forze: Rieti e Novara furono facili vittorie per l'Austria, disastri fatali alla patria nostra! — Tornato vano il tentativo di trarre a lor parte il generale Giffenga, quei cospiratori recaronsi appo il principe di Carignano che, come scrissi più sopra, il 6 marzo aspettavali nella sua biblioteca (1); e a lui offerirono il carico di capitanare l'esercito e la nazione armata — ch'essi affermavano pronti a sollevarsi per combattere lo straniero — e il governo di quella onorevole impresa, la quale doveva condurre l'Italia a indipendenza e libertà. In su le prime, il principe mise innanzi i doveri che legavano al Re, i quali vietavangli di farsi complice di ribellione e violenza; ma, assicurato che esercito e popolo, devoti a casa Savoia, non volevano ribellione nè violenza, sibbene intendevano chiedere concordi al Re istituzioni liberali e aiuto di sue armi all'Italia per combattere lo straniero, s'arrendette alle loro preghiere e promise di cooperare con tutte le sue forze alla redenzione della pa-

(1) « Educato come semplice cittadino nelle pubbliche scuole, Carlo Alberto ritornava alla reggia nella età di diciassette anni. Non cresciuto all'ombra del real soglio, avea modo, tempo e opportunità di esaminare gli uomini senza regali allucinazioni, e di lui si cominciava sommessamente a discorrere nel 1817 in occasione del suo matrimonio con Maria Teresa, figliuola del Duca di Toscana... Dalle persone che circondavano il principe si spargeva che amico fosse di liberali studi, e affermavasi che i destini dell'Italia non avrebbero potuto meglio che a lui essere affidati. » — ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. I, cart. 128; Torino, 1849.

tria. Se non che, abboccatosi dopo con Giffenga, mutava consiglio; non volendo mancare agli obblighi suoi verso la Corona, nè tradire i cospiratori che a lui eransi confidati, fatto venire a sè il Ministro sopra la guerra, dicevagli: = sapere essere prossima a scoppiare una ribellione nell'esercito: provvedesse. = Al dimani Collegno, San Marzano e Santarosa tornarono al principe, e significatogli di voler profittare dell'assenza del Re, ito in quel giorno al castello di Moncalieri, per indurre l'esercito a manifestare i suoi desiderî, la volontà sua — desiderî e volontà che sapevansi comuni col popolo — invitarono a mettersi a capo del movimento; ma Carlo Alberto, per serbarsi in fede al Re, posta in non cale la parola data agli amici, ritirossi dall'impresa; al bene della patria — cui portava amore e del quale diede di poi chiare prove — antepose allora l'interesse della sua dinastia: onde ebbe fama di spergiuro, di traditore. L'abbandono del principe di Carignano non scoraggiò i capi della parte militare, i quali riederono a lui, non più per richiederlo del suo braccio, ma per esplorarne gli intendimenti; ed egli mentre protestava sua devozione al Re, lasciò trasparire d'aver comuni con essi le speranze e i desiderî: per la quale cosa si tennero sicuri ch'ei s'accosterebbe a lor parte, se prosperi fossero gli eventi. Ma allora che seppero avere ai soldati delle artiglierie — dei quali era capo — impartito l'ordine di fortemente resistere, ad evitare inutile spargimento di sangue inviarono in tutte le provincie del regno fidi messi agli amici per avvertirli di sospendere l'impresa. — Era tardi. — Nel mattino del 10 marzo il reggimento di cavalleria *Genova*, che presidiava la cittadella d'Alessandria, prese le armi, acclamava la *costituzione spagnuola*; poco appresso gli si univano altre schiere di soldati e cittadini armati; e il luogotenente colonnello Ansaldi, assuntone il comando, costituiva una *Giunta* temporanea di Governo. Alla novella di tale movimento Torino tutta si commosse; San Marzano e Collegno corsero solleciti ad Alessandria, Moffa di Lisio e Santarosa

a Pinerolo; i quali ultimi, bandita la guerra all'Austria allo scopo di togliere il Re dalla soggezione dell'imperio, levato in su l'arme il presidio, con trecento cavalieri portaronsi ad Alessandria; allora Ansaldi prese il comando di tutte le *militie costituzionali*, Santarosa pigliò il governo della terra, e San Marzano con ottocento uomini incamminossi verso Casale.

Vittorio Emanuele, fatto subito ritorno a Torino, metteva fuori un manifesto ai popoli suoi; col quale, dopo averli assicurati che l'Austria non domandava il licenziamento di parte dell'esercito, nè l'occupazione delle fortezze del regno, invitavali a mantenersi tranquilli per non attirare armi straniere entro lo Stato. Le parole del Re svelarono le tristissime arti dei cortigiani, i quali, per indurlo a reprimere con la violenza i popoleschi e militari rumori, avevagli fatto credere essere quei romori conseguenze della voce che correva, starsi cioè gli Austriaci in Lombardia minacciosi contra Sardegna, le cui fortezze voleano recarsi in mano. Chiamati a sè i Ministri e il principe di Carignano per provvedere alla bisogna, allo intento di calmare gli animi Carlo Alberto consigliava al Re di far paghe le aspirazioni del popolo suo accordandogli la *costituzione* tanto desiderata. Savio e onesto consiglio che i ministri Balbo e Valesa sostennero, Saluzzo e Brignole non appoggiarono, Roburent, Della Valle, Lodi e Thaon di Revel, Governatore della città, respinsero; e il Re, per debolezza d'animo incapace di risoluzione forte e vigorosa, scelse il partito peggiore; avvegnachè negasse concedere costituzione e riforme. Mentre tali cose deliberavansi in Corte di Torino, giugneva di Lubiana l'inviato sardo portatore dei *comandi* dei Monarchi ivi raccolti a congresso. A un'ora del pomeriggio del 12 marzo alcuni ufficiali delle artiglierie, degli ingegneri militari e delle fanterie, alzata su le mura della cittadella di Torino la bandiera *tricolore*, gridavano la Costituzione; il cannone, annunziatore del

fatto, mosse la città a tumulto e chiamò alla cittadella i novatori; i quali, salutato il vessillo nazionale, simbolo di indipendenza e di concordia, pieni d'entusiasmo e di fede, acclamarono la *Costituzione*. — Cosa deliberò, che fece allora il Re? Assicurato che le soldatesche, sebbene a lui e alla sua Casa fedeli, non avrebbero però bruttate loro armi di sangue fraterno, piuttosto che cedere alla volontà di coloro ch'egli chiamava *ribelli*, rinunzia alla corona in favore del fratello Carlo Felice, Duca del Genevese, di quei tempi in Corte di Modena, e nomina reggente dello Stato, in assenza del Re, il principe di Carignano, ufficio da questi da prima rifiutato, e che, pregato, assume di poi (1). Il ministro Balbo senza por tempo in mezzo scrisse a Carlo Felice dell'abdicazione di Vittorio Emanuele, della reggenza di Carlo Alberto, dello stato delle cose nel regno e del manifesto alla nazione; e il principe di Carignano mandava fuori per le stampe un editto, nel quale, confessato il suo rispetto e la sua sommissione al nuovo Re, cui intendeva dare *salvo, incolume e contento il suo popolo e non già straziato da fazioni e da guerra civile*, prometteva al paese la Costituzione di Spagna, *sotto quelle modificazioni che dalla rappresentanza nazionale, in un con S. M. il Re, verranno deliberate*. Allora venne costituita una Giunta temporanea e nuovi Ministri furono chiamati a reggere la cosa pubblica; se non che la Giunta e il Governo, composti d'uomini onesti bensì, ma non tutti ispirati a sentimenti liberali, nè in quei momenti difficili atti

(1) « Molte clausole si apponevano all'abdicazione. Notevoli erano queste due: che fosse conservato a Vittorio Emanuele il *titolo, il trattamento e la dignità di Re*: che gli fosse pagata ogni anno, a *quartieri anticipati, la vitalizia pensione d'un milione di lire, colla proprietà e disponibilità de' suoi beni mobili, immobili, allodiali e patrimoniali*: le quali due clausole dimostrano che i Re conservano sempre, anche nei grandi disastri, una grande lucidità d'intelletto. » — ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. I, cart. 154; Torino, 1849.

al carico loro affidato, non tornarono graditi al popolo, il quale non voleva incertezze nel deliberare, ma vigore e forza nel risolvere, celerità nell'operare: onde la Giunta d'Alessandria formatasi in nome della confederazione italiana incontrò il favore della nazione. — Conosciuta l'abdicazione del fratello e conosciuti altresì gli editti del Reggente, Carlo Felice si volse per aiuti all'Austria; e annullato il decreto che conferiva a Carlo Alberto la reggenza del regno, inviò deputati a Torino, i quali in nome suo ordinarono al principe di Carignano di obbedire al manifesto del Re ai sudditi suoi (1) e che noi qui registriamo: « *Dichiariamo con la presente, che in virtù dell'atto d'abdicazione alla Corona emanato in data del tredici marzo milleottocentoventuno da S. M. il Re Vittorio Emanuele di Sardegna nostro amatissimo Fratello, e da esso a Noi comunicato, abbiamo assunto l'esercizio di tutta l'autorità e di tutto il potere reale, che nelle presenti circostanze a Noi legittimamente compete: ma sospendiamo di assumere il titolo di Re, finchè S. M. il nostro amatissimo Fratello, posto in istato pienamente libero, ci faccia conoscere essere questa la sua volontà. Dichiariamo in oltre che ben lungi dallo acconsentire a qualunque cambiamento nella forma di Governo preesistente alla detta abdicazione del Re nostro amatissimo Fratello, considereremo sempre come ribelli tutti coloro de' reali sudditi, i quali avranno aderito e aderiranno ai sediziosi, e si saranno arrogati o si arrogheranno di proclamare una Costituzione, oppure di commettere qualunque altra innovazione portante offesa alla pienezza della reale autorità, e dichiariamo nullo qualunque atto di sovrana competenza, che possa essere stato fatto o farsi ancora dopo la detta abdicazione del Re nostro amatissimo Fratello, e quando non emani da Noi, o non sia*

(1) Il manifesto fu scritto in Modena il 18 marzo 1821.

da Noi sanzionato espressamente. Nel tempo istesso animiamo tutti i reali sudditi, o appartenenti all'esercito o di qualunque classe essi sieno, che si sono conservati fedeli, a perseverare nei loro sentimenti di fedeltà, ad opporsi al piccol numero di ribelli, e a stare pronti a ubbidire a qualunque nostro comando, o chiamata per ristabilire l'ordine legittimo, mentre Noi metteremo tutto in opera per portare loro pronto soccorso. Confidando pienamente nella grazia e assistenza di Dio, che protegge la causa della giustizia, e persuasi che gli augusti nostri alleati saranno per venire prontamente con tutte le loro forze al nostro soccorso, nell'unica generosa intenzione da essi sempre manifestata, di sostenere la legittimità dei troni, la pienezza del reale potere e l'integrità degli Stati, speriamo d'essere in breve tempo in grado di ristabilire l'ordine e la tranquillità, e di premiare quelli che nelle presenti circostanze si saranno resi particolarmente meritevoli della nostra Grazia. » — L'editto di Carlo Felice, col quale invocavansi aiuti d'armi straniere e proprio quelli dell'armi più infeste all'Italia, intimorì sì fattamente il Reggente da fargli postergare i sacri doveri di patria a quanto ei doveva verso un Monarca, cui era del tutto sconosciuta la carità patria; e quasi non bastasse la sua sommissione ai voleri del nuovo Re, a dargli più sicura prova di sua fede e devozione Carlo Alberto, nella notte del 21 al 22 marzo, lasciava Torino, con parecchi ufficiali e un reggimento di cavalleria incamminandosi verso Novara (1). Per via gli si unirono le genti di Cappel, generale nelle artiglierie, e un altro reggimento di cavalli; in oltre in Vercelli ei riceveva ordine del Re di porsi sotto il comando del generale Latour. Le tenebre della notte protessero la

(1) Il dì che precedette la sua fuga di Torino — e fu il 21 marzo — Carlo Alberto provvedeva alla guerra nominando Ministro sopra la stessa Santorre Santarosa.

brutta fuga del principe, il suo sleale abbandono degli amici, che avevano con lui congiurato per l'indipendenza e libertà dell'Italia. Da prima la *Giunta*, piena di titubanze e di timori, minaccia di rinunciare al proprio officio; ma informata di poi che un reggimento di cavalleria, toltosi all'obbedienza di Latour, recavasi speditamente ad Alessandria per congiungersi ai *Costituzionali*, e che Genova, sempre devota a libertà, erasi levata a romore contra Desgeneys, il governatore suo, il quale, pubblicate le proteste di Carlo Felice, adoperavasi apertamente per tornare la città alla potestà assoluta del nuovo Monarca, la Giunta torinese, ripreso animo, mantenessi nel proprio officio; e il Santarosa, che per audacia e forza d'animo sopravanzava di molto i colleghi, mise fuori un manifesto all'esercito e alla nazione armata, col quale, loro annunziando l'*abbandono del principe reggente, forse ingannato da alcuni pochi traditori della patria e devoti all'Austria, o condotto al mal passo dalla inesperienza dei tempi procellosi*, affermava essere irritato e nullo l'editto di un Re che, quasi prigioniero, stava in mezzo agli Austriaci, nemici all'Italia; chiamavali alle armi per respingere l'invasione straniera; scongiuravali a non macchiarsi di sangue cittadino; corressero al Po e al Ticino, ove attendevanli i Lombardi per combattere insieme il comune nimico; essere indegno di guidare soldati piemontesi e di portarne il nome onorato colui che spregiasse l'invito suo; e conchiudeva così: « Compagni d'arme! questa è un'epoca europea; noi non siamo abbandonati; la Francia anch'essa solleva il capo, umiliata abbastanza dal Governo austriaco, e sta per porgerci possente aiuto. Le circostanze straordinarie vogliono risoluzioni straordinarie; la vostra esitazione perderebbe la patria e l'onore; pensateci. Fate il vostro dovere; la Giunta nazionale e i Ministri fanno il loro. Carlo Alberto rinfrancato dalla vostra animosa concordia e il re Carlo Felice vi ringrazieranno un giorno d'aver conservato il trono. » A tale manifesto seguirono ordini pres-

santi all'esercito di far la massa in Alessandria, per muovere quindi contra Latour, il quale in Novara aspettava gli aiuti austriaci chiesti da Carlo Felice alla Corte di Vienna per combattere i ribelli.

L'infausta notizia della occupazione austriaca di Napoli e della restaurazione del reggimento despotico del re Ferdinando, giunta in quel mezzo a Torino, gettava lo sconforto e il turbamento nel cuore dei novatori piemontesi. Il rappresentante di Russia presso il Governo subalpino offriva allora i suoi buoni uffici per ricondurre a concordia e a pace la nazione col suo Re, promettendo d'impedire l'invasione straniera e ottenere dalla clemenza sovrana, col perdono universale, guarentigie secure di riforme civili, giusta i bisogni del tempo. Mentre la Giunta accettava tale amichevole offerta, il Santarosa dichiarava francamente di proseguire nei provvedimenti militari efficaci a tutelare il paese e la sua *costituzione* sino al fermarsi di onorevoli accordi. Se non che per cattive intelligenze, ite a vuoto le trattative incominciate, e respinti i consigli di pacifico componimento, Santarosa ordinò al colonnello Regis, che da Casale con la sua schiera — forte di quattro mila uomini all'incirca — si appressasse a Novara per tentare l'animo dei soldati di Latour, invitarli a unirsi ad essa, correre insieme al Ticino e al Po, e muovere la Lombardia a romore e a guerra contra gli Austriaci. Nella notte del 7 aprile, Regis serenò con sue genti in su le rive dell'Agogna, non lungi da Novara; e all'albeggiare dell'8 procedette innanzi sin presso la città. Latour, che aveva da sette mila soldati, fidata la difesa di essa a quattro battaglioni di fanti, col rimanente di sue milizie schierossi fuor delle mura, a destra e a sinistra della terra, per combattere i nimici allora che avessero assaltata Novara. Da circa due mila imperiali, avanguardia del soccorso austriaco guidato da Bubna, giunti nella notte stessa al campo di Latour, afforzarono l'ala sinistra delle battaglie regie. In su le prime i *Costituzionali* validamente resistettero agli Austro-Sardi,

non ostante il preponderare del numero di questi; ma di poi, accerchiati, cedettero terreno e disordinatamente si ritrassero. Indarno San Marzano all'Agogna, Lisio a Borgo-Vercelli e Rolando al ponte della Sesia tentarono rinnovare la pugna, e frenare lo incalzare del nimico; inutili sforzi! — Passata la Sesia, gli Austro-Sardi irrupperono d'ogni parte, minacciando togliere ogni via di salvezza ai *Costituzionali*, che, veggendosi circondati, volsero la ritratta in fuga, si dispersero e si sbrancarono. — La sconfitta di Novara riempiva Torino di lutto e la Giunta di confusione; la quale, timida sempre, non sapeva cosa risolvere; ma Santarosa, che ancor non disperava dell'impresa, spedito ordine a Regis di gettarsi nella cittadella d'Alessandria con quanto più poteva di sue soldatesche, davasi a raccogliere de' *Costituzionali* quelli che mantenevansi tuttavia in fede alla patria, per chiudersi con essi in Genova, ove era sicuro di trarre in lungo la guerra. Il 9 aprile lasciava Torino, e in Acqui gli si univano Collegno, San Marzano e Lisio; ma informato della disfatta di Regis, e avere Ansaldi lasciata Alessandria con pochi soldati a cagione della ribellione di un reggimento di cavalli, e che i Genovesi erano tornati all'obbedienza del Re allo avvicinarsi degli Austriaci, il Santarosa e gli amici suoi esularono, recandosi nella Spagna e in Grecia a combattere per quella libertà, che, gridata in patria, non avevano potute affermare. — Latour, occupata Torino con sue genti, vi restaurava senza contrasto l'autorità regia; e gli Austriaci, prese Tortona, Bobbio e Casale, senza colpo ferire recavansi in mano Alessandria e la sua cittadella. Allora ebbero principio i processi contra i cospiratori; molti furono condannati nel capo; moltissimi a perpetua o a lunga prigionia; non pochi all'esilio; e confiscaronsi gli averi dei profughi (1): questo il fine

(1) « Carlo Felice conferì da Modena tutti i suoi poteri al cavaliere Thaon Revel di Pratolongo, col fatale incarico delle sue vendette...

infelicissimo del movimento militare del 1821 in Piemonte. — Tra le proscrizioni, le persecuzioni e le vendette Carlo Felice venne in Torino nell'ottobre di quell'anno 1821; e il principe di Carignano, il quale ito a lui in Modena per riavere sue grazie era stato respinto, per comandamento del Re stabilì sua dimora in Firenze. Allo intento di perderlo nell'animo degli amici suoi, Carlo Felice volle che si recasse a combattere sotto le bandiere di Francia, duce il d'Angoulême, la libertà spagnuola; e Carlo Alberto, a provare sua fede e devozione al Re, obbedì; e a Santa Croce e al Trocadero valorosamente pugnò (1). In verità brutta gloria quella che si acquista combattendo a danno della libertà dei popoli! — Poco appresso la fatale giornata di Novara — il 5 maggio — su gli scogli di Sant'Elena spegnevasi la vita di quel *grande*, che *due volte su l'altare, due volte era caduto nella polvere!* La morte dell'eroe di Marengo, d'Austerlitz e di Wagram rallegrò i Sovrani d'Europa; i quali, lui vivo, non reputavansi sicuri sui loro troni; avvegnachè le sole forze armate fossero loro d'appoggio (2), non le virtù proprie e meno ancora l'amore dei popoli, cui avevano negato sempre libertà e giustizia.

Carlo Felice non poteva scegliere migliore interprete delle sue intenzioni, migliore esecutore de' suoi ordini del cavaliere di Pratolongo, il quale non volendo parer da meno del signor suo, si affrettò ad annunziare, con decreto del 27 aprile, che: *a soddisfare la vindice giustizia non basta l'esecrazione, nella quale sono e saranno i colpevoli, ma la stessa giustizia deve chiederne altamente la punizione.* — ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. II, cart. 41 e 42; Torino, 1849.

(1) L'Imperatore d'Austria ricompensava il valore di Carlo Alberto con le insegne dell'*Ordine di Maria Teresa*; alcuni anni di poi nominavalo *proprietario* di un reggimento di Ussari, che d'allora ebbe il nome di *Ussari di Sardegna*.

(2) « Servitevi delle baionette, ma non sedete sovr'esse, » diceva Talleyrand ai regnanti in Europa nel 1819, i quali, sottoscritto dai loro rappresentanti in Francoforte il 20 luglio di quell'anno l'*atto diplomatico* che compiva i trattati di Parigi, di Vienna e di Acquis-

Quietate le cose in Napoli e nel Piemonte per opera d'armi straniere e soffocata nel sangue la ribellione, l'Austria cominciò i processi contra i Carbonari di Lombardia e della Venezia (1); i quali, concertato il grande movimento italiano con quelli di Napoli, di Romagna e di Sardegna, avevano bene preparato il paese a levarsi in su le armi, quando l'esercito *costituzionale* del Piemonte avesse varcato il Ticino; in oltre, essi dovevano tentar Peschiera e Rocca d'Anfo, nelle quali tenevano segrete pratiche; in fine, avevano ad assalire alle spalle gli Austriaci in lor cammino verso Napoli. — Due anni durarono i processi. Taccio le torture morali e fisiche sofferte con coraggio eroico da que' martiri della libertà, da quei percossi dalla ingiustizia umana; e taccio anche della lunga e dura prigionia, passata in mezzo ai ladri e agli assassini nelle carceri dello Spielberg da quei generosi, per ingegno, cortesia di modi e probità spettabilissimi. Di quella schiera eletta di vittime dell'austriaca ferocia, schiera cara all'Italia e agli amatori di libertà, ricorderò i più illustri, i più chiari, i nomi cioè di Silvio Pellico, Federico Confalonieri, Gaetano Castilia, Alessandro Filippo Andryane — un francese — Giorgio Pallavicino, Pietro Borsieri, Andrea Tonelli e Francesco Arese. — L'ordine regnò allora in Italia! — Dalle infauste giornate di Rieti e di Novara corsero per la patria nostra nove

grana, reputavansi securissimi sui loro troni. I moti del 1820 e 1821 avvenuti in Ispagna e in Italia provarono la sennatezza del consiglio di Talleyrand.

(1) « Mentre sotto gli auspizi del conte Revel e del barone Della Torre funestavasi il Piemonte coi trionfi del patibolo, a Napoli sotto gli auspizi del Canosa compievansi atroci esecuzioni, da cui rifugge il pensiero; e lo spergiuro Ferdinando tornava a governare col confessore e col manigoldo. A Milano seguivasi lo stesso metro. » — ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. II, cart. 51; Torino, 1849.

anni non di pace e quiete, ma di affanni e tribolazioni, di prigionie ed esigli; però, nè le baionette dello straniero, nè il governare tirannico dei regnanti nella penisola non giunsero a spegnere mai l'amore alla indipendenza e alla libertà, il quale doveva non molto di poi ingigantire, rompere potente, irresistibile, e provare alla vecchia Europa e al mondo tutto, non essere l'Italia una *espressione geografica!*

A meglio affermare l'*ordine* nella penisola ed eziandio allo intento d'accordarsi sul modo di spegnere i principi di ribellione, che in tutte le contrade d'Europa andavano ogni giorno più manifestandosi, in sul cadere del settembre 1822 raccoglievansi in Verona gli Imperatori di Russia e d'Austria, il Re di Prussia, i Principi d'Italia — eccetto il Pontefice — e i rappresentanti degli altri Stati europei. In quel congresso — nel quale compissi l'opera di restaurazione iniziata a Lubiana — si deliberò: rispetto all'Italia, di far presto uscire di Napoli e di Sardegna i presidi austriaci; rispetto alla Spagna — allora in preda alla guerra civile — di intimare alle Cortes, che senza por tempo in mezzo posassero le armi impugnate contra l'autorità regia, minacciandole d'intervenzione se negassero obbedire. I Sovrani d'Europa, tranne quello d'Inghilterra, mandarono al Governo di Madrid querele e minacce; dispregiate queste e quelle, Francia fece l'impresa; il Duca d'Angoulême la condusse vittoriosamente; disfatti i *costituzionali* spagnuoli, tra cui moltissimi usciti italiani e francesi, e vinta la fortissima Cadice, egli rimise la Spagna sotto la signoria del Borbone. Il re Ferdinando vendicossi sì crudelmente dei sollevati da spingere il duce francese — irritato di tanta viltà — ad ammonirlo, con pubblico manifesto, di cessare lo inferocir suo sopra i sudditi. Allora la Spagna respirò; ma per breve ora, avvegnachè, appena il D'Angoulême ebbe rivalicati con sue genti i Pirenei, il Re s'abbandonasse a tali e tante crudeltà da muovere persino a sdegno i principi d'Europa. Eppure egli, che nel campo francese

aveva negoziata la pace per la Spagna, in un editto ai sudditi erasi con giuramento obbligato di porre in oblio il passato e di adottare forma e modi di governo che valessero a fare la felicità della nazione e conservare a questa la libertà. Ma la storia di Casa borbonica di tutti i tempi, di tutti i paesi è scritta col sangue, e piena di tradimenti e di spergiuari. — Così ebbe fine la sollevazione militare di Spagna del 1820.

Di que' giorni la Grecia, levatasi in arme per togliersi al servaggio turchesco, combatteva con prospera fortuna gli eserciti dell'Islam, che a grande vituperio della civile Europa stanno tuttavia a campo in mezzo a genti cristiane; essi, vera negazione di progresso e civiltà! Dopo l'infame trattato di Giannina, fermatosi nel marzo 1817, in virtù del quale l'Inghilterra aveva strappato alla eptarchia ionica — di cui era protettrice — la terra di Parga per darla ad Ali, il feroce pascià di Giannina, crebbe a dismisura in cuore dei Greci l'odio ai Turchi. Venuto in sospetto alla Corte di Costantinopoli di volersi rendere indipendente dall'autorità del Sultano, l'ambizioso Ali — che era stato messo al bando dell'imperio — toltasi la maschera comprava con l'oro i soccorsi della Grande Bretagna, e nel medesimo tempo invitava i Greci a sollevarsi contra il comune nimico, armavali e chiamavali a libertà, lor prometteva aiuti d'armi e di danaro (1). Dal Pindo alle Termopili il paese si commosse, s'agitò; la Russia, per le antiche sue mire ambiziose, soffiò nel fuoco e fece che si allargasse e avvampasse in tutta la Grecia; la croce, simbolo di redenzione, vi fu innalzata di contro alla mezzaluna: *guerra ai Turchi*, questo il grido del popolo levatosi a

(1) Scufas, Kontos e Diceo, giovani della libertà patria svisceratisimi, formarono in Atene una associazione segreta, che nomarono *Eteria*; la quale sollevò tutti i Greci contra le feroce signoria dei nepoti di Maometto.

rivendicare sua libertà. Ovunque il sangue corse allora a rivi, avvegnachè in mezzo a quella lotta mortale eziandio si compieessero orrende vendette, e l'ire e gli odi, lungo tempo soffocati, prorompeessero terribili e spaventosi. Gli Elleni resistono a Galatz; ma oppressi dal numero dei nemici, sono vinti a Scullen, su la destra del Pruth, e a Dragastan; rifattisi, vittoriano a Sala, a Modone, a Corone; poscia combattono a Peta ed espugnano Tripolizza; e a Doliana novanta Clefti sbaragliano tre mila fanti e cinquecento cavalli ottomani. I principi cristiani assistono indifferenti a tanti eccidi di gente battezzata, e il Vaticano non ha per questa una parola, che la incoraggi a sostenere con costanza la lotta della civiltà contra la barbarie, della croce di Cristo contra la mezzaluna di Maometto. Ma se i regnanti e il Pontefice — che allora mostraronsi poco civili e pochissimo cristiani — non si commossero ai gridi di dolore, che lor giugnevano da quella terra di forti, a combattere per la sua salute corse una grossa schiera di giovani generosi d'Italia e di Francia, di Lamagna e d'Inghilterra, di Polonia e di Russia. Sopra lo scoglio di Sfacteria elevasi modesto sepolcro; in esso riposano le ceneri di un grande cittadino d'Italia, il conte Santorre Santarosa (1); nella terra di Missolungi giacciono parte delle viscere d'un nobile figlio d'Albione, Giorgio Byron (2);

(1) Caduta l'8 aprile 1821 la fortuna d'Italia sui campi di Novara, Santorre Santarosa, dopo avere per quattro anni esulato in Svizzera, in Francia, in Inghilterra, portavasi nella terra classica della libertà, la Grecia, a combattere per la libertà oppressa dai Turchi. Il 19 aprile 1825 pugnò a Navarino, e l'8 maggio fu morto alle difese dell'isola di Sfacteria.

(2) Giorgio Byron morì di febbre il 19 aprile 1824 in Missolungi. Le sue spoglie mortali vennero, il 2 maggio, portate a Zante da una nave inglese; il 25, in Inghilterra; e furono deposte nel sepolcro di famiglia, accanto alla madre, nella terra di Hucknall, della contea di Nottingham, presso Newstead. Molti Greci avevano proposto di seppellirle nel tempio di Teseo in Atene; ma le volle la famiglia sua; fu solo data a Missolungi, che aveva supplicato di possedere il corpo del suo benefattore, parte delle viscere.

vittime illustri e magnanime della libertà di Grecia! — Nel settembre 1822, Germano, Arcivescovo di Patrasso, Andrea Metaxà e Giorgio Mauromicali recavansi per aiuto ai Sovrani raccolti a congresso in Verona. Alessandro di Russia — il quale per li suoi fini aveva segretamente incoraggiato i Greci a levarsi contra la dominazione ottomana — mostrossi favorevole alla nazionale loro indipendenza; ma il principe di Metternich, nimicissimo ad essa, sostenne apertamente e con calore i diritti della Turchia su la Grecia, e tanto adoperossi da indurre i principi congregati a dichiarare: *nessuno Stato sarebbest immischiato mai nella quistione ellenica, avvegnachè reputassero spettare tutta esclusivamente alla Sublime Porta*. Allora che non trattasi degli interessi propri i Re bene spesso religione non hanno, nè civiltà, nè umanità! A Verona i Monarchi della Santa Alleanza affermavano la legittimità dei diritti del Soldano su l'Ellade; a Roma Pio VII, il padre de' credenti in Cristo, respingeva i supplicanti aiuto per difendere il vangelo, la croce, l'altare. — Il vile abbandono dei principi cristiani non iscoraggi i Greci; i quali, fidando nel loro valore, nella santità della causa — la causa patria — e pieni di entusiasmo, giurarono allora di non posare la guerra sino a che non avessero conquistata la indipendenza; e in quella lotta lunga e sanguinosa, combattutasi su terra e su mare, rinnovarono sovente le glorie degli avi in cento pugne vittoriando d'un nimico, per armi fortissimo, per numero d'armati preponderante di molto. Le sorti della guerra — da prima or favorevoli ai Turchi, ora ai sollevati — nel 1823, sendo questi meglio ordinati e da buona disciplina corretti, vollero amiche ai Greci; ai quali avrebbero maggiormente arriso, se più forte fosse stata la concordia nei capi che li governavano. Marco Botzari, dopo aver rotto a Krionero le genti di Jusuf, nella notte del 20 agosto, presso Carpinizzi assaliva e sbaragliava compiutamente Mustafà; il quale, non lungi da Atene nuovamente assalito da Odisseo

e da Niceta, era costretto a rifugiarsi in Negroponte. Nel vegnente anno, mentre i Musulmani mettevano Psara a ferro e a fuoco, Miauli con barche incendiarie struggeva, rimpetto a Scio, l'armata turchesca; e dopo aver fatto partire gravi perdite al capitano-pascià e ad Ibrahim — il figlio di Mehemet-Ali, vicerè d'Egitto, giunto in quel mezzo con gli aiuti egiziani — ributtava il primo verso i Dardanelli, l'altro verso Candia. Mentre Navarino, dopo resistenza eroica, nel maggio del 1825 rendevasi a Ibrahim, Miauli nelle acque di Modone mandava a ruina buona parte dell'armata egiziana, e il presidio di Missolongi resisteva strenuamente alle armi poderose dei nimici, che stringevano quella terra d'assedio. Dal ferro, dal fuoco, da fieri morbi e dalla fame stremati di forze e ridotti agli estremi, i difensori di Missolongi non s'arrendono, ma raccolti irrompono insieme nel campo nimico e dopo conati vigorosissimi un pugno di essi giugne a Solona pieni di ferite e di dolori; però che dal campo turchesco, ove combattevano, abbiano veduto i loro cari, le mogli, i figli, i vecchi genitori seppellirsi sotto le rovine della città da lor mani distrutta piuttosto che venir con essa in potestà del musulmano aborrito: lo che accadeva il 22 aprile 1826. — La lotta generosa che Grecia da tanti anni sosteneva per conquistarsi la indipendenza, scuoteva finalmente l'Europa dal suo letargo; nel febbraio del 1826 l'Inghilterra inviava il Duca di Wellington allo czar Nicolò per invitarlo a dare opera efficace a fine di condurre a pace l'Oriente, a indipendenza la Grecia; disegno del Governo inglese era di far dell'Ellade un regno, governato da principe nazionale. Mentre a Londra, a Pietroburgo e a Parigi si discute intorno l'ordinamento di un regno di Grecia, Ibrahim continua l'opera di distruzione; Rescid-pascià, assedia Atene; presala d'assalto, stringe l'Acropoli, il cui presidio, caduta ogni difesa, cede la fortezza ai Turchi; sceso al Pireo, entra in mare e scioglie le vele per la Morea. Inghilterra, Russia e Francia, veggendo rifiutarsi dal Governo di Co-

stantinopoli quell'onesto componimento della contesa, facevagli conoscere, che prenderebbero le armi se niegasse accettare lor mediazione; di poi fermavano accordi in Londra per assicurare alla Grecia il suo posto fra le nazioni d'Europa; in fine il 12 luglio mandavano ordine ai loro ammiragli di opporsi ad ogni discesa d'aiuti egiziani sul territorio di Grecia. Il 20 ottobre l'armata della Lega nelle acque di Navarino riportava vittoria piena e intiera su la turchesca; e siccome il gran Soldano metteva innanzi pretensioni esorbitanti su la Grecia, gli Stati mediatori, che non potevano in lor dignità accettarle, l'8 dicembre chiamavano di Costantinopoli i propri ambasciatori; e lo Czar, il 14 marzo 1828, intimava guerra alla Sublime Porta. Intanto che i Russi, invaso l'imperio musulmano, superano il Balkan — invano contrastato da Rescid, il fortunato vincitore di Ali Tebelen — i Greci riprendono Missolungi, e con gli aiuti di Francia, guidatigli dal generale Maison, liberano la Morea dalle armi egiziane. Il 23 luglio 1829 raccoglievasi in Argo il Congresso nazionale; il Senato vi era costituito e la Grecia vi poneva le basi del nuovo suo ordinamento. La sua indipendenza veniva acclamata il 3 febbraio 1830; nel qual giorno altresì fissavansi i confini del novello regno ellenico, che non molto di poi era riconosciuto anche dal Governo musulmano: allora ebbe fine la guerra e posarono le armi. La corona greca, da prima accettata dal principe Leopoldo di Sassonia-Coburg e ricsusata di poi, nelle conferenze di Londra venne data al secondogenito del Monarca bavarese, Ottone; il quale arrivò in Grecia con armi, danaro e consiglieri stranieri.

Verso l'anno 1829 grossa schiera di profughi politici d'ogni nazione raccoltasi in Parigi costituivasi in *Comitato*, tendente a congegnare le fila di vasta cospirazione; la quale, scoppiando dovunque in una medesima ora, doveva levare quale un solo uomo i popoli oppressi da Governi despotici e tirannici. Un'altra schiera di cospiratori, capi-

tanata dal duca d'Orleans, preparavasi allora a liberare la Francia dall'esosa dominazione borbonica e porre sul trono l'orleanese. Quella e questa s'intesero e s'unirono; e Francesco IV di Modena, nella speranza d'allargare sua signoria e farsi eleggere Re, *fattosi liberale*, loro accostossi. È il marzo 1830: Carlo X, principe debole e inetto a reggere popolo sì mutabile quale il francese, ma geloso sempre dei propri diritti, da mali consiglieri ispirato, ai rappresentanti della nazione chiedenti *la intervenzione del paese nel deliberare degli interessi pubblici* (1), per consiglio di Polignac, suo ministro prediletto (2), risponde licenziando il Parlamento e apparecchiandosi a restringere le libertà nazionali; e dal canto suo la nazione apprestasi ad acclamare la repubblica, che viene, ma per durar poco. I decreti del 25 luglio, che tolgono alla stampa e alla legge elettorale ogni libertà, muovono a tumulto i Parigini; i quali, il 28 di quel mese levatisi in su l'arme, affrontano con vantaggio le milizie regie; non poche delle quali, avendo in orrore di bruttare di sangue cittadino le armi lor fidate dalla nazione a difesa della patria contra i nemici esterni, mostransi esitanti ai comandi dei luogotenenti di quel Re; da molti scrittori chiamato *buono e dolce*, che non vergognavasi di tenersi al soldo battaglioni di Svizzeri, veri *pretoriani* quando servono a principe despotico, qual era Carlo X, che allora vituperavasi di spergiuro e

(1) « Sire, così avevano scritto Étienne e Guizot al re Carlo, la legge fondamentale consacra come un diritto l'intervenzione del paese nelle deliberazioni degli interessi pubblici. Tale intervenzione fa del concorso permanente delle vedute del Governo coi voti del popolo la condizione indispensabile del camminare regolare delle faccende pubbliche. Sire, la lealtà e devozione nostra ci impongono di farvi conoscere che questo concorso non esiste. »

(2) « Il signore di Polignac perdette la monarchia, perciò che l'ambizione senza talento e la temerità non accompagnata da previdenza producono sempre sventure. » — *Guerra d'Africa del 1830*, cart. 25; Parigi, 1831.

faceva strage del popolo amato. — Il 29 due reggimenti di fanti s'affratellano coi cittadini: onde la sollevazione si afforza e s'allarga più che mai minacciosa. Carlo X — in quel mezzo a Saint-Cloud — pregato a cassare i decreti, causa vera dei disordini che turbano la metropoli, in su le prime rispondeva ai consiglieri suoi, *di non voler saltire il fatal carro come il fratello suo, nè indietreggiare d'un passo*. Non saprebbe dire se in lui fosse maggiore l'inettezza a reggere popoli, o la malvagità dell'animo; forse erano pari; esse fruttarongli la perdita della corona e l'esilio; meritava peggio assai chi aveva le mani lorde di sangue cittadino! Se non che, informato di poi del pericolo che lo minacciava, nominati nuovi ministri, aboliva i fatali decreti: era troppo tardi! (1). — Tre fazioni stavansi allora in su l'armi contra i regi; debolissima la prima per numero e valore, avvegnachè constasse degli ultimi avanzi del partito rivoltoso del 1791, che di quei tempi non avevano più autorità, nè potere; i *democratici puri*, il cui intento era la vittoria della *Comune*, formavano la seconda fazione, forte per numero, temibile per audacia; l'ultima era dei *buonapartisti*, i quali, memori delle glorie del grande Napoleone, odiatori della dinastia borbonica, che, accettati i trattati del 1814 e 1815, aveva vituperata la patria, volevano restaurare l'imperio, riconquistare i *confini naturali* del regno, e tornare a Francia il primato tra gli Stati d'Europa. Nessuno di questi partiti sognatori della repubblica, della *Comune* e dell'imperio raggiunse lo scopo che s'era prefisso levandosi in arme; insieme combattendo per rovesciare il trono di Carlo X, diedero con le loro vittorie la corona del Re spodestato a un principe, il quale, abile a coprire col manto della

(1) « Sarebbe troppo comodo per un Re far macello del suo popolo col cannone, e d'essere libero di dire in seguito: *Non vi è nulla di fatto.* » Beniamino Constant al duca di Mortemart, portatore dei decreti regi, che abolivano quei del 25 luglio.

libertà sua libidine di regnare, legatosi in amicizia ai Carbonari di Francia e d'Italia — cui era stato largo di promesse, scordate di poi — aveva congiurato contra la Casa borbonica: intendo parlare di Luigi Filippo, Duca d'Orleans, che il 31 luglio, per *salvare la patria* (1), accettava il carico di luogotenente del regno offertogli da una deputazione della nazione; e che, nel recarsi al palazzo municipale, veniva salutato dal popolo acclamante alla repubblica. Al sorgere di quel giorno stesso Carlo X lasciava la regale stanza di Saint-Cloud per recarsi a Cherbourg, seguito dalle milizie rimastegli in fede, la maggiore parte delle quali però abbandonavalo per via. Il 2 agosto da Rambouillet egli faceva conoscere per lettera al duca d'Orleans, cugino suo, d'avere col Delfino rinunciato al trono in favore del nepote, il duca di Bordeaux; e, creato l'Orleanese luogotenente generale del regno, invitavalo ad acclamare Re, sotto il nome di Enrico V (2). Luigi Filippo, con una slealtà di cui troviamo pochi esempi nella storia, spogliava della corona di Francia l'orfano fanciullo affidato alla sua probità! — Mentre Carlo X da Cherbourg, dato l'ultimo saluto alla patria, veleggiava verso l'Inghilterra, il Duca d'Orleans facevasi gridare Re; il quale grande avvenimento

(1) Parole pronunziate da Luigi Filippo il 8 luglio 1830 nell'Assemblea nazionale di Francia.

(2) « Mio cugino; io sono troppo crucciato dei mali che affliggono o che potrebbero minacciare i miei popoli per non aver cercato un mezzo di prevenirli; ho quindi risoluto di abdicare alla corona in favore del nepote mio, il Duca di Bordeaux, e il Delfino, che divide i miei sentimenti, rinuncia pure a' suoi diritti in favore di quello. Voi, dunque, quale luogotenente generale del regno, farete conoscere il salire d'Enrico V al trono di Francia, e regolerete le forme del governo nel tempo della minore età del nuovo Re. Qui io mi restringo a far noto tali ordini, che varranno certamente a impedire molti altri mali. Voi comunicherete queste mie intenzioni al *Corpo diplomatico* e mi parteciperete il più presto possibile il manifesto col quale il mio picciolo nepote sarà riconosciuto Re sotto il nome di Enrico V. »

commoveva tutti i popoli d'Europa. La parte liberale, soprammodo quella d'Italia, aperse allora il cuore alle più liete speranze, tenendosi sicura che il Monarca francese avrebbe religiosamente adempite le promesse fatte dal *Duca d'Orleans*; ma lo spogliatore dell'*orfano principe*, di cui era tutore, aggiunse vituperio a vituperio abbandonando i vecchi amici, i Carbonari di Francia e d'Italia, coi quali aveva congiurato contra il Borbone. I Sovrani della *Santa Alleanza*, inquieti da prima, tranquillaronsi di poi quando Talleyrand diede lor parola, che i rivolgimenti del luglio nulla avevano d'ostile contr'essi, e che la nuova dinastia non solo accettava i patti fermati a Parigi il 30 maggio 1814 e il 20 novembre 1815, ma quelli altresì del Congresso di Vienna: l'ordine politico non venne quindi turbato in Europa. — Mentre tali avvenimenti succedevansi nel regno, un esercito francese vittoriosamente combatteva in Africa; il quale, ito in quella contrada per vendicare gli oltraggi fatti alla bandiera nazionale dal bey d'Algeri, conquistava alla patria una nuova provincia (1).

I patti del Congresso di Vienna, che il Governo del luglio 1830 e la nuova dinastia salita allora al trono di Francia avevano rispettato, venivano poco appresso violati dai moti di Bruxelles, il cui risulamento fu la separazione del Belgio dall'Olanda, contrade queste che dai principi della Santa Alleanza erano state riunite nel 1815 per

(1) Nell'estate del 1826 i pirati algerini assaltavano la nave francese *Gustavo*, che da Corsica navigava a Tolone. Nell'aprile dell'anno appresso il bey d'Algeri insultava e percuoteva col ventaglio il console francese; e siccome il Turco negavagli il risarcimento dell'offesa, il Governo di Francia indicoevagli la guerra. La sera del 25 maggio 1830 l'armata levò l'àncora e sciolse le vele; l'ammiraglio Duperré la governava, il generale Bourmont capitanaa l'esercito imbarcato su quella. Il 13 giugno le navi francesi giungono dinnanzi ad Algeri; il dì seguente cominciano a prender terra a occidente di Sidi-Ferruch, che subito recansi in mano; il 28 arrivano sotto le mura d'Algeri, che dopo sei giorni d'assedio loro s'arrende.

creare il regno de' Paesi Bassi sotto lo scettro della Casa d'Orange-Nassau (1). Ragioni d'interesse militare ebbero indotti i Monarchi alleati — delle aspirazioni dei popoli poco curanti sempre — a costituire coi Belgi e con gli Olandesi — genti di schiatta, d'indole, di religione e di costumi diversissime — uno Stato solo; servire di retroguardia alla Prussia, barriera alla Russia e freno alle idee invaditrici degli Czar: questa la missione militare del nuovo regno. L'Olanda, Stato marittimo, esportava quanto fabbricavasi dal Belgio, paese sommamente produttivo in ogni genere di manifatture; anche per questa ragione — ragione di grande importanza, quella dei traffici — i regnanti d'Europa, raccolti a congresso in Vienna, avevano costituito il regno *Belga-Olandese*. Guglielmo d'Orange, il quale non ha forze bastevoli a domare la sollevazione, invoca gli aiuti della Santa Alleanza. Allora la Prussia apparecchiasi a intervenire con le armi; ma la Francia glielo impedisce, minacciando di occupare con sue genti il Belgio se gli eserciti prussiani ne valicassero le frontiere. I grandi Stati d'Europa — in modo diverso interessati nella quistione — mandano lor rappresentanti a Londra, i quali ordinano il Belgio a regno indipendente (2); allora i Belgi acclamano Re il duca di Nemours, figlio a Luigi di Francia; ma non avendo esso accettata la corona, i Belgi l'offrono a Leopoldo, principe di Sassonia-Coburgo; il quale, il 22 luglio 1831, giurata la *costituzione*, sale al trono.

(1) Negli atti del Congresso di Vienna all'art. 65 si legge: « Le antiche Provincie unite dei Paesi Bassi e le provincie belgiche d'oggi, quelle e queste nei limiti fissati dall'articolo seguente, formeranno coi territori designati nello stesso articolo, sotto la sovranità del principe d'Orange-Nassau, principe sovrano delle Provincie unite, il regno dei Paesi Bassi, ereditario giusta l'ordine di successione già stabilito dall'atto di costituzione delle dette Provincie unite. »

(2) Il Belgio gridò la propria indipendenza il 4 ottobre 1830; il 26 dicembre venne portata a Bruxelles la novella, che i grandi Stati d'Europa aveano riconosciuta la separazione delle provincie belghe da quelle de' Paesi Bassi.

Luigi Filippo — il quale, come egli stesso lasciò scritto, *aveva accettato il titolo di Re de' Francesi e la corona solo per salvare il regno da disordini e calamità, e per conservare la pace, indispensabile alla felicità degli Stati* (1) — ottenuta la tanto ambita regia potestà, abbandonava gli amici e scordava gli obblighi contratti con essi: onde il Duca di Modena, veggendo venirgli meno il più possente aiuto per raggiungere l'ambizioso suo intento, disertava dalle bandiere della parte liberale italiana, che allora fortemente agitava tutta la penisola e cospirava. Nel gennaio del 1831 in Roma i congiurati tentarono impadronirsi di Castel Sant'Angelo; ma a tale impresa sortì esito infelice a cagione del tradimento d'uno di essi, che aveva svelato al Governo l'audace disegno dei compagni. Nella notte del 3 febbraio in Modena i capi della congiura — erano quindici — raccoltisi in arme nella casa di Ciro Menotti per correre insieme al dimane la città e muoverla a tumulto, furono fatti prigionieri dal Duca, ito in persona armato di schioppo e di stilo ad assalirli; il quale, di ritorno al palazzo suo, al Governatore di Reggio scriveva così: « Questa notte è scoppiata contra di me una terribile congiura; i cospiratori sono in mie mani; mandatemi il boia. » Cospiratore egli stesso e compagno a coloro ch'ei voleva mandare al supplizio estremo, mutavasi allora in traditore. Aveva da prima caldeggiato l'indipendenza ita-

(1) Il 30 agosto 1830 Luigi Filippo al granduca Leopoldo di Toscana scriveva in questi termini: « Mio fratello e nipote; avvenimenti a voi noti avevano turbata la pace interna della Francia e sembravano minacciarla di più grandi calamità. Chiamato dai due Parlamenti e dalla Nazione accettai la corona col titolo di Re dei Francesi..... le circostanze essendo imperiose, dovetti ad esse consecrarmi; la più picciola esitazione poteva cacciare il regno in disordini, de' quali sarebbe stato impossibile prevederne il fine, e che avrebbero potuto mettere a pericolo la pace indispensabile alla felicità di tutti gli Stati..... »

liana, non per amore di patria, sibbene per libidine di maggiore signoria; voleva cacciati gli Austriaci oltre le Alpi, non perchè li odiasse tiranni del *bel paese*, ma solo per potere allargare i domini suoi. — Il 4 febbraio, Bologna, levatasi a romore, compì con buona fortuna la rivoluzione sua; istituì un Governo temporaneo col consenso dello stesso cardinale legato; e i cittadini, chieste e ottenute senza contrasto le armi alle soldatesche pontificie, che presidiavano la terra, affratellaronsi con esse. Allora Francesco di Modena, temendo l'ire e le vendette della parte liberale da lui ingannata e tradita, fuggiva a Mantova, traendosi dietro i prigionieri, già amici suoi; e Maria Luigia lasciava Parma per ripararsi in Piacenza sotto l'egida delle baionette austriache, che tenevano la cittadella. In breve ora l'incendio della ribellione avvampò in tutte le Legazioni. Mentre grossa schiera di liberali armati muoveva verso Roma, in Bologna, l'8 febbraio, bandivasi la cessazione del dominio temporale del Papa, e il 26 vi si riunivano a parlamento i rappresentanti delle terre pontificie; i quali, senza por tempo in mezzo, inviavano deputazioni di onorevoli cittadini ai Sovrani di Francia e d'Inghilterra per fare lor conoscere i sensi e le aspirazioni del popolo italiano. — Di que' giorni passato di vita Pio VIII, il 2 febbraio era stato assunto alla sedia apostolica papa Gregorio XVI; e, tra i moti tempestosi e le convulsioni politiche della patria nostra non solo, ma di tutta Europa, al trono di Sardegna, vacante per la morte del re Carlo Felice, il 27 aprile di quell'anno 1831 ascendeva Carlo Alberto principe di Carignano. « Saliva sopra un trono che nè prestigi di gloria, nè memorie solenni facevano venerato o temuto; sopra un trono composto di due metà ostili l'una all'altra, congiunte a forza e tendenti pur sempre a separazione (1). » L'unica impresa fattasi durante il regno

(1) Lettera di Giuseppe Mazzini al re Carlo Alberto; Marsiglia, 1831.

di Carlo Felice fu quella di Tripoli nel 1825. Il Bey aveva allora messo innanzi sue antiche pretese di tributo su la bandiera sarda; negatogli dal Governo di Torino quel tributo in virtù della convenzione fermata, auspice l'Inghilterra, tra essa e la Reggenza tripolina, il Bey faceva da corsari barbareschi molestare i bastimenti sardi veleggianti, per ragion di traffici, nelle acque del Mediterraneo africano. A vendicare l'insulto Carlo Felice mandava contra Tripoli alcune navi da guerra, governate da Sivori; il quale, bruciando le barbaresche, che sorgevano in su l'ancora nel porto, e minacciando d'assaltare la città, otteneva dal nimico onorevolissima soddisfazione dell'offese fatte alla bandiera di Sardegna. — Mentre alcuni usciti italiani raccoglievansi in Savoia — ove la loro causa aveva incontrato il favore universale — per calare quindi in Piemonte a tentar novità, altri fuorusciti, in Marsiglia, prendevano a nolo grossa nave per trasportare su le spiagge d'Italia milledugento schioppi, due cannoni e munizioni da guerra; disegno questo mandato a vuoto dal Governo francese, il quale faceva staggire la nave quando stava per dispiegare le vele; per la quale cosa la parte liberale del Piemonte nulla potè tentare, sebbene i rivolgimenti di Francia avessero destato in essa le più liete speranze. È vero altresì che una associazione liberale — formatasi di que' giorni in Torino con intento di mutare lo Stato — aveva messo fuori una protesta, con la quale, dopo aver fatto conoscere al Re le tristissime condizioni in cui trovavasi il paese, invitavalo, in nome della nazione, a concedere a questa una *costituzione*, che fosse in armonia con la civiltà dei tempi. Ma il Governo da quella protesta avvertito della congiura che si tramava — protesta che più vive e più forti ebbe allor fatte le aspirazioni dei Subalpini a libero reggimento — cercò i cospiratori; de' quali solo alcuni vennero a sua mano, e fu in sul principiare d'aprile. Carlo Felice avrebbe certamente rinnovato gli orrori e i supplizi che insanguinarono i primi

giorni del suo regno, se non fosse passato di vita; *egli aveva governato da prima col terrore, di poi con l'ostinazione, in fine con l'indifferenza* (1). Intanto gli Austriaci, chiamati dal Papa, valicato il Po eransi insignoriti di Parma e Modena, e aveano costretto a indietreggiare il generale Zucchi, che con una schiera di sette mila armati aveva tentato di respingerli. Occupata Bologna il 31 marzo, gli Imperiali procedettero innanzi sino a Rimini, ove il 25 marzo fecero coi sollevati la giornata. Gli Italiani sostennero tutto il dì con valore mirabile i ripetuti assalti dei nimici; ma veggendo poscia impossibile di tener testa a quelli in campo aperto, avvegnachè gli Austriaci li sopravanzassero dimolto in numero, ritiraronsi entro Ancona, risoluti di resistere sino allo estremo, per dare tempo alle genti di Francia di accorrere in loro aiuto. Vana speranza! però che quel principe, il quale aveva poco innanzi congiurato con la parte liberale per cacciare dal trono di Francia la dinastia borbonica, divenuto Re allo scopo di ingraziarsi i principi della Santa Alleanza, avesse *fermata la risoluzione di cooperare..... alla tranquillità dell'Italia e alla sicurezza degli Stati che la componevano..... e di non favorire mai nè intrighi, nè propagande* (2). Il Governo temporaneo, che all'appressarsi dei nemici erasi rifugiato in Ancona, disperando della impresa, patteggiata col cardinale Benvenuti *salva la città e la libertà di uscire dallo Stato pontificio* per sè e per li sollevati e per quanti avevano preso parte al movimento rivoltoso, cedeva agli Austriaci la terra e la rôcca. Zucchi e molti de' suoi, cui i patti della resa di Ancona avevano concesso di entrare in

(1) ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. II, cart. 157; Torino, 1849.

(2) Lettera del primo novembre 1830 del Berlinghieri — inviato del Granduca di Toscana a Luigi Filippo di Francia — al conte Fossombroni, consigliere di Leopoldo II. Vedi ANTONIO ZOBÌ, *Memorie economico-politiche su la Toscana*, vol. II, cart. 443; Firenze, 1860.

mare per recarsi in Francia, catturati dal Bandiera, contr'ammiraglio della flotta imperiale nelle acque dell'Adriatico, venivano condotti prigionieri in Austria. — I liberali poi, che sotto il comando di Sercognani camminavano sopra Roma allo intento di sollevarne il popolo e insignorirsi della città, per tradigione del loro duce posavano le armi. — Così finivano i moti del 1831 nei Ducati dell'Emilia e nelle Legazioni pontificie.

Quietate le cose nelle Romagne e restauratevi l'autorità papale, Maria Luigia faceva ritorno a Parma e Francesco IV a Modena, seco conducendo Ciro Menotti, dopo non molto da lui fatto appiccare; quella, accordato il perdòno a quanti avevano tentato novità a suo danno, prendeva a governare con dolcezza e umanità; l'altro, con ferocia e durezza; e papa Gregorio, negata la conferma dei patti della dedizione di Ancona concessi dal cardinale Benvenuti in nome suo, perseguì i liberali: d'allora in Roma non più la legge governò, ma l'arbitrio (1). Francia, veggendo di mal occhio l'Austria tenere sue armi negli Stati della Chiesa, invitò la Corte di Vienna a ritirarnele; la quale, non avendo pretesto veruno a onestare la mili-

(1) Ciro Menotti e i quindici compagni suoi — i capi della congiura — dopo cinque ore di strenua resistenza, al Duca che avevali assaliti con buona presa di soldati e un cannone, patteggiata salva la vita s'arrendevano; e Francesco IV manteneva la fede sua condannando a morte colui, al quale poco innanzi aveva dato manifesti segni d'amicizia e stima ed era debitore della vita due volte salvatagli. Prima di venir condotto all'ultimo supplizio — e fu nel mattino del 26 maggio 1831 — Ciro Menotti scrisse lettera affettuosissima alla moglie, scongiurandola a non abbandonarsi al dolore e a vivere per amore dei figli; e la lettera diede al prete Don Bernardi, che lo confortava in quei momenti supremi, pregandolo di consegnarla alla consorte sua; ma il poco caritatevole sacerdote la rimetteva al giudice Zerbini, il quale collocavala nelle carte del processo; trovata nel 1848, venne fatta di pubblica ragione.

tare signoria delle Romagne, tornate all'usata tranquillità e a pace, aderi allo invito del Governo francese. Non appena le soldatesche austriache ebbero rivalicato il Po, e fu il 15 luglio, che i Romagnoli levavansi nuovamente a tumulto e riprendevano le armi; essi, mentre chiedevano istituzioni liberali, dichiaravano di non volere attentare alla sovranità pontificia; in oltre, domandavano di venir governati da uomini onesti, da savie leggi. A raggiugnere lo scopo desiderato inviavano oratori a Roma; e papa Gregorio rispondeva loro col chiudere le università dello Stato e col decretare nuove imposizioni: onde rimanevano offesi eziandio gli uomini più moderati e più ligi alla Santa Sede. In Bologna, nel novembre di quell'anno, riunivansi in assemblea gli avvocati più insigni per dottrina degli Stati della Chiesa, allo intento di comporre codici legislativi, che rispondessero degnamente ai bisogni delle popolazioni e ai tempi che allora correivano. L'assemblea deputava alcuni suoi membri al Pontefice; il quale rifiutavasi di riceverli affermando avere essi offesa la suprema sua potestà; e siccome il popolo diventava ogni giorno più minaccioso, così il Papa volgevasi ancora per aiuti alla Corte di Vienna. Il rappresentante d'Inghilterra, in quel mezzo ito a Roma per offrire i suoi buoni uffici nella contesa nata fra il popolo e i suoi reggitori, protestò contra l'intervento armato dell'Austria, al quale intervento però avevano già consentito i rappresentanti degli altri grandi Stati d'Europa. Intanto il cardinale Albani, creato generale supremo delle milizie pontificie, aveva pubblicato un manifesto col quale faceva noto all'universale: = Muovere egli contra le provincie sollevatesi per combattere i ribelli, punirli, e restaurare l'ordine da essi sconvolto. = Per la quale cosa moltissimi de' cospiratori, disperando dell'impresa per trovarsi circondati dagli Austriaci, forti sul Po e pronti a passar la frontiera a un cenno del Papa, e dalle genti dell'Albani, posarono le armi; ma i più audaci — e contavansi due mila — nella lusinga che una

vittoria avrebbe fatto rinascere in tutti, con la speranza di potersi difendere e sostenere, il coraggio e l'ardore del combattere, mossero incontro ai Pontifici; coi quali il 20 gennaio 1832 fecero la giornata sotto le mura di Cesena, d'ambe le parti ferocemente combattuta. I *liberals*, vinti non dal valore ma dal numero dei nimici, che sopravanzavanli del doppio, costretti a indietreggiare, sbandaronsi; e i Papalini, occupata Cesena, diedersi a saccheggiarla, a guastarla, nulla rispettando, nemmeno i luoghi sacri; uccisero uomini, donne e fanciulli che non avevanli offesi, e commisero empietà solo degne di gente barbara. Ragion fatta ai tempi, noi affermiamo, che il cardinale Albani e i suoi soldati uguagliarono in efferatezza il famoso cardinal di Ginevra, Roberto e i suoi venturieri nella presa di Cesena del 1376. Il giorno appresso il combattimento i Pontifici, entrati in Forlì, rinnovarono le turpitudini commesse in Cesena! uomini sì fatti avevano avuto il carico di *pacificare* le Romagne e *restaurare* l'ordine pubblico. — In questo mezzo gli Austriaci, superato il Po, entravano in Bologna, salutati dal popolo quali *liberatori degli assassini*, intendendo alludere ai soldati del Santo Padre! e poco dopo vi giunse l'Albani, il quale, con l'appoggio delle baionette straniere, ristabilì l'abbattuta autorità pontificia e tolse le armi ai cittadini, molti di questi gettando in carcere: onde non pochi, per fuggire le vendette del vincitore feroce, esularono dalla patria terra (1).

Qui è necessario sospendere la narrazione degli avvenimenti italiani, per parlare brevi parole della sollevazione di Polonia e della sua guerra, tanto gloriosa quanto infe-

(1) Giova avvertire che la nobiltà italiana, pochi de' suoi eccettuati, non prese parte veruna ai moti del 1831; lo stesso era avvenuto in Francia nella sollevazione di luglio dell'anno innanzi. Slegati e condotti senza buoni accordi nè armonia, e solo da picciol numero di audaci, quei moti tornarono inefficaci alla causa patria.

lice. — Allora che la *Santa Alleanza* sui campi di Waterloo prostrava la potenza del grande Napoleone e ne abbattava l'imperio, la Polonia — giusta il trattato di Pietroburgo del 24 ottobre 1795 spartita tra Russia, Austria e Prussia — cadeva nuovamente sotto la tirannide de' suoi oppressori (1). Negli atti del Congresso di Vienna troviamo scritto, che i Polacchi dovevano avere *una rappresentanza e delle istituzioni nazionali, regolate dal modo di esistenza politica, che ciascuno dei Governi ai quali essi appartengono giudicherà utile e conveniente d'accordar loro..... La città di Cracovia col suo territorio è dichiarata a perpetuità città libera, indipendente e strettamente neutrale sotto la protezione di Russia, d'Austria e di Prussia*. Lo czar Alessandro, ad amicarsi i Polacchi a lui soggetti, nell'ottobre 1815, metteva fuori un manifesto, nel quale in modo solenne prometteva una *costituzione* adatta al paese e al carattere loro; in oltre, di conservare l'uso della lingua patria negli atti pubblici; d'accordare ad essi gli uffici dell'amministrazione; di concedere ampia libertà alla navigazione e ai traffici loro; di formare un esercito

(1) Il primo smembramento della Polonia seguì nel 1772, e fu opera di Federico II di Prussia, di Caterina di Russia e di Maria Teresa d'Austria. Allora l'Austria allargò sue frontiere sino alla Vistola e al San; la Russia, sino alla Duna e al Boristene; e la Prussia, sino al Notec; questi Stati però guarentirono alla Polonia la restante parte de' suoi territori. Nel luglio e nel settembre 1793 avvenne il secondo smembramento del regno polacco; Russia portò i suoi confini a Vilna e a Dubno; e la Prussia, sino alla Piliça, non lungi da Varsavia. L'anno appresso levatasi in su l'arme, duce il generale Kosciuzko, la Polonia combattè vittoriosamente da prima; ma sopraffatta poscia dagli eserciti confederati di Russia, di Prussia e d'Austria, la nazione polacca, generosa e infelice, venne tolta dal numero delle genti. Il 24 ottobre 1795, in Pietroburgo si sottoscrisse l'atto del totale spartimento della Polonia; quel giorno fu l'ultimo di sua politica esistenza. Un mese di poi, il 25 novembre, in Grodno, Stanislao Augusto ebbe fatto rinunzia al trono polacco; il Niemen, il Bug e la Piliça segnarono i confini degli Stati spogliatori.

nazionale; in fine, di creare un nuovo regno polacco sotto lo scettro suo e pienamente separato dalle altre provincie dell'imperio; il quale simulacro di regno venne costituito e acclamato il 24 dicembre di quell'anno 1815, ed ebbe un Governo tutto proprio per volontà dell'Imperatore, che ordinò eziandio una guardia reale polacca di reggimenti di fanti, di cavalli e d'artiglierie. Ma le promesse di libere istituzioni fatte dai principi della Santa Alleanza ai popoli nei giorni d'entusiasmo, e affermate di poi solennemente nel Congresso di Vienna, non furono adempite mai; anzi, abbattuta la potenza conquistatrice del *gran Capitano*, i Monarchi d'Europa insieme accordaronsi per soffocare le tendenze liberali dei sudditi loro. Al quale scopo nel 1819 si raccolsero in Carlsbad i rappresentanti degli Stati alleati per deliberare intorno al modo più sicuro e più pronto di spegnere le idee sommovitrici dei tempi, che dalle università, specialmente di Lamagna — ardenti focolari di esse — prorompevano nelle città e nelle campagne minaccianti tumulti e ribellioni. Dopo le conferenze di Carlsbad, il Governo di Pietroburgo tolse a poco a poco alla Polonia le franchigie innanzi accordatele; e mandò a reggervi la cosa pubblica il granduca Costantino, fratello allo Czar. Sdegnati i Polacchi per sì malo procedere, diedersi a congiurare e a preparare le armi per combattere lo straniero che li opprimeva, e levarsi dal suo servaggio. La rivoluzione del 1830, che diede a Francia liberi ordinamenti e tolse il Belgio alla signoria di Guglielmo d'Orange, spinse i Polacchi a sollevarsi contra la dominazione moscovita. La ribellione, scoppiata in Varsavia il 29 di quell'anno, con la celerità del lampo propagasi per tutto il regno; le armi popolari ovunque vittoriano; quelle dei Russi sono fuggate e disperse. Un Governo temporaneo è costituito da cittadini notevoli per ingegno e di principi liberali; Chlopicki, vecchio soldato dell'imperio napoleonico, viene acclamato comandante supremo delle forze armate della Polonia; le quali, poco numerose da prima,

accreconsi di poi di grosse schiere di contadini, accorsi da ogni parte a combattere la guerra dell'indipendenza patria; sono armati di sola falce, l'arma di Kosciuzko, terror dei nemici. Il 5 dicembre Chlopicki assume da sè stesso la dittatura contrastatagli, promettendo deporla allo aprirsi della Dieta; vero attentato questo alla libertà, del quale cercò scusarsi in un manifesto al popolo con le seguenti parole: « I grandi avvenimenti accaduti allora nella metropoli domandavano provvedimenti straordinari..... era necessario che un uomo gagliardo e operoso avesse a prendere in mano il timone delle faccende pubbliche per dar vigore e moto alla autorità in quei momenti difficili..... Spinto da sì imperiosa necessità, egli assunse il potere dittatoriale, obbedendo in ciò alla voce della coscienza, per valersene a vantaggio della patria, a salvezza della nazione..... Ei lo terrebbe sino al giorno in cui la Dieta delibererebbe altrimenti..... Invito quindi tutti i cittadini ad aiutarlo nella grand'opera, e a congiugnere lor forze per lo acquisto dell'indipendenza patria (1). » Il 18 dicembre riunissi la Dieta, la quale gridò suo presidente Ladislao Ostrowski, uomo di grandi virtù e degno veramente di capitanare quell'alto Consiglio, cui la Polonia aveva fidato le sue sorti; allora la *rivoluzione* venne dichiarata *nazionale*; e allora Chlopicki rassegnò la dittatura; ma la Dieta, non accettando la sua rinunzia, confermollo in quell'alto ufficio, che però un mese di poi egli stesso deponeva col comando supremo dell'esercito; nel quale comando succedeva il principe Radziwill. Il 25 gennaio 1831 la Dieta decretava la decadenza della dinastia degli Czar: onde la Polonia riacquistava gli antichi suoi diritti, tornando così nel numero delle nazioni; esempio di forza e dignità, degno d'essere imitato dai popoli,

(1) ROMANO SOLTUK, *La Polonia e la sua rivoluzione nel 1830*, cap. vi; Milano, 1863.

quando i patti, che li legano ai loro principi, sono da questi violati e conculcati. Il primo febbraio l'esercito polacco contava cinquantasei mila soldati e centoventisei cannoni da campo; quel di Russia, centodieci mila uomini e trecentonovantasei artiglierie; duce supremo dei Polacchi, il generale Radziwill; dei Russi, il maresciallo Diebitch; il quale, verso la metà di febbraio, invadeva di sue armi i vasti piani che stendonsi a settentrione di Varsavia. Il 19 i guerreggianti facevano la giornata a Grochow; la rinnovavano il 20, vittoriando sempre i Polacchi. Il 25 combattevano fieramente presso Praga, il gran sobborgo di Varsavia; la notte sospendeva le armi; dubbio l'esito della giornata, sanguinosa però d'ambe le parti; l'esercito polacco, passata la Vistola, ponevasi a campo su la sinistra del fiume; Radziwill riducevasi allora alle difese di Varsavia minacciata dai Russi della rovina estrema. In quel mezzo al comando supremo dell'esercito polacco era stato posto il generale Skrzynecki, grandemente per valore segnalatosi a Grochow; il quale, riordinate e accresciute le forze nazionali, in sul cadere del marzo riprendeva le offese e sbaragliava i Russi a Vaver, a Dembe, a Igania, a Liw. S'egli avesse sempre vigorosamente condotto la guerra; se fosse stato più audace nello assalire i nimici, profittando dell'entusiasmo de' suoi soldati, inebriati da tante splendide vittorie, avrebbe in breve tempo compiutamente disfatto l'esercito moscovita; ma con improvvido consiglio consumò sue forze in combattimenti, che, sebbene a lui tutti favorevoli, non gli ebbero fruttato grandi risultamenti. Il 26 maggio, presso Ostrolenka, combattè sanguinosissima giornata, nella quale i guerreggianti mostraronsi pari in valore; gravi furono le perdite d'ambe le parti, maggiori però quelle de' Russi. Skrzynecki si ritirasse a Varsavia; Diebitch non osò molestarlo in sua ritirata, sebbene il sopraffacesse dimolto in numero d'uomini e potenza d'armi; raccoltisi attorno ai forti di Praga si riordinarono e si ristorarono. Paskiewitch — succeduto

nel comando a Diebitch, morto in quel mezzo — il 4 luglio mosse con l'esercito da Pultusk verso la bassa Vistola con intendimento di valicarla alla frontiera di Prussia; la quale, con manifesta violazione della neutralità, non soltanto permise alle artiglierie russe di transitare per li territori suoi, ma eziandio fornì a Paskiewitch quanto abbisognava di viveri e munizioni da guerra. Il maresciallo russo, passata la Vistola senza contrasto, corre le terre che stendonsi lungo la sinistra del fiume e le devasta; indi si avvanza verso la metropoli del regno, e in sul cominciare del settembre la stringe d'assedio con settanta mila uomini e trecentottantasei artiglierie. Prima di assaltarla, in nome dello Czar tenta gli accordi; respinti, all'albeggiare del 6 di quel mese procede con tutto lo sforzo di sue armi all'assalto. Dopo due giorni di lotta ferocissima, nella quale caddero spenti o feriti cinque mila Polacchi e venti mila Russi, Paskiewitch giugne alle porte di Varsavia; la quale, ridotta agli estremi e contando pochi difensori, avvegnachè le più elette schiere di sue genti si trovassero lontano dalle sue mura, si rese a discrezione al vincitore. La guerra però non posava. I soldati polacchi, lasciate Varsavia e Praga, ritiravansi in Modlin, eccellente postura strategica, e vi si afforzavano a fine di potervisi sostenere con vantaggio sino all'arrivare delle altre schiere; giunte le quali, l'esercito rifatto e riordinato uscirebbe alla campagna per l'impresa di Varsavia e continuare la guerra d'indipendenza. Ma non potendovisi raccogliere tutte le soldatesche polacche sparse nel regno, Rybinski, cui obbedivano le milizie riunite in Modlin, il 21 settembre, lasciata questa fortezza, discese la Vistola e il dì appresso pervenuto a Plock preparossi a valicare il fiume, per congiungersi alle genti che campeggiavano l'alta Vistola. Tosto che a Paskiewitch venne saputo il disegno de' nimici, presidiata Varsavia con buon nerbo di soldati, mandò Pahlen con forte schiera d'armati su la sinistra della Vistola, per impedirne il passo ai Polacchi, ed egli, con la restante parte dell'e-

sercito, per la riva destra incamminossi verso Plock. Rybinski, che in quel mezzo aveva superata la Vistola, quando gli fu fatto conoscere che delle schiere polacche, cui doveva congiungersi, parte eransi rifugiate sul territorio austriaco, parte su quel della repubblica di Cracovia (1), disperando della salute della patria, non volendo darsi prigioniero ai Russi, indietreggiò verso la frontiera prussiana; passatala, posava le armi. — Tale il fine della guerra d'indipendenza polacca del 1831; alla quale sarebbe indubitabilmente sortito buon esito, se pari al valore dimostrato dalla nazione tutta in quella lotta generosa fosse stata la concordia nei cittadini (2). — La Francia, che aveva promesso di interporre i suoi buoni uffici a vantaggio della Polonia, nulla fece per questa, cui invero andava debitrice di tanto sangue, sparso da' suoi figli per la gloria del primo imperio. E allora che quel popolo, martire illustre della libertà, tornò sotto il giogo moscovita, il maresciallo Sebastiani annunciò all'assemblea nazionale francese che *l'ordine regnava a Varsavia*. Nè gli altri Stati d'Europa furono più pietosi della Francia! e se i popoli mostrarono sovente lor simpatie alla causa di quella nazione nobile e grande, i regnanti assistettero sempre senza commuoversi all'eccidio di essa. « L'Austria e la Prussia — così Copefigue — ben lungi dal mostrarsi malcontente dello scomparire della Polonia dal numero delle

(1) « I Russi, allegando a pretesto che i Polacchi avevano violato il territorio di Cracovia, occuparono quella città, rapirono circa cinque milioni di fiorini mandativi da Rozyki, e arrestarono buon numero di rifuggiti polacchi, fra i quali lo stesso vescovo di Cracovia col pretesto che era in relazione coi ribelli. » — ROMANO SOLTYK, *La Polonia e la sua rivoluzione nel 1830*, cap. XXIX; Milano, 1863.

(2) « Quest'ultima fase della nostra lotta fu segnalata da un deplorabile concatenamento d'errori, di sciagure e di perfidie, che annientarono l'una dopo l'altra tutte le nostre speranze e ci precipitarono nell'abisso..... » — ROMANO SOLTYK, *La Polonia e la sua rivoluzione nel 1830*, cap. XXIX; Milano, 1863.

nazioni, erano di ciò molto soddisfatte, avvegnachè questa idea le tormentasse sempre (1). » Il Governo di Pietroburgo pesò allora con mano di ferro sopra i Polacchi; i quali, rassegnati, ma non domi, nè vinti, sopportarono le persecuzioni e le ire dei loro oppressori! Tutto quanto ricordava il regno e la nazione loro venne abolito; l'amministrazione fu data ai Russi; l'università venne chiusa; si rese obbligatoria nelle scuole la lingua russa; si tolse ogni privilegio alla nobiltà; si protesse il rito greco a danno della religione cristiana cattolica; molte migliaia di giovani furono scritti nei reggimenti russi; è fama che da trecento mila Polacchi sieno stati trasportati nella lontana Siberia!

Di que' tempi erasi costituita in Francia una grossa associazione di profughi italiani capitanata da Giuseppe Mazzini, la quale univasi alla *cosmopolitica*, già da tempo formatasi in Parigi, allo intento d'abbattere i Governi monarchici e mutare l'Europa in *repubblica universale*. La *Giovane Italia* — così essa intitolavasi — aveva alzata la sua bandiera *bianca-rossa-verde*, su cui stavano scritte da una parte le parole: *Libertà, Uguaglianza, Umanità*; dall'altra: *Unità, Indipendenza*. — Era dunque *repubblicana* e *unitaria*, e voleva raggiungere lo scopo suo con lo educare il popolo e levarlo poi in armi contra chi l'opprimeva o malamente lo governava; *i quali mezzi dovevano usarsi concordemente e armonizzarsi tra loro*. Il suo fondatore aveva messo fuori un giornale, sul quale leggevasi il motto: *Dio e popolo*; con esso Mazzini mirava far conoscere alle popolazioni italiane le nequizie de' loro reggitori e prepararle a universale sollevamento (2). In

(1) *Il Congresso di Vienna*, cart. 141; Bruxelles, 1847.

(2) « Per *Giovane Italia* noi non intendiamo che un *sistema*, voluto dal secolo: quando noi combattiamo la *vecchia*, noi non intendiamo combattere che un *sistema*, rifiutato dal secolo. » — GIUSEPPE MAZZINI, *Della Giovane Italia*.

Lombardia, più assai che nelle altre contrade della penisola, la *Giovane Italia* contò proseliti numerosi e audaci; moltissimi studenti della università ticinese eransi ascritti a quella; ma il poco prudente affaccendarsi per l'*opera* li perdettero; scoperti dal Governo imperiale, sospettoso sempre di tutto e di tutti, alcuni vennero tratti prigionieri, altri dovettero esulare. — Primo e caldo propugnatore dell'unità patria fu Giuseppe Mazzini; però che *fosse stata e fosse tuttavia nei fati d'Italia*. « Ad essa, come a intento supremo, accenna — fin da quando il germe della *naturalità* italiana fu cacciato dalle tribù Sabelliche nella regione Abruzzese tra le nevi del Maiella, il Gran Sasso d'Italia. *umbilicus Italiae*, e l'Aterno — il lento ma continuo e invincibile moto della nostra Civiltà; lento, come quello che doveva tra via, prima di giungere a fondar la Nazione, conquistare due volte il Mondo; ma continuo d'epoca in epoca attraverso la lotta dell'elemento popolare contra tutte le aristocrazie straniere e domestiche, e invincibile davvero, dacchè nè le religioni mutate, nè le invasioni di tutte le genti d'Europa, nè lunghi periodi di barbarie e rovina valsero ad arrestarlo » (1). — In quel mezzo costituivasi in Milano la società del *Pantenna*, la quale aveva con la *Giovane Italia* comuni le aspirazioni e lo scopo. Lunga pezza essa sfuggì all'occhio vigile del magistrato civile, avvegnachè mostrasse di curarsi soltanto di materiali godimenti; e siccome l'Austria non temette mai gioventù effeminata e molle, così la Società del *Pantenna* poté all'ombra di romorosi stravizi simulati studiare e maturare disegni per la più nobile delle cause, quella della patria redenzione.

In sul cominciare del 1832 il Governo francese, veggendo l'Austria tenersi quasi padrona delle Romagne e reggerne i popoli con savia moderazione — non usata mai verso i

(1) GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, vol. III, cart. 287; Milano, 1872.

sudditi dell'imperio suo — per amicarsene gli animi e farli suoi allora che si fosse presentata favorevole occasione, il Governo francese, io dico, allo scopo di rendere vane le mire ambiziose della Corte di Vienna e mantenere sè in credito presso gli Italiani, deliberò recarsi in mano la forte Ancona. A tale novella i Romagnoli apersero il cuore alle più care speranze; infelici, che non avvidersi non amore di loro indipendenza e libertà spingere la Francia alle armi, sibbene gelosia verso l'emula possente. Nella notte del 23 al 24 febbraio i soldati francesi insignorironsi per sorpresa della terra e della ròcca anconitana; e, dopo averne espulsi gli ufficiali pubblici e le milizie della Chiesa, e alzata la bandiera di Francia là dove sventolava quella del Pontefice, presero a governarle da padroni. Gregorio XVI da prima protestò contra l'*ingiusta violazione del regno suo*; ma di poi, assicurato dall'ambasciatore francese che le armi regie dovevano proteggere, non già offendere la integrità degli Stati pontifici, loro permise, ai patti che a lui piacque dettare, di occupare Ancona: il buon accordo tornò allora tra Roma e Francia. Poco appresso Ancona venne da gravi tumulti commossa e turbata. I cittadini, levatisi contra gli invaditori stranieri proteggitori della tirannide che li opprimeva, andarono loro addosso molti uccidendone e ferendone; ma il generale francese, gagliardamente operando, in breve ora spense la ribellione e ristabilì l'ordine; e a bene affermarlo il Governo pontificio formò centurie numerose di gente violenta, i cui atti di inaudita ferocia e brutalità commessi in molte terre dello Stato gettarono il vituperio su la Corte di Roma, che avevale soldate. Il papa Gregorio però, non riposando tranquillo su la fede di que' ribaldi, chiamava a sè due reggimenti di fanti Svizzeri — i difensori di Carlo X — che il Governo di Luigi Filippo aveva licenziati. Repressi dall'armi straniere i moti d'Italia, disperse le sette, ma non distrutte nè domate, parvero nella penisola illanguidire la vita e la gagliardia usata; pure l'Italia, sebbene prostrata di forza,

a cagione delle condanne, degli esigli, delle persecuzioni e delle pugne combattute, non cessava tuttavia dallo incutere timore ai suoi principi; i quali, odiati e minacciati sempre di danno e di rovina, odiavano del pari i loro sudditi e minacciosi tenevansi su l'arme. Il popolo, che nell'anno 1821 aveva ricevuto forte spinta verso la sua indipendenza, provava allora più vivamente che mai il bisogno di rivendicarsi in libertà; vinto da prima a Napoli e nel Piemonte, risollevoasi poco di poi nelle Romagne per cadere nuovamente. Ma la grande *idea*, non arrestata mai nel suo avanzare, aveva fatto dovunque proseliti numerosi, e gli anni corsi dal 1831 alla morte del papa Gregorio furono agitatissimi e continuamente turbati da romori e tumulti; i quali prelusero alla splendida sollevazione, che nel 1848 tutta agitò e sconvolse la terra italiana.

Dopo i moti unitari e repubblicani avvenuti nel 1831 e 1832 negli Stati della Chiesa, e dopo il tentativo fatto nel 1833 in Piemonte per sollevarne il popolo e l'esercito, tentativo presto soffocato nel sangue di molti generosi — brutta pagina questa della storia di quel tempo (1) — la *Giovane Italia*, e le reliquie della setta dei Carbonari, sebbene non s'accordassero nei principi — avvegnachè quella volesse reggimento repubblicano in patria nostra, e i Car-

(1) « Tutto ciò che l'immoralità, l'inverecondia, il rancore, la vendetta e l'esercizio dei tormenti e la sete del sangue possono inventare, tutto fu posto in opera per estorquire ai prigionieri sciagurate rivelazioni. Con questi si praticava la corruzione, con quelli la menzogna, con quelli altri l'insidia, con tutti il terrore..... Chiudevansi in carcere qualche agente di polizia, che con la maschera del cospiratore si acquistava a poco a poco la confidenza del prigioniero, e coglieva di volo ogni accento, ogni gemito, ogni sospiro. » — ANGELO BROFFERIO, *Storia del Piemonte*, vol. III, cart. 45; Torino, 1849.

Cesare Balbo, parlando nel suo *Sommario storico d'Italia* della congiura del 1833 negli Stati Sardi, scrive che *la repressione di essa, giusta in sè, fu ingiusta nelle forme e negli eccessi.*

bonari amassero istituirci una monarchia costituzionale — pure unirono lor forze per cacciare l'Austria dall'Italia, d'ogni politico rinnovamento mortale nimica (1). Al quale scopo Mazzini, nel 1834 — fatto disegno di sollevare il Piemonte, ove la *Giovane Italia* contava amici dimolti, per tentare poscia la Lombardia — entrava in Savoia con alcune bande di fuorusciti di tutte le contrade d'Europa, alla cui testa aveva posto il generale Ramorino; le quali però, assalite da' soldati di Sardegna, dopo leggero contrasto andarono rotte e disperse; e Ramorino, scomparso dal campo prima dell'affronto, ebbe fama di traditore. Non pochi di coloro che avevano preso parte a quel tentativo patirono prigionia e torture, e alcuni vennero condannati nel capo; e se allora non rinnovaronsi gli orrori dell'anno innanzi commessi dal generale Galateri — il quale fu ministro di vendetta, non di giustizia, onde il suo nome passò ai posteri bruttato d'infamia (2) — toccarono nondimeno

(1) Nel 1833 congiurossi alla vita di Carlo Alberto. Certo Antonio Gallenga, risoluto d'assassinarlo, andava a Mazzini con lettera commendatizia di Luigi Amedeo Melegari; e da quello fornito di danaro recavasi a Torino sotto il nome di Luigi Mariotti. I congiurati mazziniani mandavano allora a Ginevra un certo Sciana per avere da Mazzini l'arma omicida, e ottenutala — era un pugnaleto a manico di lapislazuli — sollecito riedeva a Torino. Il reo disegno non mandavasi a effetto da Gallenga, il quale, dal Re stesso che un giorno aveva risoluto di spegnere, riceveva di poi il diritto alla naturalità sarda, una missione diplomatica e le insegne dell'ordine cavalleresco dei Santi Maurizio e Lazzaro.

(2) Quanto può l'umana ferocia mostrollo nei processi politici del 1833 il generale Galateri, in quel tempo governatore d'Alessandria. La mano rifugge dallo scrivere tutte le crudeltà commesse da quello, non soldato, ma sgherro; i modi da lui usati coi prigionieri lo chiarirono *anima volgarissima*. Egli non vergognossi di percuotere con un piede nel ventre il Vocchieri — un condannato a morte — per avergli negato di svelare i complici suoi, a ciò fare sollecitandolo mentre camminava al supplizio estremo; a tanta viltà il Vocchieri rispose sputando in faccia al conte Galateri; egli aveva sputato nel fango! Carlo Alberto l'ebbe allora fregiato dell'ordine della SS. Annunziata!

al Piemonte nuovi dolori e nuovi lutti. — Di que' tempi la *Giovane Italia* era cresciuta a potenza; in tutta la penisola essa aveva a fautori e aderenti della causa, che propugnava, uomini per ingegno e autorità notabilissimi; de' quali poi vedemmo non pochi, per motivi ignobili, rinnegare la fede data e disertare dalla patria bandiera, che avevano fatto sacramento di difendere a prezzo della vita; affascinati dal *potere*, cupidi d'onori e delle supreme dignità, fors'anco per libidine d'oro, obbliarono l'onore e si resero apòstati. Bene avrebbero potuto con onestà e lealtà servire alla monarchia, quando ciò fosse stato richiesto dallo interesse del paese, e, se convinti, che la monarchia potesse fare l'Italia *una, indipendente e libera*, pur sempre tenendosi in fede ai principi che professavano; ma posta in non cale la dignità della coscienza, fatta rinunzia alla religione antica, per volgari interessi e basse mire di più basse ambizioni, passarono alla parte *moderata*; la quale, insignoritasi degli alti uffici dello Stato, allora come in tempi a noi vicini, sovente spadroneggiò la patria con danno e vergogna nostra: lo che vedremo nel corso di queste istorie. — All'impresa di Savoia sarebbe uscito esito felice, se il governo di essa non fosse stato commesso a Ramorino; i capi della parte repubblicana di Francia, tra cui il generale Cavaignac, eransi profferiti di levare in arme Parigi e Lione al primo annunzio dei movimenti italiani; alcuni uffiziali minori e molti sottuffiziali dell'esercito sardo eransi accostati a Mazzini e aveangli giurato d'aiutarlo nell'impresa; è fama che il generale Giffenga gli avesse promesso l'opera sua, quando fosse scoppiata la ribellione. Quanto alla cospirazione del 1833, alcuni scritti rinvenuti nei quartieri dei soldati, nell'aprile, rivelarono la congiura al Governo del Re, il quale preparossi alle difese. « *A rendere vano ogni tentativo d'accordo, così Mazzini, tra i cittadini e l'esercito, la Gazzetta ufficiale stampava che le carte sequestrate provavano come i cospiratori professassero l'ateismo; come per distruggere il trono e l'altare intendes-*

sero giovarsi d'ogni mezzo il più orrendo, dal pugnale all'incendio; come veleno in copta fosse stato trovato nelle stanze di due ufficiali; come in Chambéry fossero preparate le mine a fare esplodere la polveriera situata a ridosso delle caserme, e la città di Torino fosse devota alle fiamme e decretata in Genova guerra di vespri contra i soldati piemontesi: arte nefanda di Governi immorali..... (1). »

Era corso un anno dal dì in cui l'armi austriache, rivalicato il Po, avevano lasciato le Legazioni pontificie, allora che in sul finire del verno del 1837 scoppiava in Viterbo un moto popolare, ordito da Mazzini, lo sfortunato ma sempre grande e instancabile agitatore. Il Governo papale, che, avuta contezza del cospirarsi in quella terra — come cel prova una sua lettera circolare ai capi dello Stato (2) — attento vigilava, non lo impedì — come avrebbe dovuto fare se paterno e umano — ma lasciollo prorompere, a fine di impadronirsi de' promovitori e dei ribelli, e menar poscia di essi le usate vendette. Tornò facile impresa opprimere la sollevazione viterbese, avvegnachè fossero preparate le forze per combatterla e con finissima arte tese

(1) *Scritti politici*, vol. II, cart. 322; Milano, 1872.

(2) « Da varie e non dispregevoli sorgenti mi giunge l'annunzio di un nuovo tentativo di politico sconvolgimento che vuol farsi dai liberali in diversi punti d'Europa, e specialmente in tutta l'Italia. Per accingersi essi a tale detestabile impresa con lusinga di riuscirvi, mi si dice che abbiano ricercato le notizie su gli elementi all'uopo occorrenti, a fine di procedere sopra basi di calcolata probabilità ad ottenere l'intento. » Così cominciava la lettera circolare del gennaio di quell'anno 1837; nella quale poi, dopo aver detto del lavoro dei Comitati per conoscere lo stato e il numero delle persone su le quali potevasi fare fondamento sicuro per l'impresa, e su le armi loro, conchiudeva raccomandando ai capi delle provincie di vegliare attentamente, senza però far le viste d'essere entrato in qualche sospetto, d'operare rigorosamente e di prepararsi a combattere il tentativo mazziniano.

le insidie per cogliere i novatori: allora le prigioni riempironsi di vittime e la città fu piena d'affizione. — Di que' giorni il *cholera-morbus*, portato nel nostro continente dagli eserciti moscoviti reduci dalla guerra persica, flagellava tutta Europa, e in Italia, più d'ogni altra terra, desolava la Sicilia. Il Governo napolitano, al primo apparire del terribile morbo nella Russia, reputandolo contagioso, istituiva cordoni sanitari, allo scopo d'impedire che avesse a invadere il reame; ma poscia, temendo che il levare alla Sicilia le vie di comunicazione con la terraferma dovesse arrecare, rispetto alla politica, danno gravissimo allora principalmente che non esisteva concordia tra i due regni e i popoli odiavansi quasi fossero l'uno all'altro stranieri — colpa di governanti corruttori d'uomini e di cose, e di regnanti spergiuri — toglieva i cordoni sanitari. I Siciliani, veggendo abbattersi quelle barriere, sebbene l'isola e soprammodo Palermo si trovassero già invase dal morbo, accusarono il Governo di volere dar loro il *cholera* perchè Napoli l'aveva, e chiamarono *avvelenatori* i Ministri del Re. I più ardenti amatori di libertà, reputando quel momento propizio a muovere l'isola a romore e a tentare novità, diedersi ad agitare il popolo; e, in sul cadere di luglio di quell'anno 1837, levavano Catania in armi, vi alzavano la bandiera sicula e gridavano la *Costituzione* del 1812. A sedare la ribellione il Governo napolitano sollecito mandò a Sicilia forte mano di soldatesche; e a ricomporvi le faccende, il *famoso* Del Carretto. Sebbene la sollevazione presto venisse vinta e domata, e l'ordine senza contrasto ristabilito, non pertanto Del Carretto — nel quale dir non saprebbesi se fosse maggiore la ferocia o la malvagità dell'animo — insanguinò quella terra generosa e riempì le prigioni di cittadini spettabilissimi: onde lutti s'aggiunsero a lutti nell'isola infelice. In premio di sue opere nefande, Del Carretto venne dal Borbone regalato delle insegne cavalleresche dell'ordine di San Gennaro; e puossi affermare, che Ministro e Sovrano eran degni

l'uno dell'altro; tutti e due poi meritevoli di vituperio; ed ebbero condanna d'infamia da un giudice imparziale, intendo dire dalla *Storia*. Quasi non bastassero alla Sicilia gli strazi che allora affliggevanla, il Governo borbonico, a maggiormente ammiserirla, dopo averle tolto gli ultimi privilegi — dei moltissimi un di goduti — accresciute le tasse e riempiti di Napolitani gli uffici dell'Amministrazione civile dell'isola, aboliva la Consulta istituita nel 1815, la quale ricordava il libero *parlamento* di un passato glorioso. Seminossi allora a larga mano l'odio, e ampia messe di odio venne raccolta di poi, che generò nel tempo sconvolgimenti e moti di sollevazioni, soffocati sempre nel sangue cittadino da Ministri feroci: onde ne vennero a Sicilia non solo, ma a tutta Italia nuovi dolori e nuovi patimenti. — In quel mezzo alle società della *Giovane Italia* e dei Carbonari aggiugnevasi una terza, costituitasi con gli avanzi gloriosi dell'antico esercito italico e coi molti amici della famiglia del grande Imperatore. E qui dobbiamo ricordare che Napoleone e Luigi Buonaparte, figli alla regina Ortensia e al re Luigi, fratello al primo Napoleone, nel 1831 avevano preso parte ai moti di Romagna e militato nelle bande dei sollevati (1). Se repubblicani, costituzionali e Napoleonidi fossero allora venuti a concordia, avrebbero dato vita a una associazione vasta e possente; avvegnachè in essa sarebbersi trovati congiunti giovani audaci e operosi, uomini di molto senno e prudenza e soldati allevati alla scuola del *gran capitano*, splendide illustrazioni della milizia italiana: per la quale cosa sarebbe a quella nuova associazione tornata facilissima impresa la liberazione della patria dal servaggio straniero e dalle tirannidi interne. A mantener viva nel popolo nostro l'idea della nazionale indipendenza e prepararlo

(1) Il principe Napoleone, infermatosi gravemente a cagione dei disagi sostenuti, spirava in Forlì il 17 marzo nelle braccia del fratello Luigi.

alla grand'opera, Giuseppe Mazzini pubblicava in Londra l'*Apostolato Popolare*, e Terenzio Mamiani, in Parigi, un libretto dal titolo: *Parere intorno alle cose italiane*; in oltre, le sette commuovevano incessantemente il paese: onde ogni giorno più andavano manifestandosi i segni di non lontana sollevazione. I cospiratori, reputando essere gli Abruzzi e le Calabrie contrade opportunissime a tentare novità sia per l'audacia degli abitatori, sia per la sicurezza che le loro montagne offrivano ai sollevati in caso di rovesci, i cospiratori, io dico, si volsero ad esse. Ora ha principio una lunga serie di movimenti, che si succedono nelle varie provincie della penisola sino a quello universale del 1848; i quali, se non approdano mai a buon porto, perchè intempestivi, non bene preparati e peggio condotti, e slegati sempre gli uni dagli altri, tennero però desto il popolo, impedendogli di quietarsi e addormentarsi nella servitù dell'Austria. Nell'autunno eletta schiera di scienziati italiani raccoglievasi a congresso in Pisa per trattare di *tutto*, fuorchè di filosofia e di storia, di lettere e di legislazione, d'amministrazione pubblica e di faccende politiche; ed era stato a tali patti che il Granduca di Toscana avea lor dato licenza di congregarsi nello Stato suo. A tenere tali congressi — su que' di Francia e di Germania disegnati da Carlo Buonaparte, figlio di Luciano e nepote a Napoleone imperatore — dovettero, e certamente di mala voglia, acconciarsi il Re di Sardegna e quel di Napoli, il Duca di Lucca e l'Imperatore d'Austria; Roma e Modena non vollero però saperne mai; del Pontefice poi nessuna maraviglia, avvegnachè avesse negato di concedere la istituzione d'asili per l'infanzia e di ricoveri di beneficenza e persino la costruzione di vie ferrate negli Stati suoi. Se quei congressi non fecero progredire le scienze, servirono nondimeno a fare reciprocamente conoscere gli uomini che nelle diverse contrade della penisola le professavano: vantaggio questo che fu di non lieve momento per l'Italia.

Correva il 1842 quando gli Abruzzi muovevansi a tumulto; Aquila, levatasi in su l'arme, uccideva il colonnello Tanfano — antico capitano dei briganti del cardinal Ruffo, e ribaldissimo agente della regina Carolina in Sicilia — che allora governava quella terra. La sollevazione però veniva presto domata, avvegnachè que' degli Abruzzi, non soccorsi dai Calabresi per li mali accordi innanzi fermati, non potendo far testa alle soldatesche regie, forti per numero d'uomini, subito posassero le armi. Non iscoraggita dal cattivo esito sortito a quel tentativo, la parte liberale davasi a preparare per l'anno vegnente un moto che avesse ad abbracciare le Romagne e il Napolitano; Bologna e le Calabrie dovevano dare il segnale della presa delle armi. Se non che, repubblicani e costituzionali essendo discordi intorno al fine da conseguirsi — volendosi dai primi abbattere i Governi, dagli altri costringere i regnanti a concedere le riforme dai popoli imperiosamente richieste — l'impresa disegnata non riuscì. I congiurati bolognesi, sebbene sapessero il campo dei liberali trovarsi in grande confusione per li dissapori dei capi, il dì fissato a muovere le armi usciti dalla città cacciavansi in mezzo agli Apennini, securi di sostenervisi con vantaggio sino a che, afforzati dai sollevati romagnoli, scenderebbero dai monti per correre sopra Roma, obbietto dell'impresa: intanto che i Calabresi, dalla cui cooperazione aspettavansi appoggio di non lieve momento, avrebbero mosso a romore il Napolitano e rovinato il Governo borbonico. Ma le bande di Bologna, rimaste sole, sopraffatte dal numero dei Pontifici, furono presto costrette a posare le armi e a disperdersi. Allora le *Commissioni militari* corsero le Romagne imprigionando, con gli implicati nella ribellione, anche i fautori della *Giovane Italia* (1), e condannando a morte o al carcere non solo

(1) Nel bando del Cardinal Legato di Bologna ai sudditi pontifici leggevansi queste parole: « Mentre noi avremo riguardo alle vittime

i complici di quella, ma persino chi sospettavano d'aver preso parte al tentativo rivoltoso. Le Calabrie, le quali non avevano risposto alla chiamata — onde il reame non patì scosse — nel marzo dell'anno appresso, il 1844, tentavano novità; non soccorse dai congiurati di Napoli — città la quale in tanta commozione dell'Italia mantenessi allora oltremodo tranquilla — il moto calabrese venne facilmente represso. — Nel marzo del 1844 due ufficiali della marina da guerra austriaca, i fratelli Ernesto ed Emilio Bandiera di Venezia, disertavano da quella, riparandosi il primo a Sira, l'altro a Corfù; erano i figli dell'ammiraglio, che nel 1831 aveva catturato nelle acque dell'Adriatico i profughi di Modena e delle Romagne, i quali, ceduta Ancona a patto d'aver salva la vita e libera uscita dagli Stati della Chiesa, veleggiavano verso Francia. I Bandiera fuggivano allora le vendette dell'Austria, che di quei giorni aveva saputo appartenere essi alla *Giovane Italia* e congiurare con Mazzini. Domenico Moro, di Venezia, e compagno loro, non tardò molto a raggiungerli in Corfù; tutti insieme poi con alcuni amici nella notte del 12 al 13 giugno entrarono in mare scioglievano le vele per le spiagge di Calabria, su le quali dovevano scendere per muovere quella provincia a romore e levarla in arme. Contavansi venti, tutti audacissimi, d'animo forte e deliberati a tentare, anche a costo della vita, una assai ardua impresa; tra essi trovavasi Nicola Ricciotti di Frosinone, antico apostolo di libertà, venuto allora di Spagna, ove per la libertà aveva con molto valore e sua gloria combattuto. Dopo quattro giorni di viaggio quello stuolo eletto d'uomini generosi prese terra

della semplice seduzione d'un istante, abbandoneremo i colpevoli a tutto il rigore della giustizia. A tal uopo, e giusta le avute superiori istruzioni, Noi abbiamo nominato e nominiamo una *Commissione militare* coll'incarico di giudicare i colpevoli *sommariamente e senza appello.* » Di tale maniera amministravasi la giustizia nello Stato della Chiesa da coloro che predicano il perdono delle offese, l'oblio delle ingiurie!

non lungi di Cotrone, là dove il Neto gettasi in mare. Il di vegnente uno d'essi, certo Boccheciampi di Corsica, disparve; ito a Cotrone, il traditore svelava agli ufficiali del Governo borbonico l'arrivo dei congiurati, il nome loro, i disegni fermati e il cammino che avevano a percorrere. In breve ora la milizia urbana correva su le tracce di quelli; e presso Spinelli, alla uscita d'un bosco — ove erasi posta in agguato — li assalì; respinta, si rifece; e afforzata di poi da buona mano di soldati, il 19 di quel mese di giugno, non lungi di San Giovanni in Fiore, tornò ad affrontare quel pugno di eroi; che, accerchiato d'ogni parte, dopo strenua resistenza cadde in potere dei regi. Nove di essi, tra cui i fratelli Bandiera, Ricciotti e Moro, condannati nel capo, il 25 luglio soffersero in Cosenza l'estremo supplizio (1); morirono gridando: *Viva l'Italia*. — Il processo di Cosenza mise in maggiore luce la già nota ferocia del Borbone e de'suoi Ministri; i quali sparsero il sangue di quegli infelici, non macchiati di delitto, ma soltanto rei d'amor di patria. La difesa sostenuta contra la milizia borbonica fu legittima; assaliti, avevano, per la salute propria, cercato di respingere la forza con la forza delle armi: questo il fine della spedizione dei Bandiera in Calabria.

Il mal governo de' Ministri pontifici, gli atti arbitrari delle *Commissioni militari*, le morti, le prigionie e le vio-

(1) Gli altri cinque martiri della libertà patria chiamavansi: *Anacarsi Nardi*, di Lunigiana, avvocato; *Giovanni Venerucci*, di Forlì, e *Giacomo Rocca*, di Lugo, entrambi uomini del popolo, operai; *Francesco Berti*, di Ravenna, vecchio soldato del primo imperio napoleonico, e *Domenico Lupatelli*, di Perugia. A commemorare il martirio dei morti di Cosenza coniossi una medaglia, su la quale stava scritto: *Nostris ex ossibus ultor*; nel rovescio, il motto della *Giovane Italia*: *Ora e sempre*, con l'epigrafe: *È fede nostra giovare l'italiana libertà meglio morti che vivi*.

lente persecuzioni esacerbavano ogni giorno più gli animi delle popolazioni, ancora piene di commozione per li moti poco innanzi tentati, e a nuovi sollevamenti le spingevano. La parte moderata, la quale erasi tenuta tranquilla nelle passate agitazioni, risolveva allora di spiegar sua bandiera: che non era una bandiera di ribellione, ma di conciliazione tra sudditi e regnanti; però che volesse condurre questi a miti sentimenti e a più umano reggimento, e menar gli altri a savia moderazione; dirò meglio: intento de' moderati, porre un freno alle aspirazioni più nobili e più generose degli Italiani, e mutare i dèspoti in principi liberali! — Deliberata la presa delle armi, non per levarsi a ribellione, ma per protestare contra il governo di Roma, la parte moderata dava a Pietro Renzi, di Rimini, il carico di guidare e temperare il movimento, affinchè non avesse a lasciarsi trasportare ad *excessi* riprovevoli sempre, più riprovevoli poi per lo scopo che volevasi raggiungere. Renzi, postosi alla testa degli esuli romani, raccoltisi in San Marino — che ospitale aveva lor dato asilo quando fuggivano le persecuzioni e le insidie dei Ministri del Pontefice — venuto a Rimini, se la recava in mano; ma allo avvicinarsi de' mercenari svizzeri, lasciata la terra che difendere non poteva, rifugiavasi con la sua banda negli Apennini; vivamente perseguito dai papalini, traevasi a salvamento in Toscana. Mentre Pietro Renzi faceva l'impresa di Rimini, un pugno di uomini audacissimi correva a lui dalla bassa Romagna; i quali, arrivati alle Balze, assalivano le genti svizzere, là preparate a contrastar loro il passo; respintele, avanzavansi celeremente; se non che, saputo l'esito infelice sortito alla spedizione di Rimini, piegarono verso Apennino, scendevano a Toscana; ove dal Granduca, da' suoi Ministri e dal popolo, fedeli tutti alle antiche lor tradizioni, ricevevano l'ospitalità più generosa e più cordiale. Così avevan fine i moti di Rimini del 1845, ai quali presero poca parte le altre provincie pontificie. — Il manifesto pubblicato in quella città dai sollevati fu scritto

con somma moderazione (1); in esso, fatti da prima conoscere i mali che opprimevano la patria, chiedevasi di poi ai supremi reggitori dello Stato in nome della religione e dell'umanità, che la ragione civile, non l'arbitrio avesse a governare i popoli; che dovessero cessare le vendette, gli oltraggi e i soprusi, cause sempre di turbamenti e di disordini; che si concedessero più savie leggi e altresì quelle riforme e istituzioni dai tempi altamente domandate. — I Ministri del Pontefice di accuse sì gravi e sì giuste ten-

(1) « ... Non è di guerra lo stendardo che noi innalziamo — così il manifesto — ma di pace; e pace gridiamo e giustizia per tutti, e riforme di leggi, e guarentigie di bene durevole. Non sarà per noi che una goccia sola di sangue si sparga; noi amiamo e rispettiamo i soldati pontifici, noi li abbracciamo come fratelli che hanno comuni con noi i bisogni, i desiderî, le onte; e procacciando di torre il Pontefice dalle mani di una fazione cieca e fanatica, abbiamo in cuore di bene meritare di lui e della dignità della Sede Apostolica, nel tempo stesso in cui benemeritiamo della patria e della umanità. Noi veneriamo la ecclesiastica gerarchia e tutto il Clero, e speriamo che, seguendo gli ammaestramenti del Vangelo, considererà il Cattolicesimo nella sua vera e nobile essenza civilissima, e non sotto il meschino e scattolico aspetto di una intollerante setta. E perchè nè ora nè mai sieno sinistramente interpretate le volontà nostre in patria, in Italia o fuori, proclamiamo altamente di rispettare la sovranità del Pontefice come Capo della Chiesa universale, senza restrizione o condizione veruna; ma per rispettarlo e obbedirlo come Sovrano temporale dimandiamo:... » E qui seguivano le domande che toccavano il perdono ai condannati politici; il bisogno di codici modellati su quei de' popoli civili d'Europa; l'abolizione della pena di morte per colpa di lesa Maestà; il togliersi dei laici alla giurisdizione del Santo Ufficio e dei tribunali ecclesiastici; il giudicarsi delle cause politiche con le regole ordinarie; la libera elezione dei Consigli comunali da farsi dai cittadini; la residenza in Roma della Consulta di Stato e le sue facoltà; il conferirsi degli uffici e dignità civili, militari e giudiziarie ai laici; il levarsi della istruzione pubblica, eccetto la religiosa, alla soggezione del Clero; il restringersi della censura della stampa; il licenziamento della soldatesca straniera; l'istituzione d'una Guardia cittadina; in fine, lo entrare del Governo nella via dei miglioramenti sociali richiesti dallo spirito del secolo, ad esempio di tutti i Governi civili d'Europa.

tarono scolparsi in faccia alla opinione pubblica — che di que' giorni manifestavasi in numerosissime pubblicazioni e della quale erano costretti a riconoscere la potenza — sforzandosi dimostrare la falsità di quelle accuse, e affermando essere, soprammodo allora, inopportune le domande espresse nel manifesto; ma non riuscendo a ciò, tornarono agli usati vilipendi; e le *Commissionsi*, le quali avevano già tante volte insanguinato il paese, nuovamente funestarono di morti, di torture, di prigionie. — In quel mezzo venivano di Roma a Firenze inviti pressanti di consegnare, in virtù del trattato di *espulsione* esistente tra i due Stati e fermato nel 1827, Renzi e i promovitori dei moti di Rimini. Granduca e Ministri niegarono di consegnarli; e non soltanto resistettero alle richieste imperiose della Corte romana, ma fecero passare in Francia Pietro Renzi, dopo averne avuta promessa di non più tornare a Toscana. Il quale però, posta subito in dimenticanza la fede data, presto vi faceva ritorno: onde allora il Governo, vivamente sollecitato dalla Corte di Roma, a viso aperto sostenuto dall'Austria, ad adempiere ai patti stretti con Roma, consegnò Renzi agli ufficiali pontifici. Chiuso in Castel Santangelo, egli ebbe salva la vita con una viltà; avvegnachè svelasse il nome di molti compagni della congiura, ancora ignoti al Governo, e i disegni dei politici rivolgimenti ch'erano stati discussi e risolti in Parigi.

La Toscana, la quale non aveva preso parte ai moti d'Italia del 1821 e 1831 — non già che l'idea nazionale non vi fosse fortemente sentita, nè che contasse pochi partigiani nei *Carbonari* e nella *Giovane Italia* — erasi però mantenuta indipendente sempre, respingendo con dignità e fermezza i consigli dell'Austria; la quale non potendo renderla vassalla dell'imperio, come ne aveva più volte chiarito l'intento, erasi sforzata di farle accettare il suo *sistema* e i suoi modi di governo. Granduchi e Ministri, tra i quali primissimo il Fossombroni, combatterono con coraggio e costanza per fare rispettati e salvi i diritti del loro paese,

e seppero dalla lotta uscir vittoriosi. Il reggimento mite e benevolo della Toscana trasse a sè molti uomini nelle belle lettere e nelle scienze preclarissimi; i quali, lasciata di volontà propria lor terra nativa, o cacciatine da governanti sospettosi di tutti e di tutto, erano venuti ad abitare Firenze; tra essi Giacomo Leopardi, Niccolò Tommaseo, Pietro Giordani, Carlo Troja, Pietro Colletta. Congiuntisi a Domenico Guerrazzi, a Nicolini, a Salvagnoli, a Poggi e a molti altri uomini insigni, formarono schiera eletta di poderosi ingegni, che nella patria nostra sparse non solamente idee liberalissime, ma eziandio tesori di una splendida civiltà. Per essi e per cura di Vieusseux venne alla luce l'*Antologia*, periodico che, propugnando con senno e valore l'idea nazionale, diventò autorevolissimo in tutta la penisola. — La Toscana, sempre ospitale e generosa di soccorsi ai fuorusciti politici, nell'autunno del 1839 accoglieva festosamente li scienziati italiani che in Pisa, auspice il Granduca, raccoglievansi a congresso; non tanto a dare opera efficace al progredire delle scienze, quanto a bene indirizzare alla vita politica i loro concittadini.

In nessun tempo mai la storia politica degli Italiani andò così strettamente unita alla letteraria, quanto quella dell'epoca di cui narriamo le vicende. In vero fu grande la missione degli scrittori di quest'epoca, la quale, negli *Annali* del mondo, sarà memorabile sempre per li fatti di grave momento che in essa compironsi. Diciamolo pure senza tema di peccare d'orgoglio, l'unità patria essere frutto di nostra bella concordia; però che nell'ora del pericolo e nei giorni in cui facevansi imprese difficili e persino arrischiate, l'ire partigiane tacessero e tutti i cittadini d'Italia con santo entusiasmo corressero a schierarsi sotto la nazionale bandiera, tenuta in alto da casa Savoia contra il despota straniero, contra i tiranni interni; e noi ci auguriamo di poter presto scrivere: la potenza e la prosperità della patria essere frutti del senno e dell'onestà

de' suoi reggitori. — Da lunga pezza esisteva nella penisola una scuola *liberale religiosa*; suoi duci e maestri, Alessandro Manzoni (1), Silvio Pellico, Carlo Troja e Antonio Rosmini; i quali propugnarono con valor sommo l'indipendenza italiana e, per *convinzione* religiosamente e fortemente sentita, nimici all'Austria, perchè nimica ai Pontefici, fecersi sostenitori di questi, memori che per virtù dei Papi l'Italia era stata tolta più volte al servaggio straniero. Tra i generosi campioni del pensiero nazionale vuoi sopra tutti ricordare Vincenzo Gioberti che, forte della grandezza del passato e reputando facile impresa la redenzione della patria, se aiutata dai popoli e dai principi sotto gli auspici della Corte romana, nel 1843, in Bruxelles, sua terra d'esilio, quel prete sapientissimo pubblicava per le stampe il *Primato morale e civile degli Italiani*. In questo magnificò il principio guelfo — che, siami lecito affermare, è principio italiano — in giorni in cui Roma mostravasi ostinata più che mai nell'osteggiare la libertà e perseguitarne a morte i banditori. Gioberti consigliava, si sostenessero, non si abbattessero i regnanti; le civili istituzioni non si distruggessero, ma si riformassero in modo da rendere impossibile il ritorno della tirannide; in fine, asserendo che dalla confederazione italica sarebbero per derivare indipendenza e libertà alla patria nostra, combatteva i disegni dei repubblicani, perchè unitari. — Nell'anno appresso, il 1844, Cesare Balbo metteva fuori l'aureo libro: *Le speranze d'Italia*. Il chiaro autore, uso a trattare sino dalla sua gioventù le faccende pubbliche, aveva avuto

(1) Alessandro Manzoni col suo *Trionfo della Libertà* e il *Cinque Maggio*, con l'*Adelchi* e i *cori del Carmagnola*, e anche con gli *Inni Sacri* — nei quali chiaramente rivelansi i sentimenti di libertà e fratellanza — fu il grande poeta del nostro risorgimento nazionale (*).

(*) De Sanctis, commentando la lirica nazionale di Manzoni, disse così: « La sua poesia non è solo un inno di guerra agli Italiani, ma un richiamo a tutte le nazioni civili; la parola del poeta è indirizzata agli Italiani e ai Tedeschi. »

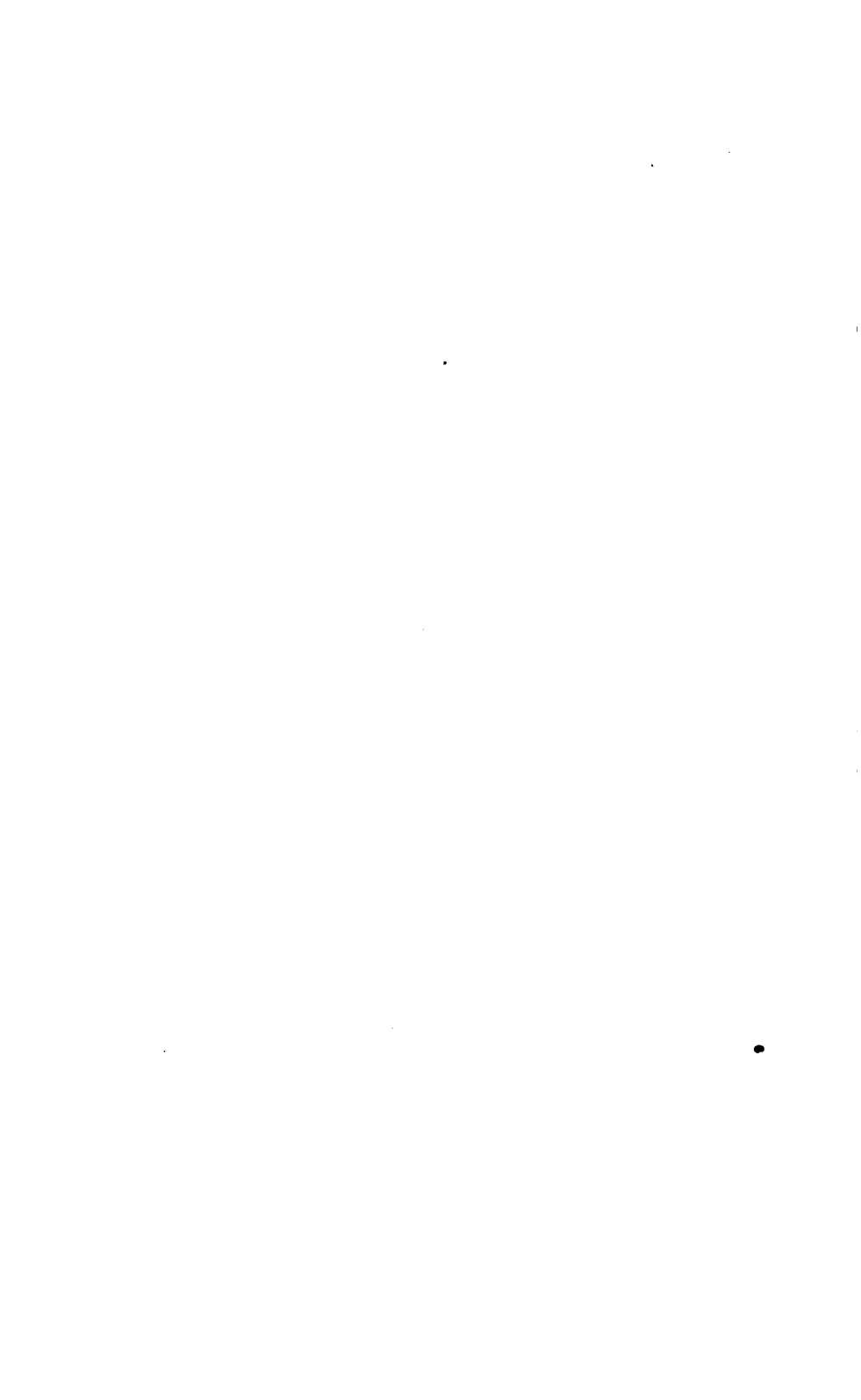
occasione d'acquistare quella saggia esperienza delle cose e degli uomini, e quel giusto criterio, che dovevano fare di lui un uomo profondamente *politico* e sommamente *pratico*; e tale addimostrossi in tutto il corso di sua vita e ne' suoi lavori, soprammodo nelle *Storiche meditazioni*; sotto questo rispetto egli è a ritenersi d'assai superiore a Vincenzo Gioberti. Se Cesare Balbo ebbe comuni col *prete filosofo* i disegni di riforma nei modi di governo e nelle istituzioni politiche e civili, riforme richieste dalla ragione e invocate dai popoli, e al pari dell'esule illustre avversò le idee dei repubblicani e le vie da questi sino allora percorse per raggiugnere l'indipendenza e conquistare la libertà patria, ei non sognò mai di poter riformare politicamente il papato temporale, essendo il medio evo morto per sempre. Le sapienti pagine delle *Speranze d'Italia*, svelando, con ischiettezza proprio degna dei più grandi elogi, gli errori dei Re, dei governanti e dei popoli, e mettendo innanzi altresì principi facilmente riducibili ad atto, indussero gli Italiani a collocare in cima delle loro aspirazioni l'*indipendenza* della patria, e a volgere concordi gli sforzi tutti allo acquisto di essa. Non *unitario*, ma di *federazione* caldissimo fautore, Cesare Balbo fece conoscere come si potesse raggiungere lo scopo tanto desiderato mediante una cordiale alleanza dei Sovrani coi loro sudditi, e con le monarchie costituzionali pervenire alla libertà. Egli predicò la concordia, senza la quale nulla puossi ottenere di veramente efficace; insegnò le virtù, che conducono a grandezza e a potenza; consigliò a' suoi concittadini di addestrarsi alle armi, a fine di trovarsi pronti alla chiamata di guerra, che non doveva molto tardare a rompersi, avvegnachè già in tutta Europa si agitasse la *questione d'Oriente* e si preconizzasse prossima la presa delle armi per l'imperio Ottomano, che dall'universale reputavasi non lungi dall'estrema rovina; e nello spartimento di sue spoglie predicava sarebbero per toccare all'Austria sul Danubio larghi compensi alle provincie che avrebbe a

lasciare sul Po. Il libro di Cesare Balbo divenne popolarissimo in tutta la penisola e in breve tempo corse l'Europa. — Altri ingegni, singolari per eccellenza di dottrina, prepararono coi loro scritti gli animi degli Italiani alla grand'epoca della loro redenzione; tra essi vogliansi ricordare Massimo d'Azeglio, Ilarione Petitti e Giacomo Durando. Il primo, nei *Casti di Romagna*, gridando contra i persecutori della libertà, disse: i parziali movimenti esporre a grave pericolo l'onore e le sorti della nazione; l'Italia poter venire a indipendenza allora che, messi da canto gli odii di setta e, meglio ancora, diremo noi, i violenti amori di parte, unite le volontà e le forze, i suoi popoli opereranno concordi all'acquisto di essa. — Il Petitti, scrivendo intorno i vari sistema di vie ferrate — che di que' giorni ponevansi innanzi per l'Italia — provò luminosamente esserne di somma importanza lo studio e la scelta; affermando che un buon sistema di quelle vie non solamente avvantaggerebbe dimolto gli interessi materiali del paese, ma tornerrebbe eziandio di grande giovamento alla confederazione degli Stati italiani (1). — In fine, Giacomo Durando dimostrò ne' suoi scritti doversi ridurre lo Stato pontificio a picciolo territorio e spartire l'Italia in tre monarchie costituzionali, però insieme federate; rispetto al papato egli assai assai allontanavasi dai disegni di Gioberti e di Balbo. — Ricorderemo anche Parini e Giusti, che valorosamente trattarono l'arma dei popoli schiavi, la *satira*; Foscolo, Alfieri, Nicolini, Grossi, Berchet, Giannone e Guerrazzi, i quali infiammati sempre e ispirati da altissimo amor di patria, con le loro poesie e coi loro romanzi, armi terri-

(1) » Tutto il sistema vostro, scriveva allora Balbo al conte Ilarione Petitti, è largo, generoso, entra in quell'economia politica, che non è nuova, per vero dire nella pratica così bene mai come dall'ultime e magnifiche proposizioni di Sir Roberto Peel alla generosa nazione inglese. Lasciate dire; voi pure avete data la vostra contribuzione a tale scienza pratica. »

bili politiche, percossero a morte i tiranni d'Italia; ricorderemo per ultimo Colletta e Botta, che nelle loro istorie, narrando i casi della patria, ricercarono le ragioni dei fatti ad ammaestramento nostro.

Mentre questa schiera valorosa di scrittori, per onestà e sapere chiarissimi, propugnavano con la penna la indipendenza italiana e i diritti della nazione, un principe di Casa Savoia, con operosità instancabile e zelo apparecchiavasi a sostenerli con le armi: intendo parlare del re CARLO ALBERTO di Sardegna.





CAPITOLO I.

Carlo Alberto e Pio IX.

Le prime riforme di Carlo Alberto. — Morte di papa Gregorio XVI: esaltazione di Pio IX al Pontificato. Il *motuproprio* di Pio IX. — Le prime riforme di Pio IX e la lettera di Giuseppe Mazzini al Pontefice. — Contesa di dogana tra la Sardegna e l'Austria. — I matrimoni spagnuoli. Annessione di Cracovia all'Austria. — Leopoldo II di Toscana. — Sollevazione di Sicilia; il 12 gennaio 1848 a Palermo; vittoria della parte liberale. Il 27 gennaio a Napoli e la *Costituzione*. — Tumulti in Roma nel luglio 1847. Gli Austriaci in Ferrara. Lega doganale tra Roma, Toscana e Sardegna. — Fivizzano e Pontremoli. Carlo Lodovico Borbone e Lucca. Morte di Maria Luigia, Duchessa di Parma e Piacenza.

Carlo Alberto, principe di Carignano, aveva preso la corona sabauda il 27 aprile 1831 per la morte del re Carlo Felice, il quale non avea lasciato nè un figlio al trono, nè un affetto ai sudditi e agli amici. Correavano allora tempi difficili assai, però che tutta Europa si trovasse grandemente commossa dalla rivoluzione di Parigi, dalla fuga di Carlo X e dalla elevazione al trono di Francia del Duca d'Orleans, Luigi Filippo; ed era agitata altresì per li moti di Bruxelles, il cui intento — a pieno raggiunto — era stato la separazione del Belgio dall'Olanda per farne un regno indipendente; in oltre, dalla guerra che combatte-

vasi dai Polacchi per togliersi alla soggezione moscovita; in fine, dai tumulti di Romagna, levatasi in su l'arme per liberarsi dalla signoria papale. Carlo Alberto, ben sapendo la salute di uno Stato riposare intiera nei saggi suoi ordinamenti, nelle leggi informate ai principi di giustizia e di onestà, e nella buona milizia, non curando il romoreggiare delle lontane tempeste, con propositi liberali e virtuosi diede subito cominciamento a riformare il regno. Non ostante la sua perplessità e l'irrisoluzione nel deliberare — conseguenze di un esagerato diffidare di sè e di sue forze — e il carattere suo titubante sempre, egli riuscì a compiere cose grandi; e ne avrebbe fatte di maggiori, se avesse avuto il coraggio d'allontanare dalla Corte quei partigiani del passato — che furono oppositori a tutti i suoi disegni liberali e tentarono sovente sviarlo dal cammino glorioso che aveasi segnato per raggiungere la meta impostasi della *indipendenza nazionale* — e bandire eziandio dalla reggia quella *aristocrazia militare*, la quale non molto degnamente rispose ai favori, di cui avevala tanto ricolma. Egli avrebbe dovuto chiamare a sè gli amici nel 1821 statigli compagni nella congiura, e che al contrario dimenticò e lasciò nell'esilio: ingratitude questa da lui scontata più tardi! L'illustre vittima dell'inafausta giornata di Novara nell'ora ultima di sua vita volgeva preghiera al Vescovo d'Oporto, che lo assisteva al passaggio supremo, s'adoperasse a che la sola *milizia nazionale* avesse ad assistere in Torino ai funebri suoi, non l'esercito, che pur tanto aveva prediletto, e al buono ordinamento del quale erano da lui state consacrate tutte le cure del regno suo. Terribile arcano nascondesi in queste parole dell'esule principe morente, che forse il tempo giugnerà a scoprire (1).

(1) Giuseppe Mazzini, appena seppe avere Carlo Alberto preso la corona, a lui, *non re volgare, non anima inetta o tirannica*, scriveva da Marsiglia così: « Voi non giungete oscuro sul trono; e vi fu un momento in Italia, Sire, in cui gli schiavi guardarono in voi

— Le riforme di Carlo Alberto, sospese nel 1833 per li moti di Savoia, vennero continuate due anni appresso e con grande ardore condotte a fine. Furono aboliti molti privilegi e le vecchie leggi che impedivano lo svolgersi delle industrie e lo allargarsi dei traffici; si ridusse poscia in codici la legislazione civile; si tolsero gli arbitri, gli abusi e le *illegalità aristocratiche*, che non eran poche; migliorossi l'amministrazione provinciale; accordossi protezione efficace alle lettere, alle scienze e alle belle arti, provvedendo al loro incremento col rinnovare le università, con ampliare l'accademia torinese, con aprire una Pinacoteca e con erigere monumenti; si incoraggiarono e si soccorsero le società agricole, e si fondò l'*Istituto Agrario*; diminuironsi le imposte e con equità si distribuirono; si immisero savie economie nell'amministrazione del danaro pubblico, ammegliorossi quella delle poste, dei boschi, dei consolati; onde avvantaggiaronsi non poco le rendite dello Stato. Il sistema dei contingenti temporanei (1) fece ridurre l'esercito stanziale a picciole proporzioni: donde vennero economie di sommo rilievo all'erario; diedesi un nuovo ordinamento allo Stato maggiore generale

siccome in loro liberatore; un momento che il tempo v'avava posto innanzi, e che, afferrato, doveva fruttarvi la gloria di molti secoli. E vi fu un altro momento, in cui le madri maledissero al vostro nome, e le migliaia vi salutarono traditore; perchè non avevate divorata la speranza e seminato il terrore. Certo furono momenti solenni, e voi ne serberete ancora gran tempo la memoria. » — Dopo avere avvertito il Re che la via del terrore e quella delle *concessioni* non menano a grandezza, ma all'odio e al disprezzo, Mazzini incoraggiavalo a porsi alla testa della nazione, e di scrivere su la bandiera: *Unione, Libertà, Indipendenza*. « Proclamate la santità del pensiero! Dichiaratevi vindice, interprete dei diritti popolari, rigeneratore di tutta l'Italia! Date il vostro nome ad un secolo! Incominciate un'era da voi! Siate il Napoleone della libertà italiana! Tra l'inno dei forti e dei liberi, e il gemito degli schiavi, scegliete il primo. Liberare l'Italia dai barbari e vivete eterno! »

(1) Chiamati impropriamente *provinciali*.

dell'esercito, il quale però nè allora, nè di poi fu mai all'altezza di sua missione, come verremo provando nel corso di queste istorie. Pur nuovi ordini, quali erano richiesti dalla tattica perfezionata, ebbero le fanterie e la cavalleria, accresciute quelle da un battaglione di fanti leggeri, i *Bersaglieri*, bella istituzione di Alessandro La Marmora. Si organarono le *artiglierie a cavallo*, che dovevano seguire in guerra i rapidi movimenti della cavalleria; fondossi in Racconigi, un collegio per li figliuoli dei soldati benemeriti; riordinossi il corpo degli ingegneri militari e l'amministrazione tutta dell'esercito; istituissi una medaglia d'oro e d'argento per ricompensare le azioni di valore; tennesi un campo d'istruzione per la milizia su le lande di Ciriè — e fu nel 1839 — al quale assistettero i Commissari d'Austria e di Francia; in fine, rifeceasi il *Codice delle leggi penali militari*. — Queste le riforme operate nelle amministrazioni civili e nell'esercito dal re Carlo Alberto; che se il riordinamento della Sardegna non raggiunse quella perfezione dai tempi voluta, non pertanto per le accennate riforme il regno, ultimo tra gli Stati italiani all'epoca dell'assunzione al trono del principe di Carignano, ottenne in breve periodo di anni tra quelli il primato.

Correva il primo giugno 1846, allora che il papa Gregorio XVI, carico d'anni, finiva sua mortale carriera; gli ultimi giorni di vita ebbe amareggiati dalla ingratitude dei parenti e degli amici, da lui tanto beneficiati; avvegnachè ei morisse abbandonato da tutti. Gravi accuse furono mosse a quel Pontefice. Imparziali sempre, in omaggio alla verità noi affermiamo alcune di quelle essere false, altre esagerate dimolto; egli ebbe difetti e virtù comuni con gli altri uomini; sotto la tiara papale conservossi sempre *monaco camaldolese*, intendo dire non avere mutate mai le abitudini del suo convento; Pontefice fu quale essere deve il capo della cattolicità, religioso cioè e austero; principe, fu dèspota quanto altri mai e poco acconcio alle faccende di governo;

per la quale cosa allè vendette, alle persecuzioni poterono facilmente spingerlo i consiglieri suoi, soprammodo poi l'ambiziosa società dei Gesuiti, allora potentissima in Vaticano. La quale, sebbene apertamente invisa al Papa, al clero secolare e a tutti gli onesti, nondimeno per li servigi prestati alla Corte romana negli ultimi sconvolgimenti d'Italia — però servigi indegni di ministri dell'altare — aveva ottenuta la suprema direzione della *Istituzione della Propaganda*, ambita tanto, a fine di poter estendere vie più la sua autorità nelle faccende temporali dello Stato, e riacquistare quella un tempo goduta nelle Corti dei Sovrani, e con grande sua vergogna usando della religione per raggiungere intenti di sua vituperevole politica. Son note all'universale le ragioni che indussero papa Clemente XIV a sciogliere la Congregazione dei Gesuiti; son parimenti note le parole dal fortissimo papa Ganganelli il 21 luglio 1773 parlate al mondo dalla cattedra di San Pietro contra la *Compagnia*; la quale, espulsa da quasi tutta Europa, veniva allora da quel Pontefice abolita, a far ciò vivamente sollecitato e supplicato da molti Vescovi e da personaggi chiari per dottrina e religione, allo scopo, *di dare pace e concordia al popolo cristiano e togliere la cagione di nuovi scandali e di nuovi perturbamenti*. — Però il mal seme di essa non era stato sperduto: onde per la debolezza di qualche Pontefice e soprammodo per gli intrighi e le arti proprie — in vero non lodevoli — la *Compagnia*, non ostante i fulmini di papa Clemente XIV, risorse, senza però tornare mai allo splendore di quei tempi, ne' quali, solo curante degli interessi della religione — per la cui tutela e difesa l'entusiastico spagnuolo ebbela istituita — era venuta a grandezza e fattasi mezzo potentissimo d'inciviltamento. Per breve tempo però fu benemerita della umanità; avvegnachè, presto lasciati gli austeri precetti del suo fondatore, poco della Chiesa si curasse, molto delle faccende temporali: l'ambizione avevala allora perduta per sempre nella stima della gente onesta. — Ad abbattere quella Con-

gregazione e promuoverne lo scioglimento Luigi Filippo di Francia inviava, correndo il 1845, alla Corte romana suo oratore Pellegrino Rossi, uomo per sapienza politica e dottrina veramente singolare; il quale, l'anno innanzi, visitando la città eterna, aveva avuto dal Pontefice l'accoglienza più lusinghiera. I Gesuiti, accortisi del pericolo che lor soprastava, credettero salvarsene lanciando contra l'inviato francese le più nere calunnie: era l'usata carità cristiana dei seguaci tralignati d'Ignazio di Loiola! Il papa Gregorio, da essi ingannato, da prima negava ricevere l'inviato di Luigi Filippo; ma di poi, bene consigliato dal cardinale Lambruschini, chiamavalo in Corte. Dopo avere udito da Rossi raccontare il tristissimo stato in cui trovavasi allora la Chiesa di Francia, e i pericoli che correva a cagione delle male arti di alcuni Vescovi devoti alla espulsa dinastia di Carlo X e al Governo avversi: « È vero ciò, esclamava il Pontefice, ed è da un pezzo che lo predico. » — La vittoria dell'ambasciatore francese destò le ire dei Gesuiti contra il Lambruschini, che l'onesto cardinale ricambiò con lo sprezzo. — Il papa Gregorio, morendo, aveva lasciato una assai triste eredità, la *discordia* nella Curia; discordia la quale partorì subito forti dissensioni in seno al sacro Collegio; e come sempre, così allora l'invidia e l'ambizione agitarono i Cardinali: onde in quei giorni furono tempestose le loro assemblee. Alcuni di essi, che avevano compreso i bisogni dei popoli e le tendenze del secolo nostro, mostravansi apertamente inchini a riformare lo Stato; altri, per ignoranza o malizia, nimicissimi a libertà e a qualsiasi novità, chiarivansi sostenitori dei vecchi modi di governo e dell'antica tirannide amantissimi. La morte del Pontefice aveva sì fattamente commossi i sudditi della Chiesa da far temere romori e turbamenti; per la quale cosa l'Austria accresceva il presidio di Ferrara e inviava nelle acque d'Ancona alcune navi da guerra: nessuna ribellione però fu allora tentata. La sera del 14 giugno i Cardinali entrarono in conclave; due volte vi fu mandato

a partito il candidato al seggio pontificio, e due volte andarono a vuoto i suffragi de' Cardinali; alla terza e nella sera del 16 giugno il partito fu vinto dal vescovo d'Imola, Giovanni Maria Mastai Ferretti, che volle chiamarsi Pio, e fu nono di questo nome nella schiera de' Pontefici (1). Senza por tempo in mezzo acclamato Papa e vestito della suprema dignità nella Chiesa, ricevette gli omaggi del sacro Collegio. Il dì appresso la sua elezione alla cattedra di San Pietro — e fu il 17 giugno — Pio IX, accompagnato da tutta la Corte, presentavasi dalla grande loggia del Quirinale al popolo romano congregato su la piazza, e invocava la benedizione di Dio su tutta la cristianità (2). In quel giorno stesso del 17 giugno pubblicava un *motu proprio*, una generosa, anzi delle più larghe amnistie di quante sieno state largite da principi cristiani, e che porta il prezzo dell'opera di riferir qui in tutta la sua interezza. « Nei giorni in cui ci commoveva nel profondo del cuore la pubblica letizia per la nostra esaltazione al Pontificato, non potemmo difenderci da un sentimento di dolore, pensando che non poche famiglie dei nostri sudditi erano tenute indietro dal partecipare la gioia comune, perchè nella privazione dei conforti domestici portavano grande parte della pena da alcuno dei loro meritata, offendendo l'ordine della società e i sacri diritti del legittimo principe. Volgemmo altresì uno sguardo compassionevole a molta inesperta gioventù, la quale, sebbene trascinata da fallaci lusinghe in mezzo ai tumulti politici, ci pareva piuttosto sedotta, che

(1) Pio IX fu il dugento cinquantanovesimo dei Sovrani Pontefici.

(2) Alle nove e mezza del mattino 17 giugno, atterrato il famoso muro che chiudeva il Congresso, il cardinale Tommaso Riario-Sforza, Camerlengo, dalla loggia del Quirinale gridò al popolo il nuovo Pontefice così: « *Annuntio vobis gaudium magnum: Papam habemus Eminentissimum ac Reverendissimum Dominum Joannem Mariam Mastai Ferretti S. B. E. Presbyterum Cardinalem, qui sibi nomen imposuit Pius IX.* »

seduttrice. Perlocchè fin d'allora meditammo di stendere la mano e offrire la pace del cuore a quei traviati figliuoli che volessero mostrarsi sinceramente pentiti. Ora l'affezione che il nostro buon popolo ci ha dimostrata, e i segni di costante venerazione che la santa Sede ha nella nostra persona ricevuti, ci hanno persuasi che possiamo perdonare senza pericolo pubblico. Disponiamo e ordiniamo pertanto che i primordi del nostro pontificato siano solennizzati coi seguenti atti di grazia sovrana.

« I. A tutti i nostri sudditi che si trovano presentemente in luogo di punizione per delitti politici, condoniamo il rimanente della pena, purchè facciano per iscritto solenne dichiarazione sul proprio onore di non volere in nessun modo nè tempo abusare di questa grazia, e di volere anzi fedelmente adempiere ogni dovere di buon suddito.

« II. Con la medesima condizione saranno riammessi nel nostro Stato tutti quei sudditi fuorusciti per titolo politico, i quali, dentro il termine di un anno dalla pubblicazione della presente risoluzione per mezzo dei Nunzi apostolici o altri rappresentanti della Santa Sede, faranno conoscere nei modi convenienti il desiderio di profittare di questo atto di nostra clemenza.

« III. Assolviamo parimente coloro che per aver partecipato a qualche macchinazione contra lo Stato, si trovano vincolati da precetti politici, ovvero dichiarati incapaci degli uffici municipali.

« IV. Intendiamo che siano troncate e soppresse le procedure criminali per delitti meramente politici non ancora compiute con un formale giudizio; e che i prevenuti sieno liberamente dimessi, a meno che alcuno di loro non domandi la continuazione del processo nella speranza di mettere in chiaro la propria innocenza e di riacquistarne i diritti.

« V. Non intendiamo per altro che nelle disposizioni dei precedenti articoli sieno compresi quei pochissimi ecclesiastici, ufficiali militari e di governo, i quali furono

già condannati o sono profughi o sotto processo per delitti politici; e intorno a questi ci riserbiamo di prendere altre determinazioni, quando la cognizione dei rispettivi titoli ci consigli di farlo.

« VI. Non vogliamo avere fiducia parimenti che nella grazia sieno compresi i delitti comuni, di cui si fossero aggravati i condannati, o prevenuti, o fuorusciti politici e per questi intendiamo che abbiano piena esecuzione le leggi ordinarie.

« Noi vogliamo avere fiducia che quelli, i quali useranno della nostra clemenza, sapranno in ogni tempo rispettare e i nostri diritti e il proprio onore. Speriamo ancora che, rammolliti gli animi dal nostro perdòno, vorranno deporre quegli odi civili che delle passioni sono sempre o cagione o effetto; sicchè si ricomponga veramente quel vincolo di pace da cui vuole Iddio che sieno stretti insieme tutti i figliuoli d'un padre. Dove però le nostre speranze in qualche parte fallissero, quantunque con acerbo dolore dell'animo nostro, ci ricorderemo pur sempre, che se la clemenza è l'attributo più soave della sovranità, la giustizia ne è il primo dovere. »

Il *motu proprio* del Pontefice, informato ai più santi principi di conciliazione, venne accolto dai sudditi suoi con gioia ineffabile; il perdòno concesso a' rei di delitti di Stato — sebbene non universale e vincolato da certe condizioni — fu salutato col massimo entusiasmo, non soltanto dall'Italia, ma da tutta l'Europa, veggendosi in quello chiari segni d'amistà e concordia tra i popoli e il papato civile, e cominciare per esso *un nuovo secolo di giustizia e pace* (1). Allora uscirono di prigionia, ove languivano da anni, moltissimi märtiri della verità; allora

(1) Pietro Giordani nel 1846 sui marmi di Osimo fece incidere la seguente epigrafe: *A Pio IX, Pontefice Massimo, cominciante nuovo secolo di giustizia e di pace, l'Accademia dei Risorgenti significa gratitudine e speranze.*

riederono in seno alla patria e in braccio alla famiglia non pochi, che avevano esulato in terre straniere per fuggire all'ire e alle persecuzioni dei sicari del papa Gregorio. In breve ogni angolo d'Italia suonò del nome del Pio IX, nome che corse eziandio lodato su le bocche di tutti; l'effigie del nuovo Pontefice ornò i petti dei credenti; i poeti lo cantarono; gli uomini liberi d'ogni paese e d'ogni religione lo acclamarono grande; dalle lontane Americhe e persino dal Soldano dei Turchi vennero a lui congratulazioni vive e sincere. « Proffittate della prima occasione, scriveva il ministro Guizot all'oratore di Francia in Roma, Pellegrino Rossi, per felicitare Sua Santità in nome del Re e del suo Governo, non solamente per l'alto pensiero che ispirò questo grande atto di clemenza, ma anche per lo stile e il carattere di tale editto..... In tutto il mondo e soprammodo in Francia quell'atto produsse eccellente effetto, non soltanto perchè vi si ammirava il Pontefice, il quale seppe fare d'un solo tratto un sì gran bene, ma eziandio perchè in questo suo modo di pubblicazione potevasi giudicare del carattere e della via di tutto un regno. » Se l'atto di clemenza di Pio IX incontrò il favore di Francia, dispiacque assaissimo ai principi regnanti in Italia e impensieri non poco l'Austria; la quale — così corse allora la fama — ebbe in quei giorni risoluto d'impadronirsi del Pontefice e condurlo a Napoli, ove il *religioso* Ferdinando Borbone avrebbero tenuto sotto buona custodia. Scoperta la trama, i Romani — cui Pio IX era oltremodo caro — fecero sì diligente guardia da rendere impossibile ogni tentativo di trafugamento. La modestia, l'affabilità dei modi, e la saviezza nel reggere in tempi burrascosi il vescovado d'Imola avevano fatto acquistare al cardinale Mastai l'aura popolare, l'amore e il rispetto de' suoi diocesani. Egli, che innanzi di consecrarsi al sacerdozio aveva mostrato di nutrire sentimenti liberali e d'essere inchinevole alle riforme, divenuto Papa, fece conoscere di possedere tuttavia quei sentimenti e volersi

fare riformatore dello Stato; ma debole troppo, lasciandosi signoreggiare dai Gesuiti, presto lasciava la via gloriosa, su la quale con tanto onore suo e vantaggio della patria erasi messo al suo ascendere al seggio Pontificio.

Pio IX, nell'ardua impresa di riformare lo Stato, volle a compagni il cardinale Gizzi e monsignore Corbuli. Gizzi, Legato a Forlì, erasi condotto con tanta moderazione e tale giustizia nei brutti giorni dei moti di Rimini e nei più brutti che vennero di poi da meritarsi l'affetto e la stima universale; e con molta fermezza combattendo i turpi arbitri delle Commissioni soldatesche e frenandone le ire, promotrici di disordini e peggio ancora; ed eziandio chiarendosi fautore di riforme, era venuto in fama di uomo probo e liberale. Corbuli, lustro e decoro della romana Curia, possedeva ingegno veramente singolare; essendo molto addentro, non soltanto agli studi delle discipline chiesastiche, ma anche in que' delle scienze sociali, aveva molta pratica nel maneggio degli affari; sacerdote onesto a tutta prova, desiderava ricondurre la Chiesa a grandezza, la patria a libertà mediante saggi ordinamenti; in fine, era avverso ai Gesuiti, perchè avversi ai Pontefici e per lor mondane ambizioni ostili all'Italia. Le riforme ebbero subito cominciamento; creossi una *Giunta* nazionale; diminuironsi le imposte; ammeglioraronsi le amministrazioni civili; accrebbero le rendite pubbliche mediante sennate economie; si corressero i codici, il civile e il criminale; fondaronsi scuole e istituironsi asili per l'infanzia; aprironsi le porte del Vaticano a quanti desiderassero parlare al Pontefice; in fine, a guarentigia de' nuovi ordini, Pio IX, con le guardie cittadine, diede le armi al popolo; Roma ebbe in brevi giorni compiuta una grande, una splendida rivoluzione. « Diresti che fra il Papa regnante e il suo antecessore sia corso uno spazio di due secoli; il che forse è dir poco; perchè i principi di Pio civilmente più rassomigliano ai tempi del primo e del settimo, che

a quelli dell'ultimo Gregorio (1). » — La elezione di Gizzi all'ufficio di Segretario di Stato e le riforme del Pontefice, con tanta saviezza iniziate, piacquero oltre ogni dire a Carlo Alberto, che nell'agosto di quell'anno scriveva così: « La chiamata del cardinale Gizzi a quell'ufficio, il quale riunisce due ministeri, è un passo assai importante, che prova essere il Papa risoluto a camminare su la via del progresso e delle riforme: ch'egli sia benedetto: è una guerra che imprende contra l'Austria; evviva. » Il Re sabauda, veggendo appressarsi il giorno sospirato di muovere l'armi contra l'imperio per condurre la patria a indipendenza e a libertà, stringeva allora più fortemente i vincoli d'amicizia, che legavano già all'Inghilterra, di que' tempi chiaritasi favorevole agli interessi dell'Italia. Intorno a ciò Carlo Alberto, il 27 novembre, ebbe a scrivere, che *gli affari riscaldandosi per gli avvenimenti di Svizzera e di Cracovia egli erasi avvicinato ancor più all'Inghilterra e avevala assicurata ch'egli opererebbe d'accordo con essa, credendo essere là in tali momenti il più grande interesse del suo paese. Il Governo inglese avergli dato allora grandi segni di considerazione...*

Giuseppe Mazzini, come aveva scritto al re Carlo Alberto il giorno di sua ascensione al trono di Sardegna, così volgevasi al nuovo Pontefice a parlar di religione, d'Italia e d'unità nazionale. « Io vi credo buono; non v'è uomo, non dirò in Italia ma in Europa, che sia più potente di voi. Voi dunque avete, beatissimo Padre, immensi doveri: Dio li misura a seconda dei mezzi ch'ei concede alle sue creature... Dio mi guardi dal tentarvi con l'ambizione: mi parrebbe di profanar voi e me. Io vi chiamo, in nome delle potenze che Dio vi ha concesso, e non v'ha concesso senza perchè, a compire un'opera buona rinnovatrice, europea.

(1) VINCENZO GIOBERTI, *Delle condizioni presenti e future d'Italia*, cart. 21; Londra, 1848.

Vi chiamo, dopo tanti secoli di dubbio e di corruttela, ad essere apostolo dell'eterno Vero. Vi chiamo a farvi *servo di tutti*; a sacrificarvi, occorrendo, perchè la volontà di Dio *sia fatta così su la terra com'è nel cielo*; a tenervi pronto a sacrificar Dio nella vittoria o a ripetere rassegnatamente, se mai soccombete, le parole di Gregorio VII: *Muoio nell'esilio, perchè ho amato la giustizia e odiato la iniquità...* Aborrite dall'essere Re, politico, uomo di Stato. Non transigete con l'errore; non vi contaminate di diplomazia; non venite a patti con la paura, con gli espedienti, con le false dottrine d'una legalità che non è se non menzogna, inventata quando la fede mancò. Non abbiate consiglio se non da Dio, dalle ispirazioni del vostro cuore e dall'imperiosa necessità di riedificare un tempio alla verità, alla giustizia, alla fede... Unificate l'Italia, la patria vostra; e per questo non avrete bisogno d'oprare, ma di benedire chi opererà per voi e nel vostro nome... Non mendicate alleanze di principi... Trattate il Governo austriaco, anche dove non minacci più il vostro territorio, col contegno di chi lo sa Governo d'usurpazione in Italia e altrove... Invitate, in nome del Dio di pace, i Gesuiti, alleati dell'Austria in Svizzera, a ritirarsi da un paese dove la loro presenza prepara inevitabile e prossimo spargimento di sangue cittadino... Nè, beatissimo Padre, io v'indirizzo queste parole, perchè io dubiti menomamente dei nostri destini, perchè io vi creda mezzo unico, indispensabile all'impresa. L'unità italiana è cosa di Dio; parte di disegno provvidenziale e voto di tutti,... si compierà con voi e senza di voi... (1). >

In quel mezzo una grave contesa di dogane era sorta tra i Governi di Torino e di Vienna, la quale ebbe conseguenze di non lieve momento. In virtù del trattato fermatosi l'11 marzo 1751 dall'imperio austriaco con la Sar-

(1) Lettera di Giuseppe Mazzini a Pio IX; Londra, 8 settembre 1847.

deгна, questa, fatta rinunzia al traffico del sale col Cantone Ticino, aveva ottenuto dall'Austria libero transito per la Lombardia al sale che provvedeva in Sicilia e Barberia, e faceva venire negli Stati suoi per la via di Venezia; la quale convenzione, rinnovatasi nei trattati del 1815, cadeva in forza della annessione di Genova alla Sardegna. In quell'anno 1846 il Cantone svizzero del Ticino domandava per sè a Carlo Alberto libero il passaggio per lo Stato suo del sale comperato fuor del Cantone e che allora provvedeva a Marsiglia. Volentieri il Re annuiva a quella richiesta, essendo la concessione implorata un diritto della Corona, concessione poi che non recava offesa veruna all'antico trattato del marzo 1751; avvegnachè, per li accomodamenti di territori stabiliti nel Congresso di Vienna e le mutate condizioni della Sardegna per lo acquisto di Genova, come dicemmo, il Governo del Re non più traesse il sale per la via di Venezia. L'Austria, che da lunga pezza aspettava l'occasione propizia per imporre sua volontà al Monarca sabauda e sommetterlo all'autorità dell'Imperio quasi vassallo, oltremodo sdegnata contra Carlo Alberto — che dal canto suo cercava occasione favorevole a mostrare sua indipendenza dalla Corte di Vienna, dalla quale ogni di più andava scostandosi — gridato allora rotto il patto del 1751, superbamente chiedeva soddisfacimento alla violazione dell'antico trattato. Niegavanglielo con nobile fierezza i Ministri del Re, cui soprammodo stavano a cuore le prerogative della Corona, l'indipendenza sua e quella altresì della nazione; per la quale cosa l'Austria, delusa nelle sue speranze, vendicavasi di quel rifiuto accrescendo, con un bando dell'aprile di quell'anno 1846, il dazio dei vini di Sardegna, che per la massima parte consumavansi in Lombardia (1). Il Governo di Torino affrettavasi allora

(1) La Camera Aulica aveva aumentato il dazio del vino di ventuna lira e centesimi quarantacinque per quintale metrico, e ciò a cominciare dal maggio di quell'anno 1846.

a far conoscere ai sudditi suoi e a tutta Europa le ingiuste pretese della Corte di Vienna, e la ragione che aveva mossa a quella *rappresaglia* disonesta, pubblicando in sul cominciare del maggio un editto con brevi e dignitose parole (1). L'Europa censurò altamente i modi despòtici di governo dell'Austria, la quale si avvide — troppo tardi però — di avere commesso un assai grave e irremediabile errore politico; e il popolo sardo fece plauso alla saviezza de' suoi supremi reggitori e alla fermezza di Carlo Alberto, i quali avevano salvato l'onore della nazione. A manifestare poi la sua gioia per la vittoria ottenuta su l'Imperio, mandò voti e gratulazioni al Re e ai Ministri suoi; in oltre, i Consigli provinciali, di que' giorni adunatisi, si dissero pronti a sopportare i più duri sacrifici, che venissero richiesti per l'indipendenza della patria. Carlo Alberto fermò allora un trattato con Francia, il quale, mentre grandemente favoriva i traffici de' sudditi suoi, tornava di nocumento a quei dell'Austria; così il Re stringeva vie più i legami d'amicizia che già univalo alla Corte di Parigi. — Alle rimostranze di Torino i Ministri di Vienna avevano risposto, che la Camera Aulica rivocherebbe il decreto sul

(1) L'editto apparve il 2 maggio. In esso il Governo sardo, fatto da prima conoscere come l'aumento di quel dazio feriva gli interessi del Paese, affermava di poi che, per avere le Gabelle Regie cessato di prevalersi dei sali di Venezia, la convenzione del 1751 dovevasi ritenere risolta, mancando lo scopo per cui era stata stipulata. Conchiudeva poi così: « Il Governo del Canton Ticino, avendo fatto acquisto di sale all'estero, chiese a quello di S. M. il libero transito che gli fu concesso, non potendosi, secondo le massime del diritto delle genti, negare agli Stati confinanti il transito di qualsiasi merce, se non torna di danno allo Stato che lo accorda. La Corte di Vienna, volendo considerare quale traffico il transito di sali, sebbene accordato senza alcun beneficio e profitto per le Regie Gabelle, vi si è opposta; e ricusando S. M. di aderire ad una tale estensione della Convenzione del 1751, nella quale non si è fatta parola del transito, la cui proibizione nè fu, nè poteva mai essere dalla Corte di Sardegna consentita, venne dall'Austria adottato il sopra accennato partito come una *rappresaglia*. »

dazio del vino, qualora la Sardegna sospendesse il passaggio dei sali accordato al Canton Ticino; e dicevansi pronti a sommettere al giudizio d'uno Stato amico l'interpretazione del trattato del marzo 1751. Il Governo del Re, non potendo in sua giustizia e lealtà togliere a quel Cantone la concessione fattagli poco innanzi, deliberava di mantenere lo *statu quo* sino a quando lo Stato scelto dall'Austria avesse data la sua sentenza arbitrare su la quistione. La quale venne però trattata direttamente tra i due Governi di Torino e di Vienna; ma il negoziare andò tanto per le lunghe, che, rottasi la guerra nel 1848, non se ne fece più nulla.

Di que' giorni i matrimoni spagnuoli turbavano la pace, minacciando guastare i buoni accordi esistenti tra Francia e Inghilterra; però, quell'atto politico di Luigi Filippo, che per un momento ebbe messo sopra pensiero i Governi di Europa, non fu di quella gravità statagli da molti scrittori attribuita. Abrogata la legge *Salica*, Spagna aveva tornata in onore l'antica legge nazionale, in virtù della quale potendo le donne ascendere al trono, l'infante Isabella veniva chiamata a regnare. Era essa ancor giovanissima, quando Cristina sua madre — che nella età minore della figliuola reggeva lo Stato — voltasi a Luigi Filippo di Francia, da cui solo sperava aiuto contra don Carlo e i tre suoi figli pretendenti alla corona iberica, proponevasi di congiungere in matrimonio il duca d'Aumale a Isabella, e il duca di Montpensier alla infante Luigia Ferdinanda secondogenita di Cristina. Di buon grado il Re acconsenti all'unione del Montpensier con l'infante Luigia, per la quale unione la politica francese sarebbe divenuta preponderante nella Spagna, ma non accettò la mano d'Isabella per l'altro suo figlio, bene indovinando che l'Inghilterra non avrebbe permesso a un principe francese di farsi marito alla futura Regina di Spagna. Allora Luigi Filippo consigliava alla Reggente di scegliere lo sposo tra i principi di

casa Borbone, cioè tra i discendenti dalla linea maschile di Filippo V, mettendo da parte il duca Leopoldo regnante nella Sassonia-Coburgo, cugino a Isabella; il quale, per godere del favore della Corte di Londra, avrebbe indubitabilmente fatto preponderare la politica britannica nella Spagna; e ciò fu stabilito di pieno buon accordo col Governo di San Giacomo. Non molto dopo, per gli intrighi di Bulwer, oratore d'Inghilterra in Corte di Madrid, la Reggente sceglieva a sposo della giovane Regina il principe di Coburgo; ma poscia, veggendo che tale matrimonio metterebbe la Spagna nella dipendenza di Bretagna, volgevasi nuovamente a Luigi Filippo; e significatagli la deliberazione fatta di dare Isabella a don Francesco d'Assisi, Duca di Cadice, chiedeva, tali nozze dovessero aver luogo contemporaneamente a quelle dell'infante Luigia col Duca di Montpensier. Ostava a ciò la promessa del Re al Governo inglese, in forza della quale il figlio suo non doveva impalmare la principessa spagnuola, se non quando la Regina fosse divenuta madre; però che, se essa restasse sterile, la corona iberica per necessità di successione verrebbe a toccare all'infante Luigia; e siccome per mandare a vuoto i disegni d'Inghilterra mezzo sicuro era la celebrazione dei due matrimoni nel medesimo giorno, così fu forza a Luigi Filippo d'accondiscendere alla domanda di Maria Cristina: le doppie nozze ebbero luogo a Madrid il 10 ottobre 1846 innanzi allo stesso altare. Contra tale atto, che violava le convenzioni fermate tra Francia e Bretagna per li comuni interessi, Bulwer protestò in nome del suo Governo; ma Isturitz, Ministro d'Isabella, risposegli con la solita ferezza spagnuola, che bene s'addava alla protesta altera dell'oratore inglese. « Bretagna, che mostrasi gelosissima dell'indipendenza iberica, disse egli, non troverà da censurare che, nei limiti segnati dalle leggi del diritto delle genti, la Spagna operi senza ledere agli interessi degli altri Governi. . . . L'indipendenza patria non è fidata alla vigilanza d'alcuna straniera nazione; essa è bene custodita dalla lealtà spa-

gnuola, la quale mostrossi fermissima sempre anche in mezzo alle più grandi calamità. » Lord Palmerston — di quei tempi capo del Governo inglese — tentò allora le Corti di Vienna, di Berlino e di Pietroburgo; e affermando, il matrimonio del duca di Montpensier avere violato i patti del trattato d'Utrecht (1), cercò destare lor gelosie contra la Francia. Se quelle Corti non vollero associarsi alla protesta d'Inghilterra, rallentarono però di molto i vincoli di amicizia che le legava a Luigi Filippo. « Dal giorno dei matrimoni spagnuoli, diceva Lamartine nel gennaio 1848 all'Assemblea nazionale di Francia, noi diventammo, contrariamente alla nostra natura, ai secoli e alla tradizione, ghibellini a Roma, sacerdotali a Berna, austriaci in Sardegna, russi a Cracovia, francesi in nessun luogo, e in tutti i luoghi poi contrari a ogni rivoluzione. »

Assai più dei matrimoni spagnuoli, l'annessione della repubblica di Cracovia all'Austria (2) — avvenuta nel no-

(1) La guerra di successione, che arse l'Europa nei primi anni del secolo decimottavo, e il trattato d'Utrecht che pose fine a quella, ebbero per intento primo di impedire l'eventuale riunione delle Corone di Francia e di Spagna sul medesimo capo.

(2) L'annessione di Cracovia era stata di pochi mesi preceduta dalle stragi di Galizia. Slavi di due razze abitano questa contrada, i Buteni e i Polacchi; quelli, conquistati; gli altri, nobili conquistatori; di qui il loro odio fierissimo, del quale l'Austria profitò per armare il 17 febbraio 1846 il braccio dei primi — tutti ad essa devoti — contra i secondi sempre amatori di indipendenza e libertà. Breuil di Wallerstern, *starosto* o capitano del circolo di Tarnopoli, scoperta una congiura dei Polacchi per levarsi alla soggezione dell'imperio — così si volle far credere dal Governo Austriaco — chiamava alle armi i contadini per domare la ribellione, promettendo loro dieci fiorini — venticinque lire d'Italia — per ogni Polacco ucciso. I contadini risposero numerosi all'appello, e condotti dal capitano Carlo Czetsch di Lindenwald — un Polacco rinnegato — spensero in breve ora la ribellione nel sangue di millequattrocento infelici, uomini e donne, vecchi e fanciulli. Gli assassini ebbero il danaro promesso; Breuil e Czetsch, onorificenze e titoli: questi i modi di governo dell'Austria.

vembre di quell'anno 1846 — commosse l'Europa. Quell'annessione offese la giustizia e ruppe i patti del trattato di Vienna, che sino a quel giorno era stato la legge politica dell'Europa; avvegnachè Russia, Austria e Prussia avessero nel 1815 stabilito di *rispettare e far rispettare Cracovia col suo territorio*, nel Congresso viennese gridata *libera, indipendente e neutrale*. Quale guarentigia alla esistenza propria possono aver mai gli Stati secondari e d'ordine minore dopo quella violazione del diritto pubblico? e quali guarentigie di pace i grandi Stati, di fronte alla colleganza formidabile di Russia, d'Austria e di Prussia? Le Corti di Pietroburgo, Vienna e Berlino, a onestare quell'atto violento e ingiusto, osarono allora asseverare, che l'annessione di Cracovia all'Austria, mentre spegneva per sempre un focolare di ribellione, struggeva una fucina di cospirazioni repubblicane e affermava la sicurezza e la tranquillità della Germania. « Noi sosteniamo, così Cautepierre, al contrario che l'atto più minaccioso per tutti i piccoli principati di Alemagna è precisamente la annessione di Cracovia all'Austria: città ed elettorati non hanno oramai più sicurezza; i forti possono divorare i deboli, e il contrappeso degli Stati è rotto (1). » I Governi di Europa, sgominati da tanta audacia — la quale chiariva la potenza dei Monarchi alleati — non protestarono con la forza voluta dalla gravità di quel fatto, che toglieva via dal numero degli Stati d'Europa una repubblica. « Un evento inaspettato, disse Luigi Filippo all'Assemblea nazionale l'11 gennaio 1847, modificava non ha guari le cose stabilite in Europa dal trattato del 1815, cioè l'annessione di Cracovia e del libero suo territorio all'Austria: io protestai contra la violazione di quel trattato. » — Parole di vera e generosa protesta parlò venti giorni dopo Odilon Barrot dalla tribuna nazionale: « Noi non permettiamo,

(1) *Il Congresso di Vienna*, § XXI; Bruxelles, 1849.

disse egli, che i diritti delle nazioni sieno manomessi, quando noi li rispettiamo; ciò che commosse l'Europa, non è tanto veder cancellato dalla carta del mondo un picciolo Stato, quanto il sentimento che il diritto delle genti ha ricevuto un colpo mortale; e che se tale atto passò inosservato e impunito, la forza viene a sostituirsi alla giustizia, come regola degli affari del mondo, e che nessuno non può più far fondamento fuorchè su la propria spada. » — Ma Luigi Filippo e i Ministri suoi, ai quali da un pezzo era nota la sorte che toccar doveva a quell'ultimo lembo di libera terra polacca, accontentaronsi di dichiarare: non essere l'annessione di Cracovia un caso di guerra; serberebbero però memoria del fatto per la politica futura della Francia (1). — Grave motivo al certo indusse il Borbone a tenersi nell'amicizia dell'Austria; i mali umori, che di quei giorni turbavano la pace delle Corti di Parigi e di Londra a cagione dei matrimoni spagnuoli e parevano minacciassero di condurre a guerra Francia contra Bretagna, consigliavano Luigi Filippo a cercarsi un alleato presente per armi e armati; e l'ebbe nell'Austria da lui non combattuta per l'allargata sua signoria su quel di Cracovia: così l'onore della nazione francese veniva allora sacrificato agli interessi della dinastia borbonica.

Le riforme di Roma — le quali compivansi in conformità del moderno incivilimento — destarono nei popoli italiani liete speranze di un fortunato avvenire. La Sardegna, ove la *grand'opera* con molta saviezza cominciata da Carlo Alberto aveva già dato felici risultamenti e pro-

(1) « ... sonvi due motivi, scrisse allora Capestre, per li quali nella quistione presente non devesi far la guerra; primieramente essere impresa impossibile quella di salvare Cracovia; e in secondo luogo, che l'oggetto, al punto di vista materiale, non è bastantemente grave per imporci i sacrifici che la guerra ci comanderebbe. » — *Il Congresso di Vienna*, § xxii; Bruxelles, 1847.

cedeva innanzi, non tumultuariamente, ma logicamente e con passo franco e sicuro, la Sardegna, io dico, riposava tranquilla su la fede e il senno del suo Re; il quale, *non accondiscendendo ai cenni insolenti dell'Austria, erasi dichiarato padrone, e di quei giorni aveva preluso con atto di signoria all'ufficio di riformatore civile e di liberatore* (1). Ma negli altri Stati della penisola, e soprattutto in Napoli, nei Ducati e nel Lombardo-Veneto, ove il malcontento, eziandio nella parte moderata, era giunto al colmo, ebbe allora cominciamento quella febbrile agitazione, che in breve tempo diventò sì minacciosa da far temere tumulti e universale sollevazione. Leopoldo II di Toscana, stanco di vedere gli affari dello Stato trattarsi con poca cura dallo ambasciatore d'Austria, aveva còlto l'occasione dello innalzamento al pontificato di Pio IX per

(1) A far conoscere i sentimenti italiani che Carlo Alberto nudriva in cuore, giova riportar qui la lettera da lui scritta il 7 settembre 1848 a Villamarina, Ministro sopra le armi, intorno una violenza allora commessa da' soldati austriaci. « Io disapprovo altamente il contegno del Sindaco e del Giudice di Castelletto Ticino; essendovi stato combattimento e ferite, essi dovevano consegnare i soldati austriaci ai loro ufficiali... Fate conoscere al Governatore di Novara tutta la mia disapprovazione di un tale contegno debole e non dignitoso, e ordinategli che, se un caso simile si rinnovasse, gli ufficiali pubblici abbiano a operare con la gagliardia ch'essi debbono avere per difendere l'onore nazionale. Se l'ufficiale austriaco avesse osato, in caso di rifiuto, mandare a effetto la sua rodomonteria (*sic*), il Sindaco doveva far suonare le campane e levare in su l'arme tutta la popolazione per piombare su gli Austriaci; e per dire un caso impossibile, se non avesse potuto ottenere ciò, allora io stesso avrei fatto suonar le campane dal Ticino all'ultima terra della Savoia; mi sarei posto immediatamente alla testa dell'esercito e degli uomini di cuore, e avrei assalito, se non mi fosse stato immediatamente inviato un ambasciadore per farmi le scuse e darmi tutti i soddisfacimenti desiderabili. Il nostro esercito è più picciolo dell'austriaco; ma io conosco il cuore degli uomini nostri; io avrei alzato il grido d'indipendenza della patria lombarda; e forte della protezione di Dio, avrei camminato avanti, ed è quanto son pronto a fare, se il bisogno arrivasse... »

inviare un oratore suo in Corte del Papa. Atto questo politico lodevolissimo, però che Granduca e Ministri mirassero farsi conoscere non ligi all'Imperio, a manifestare lor devozione al nuovo Pontefice iniziatore spontaneo di riforme, e a provare che, fedeli alle antiche tradizioni, accettavano le idee liberali dei tempi che allora correvano. Tutta Toscana, in modo chiaro e solenne, manifestava aspirazioni di vita pubblica e di indipendenza patria; e nel maggio alcuni di parte liberale dirigevano al Granduca franche parole per chiedergli *istituzioni e miglioramenti, i quali servissero a unire l'Italia*; consigliavano altresì ad allontanarsi dalla Corte di Vienna, *interessata troppo a mantenere la discordia tra i principi italiani e i loro popoli*; in fine, facevangli conoscere, che *il paese cominciava a volgersi tutto a Carlo Alberto, malgrado il suo passato, per essersi mostrato favorevole all'idea nazionale italiana; che la sorte del Granduca, nel caso di politici rivolgimenti, pendeva dalle future sue deliberazioni; che se si unisse all'Italia, i Toscani non l'abbandonerebbero per accettare un altro Monarca, e allora potrebbe aspirare alla gloria di essere il Re dell'Italia media; se s'allesse all'Austria, cadrebbe con essa.* — Leopoldo fu da prima titubante e dubbioso intorno il partito che meglio gli convenisse, perchè consigliato dal principe Metternich a resistere ai sudditi *ribelli* e minacciato da esso d'invadergli lo Stato con soldatesche austriache se cedesse, quando vide il popolo chiedergli a visiera alzata liberi ordinamenti, corse pur esso su le vie della Riforma.

Bene altrimenti correivano le faccende politiche nel reame di Napoli. Quivi riconciliazione sincera e concordia leale tra principe e sudditi erano impossibili; i fatti sanguinosi del 1837 in Sicilia, il processo vituperevole di Cosenza e gli eccidi dei Bandiera e loro compagni avevano messo in piena luce tutta l'efferatezza di Ferdinando II e de' suoi Ministri. Dalle prigioni di Favignana, Ponza e

Pantelleria, ove gemevano migliaia d'infelici, colpevoli di troppo amor di patria, uscivano grida di dolore e voci chiamanti a vendetta il popolo; il quale, non sordo a quei gemiti e a quell'invito, s'apparecchiava a levarsi in arme contra la tirannide borbonica e ad abbatterla, allora segnatamente che i tempiolgevano propizi all'impresa. Ad allontanare la tempesta, che minacciosa si appressa, i supremi reggitori dello Stato preparano armi e armati, accrescono le fortificazioni e le muniscono di copiose artiglierie; in fine, apprestansi alla lotta; e allora che credonsi pronti a sostenerla con vantaggio, sfidando l'ira del popolo ricominciano a inferocire: onde Calabria e Sicilia — terre d'uomini audaci e forti — prese le armi escono alla guerra contra le milizie regie, nella quale i fratelli uccideranno i fratelli. Prima a mettersi in su l'arme fu Reggio: il 29 agosto la bandiera italiana veniva innalzata sopra lo estremo Apennino. Pochi giorni appresso una schiera di sollevati camminava verso Reggio e, dopo essersi recata in mano questa città e insignorita del castello — il cui presidio, temendo i furori d'una presa per assalto, davasi subito prigioniero di guerra — vi istituiva un governo temporaneo e acclamava la costituzione del 1820. Parimenti Gerace, alzata la bandiera nazionale, scuoteva il giogo borbonico; le quali città però non poterono che per breve tempo mantenersi in libertà, avvegnachè due navi da guerra napolitane, celeremente corse a combattere i sediziosi, avvicinate alla spiaggia di Reggio, dopo aver lanciate su questa alcune bombe, mettersero a terra grossa schiera di soldatesche regie; le quali, impadronitesi senza contrasto di Reggio, la riempirono di desolazione e di lutti; molti cittadini, venerandi per gli anni, spettabilissimi per l'ingegno, furono mandati a morte o a languire nelle carceri. Intanto i sollevati, reputandosi non bastevolmente forti per numero e per armi da potersi sostenere in campo aperto contra le genti del Borbone, eransi cacciati addentro agli Apennini ad aspettarvi gli aiuti delle altre provincie

e muovere poscia insieme ad assaltare la metropoli. Il primo settembre Messina levossi a tumulto; ma la sollevazione, poco saviamente condotta, venne presto spenta nel sangue cittadino. Sebbene di quei giorni tutta la Sicilia romoreggiasse, non pertanto mantennesi tranquilla, almeno in apparenza, non essendo ancor bene ordita quella cospirazione, che proruppe di poi levando in arme il popolo come un sol uomo. — Il 12 gennaio del veggente anno, il 1848, è il dì stabilito dai Siciliani a sollevarsi contra il loro Re, se le riforme, da tanto tempo e con tanto calore invocate, non saranno state concesse; essi hanno con lealtà e franchezza — di cui non troviamo riscontro nella storia — apertamente manifestata al Principe e ai suoi Ministri la deliberazione presa; ed è una sfida, che Principe e Ministri accettarono di combattere. Il 10 gennaio in Palermo pubblicavansi per le stampe i seguenti manifesti, che rivelano la fede nutrita dai Siciliani nella impresa, cui due giorni dopo dovevano dare opera:

« SICILIANI! Il tempo delle preghiere inutilmente passò. Inutili le proteste, le suppliche, le pacifiche rimostranze; Ferdinando tutto ha sprezzato; e noi popolo, nato libero, ridotto fra catene, nella miseria, tarderemo ancora a riconquistare i legittimi diritti? All'armi, figli della Sicilia. La forza di tutti è onnipotente, l'unirsi dei popoli è la caduta dei Re. Il giorno 12 gennaio 1848 all'alba segnerà l'epoca gloriosa della universale rigenerazione; Palermo accoglierà con trasporto quei Siciliani armati che si presenteranno al sostegno della causa comune, a stabilire riforme e istituzioni analoghe al progresso del secolo, volute dall'Europa, dall'Italia, da Pio. Unione, ordine, obbedienza ai capi; rispetto a tutte le proprietà, e che il furto si dichiari tradimento alla causa della patria, e come tale punito; chi sarà mancante di mezzi, ne sarà provveduto. Con giusti principi il Cielo seconderà la giustissima impresa. Siciliani, all'armi! »

« IL COMITATO DIRETTORE. »

« Siciliani! Le masse armate che dall'interno del regno corrono a prestare mano forte alla causa nazionale, prenderanno posizione nei vari punti delle nostre campagne indicate dai rispettivi condottieri. Costoro dipenderanno dagli ordini del Comitato Direttore, composto dei migliori cittadini d'ogni ordine. La popolazione di Palermo uscirà armata di schioppi all'alba del 12 gennaio, mantenendo il più dignitoso contegno, e si fermerà nelle parti centrali aspettando i capi che si faranno conoscere e la dirigeranno. Non si tirerà contra i soldati se non dopo serie provocazioni e aperte ostilità. In questo intervallo nessuno ardisca criticare gli ordini e i provvedimenti del Comitato; ciò è del maggiore interesse, perchè non si alteri l'esecuzione del disegno generale, diretto ad assicurare i destini della nazione e la salute pubblica. Qualunque movimento che sarà suscitato in Palermo e fuori prima del giorno 12 si avverte essere broglio di quella *polizia* che cerca di aggravare le pubbliche catene. Non si domanderanno contribuzioni ai proprietari, quando non siano volontarie e spontaneamente esibite. Ciò serva a *smentire* (sic) quanto la *polizia* va indegnamente spargendo per discreditare il Comitato, incapace di esercitare concussioni di migliaia di once a carico di negozianti e di proprietari. »

« IL COMITATO DIRETTORE. »

Era sorta appena l'aurora del 12 gennaio, giorno natalizio del re Ferdinando, allora che numerosi e forti drappelli di cavalieri percorrevano i sobborghi di Palermo; e il presidio, già in su l'arme, apparecchiavasi a uscir di sue stanze per combattere una guerra parricida. I cittadini, che pochi giorni innanzi erano in preda alla commozione e all'ansia più ardente e pieni di desidèri, di timori e di dubbi, all'albeggiare di quel di sospirato, tranquilli e festanti passeggiavano per le vie della città, aspettando il segnale convenuto per levarsi unanimi contra la tirannide borbonica. Le campane finalmente suonarono a martello; e quel suono che loro ricordava i vespri del non

lontano Monreale e la gloriosa sollevazione del 30 marzo 1282, accrebbe nel popolo l'entusiasmo e l'audacia, e gettò lo spavento nel cuore dei nemici. Con poche armi i Palermitani, duce Giuseppe La Masa, cominciarono lotta mortale contra i regi, che dieci mila contavansi a piedi e a cavallo, ed eran provvisti di buone artiglierie. In sul cadere del giorno i sollevati alzano impedimenti e asserragliano le vie che menano alla piazza della *Fieravecchia*, ove ha posto sua sede il *Comitato* di guerra, allora allora formatosi di alcuni tra i cittadini più ragguardevoli; di poi si istituisce il Governo temporaneo, a presiedere il quale è chiamato Ruggero Settimo dei principi di Fitalia, che tutta Sicilia tiene in grande venerazione e stima, perchè nimico alla tirannide borbonica, e della patria e della libertà svisceratissimo. Dalle campagne circostanti e dai vicini monti numerosi contadini e montanari corrono a dividere coi fratelli di Palermo i pericoli e le fatiche dell'ardua e generosa impresa: onde all'armi sicule sorride la vittoria. L'armata napoletana, sotto gli ordini del conte d'Aquila fratello al Re — la quale portava da cinque mila uomini capitanati dal maresciallo Desauget — la sera del 15 gennaio sorgeva in su l'ancore presso la spiaggia palermitana; il giorno appresso con le sue artiglierie fulminava vandalicamente la metropoli siciliana, mentre Desauget, sceso a terra, correva ad assaltare la città. Sbaragliato, indietreggiò; e nello indietreggiare metteva a ruba il convento dei *Benedettini Bianchi*: e così alla vergogna della sconfitta aggiugneva il vituperio di codarda azione. Il popolo, ito a salvare dalla rovina estrema il convento e dall'eccidio i monaci, assali con tanta gagliardia e furore i regi da mandarli in breve ora rotti e dispersi; la quale bella impresa del popolo e la brutta dei soldati borbonici venivano subito fatte conoscere da Ruggero Settimo col seguente manifesto: « Sogliono i popoli sommosi dall'impeto dell'ira commettere qualche disordine, mentre i soldati compressi dalla disciplina sono costretti di astenersene. Or

bene, il popolo nostro, che sin dal giorno 12 ha mostrato che l'amore di patria che lo esagita, gli ispira sensi di coraggio, virtù e pietà singolare, ha conservato l'ordine pubblico con mirabile moderazione; e quindi ieri i soldati aggredendo il monistero dei Benedettini Bianchi brutalmente lo depredarono; il popolo che di là subito li ricacciò trovando taluni oggetti scampati alla loro rapacità, e fra gli altri la sacra pisside e i sacri arredi, con culto religioso li recò ai loro capi, per depositarli in luogo santo e sicuro! Che tutti astenendosi sempre come han fatto sinora da ogni colpa, mostrino all'Europa che ci guarda, che la civiltà nostra è pari a quella delle più colte nazioni del mondo. » Gli assassini commessi dalle genti del Re e il fulminare incessante delle artiglierie delle navi napoletane, che arrecò gravi danni alla città e ne offese grandemente i cittadini, spinsero i Consoli stranieri a *protestare in nome de' loro Governi contra un atto che eccita sempre l'esecrazione del mondo incivillito*; e sforzaronsi di impedire una di quelle grandi catastrofi che fanno macchia ed epoca nella storia di un secolo; ma l'armata regia, non curandosi di quella protesta, continuò a trarre con le numerose sue artiglierie contra Palermo. In quel mezzo giugnevan di Napoli *paterne concessioni* di Ferdinando; *insidiose e insultanti*, affermiamo noi, e che quella nobilissima città dignitosamente respinse, facendo noto all'apportatore di esse *di deporre le armi e sospendere le ostilità solo allora che la Sicilia, riunita in Palermo in generale Parlamento, avrà adattata ai tempi la Costituzione da molti anni posseduta, stata riformata nel 1812 e che il Re ebbe già con suo decreto confermata*. E al maresciallo Desauget, che sforzavasi persuadere ai cittadini d'accettare le *concessioni regie*, il Comitato significava: = Il popolo, forte del suo sentimento siciliano e della sua vera simpatia per la causa della federazione italiana, conoscere il senso di queste disposizioni date a Napoli, e con

la sublime sua logica averli inappellabilmente giudicati. = Allora tutta la Sicilia levossi in su le armi concorde in un solo volere; e primamente in Messina avvampò il fuoco di guerra; di poi in Catania, Caltanissetta, Castrogiovanni, Siracusa, Licata e nelle campagne e sovra i monti, e allargossi in tutta l'isola vittoriando sempre l'armi popolesche. Desauget, veggendo tornar vani gli assalti contra Palermo, assottigliarsi sue schiere, e ogni giorno, ogni ora più crescere quelle dei sollevati, si tolse giù dall'impresa; nè potendo, senza grave pericolo, risalir sopra sue navi, avviossi verso Termini; incalzato con la spada nei fianchi dai Siciliani, di notte riparossi con sue genti alle navi che avevano seguito nella ritirata, ed entrato in mare drizzò le antenne verso Napoli: la bandiera nazionale sventolò quindi su la libera Trinacria, vittoriosa dallo Stretto al Lilibeo per virtù dei suoi cittadini.

Correva il 29 gennaio, quando in Napoli il popolo, tumultando, gridava la *Costituzione*. Il Re, inumano sempre e che di libertà non voleva sapere, spediva ordine sollecito ai comandanti delle fortezze di fulminare con loro artiglierie la città, e al generale d'assalire col presidio il popolo ribelle: onde Napoli sarebbesi allora riempita di morti e di lutti, se il virtuoso Ruberti, castellano di Santo Erasmo, non avesse negato d'obbedire a lui, che il voleva ucciditore di fratelli; e se lo Statella, mettendo innanzi al Re i danni che sarebbegli venuti dallo spargere sangue cittadino, non l'avesse tolto dal mal passo. La Sicilia era uscita dalla lotta contra la tirannide borbonica con la vittoria; le provincie di terraferma, romoreggianti, stavano per sollevarsi e Napoli era lì lì per prorompere a ribellione; i generali, non più ciechi strumenti d'oppressione, avevano risposto al Re di non volersi far parricidi: queste le ragioni ch'ebbero allora costretto Ferdinando II a concedere lo Statuto ai sudditi; in lui la paura sopraffece l'odio che portava alla libertà! — Il 10 febbraio pubblicavasi in Napoli *una costituzione per le Due Sicilie*; la quale, mentre

poneva fine alle riforme, inaugurava in Italia una nuova rivoluzione, la *rappresentativa* (1).

Nel luglio di quell' anno 1847 Roma veniva turbata dai nemici delle libere istituzioni, tra' quali primissimi i Gesuiti, che, con l'arti usate, avevano sparso e tuttavia andavano spargendo in Italia, soprammodo negli Stati della Chiesa, voci di segrete cospirazioni, di attentati alla vita del Pontefice e di guerra civile. Il popolo, che di quei giorni preparavasi a festeggiare l'anniversario della esaltazione di Pio IX alla sedia apostolica, molto si commosse allora che vide giugnere in Roma, dalle provincie, gente di male affare, uomini facinorosi armati e regalati da personaggi potenti, il cui riunirsi clandestino aveva già fatto sospettare che macchinassero a danno della libertà. Il 15 luglio trovaronsi affissi ai muri i nomi dei cospiratori; ma il popolo, sebbene pieno d'ira e di sdegno, non tumultuò, come fu da qualche scrittore asserito; anzi, indovinata l'insidia tesagli dai malevoli, assai prudentemente si governò, specie quando il magistrato pubblico pareva avere scordato il proprio ufficio di vigilare alla salute della patria. La quale fu salva dal popolo nel far prigionieri non pochi vagabondi, su cui si trovarono armi e danaro, e nel perquirere case sospette, ove vennegli fatto di impadronirsi di scritti misteriosi, di pugnali e persino di fiaccole incen-

(1) « ... il dì 29 gennaio il Borbone dava fuori un bando, consegnato dal Duca di Serracapriola, Presidente del Consiglio de' Ministri, col quale annunciava la pubblicazione imminente d'uno *Statuto costituzionale* di cui si faceva per sommi capi l'esposizione, ed il quale compilato per opera di Francesco Paolo Bozzelli (1), veniva pubblicato il giorno 10 febbraio del 1848. » — GIUSEPPE RICCIARDI, *Compendio della Storia d'Italia*, ecc., cart. 299; Napoli, 1871.

(1) Bozzelli, un di visceratissimo per la libertà e ai Borboni nimicissimo, che per quella patì prigionia ed esilio, creato nel gennaio 1848 Ministro dal re Ferdinando, diventò vile strumento della tirannide borbonica.

diarie. — Roma era appena tornata alla usata sua tranquillità quando un grave avvenimento seguiva in Ferrara; avvenimento il quale svegliò più forte che mai il sentimento nazionale in tutta la penisola e massimamente nei popoli soggetti al Papa. Il Governo di Vienna, visto che lo agitarsi delle Legazioni pontificie commoveva i sudditi suoi del Lombardo-Veneto, risoluto già d'intervenire armata mano nelle faccende di Roma tosto che gli si presentasse occasione propizia, aveva ordinato al maresciallo Radetzky — capo supremo degli eserciti suoi in Italia — d'afforzare il presidio di Ferrara, la cui cittadella, come è noto, tenevasi in virtù dell'articolo 103 del trattato di Vienna (1). Onde Radetzky spediavi grossa schiera di soldati al luogotenente maresciallo Auersperg, il quale ponevala a' quartieri nella rôcca e nella città; in tal modo vi si impediva il libero esercizio della Sovranità pontificia. Al protestare vigoroso e pieno di dignità di Ciacchi, il Cardinal Legato, contra quella violazione del diritto delle genti, il generale austriaco rispondeva con lo insignorirsi delle porte di Ferrara; per la quale cosa altre proteste della Corte pontificia al Governo dell'Imperatore d'Austria. Mentre a Roma e a Vienna negoziavasi per comporre in buono accordo la faccenda, gli Austriaci accrescevano loro forze sul Po e su l'Adige; ciò che chiariva gli intendimenti guerrieri del Sire absburghese; e Pio IX, il 20 agosto, dal canto suo rispondeva a quello atteggiarsi minaccioso dell'Austria, decretando il raccogliersi di quindici mila soldati e di trenta cannoni; i quali, duce il generale Bentivoglio, dovevano mettersi a campo presso Forlì; indi provvedeva di genti il forte Urbano e Malalbergo, e faceva apprestamenti militari in Ancona e Civitavecchia: era una minaccia,

(1) L'articolo 103 era così scritto: « Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica e i successori suoi avranno diritto di presidiare Ferrara e Comacchio. »

della quale impensierissi non poco il Governo di Francia, il Governo del ministro Guizot (1).

In quel tempo Roma, Toscana e Piemonte formavano una lega doganale, le cui basi venivano fermate in Torino a di 3 novembre di quell'anno 1847. Modena, invitata a prender parte ad essa, per consiglio di Metternich rispondeva con un rifiuto, facendo però conoscere agli Stati collegati, che non avrebbe opposto ostacolo veruno per li suoi possedimenti di Massa, che trovavansi tra Piemonte e Toscana. Nel dicembre l'Austria, ottenute *a sue grandi pretenzioni* concessioni di lieve momento, ordinava di sgombrare Ferrara di sue soldatesche; il cedere dell'Imperio alla manifestazione solenne e concorde dell'opinione pubblica in Italia fu per esso una sconfitta dolorosa, e per la causa di nostra indipendenza una splendida vittoria.

(1) Ecco cosa scriveva allora il *Journal des Débats* ispirato dal ministro Guizot, la cui politica, nimica a libertà, dovea di lì a poco spingere la Francia a nuova rivoluzione e condurre a rovina la monarchia degli Orleans, della quale reputavasi il sostegno più forte: « L'occupazione austriaca di Ferrara non è una invasione, nè un intervento, è semplicemente l'esercizio di un diritto di presidio concesso all'Austria dal trattato di Vienna. Se il Santo Padre ribella i sudditi suoi contra l'Austria, s'egli accende in essi l'odio contra gli Austriaci con istituzioni liberali, non ha avuto forse l'Austria il diritto di garantirsi da questo moto rinnovatore che minaccia d'agitare l'Italia tutta, nella quale l'Austria ha sì grandi e rispettabili interessi? Se il Papa si è creduto offeso ne' suoi diritti dalla occupazione di Ferrara, perchè non si è egli appellato a un congresso diplomatico, che avrebbergli provato, *quattro contra uno*, ch'egli aveva torto, in luogo di rispondere, come ha fatto, con una levata di scudi alla invasione appena cominciata degli Stati suoi? Non vede egli che questa levata di scudi può sollevare tutta Italia contra l'Austria e aprire una strada alle passioni sommovitrici? Vorrebbe il Papa sinceramente l'indipendenza d'Italia e la sua libertà? Ciò non è possibile, imperocchè, in tale caso, *il dovere della Francia sarebbe di andare in aiuto dell'Austria* per soffocare questo movimento liberale, che potrebbe sollevare tutta Europa. » — Così parlava la Francia del ministro Guizot!

Pio IX, che con *motu proprio* aveva dato al Municipio di Roma l'organamento richiesto dai nuovi tempi e istituito la Consulta di Stato, festosamente ricevuta dal popolo che in essa vedeva sicura guarentigia di sue libertà, in sul cadere di quell'anno 1847 le materie tutte del Governo riordinava, assegnando a ciascuno dei Ministri quanto dovevano fare; onde i cittadini romani manifestavano loro gioia per le generose concessioni del Pontefice con feste d'ogni specie nelle vie, nelle piazze, nei teatri, acclamando sempre a Pio IX. A capo di quelli trovavasi un buon popolano, Angelo Brunetti, soprannomato *Ciceruacchio*, uomo della patria e della libertà amatissimo; d'animo aperto e leale, sensibile di cuore, pronto sempre a difendere il debole contra l'oppressore prepotente; della consorte e dei figli assai tenero. Fu primo a salutare con entusiasmo sincero l'esaltazione di Pio IX al pontificato; e, dopo le amnistie e le riforme, fu altresì primo a gridarlo *angiolò di carità, novello Messia*; con eloquenza tutta popolesca abile a muovere e a guidare le moltitudini e a frenarne gli impeti; grandi e potenti a gara cercarono di sua amicizia; quanti il conobbero, l'amarono e lo stimarono.

Mentre tali casi seguivansi in Roma, altri e di non minore importanza succedevano in Fivizzano e Pontremoli: erano tristissime conseguenze di quei trattati che sogliono fermare tra principi e principi senza il consentimento dei popoli, quasi sempre a pieno vantaggio di quelli e a danno degli altri. — E qui dobbiamo sospendere per alcun poco il corso di nostra storica narrazione, molto importando far conoscere ai leggitori gli accordi stabiliti nel Congresso di Vienna del 1815 intorno i domini di Parma, Piacenza, Guastalla, Lucca e altre terre di Toscana. — Nell'*atto finale* del convento viennese sta scritto, che il Ducato di Lucca, la cui sovranità accordavasi allora alla infante Maria Luigia e suoi successori « in linea *diretta e maschile*, dovrà tornare al Granduca di Toscana nel caso

che quella diventasse vacante per la morte dell'infante o di Don Carlo, suo figlio, o de' loro discendenti *maschi e diretti*, o nel caso che Maria Luigia e i suoi discendenti ottenessero un altro Stato, o succedessero a un altro ramo di lor dinastia. Qualora avesse Lucca a tornare a Toscana, il Granduca si obbligava di cedere al Duca di Modena i distretti toscani di Fivizzano, Pietrasanta e Barga, e i distretti lucchesi di Castiglione, Galliciano, Minucciano e Monte Ignoso. » — In virtù del citato *atto finale*, Parma, Piacenza e Guastalla erano toccate all'imperatrice Maria Luigia, moglie al primo Napoleone; Spagna, che aveva negato di sottoscrivere quell'*atto*, perchè offensivo ai diritti dei Borboni, accettavalo allora che nel trattato di Parigi del 10 giugno 1817 veniva stabilito: = Parma e Piacenza passare in sovranità dell'infante Maria Luigia e dei successori suoi, quando il Ducato di Lucca fosse annesso a Toscana. = Il 28 novembre 1844 le Corti di Torino, Firenze, Modena e Parma accordavansi intorno i mutamenti di territorio, che avevano per iscopo la rettificazione de' confini; allora Toscana patteggiava di tenersi Pietrasanta e Barga, anche nel caso dello annettersi di Lucca, e cedere Fivizzano e Pontremoli; le quali terre dovevano unirsi a Modena, o toccare al Borbone, allora che fosse divenuto Duca di Parma; sino alla quale epoca la convenzione doveva rimanere segreta a tutti i Governi d'Europa. L'Austria favoreggiò quegli accordi, allo intento di fare aggiungere Fivizzano al Modenese e avere così in sua mano, nel caso di invasione, spedita e facile agli eserciti suoi la via del Cerreto, che conduce al Mediterraneo. Carlo Lodovico, succeduto alla madre nella signoria di Lucca, presto annoiatisi di governare Stato sì picciolo, più volte fece sapere alla Corte di Firenze d'essere pronto a cederle il Ducato suo mediante dicevoli compensi; la quale offerta non fu nè accettata, nè respinta dal Granduca, causa il tentennar suo nel deliberare.

Carlo Lodovico, da prima avverso ai sudditi chiedenti

riforme, nel settembre di quell'anno 1847 accordava loro quanto era stato concesso a Toscana; ma non volendo saper di libertà, fuggito a Modena, deputava a Firenze Tommaso Ward, inglese, consigliere suo, per negoziare la cessione di Lucca, che il 4 ottobre, con grande soddisfazione dei cittadini, veniva riunita alla Toscana. Quei di Pontremoli e Fivizzano, quando seppero la sorte che li attendeva, si mossero a tumulto; e mentre chiariyansi nimicissimi alla signoria del futuro Duca di Parma e di quel di Modena, volgevano preghiera al Granduca, che volesse tenerli sotto la dominazione sua. Leopoldo II tentò allora accordarsi con Francesco di Modena e Carlo Lodovico, offrendo ad essi congrui compensi pecuniari, se accondiscendessero a differire la effettuazione del trattato del 1844 sino a che la quiete fosse tornata agli animi dei popoli di Lunigiana, o sintanto che per la morte dell'imperatrice Maria Luigia si rendesse vacante il trono parmense. Il Borbone mostrossi inchinevole a quell'accordo; ma Francesco di Modena lo respinse; anzi, insofferente di indugio, e quasi spregiando di ricevere nei modi legali il territorio fivizzanese, recosselo in poter suo con la forza delle armi: lo che accadde il 5 novembre. Il quale atto violento, avendo fortemente commossa tutta Toscana, costrinse il Governo di Firenze a spedire sollecito una schiera di sue genti armate ai confini di Garfagnana per frenare la popolazione, la cui esasperazione essendo giunta al colmo, minacciava prorompere a ostilità contra le milizie estensi, già bruttatesi di sangue cittadino. Il Duca Francesco scrisse allora al Podestà di Massa con jattanza, non saprei dire se più insolente o più ridicola: *trecento mila soldati trovarsi oltrepò pronti a soccorrerlo nella bisogna*; parole che rivelano chiaramente i disegni dell'Austria, di voler cioè porre mano nelle faccende d'Italia; avvegnachè il progredir di questa a civiltà le turbasse i sonni. A comporre la contesa, Leopoldo di Toscana si volse al Pontefice e al Re sardo richiedendone gli amichevoli uffici; i quali prin-

cipi di buon grado accettarono il carico di sciogliere la quistione in modo di salvare l'onore del Granduca senza offendere l'orgoglio dell'Estense: onde inviarono a Modena monsignor Corbuli e il marchese Ricci. La mediazione a nulla approdò; ma l'orator di Toscana, Giulio Martini, si bene maneggiossi da vincere ogni difficoltà e da giungere allo scioglimento della vertenza; consegnando, in nome del suo signore, al commissario del Duca di Modena mediante atto legale il vicariato di Fivizzano, faceva riconoscere *arbitraria* l'invasione delle soldatesche estensi di quel territorio. I principi s'accordarono; il loro onore e il loro orgoglio furono salvi; ma i popoli di Lunigiana perdettero le franchigie e i diritti che avevano poco innanzi acquistati: solita giustizia umana! — Pochi giorni appresso il pacifico componimento della quistione fivizzanese, l'imperatrice Maria Luigia passava di vita: era il 17 dicembre 1847; per la morte della quale e in virtù del trattato di Vienna, Parma e Piacenza toccarono al Borbone di Lucca, Carlo Lodovico; Guastalla andò a Francesco V di Modena. Allora l'Austria, allo scopo di vie più assicurarsi i valichi del Po, fermò un trattato d'alleanza coi signori di Parma e di Modena; i quali in Italia furono i soli a legarsi col nimico di nostra indipendenza, di nostra libertà. Primo frutto di quella vergognosa alleanza, la chiamata degli Austriaci nel Ducato dello Estense!

CAPITOLO II.

L'agitazione lombarda e la guerra del Sonderbund.

La Lombardia dal 1814 alla morte dell'imperatore Francesco I. Ferdinando I succede al padre nell'imperio. — Morte dell'Arcivescovo di Milano, il cardinale Gaetano Gaysruk; Bartolomeo Carlo Romilli successore suo; feste e lutti in Milano. Il conte di Fiquelmont. — Germania, e Svizzera. Agitazione della parte liberale nella Elvezia; la *Lega dei sette Cantoni* o *Sonderbund*. — Il conte Bois-le-Comte; preparamenti bellici; la guerra. — Lord Palmerston; la parte liberale vincitrice della *Lega*; pacificazione della Svizzera.

Abbiamo veduto già come nel 1814, vinta la Francia dagli eserciti della *Santa Alleanza*, Lombardia e Venezia, allora tutte piene d'armi austriache, passassero sotto la signoria della casa d'Absburgo; la quale, dopo aver fatto dell'*uti possidetis* una legge per sè, affermandola necessaria a mantenere la pace, e messo innanzi i suoi diritti antichi su quelle provincie, tanto e sì bene maneggiossi nel Congresso di Vienna, che gli Stati alleati, paghi della promessa del Governo austriaco di rispettare la neutralità italiana, sancirono quella legge. Dopo venti anni di agitazioni e guerre sanguinose, combattute in patria o in lontane contrade, ora con prospera e ora con avversa fortuna, ma sempre con molto valore, i popoli del Lombardo-Veneto vennero in po-

testà dell'Austria; la quale, nulla curandosi della fede data, sollecita nel togliere a quelli tutto ciò che poteva parlare di lor passata indipendenza e delle glorie acquistate con le armi, licenziava persino le onorate reliquie dell'esercito italico, perchè sapeva mantenersi in esso vivissimo il sentimento nazionale. L'imperatore Francesco, bene indovinando che non sarebbe riescito mai a ottenere l'unità politica de' vasti suoi domini, tutti popolati di genti diversissime di razza, religione, civiltà, indole, lingua e costumi, deliberò raggiungere almeno l'unità militare, cui invero seppe arrivare, e nella quale fu allora, come è oggi, tutta la sua forza. A provvedere ai bisogni dell'esercito, che, sebbene fosse in quel tempo posata la guerra, nondimeno l'Imperatore teneva numeroso in su l'arme, aggravò d'imposte le provincie italiane, non potendo trarre molto danaro dagli altri Stati della Monarchia, perchè poveri (1). Nè andò gran tempo che l'amministrazione civile — la quale doveva essere affidata interamente a' naturali — fu invasa di stranieri; cui non solamente si concessero gli alti carichi delle magistrature, ma eziandio non pochi dello insegnamento nelle Università; in oltre, il Governo imperiale con manifesta parzialità protesse le manifatture e favoreggiò lo spaccio nell'arciducato d'Austria, nella Boemia e Moravia, allo scopo d'arricchire questi paesi con grave danno delle fabbriche e delle nostre officine. Allora nel Lombardo-Veneto ebbe cominciamento quel contraddire continuo all'Austria, il quale, ordinatosi a sistema, diventò nel tempo oltrepotente; allora quella sorda agitazione che sovente proruppe minacciosa all'imperio e non di rado lo scosse; infine, quel cospirare incessante contra la signoria straniera, che ne condusse il popolo a sollevamento concorde, quello del

(1) La popolazione del Lombardo-Veneto formava appena l'ottava parte di quella dell'imperio, e nonpertanto pagava più della quarta parte dell'oro che entrava nelle casse erariali.

1848. — Nel 1821, Lombardi e Veneti stavano preparati a levarsi in su l'arme, sì tosto le armi di Sardegna avessero superato il Ticino; ma la sollevazione non avvenne, per essere stata la parte liberale piemontese oppressa, per tradimento, dall'armi austriache, sempre sollecite a correre là dove si combatte contra la libertà: aperte le prigioni dello Spielberg, l'Austria vi seppelliva gli illustri capi della congiura; da quel giorno essa informò i suoi modi di governo al terrore e alla violenza soldatesca. Le sue persecuzioni e crudeltà accrebbero il malcontento nelle provincie italiane annesse all'imperio: onde, come di solito accade, le file dei cospiratori afforzaronsi dimolto. — Il Lombardo-Veneto non prese parte ai moti della *Giovine Italia* che nel 1832 turbarono il reame di Napoli e gli Stati della Chiesa, trattenuto dal sapere essere i Ministri dell'Imperatore risoluti di reprimere con la forza qualsiasi tentativo di sollevazione. I quali poi, il 5 agosto di quell'anno, avvertivano di lor vigilanza i popoli di quelle provincie con un bando; in cui, dopo averli consigliati di tenersi lontani dalla *Giovane Italia*, *associazione formata tra le vicende degli ultimi tempi e non meno pericolosa della setta de' Carbonari, anzi più iniqua di questa, avvegna- ché con la seduzione e persino con l'assassinio decretato dai capi occulti a forma degli antichi tribunali segreti*, mirasse rovesciare tutti i Governi e il presente ordine civile, minacciavano pene severissime a coloro che, aggregatisi a quella associazione, *non cercassero in avvenire d'impedirne i progressi e denunciarne i membri.* — L'Austria intendeva fare de' sudditi suoi dei vili delatori; solita moralità dei Governi despotici! — Non ostante il vegliare attentissimo del Governo di Vienna, che di tutto e di tutti sospettava sempre, andavano ogni di più crescendo le società segrete; alcune delle quali, voltesi alla vicina Sardegna in cerca d'aiuti per l'impresa contra l'Austria, eransi strette in amicizia con alti personaggi e, osiamo affermare, con lo stesso Carlo Alberto. « S'io passo il Ti-

cino, diceva egli un giorno a 'un suo consigliere, Milano si solleva e con essa la Lombardia. » Le quali parole provano luminosamente com'ei fosse bene informato della condizione degli animi de' popoli insubri, e sapesse quanta fidanza riporre in essi nel caso d'una guerra contra l'Austria, il comune nimico.

Per la morte dell'imperatore Francesco I, avvenuta il 2 marzo 1835, il cuore de' Lombardo-Veneti aprivasi a speranze di un più lieto avvenire; avvegnachè a quello, odiatore acerrimo degl'Italiani, succedesse nell'imperio il buon monarca Ferdinando I; il quale, appena salito al trono, accordava ai condannati per delitto di lesa Maestà perdòno ampio e assoluto: onde allora i sepolti vivi nell'orrendo carcere di Spielberg e di Grätz uscivano a nuova vita e riedevano in seno alle loro famiglie; concittadini illustri che la patria aveva già pianto come perduti (1). Nel 1838 Lombardia e Venezia accoglievano festanti il nuovo Imperatore; il quale, venuto in Milano a cingere la corona *ferrea* degli antichi Re longobardi, visitava le città del regno, dovunque lasciando segni di sua bontà e clemenza. Allora gli s'accostava la nobiltà, la quale mandava poi i suoi

(1) Ferdinando I, il 6 settembre 1838 — giorno della sua incoronazione in Milano — all'arciduca Ranieri, che per lui reggeva il Lombardo-Veneto, scriveva così: « Condonare egli per atto di grazia il rimanente della pena a coloro i quali, per delitto di Stato, trovansi in luogo di punizione; volere, che le inquisizioni per macchinazioni politiche, tuttora pendenti presso i tribunali del Regno, abbiano ad essere interamente abolite, nè più per l'avvenire riprese per azioni che precedettero la presente sua risoluzione; comandare s'abbia a mettere subito in libertà, chi per aver congiurato contra la sicurezza dello Stato trovasi relegato in luogo assegnatogli, e a sciogliere dal politico precetto colui che per la causa stessa ne era stato gravato; concedere il ritorno in patria ai profughi politici del Lombardo-Veneto, a condizione che essi medesimi ne facciano domanda entro un anno, a cominciare dal giorno della pubblicazione di questa sua risoluzione; in fine, accordare di rimaner fuori a quegli usciti politici che non amassero ripatriare.

figli in Corte di Vienna a comporvi una *guardia nobile italiana*, al cui mantenimento il Governo provvide con una nuova imposta, che pesò su tutte le classi della popolazione. Tale atto servile della nobiltà tornò grandemente a suo disonore, e fecela scadere di molto nella stima dei suoi concittadini. Assai presto svanirono le speranze d'un avvenire più fortunato concepite dai popoli del Lombardo-Veneto per lo avvenimento al trono di Ferdinando I; il quale nutriva bensì sensi umani e generosi, e il desiderio suo di migliorare le sorti dei sudditi non avea limiti; ma i Ministri suoi, nimicissimi, forse per tradizione, a ogni mutamento politico e a ogni novità, resistevano apertamente alle benefiche sue intenzioni: per la quale cosa il buon volere del Monarca rompevasi contra il duro scoglio della *ragione di Stato*, messa innanzi dal principe di Metternich, che pareva risoluto di condannare l'Imperio alla immobilità. Il malcontento, per alquanto tempo sopito, proruppe quindi più forte che mai; e l'agitazione popolesca crebbe in intensità e allargossi dimolto; e siccome il dolore comune menava a concordia gli ordini tutti dei cittadini, così questi voltavansi nuovamente a Carlo Alberto — che di sua nimicizia all'Austria non faceva più mistero — e riponendo ogni speranza nella gente subalpina, ad essa affratellavansi e stringevano più saldamente i legami dell'antica amistà: intento loro, preparare la guerra all'oppressore straniero.

Il 19 novembre 1846 passava di vita l'arcivescovo di Milano Gaetano Gaysruck, la cui bontà e rettitudine dell'animo e la carità veramente cristiana avevangli' meritato l'amore de'suoi diocesani. Avverso ai frati, soprammodo ai gesuiti, perchè reputavali non più necessari alla religione — avendo fatto il loro tempo — negò sempre ad essi l'asilo sovente richiestogli nella sua giurisdizione. Al desiderio dei Milanesi di vedere salire al seggio metropolitano *chi fosse lor congiunto per comune origine*, l'Im-

peratore rispondeva innalzando a quell'alto ufficio nella Chiesa il Vescovo di Cremona, Bartolomeo Carlo Romilli da Bergamo. La *Congregazione* municipale di Milano, tosto che venne saputa di quella elezione, bene interpretando i voti dei cittadini, scrisse a Romilli parole piene di dignità e, diremo anche, di affetto, invitandolo a correre su le orme luminosamente segnate da tanti illustri suoi predecessori, *modelli sublimi di profonda scienza, di carità cristiana e cittadina, di santità eminente* (1). Alle sei pomeridiane del 4 settembre 1847 il nuovo Metropolita entrava in Milano, salutato festosamente dal popolo accorso in folla a incontrarlo, e acclamante con grande entusiasmo a lui e a Pio IX. Il dì appresso, l'Arcivescovo portossi incognito alla basilica di Sant'Eustorgio, ove son usi fare solenne ingresso i nuovi eletti alla diocesi milanese; indi, seguito dal Clero e dal Podestà, ivi recatosi a ossequiarlo, venne al maggior tempio, alla cui porta monsignor cancelliere gli lesse l'investitura canonica. I Milanesi ebbero allora manifestata tutta la loro allegrezza, per quell'avvenimento ritenuto faustissimo, vagamente ornando le vie per le quali ei doveva passare e nella notte illuminando le case tutte della città. La sera dell'8 — sacro a Nostra Donna — il Municipio volle rinnovata la luminaria alla piazza della cattedrale e a quella della Fontana, ove s'innalza il palazzo arcivescovile; innanzi al quale il popolo, raccolto in gran-

(1) « Accostumati dai primitivi secoli ad avere pastori a noi non solo uniti nella fratellanza della fede e della carità, ma ben anco in quella di sociale comunanza di lingua e di costumi, nulla più desideravamo che veder conservata questa tradizione. Che se la fede fa di tutti i popoli una sola famiglia riunita sotto un sole capo e padre della Chiesa universale, non è però a dubitare quanto importi al vantaggio d'un gregge che il pastore comprenda la voce delle sue pecorelle, che ne accolga i gemiti, che il suono di essi sia a lui noto, ed a questi corra soave la parola del Pastore. » La *Congregazione* municipale intendeva alludere all'arcivescovo Gaysruck, tedesco d'origine; la lettera di quella al nuovo eletto era del 20 aprile 1847.

dissimo numero, cantò inni al Pontefice. A sperdere la moltitudine de' cittadini *inermi* il Magistrato civile spedì grossa mano de' suoi birri, i quali, sotto gli ordini del famigerato conte Bolza gettatisi con l'arme in pugno e grande impeto in mezzo a quelli, alcuni gravemente ferirono ed uno uccisero. Di quel tumulto e di quella scena di sangue — rinnovatisi ancora nella notte del giorno 9 — era stato promotore chi allora teneva l'alto ufficio di vegliare alla sicurezza e all'ordine pubblico, il barone Torresani di Lanzefeld, il supremo Magistrato civile; il quale, a onestare i modi violenti usati in quei giorni di commozione universale e per poter mettere la città sotto l'imperio delle leggi militari, disse che quelle manifestazioni di malcontento offendevano le leggi, e che il raccogliersi del popolo a festa era una ribellione alla autorità sovrana. Mentre il Municipio coraggiosamente e con forza protestava contro lo assassinarsi del popolo non offendente, alcuni egregi cittadini, recatisi appo il Governatore, pregavano, senza por tempo in mezzo, comandasse a Torresani di metter fine a quegli atti di barbarie. Allora Torresani metteva fuori un bando, nel quale dopo aver detto che l'ordine pubblico e la quiete della città erano stati turbati nelle ultime due scorse notti, e fatto noto altresì come le ragunate tumultuose deggionsi sperdere con la forza, quando non giovino gli urbani inviti, avvertiva i cittadini *di non riunirsi in folla per sola curiosità, per non soffrir danno senza colpa, non potendo la forza armata distinguere nella folla i pochi riottosi dai molti curiosi e malaccorti*. — *L'assassinio non è più nei nostri costumi*, così ebbe scritto lo storico di Carlo IX di Francia; ma l'Austria comprò con l'oro misteriosi sicari; aveva poco prima fatto assassinare in Gallizia migliaia di nobili Polacchi (1), e allora e di poi faceva assassinare

(1) Sapute le stragi di Gallizia, Montalembert, nell'assemblea dei Pari di Francia, disse queste memorabili parole: « L'Austria ha com-

dai suoi birri i cittadini inerme della metropoli lombarda! — Le brutte imprese dei birri dell'Austria accrebbero ognor più nei popoli lombardo-veneti l'odio verso l'oppressore straniero; allora più ostinata e più forte diventò l'opposizione al Governo imperiale, la quale, non oltrepassando i limiti della legalità e della giustizia, spinse l'Austria a togliersi la maschera e a farsi apertamente conoscere — quale era sempre stata — nimicissima alla nazione italiana e alle sue libertà. Il principe di Metternich, veggendo i tempi diventare grossi e minacciosi di tempeste, deputava il conte di Fiquelmont a rappresentare in Milano e presso l'arciduca Raineri la politica imperiale; la cui missione era di ricondurre a tranquillità e pace gli animi delle popolazioni di Lombardia e delle Venezie, irritati dal mal governo de'supremi reggitori della monarchia, e riavvicinarne al trono la nobiltà, chiaritasi in quel tempo avversa all'Austria. Scendeva eziandio a Milano il conte di Fiquelmont per rendere al maresciallo Radetzky *quella tranquillità che è vero sostegno al vigoroso capitano*, e far che *la politica e la guerra avessero ad essere inseparabili*, come voleva allora il grande Cancelliere dell'imperio (1). L'in-

messo oggi più delitti della nostra rivoluzione! » — Furono allora fatti assassinare dall'Austria millequattrocentocinquattotto Polacchi, tra i quali settantadue ministri dell'altare.

(1) Il 28 agosto 1847 Fiquelmont scriveva così da Venezia al vecchio maresciallo: « Ho l'onore di rimettere a V. E. una scritto del principe di Metternich, dal quale la E. V. rileverà lo scopo della mia missione in Italia. Contrista nel vedere le cose al di là del Po profondamente guastarsi e pur troppo per lungo spazio di tempo; pure me ne rallegro perchè esse mi avvicinano alla E. V. Quello che a noi fa d'uopo si è principalmente la concordia nelle opinioni, chè solo da queste nascerà l'armonia nei provvedimenti; la E. V. diede in Ferrara la prima prova di forza e risoluzione in tempo opportuno; è certo che quel procedere produrrà buon risultamento. Ferrara, rispetto all'Italia romana, è la cittadella del nostro diritto, e il partito che infuria in Roma commette error grossolano assaltandoci tanto leggermente in quel punto. » —

viato austriaco, appena giunto in Milano — e fu al cader d'ottobre — con la figlia, la bella principessa Clary Aldringen, chiamava a sè il fiore dei cittadini, invitandoli a sue mense e aprendo loro le sale del palazzo sua dimora; ma quelle e queste rimasero deserte sempre. « Io ho tra le mani, diceva egli un giorno a un alto magistrato, un mezzo infallibile per far dimenticare ai buoni Milanesi *Pio IX loro idolo e tutti i capricci di indipendenza*, che da qualche tempo prorompono con *puerili manifestazioni*; il carnevale s'avvicina e io darò dei grandi spettacoli al loro massimo teatro della Scala. » Fiquelmont mal giudicò i Milanese; avvegnachè allora non capriccio di indipendenza li agitasse, sibbene il desiderio d'abbattere la tirannide austriaca e di rivendicarsi in libertà; e quando ei vide le classi tutte dei cittadini con mirabile concordia insieme ordinarsi alle resistenze e prepararsi alla lotta, fecesi ad esclamare: « Havvi qui una *polizia* più forte della nostra! » — Al giugnere di Fiquelmont erasi formata in Milano una *Consulta*, la quale doveva discutere e deliberare intorno a quanto meglio convenisse fare per condurre a tranquillità il paese; il vicerè Raineri presiedeva a quella, e ne erano membri il maresciallo Radetzky, il generale Schönals, Spaur — che reggeva la Lombardia — il commissario Fiquelmont e altri generali. Questi ultimi, e più di tutti Schönals, volevano che cessasse ogni autorità di civile governo, e si ponesse il Lombardo-Veneto sotto l'imperio della spada; Fiquelmont e il vicerè ad arte mostravansi dubbiosi intorno

Nella lettera di Metternich a Radetzky del 22 agosto stava scritto: — essere la situazione universale, specie quella d'Italia, e la nostra di oltre Alpi, assai difficile... Aver noi attraversati tempi pericolosi e aver operato grandi cose nella maggiore armonia... I passati tempi avere abbisognato dei grandi sforzi, essere stati però migliori dei presenti; saper noi lottare contra i corpi, ma contra fantastiche larve non valere la lotta materiale, e contra tali larve aver noi a lottare continuamente. *Era ancora serbata al mondo l'apparizione d'un Papa liberale!...*

l'accettare o respingere tal modo di governo; ad essi opponevasi l'onesto conte Spaur. Il quale, venuto in odio alla fazione soldatesca, che desiderava reggere dispoticamente il paese, fu di lì a poco chiamato a Vienna; tenne l'ufficio suo, temporaneamente, il conte O' Donnell.

Mentre tali avvenimenti compivansi in Italia, altri, pur di grave momento e che assai importa di far conoscere, succedevansi in Germania e nella Svizzera. Molte Società eransi di quei tempi formate negli Stati della *Confederazione alemanna* — sopra tutte numerosissima quella di Francoforte chiamatasi *degli amici della libertà*; — le quali, sotto pretesto di studiare le condizioni morali e materiali del paese per migliorarle, diffondevano le dottrine e i principi liberali che agitavano il mezzogiorno d'Europa; esse miravano allo acquisto della unità politica e religiosa. Il sentimento nazionale commoveva in sommo grado la gente prussiana, che, forte della sua superiorità morale, a buon diritto esercitata su gli Stati minori della Germania, sognando una patria e un imperio alemanno, apprestavasi a guidare il movimento tedesco e a mettersi alla testa della sollevazione popolare. Federico Guglielmo, geloso di conservare la preponderanza conquistata dalla Prussia sui campi di Lipsia e di Waterloo, ad allontanare la tempesta minacciante il suo trono, convocava gli Stati della Confederazione, concedendo al Parlamento nazionale il *voto decisivo* per la creazione di nuove imposte o l'aumento delle esistenti e il *voto consultivo* per le leggi dello Stato. — La rivoluzione francese del 1830 aveva rivelato alla Svizzera il bisogno di mutare *il patto di sua federazione*, perchè non più adatto ai tempi che allora correvano, patto impostole dai Sovrani della Santa Alleanza, i quali, nel Congresso di Vienna, avevano guarentito a quel paese la *neutralità perpetua* del suo territorio. In sul cadere di quell'anno 1830 il popolo di Friburgo, levatosi a romore, chiedeva al Gran Consiglio di riformargli la *Costituzione*;

la parte liberale, trionfando degli ostacoli messi innanzi dai nimici a novità politiche — intendo dire l'aristocrazia e il clero — abbattè i vecchi governi cantonali. A poco a poco la sollevazione allargatasi diventò universale; e per la concordia del popolo la rivoluzione compissi allora senza spargimento di sangue. Nel luglio 1832 Pellegrino Rossi, il quale in Ginevra leggeva diritto romano, per commissione della Dieta scrisse un *nuovo patto federale*, che però non venne approvato mai. — In quell'epoca i principali di tutte le sette repubblicane, presa stanza nella libera Elvezia, facevano di questo paese un vero fuocolare di cospirazioni europee. Nell'aprile del 1834 Giuseppe Mazzini univa in alleanza fraterna — che volle nomata *Giovane Europa* — le associazioni della *Giovane Italia*, *Giovane Polonia*, *Giovane Alemagna*, *Giovane Svizzera* e dei *Carabinieri federali*, per numero ed armi potentissimi: intento dello instancabile agitatore genovese era il costituirsi della repubblica universale. Ma la nuova società disfacevasi pochi anni di poi per la espulsione dall'Elvezia — avvenuta nel 1836 per invito d'Austria e di Francia — dei capi dei fuorusciti politici e dei malcontenti d'ogni contrada d'Europa. Ciò non ostante, la parte liberale vi diventò ognora più forte; e, raccoltasi a congresso in Baden, combatteva le esorbitanti pretensioni della Corte romana, offensive alla libertà. I Cantoni cattolici, mossi a romore, protestarono contra le deliberazioni dell'assemblea di Baden, pur condannate dalla Curia pontificia: allora la parte liberale obbligava il Nunzio Apostolico a lasciare Lucerna — il quale ritiravasi a Schwitz — confiscando a favore dello Stato i patrimoni dei monisteri: l'agitazione estendevasi quindi a tutta la Svizzera. La parte liberale del canton Ticino, che nel 1839 aveva abbattuto il vecchio Governo, due anni appresso nuovamente sollevavasi; e con l'aiuto dei profughi italiani fuggiti a Ponte Brolla e a Monte Tennero i nimici — gli *austro-aristocratici* — recavasi in mano il supremo potere; parimenti vittoriosa nel cantone

d'Argovia e in quelli di Zurigo e del Vallese, chiudeva i conventi d'Argovia. Le Corti di Roma e di Vienna — alle quali i Cattolici eransi volti per soccorso — minacciarono d'intervenire, qualora si violasse la neutralità dei singoli Cantoni: onde la Dieta, nel 1843 siedente in Lucerna, ordinava la restaurazione dei monisteri disciolti; ma i cittadini d'Argovia niegarono obbedire a' suoi ordini. In quel mezzo i Gesuiti armavano i loro partigiani per combattere la parte liberale e arrestare il corso di sue vittorie. Sul cominciare del 1845, e proprio quando riunivasi in Zurigo una Dieta straordinaria per trattare del bandirsi della Compagnia di Loiola, invisata tanto al popolo per li suoi bassi intrighi politici, avevano luogo gli affronti presso Lucerna. I Gesuiti, superati i nimici in una grande giornata, tenevansi securi della vittoria, allora che, avvertiti del riordinarsi e dello ingrossarsi dell'esercito nimico, per difendere il patto federale stringevano in alleanza i Cantoni cattolici; la quale alleanza chiamarono *Sonderbund* o *Lega a parte*, per ricordare l'antica, la prima fermatasi il 7 novembre 1307 su la terra di Grütli dai cantoni di Schwytz, di Uri e di Unterwald, e che ebbe allora fruttato alla Svizzera l'indipendenza nazionale (1). La costituzione del 1815 teneva ancora la Svizzera sotto l'autorità della Corte di Vienna, la vera promovitrice della guerra civile, che nel 1847 bagnò di sangue cittadino quella libera terra; ma la vittoria della parte liberale riesciva a togliere la patria alla vergognosa dipendenza dell'Austria; e raccolti poi con savio consiglio tutti insieme i poteri, troppo divisi con danno grandissimo del paese, giugneva

(1) « Col pretesto poco sincero d'una quistione religiosa, sette Cantoni, tutti cattolici, avevano formato una lega particolare, separata dal rimanente della Confederazione. La quale lega — il *Sonderbund* — somnessa alle ispirazioni dell'Europa, era favoreggiata dal Governo francese. » — GARNIER-PAGÈS, *Storia della Rivoluzione del 1848*, vol. IV, cart. 20; Parigi, 1861.

a unire i Cantoni in più stretti vincoli di fratellanza. Ochsenbein, che allora presiedeva alla Dieta, siedente in Berna, faceva conoscere i desidèri, anzi le volontà della parte liberale, voglio dire: *l'uguaglianza dei diritti; l'abolizione del patto antinazionale del 1815; una costituzione, quale era richiesta dai bisogni del paese e dai nuovi tempi; l'unirsi dei poteri governativi; in fine, il comporsi d'uno Stato indivisibile e forte, stringendo a tale scopo in più vivi legami le repubbliche elvetiche.* — *La Lega dei sette Cantoni* — quelli di Uri, di Schwytz, di Unterwald, di Zug, di Lucerna, di Friburgo e del Vallese — acclamando i diritti del patto federale, voleva si difendesse l'indipendenza delle singole repubbliche; e la parte liberale, affermando che il principio fondamentale del patto federativo era la sicurezza della patria comune, sosteneva spettare tale mandato soltanto alla Dieta; in oltre, rivelando le mene dei Gesuiti, che turbavano la quiete del paese e minacciavano funestarlo con civili discordie, imperiosamente chiedeva lo allontanarsi della Compagnia di Loiola dalla Svizzera. *La Lega*, veggendosi veementemente assalita, senza por tempo in mezzo preparavasi alla guerra (1); ordinate le sue armi e chiamata la landsturm, afforzava Friburgo, esposta alle ingiurie dei Bernesi, ed ergeva fortificazioni per difendere i ponti dell'Emmen e della Reuss; e allora la Dieta, reputando inevitabile il conflitto, portato a numero l'esercito, accresceva le difese alle fortezze e munivale d'armi e d'armati. Ne' due campi ferveva il lavoro, onde gli apprestamenti bellici avanzavano con somma alacrità; la *Giovane Svizzera* stava per uscire alla guerra contra la vecchia federazione dei Cantoni.

(1) « ... il *Sonderbund* preparavasi alla guerra civile con le armi segretamente fornite da un Governo uscito dalla rivoluzione del 1830. » — GARNIER-PAGÈS, *Storia della Rivoluzione del 1848*, vol. iv, cart. 62; Parigi, 1861.

In sul finire del verno del 1847 il conte Bois-le-Comte, per comando del suo Governo, quel di Francia, correva la Svizzera visitando le persone più autorevoli della Confederazione, allo scopo di indurle a concordia, o a sospendere almeno le nimistà — le quali avrebbero certamente chiamata l'intervenzione armata straniera — sino a che i Governi di Parigi e Vienna, offertisi mediatori nella contesa, avessero perduto ogni speranza di pacificamente comporla; ma la missione dell'oratore francese non ebbe esito felice; avvegnachè fosse noto a tutti, l'Austria e la Francia segretamente proteggere la *Lega* e i Gesuiti. L'Inghilterra, veggendo que' due grandi Stati allearsi a danno della libertà elvetica, allo intento di mettere il giusto contrappeso nelle faccende della Svizzera, assicurava di sua protezione la Dieta, che doveva dare a questa maggiore forza nelle sue deliberazioni. In un colloquio avuto il 2 gennaio con Ochsenbein, Bois-le-Comte chiariva le volontà del suo Governo; il quale intendeva far rispettata l'indipendenza delle ventidue repubbliche elvetiche, indipendenza lor guarentita dal Congresso di Vienna; a tale scopo ricordandogli, che la Dieta di Zurigo aveva allora solennemente aderito al costituirsi di una repubblica federativa, non unitaria (1). — Nel luglio i Ministri di

(1) « La Dieta, in nome della Confederazione svizzera, si accosta alla dichiarazione del 20 marzo 1815 degli Stati riuniti al Congresso di Vienna, e promette che le stipulazioni per li aggiustamenti inserite in quell'atto saranno fedelmente e religiosamente osservate. La Dieta esprime la gratitudine eterna della *nazione svizzera* (1) verso i grandi Stati, i quali, per mezzo della citata dichiarazione, le rendono, con la determinazione più favorevole, le antiche frontiere importanti, riuniscono tre nuovi Cantoni alla sua alleanza, e promettono solennemente di riconoscere e guarentire la neutralità perpetua che l'interesse generale dell'Europa domanda in favore della Confederazione Elvetica... »

Zurigo, 29 maggio 1815.

Il Presidente DE WYSS.

(1) La Svizzera nazione non è, ma la confederazione di frasioni di tre nazioni, italiana, francese, tedesca.

Luigi Filippo scrivevano alla Dieta così: = Riconoscere il diritto suo di dare alla Svizzera la costituzione meglio rispondente ai bisogni del paese, senza però ledere alla sovranità cantonale; invitarla ad accordarsi con la Lega, eziandio con qualche sacrificio, per evitare uno spargimento di sangue e gli orrori della guerra civile; promettere di rispettare la neutralità della Confederazione, sino a che conservasse l'ordinamento datole dai principi della Santa Alleanza. = Il 20 di quel mese stesso la Dieta faceva conoscere al Governo di Francia ritenere sciolto il Sonderbund, che offendeva il patto comune, il quale *vietava ai singoli Cantoni di stringersi in alleanza a danno di esso o dei diritti degl'altri*; allora quei della Lega, vie più irritati dalle dichiarazioni della Dieta, diedersi a spingere con maggiore alacrità gli apprestamenti militari, per venir presto alla prova delle armi. Verso la metà del luglio, molte casse d'armi e di munizioni da guerra attraversavano il canton Ticino dirette a Lucerna, le quali però venivano staggite dal Governo cantonale; erano gli aiuti dell'Austria, la quale nel gennaio aveva dato alla Lega centomila fiorini (1); di poi, per mezzo dell'ambasciatore suo, il barone Kaisersfelt, avevale offerto tre mila schioppi, che il maresciallo Radetzky doveva trarre dagli armamentari di Lombardia. Intanto la Lega alzava fortificazioni sul Brunig, ai confini dell'Unterwald, e forniva di difese il passo di Justen; faceva dagli ufficiali dell'esercito esplorare le frontiere del cantone di Berna; scriveva soldati; preparavasi a chiamare in su l'armi quanti erano atti a portarle; in fine, intendeva ad ogni cosa che potesse assicurarle il buon esito dell'impresa. Allora Austria e Francia inviavano grosse schiere di loro milizie ai confini d'Elvezia; pronte a farne invadere il territorio in aiuto del Sonderbund, tosto che l'Inghilterra si fosse ad esse

(1) Duguenquaranta mila lire italiane.

accostata. Il 18 ottobre la Dieta, a tentare una nuova via alla conciliazione, deliberava spedire oratori ai Cantoni della Lega, per rassicurarli, non voler essa ledere i diritti e la religione loro, nè distruggere le istituzioni e le sovranità cantonali; non intendere già a repubblica unitaria, sibbene a proteggere e difendere le libertà dei singoli Stati, come gliene dava diritto il patto della comune alleanza.

Di que' giorni la Dieta fidava al generale Dufour il governo dell'esercito, che contava novantamila uomini e numerose artiglierie; e il comando supremo delle milizie del Sonderbund — poco più della metà delle avversarie — offerto da prima al principe Schwarzenberg, veniva assunto di poi dal generale Ulrico Salis Soglio. Le ostilità ebbero cominciamento il 3 novembre nel canton Ticino; primo a rompere la guerra fu il Sonderbund. Il colonnello Muller, alla testa di quattrocento Urani, di tre compagnie di Vallesani e con quattro cannoni, occupava l'ospizio di San Gotardo, e l'8 combatteva alle pendici di questo monte contra i Ticinesi capitanati dal colonnello Luvini; nella quale fazione vittoriavano gli Urani; che il 17, afforzatisi d'altre genti della Lega, tornati alle offese impadronivansi d'Airolo, non ostante la strenua resistenza dei Ticinesi. Muller, procedendo innanzi, venne a Faido; ma, informato ivi delle sconfitte patite dalle milizie del Sonderbund e della caduta di Friburgo, sollecito ritiravasi dal canton Ticino e proprio in quella che i nimici avanzavansi per assalirlo. Il 13 novembre il generale Dufour, postosi col grosso delle forze federali su le alture signoreggianti Friburgo, faceva la chiamata della città, minacciandola di fulminarla con le artiglierie, se avesse negato d'arrendersi. I terrazzani, i quali al suo appressarsi eransi apparecchiati alle difese, non intimiditi dalle minacce di Dufour, vollero far prova della fortuna e delle armi, e nella sera di quello stesso giorno azzuffaronsi coi nimici. Al ridotto di San Giacomo aspramente si pugnò dai federali per recarselo in mano, dai cittadini per conservarlo in loro potere e continuare

le resistenze si bene cominciate; ma il Consiglio di Stato, non ostante l'animo deliberato dei Friburghesi di durarla sino allo estremo, giudicando impossibile tenere la città senza l'aiuto della Lega, nè questo aiuto giugnendo mai, chiese e ottenne una tregua, la quale condusse poi alla dedizione della terra. Friburgo, licenziate sue milizie e fatta rinunzia all'alleanza del Sonderbund, tornava alla Dieta. Salis Soglio avrebbe potuto salvare la città amica o ritardarne la caduta, se alle prime mosse dei federali, che chiarivano lo intendimento loro, col nerbo di sue genti si fosse recato su quel di Berna e avesse assaltata la città; e se Kalbermatten, che guidava i Vallesani, per comando suo fosse corso in aiuto di Friburgo speditamente attraversando il cantone di Vaud. Tardi troppo la Lega, a divertire l'attenzione del nimico da questa città, ordinava a Salis Soglio di muovere per l'Argovia sopra Muri, risalendo la sinistra della Reuss, mentre il generale Elgger, superate le alture di Kitzkisch, cacciava di Geltwol i federali; ma per li molti ostacoli incontrati per via non potendo Salis Soglio ed Elgger riunirsi, per assalire quindi insieme il nimico afforzatosi con buone difese in Muri, Dufour potè compiere i disegni suoi.

In quel torno di tempo, lord Palmerston, avvertito che Francia ed Austria eransi accordate per intervenire con le armi nelle faccende della Svizzera, spediva alla Dieta un messo straordinario per consigliarla di fare sollecitamente e vigorosamente assaltare Lucerna; caduta la quale, la guerra avrebbe subito posato e così impedito ogni intervento d'armi straniere. Il 21 novembre i Commissari di Zug, giunti al quartiere generale in Arau, fermavano la resa della loro città, che allora riaccostavasi alla Dieta. Deliberata l'impresa di Lucerna, Ochsenbein, con grossa schiera d'armati, per le strette di Eutlebuch avanzossi contra la città; incontrato nelle valli di Flühli il nimico, lo assalì, lo sconfisse. Il mattino del 23 Dufour, recatosi con buon

nerbo di federali, percuoteva vigorosamente Salis Soglio, il quale trovavasi a campo dietro l'Emmen e la Reuss con poche genti, però che la maggiore parte dell'esercito della Lega fosse stato con improvvido consiglio sparso lungo la frontiera. La pugna fu ostinata; mirabile il valore de' combattenti e certamente degno di migliore causa; solo il numero doveva prevalere e prevalse. Salis Soglio, oppresso dalle forze dell'assalitore e minacciato alle spalle, indietreggiò sin presso Ebikon; rifattosi, stava il dimani per ritentare la prova delle armi, quando, informato che Lucerna alla novella della sconfitta di Gislikon erasi data al vincitore, vedevasi costretto a ritirarsi ad Altorf. Allora i cantoni di Switt, di Uri e d'Unterwald, cui il generale Dufour aveva intimata la resa, posavano le armi; e il Vallese, reputando non poter da solo continuare la lotta, il 30 novembre sommettevasi alla Dieta: e così aveva fine la guerra del Sonderbund. — Il 7 dicembre la Dieta, al ministro di Francia Guizot, il quale in nome dei grandi Stati d'Europa avevale offerto i suoi buoni uffici per comporre la contesa, dignitosamente rispondeva: = Non abbisognare di mediazione, avvegnachè la Lega non più esistesse; fosse posata la guerra e ristabilita la pace nella Confederazione. = La vittoria della parte liberale tornava la Svizzera, quale era stata un tempo, *indipendente, libera e forte.*

CAPITOLO III.

Le Costituzioni.

La *Congregazione centrale lombarda* e il deputato Nazzari. Daniele Manin e la *Congregazione centrale veneta*. Lord Minto. — I casi di Milano del gennaio 1848. Il vicerè Raineri. Tumulti di Pavia e Padova. — Governo rappresentativo in Toscana. — Genova e la Compagnia dei Gesuiti. Il Municipio di Torino e il conte Santa Rosa. Carlo Alberto concede la *Costituzione* a' suoi popoli. — Il papa Pio IX promulga lo *Statuto* fondamentale di un Governo rappresentativo. Monaco e il principe Florestano. Carlo Lodovico di Parma e Francesco di Modena sono costretti a lasciare i loro Stati. — Massa e Carrara, la Garfagnana e gli ex-fendi della Lunigiana ricongiunti alla Toscana.

Dopo gli assassinii del settembre, la metropoli lombarda erasi mutata in un vero campo di congiure, tutti i cittadini suoi erano divenuti cospiratori. Le *manifestazioni* popolari, che il conte Fiquelmont aveva chiamato *puerili*, andavano ognora più assumendo carattere ostile al Governo imperiale: sopra i muri delle case, e accanto agli *evviva Pio IX* scritti su quelli a lettere cubitali, di notte tempo scrivevansi parole ingiuriose all'Austria, che facevano conoscere chiaramente l'animo e gli intendimenti della popolazione. Allora l'*opinione pubblica*, la quale illuminava il paese intorno le sue condizioni morali e politiche, erasi oltremodo afforzata e fatta minacciosa e l'opposizione ai

supremi reggitori, da lunga pezza ridotta a *sistema*, già prorompeva ad aperta lotta. Invano il magistrato civile affaticavasi alla ricerca dei capi promotori delle popolesche *rimostranze*, invano a spaventare Milano faceva imprigionare chi eragli sospetto di spingere i cittadini alle resistenze; e invano il vicerè Raineri ordinava di relegare in lontane provincie coloro, ch'egli chiamava politicamente pericolosi (1); che anzi quei modi indegni di civile reggimento accrescendo l'odio del popolo contra la signoria straniera, maggiormente affermavano nel proposito di togliersi a quella. — Un fatto di sommo momento compissi di que' giorni in Milano. La *Congregazione centrale* di Lombardia — assemblea di voto puramente consultivo — nel 1825, in virtù del diritto di petizione concessole col decreto sovrano del 24 aprile 1815, esposti in una supplica all'Imperatore i bisogni delle provincie, aveva domandato riforme nelle leggi civili e criminali; ma il conte Strassoldo, che allora reggeva la Lombardia, negava spedire a Vienna il memoriale della Congregazione, perchè *scritto con parole poco sommesse*; egli voleva nei sudditi dell'Austria animo piegato a servile blandizia. Rifatto il memoriale, rispondevasi dal Monarca, che avrebbe ricevuto coloro che dovevano porgerglielo, non quali rappresentanti della *Congregazione*, ma quali privati cittadini. Il 9 dicembre di quell'anno 1847 Gian Battista Nazari, che siede in essa deputatovi dalla provincia di Bergamo, presentavale una istanza da lui dettata con audace franchezza, nella quale, dopo aver detto che l'opinione pub-

(1) L'arciduca Raineri, il 21 febbraio, invitava il conte Spaur, Governatore della Lombardia, d'allontanare da Milano gli individui nominati in una lista ch'ei trasmettevagli per essere *politicamente pericolosi*, facendoli trasportare nella notte stessa a Lubiana (1) sotto buona scorta, e rimessi al giugnere colà al Magistrato civile per la scrupolosa loro sorveglianza.

(1) Erano il marchese Gaspare Roales d'Ordogno, Achille Battaglia, Cesare Stampa Soncino, Cesare Cantù e il dottore Belcredi.

blica da qualche tempo manifestavasi con segni di malcontento verso il Governo, parlava in queste sentenze: « D'onde mai procede questo mal lievito che sordamente fermenta e va sempre più estendendosi *man mano che si cerca di soffocarlo*? d'onde l'inquietudine universale e il mal umore che si è posto di mezzo tra governanti e governati? Avrebbero forse questi ultimi dei motivi ragionevoli per dolersi? Se li avessero, chi dovrebbe portare le rispettose loro querele a quel solo che può renderli soddisfatti e contenti? Io per me non credo che altri possa meglio di noi interpretare i desiderî del paese, di noi, che nella condizione di privati siamo a parte di beni e di mali, che sono il frutto delle buone e cattive istituzioni; di noi, che costituiti dalla Provvidenza in uno stato di morale indipendenza, possiamo più francamente esprimere i nostri sentimenti. Nessuno più legalmente di questa Congregazione centrale potrebbe elevare al trono i voti di questi fedeli sudditi, dappoichè la sovrana clemenza ad essa sola ha concesso la preziosa prerogativa di rilevarne i bisogni. » Allo scopo poi di rimettere tra gli amministrati e gli amministranti quel buono accordo, *che solo garantisce la pubblica tranquillità e rimuove il più lontano pericolo di urti, funesti sempre al paese*, proponeva d'eleggere una Commissione di tanti deputati quante le provincie lombarde; la quale, esaminate le condizioni del paese stesso e ricercatene le cause del malcontento, ne facesse argomento di discussione in seno alla Congregazione. « Ciò mi è consigliato, conchiudeva egli, dal desiderio del pubblico bene, dall'attaccamento che porto al mio Sovrano e dal sentimento de' miei doveri; imperocchè come cittadino, amo con trasporto la mia patria; come suddito, desidero che il mio Sovrano sia da per tutto e da tutti adorato e benedetto; come deputato, crederei di mancare alla mia missione e a' miei giuramenti, se tacessi quando la coscienza m'impone di parlare. » — Questa istanza, che Nazzari sostenne non ostante l'invito, quasi imperioso, del conte Spaur di volerla annullata, fu con suf-

fragio unanime accettata dai deputati alla Congregazione lombarda. Ma la Corte di Vienna, temendo dar segno di debolezza col soddisfare alle giuste domande espresse da Nazzari nella sua istanza, nulla concesse; e persistendo negli usati modi oppressivi di governo, minacciò di trattare da ribelli i sudditi italiani se insistessero nelle loro richieste, sebbene fatte secondo giustizia. I quali poi d'allora non pensarono più a muovere lamenti, ma intesero tutte le loro cure ad apparecchiarsi alla guerra contra l'Austria; chè gli avvenimenti di que' giorni compiutisi in Italia e l'agitarsi dei popoli, e soprammodo dei Siciliani, facevano prevedere non lontana una generale alzata di scudi.

L'esempio di Nazzari fu in Venezia seguito da Daniele Manin, il quale, in una petizione sua del 21 dicembre alla *Congregazione centrale veneta*, invitavala a rompere il silenzio da essa conservato dal giorno di sua creazione sino allora, per far conoscere al Governo, non essere il paese felice nè contento, ma avere molti veri bisogni, molti veri desiderî. In tal modo imitando l'operato dalla sorella lombarda mostrerebbe di non disconoscere la santità e l'importanza dell'ufficio suo. — Le parole del coraggioso cittadino commossero tutta Venezia e turbarono grandemente il supremo magistrato civile, il quale, fatto venire a sè l'audace tribuno, tentò blandirlo con lusinghe d'ogni sorta e, promettendogli di voler sollecitare il Governo dell'Imperatore a concedere le riforme invocate, pregollo si adoperasse al mantenimento dell'ordine e a ricondurre la quiete alle città. Se non che Manin, veggendo non adempirsi mai le promesse date, il 7 gennaio chiedeva al conte Palfy — che governava le Venezie — con parole quasi minacciose, appagasse senza por tempo in mezzo i voti del popolo: « In un recente colloquio, scriveva egli al conte Palfy, che alla E. V. non può essere ignoto, il magistrato civile di Venezia mi raccomandava di adoperarmi a impedire che l'ordine materiale fosse turbato. Risposi questa essere stata ed essere tuttavia la mia intenzione; a ciò giovare pos-

sentemente l'agitazione legale, che apriva uno sfogo a quel vivo universale commovimento, che altrimenti avrebbe potuto prorompere in rimostranze tumultuose; ma essere mestieri che il Governo per sua parte cooperi, contemperando il suo contegno alla condizione dei tempi. » Manin aveva pur detto al Governatore, che di riforme bisognava concedere *dimolte e presto*, ed essere altresì necessario che i Ministri dell'Imperatore dichiarassero *subito* la volontà di concederle; però che il paese a ragione diffidasse di essi, *diffidenza tutta fomentata dal contegno del Governo, mostratosi avverso alla legale manifestazione del paese*; il conte Nani Mocenigo, deputato della Congregazione centrale, mostratosi apertamente nimico alle riforme, essere stato nondimeno eletto membro della Commissione, che delle riforme doveva occuparsi; è facile cosa indovinare l'interpretazione data dal popolo a tale nomina; *non maravigliarsi quindi che il paese, dopo avere quietamente e inutilmente aspettato trentatrè anni, ora si mostri impaziente e diffidente*. I consigli di Manin erano pieni di senno e di prudenza; ma egli aveva parlato ai sordi e proprio a quelli della peggiore razza.

Verso il cadere del 1847 calava in Italia lord Minto per offrire ai principi italiani gli uffici del Governo inglese nelle loro differenze coi sudditi, ed eziandio i più amichevoli consigli intorno i mutamenti da farsi nel reggimento degli Stati, che valessero ad accontentare i soggetti, soddisfacendo alle loro giuste aspirazioni. « La missione di lord Minto, diceva il marchese di Lansdowne al Parlamento de' Signori il 14 ottobre 1848, aveva per iscopo di temperare con savia moderazione i modi di governo provocatori di tumulti, e di conseguire il buono accordo tra Monarchi e sudditi, di maniera che i loro sforzi venissero volti a raggiungere il bene comune, senza voler ciò che avrebbe potuto partorire sconvolgimenti al di dentro. » — L'inviato inglese non ottenne i risultamenti che i Ministri della Regina eransi ripromessi per li fini politici della Bretagna; avvegnachè in-

vano lord Minto si fosse adoperato per dissuadere i Siciliani e i Napolitani dal tentare novità, come egli stesso ebbe a scrivere nella lettera del 18 gennaio 1848 al visconte Palmerston; invano si fosse fatto mediatore nella vertenza levatasi tra il Borbone e la Sicilia, che riuscito non era a condurre quello e questa a pacifico accomodamento; che il re Ferdinando sdegnosamente respinse lord Minto, venuto a lui portatore delle proposte del Comitato di Palermo: delle quali cose discorreremo più innanzi.

Era appena cominciato il 1848, quando Milano, nuovamente insanguinata dalle armi austriache, riempivasi di lutti. Avevano i cittadini deliberato che al nuovo anno si lasciasse dal fumare, allo scopo di togliere alla Camera dell'Imperio uno de' suoi redditi più grossi, e maggiormente provare quanta fosse la concordia che li univa, eziandio nelle cose di poco momento; mirarono essi con ciò seguire l'esempio degli Americani, i quali, alla vigilia della guerra di loro indipendenza nazionale, si erano astenuti dal comperare merci inglesi. Il Governo austriaco, che aspettava l'ora opportuna a promuovere tumulti e avere così un pretesto per mettere la città sotto le leggi militari, colse quella che i cittadini stessi gli offrivano, il 2 gennaio mandando a fumare per le vie parte delle soldatesche del presidio, pronto con l'altra — che tenevasi su l'arme ne' propri quartieri — a percuotere il popolo, se da quella provocazione fosse stato spinto a romore e forse anche a ribellione (1). I Milanesi, conosciuta l'iniqua trama ordita a' loro danni, fortemente si commossero; ma per

(1) « Lo Stato Maggiore austriaco distribuì tosto trentamila sigari ai soldati, e, dando loro quanto danaro bastasse a imbricarli, li mandò ad accattar briga in città. I medici delle prigioni riconobbero, nelle vie, bande di condannati, alcuni in atto di fumare per irritare il popolo, altri in atto d'urlare dietro ai soldati che fumavano. » — CARLO CATTANEO, *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 24; Lugano, 1849.

non darla vinta ai nimici, contennero gli sdegni e tranquilli si stettero. Caduto a vuoto quel rio disegno, il vecchio maresciallo, che assolutamente voleva punirli di lor resistenza all'autorità imperiale, in su l'annottare del giorno appresso — il 3 gennaio — mandava grosso drappello di cavalli e buona mano di fanti a correre le vie della città; i quali vilmente percossero chi parato non era alla difesa e chi non offendeva (1). Il conte Gabrio Casati, appena seppe di quelli assassinii, recatosi sollecito al conte di Fiquelmont, supplicavalo d'ordinare ai soldati il ritorno a' loro quartieri; e Radetzky, uditi i lagni di Casati, il Podestà di Milano, diceva a Fiquelmont: = Le sue genti essere state insultate dai cittadini; gli insulti avere provocate le vendette; terrebbele per otto giorni negli alloggiamenti, qualora il Municipio desse secure guarentigie di poter conservare l'ordine e la quiete della città. = Il dì seguente il conte Casati, ito al vicerè Raineri in compagnia dell'ottuagenario Opizzoni, Parroco del Duomo, chiedevagli avesse a riparare ai mali sofferti dai cittadini e agli insulti fatti a Milano; castigasse i soldati che avevano versato sangue innocente; in fine, chi, con offesa della giustizia, aveva tanto abusato dell'autorità propria. — « Io sono vecchio, soggiungeva quindi monsignore Opizzoni, e vidi Russi e Francesi; ma questi non commisero mai atti sì barbari; l'uccidero per le vie inermi cittadini non è modo di governo civile a impedire mali previsti, non è punire delitti, sibbene assassinare (2). » L'arciduca Rai-

(1) Dei caduti morti o feriti, i più furono fanciulli e donne; tra gli uccisi trovossi il settuagenario Manganini, magistrato austriaco e devotissimo al Governo imperiale.

(2) Il mattino del 3 gennaio il barone Torresani Lanzenfeld pubblicava un bando, nel quale, rimproverata da prima *la gente irrequieta e facinorosa* che il dì innanzi aveva ardito d'impedire a tranquilli cittadini l'uso innocente di fumare tabacco, avvertivala di poi che reprimerebbersi con la forza tali colpevoli tentativi, e con la forza si dissiperebbe altresì

neri — che i Milanesi tenevano per uomo di sensi umani e savio moderatore degli ordini della Corte imperiale, di cui, correva fama, aver sovente corretti gli eccessi, ond'era amato e stimato da tutti — il 5 gennaio, per tranquillare i cittadini, volgeva loro tali parole: « I troppo deplorabili avvenimenti seguiti in questi ultimi giorni in Milano hanno recato all'animo mio un grave dispiacere, hanno portato una profonda ferita al mio cuore. Dopo tante prove d'attaccamento alla persona di S. M. e al suo Governo degli abitanti di queste provincie, anche in epoche difficili, fu per me bene inaspettato il vedere come una parte di questa popolazione abbia in questi giorni potuto lasciarsi trascinare fuor del consueto suo contegno per l'impulso di pochi malevoli, che, avversi per indole a ogni sorta d'autorità e di ordine, si compiacciono di spargere il malcontento e di promuoverne le malaugurate conseguenze. L'andamento regolare di qualunque amministrazione può sempre abbisognare di progressivi miglioramenti. Rimostranze turbolente non potrebbero che rallentare la decisione suprema e renderebbero deluse *le mie più fondate speranze*, non potendo allora innalzare al trono di S. M. i voti che non avrebbero in loro favore l'appoggio della tanto desiderata moderazione. Mentre frattanto è mia sollecita cura di sopravvegliare alla sicurezza personale di

ogni tumultuoso adunarsi di popolo. « Dovranno quindi attribuire a sé stessi, diceva il bando, qualunque dannosa conseguenza che derivasse da questi necessari ordinamenti anche coloro che si confondessero, sebbene inoperosi, ai turbolenti, e ne dovranno egualmente accagionare sé stessi quei genitori, quei tutori e padroni di botteghe, che non sapessero vegliare sui figli loro, tutelati e garzoni, per impedirli dal prendere parte, anche di sola curiosità, nei ripetuti tumultuosi adunamenti, non potendo in simili casi distinguere gli innocenti dai colpevoli. » Nella sera stessa del 3 gennaio il Vicerè, Radetzky e Fiquelmont facevano assalire dai soldati la popolazione che inoffensiva e tranquilla passeggiava per le vie della città. Questi i sensi di moralità e d'umanità nutriti dai supremi magistrati dell'Austria!

tutti gli abitanti di questa città, è d'altronde del mio stretto dovere di non permettere che l'unione di volontà private presuma di ledere la libertà individuale, assicurata come è dalle nostre savie leggi. Diletti Milanesi! io ebbi già prove del vostro attaccamento anche alla mia persona, e ora confido nella conosciuta vostra prudenza e moderazione. Siate dunque tranquilli; fidate in chi è preposto alla direzione e al savio ordinamento dei vostri bisogni, e non tarderete a conoscere come la sovrana benignità sappia provvedere al pubblico bene. » — Bugiarde parole queste del Vicerè, avvegnachè fosse allora noto avere egli il mattino del 3 gennaio scritto al conte Spaur, *che per cogliere sul fatto i perturbatori s'avessero a mandar fuori alcune guardie travestite con lo sigaro in bocca, seguite a qualche distanza da altre pur travestite, a fine di impadronirsi dei perturbatori.* — L'arciduca Raineri, veggendo le sue parole di pace non bastare a rimettere la quiete negli animi dei Milanesi, anzi crescere ogni di più l'exasperazione eccitata dalle stragi del 3 gennaio, credette raggiugnere lo scopo suo, promettendo loro d'interporre gli uffici suoi presso l'Imperatore per ottenere le riforme desiderate e *l'esistenza politica del regno Lombardo-Veneto con istituzioni proprie*, nel medesimo tempo assicurandoli *di tener già in sue mani le redini del potere* che dovevali tutelare; in oltre, consigliavali a diffidare delle menzognere novità sparse insidiosamente dai cattivi per mantenerli nella agitazione; in fine, chiedeva lor confidenza, che della sua li ricambiarebbe, essendo la fede reciproca sorgente sempre feconda di bene (1). Mentre cittadini egregi, deputati dalla Congregazione Centrale di

(1) Nel suo manifesto del 9 gennaio il Vicerè diceva ai Milanesi, di ritornare a loro tutti come *padre*, e come capo supremo del governo, dal Sovrano fidato alle sue cure. Egli era un *padre*, che brevi di innanzi aveva fatto uccidere non pochi de' suoi figliuoli! Egli avevali ingannati sempre, e ingannarli doveva sino all'ultimo momento di sua dimora tra essi!

Lombardia, porgevano al Vicerè una supplica con la quale, chiariti i bisogni del paese, domandavasi lo esaudimento dei voti delle popolazioni, perveniva da Vienna un bando minaccioso. Era dell'Imperatore, il quale, informato de' casi allora seguitisi *nel suo regno del Lombardo-Veneto*, faceva conoscere alle popolazioni di esso sommamente dolergli lo stato d'agitazione prodotto dalle mene d'una fazione, che mirava alla distruzione del presente ordine di cose; assicuravala di ritenere obbligo sacro la tutela e difesa delle sue provincie italiane contra gli assalti da qualsiasi parte venissero; riporre egli piena fiducia nel valore e nella fedeltà dell'esercito, la cui maggiore gloria è di essere stato, come sarà sempre, valido appoggio del trono, e baluardo contra le calamità che la ribellione e l'anarchia getterebbero su le persone e gli averi dei tranquilli cittadini. — Le parole dell'Imperatore, togliendo ai Milanese ogni speranza di vedere appagati lor giusti desiderî, vie più li confermarono nella deliberazione già presa, di farla finita e per sempre con la signoria straniera.

Come a Milano, così a Pavia gli uomini del Governo facevansi provocatori di tumulti; e a Pavia come a Milano spegnevanli nel sangue cittadino! Nella sera del 9 gennaio i cittadini e nel mattino del 10 gli studenti dell'Università, insultati dalle soldatesche austriache, venivano con queste a conflitto; il quale durò poco, avvegnachè il numero e la potenza delle armi in breve ora opprimessero i sollevati. Se l'ordine fu senza molta fatica restaurato nella città, l'agitazione però vi si mantenne, accrescendo ognor più di intensità. Di maggiore gravità furono i casi in quel mezzo seguitisi in Padova; più feroce la pugna combattutasi tra i cittadini e i soldati, provocata come a Milano e a Pavia dagli uomini del Governo. I Padovani, allo scopo di impedire nella loro città le brutte scene, per le quali la metropoli lombarda era andata insanguinata, avevano chiesto che si vietasse ai soldati di frequentare i caffè; ch'essi si ritirassero, al cadere del giorno, a' loro quar-

tieri; e agli studenti dell'Università s'accordasse di ordinarsi in legione. Niegato il soddisfacimento a tali domande, la città levossi a romore, gridando evviva all'Italia e a Pio IX, e morte agli Austriaci; alle quali grida, quasi fosse una chiamata, il presidio, che già stava in su l'arme, uscito da' suoi quartieri, correva ad assaltare il caffè Pedrocchi, ove gli studenti eransi afforzati. Dopo serio contrasto, i soldati invasero il caffè e ne cacciarono i sollevati; i quali, oppressi dal numero de' nimici, andavano rotti e dispersi: onde in brevi ore il moto veniva spento. Il dì appresso l'Università, che tenevasi qual focolare di congiure, si chiudeva, e buona parte degli studenti, per fuggire alle persecuzioni e alle violenze della fazione soldatesca, già spadroneggiante in Padova, lasciava la città per tornare alle loro famiglie. — Non ostanti le torture, che facevansi soffrire ai prigionieri allo scopo di costringerli a svelare il tanto temuto *Comitato segreto*, sognato dal Vicerè, da Fiquelmont e da Radetzky; non ostanti le minacce di riaprire l'orrendo sepolcro dei vivi, lo Spielberg; non ostanti, in fine, gli ordini severi del magistrato civile, che vietavano le ragunate tumultuose di popolo, le costui rimostranze di malcontento contra il Governo andavano in Milano succedendosi senza interruzione e facevansi eziandio ogni volta più ordinate e clamorose (1). La via della città, che la rabbia austriaca aveva bruttata di sangue, rimase allora deserta, per popolarsi quella che conduceva alla porta Romana, e da quel giorno intitolossi dal nome

(1) Il 12 febbraio il conte Spaur, Governatore della Lombardia, in un manifesto agli abitanti di Milano, fatto da prima conoscere, essere l'Imperatore risoluto a non tollerar più veruna rimostranza popolare di mire antipolitiche e volere ad ogni costo impedita qualsiasi perturbazione della tranquillità pubblica, avvertivali poi che, coloro i quali contravventassero agli ordini del Sovrano, sarebbero immediatamente puniti. — In tutti i bandi dell'Austria noi troviamo sempre le solite minacce; essa dunque non poteva tenersi in soggezione i popoli con l'amore e coi buoni modi di governo, ma soltanto col terror dei castighi.

del Sommo Pontefice; vuoti rimasero i teatri, ma frequentissime e affollate le chiese, soprammodo quando pregavasi per li caduti al 3 gennaio; la gioventù portò abiti di velluto e cappello ornato di piume, giusta l'usanza antica; le donne, in segno di lutto, vestironsi a bruno. Il barone Torresani Lanzenfeld, ritenendo che i cappelli foggiate alla *Calabrese*, all'*Ernani*, alla *Puritana* fossero segnali di società segrete, ne vietò l'uso; ed eziandio proibì di portare *qualstasi simbolo politico o segno di riconoscimento di setta*; ai disobbedienti a' suoi ordini minacciò *l'arresto immediato, salvo sempre quanto altro fosse di legge*. — *Tre giorni di sangue daranno alla Lombardia trent'anni di pace*; le quali parole, pronunciate dal vecchio maresciallo al primo manifestarsi del malcontento in Milano, provavano splendidamente, che in quel tempo l'esercito era divenuto un vile strumento del paterno Governo, che nel 1846 aveva, in Galizia, organato l'assassinio! A preparare sue soldatesche a nuove stragi, Radetzky, nell'ordine del giorno 18 gennaio, aveva lor detto: = L'Imperatore tenersi sicuro dell'appoggio dell'esercito, del quale conosceva il valore e la fede, per combattere i nimici interni ed esterni della Monarchia. Starsi tuttavia salda in sue mani la spada che egli — il maresciallo — da sessantacinque anni impugnava con onore; saperla ancora adoperare per difendere un paese, poc'anzi felicissimo, e che allora una fazione frenetica tentava precipitare nella miseria. Essere dovere dei soldati di proteggere i cittadini amici e fedeli al Sovrano, e di distruggere l'inimico che turbasse la pace e il benessere dei popoli. = La novella dei casi di Milano, che gettarono nell'afflizione tutta l'Italia, rapidamente corse l'Europa; e l'opinione pubblica, segnatamente in Francia e in Inghilterra, mosse, per la stampa, gravi censure al *feroce* operato del Governo austriaco. Intanto nella penisola il progredire delle idee liberali, da prima lento e in picciola cerchia ristretto, andava accelerando la sua corsa ascendente, avvegnachè si fossero quelle aperta la via persino

nelle Corti dei regnanti. La parte liberale, che aveva allora riportate splendide vittorie nella Svizzera, romoreggiava in Alemagna e in Francia e ne minacciava di rovina i Governi; i quali, mostrandosi nimicissimi a riforme e pretescendo *il rispetto ai trattati e la conservazione della pace*, volevano condannati i popoli alla immobilità. « Una grave agitazione, scriveva in quel mezzo il ministro Guizot agli oratori di Francia presso le Corti dei principi d'Italia, si manifesta nella penisola e propagasi in tutti gli Stati di essa. Importa che in questa circostanza le mire politiche del Governo del Re vi sieno ben note e regolino il vostro contegno e il parlar vostro. Il mantenimento della pace e il rispetto ai trattati sono sempre le basi della nostra politica, che noi giudichiamo egualmente necessari alla felicità dei popoli e alla sicurezza dei Governi, agli interessi morali e materiali della società, al progredire della civiltà e allo affermarsi dell'ordine europeo. »

Gli Italiani, che le stragi di Milano e la sollevazione di Sicilia avevano commosso a sdegno e a pietà, quando seppero che dall'armi sicule, vittoriose dei Borboni, il re Ferdinando era stato costretto ad accordare ai sudditi suoi una *costituzione rappresentativa*, non più accontentaronsi di riforme, ma vollero un reggimento più liberale, vollero una *costituzione*; che non tardarono molto ad ottenere dai loro principi. E primamente l'ebbe Toscana dal suo Leopoldo II; il quale, a quietare gli animi del popolo, profondamente turbato dai tristi casi di Lombardia, al subito annunzio di essi aveva promesso di dare al paese istituzioni, *il cui carattere eminentemente patrio e nazionale dovesse contribuire alla causa dell'unione e della indipendenza d'Italia*. Gino Capponi, Niccolò Lami, Pietro Capei, Leopoldo Galeotti e Leonida Landucci, incaricati dal Granduca, scrissero uno *Statuto fondamentale* consultivo; ma il ministro Baldasseroni lo respinse dicendolo non adatto ai tempi; abbisognare *istituzioni rappresentative, con facoltà legis-*

lative e voto deliberativo. Rifatto il lavoro, giusta i principi e i consigli del savio Ministro, lo Statuto veniva promulgato il 17 febbraio di quell'anno 1848; nella quale solenne occasione Leopoldo II parlò in queste sentenze: « Il compiuto sistema di Governo rappresentativo, che in questo giorno fondiamo, è prova della fiducia da noi posta nel senno e nella oramai compiuta maturità dei popoli nostri a dividere con noi il peso dei doveri, dei quali possiamo con intera sicurezza confidare che sia tanto vivo il sentimento nel cuore dei nostri sudditi, quanto è, e fu sempre, nella coscienza del loro principe e padre. » — Allora Firenze vestissi a festa; a festa suonò la campana del Comune e le artiglierie menaron gazzarra; nel maggior tempio si cantò il *Te Deum*; su la torre di Giotto alzossi il vessillo italiano dei tre colori; sul palazzo della Signoria sventolò quel di Toscana; dovunque spiegaronsi le bandiere degli Stati italiani; abbrunate furono quelle portanti la Biscia viscontea di Milano e il Leone alato di San Marco dell'antica repubblica veneta. — Al cominciar del gennaio di quell'anno 1848 il Municipio di Genova, fortemente sdegnato contra i Gesuiti, i quali con arti subdole combattevano le riforme, già bene avviate e che dovevano condurre il paese alle maggiori libertà, deputava a Carlo Alberto alcuni cittadini per chiedergli l'espulsione dallo Stato della *Compagnia* — minacciante turbare l'ordine pubblico — e la istituzione della *guardia civica*; da venti mila persone d'ogni classe, uomini e donne, vecchi e giovani, e persino dei sacerdoti avevano sottoscritta la domanda. Appena la deputazione genovese arrivò a Torino, i direttori dei principali diari della città riunironsi a consulta per discutere e deliberare intorno il modo più efficace a far raggiungere dai deputati di Genova lo scopo della loro missione. Volevano alcuni, che il Municipio facesse accompagnare gli oratori liguri da una deputazione torinese, la quale avesse a chiedere per sè quanto Genova domandava le fosse concesso. A tale proposta si oppose il conte Camillo Cavour

— che era tra gli scrittori del *Risorgimento* — il quale con molto calore sostenne quel provvedimento temperatissimo non essere più adatto ai tempi che allora volgevano, agitati troppo e tempestosi; a impedire i tumulti popolari non basterebbero più tra breve le riforme poco innanzi accordate; francamente si domandasse al Re una *costituzione*. Mandata a partito la proposta dell'illustre pubblicista, sebbene da non pochi vivamente combattuta, credendola troppa arrischiata, nondimeno vinse la prova. Il Re, male informato — forse con malizia di chi era avverso a novità — delle deliberazioni prese dall'assemblea de' giornalisti, mostrossi altamente sdegnato; per la quale cosa Cavour, Predari, Durando e Brofferio, reputando necessario far conoscere a Carlo Alberto la verità in tutta la sua pienezza, senza por tempo in mezzo gli trasmisero una relazione di quanto era stato discusso e risoluto nella loro riunione; allora il Re si disse contento dell'operato di quella assemblea: lo che accadeva il 7 gennaio (1). — Allora che al cader di questo mese giugneva in Torino la novella che Ferdinando di Napoli aveva pubblicato un bando, nel quale stavano scritte le basi di uno *Statuto costituzionale*, il Municipio subito riunivasi a consulta per chiedere al Re la istituzione della *guardia civica*; ma il

(1) Cavour volle accompagnata la relazione sua e de' soci suoi al Re da una lettera, nella quale essi facevangli conoscere, *che il timore di veder turbato l'ordine pubblico avevali indotti a riunirsi per esaminare insieme i gravi avvenimenti politici del Paese; che i fatti compiutisi nelle loro riunioni erano stati disnaturati dalla malevolenza e dalla mala fede. Bene avrebbero voluto rivelare per la stampa la verità di quei fatti; ma ne erano stati impediti dal censore per ragioni di ALTA CONVENIENZA; onde prendevansi la libertà di render note al loro Sovrano le opinioni manifestate nell'assemblea dei giornalisti, nella speranza che, qualunque fosse il giudizio della M. S. sul modo da essi tenuto nel considerare gli avvenimenti, si degnerà sempre riconoscere, che il solo loro scopo fu di conciliare la grandezza del trono e la forza del Governo coi veri interessi del Paese.*

conte Pietro di Santarosa saviamente osservando che tale istituzione dopo i casi di Sicilia e gli avvenimenti di Napoli era ben poca cosa, proponeva di domandare una *costituzione rappresentativa*, che avesse a porre la Sardegna nella libertà e nelle forme di Governo al pari di Toscana e di Napoli. La quale proposta avendo vinto il partito, il Consiglio, seduta stante, dava a Sineo, a Galvagno, a Buoncompagni e a Santarosa l'ufficio d'esprimere al Sovrano il voto della città, ch'era pur quello della nazione. L'opera del Municipio correva d'accordo con quella dei Ministri; i quali, rivelate francamente al Re le condizioni del paese e chiaritagli la necessità d'appagare le legittime aspirazioni del popolo a maggiori libertà politiche, pregavano di concedere una *Costituzione*, che valesse a salvare lo Stato in quel tempo in cui la commozione universale e il romoreggiare di Francia, desiderosa di democrazia assoluta ed esclusiva, e di Germania, bramosa di unità nazionale, facevano temere gravi perturbazioni nell'ordine pubblico d'Europa. — « La *Costituzione* sarà dunque conceduta a' miei popoli, esclamava allora Carlo Alberto; ma il decreto di essa verrà segnato da mio figlio. » — Il Re, che un giorno aveva promesso a Carlo Felice, fors'anche in momenti difficili anche all'Austria, di non accordare mai al regno suo forma nessuna di governo rappresentativo, per non rompere la fede data, voleva rinunciare alla corona. Se non che, fatto di poi persuaso non potersi da principe cristiano negare ai sudditi ciò ch'era necessario al loro maggior bene, lasciata ogni titubanza, dopo avere ricevuto il memoriale del Municipio torinese, con quell'ardore e quell'entusiasmo per la libertà, che un dì ebbe mostrato di possedere, sottoscrisse, giurò e concedè uno *Statuto rappresentativo*, le cui basi vennero pubblicate nel regio decreto del giorno 8 febbraio (1). — Il 4 marzo pro-

(1) « I popoli, che per volere della divina Provvidenza governiamo da diciassette anni con amore di padre — così cominciava il decreto —

mulgavasi lo *Statuto fondamentale*, al quale Carlo Alberto metteva innanzi queste solenni parole: « Con lealtà di Re e affetto di padre noi veniamo oggi a compiere quanto avevamo annunziato ai nostri amatissimi sudditi col nostro manifesto dell'8 ultimo scorso febbraio, con cui abbiamo voluto dimostrare in mezzo agli eventi straordinari che circondavano il Paese, come la confidenza nostra in loro crescesse con la gravità delle circostanze, e come prendendo unicamente consiglio dagli impulsi del nostro cuore fosse ferma nostra intenzione di conformare le loro sorti alla ragione dei tempi, agli interessi e alla dignità della nazione. Considerando noi le larghe e forti istituzioni rappresentative contenute nel presente Statuto fondamentale come mezzo il più sicuro di raddoppiare coi vincoli d'indissolubile affetto che stringono all'itala nostra corona un

hanno sempre compreso il nostro affetto, siccome noi cercammo di comprendere i loro bisogni; e fu sempre intendimento nostro che il principe e la nazione fossero coi più stretti vincoli uniti pel bene della patria. Di questa unione ognor più salda avemmo prove ben consolanti nei sensi con cui i sudditi nostri accolsero le recenti riforme, che il desiderio della loro felicità ci aveva consigliate per migliorare i diversi rami d'amministrazione, e iniziarli alla discussione dei pubblici affari. Ora poi che i tempi sono preparati a cose maggiori, e in mezzo alle mutazioni seguite in Italia non dubitiamo di dar loro la prova la più solenne che per noi si possa della fede che conserviamo nella loro devozione e nel loro senno. Preparate nella quiete si maturano nei nostri consigli le politiche istituzioni, che saranno il compimento delle riforme da noi fatte e verranno a consolidarne il beneficio in modo consentaneo alle condizioni del Paese. Ma fin d'ora ci è grato dichiarare, siccome col parere de' nostri Ministri e dei principali consiglieri della nostra Corona abbiamo risoluto e determinato di adottare le seguenti basi di uno *Statuto fondamentale* per istabilire nei nostri Stati un compiuto sistema rappresentativo. » — Qui seguivano le basi dello *Statuto*; il decreto poi chiudevasi così: « Iddio protegga l'èra novella che si apre ai nostri popoli; e intanto ch'essi possono far uso delle maggiori libertà acquistate, di cui sono e saranno degni, aspettiamo da loro la rigorosa osservanza delle leggi vigenti, e la imperturbata quiete tanto necessaria a ultimare l'opera dell'ordinamento interno dello Stato. »

popolo che tante prove ci ha dato di fede, d'obbedienza e d'amore, abbiamo determinato di sancirlo e promulgarlo, nella fiducia che Iddio benedirà le pure nostre intenzioni, e che la nazione libera, forte e felice si mostrerà sempre più degna dell'antica fama, e saprà meritarsi un glorioso avvenire. » — I Ministri di Carlo Alberto avevano composto lo *Statuto* su la *Costituzione borbonica francese* del 1830, su la quale parimenti erano state dettate le *Costituzioni* degli altri principati italiani (1). Lo *Statuto*, con cui reggesi oggigiorno il regno d'Italia, è quello stesso dell'antica monarchia sarda, che i Governi succedutisi dal 1850 in poi con poca sapienza accomodarono ai bisogni della nazione riunita, senza considerare che a grande edificio mal si confanno le istituzioni di picciolo paese, e che i nuovi tempi e le mutate condizioni domandavano e tuttavia domandano ordinamenti nuovi. Dal 1848 ai giorni che corrono, uomini e cose camminarono a passo di gigante, e sempre avanzeranno, chè mente umana non può assegnare il limite innanzi al quale si arresterà il progredire delle idee; lo *Statuto* nostro si lentamente d'allora camminò, da poterlo ritenere, a forte ragione, *immutabile* o condannato a *immutabilità* perpetua. È ben vero che lo *Statuto* tolse al Re molti diritti a vantaggio della nobiltà e della ricca borghesia; ma al popolo, che nello Stato sopporta i pesi maggiori, non arrecò benefici che di lieve momento. Quando, dopo le fortunate guerre del 1859, d'Ancona e di Gaeta, i

(1) « La *Carta* di Luigi — scrisse Romagnosi — e quanto alla forma e quanto alla sostanza, non merita il nome di Costituzione. Imperocchè, lungi che vi si riconosca il principio fondamentale della nazionale sovranità, questa all'opposto si suppone tutta concentrata in una famiglia espulsa; ed egli col segnare al suo regno la data di diciannove anni, dichiara ribelle tutta la Nazione francese. Quanto alla sostanza, fu già stampata e divulgata l'osservazione: *che tutto considerato, l'intera Costituzione sta compresa nella formola: IO IL RE*, e niuno può lasciarsi lusingare che la libertà nazionale possa avere in essa la benché menoma guarentigia. »

Ducati e la Toscana, le Romagne e Napoli venivano chiamate a darsi al Re galantuomo, patto di lor dedizione avrebbe dovuto essere uno Statuto, non già rinnovato, ma tutto nuovo. Ciò non si fece dai Ministri di parte moderata che, morto Cavour, per sedici anni siedettero al governo della cosa pubblica; da quegli uomini, i quali conservatori si chiamano, quasi che al mondo conservazione vi sia (1), mentre tutto è moto, avvegnachè moto sia lo andare avanti, moto lo indietreggiare; nè un nuovo *Statuto* ancor si diede all'Italia da coloro che da cinque anni trovansi a capo dell'amministrazione dello Stato, e son di parte liberale.

Alla notizia delle *Costituzioni* concesse da Leopoldo e da Carlo Alberto ai loro popoli di Toscana e di Sardegna, Roma riempivasi di gioia, e la manifestava con inni, canti e luminarie; ma allo annunzio della sollevazione di Francia — la quale, cacciata la dinastia degli Orleans, aveva acclamato la repubblica — la città eterna, prima così serena e tranquilla, cadeva in preda alla più viva commozione. Fu allora che il principe Corsini, Senatore di Roma, accompagnato da alcuni membri del Municipio, recavasi presso il Sommo Pontefice e, in nome del popolo, del Consiglio comunale e della Magistratura, pregavalo d'accordare governo rappresentativo e franchigie costituzionali, allo scopo di levare lo Stato della Chiesa all'altezza di Napoli, di Toscana e di Sardegna. — E Pio IX rispondevagli: = I gravi avvenimenti succedutisi di quei giorni in Italia e in Francia fargli apprezzare la sennatezza di quelle richieste. Avere egli inteso sempre le sue cure a cercare la forma di governo che meglio convenisse ai bisogni dei tempi e a stabilire i confini che, senza offendere la giustizia, dovessero separare la potestà religiosa dalla terrena. Promettere

(1) Nel mondo tutto è vita, la vita è moto; *conservare il moto*, come vorrebbe la parte moderata, è cosa assurda.

di soddisfare tra breve ai desiderî del popolo, e per ciò affidarsi egli a Dio, il quale benedirebbe i voti suoi e le sue opere. — Il 10 marzo il Papa eleggeva nuovi Ministri, la maggiore parte laici; capo di essi il cardinale Antonelli; indi convocava il Sacro Collegio per discutervi lo *Statuto* fondamentale del tanto desiderato governo rappresentativo, che quattro giorni di poi ei faceva promulgare. — In quel mezzo anche nei minori Stati d'Italia rinnovavansi gli ordinamenti politici, e mutavansi in *costituzionali* i governi poco innanzi despotici. Al cadere del gennaio la picciola signoria di Monaco muovevasi a romore gridando la *Costituzione*. A sedare il moto, il principe Florestano, che dimorava a Parigi, volgevasi per aiuto d'armi al re Carlo Alberto, il quale teneva su Monaco l'alto dominio. Negatogli il soccorso implorato, Florestano, costretto ad accordare ai sudditi quanto avevangli tumultuariamente chiesto, il 12 febbraio pubblicava uno *Statuto costituzionale*, serbando però per sè la potestà suprema e concedendo quella di far le leggi a una Consulta di dodici cittadini, dei quali metà doveva essere eletta dal principe, metà dal popolo. — Poco di poi Parma levavasi in arme contra il despòtico suo signore, gridando *libertà e costituzione*; gli ele negava da prima Carlo Lodovico, che non voleva diventare principe costituzionale; ma di poi, temendo il popolo che ogni momento più infuriava, cedeva, fidando la reggenza del ducato ad alcuni cittadini, incaricati di studiare e proporre le riforme domandate. Nè con ciò riescendogli di ricondurre a tranquillità i cittadini — i quali, non ostante la promessa fatta loro dal Duca d'entrare nella *Legga italica* per l'indipendenza della patria, non mettevano fede in lui, *vassallo* dell'Austria. — Carlo Borbone abdicava in favor del figliuolo; che, al pari del padre invisato ai sudditi, non potendo reggersi contra il popolo fattosi sempre più minaccioso, fuggiva di Parma: onde la Reggenza, libera d'ogni soggezione, creato un Governo temporaneo cacciava dallo Stato il presidio austriaco. — Francesco V di Modena, al cui orec-

chio mal suonavano le parole *libertà* e *Statuto*, ritenendosi in grande sicurezza perchè da soldatesche imperiali protetto, non solamente rifiutava concedere ai soggetti suoi le riforme costituzionali implorate, ma di ferro minacciava e di fuoco se ardissero tentar novità. Se non che poco appresso, costrette le armi che il proteggevano a rivalicare il Po per combattere la sollevazione lombarda, l'Estense, venuto in gran timore del popolo da lui offeso, lasciava il Ducato per ripararsi in Austria: per la quale cosa Modena rivendicavasi in libertà. — Fu allora che il granduca Leopoldo riuniva a Toscana la Garfagnana, Massa e Carrara e gli ex-feudi della Lunigiana; *i quali*, com'egli ebbe a dire in un suo manifesto a quei popoli, *eransi veduti con tanto dolore scambievolmente separare dal Granducato; e che, per la geografica loro condizione, per li traffici, per le industrie del vivere e per le affezioni furono mai sempre avvezzi a considerare se stessi come congiunti alla prossima Toscana. Volendo che l'aggregazione loro non fosse per interporre alcun ostacolo alle future sorti d'Italia, e che nessuno, comunque non prevedibile evento, avesse a pregiudicare mai la volontà e gli interessi di quei popoli a Lui carissimi, dichiarava fin d'allora, che nel nazionale ordinamento, che con tale atto aveva in animo di promuovere, e a cui professava di voler ora per allora conformarsi, mentre avrebbe sostenuto questa unione vantaggiosa del pari alle due parti che la formavano, intendeva che per qualsiasi caso contrario restasse preservata ai popoli, ora a lui aggiunti, quella naturale libertà per la quale possono in ogni evento provvedere a se medesimi, e di essi non venga disposto altrimenti senza il loro consentimento.* — L'Italia era sorta allora a vita nuova; però la sua rivoluzione politica non era compiuta, avvegnachè i popoli lombardo-veneti gemessero tuttavia sotto il giogo di dominazione straniera, che di que' giorni li opprimeva assai più, che non avevalo fatto mai per lo innanzi. Al congiurare di quella gente infelice seguivano

repressioni feroci; e ai moti e alle rimostranze popolari fossero pure di festa, sempre tenevan dietro relegazioni, prigionie e torture. Ma quando suonò l'ora del nazionale riscatto, Milano, levatasi in armi come un sol uomo, dopo una lotta sanguinosa di cinque giornate, cacciava di sue mura le poderose schiere austriache che la presidiavano; le quali, pochi giorni prima, balde per numero e per potenza d'armi, avevano fatto strage de'suoi cittadini; e Venezia, costrette le soldatesche imperiali a scendere a patti, riconquistava sua libertà.

CAPITOLO IV.

La repubblica in Francia — La sollevazione lombardo-veneta.

Sollevazione di Parigi del febbraio 1848; i banchetti. Il Duca di Praslin; inchiesta governativa. La riforma del Parlamento e i diritti di riunione. — Il 22 febbraio e la sollevazione; Thiers e Bugeaud. L'abdicazione di Luigi Filippo; la fuga. Il 24 febbraio e la repubblica. — Agitazione germanica. Moti di Berlino. Il Parlamento di Francoforte. Sollevazione di Vienna. — Venezia si toglie alla signoria austriaca. Milano e le *cinque giornate* del marzo 1848. Barbarie austriaca. — Sollevazione di Varese, Como, Lecco, Brescia, Cremona, Mantova e Verona.

Mentre in Italia la parte liberale riportava splendide vittorie e le faccende patrie prosperamente camminavano, promettevoli di sempre più lieto avvenire, il trono degli Orleans — i quali avevano corrotto la libertà (1) — venutogli meno l'appoggio del popolo, cadeva a terra, e sopra le sue rovine alzavasi una repubblica pacifica, moderata e costituzionale, che spiegò, non la bandiera della

(1) « I principi d'Orleans avevano fatto rinascere i funesti costumi della Reggenza e del Direttorio; ciascuno d'essi erasi creato una Corte di intriganti e di furbi. — Erano caccie e corse di cavalli splendide a Chantilly o a Compiègne; giorni di galanteria e notti di giuoco; erano feste veneziane sul terreno di Canonville, preparato per ricevere i colpi dei forti. » — CAUSSIDIÈRE, *La Révolution de février*.

democrazia assoluta ed esclusiva — come da prima credevasi — sibbene la bandiera dei tre colori a memorare un passato di gloria e di grandezza nazionale; su la quale i Francesi scrissero le parole: *libertà, eguaglianza, fraternità*, che furono ognora l'impresa dei *Franchi Muratori*; parole sublimi e rivelatrici dei sentimenti che dovrebbero unire tutti i popoli in una sola famiglia. Ma la Francia presto le dimenticava; avvegnachè, scorso appena un anno, sotto le mura di Roma repubblicana, i suoi supremi reggitori traessero quella bandiera nel fango, e a suo grande vituperio e maggiore sua vergogna la bruttassero del sangue di libera gente. I gravi abusi, che già da lunga pezza accadevano nelle elezioni, i quali chiarivano l'esistenza di non meno gravi difetti nella legge elettorale, avevano destato il malcontento universale e con esso il bisogno di riforme. A ottenere le quali, scrisse Garnier-Pagès, « tre mezzi efficacissimi: una *petizione*, che doveva rovinare nella opinione pubblica la legge del 1831; i *banchetti* a Parigi e nei dipartimenti per mostrare e rafforzare l'accordo di tutte le divisioni dell'opposizione al Governo; un *comitato misto*, incaricato di accentrare la direzione del moto riformatore (1). » Il 9 maggio 1847 ebbe luogo in Parigi, al *Château-Rouge*, il primo banchetto dei *Riformatori*. Il Magistrato civile tentò impedire tale manifestazione dell'opinione pubblica, perchè ostile al Governo; ma il Comitato promotore del banchetto, forte del *diritto di riunione*, chiese e ottenne dai Ministri — pure essi da prima dubbiosi sul concedere la licenza invocata in nome della legge — che venisse tolto il divieto inconsulto di quel Magistrato. Ottantasei deputati accettarono l'invito e siedettero al banchetto « con elettori, giornalisti e coi rappresentanti di tutte le divisioni dell'opposizione, dimentichi dell'antiche dissensioni, riuniti in uno

(1) *Histoire de la Révolution de 1848*, tom. iv, cart. 101; Parigi, 1861.

stesso pensiero del bene pubblico, tendenti allo stesso scopo, raccolti sotto la stessa bandiera, la bandiera della riforma elettorale e del Parlamento (1). » — In quel banchetto, al quale presero parte da milledugento persone, si fecero brindisi *alla sovranità nazionale, alla rivoluzione del 1830, alla riforma elettorale e del Parlamento, alla città di Parigi, alle classi operate, alla stampa, ai Deputati riformatori e al Comitato*. L'esempio di Parigi ebbe subito imitatori nei dipartimenti, e banchetti numerosi ebbero luogo a Colmar, a Strasburgo (2), a Soisson, a Compiègne, a Périgueux, a Meaux, e in molte altre città, che inutile è ricordar qui. — Di quei giorni un delitto orrendo commettevasi in Parigi, delitto che tutta commosse

(1) GARNIER-PAGÈS, *Histoire de la Révolution de 1848*, tom. IV, cart. 108; Parigi, 1861.

(2) Ecco cosa scriveva il *Corriere francese*, a di 9 settembre 1847, intorno il banchetto di Strasburgo: « La città di Strasburgo fece ora la manifestazione politica la più ammirabile e la più significativa; giammai avvertimento più solenne fu dato al Governo dall'Alsazia malcontenta e sdegnata... In sul finire del banchetto e in mezzo alle più calorose acclamazioni l'avvocato Liectenberg brindò alla *sovranità nazionale*; tutto per la nazione, tutto per essa! che questo principio fecondo e vivificatore sia oramai e per sempre la nostra impresa! Le dinastie si spengono, le nazioni sono immortali!... — Glaxin, brindando alla *probità politica*, disse: dover essere questa di tutti gli uomini che governano le faccende del loro paese!... Ma al contrario sonvi Ministri corrompitori e civilmente degradati! Sonvi ufficiali superiori colti nell'atto di fare scrocchi, e ufficiali pubblici, locati in alto, accusati e convinti di prevaricazione! e tutte queste turpitudini trovansi accumulate nelle più alte classi della società! — E Steiner, nel suo brindisi alla *moralità politica* parlò in queste sentenze: « Che dire di un ordinamento rappresentativo, nel quale le leggi e le imposte sono fatte e messe da chi sale alla tribuna e siede alla cassa del *Tesoro*? che dire di Ministri, rispetto all'onestà sì poco scrupolosi, che appena usciti dal Consiglio del Re, sono dalla giustizia mandati al banco degli accusati? in fine, d'un sistema di governo, il quale, allora che trattasi d'una riforma politica o di una diminuzione d'imposte, risponde: nulla, nulla, nulla? »

e contristò la città; il duca di Praslin, Pari del regno, genero del maresciallo Sebastiani, aveva ucciso la moglie sua, madre di nove figliuoli! Condannato a morte dalla Camera dei Pari, costituitasi in suprema Corte di giustizia, l'assassino toglievasi col veleno alla vergogna del patibolo. Se il feroce misfatto del duca di Praslin, il quale aveva ucciso una sposa, che ebbe sempre in lui solo riposto i suoi affetti, la sua felicità, il suo appoggio e tutta la sua famiglia (1); se quel feroce misfatto, io dico, aveva destato universale commozione, l'essere il parricida sfuggito alla pena meritata e all'azione della giustizia eccitò lo sdegno di tutto il paese (2). Grave accusa venne allora a pesare sul Governo del Re e su la stessa Camera dei Pari, ai quali l'opinione pubblica diede colpa d'aver porto il veleno a *lui* che scendeva d'alto lignaggio, per toglierlo a morte ignominiosa; quasi che l'infamia dovesse essere il frutto della pena, non del delitto. I Ministri e i Pari del regno, a scolparsi di tanta imputazione, ordinavano indagini — in apparenza severe — sul tristissimo caso, fidando il carico al medico spagnuolo Orfila — le cui teoriche su la *lossicologia* erano state trovate erronee dall'Accademia delle Scienze (3) — di ricercare nel cadavere del suicida le prove dell'avvelenamento. L'Accademia aveva francamente consigliato al Governo di non appoggiarsi a quel medico nelle cause criminali, ma di questo savio consiglio i Ministri non si curarono; e sebbene si trattasse d'affare che sommamente interessava la coscienza pubblica, con una impudenza, che offendeva quelle convenienze ch'essi

(1) Lettera del giugno 1841 della duchessa di Praslin a suo marito.

(2) La duchessa di Praslin fu uccisa il 18 agosto 1847; il 21 il Duca, suo marito, entrava nelle prigioni del Luxembourg; il 24, alle ore quattro e mezza pomeridiane, moriva avvelenato d'arsenico.

(3) Il 15 giugno 1841 l'Accademia delle Scienze e il 17 agosto di quell'anno stesso l'Accademia di Medicina condannavano i *metodi tossicologici* del dottore Orfila.

avrebbero dovuto rispettare sempre, segnatamente poi in quei momenti difficili, confermavano l'ufficio già dato a Orfila, dalla cui bocca il *vero* non poteva essere creduto mai. I risultamenti dell'inchiesta governativa, delle osservazioni *medico-legali* e delle esperienze chimiche del medico spagnolo, non solamente furono inefficaci a rischiarare i dubbi e a dissipare i sospetti concepiti sui Ministri e sui Pari del Regno, ma servirono anzi ad accrescerli non poco e con danno gravissimo della moralità dei supremi reggitori di Francia e dei consiglieri del re Luigi Filippo.

I banchetti, che andavano senza interruzione succedendosi in tutto il paese, accrescevano a dismisura l'agitazione; le parziali elezioni politiche di quei giorni riescirono avversissime al Governo, contra il quale cominciava apertamente la lotta; e l'opinione pubblica, ogni dì più afforzantesi, diventava a non lungo andare oltrepotente. La monarchia degli Orleans, la quale perseverava nella malvagia impresa di corrompere uomini e cose, era caduta in dispregio; pure non contra il Re levavasi allora il popolo, ma contra la corruttela politica, che tutto invadeva e nulla rispettava; virtuoso intento, questo del popolo, che Dio l'aiutava a raggiungere, accecando Re e Ministri, i quali insensatamente respingevano i savi consigli degli amici dabbene e leali, che sforzavansi trarli dalla mala via. « Io desidero, esclamava De Boissy alla Corte dei Pari, che i Ministri passino da questi banchi a quello degli accusati. » — A protestare contra la corruttela dei costumi — di quei giorni più impudentemente che mai signoreggiante in Corte e negli alti carichi governativi (1) — i Deputati riforma-

(1) « La Corte, i Ministri, gli ufficiali pubblici e gli aristocratici consumavano le rendite del paese; la lista civile spremeva, quanto più poteva, quella de' suoi possedimenti e dava grandi tagli alle foreste dello Stato. Aumentavansi le imposte alle voglie sfrenate di tutti i servitori del Governo personale, e il *libro rosso* ci mostrò come marchesi, ambasciatori, generali, contesse e milionari si dividessero i fondi

tori deliberavano di rinunziare al proprio mandato; ma veggendo tornar ciò a vantaggio dei Ministri che volevansi abbattere — avvegnachè pochi di essi sarebbero stati rieletti dal popolo per le mene del Governo stesso — risolvettero di rimanere saldi nel loro ufficio per difendere la libertà e i diritti della nazione. In oltre, a dare nuova e solenne manifestazione del malcontento popolare prepararono in Parigi un altro banchetto, al quale dovevano prender parte mille cittadini d'ogni classe; in esso alcuni oratori, già designati, avevano a discorrere della *riforma del Parlamento e dei diritti di riunione*. Era stato deliberato altresì di conservare una calma dignitosa, allo scopo di non dare pretesto al Magistrato civile d'intervenire; di non rispondere ai provocatori di tumulto; d'evitare ogni contrasto con la forza pubblica, ogni conflitto con l'esercito. — Degne a ricordarsi le parole del bando, messo fuori il giorno innanzi al banchetto, intorno l'ordine di esso: « La Commissione, convinta che tale manifestazione sarà altrettanto più grande, quanto più sarà impedito ogni pretesto di lotta, invita i cittadini a non alzare verun grido, e non portar bandiere nè segni esterni; prega eziandio le guardie nazionali, che prenderanno parte alla manifestazione popolare, a intervenire senza armi, trattandosi d'una protesta

secreti... La Provvidenza provava allora con una serie di disastri la vecchia monarchia che ne meritava, da vicino o da lontano, la malleveria. A fianco alla miseria, le inondazioni della Loira, le disgrazie su le ferrovie, gli incendi... Dei segni ancor più forti, più chiari, vennero a condannare la monarchia e a squarciare gli ultimi veli che per diciassette anni avevano coperto il suo colpevole traffico del popolo francese... Un Ministro, un Pari di Francia, un millionario furono trascinati davanti ai tribunali di concussione; un principe fu condannato quale falsario; un aiutante di campo del Reggente, cacciato quale scroccone; un ambasciatore uccidevasi per cause misteriose; un altro ambasciatore del Re portava il rasoio sul collo de' suoi figliuoli; un segretario d'un Ministro, un Pari di Francia vendevano uffici pubblici a prezzo d'oro... » — CAUSSIDIÈRE, *La Révolution de février*, Introd.

legale e pacifica, che dev'essere sopra tutto potente per numero e per lo contegno fermo e tranquillo dei cittadini. La Commissione incaricata di ordinare il banchetto del dodicesimo distretto crede dover ricordare che la manifestazione ha per oggetto d'esercitare pacificamente e legalmente un diritto costituzionale, e il diritto di riunione politica, senza il quale il Governo rappresentativo sarebbe affatto derisorio. » — I Ministri del Re, credendo di scorgere nel bando dei Riformatori una usurpazione dei loro diritti e, giusta le parole di Guizot, *un governo a fianco di quello ch'egli dirigeva*, non potendo impedire il banchetto, vollero che i invitati vi si recassero senza pompa, nè tutti assieme, com'era stato da essi poco prima convenuto; minacciando, se disobbedissero, di sperderli anche con la violenza e reprimere con le armi ogni perturbamento o tentativo di ribellione. Allora i Deputati *riformatori*, a impedire un conflitto sanguinoso tra il popolo e la forza armata — che i Ministri e il Re desideravano — pubblicarono bandi, nei quali, dopo aver posto in luce i pravi disegni del Governo — le cui irresoluzioni nel concedere o nel negare avevano chiaramente provato, non trovarsi esso, in quella contesa, nella pienezza de' suoi diritti — facevano noto, d'aver rimesso ad altro tempo il banchetto e stabilito di mettere i Ministri in istato di accusa, chiamandoli a dar ragione dell'opera loro. « La Commissione, stava scritto in un bando, fa il Governo mallevadore delle provocazioni e delle violenze sue; essa pienamente confida che l'accusa d'aver condotto la popolazione di Parigi vicinissima alla guerra civile sarà deposta domani avanti all'Assemblea nazionale, e che la Francia, consultata di poi, saprà col peso della sua opinione far giustizia d'una politica, che da lungo tempo eccita il disprezzo e gli sdegni del paese. »

È il mattino del 22 febbraio; molti studenti raccolgonsi su la piazza del Pantheon e tra essi alcuni operai; i quali,

saputa la prorogazione del banchetto, ordinati e con passo risoluto recansi all'Assemblea nazionale, cantando la *Marsigliese* e gridando: *Viva la riforma, a basso i Ministri, a basso Guizot*; cammin facendo la schiera si ingrossa di cittadini, che, chiamati dalla storica *Marsigliese*, corrono a loro. Pervenuti al ponte della Concordia, i sollevati rovesciano le guardie municipali che lo serragliano; indi corrono al palazzo Borbone, sede del Parlamento, e senza contrasto lo invadono; ma di lì a poco, per consiglio di alcuni rappresentanti del popolo, si ritirano e si disperdono, proprio al giugnere di due battaglioni di fanti e d'un manipolo di cavalieri. Piena di sdegno per quella provocazione del Governo, quella schiera di cittadini — che contansi da tre mila — alza fierissime grida, son quelle della ribellione, che minacciosa prorompe con tutte le sue furie: tra breve comincerà la lotta. Mentre preparasi l'*accusa* contra i Ministri, gli studenti, riunitisi nuovamente su la piazza della Concordia, armati di sassi assalgono le guardie municipali e le milizie regie, che lor rispondono con le armi: la lotta è cominciata; in pochi momenti essa si allarga per lo accorrere da ogni parte dei soldati; i quali, ovunque s'incontrano coi cittadini, coi cittadini si azzuffano, che dal canto loro alzano serragli per chiudere a quelli le vie. Intanto che il deputato Barrot consegna al Presidente dell'Assemblea nazionale l'*atto d'accusa* contra i Ministri, De Boissy, Pari del Regno — al primo romoreggiar del popolo riunitisi a consulta — invita i colleghi a farsi mediatori tra i sollevati e il Governo; ma il suo invito, appoggiato da pochissimi, viene respinto. Verso il cadere del giorno tutto il presidio esce da' suoi quartieri per occupare i luoghi strategici della città: troppo tardi, avvegnachè trovinsi già quelli nelle mani del popolo: la sollevazione erasi già tanto afforzata da non poter più esser nè vinta, nè calmata. La notte passa in un silenzio ingannevole; i Ministri, credendo già quietatasi l'agitazione popolare, tenendosi vittoriosi, ordinano al presidio di tornare a

sue stanze; ma è costretto a uscirne nuovamente al mattino, perchè il popolo è ridisceso armato nelle vie: in men che non balena, Parigi tutta arde di fuoco di guerra. Delle guardie nazionali, chiamate alle armi, poche e senza entusiasmo rispondono all'appello; però che la *Riforma* conti in esse numerosi proseliti; la Corte, debole schiera d'amici; e il Governo, grossa schiera d'avversari. Cinquecento allo incirca della quarta legione sottoscrivono e portano all'Assemblea nazionale una petizione, nella quale affermano *d'essere pronte a difendere l'ordine pubblico e a tutelare la sicurezza della città, non a sostenere Ministri corrotti e corrompitori, di cui respingono la politica e le tendenze illiberali*, e domandano in fine, che sieno immediatamente licenziati e posti *in istato d'accusa*. Alla novella che la Guardia nazionale inchina a parteggiare per la Riforma e a farsi sostenitore dei sollevati, il re Luigi Filippo — che non aveva ascoltato mai i consigli di moderazione e di prudenza di chi gli era affezionato — non comprendendo ancora la gravità del pericolo che lo minaccia, pende incerto, se debba cedere alla volontà del popolo, o spegnere la ribellione nel sangue; ma avvertito poi che dubbia è la fede dell'esercito, e pensando l'armi ribelli essersi levate contra i Ministri, non contra *lui*, a salvar la corona — un dì rapita a tradigione a un fanciullo affidato alla sua lealtà — sacrifica Guizot e i colleghi suoi, e dà al conte Molé il carico di comporre un nuovo governo. La caduta dell'odiatissimo Ministro riempie Parigi di gioia; i *novatori* se ne rallegrano, sapendo quella concessione all'opinione pubblica essere stata strapata al Re dal timore di perdere il trono; i *conservatori* pur se ne rallegrano, sperando quel soddisfacimento dato ai desiderî del popolo aver preservata la monarchia da certa rovina. La lotta allora cessò, ma l'armi non posarono; avvegnachè la parte liberale, bene conoscendo non essere il nuovo Ministro, il conte Molé, sicuro mallevadore delle riforme promesse dal Monarca, facesse noto: l'armi

civili s'acqueterebbero soltanto allora che venissero date buone guarentigie alla parola del Re, nella cui lealtà il popolo di que' giorni, come per lo passato, non aveva grande fede, nè a torto. — Breve fu la tregua. Nella notte del 23 febbraio le ostilità ricominciarono più feroci, che non lo erano state per lo addietro. Una moltitudine numerosa di cittadini, venuta al palazzo nel quale stavano gli uffici del ministro Guizot, trovava impedito l'avanzar suo dai granatieri del colonnello Courant; il quale, temendo di vedersi assalito, faceva a' suoi soldati spianare le baionette. Fu caso o fu comando, se nello spianare le armi un granatiere tirò? Gli altri tutti, credendo esser quel tiro il segnale della pugna, cominciarono il fuoco: onde molti del popolo caddero morti, molti feriti! Il colonnello Courant, a chi lo rimproverava d'aver tirato su' cittadini che non offendevano, rispondeva: = essere ciò stato la conseguenza d'uno sbaglio o della imperizia di qualche soldato. = Noi inchiniamo a creder vero lo asserto del colonnello, avendo noi stessi veduto accadere sbagli di grave momento, non soltanto in tempi di commozione, ma di tranquillità e di calma. — *Assassinio, tradigione, vendetta*: queste le grida del popolo francese in quell'ora di profondissima angoscia, di supremo dolore! Allora la guerra civile si riaccese più feroce che mai; e la sollevazione in breve abbracciò in una cerchia di fuoco tutta Parigi; le campane, suonando a martello, chiamarono tutti i cittadini alle armi. — Il conte Molé, non riuscendo di trovare amici per comporre la nuova amministrazione, rassegnava al Re il carico avuto: onde Luigi Filippo, fidati al maresciallo Bugeaud, col comando dell'esercito e delle guardie nazionali, pieni poteri militari, dava a Thiers l'ufficio — invero arduo, causa il mal volere ben noto del Monarca — di cercare tra gli amici suoi i nuovi Ministri. Se non che, rappresentando Thiers le riforme e la pace ed essendo Bugeaud l'espressione più viva e più forte della guerra civile, i cittadini, i quali avevano perduta ogni fede nelle pro-

messe del Re, perchè contraddicentesi sempre, suonando a un tempo pace e guerra a oltranza, preparavansi a parteggiare per le riforme, assicurando così la vittoria alle armi popolari.

È il mattino del 24 febbraio. — Thiers, allo intento di evitare il conflitto de' cittadini coi soldati, chiede e ottiene dal Monarca che, senza togliere il comando supremo delle forze armate a Bugeaud — caro ai soldati, ma invisato al popolo — gli si dia a compagno il generale Lamoricière, amato da tutti, il quale solo può condurre a conciliazione i sollevati e quietare gli animi agitati. Ma i cittadini, che non vogliono più saper di Luigi Filippo, che li ha per tanti anni ingannati, nè del maresciallo, l'uomo delle repressioni violente e feroci, nè del ministro, troppo monarchico, si fanno minacciosamente a gridare: *abbasso il Re, Bugeaud e Thiers!* indi corrono alle offese. Il combattere, da prima vivissimo, poco di poi si rallenta e finisce; il popolo ha vinto i soldati, i quali, posate le armi, in segno di pace e di fratellanza alzano viva clamorose alla Riforma e alle guardie nazionali. Caduto, senza colpo ferire, il palazzo di città in potere de' sollevati, la tempesta volgesi romoreggiante sul palazzo delle *Tuileries* e minaccia il Re stesso; l'abdicazione di Luigi Filippo alla corona, che può conservar questa alla Casa d'Orleans, l'abdicazione era allora imperiosamente richiesta dal popolo; ma il Re, il quale accecato dall'orgoglio non vedeva il pericolo che a lui e alla famiglia sua sovrastava, a chi lo consigliava d'appagarne i desidèri, con l'usata superbia rispondeva: *rinunzierebbe allo scettro con la vita.* « Tra un'ora, dicevagli Emilio di Girardin, se subito non abdicato, non vi sarà nè Re, nè dignità reale... Abdicato, Sire, in favore della reggenza, della Duchessa d'Orleans; » e Luigi Filippo a Girardin: « Io fui sempre un principe pacifico... io abdicato. » Ma pochi momenti dopo, pentitosi di sua debolezza, e da qualcuno de' suoi incoraggiato a resistere: « No, no, soggiungeva, nulla ho ancora sottoscritto. » Se non che il

Duca di Montpensier, il quale, per tranquillare il popolo già presso a invadere le *Tuileries*, avevagli annunciata l'abdicazione del padre, nel porgere al Re un foglio parlavagli così: « È necessario sottoscrivere la vostra rinunzia al trono per la salute della famiglia reale; scrivete. » Allora il Monarca, avvilito e pieno di confusione: « A questa corona, scriveva, che la nazione m'ebbe un giorno chiamato a portare, abduco in favore del nipote mio, il Conte di Parigi. » — In quel mezzo le *Tuileries* venivano a mano dei sollevati; Luigi Filippo, temendone i furori, congedatosi frettolosamente dalla Duchessa d'Orleans, la *Reggente*, fugge con la famiglia attraverso i giardini e riparasi a Saint-Cloud; poco di poi in Inghilterra. Mentre, accompagnata da' suoi figliuoli, il Conte di Parigi e il Duca di Chartres, e dal cognato suo il Duca di Nemours, la *Reggente* sollecita recavasi all'Assemblea nazionale, il Consiglio municipale, raccolti a parlamento nel palazzo del Comune, gridava decaduta dal trono di Francia la Casa d'Orleans e acclamava la repubblica. Quando la Duchessa d'Orleans veniva innanzi ai rappresentanti del popolo, questi trovavansi in preda alle emozioni più terribili e più appassionate, e alla agitazione più tempestosa; ma tardi vi giungeva la *Reggente*, però che le sorti del Paese fossero state già fissate. Se alle *Tuileries* era rovinata la dignità reale, all'Assemblea nazionale rovinava allora la monarchia; là, il Monarca nello scendere dal trono aveva decretato una *Reggenza*, ultimo atto d'un potere che spirava! qui, il popolo, in levarsi sovrano di sè, eletto un Governo temporaneo, bandiva la repubblica, primo atto questo del nuovo potere che sorgeva! (1). In breve, per opera delle guardie

(1) Dupont, Lamartine, Crémieux, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès e Marie componevano il Governo temporaneo, i quali annunciavansi alla nazione col seguente bando: « Un Governo retrogrado e oligarchico venne ora abbattuto dall'eroico popolo di Parigi, e che fuggendo lasciò dietro a sè una traccia di sangue che gli impedisce di non più ritor-

nazionali, l'ordine venne restaurato; e i cittadini, rivendicatisi in libertà, posarono le armi vincitrici di tirannide corrotta e corrompitrice, e abbracciaronsi *liberi, eguali, fratelli*; suprema felicità d'uomini forti, togliere la patria alla servitù. — A provvedere alle necessità imperiose del momento, il Governo temporaneo deliberava di tenersi permanentemente riunito; e cercando nel popolo gli elementi di quella forza, che doveva proteggere ed essere la salvezza della patria, organava in Parigi ventiquattro battaglioni di guardie nazionali mobilitate e, chiamati tutti i Francesi alle armi per difendere le libertà pubbliche, saggiamente rifaceva su più larghe basi la grande istituzione delle guardie nazionali, dal Governo di Luigi Filippo negletta. Aboli quindi la *schiavitù* — non volendo che le lontane terre di Francia portassero degli schiavi — e la pena di morte per crimine di Stato: « È il più bel decreto, diceva allora Lamartine al popolo, che sia uscito mai dalla bocca di un popolo al dimane della sua vittoria (1). » Aboli

nare. Sangue del popolo fu versato come nel luglio; ma ora questo sangue generoso non sarà tradito; ei conquistossi un Governo *nazionale e popolare* in rapporto co' suoi diritti, il progresso e la volontà di questo popolo grande e generoso... Quando la metropoli di Francia è in fuoco, il mandato del Governo temporaneo sta nella salute pubblica. La Francia intera lo comprenderà e l'appoggerà con tutto il suo amor patrio. Sotto il Governo popolare che acclama il Governo temporaneo, ogni cittadino è magistrato. — Francesi, date al mondo l'esempio che Parigi ha dato alla Francia; preparatevi, con l'ordine e la confidenza in voi stessi, alle forti istituzioni, che voi stessi sarete chiamati a darvi. Il Governo temporaneo vuole la *repubblica*, salva sempre la ratificazione del popolo, che verrà immediatamente consultato. L'unità della nazione è ormai fatta da tutte le classi dei cittadini che la compongono, e il Governo della nazione da essa stessa; la *libertà*, la *eguaglianza*, la *fraternità* per principi, il popolo per *impresa e parola d'ordine*; questo il Governo democratico, che la Francia dà a se stessa e che coi nostri sforzi sapremo assicurarle. »

(1) Parole pronunciate da Lamartine il 26 febbraio di quell'anno 1848 nel porgere al popolo e alle guardie nazionali il decreto che aboliva la pena di morte per delitto di Stato.

parimenti il giuramento politico, immorale sempre sotto qualsiasi Governo, avvegnachè ogni rivolgimento politico conduca moltissimi allo spergiuro; in oltre, gridò la libertà di coscienza; in fine, dichiarò *nazionale* la bandiera dei tre colori — abbattuta la rossa — nuovo simbolo quella della democrazia assoluta ed esclusiva; la quale bandiera, allo acclamarsi della repubblica, era stata innalzata dai *socialisti e comunisti*, e sostenuta vivamente dallo stesso Luigi Blanc che voleva, ogni grande politico rinnovamento dovesse avere insegna tutta propria. « Per parte mia, diceva Lamartine a' suoi concittadini, io non adotterei mai la bandiera rossa, sibbene prenderei sempre quella dei tre colori; la quale ha fatto il giro del mondo con la repubblica, con l'imperio, con le vostre libertà e le vostre glorie; mentre la bandiera rossa fece soltanto il giro del Campo di Marte, trascinata nel sangue del popolo. » — Il 27 febbraio il Governo temporaneo inaugurava solennemente la repubblica dinnanzi alle guardie nazionali e a moltitudine innumerevole di popolo su la piazza della Bastiglia e a' piedi della colonna del luglio; pio ricordo delle giornate gloriose del 1830 e dei generosi ch'ebbero allora data la vita per la libertà patria. Dai dipartimenti, da tutte le classi dei cittadini, dagli uomini d'ogni fede e d'ogni parte politica giunse al Governo l'offerta di lor volontario concorso a difesa e a sostegno della causa nazionale. Francia, che aveva aderito con sincero entusiasmo al novello ordine di cose, fece plauso ai principi, ispirati alla morale più pura, messi fuori dal Governo repubblicano; e la Chiesa stessa, riconoscendo in quel rivolgimento la mano di Dio, pregò pace ai morti, soccorse ai feriti e diede il suo valido appoggio al Governo. E l'Arcivescovo di Parigi, monsignor Dionigi Affre, volle che sopra gli edifici religiosi si alzasse la bandiera della repubblica e ordinò pubbliche preci per le elezioni alla futura Assemblea nazionale. «... Un voto esce dal cuor nostro, scriveva egli allora, come un grido d'amore e di speranza; questo voto, che è unico, noi

ne prendiamo Dio a testimone, è la salvezza della patria. La salute del popolo, ecco la legge suprema, ecco il primo principio e come la fine ultima d'ogni governo giusto... Col dare dei capi al popolo, Dio volle dargli dei protettori; egli ha voluto, secondo la sublime parola di Gesù Cristo, che i primi tra gli uomini fossero i servi di tutti... » Quanta carità patria spirano le parole di quel grande prelato! — Lo stesso Nunzio apostolico in Parigi, al Governo che avevagli notificata l'acclamazione della repubblica, rispondeva: = Essere convinto che il cuore paterno di Pio IX sarà profondamente commosso dal rispetto che il popolo serbò alla religione in mezzo a quei grandi avvenimenti, e che il Padre comune dei fedeli chiamerà la benedizione di Dio su la Francia. — L'eguaglianza dei diritti cittadini, bandita dal Governo repubblicano, ebbe la sua affermazione dallo acclamarsi del suffragio universale; per esso la sovranità del popolo ottenne vittoria piena e intiera; d'allora nove milioni di Francesi vennero chiamati alle elezioni dei rappresentanti loro all'Assemblea nazionale. La rivoluzione francese, che invitava i popoli tutti ad affrattarsi, commosse profondamente l'Europa e gettò il turbamento nelle Corti e nei Governi despotici; e tornò a questi la quiete e la sicurezza soltanto allora ch'ebbero ricevuto dai loro ambasciatori la lettera di Lamartine; il quale, nel notificare la nuova forma di governo datasi dalla nazione, rassicurò che la Francia avrebbe mantenuto sempre accordi leali e sinceri con gli Stati, che volevano la indipendenza dei popoli e la pace del mondo; e nel tempo stesso ricordò all'Europa, *essere i principj della pace e della libertà nati lo stesso giorno nella sua patria* (1). — Prima a riconoscere il novello ordinamento della cosa pubblica

(1) Lamartine, nello annunziare agli ambasciatori stranieri la sua elezione a membro del Governo temporaneo, diceva loro: = La forma repubblicana del nuovo Governo non aver cambiato il posto della Francia

fu l'Inghilterra; di cui Governo, Parlamento e popolo manifestarono allora con la più lodevole franchezza le loro simpatie per la Francia, che aveva acclamato i grandi principi della libertà, eguaglianza e fratellanza universale (1).

Già da lunga pezza la Germania andava affaticandosi per raggiungere il pieno soddisfacimento d'un grande, di un nazionale desiderio, quello di ridurre i suoi popoli a unità, o almeno di dare ad essi un governo unico. I principi della vecchia Alemagna, dopo il disastro patito in Russia dal *gran Capitano*, avevano chiamato alle armi i sudditi per togliersi alla soggezione di Francia e riconquistare l'indipendenza propria; e in compenso dei sacrifici, che nella generosa impresa i popoli avrebbero dovuto soffrire, i Monarchi loro promettevano libertà, franchigie e quelle istituzioni che valessero a soddisfarne le aspirazioni. È noto come alla chiamata de' Sovrani rispossero i popoli della Germania; ed è pur noto all'universale come quelli osservassero la fede giurata! — La grande idea della indipendenza nazionale — messa innanzi dai principi, non nello interesse dei sudditi, ma per quello delle dina-

in Europa, nè mutate le sue disposizioni leali e sincere al mantenimento di sua buona armonia con gli Stati che volevano come la Francia la indipendenza delle nazioni.

(1) Pochi giorni dopo l'acclamazione della repubblica, Luigi Napoleone Buonaparte, che fu poi il terzo Imperatore di sua famiglia, scriveva al Governo così: « Signori, il popolo di Parigi avendo col suo eroico coraggio distrutte le ultime vestigie dell'invasione straniera, io vengo dall'esilio per mettermi sotto la bandiera della repubblica, con la sola ambizione di servire il paese. Nello annunciare a voi, Ministri del Governo, il mio arrivo, io vi assicuro della mia devozione alla causa che rappresentate e delle mie simpatie per le vostre persone. » — A quali vestigie di straniera dominazione alludeva allora l'ambizioso pretendente allo imperio di Francia? Non erano forse state quelle compiutamente tolte dalla rivoluzione del 1830 e dalle stesse due dinastie succedutesi al trono di Francia dopo la caduta del primo de' Napoleonidi?

stie regnanti — sebbene combattuta poscia a oltranza dai Monarchi fedifraghi, nondimeno andò sempre crescendo in potenza e a poco a poco arse tutta Lamagna. La rivoluzione francese del 1830 contribuì grandemente ad aumentare l'agitazione nei popoli tedeschi e farne sempre più viva l'idea nazionale; ma le aspirazioni alla libertà e lo invocarsi incessante di quelle istituzioni, ch'erano volute dai tempi, promesse un giorno e adempiute mai, furono sempre nelle Corti e nei Governi tenute in dispregio. Se non che, quando i popoli videro Austria e Prussia contendersi il primato in Germania, aprirono il cuore a novelle speranze; però che, dal soverchiarsi l'un l'altro che facevano que' due maggiori Stati di Lamagna, sarebbe venuta una guerra, e da questa indubitabilmente la libertà tanto desiderata. L'Austria, la quale rappresentava le idee d'un passato morto per sempre, e sosteneva le vecchie tradizioni dei reggimenti più dispotici, era malveduta, anzi odiata da tutti; all'incontro la Prussia che, bene comprendendo i bisogni del tempo e le tendenze del secolo, correva già con passo franco e sicuro le vie del progresso, erasi acquistata la simpatia universale; la missione dell'Austria in Germania stava per finire; quella della Prussia, per cominciare. — Sino dal 3 febbraio 1847 il Sire di Prussia aveva, col decreto di convocazione degli Stati provinciali in Assemblea del regno, posta la base d'un governo costituzionale; in oltre, promesso d'accordare maggiore libertà alla stampa. Allo scoppiare della rivoluzione francese tutta la Germania si mosse a tumulto; i Governi tentarono reprimerlo e soffocarlo nel sangue; ma non riuscendo nell'intento e facendosi esso sempre più minaccioso, la Dieta, reputando miglior consiglio mettersi a capo dei movimenti popolari, per non vedersi da questi sopraffatta e poterli guidare a suo talento, il 10 marzo invitava i Governi tedeschi a mandar solleciti a Francoforte uomini che godessero la stima e la confidenza del popolo, per rinnovare la costituzione federale e porla su basi nazionali: intanto la

marea montava. Il 19 e 20 di quel mese di marzo i cittadini di Berlino, prese le armi, combattevano vittoriosamente le milizie regie; allora il Monarca, voltosi al popolo suo e alla nazione tedesca, dichiarava *di mettersi a capo dei principi e delle genti alemanne; di voler riunire la Prussia alla patria comune, e di chiamare i Sovrani e gli Stati della Confederazione a comporre con la Dieta prussiana una Assemblea sola, la quale avesse a istituire una nuova Germania*. Se i popoli di Lamagna non avevano fiducia veruna nella Dieta di Francoforte, perchè rappresentava interessi puramente dinastici e delle signorie dispotiche, le parole del Sire di Prussia non trovarono in quelli il favore che meritavano e irritarono la Corte austriaca; la quale — restaurato l'ordine scomposto dai moti di Vienna seguitisi in quei giorni, tenevasi sicura di conquistare il *primato* germanico, gagliardamente contrastatogli dalla rivale, facendo larghe promesse di libertà e di istituzioni costituzionali. — In su lo scorcio del marzo i membri delle antiche Diete, i membri di quelle che allora esistevano e dei Parlamenti legislativi tedeschi raccoglievansi in Assemblea a Francoforte; e tra le tante e gravi deliberazioni prese in essa, vuolsi sopra tutte notare quella d'aver chiamato a parte della rappresentanza nazionale la provincia orientale e l'occidentale della Prussia — che i trattati del 1815 avevano escluse dalla Confederazione — ed anche il Ducato di Schleswig, nel quale le milizie della federazione alemanna, duce il generale Wrangel, prosperamente allora combattevano l'armi di Danimarca, la cui marineria da guerra vinceva l'avversaria, arrecando, con la sua vittoria, grossi danni ai traffici tedeschi. I rappresentanti della nazione, eletti giusta le norme stabilite dall'Assemblea preparatoria di Francoforte, venivano in questa città il primo maggio 1848, e proprio quando l'Inghilterra offriva sua mediazione dello Schleswig-Holstein, e la Russia minacciava intervenire con le armi in aiuto alla Danimarca: onde l'Assemblea nazionale faceva

conoscere d'essere pronta a trattare di pace, salvi sempre i diritti dei Ducati e salvo altresì l'onore della Germania. Il 27 e 28 giugno essa deliberava di eleggere un Vicario dell'imperio, cui dovevasi fidare la *potestà esecutiva* da esercitare mediante Ministri mallevadori dell'opere loro: in oltre, decretava sciolta l'antica Dieta federale. All'alta dignità di *Vicario* veniva innalzato l'arciduca Giovanni d'Austria, che dicevasi nutrisse sentimenti favorevoli alla causa della libertà patria; ufficio da lui solennemente assunto il 12 luglio; nel qual giorno la Dieta, fattagli rinunzia de' suoi poteri, cessava d'esistere, paga d'aver poste le basi del grande edificio dell'unità nazionale germanica. aspirazione di molte e molte generazioni. Il 22 luglio, mandato a partito il principio del *non intervento* a pro della libertà dei popoli, veniva ammesso con suffragio quasi unanime; e il 6 agosto, riconosciuta la suprema autorità del Vicario, gli Stati della Confederazione gridavano l'imperio.

Ai moti della Germania tenevano subito dietro quelli di Vienna. — Avevano i cittadini della metropoli austriaca chiesto al Governo *libertà della stampa, guardie nazionali e rappresentanza popolare*; ma il principe di Metternich, il quale riposava sicuro su la fede dell'esercito e tenevasi certo che i Viennesi non avrebbero osato mai di tentare novità, negativamente loro rispondeva. Irritato dal superbo rifiuto, il popolo tumultuò; e quando seppe avere il generale Windischgrätz posto la città sotto le leggi militari e minacciato di fulminarla con le artiglierie, prese le armi, furiosamente percosse le soldatesche imperiali, uscite da' loro quartieri per combatterlo, e invase gli uffici dei Ministri: lo che avveniva il 13 marzo di quell'anno 1848. Coloro che avevano consigliato di resistere alla volontà del popolo — l'arciduca Carlo, il ministro Sedlnitzki e il grande Cancelliere, cagione prima di tanti mali — nell'ora del pericolo abbandonarono la Corte, ove tutti pendevano dubbiosi e incerti nel deliberare se

meglio convenisse cedere o combattere. L'Imperatore, o mosso da pietà paterna o da sentimenti di giustizia, concesse libertà alla stampa, la istituzione delle guardie nazionali e quella *costituzione* che gli Stati tedeschi e slavi e le Congregazioni centrali del Lombardo-Veneto, insieme riuniti in Assemblea, avrebbero compilata. Cadde il principe di Metternich per opera di quel popolo ch'egli aveva sempre disprezzato; e nel cadere, vide i primi movimenti della rigenerazione della patria nostra; e vide l'Italia, da lui tanto odiata, cessare d'essere una *espressione geografica* e diventare una *grande espressione politica* (1). È fama avere egli da lunga pezza preveduto quei moti, e altresì in quel torno di tempo *profetato* che di maggiori sarebbero nati in Italia nella vicina primavera, quella del 1848. Con Metternich rovinava l'edifizio di quella *potestà assoluta*, opera dei principi della Santa Alleanza, tutta a danno dei popoli; la quale potestà non solamente non aveva conosciuto mai limite di legge, ma nelle mani del Cancelliere austriaco sovente erasi mutata in arbitrio.

Il 22 febbraio 1848 il Governo austriaco, sospese nel Lombardo-Veneto le leggi civili, poneva quello Stato sotto l'imperio della spada. « Il popolo, scrisse Carlo Cattaneo (2), interdetto dagli usati sollazzi e dai guadagni, mirava taciturno quel delirio de' suoi governanti; egli si sentiva nell'animo l'ora del confitto... Ogni giorno relegazioni improvise rapivano altri cittadini; le donne tremavano, l'ansietà cresceva; eppure nessuno fuggiva, un lume di speranza era in fondo ai cuori. » Nei primi giorni di marzo correva voce in Milano, che il re Carlo Alberto avesse mandato al

(1) L'odio per gli Italiani aveva fatto scordare al principe di Metternich che una nazione è *un essere morale*, e per conseguenza non può chiamarsi in nessun caso mai una *espressione geografica*.

(2) *Della Insurrezione di Milano nel 1848*, cart. 26; Lugano, 1849.

Ticino sessantamila schioppi per armare i Lombardi, allora che si leverebbero contra l'Austria; in oltre, molte soldatesche per sostenere la sollevazione, valicando il fiume al subito scoppiare di essa. Dal canto loro gli ufficiali austriaci spargevano voci del prossimo arrivare di corpi di esercito per afforzarvi quelli che campeggiavano la Lombardia e le Venezie; a mantenersi in fede la Sardegna, il Governo imperiale aver chiesta ed ottenuta da quel di Torino la cittadella di Alessandria, che il 6 marzo occuperebbersi dall'armi austriache. — In quel mezzo il generale di Fiquelmont, la cui missione di pace era compiutamente fallita, veniva chiamato a Vienna a presiedere il Consiglio aulico di guerra; e il conte Spaur, che dicemmo reggere la Lombardia per lo Imperatore, per dare al maresciallo Radetzky piena e intiera libertà d'operare, aveva lasciata Milano, rimettendo al conte O' Donnel la presidenza del Governo lombardo; al quale scopo anche l'arciduca Vicerè, il mattino del 17 marzo, dopo avere spogliato il palazzo regale di tutto quanto eravi di più prezioso, allontanavasi dai *diletti Milanest*, cui poco prima avea tentato far credere, che *gli atti arbitrari del Magistrato civile erano stati una sorpresa fatta alla sua buona fede*, riparandosi nella fortissima Verona; Milano era così abbandonata alla prepotenza della fazione soldatesca. Allora che la novella dei casi di Vienna e delle concessioni del Sovrano, certamente non volontarie, giunse in Venezia, i cittadini levaronsi a romore; e raccoltisi su la piazza di San Marco, chiesero la liberazione immediata dal carcere di Manin e Tommaseo. Il conte Palfy, che non ha ricevuto ordine nessuno dal Governo dell'Imperatore, niega soddisfare a quella domanda e li prega di concedergli tempo che basti a interpellare i Ministri. Ma il popolo, insofferente di indugio e che per esperienza sa quanto una dilazione anche di breve ora possa tornare dannosa, recasi alle carceri, ne abbatte le porte, e rimette a libertà quei suoi concittadini: lo che avveniva il 17 marzo. Il di ve-

gnente il popolo, non veggendo promulgarsi le concessioni imperiali, corre tumultuante la città; e su la piazza del maggior tempo trovatosi di fronte agli Austriaci, eccitato da questi alla pugna con basse provocazioni, smuove il lastrico e ne scaglia le pietre contra i soldati: i quali rispondono all'insulto tirando sopra i cittadini inermi. In quel mezzo Giovanni Correr, Podestà, ito al Governatore, domandava e otteneva licenza di comporre una *guardia civica temporanea* a tutela dell'ordine pubblico e a sicurezza dei cittadini; la quale formossi subito numerosissima. Alla sera arrivava di Trieste un battello a vapore portante il decreto delle *concessioni*, che il Governatore lesse due volte al popolo accalcato sotto la loggia del suo palazzo; allora tutta la città fu in festa e tornò alla quiete usata; in apparenza però, avvegnachè sotto di essa covasse il fuoco della ribellione, che un nonnulla doveva far scoppiare e ardere tutta Venezia: e così fu. Il 21 marzo gli operai che lavoravano all'arsenale, non potendo più oltre sopportare i mali trattamenti del colonnello Marinovich, ammutinavansi; e il mattino del dì appresso l'uccidevano. Allora Manin, con grosso sèguito di guardie cittadine portatosi dal contr'ammiraglio Martini, ordinavagli di rimmettergli le chiavi dell'arsenale; al rifiuto di Martini, tratto l'orologio di tasca Daniele Manin dicevagli in tono risoluto: « Vi accordo sette minuti di tempo a consegnarmi quelle chiavi. » Intimorito dal contegno minaccioso del severo tribuno, il contr'ammiraglio obbedì; in tal modo veniva a mano del popolo l'armamentario, nel quale trovavansi cinquanta mila schioppi. — Mentre ciò succedeva all'arsenale, il Municipio, recatosi presso il Governatore, facevagli conoscere essere *impossibile ricondurre Venezia a quiete e a tranquillità sino a che le difese e le offese non si trovassero in potere dei cittadini*: onde il conte Palfy rimetteva l'autorità suprema al generale Zychy, e proprio nel momento in cui Manin, consentendolo il popolo con voce unanime, su la maggiore piazza della città acclamava la

repubblica di San Marco, che col più vivo entusiasmo veniva salutata dal popolo là congregato. Il conte Zychy — ungherese di nascita e uomo di sensi umanissimi, ond'era a tutti assai caro — piuttosto che offendere Venezia e recar danno a quei monumenti, che sono onore e decoro dell'antica signora dell'Adriatico, patteggiata per sé e per sue genti libera l'uscita dalla città e dai forti, il soldo per tre mesi e il trasportamento loro a Trieste per la via del mare, lasciava ai sollevati le salmerie, gli impedimenti dell'esercito e il danaro che trovavasi nelle casse erariali, nel medesimo tempo licenziando i soldati italiani: questi i patti della resa, che furono religiosamente osservati dalle parti che avevanli sottoscritti. — Una rivoluzione — unica nella storia, perchè compiutasi con pochissimo spargimento di sangue — aveva cacciate di Venezia l'armi straniere; dopo mezzo secolo di servaggio tornata a libertà, essa rialzava su le gloriose antenne di piazza San Marco l'antico vessillo rosso-amaranto della repubblica, un giorno sì potente, sì temuto; e sul forte di Marghera, la bandiera dei tre colori; però che Venezia, come Milano e come tutte le città del Lombardo-Veneto, si fosse levata allora contra la signoria austriaca in nome d'Italia. Il giorno appresso alla acclamazione della repubblica il generale Mengaldo — cui nei primi momenti della sollevazione il Municipio avea fidata l'autorità suprema — metteva fuori i nomi de' cittadini ch'egli proponeva a membri del Governo temporaneo; e il popolo, nello accettarli, salutava festante i nomi di Manin, di Tommaseo e di Paleocapa, uomini che per ingegno e amor patrio sopravanzavano dimolto i colleghi. Saputa la liberazione di Venezia, le provincie levavansi in su l'arme, e in breve ora e con poco sforzo toglievansi alla soggezione dell'imperio. Rovigo, Treviso, Udine e Chioggia il 23 marzo avevano costretto le soldatesche austriache a uscir dalle loro mura; il 24 il generale d'Aspre, oltre ogni dire odiatore del nome italiano, lasciava Padova, e Palmanova arrendevasi, senza contrasto, alle guardie nazionali

capitanate da Zucchi (1); il 25 marzo Vicenza e Belluno, liberatesi dal presidio imperiale, accostavansi alla repubblica; esempio subito imitato da tutte le terre delle Venezia, eccetto Verona e Legnago, le quali venivano dall'armi austriache, in esse poderosissime, tenute in fede all'Imperatore. Il dì 28 il Governo della repubblica — cui presiedeva Daniele Manin — scriveva ai principi italiani, agli Stati d'Europa e agli *Uniti* d'America per far loro conoscere il nuovo ordinamento politico che il popolo di Venezia erasi dato, ed eziandio per offrire e chiedere amicizia e appoggio reciproco (2). — Gravi errori vennero commessi dagli uomini che primi siederono al reggimento della cosa pubblica, errori che partorirono nel tempo funeste conseguenze. Vogliamo qui ricordare quello del generale Paolucci, Ministro sopra la marineria da guerra, che ebbe fidato al capi-

(1) La fortezza di Palmanova ha la forma d'un poligono regolare di nove lati; il suo perimetro misura cinquemila metri allo incirca. Da essa si esce alla campagna per tre porte, quella di Cividale, di Udine e della porta Marittima.

(2) Il 5 aprile Nicolò Tommaseo volgeva alla Croazia e agli altri popoli Slavi queste parole piene d'affetto e di savi consigli: « La grande famiglia Slava si desta e riconosce se stessa. Il tempo delle nazioni è venuto... O Croati, disprezzati dall'Austria, dall'Italia odiati come strumento di tirannide, il mondo non vi conosce, e pochi sanno che da più di dieci anni voi nel vostro paese combattete pei vostri diritti, per la lingua e le tradizioni e la dignità dell'anima vostra... Croati, Boemi, Polacchi, voi, sotto la pesante Austria compressi, rizzatevi, è tempo; siete nazioni e non dovete soggiacere a un frammento di nazione... Distinguiamo Austria da Germania. Alla vera, alla grande Germania affratellatevi come a sorella. E tu, Polonia infelice, non potrai risorgere a vita vera, se non ami la tua spietata carnefice, la Russia, ch'è pur tua sorella... O progenie Slava, le prove del tuo valore rimasero per secoli avvolte di tenebre; adesso ci incamminiamo a un'era di pace, che farà splendide le prove della tua schiettezza e lealtà generosa... Sorgete, Croati, Boemi, Polacchi, fratelli! delle catene fate spade; del giogo, bastone a difesa. Voi, si lungamente curvati sotto il bastone austriaco, rizzatevi; vincerete col cenno. Rizzatevi senz'odio e senza paura. Il Dio delle nazioni è con voi. »

tano del battello a vapore del Lloyd austriaco — trasportante a Trieste il conte Palfy e il generale Zychy — l'ordine ai comandanti delle navi venete, allora nelle acque di Dalmazia e Pola, di recarsi a Venezia; il quale ordine, affidato a mano nimica, non venne consegnato: onde, quei comandanti, caduti coi loro legni in potestà dell'Austria, la città fu priva del loro valido appoggio nella guerra e nel memorabile assedio da essa sostenuto contra l'imperio. Ricordiamo altresì lo sbaglio del generale Solera, Ministro sopra la guerra; il quale, ritornando ai domestici focolari i soldati italiani, rimasti in Venezia in virtù dei patti della resa di Zychy, privò la repubblica di uomini bene istruiti nelle armi e avvezzi alla militare disciplina (1), che avrebbero dovuto formare il fondamento dell'esercito, di li a poco ordinatosi, e dei dieci battaglioni di guardie cittadine mobilitate (2). Maggiore danno alla causa della libertà arrecò

(1) Erano due mila allo incirca. — « Nè solo in questo errore ci fu il danno della patria comune, così scrisse Rovani nella sua *Memoria storica*, ma ci fu il pericolo e in grande parte la perdita di quei soldati stessi che, ripatriando a sparsi drappelli, e anche ad uno per volta, furono colti dagli Austriaci, e come disertori diedero ai nimici quel sangue, che come eroi avrebbero potuto dare alla patria. » — *Documenti della Guerra Santa*

(2) Francesco Solera, più inclino alle armi che agli studi ecclesiastici, ai quali il padre aveva inteso avviarlo ponendolo nel seminario di Monza, nel 1805, fuggito da questo, entrava *volontario* nel corpo dei *feritori alla leggera* della Cisalpina (*), l'anno prima istituito da Napoleone per surrogare i *cacciatori* dei battaglioni d'ordinanza. Solera fu a Ulma e alla grande giornata del 2 dicembre 1805, quella d'Austerlitz; nel 1806 e 1807 combattè in Dalmazia e in Albania, e nel 1809 a Wagram. Nel 1812, in Russia, trovossi il 24 ottobre a Malojaroslawetz, la giornata più ordinata di quella guerra, e il 28 novembre alla Beresina. Promosso capitano e fatto aiutante di campo, guerreggiò in Germania nel 1813, e a Lipsia meritossi le insegne dell'ordine della

(*) I *feritori alla leggera*, dai Francesi chiamati *volteggiatori*, eletti soldati a piedi, di picciola statura, erano ammaestrati a saltare in groppa ai cavalieri, di cui seguivano, correndo, il trotto, per discendere poi a terra al momento opportuno e combattere. Nelle guerre dell'imperio salirono in grande fama per audaci imprese compiute.

Manin negando ai deputati delle provincie venete, presso il Governo della repubblica, voto decisivo nelle deliberazioni dei provvedimenti d'interesse nazionale. Disconoscere tale diritto — che Manin voleva serbato alla sola Venezia — era quanto dire alle città di terraferma: *voi siete da meno assai della metropoli*; il capo del Governo, così operando, gettò la discordia tra quelle e Venezia, allora appunto che abbisognavasi dell'armonia massima e della unione più forte e più salda.

Correva la notte del 17 marzo, quando perveniva in Milano la novella dei tumulti, della sollevazione di Vienna, della vittoria ottenuta dalla parte liberale e delle *concessioni* e promesse di *costituzione* dell'Imperatore. Senza por tempo in mezzo, il conte O' Donnel chiamava a consiglio il maresciallo Radetzky e il Magistrato civile, Torresani di Lanzenfeld, allo scopo di studiare insieme i modi più efficaci a raffrenare i moti tumultuosi, che il divulgarsi di quella notizia avrebbe fatto prorompere nella città da prima, in tutta Lombardia di poi. Nell'ora in cui quei ciechi strumenti del dispotico governo austriaco apprestavano armi e armati per opprimere un popolo, il quale, cessato ogni vano lamento, non più supplicava la libertà,

Corona di Ferro. Nel 1814 combattè in Italia, aiutante di campo di Fontanelli. Caduto il regno italico passò sotto le bandiere dell'Austria. La rivoluzione del 1848 trovollo a Venezia generale in riposo, che lo fece poi luogotenente generale e ministro sopra le armi. Suo figlio Francesco lasciò allora il servizio austriaco per dare il proprio braccio alla patria. Lasciato tale carico, quando Pepe giunse in quella città, egli continuò nondimeno a prestare i suoi buoni servizi alla repubblica; e allora che Venezia, dopo il lungo assedio strenuamente sostenuto, si arrese, il generale Solera, escluso dal perdòno dell'Austria, rifugiòsi nell'ospitale Sardegna. Gli anni non diminuirono mai la gagliardia dell'animo suo; tanto che, scoppiata la guerra del 1859, egli offerse quella spada, che sempre avea tenuto con onore, al ministro Cavour, il quale nutriva per lui particolare stima e devozione.

ma voleva conquistarla anche col sangue, giovani risoluti e audaci, informati dei casi avvenuti nella metropoli dell'imperio, apparecchiavansi a muovere la città a romore. Sorto appena il mattino del 18 marzo, il conte O' Donnel metteva fuori il seguente bando: « La presidenza dell'imperiale e regio Governo si fa un dovere di portare a pubblica notizia il contenuto di un dispaccio telegrafico di Vienna 15 corrente, giunto a Cilly lo stesso giorno e arrivato a Milano ieri sera. — *Sua Maestà l'Imperatore ha determinato di abolire la censura e di far pubblicare sollecitamente una legge su la stampa, non che di convocare gli Stati dei regni tedeschi e slavi, e le Congregazioni centrali del regno Lombardo-Veneto. L'adunanza avrà luogo al più tardi il 3 del prossimo venturo mese di luglio.* » — *Troppo tardi*, gridavano allora i cittadini mettendo in pezzi il bando del Governo affisso ai muri delle case! Diversi furono i commenti di quel bando; dicevasi da qualcuno: *la metropoli dell'imperio essersi levata in arme contra i Ministri e non contra il Monarca. e parte del presidio aver fatta lega col popolo; affermavasi da altri: il fuoco della ribellione, che a Vienna da lunga pezza covava, ardere già le provincie dell'arciducato d'Austria; il popolo vincitore avere strappato con la violenza al Sovrano quelle concessioni, che volevansi far credere spontaneamente concesse; essere caduto Metternich e fuggitiva la famiglia imperiale.* — I casi di Vienna, mentre accrescevano nei Milanesi l'audacia e il coraggio, turbavano la mente degli alti magistrati civili e del vecchio maresciallo, poco innanzi pieno di jattanza e di superbia; i quali, sebbene comprendessero tutta la gravità della ribellione viennese, pure non potevano indovinare l'esito che ad essa sortirebbe, e le conseguenze sue: onde furono irresoluti nel deliberare, allora principalmente che la bisogna chiedeva provvidenze gagliarde e pronte; la loro titubanza, dando ai Milanesi il tempo necessario per ordinarsi alla lotta, li perdette. In su le undici pomeri-

diane di quel giorno 18 marzo, il Podestà, conte Gabrio Casati, per invito dei cittadini, dal palazzo del Comune muoveva, in compagnia d'alcuni colleghi, di poche guardie del fuoco e di grande moltitudine di popolo, verso il palazzo del governatore per chiedere al conte O' Donnel *concessioni immediate* — cioè le franchigie allora allora dall'Imperatore accordate ai Viennesi — allo scopo di tranquillare la città, sommamente commossa per la sollevazione di Vienna. Allo avvicinarsi del popolo acclamante a Pio IX e all'Italia i soldati, che custodivano il palazzo del governatore, turbati da quel tumultuar di cittadini, permettevano a questi d'invaderne il cortile; ma quando il popolo tentò togliere loro le armi, sebbene assicurati che non patirebbero offesa veruna, uno di essi trasse col suo moschetto; allora alcuni de' tumultuanti, tratte di tasca le pistole, di cui erano provveduti, cadevano addosso ai soldati, ne uccidevano, ne ferivano, ne facevano prigionieri. Intanto il Podestà, con buono accompagnamento di cittadini, salito alle stanze di O' Donnel, sorprende questi nel suo ufficio. Alle domande, che d'ogni parte gli piovevano sopra, pieno di confusione in su le prime non sapeva cosa rispondere; ma allora che Enrico Cernuschi, popolano audacissimo, fattosegli innanzi con aspetto minaccioso, chiedevagli avesse ad accordare *la istituzione della guardia cittadina, il disarmamento di quella della Polizia e al Municipio il carico di vegliare alla sicurezza della città*, e quando in fine udì il romoreggiare delle armi, piegavasi alla volontà del popolo (1). Poco di poi il Municipio pubblicava i seguenti decreti, sottoscritti dal conte O' Donnel: « Il vice-presidente, vista la necessità assoluta di mantenere l'ordine, concede al Municipio d'armare la guardia civica. » — « La guardia della polizia

(1) L'arcivescovo Romilli erasi parimenti recato presso O'Donnel per appoggiare con la sua autorità le domande dei deputati dal Municipio a lui, che presiedeva, nella assenza del conte Spaur, alla amministrazione civile della Lombardia, come più sopra abbiamo detto.

consegnerà immediatamente le armi al Municipio. » — « La direzione della polizia è abolita, e la sicurezza della città viene affidata al Municipio. » A provvedere sollecito alla cosa pubblica il Podestà volgeva il passo al Comune, menando seco il conte O' Donnel in ostaggio; e il popolo, saputo lo avanzarsi dalla vicina mura della città del generale Wohlgemuth con grossa schiera d'armati, allo intento di chiudergli la via, dava subito mano a costruir serragli; onde il generale austriaco, non potendo assalire i sollevati, ad assicurarsi il possesso del palazzo governativo da lui già occupato, faceva invadere da sue genti le case circostanti. Il Podestà, giunto a metà della via del *Monte Napoleone*, veduta venirgli incontro una compagnia di fanti, riparavasi nella casa Vidiserti. Intanto le campane suonavano a martello, e i cittadini, udita quella chiamata, correvano a stormo al Comune gridando; armi, armi. Radetzky — il quale, fortemente turbato da quel subitaneo levarsi del popolo, erasi con tanta fretta rifugiato nel Castello da scordare la sua spada *che contava sessantacinque anni di gloria* — aveva afforzato di soldati quei luoghi della città che sommamente importavagli di tenersi in mano, e fatto presidiare il Duomo da grossa schiera dei suoi veliti, che dall'alto di quel tempio traevano su le vie sottostanti e persino nello interno delle vicine case; in oltre, egli aveva munito di cannoni le porte di Milano, accresciutine i presidi, collocati sopra le mura numerosi drappelli di cavalli e di fanti per impedire ai *ribelli* ogni aiuto esterno; e in fine, spedite fuor della città partite e corridori per tenere tutto intorno e per buon tratto la campagna, e togliere così ai sollevati ogni via di comunicazione con le provincie. I Milanesi con grande ardimento, che ha rari riscontri nella storia, eransi levati a combattere con poche e disadorne armi (1) il forte presidio au-

(1) « Si è fatto il computo che in quella prima notte la città tutta non avesse a fronte del nimico più di tre a quattrocento schioppi d'ogni

striaco, il quale contava tredici mila fanti, novecento cavalli, cinque batterie di cannoni e una di razzi da guerra; in oltre, dugencinquanta uomini d'arme e ottocento guardie della *Polizia*. Rovine e stragi soprastavano a quella terra generosa, che fu prima a dare alle città sorelle esempio d'ordine, di coraggio e di concordia, e del modo di rivendicarsi in libertà (1). Verso il cadere del giorno, il maresciallo, fatto consapevole che al palazzo del Broletto — stanza del Municipio — scrivevansi i cittadini per la *guardia civica*, e credendo, che vi si trovasse il Podestà col conte O' Donnel, faceva intimare alla Congregazione Municipale, che avesse a cessare dallo scrivere cittadini per quella *guardia* e togliere ad essi l'armi già consegnate; se non obbedisse, fulminerebbe la città con le artiglierie e darebbera al sacco (2). — E il Municipio a lui: = Si adopererebbe.

sorta; poichè temendo che da giorno a giorno uscisse precetto di rassegnare le armi, molti le avevano mandate in villa. » — CARLO CATTANEO, *Dell'Inurrezione di Milano nel 1848*, cart. 32; Lugano, 1849.

(1) In quel giorno 18 marzo rivolgevasi per le stampe le seguenti parole al « POPOLO DI MILANO. L'Europa ha gli occhi su di voi per decidere se il nostro lungo silenzio venisse da magnanima prudenza o da paura. Le provincie aspettano da voi la parola d'ordine. Il destino d'Italia è nelle nostre mani. Un giorno può decidere della sorte di un secolo. ORDINE, CONCORDIA, CORAGGIO acclamiamo unanimi e pacifici, ma con irresistibile volere, che il nostro paese intende d'essere italiano, e che si sente maturo a libere istituzioni. Chiediamo, offrendo pace e fratellanza, ma non temendo la guerra: l'immediata abolizione della vecchia *Polizia* e il riorganamento d'un nuovo Magistrato politico sotto il governo del Municipio. L'immediata abolizione delle leggi di sangue e la liberazione dei detenuti politici. Una reggenza temporanea del regno. Libertà della stampa per avere l'espressione del popolo. La riunione immediata di tutti i Consigli e Comitati comunali, perchè eleggano deputati ad una adunanza generale. Guardia civica sotto gli ordini della Municipalità. Neutralità coi soldati austriaci, guarentendo loro il rispetto e i mezzi di sussistenza. »

(2) « Dal castello di Milano, 18 marzo 1848, ore otto della sera. — Dopo gli avvenimenti della giornata non posso riconoscere i provvedimenti dati per mutare la forma del governo, riunire e armare una

per ricondurre la tranquillità al popolo; pregare il maresciallo di sospendere le armi durante la notte, allo intento di poter mettersi all'opera e raggiungere lo scopo desiderato. Ma il vecchio Radetzky, sapendo che accordare alla città la tregua domandata dal Municipio valeva lo stesso che concederle tempo per apparecchiarsi alla lotta, faceva assaltare il Broletto, ove trovavansi da trecento cittadini con cinquanta schioppi e munizioni da guerra; consumate le quali, essi davano mano ai sassi e alle tegole; debole offesa contra il cannone, che con pochi tiri apriva agli Austriaci la porta del palazzo, i cui difensori venivano tratti prigionieri al castello. Nella notte il popolo lavorò con ardore mirabile a costruire serragli, coi quali chiuse le vie al nimico. Presso l'albeggiare del nuovo giorno, il Podestà, il conte O' Donnel, e i capi della sollevazione lasciavano la casa Vidiserti, perchè troppo esposta agli assalti degli Austriaci, e riparavansi in quella del conte Carlo Taverna, nella vicina via de' *Bigli* — la quale corre quasi parallelamente alla via del *Monte Napoleone* — e la cui strettezza rendeva più facile la difesa della nuova sede dei capi della sommossa. Appena sorta l'aurora del 19 marzo, il nimico cominciò a trarre furiosamente con le artiglierie su la città e contra i serragli, e proprio in quella che il generale Rivaira, saputo del decreto di O' Donnel, che conferiva al Municipio il carico di vegliare alla sicurezza pubblica, offriva al Podestà sè e le sue genti d'armi — dugenquanta soldati eletti delle leve lombarde — in servizio

guardia civica in Milano. Intimo a cotesta Congregazione Municipale di ordinare immediatamente il disarmamento dei cittadini; altrimenti domani mi troverò nella necessità di far *bombardare* la città. Mi riservo poi di far uso del saccheggio e di tutti i mezzi che stanno in mio potere per ridurre all'obbedienza una città ribelle. Ciò mi riuscirà facile avendo a mia disposizione un esercito di centomila uomini e dugento cannoni. Aspetto al momento un riscontro alla presente intimazione. »

« RADEZKY, *Maresciallo*. »

del Municipio. Il conte Casati, che avrebbe voluto salvare la *legalità*, eziandio in mezzo alle armi *ribelli*, rispondevagli di non potere accogliere quella offerta se non dopo ottenuta la licenza di Torresani; il quale rifiuto moveva le ire e il biasimo di quanti stavano con lui; e allora che, costretto ad accettare l'offerta, spediva un messo a Rivair, la lotta erasi allargata tanto da impedire al messaggero di giugnere al generale, e le genti d'armi, raccolte nel castello, trovavansi già in potere del maresciallo. Le fazioni combattute in quel giorno, 19 marzo, sebbene non arrecassero risultamenti di grande momento, servirono però a tener vivi nei cittadini l'entusiasmo e l'ardore della lotta e ad avvezzarli ai pericoli di essa (1). Milano trovavasi allora senza governo e tutta a se stessa lasciata: per la quale cosa alcuni egregi cittadini, in su l'annottare iti al Podestà, chiedevangli che, senza por tempo in mezzo, provvedesse alla bisogna pubblica creando un governo temporaneo; ma il conte Casati, che aveva risoluto di tenersi nella *legalità* (sic), negava aderire a quella domanda giusta e sennata; e non fu che per le sollecitazioni insistenti d'amici, che egli chiamava a sè alcuni ragguardevoli cittadini a prestare l'opera loro, in quei momenti pieni di pericoli e di difficoltà, quali *collaboratori della Municipalità*, il mattino del 20 marzo facendoli conoscere alla popolazione con un affisso ai muri delle case. Erano essi il conte Borgia, il generale Teodoro Lecchi, Porro Alessandro,

(1) Verso le dieci del mattino i borghigiani di porta Tosa assaltavano e impadronivansi della *Bicocca*, ove custodivansi le polveri da guerra. Poche ore di poi bande armate di contadini di Melzo e di Treviglio tentavano dar fuoco alla porta; respinti, deviavano l'acque del canale *Gerenzana*; entrarono quindi in esso, presero a trarre coi loro schioppi contra i nimici che stavano su le mura. Anche i borghigiani di porta Comasina tentarono prendere questa posta; fallita la loro impresa, gettaronsi alla campagna per combattere la cavalleria austriaca che tutta la infestava.

Guicciardi, l'avvocato Anselmo Guerrieri e il conte Durini, i quali, presieduti da Casati, composero il Governo temporaneo; e siccome O' Donnell, col decreto di due giorni innanzi, aveva dato al Municipio il carico del mantenimento dell'ordine e della difesa dei cittadini, così il Podestà fidava tale carico a Bellati, Delegato provinciale, e in sua assenza a Grasselli (1). Molto importando altresì, che le forze popolari — sino allora operanti a caso — venissero dirette da una *Consulta di guerra*, avvegnachè un buono ordinamento di esse avrebbene accresciuta l'efficacia, e l'unità del comando avrebbe condotto presto la lotta a fine vittorioso, così lo si costituiva allora dei cittadini Giulio Terzaghi, Giorgio Clerici, Carlo Cattaneo ed Enrico Cernuschi. Se le barbarie commesse in que' giorni su vecchi, donne e fanciulli dalle soldatesche austriache macchiarono d'infamia incancellabile, i sentimenti di umanità del popolo milanese furono superiori ad ogni elogio; e la *Consulta di guerra*, a far che avessero i cittadini a perdurare in quelli, volgeva loro queste parole: « Conserviamo pura la nostra vittoria; non discendiamo a vendicarci nel sangue di quei miserabili satelliti, che il *potere* fuggitivo lasciò nelle nostre mani. Basti per ora custodirli e notificarli. È vero che per trent'anni furono il flagello delle nostre famiglie e l'abbominazione del paese; ma voi siate generosi, come foste prodi; puniteli col vostro disprezzo. »

Nel terzo giorno della lotta il maresciallo, disperando in cuor suo di tornare, con la forza delle armi, Milano alla sua obbedienza, all'obbedienza dell'Imperatore, e temendo la vicina Sardegna e il suo Re, il cui esercito andavasi in quel mezzo raccogliendo presso la frontiera lombarda, tentò riprendere la città con l'astuzia. Al quale

(1) Bellati trovavasi tra i prigionieri del *Broletto* condotti in castello; fra essi, anche il generale Lecchi. L'avvocato Guerrieri, di quei giorni malato, non assunse l'ufficio se non alcuni di appresso alla cacciata degli Austriaci da Milano.

intento spediva un ufficiale, orator suo, al Podestà, per investigare i disegni del Municipio e proporgli una tregua di quindici giorni, *tempo necessario*, diceva egli, *per far noti al Governo* di Vienna i moti di Lombardia — che sapevasi essere tutta in su l'arme — specie poi quelli della metropoli. Nella speranza d'evitare danni alla città e più gravi mali agli abitanti, Casati mostrossi inchinevole ad accogliere le proposte di Radetzky, qualora ei sospendesse le armi e tenesse il presidio nei quartieri sino al giugnere delle riforme invocate. Ma Carlo Cattaneo, indovinando l'insidie che nascondevansi nelle proposte dello astuto maresciallo, affermando essere omai cosa impossibile far posare la lotta ai cittadini pieni di entusiasmo e di baldanza, costringeva il Podestà a respingere la ingannevole tregua del nimico. « Signore, noi non abbiamo potuto metterci d'accordo, diceva Casati all'inviato austriaco nel congedarlo; vogliate dunque rappresentare a Sua Eccellenza da una parte i sentimenti del Municipio, e dall'altra quelli de' combattenti, affinchè possa prendere in conseguenza le sue risoluzioni. » — « Fu ben dolorosa la meraviglia, scrisse di poi Carlo Cattaneo (1), che a tutti i presenti cagionò quella dichiarazione, in cui la Municipalità pareva separare la sua causa dalla nostra. » Con brevi parole la Consulta di guerra informò i cittadini essere stata respinta la tregua offerta dal nimico; e il Municipio poco di poi li avvertì, che nello interesse della sicurezza pubblica aveva assunto i poteri supremi; al quale scopo erasi dato a compagno nell'opera sua il conte Vitaliano Borromeo e Gaetano Strigelli. Venne creato anche un *Comitato di difesa*, il quale fu di grande aiuto alla Consulta di guerra nei momenti più pericolosi della lotta; l'ebbero composto Carnevali, Torelli, Lissoni, Ceroni e Anfossi, uomini tutti audacemente operosi. Fu allora che

(1) *Del'Insurrezione di Milano nel 1848*, cart. 45; Lugano, 1849

Radetzky, venuto nella deliberazione di percuotere Milano con le artiglierie e minacciarla d'incendio per condurla alla resa, ordinava alle sue genti di lasciare que' luoghi che tenevano nello interno della città e di raccogliersi tutte attorno al castello. La Consulta di guerra, che attentissima spiava i movimenti del nimico, indovinati i rei disegni del vecchio maresciallo, ne fece avvertiti i cittadini col seguente bando: « Il generale nimico si sforza di tenere buon contegno, ma il suo esercito è avvilito. Le bombe che slancia su le nostre case sono l'ultimo addio di una tirannia che fugge. Alcuni ufficiali si lasciano prendere prigionieri; altri, ritenuti dall'onor militare, domandano tempo per riflettere e ci pregano di sospendere il fuoco. Cittadini! avanti; voi siete sul cammino della gloria e della libertà. Da qui a qualche giorno i nostri colori sventoleranno su la vetta delle Alpi. È solo là che noi possiamo fare una pace onorevole coi popoli, contra i quali una crudele necessità ci mette le armi alla mano. Cittadini! la patria deciderà dei propri destini; essa non appartiene che a se stessa » (1). — Nella notte del 20, gli Austriaci silenziosi lasciavano la cattedrale, il palazzo regio, quello di Giustizia e la piazza de' Mercanti; e dopo avere superato gravi ostacoli e sostenuti molti combattimenti pervenivano al castello. Il dì appresso, i Milanesi assaltarono e recaronsi in mano il palazzo degli ingegneri militari, menando prigionieri i cincinquant' Austriaci che il difendevano; nella quale impresa soprammodo segnalossi Paolo Sottocorni, un popolano, che sebbene camminasse con una grucciona, perchè sciancato, percorse con mirabile tranquillità e coraggio lungo tratto di via sotto una tempesta di palle per dare fuoco alla porta di quel palazzo; ciò che costrinse i difensori ad arrendersi. Questa vittoria fu pagata a caro prezzo, avvegnachè venisse allora morto Au-

(1) Questo bando fu pubblicato il 20 marzo.

gusto Anfossi, mentre preparava gli assalti. Lasciata Nizza, sua terra nativa, dopo i moti del 1831 egli erasi rifugiato in Egitto; ove, militando nell'esercito d'Ibrahim-pascià, avevasi acquistato il grado di colonnello. Tosto che seppe dei movimenti italiani tornò in patria; ed ei trovavasi da pochi giorni in Milano, allora che i cittadini levavansi in armi contra la signoria austriaca. Chiamato a far parte del Comitato di difesa, aveva da questo avuto il carico di organare, come meglio potevasi in quelle angustie, la guardia civica, e il comando altresì delle forze combattenti. Dopo avere per tre giorni dato prove di valore straordinario, fu morto, come scrissi più sopra, all'impresa del palazzo degli ingegneri militari. — L'azione coraggiosa del Sottocorni non venne dimenticata dal Governo di Lombardia, il quale a dare *pubblico segno di benemerenzza a quelli designati dal voto popolare come eroi* della memorabile lotta delle *cinque giornate*, il 12 aprile di quell'anno 1848 decretava assegnamento annuo a Pasquale Sottocorni e a Caterina Sassi Battistotti, donna ch'ebbe in quella combattuto con coraggio superiore ad ogni elogio e in verità più unico che raro nel suo sesso. In questo mezzo, da tutte le terre di Lombardia, già rivendicatesi in libertà, venivano sopra Milano bande numerose di armati, alle quali il Municipio faceva gettare dalle mura questo invito: « Milano vincitrice in due giorni, e tuttavia quasi inerme, è ancora circondata da un ammasso di soldatesche avviliti, ma pur sempre formidabili. Noi gettiamo dalle mura questo foglio per chiamare tutte le città e tutti i Comuni ad armarsi immantinente in guardia cittadina, facendo capo alle parrocchie come si fa in Milano, e ordinandosi in compagnie di cinquanta uomini, che si eleggeranno ciascuna un comandante e provveditore per accorrere ovunque la necessità della difesa impone. » — Nelle campagne nostre i preti mostraronsi in quei giorni degni figli d'Italia e diedero esempi splendidissimi di coraggio. Chiamati, nel nome della religione e della patria, i conta-

dini alle armi, e fattisi guidatori di essi, alcuni preti vennero in aiuto di Milano. Sopra tutti vogliansi ricordati in queste istorie, affinchè abbiano a servire d'esempio, don Bartolomeo Silva di Melzo, il quale gridando: *Viva Dio, l'Italia e Pio IX*, corse di terra in terra, predicando la *crociata* contra gli Austriaci (1); e il Faini di San Giuliano che, narrando a' suoi parrocchiani i tristi casi di Milano, le sue resistenze e la sua sollevazione contra gli stranieri che tutti opprimevano, eccitollì a seguirlo nella impresa liberatrice; nella quale presero parimenti bella parte, ed anche nella guerra che la seguì, i chierici del Seminario maggiore di Milano; di essi diremo e a lungo nel corso della nostra narrazione. Padrone omai della città, il popolo pensò d'insignorirsi di qualche porta di essa, allo scopo di potersi congiungere coi sollevati della campagna e opprimere poscia con tutte le forze riunite le genti del maresciallo. A far conoscere a quei di fuori quanto era stato risoluto d'eseguire e per invocare la validissima loro cooperazione all'impresa, la Consulta di guerra mandò ad essi per mezzo di globi aereostatici — essendo le vicinanze della città percorse dalla cavalleria austriaca — questa domanda di aiuto: « Fratelli! la vittoria è nostra. Il nemico in ritratta limita il suo terreno al castello e ai bastioni; correte, prendiamo una porta della città tra due fuochi ed abbracciamoci. » — Mentre da una parte appressavansi a Milano schiere soccorritrici, dall'altra giugnevano a Radetzky aiuti di soldatesche; erano due grossi

(1) Don Bartolomeo Silva passava di vita il 5 settembre 1880 nella picciola terra dei *Tre Ronchetti* — presso Milano — della quale era parroco, amatissimo dal suo gregge; il quale, conoscendo le sue virtù di cristiano e di cittadino, giusta il costume dei primi tempi della Chiesa lo acclamò suo *pastore*. Egli aveva seguito l'esercito alla guerra del 1848 ed era stato ferito a Santa Lucia. Nessuno meglio di lui seppe provare, come al tempo stesso si possa amare Dio e la patria, ed essere buon sacerdote e buon cittadino.

battaglioni di veliti — il decimo e l'undecimo de' *cacciatori tirolesi* — che guidavagli il generale Strassoldo, e la brigata del generale Maurer, che sino allora erano stati a guardia del Ticino. Raccolto tutto il presidio attorno al castello, il maresciallo davasi a fulminare la città con le artiglierie, con lievissimi danni però, essendo quelle di picciol calibro; e i cittadini, vedutane la poca efficacia, non solamente non isgomentaronsi, ma risero della pochezza degli sforzi dei nimici, nè più li temettero. Col crescere della fede nelle forze proprie, maggiore facevasi in essi l'ardore della pugna e risvegliavasi in tutti la massima operosità e somma alacrità; avvegnachè si costruissero allora persino cannoni di legno, cerchiati di ferro, e si fabbricassero palle e polvere da guerra. I consoli degli Stati stranieri, a far sospendere le offese, offrivansi mediatori tra il Municipio e Radetzky; il quale dicevasi pronto a concedere a Milano soltanto una tregua di tre giorni; nel qual tempo aprirebbesi una porta di essa, a fine di provvedere vettovaglie, e accorderebbesi libera l'uscita a coloro che desiderassero di lasciare la città. Il Podestà e il Municipio, eccetto Achille Mauri, reputando la sospensione delle armi più vantaggiosa ai sollevati che al nimico, mostravansi inchinevoli ad accettarla; ma Carlo Cattaneo, ben sapendo che i tre giorni di tregua avrebbero bastato al maresciallo per opprimere la sollevazione della campagna e compiutamente sbaragliarne le bande, le quali correvano da ogni parte di Lombardia in soccorso di Milano, e che aumentavano ognor più in audacia, onde sarebbegli stato facile impresa ridurre la città alla soggezione usata; in oltre, affermando non essere più possibile far posare le armi ai cittadini, pieni d'entusiasmo e di fede, Carlo Cattaneo combatteva vittoriosamente il timido consiglio di Casati e dei colleghi suoi: la tregua veniva quindi respinta.

In questo mezzo giugneva in Milano il conte Enrico Martini inviato da Carlo Alberto a offrire il soccorso dell'esercito suo nella guerra contra l'Austria, a patto che la Lom-

bardia si unisse a Sardegna (1). Carlo Cattaneo, il quale trovava tale proposta non opportuna, faceva osservare al Municipio: *il paese appartenere a' suoi abitanti; a questi soltanto spettare il diritto di disporre di se medesimi. Non essere momento opportuno a consultare i cittadini, intenti alla difesa della terra nativa; le discussioni politiche generare sovente discordia e tumulti; il darli allora al Re sabaudo poter destare gelosia e diffidenza negli altri principi italiani, il cui sussidio essere necessario per combattere l'imperio; per rendere nazionale la guerra necessitare il concorso di tutta Italia; a causa vinta doversi chiamare il popolo a deliberare intorno alle sorti proprie.* — Fu allora che la Consulta di guerra invocò gli aiuti de' popoli e dei principi italiani, specialmente della bellicosa Sardegna, per compiere la vittoria e cacciare il comune nimico al di là delle Alpi. Il Municipio rimandò quindi il conte Martini a Carlo Alberto per chiederne l'alleanza e il valido sussidio di sua spada e di sue genti; ma, arrestato dalle scolte de' sollevati e ricondotto al Municipio, non potè più calar dalle murae non nel pomeriggio del 22 marzo. — Nella notte del 21, il Municipio costituivasi in *Governo temporaneo*; capo di esso, il podestà Gabrio Casati; e la Consulta di guerra riunivasi al Comitato di difesa per formare il *Comitato di guerra*, a presiedere il quale chiamavasi il conte Pompeo Litta Biumi, lo storico, già ufficiale nelle artiglierie dell'antico esercito italico. Al mattino del 22 il nuovo Governo facevasi conoscere al popolo mediante la seguente grida: « Cittadini! L'armistizio offertoci dal nimico fu da noi rifiutato ad istanza del popolo, che vuol combattere; combattiamo adunque con lo stesso coraggio che ci fece vincere in questi quattro giorni di lotta e vinceremo ancora. Cittadini! ri-

(1) Mazzini chiamava il conte Enrico Martini *viaggiator faccendiere dei moderati*: ed era verissimo.

ceviamo di piede fermo quest'ultimo assalto dei nostri oppressori con quella tranquilla fiducia, che nasce dalla certezza della vittoria. Le campane a festa rispondano al fragore del cannone e delle bombe, e vegga il nimico che noi sappiamo lietamente combattere e lietamente morire. La patria adotta come suoi figli gli orfani dei morti in battaglia, e assicura ai feriti gratitudine e sussistenza. Cittadini! questo annunzio vi vien fatto dai sottoscritti costituiti in Governo temporaneo, che reso necessario da circostanze imperiose e dal voto dei combattenti viene così acclamato » (1). A questa grida tenne subito dietro un'altra, nella quale il Governo temporaneo prometteva di convocare — posate che fossero le armi — un congresso nazionale, che avesse a discutere e a deliberare intorno le istituzioni politiche da darsi al paese; in oltre, invitava ogni buon cittadino a combattere per lo acquisto della indipendenza patria; *a causa vinta*, conchiudeva la grida così, *i nostri destini saranno discussi e fissati dalla nazione*.

— Il Comitato di guerra, fatta deliberazione d'impadronirsi di porta *Tosa*, costrutte grosse fascinate, nel mattino del 22 raccoglieva forte mano d'armati entro le case poste a sinistra della spaziosa via che conduce a quella porta, la quale era difesa da mille fanti allo incirca e da sei cannoni. Poco prima del tramontare del giorno le fascinate venivano spinte innanzi da robusti ragazzi e dietro ad esse i cittadini, avanzandosi verso la porta, tiravano contra i nimici. Il percuotere furioso delle artiglierie non valeva ad impedire il procedere innanzi di que' mobili serragli, i quali, sebbene lentamente, minacciosi avvicinavansi al nimico. Pervenute le fascinate non lungi dalla porta, i

(1) Il Governo temporaneo era composto da Gabrio Casati, che lo presiedeva, da Vitaliano Borromeo, Giuseppe Durini, Pompeo Litta, Gaetano Strigelli, Cesare Giulini, Antonio Beretta, Anselmo Guerrieri, Marco Greppi, Alessandro Porro e Cesare Correnti, il quale ultimo esercitava l'ufficio di segretario.

cittadini alla chiamata di Luciano Manara — uno degli eroi di quella lotta memoranda — sboccavano da esse; e, spianate le baionette, avventavansi con tale èmpito contra i difensori di quella da rovesciarli in un istante e mandarli in fuga precipitosa e disordinata, e proprio nel momento in cui lor giungevano dal castello grossi aiuti di fanti e di cannoni, spediti dal maresciallo a rinfrescarvi la pugna. Abbattuta la porta entrarono in città drappelli numerosi di armati venuti di Bergamo, dei vicini colli di Brianza e di molte altre terre di Lombardia, i quali già da qualche giorno badaluccavano con la cavalleria austriaca, che scorrazzava la campagna tutta intorno a Milano. Udito il forte romoreggiare del cannonè presso porta Tosa, quegli armati eransi avvicinati a quella per tentare di soccorrere ai cittadini combattenti. — Mentre si vittoriosamente pugnava a porta Tosa, altre schiere di sollevati, sostenuti validamente dalle bande campagnuole, recavansi in mano porta Comasina: onde il maresciallo — il quale, omai disperando di riprendere Milano, erasi già apparecchiato a lasciarla — venuto in grande timore di perdere le sue vie di comunicazione con le fortezze del *Quadrilatero* e di trovarsi assediato nel castello da coloro stessi che poco innanzi aveva tenuto assediati, affrettava la sua ritirata al Mincio e all'Adige. Spingevano eziandio a tale passo il disordine e lo avvilito, in cui erano caduti i soldati suoi, vinti sempre, vittoriosi mai in quella lotta di cinque giorni; non già, come da alcuni fu scritto, la tema di vicinissimi assalti dell'esercito sardo, avvegnachè Radetzky ben sapesse, il re Carlo Alberto non avere ancora bandita la guerra all'Austria. In oltre il maresciallo, solo trovandosi in mezzo alla sollevazione ovunque trionfante e senz'ordini del Governo imperiale — i cui dispacci erano stati presi dai sollevati — e ignorando altresì come andassero le cose in Vienna, tenevasi a ragione in obbligo di provvedere alla salute dell'esercito al suo onore militare affidato; per la quale cosa deliberò di raccogliere le

sue genti nei campi che stendonsi tra il Mincio e l'Adige, e dei quali Mantova, Peschiera, Verona e Legnago fanno una delle più forti posture militari d'Europa. In mezzo a quelle fortezze egli reputavasi sicuro di poter resistere alle armi della ribellione e all'esercito sardo altresì, sino a che, rinnovata la disciplina ne' suoi soldati, riordinatili e, con gli aiuti ch'egli aspettava dalle altre provincie dell'imperio, portato a numero l'esercito suo, avrebbe potuto prendere con vantaggio le offese e riconquistare le città, che allora era costretto a lasciare. — Alle dieci della sera di quel giorno 22 marzo, gli Austriaci, ordinati in cinque schiere, cominciarono la ritirata, la quale fu assai maleagevole e oltremodo penosa. Allo intento di non essere molestato di troppo dai cittadini nello allontanarsi dal castello, il maresciallo ne divertì l'attenzione con un forte trarre de' suoi cannoni contra Milano; e quando la brigata Clam e quella di Wohlgemuth furonsi impadronite delle case signoreggianti i bastioni e la grande via della circonvallazione della città, postosi alla testa della terza schiera di sue genti cominciò la ritirata verso Melegnano conducendo seco buon numero dei prigionieri fatti, il primo giorno della sollevazione, all'impresa del Broletto. I Milanesi, da principio tenuti a bada, anzi ingannati dal percuotere furioso delle artiglierie nimiche, tosto che seppero del ritirarsi degli Austriaci, corsero loro addosso coi sollevati della campagna, i quali per meglio ferire salirono su gli alberi: per la quale cosa Radetzky procedeva innanzi in mezzo a una cerchia di fuoco. Giunto alla porta Romana, piegò a sinistra; le brigate Clam e Wohlgemuth formarono il retroguardo sotto il comando del generale Clam. Il cammino degli imperiali fu pieno di pericoli; chè i soldati italiani, seguendoli a malincuore, minacciavano disertare dalle bandiere per unirsi ai sollevati; che se ciò fosse arrivato, sarebbe stato impossibile al presidio di Milano di giugnere al Mincio. « Alle crociere delle vie, così Carlo Cattaneo, dove era facile sottrarsi, i generali paravano loro

in faccia la bocca del cannone; alla menoma esitanza, si udivano li ufficiali gridar loro: o avanti, o morti! » (1). — La ritratta di Radetzky dalla metropoli lombarda, voluta, come vedemmo, da necessità imperiosissime, fu strategicamente bene condotta, molto più considerando che si compì in paese tutto divampante di fuoco di guerra; essa è una delle glorie del vecchio maresciallo.

Milano respirava finalmente aure benefiche di libertà; dopo una lotta di cinque giorni, con tanta strenuità sostenuta da maravigliarne lo stesso nimico, essa aveva cacciato di sue mura l'armi straniera, le quali, avvilita e con gli ordini rotti lentamente camminavano verso le fortezze del *Quadrilatero*, causa i grossi ostacoli che ad ogni passo incontravano. Se Carlo Alberto, al primo scoppiare della sollevazione in Lombardia — la cui novella giugnevagli il 19 marzo — intimata guerra all'Austria, avesse, senza por tempo in mezzo, fatto imbarcare sul Po^a Valenza le fanterie e i cannoni del vicino presidio di Alessandria, avrebbe certamente potuto precludere al maresciallo ogni via di scampo; avvegnachè alle milizie sarde, calate a terra presso Piacenza, sarebbe stata facile impresa sorprendere Pizzighettone e insignorirsi di Lodi e di Cassano. E siccome il portarsi al Mincio per l'alta Lombardia non era possibile, atteso che Bergamo e Brescia, tutte piene di armi e di armati, gliene impedissero il passo, così Radetzky avrebbe dovuto lasciar Milano dopo due giorni di combattere; chè se avesse resistito più a lungo ai cittadini sarebbe corso a intera rovina. — *A nimico che fugge, un ponte d'oro*: è noto all'universale come i Russi, nella guerra del 1812, abbiano inteso questo antico adagio, che oramai ha fatto il suo tempo. Innanzi a nimico fuggitivo rompansi le vie, i ponti, le dighe e s'innalzino tutti quegli ostacoli che servono a rallentar sua fuga, fosse anche

(1) *Dell'Insurrezione di Milano nel 1848*, cart. 72; Lugano, 1849.

per breve ora; lo si disordini con assalti improvvisi e continui; si disertino i campi e i villaggi per li quali ei deve passare, affinchè non trovi pane, nè ricovero; in fine, non gli si conceda riposo, nè tregua mai: quest'opera di distruzione va chiamata *carità patria*; e i Russi l'ebbero, e per essa videro cadere il grande che poco innanzi era stato arbitro dei destini d'Europa. — Nella guerra di Moravia del 1742, Roth, generale austriaco che difendeva Brunn contra le armi di Federico di Prussia, impediva al Re di assediare col dare al fuoco le terre in prossimità della fortezza. — Il Governo temporaneo di Milano operò allora, come sempre di poi, assai fiaccamente, quando le faccende del paese abbisognavano della maggiore vigoria; ei non seppe valersi dello entusiasmo popolare; anzi, con improvvido consiglio adagiò su gli allori conquistati dalla virtù cittadina. Ben è vero, che il 23 marzo in una grida chiamava a sè i volontari per ordinarsi e addestrarsi alle armi (1); ma l'opere sue non risposero degnamente alle

(1) « I cinque giorni sono compiuti, e già Milano non ha più un sol nimico nel suo seno. D'ogni parte accorrono con ansia dalle altre terre i combattenti; è necessario raccorli e ordinarli in legioni. D'ora in poi non basta il coraggio, bisogna inseguire con arte in aperta campagna un nimico, che può trarre tutto il vantaggio dalla sua cavalleria, dai suoi cannoni, dalla mobilità delle sue forze; ordiniamoci dunque almeno in due parti: l'una rimanga, come fin qui, a difendere la città; l'altra, provveduta compiutamente di armi da fuoco e di qualche nerbo di cavalli e, appena che si possa, anche d'artiglierie, esca audacemente dalle mura e, aggiugnendo al valore la mobilità e la precisione, incalzi il nimico fuggente di terra in terra, lo raffreni nella rapina, lo rallenti nella fuga, gli precluda lo scampo. Siccome la sua meta è di raggiungere quanto più presto si può la cima delle Alpi, e la futura frontiera che il dito di Dio fin da principio dei secoli segnò per l'Italia, noi la chiameremo *Legione prima, esercito della frontiera, esercito delle Alpi*. I difensori della città si chiameranno *Legione seconda*, e per uniformarci ai fratelli e compiere una grande istituzione italiana, *Guardia civica*. Valorosi, che accorrete a noi da tutte le vicine e lontane terre, unitevi all'*Esercito* e alla *Guardia civica*, secondo che l'imperfetto ar-

parole; avvegnachè gli ordinamenti militari tardi venissero e lentamente poi procedessero da non essere compiuti mai: onde di sua lentezza a ragione ebbe a dolersi il Governo di Carlo Alberto. — La gioia dei Milanesi per la cacciata dello straniero fu contristata da lutti infiniti! Assai più dei caduti nella gloriosa lotta essi ebbero a piangere i molti spenti in barbari modi dalla efferatezza austriaca. Bambini innocenti, tolti alle culle o al seno materno, furono uccisi sotto gli occhi delle madri; vecchi, infermi per gli anni, vennero trucidati dinnanzi ai figli; mogli, da prima adulate in faccia ai mariti, poscia arse vive con questi; in fine, uomini e donne in mille guise martoriati e morti! Nella fossa interna del castello si rinvennero cadaveri mutilati e orrendamente tagliati a pezzi (1); nelle vicinanze delle mura di porta Nuova e porta Tosa, altri bruciati e appiccati, tra questi un padre e figlio al medesimo albero; altri ancora di uomini stati sepolti vivi; addosso a un soldato prigioniero trovossi la mano di una donna ricca d'anelli. Mentre gli Austriaci sì vilmente inferocivano contra i deboli e gli inermi, i Milanesi mostravansi umani e generosi verso i nimici venuti a lor mani: essi usarono la vittoria in modo veramente magnanimo, e seppero conservarla illibata, mettendo in dimenticanza gli odi tanti anni nudriti contra quell'esercito, che era stato sempre strumento di tirannide e d'oppressione, non il fon-

mamento vi impone. Ma unitevi, ordinatevi, ubbidite al comando fraterno. I vostri comandanti saranno eletti da voi. Suvvia, adunque; viva l'Esercito delle Alpi, viva la Guardia della città. »

(1) Il mattino del 23 marzo Antonio Gnoato, capitano degli Austriaci, consegnò il castello a Porro, del Governo temporaneo, e a Lissoni, del Comitato di difesa. Fu da essi convenuto, che gli ufficiali malati o feriti, i medici e gli ufficiali pubblici austriaci, rimasti nel castello, serberebbero loro armi e bagagli; guariti, sarebbero mandati al campo imperiale; in oltre, raccomandaronsi alla generosità del Governo le loro mogli e i figliuoli; dal canto suo Radetzky tornerebbe a libertà i prigionieri politici.

damento mai di governo onesto, nè elemento di civiltà e progresso, come avrebbe dovuto esserlo, perchè figlio di genti civili (1).

Diremo ora della sollevazione delle città di Lombardia. — I cittadini di Varese, appena venne loro saputa la sommossa di Milano, levavansi a romore, tentando far prigioniero il battaglione de' veliti — il decimo dei cacciatori tirolesi — che presidiava la terra; ma il colonello Kopal, indovinato il pericolo che gli soprastava, uscito sollecito da'suoi quartieri, aprivasi con le armi la via di scampo; venuto in Saronno, congiugnevasi alla brigata Strassoldo, della quale faceva parte: Varese aveva così riacquistata sua libertà. — La irresolutezza nel deliberare e più ancora la lentezza nell'operare perdette il presidio austriaco di Como. Conosciuti i casi di Milano, i Comaschi, recatisi in armi al Municipio, chiedevangli avesse a ordinarli in *Guardia cittadina*; alla quale domanda e soddisfacimento di essa non opponevasi il maggiore Millutinovich, che comandava il battaglione confinario di Varadino, a patto che gli si promettesse di rispettare i soldati. Ma rottasi poscia

(1) I sobborghi di Milano furono più volte messi a sacco dai soldati dell'Austria. Verso il mezzogiorno del 21 marzo grossa mano di soldatesche croate calò i bastioni di porta Tosa, e dopo aver posto a ruba molte case, invasero l'osteria dell'*Angelo*, i cui abitatori, all'avvicinarsi di quelle, eransi nascosti nelle cantine; scoperti dai nimici, traevanli nella corte; concessa la vita alla moglie dell'oste e alle sue figliuoline, i Croati ferirono a morte gli nomini, che, vivi ancora, bruciavano di poi. In su le cinque ore del mattino del giorno appresso i soldati dell'Austria rinnovarono quella scena di sangue al caffè *Gnocchi*; compiuti atti di barbarie che la penna rifugge dal narrare, diedero fuoco alle case. Fatti due prigionieri all'osteria della *Carità* fuori di porta Romana, gli Austriaci, legatili insieme e attaccatili a un cannone, trascinaronli così per lungo tratto di via spingendo i cavalli a corsa furiosa. I cadaveri di que' miseri furono trovati il 23 in modo orrendo pesti e malconci: l'un di essi era un vecchio ottuagenario.

dagli Austriaci la fede data, avendo uno di essi tirato contra il popolo non offendente, questo, furiosamente assalito il battaglione de' Confinari, forzavalo subito alla resa; indi assediata le due compagnie dei fanti di Prohaska — che stavano a' quartieri nel sobborgo — le costringeva a darsi per fame. Liberata in tal modo la terra loro dal soldato straniero, i cittadini, formatisi in legione e datisi a capo l'Arcioni, muovevano in soccorso di Milano: i Comaschi contavansi allora milledugento, e traevano seco due cannoni. Il 19 marzo, avvertiti del moto di Milano, i più audaci tra i Lecchesi volevano immediatamente correre in aiuto ai Milanesi; ma possedendo poche armi, deliberavano impadronirsi di quelle del presidio, una compagnia di fanti italiani; ciò che eseguivano nel mattino del 20 dopo averne fatti prigionieri gli ufficiali. Raccoltisi quindi in buon numero — cencinquanta allo incirca — muovevano verso Monza; guidatori di essi, Cesare Grassi, Enrico Corti, Arrigo Arrigosi e Cesare Ticozzi; pervenuti alla Santa in sul cadere del giorno, vi si posero a campo. Appena sorto il nuovo dì procedettero innanzi; e, valicato senza contrasto il Lambro, giunsero su la piazza del *Mercato Vecchio*, ove trovavasi un battaglione di fanti italiani, schierato presso il Seminario. Allo scopo d'evitare il conflitto, Ticozzi e Arrigosi venivano a parlamento col maggiore La Motte; il quale, all'invito fattogli di posare le armi rispondeva: — *Non potere egli trattare con essi, ma solo col Podestà*. Il quale recatosi a lui otteneva, a favor dei Lecchesi, licenza d'attraversare la città senza patir molestie dai soldati. Se non che avendo alcuni di quelli tirato contra quel battaglione, La Motte ordinava a' suoi di rispondere agli offensori con le armi. Così cominciava il combattere, che però presto finì; avvegnachè il maggiore austriaco, temendo di venir sopraffatto, sollecito riparasse nel vicino Seminario; e indi a poco fuggisse a Milano. Nell'albergo degli *Angioli*, situato in prossimità del *Mercato Vecchio*, erasi rinchiuso un capitano con alquanti sol-

dati, il quale, alla chiamata, aveva risposto negativamente; assalito, respingeva gli assalitori; percosso, dall'alto d'un campanile, da un cannoncino non cedeva ancora; e davasi prigioniero allora soltanto che, preso l'albergo da alcuni animosi, e ferito al volto, vedeva alle sue genti togliersi le armi: questa la liberazione di Monza dagli Austriaci per opera di quei di Lecco, il cui trofeo fu la bandiera del battaglione del presidio, rimessa di poi al Comitato della loro città. Il dì vengente, 22 marzo, i Lecchesi — ai quali eransi uniti non pochi campagnuoli della Brianza e cittadini di Monza — avviaronsi a Milano; arrivati nelle ore pomeridiane a due chilometri da questa città sostarono per aspettarvi l'ingegnere Borgazzi, il quale, giusta accordi fermati col Comitato di difesa, doveva prendere il comando della lor compagnia. Venutovi dopo un'ora d'aspettamento, avanzavasi verso il sobborgo di porta Comasina; entratovi e veduto atterrati i cancelli di quella porta, velocissimo procedeva innanzi; ma subito cadeva ferito a morte, e i suoi erano arrestati dal vivissimo trarre a scaglia dei cannoni, che munivano i vicini bastioni, e dalla incessante archibuseria degli Austriaci; i quali, pochi momenti dopo, per tema d'essere sopraffatti dal numero sempre crescente dei sollevati, indietreggiavano: onde i Lecchesi poterono, senza patir danno, varcare la porta. — L'arciduca Sigismondo, figliuolo al vicerè Raineri e che comandava l'armi austriache presidianti Bergamo, tosto che gli giunse la notizia del sollevamento di Milano, spediva sollecito al maresciallo un battaglione de' suoi fanti, lusingandosi di tenersi in signoria della terra con ottocento Croati, del confine Sluino, che a lui rimanevano del presidio. Ma i Bergamaschi, dato mano alle armi e ordinatisi in *Guardia cittadina*, presero a minacciare il giovane Arciduca; il quale, sgomentato da tanto ardimento, fuggiva dalla città; e dopo di lui, nel silenzio della notte, anche i Croati scappavano, riparandosi a Montechiari da prima, poscia a Peschiera in compagnia di tre squadroni di cavalli fuggiti

da Cremona e trovati in Montechiari: liberata così dagli oppressori, Bergamo mandava trecento de' suoi in aiuto di Milano. In questo mezzo i valorosi abitatori di Valtellina, cacciati dalle loro terre i presidi imperiali, correvano a difendere le strette dello Stelvio. — I Bresciani, appena furono avvertiti della sollevazione di Milano, andarono tumultuanti al luogotenente maresciallo Schwarzenberg per chiedergli, avesse a far posare le armi a' suoi soldati. Il principe da prima volle sedare con la forza la sommossa: ma veggendo tornare a vuoto i suoi tentativi e informato che molti italiani del reggimento *Haugwitz* avevano disertato dalle bandiere, reputando savio consiglio accordare subito e di buona voglia quanto poco dopo e con la violenza verrebbe tolto, concedeva ai cittadini di ordinarsi in *Guardia civica* dando loro da ottocento schioppi per armarsi. Di lì a breve ora, pentito di sue concessioni, Schwarzenberg volle romperla coi Bresciani; ma non avendo forze bastevoli per sostenere con vantaggio la lotta con essi, lasciò la città; e siccome i sollevati eransi fortificati in Sant'Eufemia per impedirgli la ritirata in Peschiera, così volse il passo verso Orzinuovi e venne quindi a Crema proprio in quella in cui giugnevi, fuggitivo di Milano, il maresciallo Radetzky. — Al levarsi in su l'arme di Cremona, i quattro battaglioni di fanti italiani dei reggimenti *Ceccopieri* e *Arctiduca Alberto* che la presidiavano, disertati dalle bandiere affratellavansi coi cittadini. Il generale Schönals, il quale non ha altra via di salute per sè, per gli ufficiali, che non hanno seguita la parte popolare, e per la sua cavalleria — tre squadroni d'ulani — fuorchè scendere ad accordi col Municipio, ottiene da questo libera la uscita dalla città e di potere recarsi al campo di Radetzky: se non che, giunto su quel di Brescia, egli vien fatto prigioniero co' suoi ufficiali dai sollevati Bresciani. — I reggimenti *Giulay* e *Rukavina*, i quali tenevano Pavia e Piacenza, alla notizia della sollevazione di Milano, lasciavano quei presidi, e compivano la loro ritirata quasi incontra-

stata e senza patire gravi molestie dai cittadini. — Le notizie della ribellione e della vittoria della parte liberale di Vienna — giunte in Mantova il 18 marzo — ne commossero i cittadini. Il Podestà, conte d'Arco, eletto capo del *Comitato* costituitosi allora per eccitarne il popolo a sollevarsi e guidarne il moto, profittando della confusione nella quale i casi di Vienna avevano gettato il magistrato civile, recavasi in mano il governo della cosa pubblica. Informato dello appressarsi del reggimento *Francesco d'Este* — che in quel mezzo aveva lasciato Modena e Parma — sollecito ordinava di distruggere i ponti, dare il guasto alle vie ch'ei dovea percorrere, e innalzare su queste ostacoli d'ogni sorta allo scopo di ritardare lo avanzarsi di quel reggimento; in oltre, il Comitato tentava i soldati del presidio, la maggiore parte italiani: onde il generale Gorzkowsky, a impedire che le sue genti avessero a romper fede alla bandiera imperiale, le chiuse nella fortezza, e nel tempo stesso minacciò i *ribelli* di fulminare con sue artiglierie la città, se non desistessero dai loro intendimenti ostili all'autorità dell'Imperatore. Il 21 marzo i Mantovani — a trecento dei quali l'arciduca Raineri, allora in Verona, aveva accordato di ordinarsi in *Guardia civica* per la tutela dell'ordine pubblico — profittando della concessione vicereale, correvano armati la terra e, asserragliate le vie che menano alla cittadella, fortificavansi nella chiesa di Sant'Andrea, nel palazzo del Municipio e in quei luoghi il cui possesso loro importava di conservare. Gorzkowsky, che ha indovinato i disegni dei cittadini, fatta uscire dai quartieri buona parte del presidio, preparasi alla lotta, che crede inevitabile; ma che è poi allontanata dal Vescovo e da alcuni cittadini di parte moderata, ai quali riesce di indurre i più ardenti tra i sollevati a spedire lor messi al Vicerè per nuove e più larghe concessioni, proprio in quella che il *reggimento d'Este*, superato ogni ostacolo, giugne presso Mantova e che il colonnello Castelliz, per porta Pradella, vi entra con otto compagnie. I Com-

missari mantovani, iti all'arciduca Raineri, non ottengono le concessioni sperate; che anzi il Vicerè conferisce a Gorzkowsky autorità piena e intiera d'operare quanto il dover suo gli impone e l'onor militare gli consiglia: ond'egli, ai deputati dal popolo a chiedergli la fortezza da custodire, risponde: « Non essere per cederla mai; gliela toglierebbero soltanto con la vita. » Irritati da quell'aspro, ma onorevole rifiuto, i cittadini vengono alle armi; se non che, quando stanno per assalire i nimici veggendo entrare in Mantova nuove schiere d'imperiali — le genti di Wohlgemuth — perduta ogni speranza di vittoria, le posano. Li ebbe vinti l'inganno, non la forza! la tradigione della parte moderata, non il valore delle soldatesche austriache! — Anche i Veronesi avevano preso le armi per togliersi al giogo dell'Austria; ma il loro sollevarsi veniva al subito scoppiare represso dal poderosissimo presidio (1), e la città tenuta nell'obbedienza dello Imperatore dalle minacce di rovina estrema. Il vicerè Raineri il quale, come scrivemmo, il 17 di quel mese di marzo erasi ritirato da Milano per ripararsi in Verona, lasciava allora anche questa città all'arbitrio del vecchio maresciallo e alla prepotenza della fazione soldatesca! (2).

(1) Il generale d'Aspre, non avendo potuto mantenersi in Padova, erasi portato a Verona col secondo corpo d'esercito; rafforzato il presidio della città con parte di quello, con la restante si pose a campo su l'Adige.

(2) Il giovane arciduca Raineri, figliuolo al Vicerè, in una lettera del 20 marzo così scriveva da Verona al fratello Ernesto: « Abbiamo un idiota per Imperatore, una tignuola per successore presuntivo e un ragazzo prepotente per suo principe ereditario; e in coda a questi l'imperatrice madre, Sofia... » Ecco come gli Arciduchi rispettavano il capo dello Stato e i membri della sua famiglia!



CAPITOLO V.

L'Italia levasi a guerra contra l'Austria.

Amnistia di Carlo Alberto; sua intimazione di guerra all'Austria. Il re Carlo Alberto e il Governo temporaneo di Milano. — Firenze e Roma; Ferrara e Comacchio. — Lord Minto e la mediazione inglese in Sicilia; il Parlamento siculo grida decaduto dal trono di Sicilia Ferdinando Borbone e la sua dinastia. Il re Ferdinando invia parte dell'esercito e dell'armata contra l'Austria. — Il generale Passalacqua deputato da Carlo Alberto al Governo lombardo; eccidio di Melegnano; Radetsky, raccolto l'esercito su la sinistra del Mincio, recasi a Verona. — Arrivo in Milano dell'avanguardia del secondo corpo d'esercito sardo. Teodoro Lecchi eletto capo supremo delle forze armate di Lombardia. Teodoro Lecchi e i volontari. Gli ufficiali sardi dell'esercito lombardo, e i soldati lombardi dell'esercito austriaco. — Carlo Alberto assume in Alessandria il comando supremo dell'esercito; sue parole ai popoli di Lombardia, delle Venezie, di Piacenza, di Reggio. La marineria da guerra della Sardegna. — Pompeo Litta eletto ministro sopra le armi. Il giuoco del lotto viene abolito. Parole del Governo di Lombardia agli Ungaresi, ai Tedeschi, ai sudditi dell'Austria. Il figlio del Duca di Parma fatto prigionie dai volontari pavesi. — Accuse mosse al Governo temporaneo di Lombardia.

« Dopo aver dato ai Nostri Popoli la maggiore prova di affetto e di fiducia che per Noi si potesse, chiamandoli a partecipare nei diritti della Sovranità mercè dello stabilimento di un compiuto e sincero Governo Rappresentativo, vogliamo ora porgere a Noi medesimi la soddisfazione di

far cessar gli impedimenti che tolgono ad alcuni dei Nostri sudditi, colpiti da condanna per titolo politico, il ricondursi su la terra nativa, e il riunirsi coi loro fratelli in quell'accordo di sentimenti, di opere e di voti, che debbono assicurare il buono stato presente e il glorioso avvenire della nostra patria. Con questa nuova dimostrazione dell'animo nostro, propenso sempre a congiungere affezioni, interessi, speranze, valga a vie più significare come nell'amore e nella devozione dei Nostri Popoli Noi riponiamo il fondamento del trono e delle istituzioni rappresentative indissolubilmente con esso collegate. Epperò per le presenti, su la relazione del nostro Guarda-Sigilli Ministro Segretario di Stato per gli affari ecclesiastici, di grazia e giustizia, avuto il parere del Nostro Consiglio dei Ministri, abbiamo ordinato e ordiniamo quanto segue: I. È concessuta piena amnistia e restituzione di ogni esercizio di diritti politici e civili a tutti i Nostri sudditi stati condannati per titolo politico anteriormente alla pubblicazione dello Statuto fondamentale. II. Quelli tra i sudditi che vorranno rientrare nei Nostri Stati dovranno, davanti ai Nostri agenti diplomatici o consolari, dichiarare per iscritto, sul loro onore, di voler serbare fedeltà al Sovrano e obbedire alle leggi dello Stato. III. Condoniamo le multe in cui sieno occorsi i predetti condannati, mandando ad un tempo stesso restituirsi ai medesimi, loro successori o aventi causa la parte di dette multe già pervenute alle Nostre *finanze*. Il Nostro Guarda-Sigilli Ministro Segretario di Stato per gli affari ecclesiastici, di grazia e giustizia, e il nostro Ministro Segretario di Stato per le *finanze* sono incaricati, ciascuno della parte che lo concerne, della esecuzione delle presenti. »

« Date in Torino, il 18 marzo 1848. »

« CARLO ALBERTO. »

Torino era tutta festante per questa amnistia — la quale riuniva i condannati per titolo politico ai loro fratelli in quell'accordo di sentimenti, d'opere e di voti, che assi-

curano sempre l'avvenire glorioso della patria — quando, con la novella dei casi di Vienna, giugnevale quella altresì della sollevazione di Milano. Allora il Monarca sabaudò, senza por tempo in mezzo, chiamati a sè i Ministri, con essi deliberava di spedire sollecitamente al Ticino alcuni reggimenti di fanti e di scrivere volontari per la guerra — che prevedeva non lontana a scoppiare — i quali dovevano raccogliersi in Novi, Chivasso e Casale. Se non che i più audaci tra i giovani torinesi, impazienti di affrontare il nimico d'Italia, venuti tra loro a consulta, risolvevano di correre in aiuto della città, che prima aveva innalzata la bandiera dei tre colori è gridata la indipendenza nazionale; indi, a far conoscere la deliberazione loro al Governo ed eziandio allo intento di spingerlo subito alla guerra contra l'Austria, inviavano oratori a Cesare Balbo — che presiedeva ai Ministri del Re — Massimo d'Azeglio, il colonnello Durando e gli avvocati Brofferio e Vineis. E il Balbo lor diceva: = Far plauso ai nobili sentimenti di quei generosi; esortarli però a frenare l'ardore del combattere, sino alla intimazione della guerra all'imperio; invitarli a scriversi per tre anni nell'esercito; se poi si ostinassero ne' loro proponimenti, di volersi recare armati in Lombardia, avvertivali che avrebbero dovuto superare con la forza il Ticino, alla guardia del quale stavano le milizie regie. — Inutile consiglio e ancor più inutile minaccia, avvegnachè i giovani torinesi, ordinatisi in compagnia, movessero solleciti in aiuto a Milano, guidati da Giuseppe Torres, uomo intrepido e risoluto. — Mentre ciò succedeva in Torino, i Genovesi, informati dei moti di Lombardia, deputavano al marchese della Planargia, che reggeva la città, alcuni ufficiali della *guardia cittadina* a domandare armi per soccorrere la città combattente contra la signoria straniera. Niegatesi dal Governatore l'armi richieste, pochi dei Genovesi poterono andare all'impresa di Lombardia; i quali, giunti a Voghera, saputo di un campo formatosi alla Cava sul Po, vi si con-

dussero; ma, trovando impedito il passo dai regi, nel silenzio della notte portaronsi al Ticino e valicarono non lungi di San Martino. All'albeggiare entrarono in Pavia, poco innanzi lasciata dal colonnello Benedeck; indi vollero il passo verso Milano, ove pervennero al cadere del giorno, il 22 marzo, e allora che gli Austriaci apparecchiavansi a lasciarla (1). — L'irrisolutezza di Carlo Alberto nel deliberare e la poca vigoria dei Ministri suoi avevano destato in Torino non poco malcontento; a tutti poi doleva che il conte Arese, venuto di Milano per soccorso, non fosse stato ricevuto dal Re; quale il motivo di tale contegno? A scuotere Re e Ministri molto contribuirono le novelle che ad ogni ora giugnevano dalla città assediata, ove il prosperare delle armi cittadine annunziava prosima la vittoria sui nimici; e contribuirono altresì potentemente le parole scritte da Camillo Cavour nel diario il *Risorgimento* del 23 marzo. « L'ora suprema, così l'illustre pubblicista, per la monarchia sabauda è suonata; l'ora delle forti deliberazioni, l'ora dalla quale dipendono i fati degli imperii, le sorti dei popoli. In cospetto degli avvenimenti di Lombardia e di Vienna, l'esitazione, il dubbio, gli indugi non sono più possibili; essi sarebbero la più funesta politica. Uomini noi di mente fredda, usi ad ascoltare assai più i dettami della ragione, che non gli impulsi del cuore, dopo avere attentamente ponderata ogni nostra

(1) Il giorno appresso, il 23 marzo, il Comitato di guerra di Milano volgeva ai Genovesi queste parole: « Vi siamo riconoscenti del soccorso fraterno che ci recate. Avrete caro sapere che la nostra città è salva e libera affatto dal nimico sino da ieri sera. Il nimico dirige le sue mosse confuse e avvilitte principalmente verso Lodi, Crema, Cremona e Mantova in grande parte già attraversate e guaste. I suoi movimenti ogni istante più tardi e difficili. Valorosi amici! se volete avere la vostra parte alla vittoria, non perdetevi tempo; sollecitate i vostri passi su le vestigie del nimico fuggente. Dio ci voglia felici, come ci volle liberi e gloriosi. Viva l'Italia! »

parola dobbiamo in coscienza dichiararlo: una sola via è aperta alla nazione, al Governo, al Re, la guerra! la guerra immediata e senza indugi. » — In sul cadere di quel giorno, moltitudine innumerevole di cittadini era corsa al palazzo reale per gridare la guerra contra l'Austria, quando l'inviato del Governo temporaneo di Milano, il conte Martini, annunziavale la fausta novella della ritratta di Radetzky; alla quale notizia i cittadini alzarono grida di gioia, che centuplicaronsi allora che seppero avere Carlo Alberto bandita la guerra all'imperio; e quando videro il Sovrano dal balcone del suo palazzo agitare al vento una bandiera ai colori nazionali, pieni d'entusiasmo salutarono *liberatore d'Italia*. — Nella notte pubblicavasi in Torino un manifesto nel quale il Re indirizzava queste generose parole ai popoli della Lombardia e della Venezia: « I destini d'Italia si maturano; sorti più felici arridono agli intrepidi difensori di conculcati diritti. Per amore di stirpe, per intelligenza di tempi, per comunanza di voti noi ci associamo primi a quell'unanime ammirazione che vi tributa l'Italia. Popoli della Lombardia e della Venezia! Le Nostre armi, che già si raccoglievano su la frontiera quando voi anticipaste la liberazione della gloriosa Milano, vengono ora a porgervi nelle ulteriori prove quell'aiuto che il fratello aspetta dal fratello, l'amico dall'amico. Seconderemo i vostri giusti desiderî fidando nell'aiuto di Dio, che è visibilmente con Noi, di quel Dio che ha dato all'Italia Pio IX, di quel Dio che con sì maravigliosi impulsi pose l'Italia in grado di far da sè. E per viemmeglio dimostrare con segni esteriori il sentimento dell'unione italiana, vogliamo che il Nostro esercito, entrando sul territorio della Lombardia e della Venezia, porti lo scudo sovrapposto alla bandiera tricolore italiana. » Il Re — che il giorno innanzi aveva assicurato il conte Buol, oratore dell'Austria presso il suo Governo, *ch'egli desiderava assecondarlo in tutto ciò che valesse ad affermare l'amicizia tra i due Stati* — quando seppe Milano

vittoriosamente uscita dalla lotta, intimò guerra all'imperio. Della quale deliberazione Pareto, nella notte stessa del 23, informava Abercromby, oratore d'Inghilterra in Corte di Torino, con queste parole: « La simpatia eccitata dalla difesa di Milano, lo spirito di naturalità che, a malgrado delle artificiali limitazioni dei diversi Stati, si manifesta potentissimo, ogni cosa concorre a mantenere nelle provincie e nella metropoli una tale agitazione da far temere che da un istante all'altro possa escirne una rivoluzione, che porterebbe il trono in grave pericolo, però che non può dissimularsi che dopo gli eventi di Francia *il pericolo dell'acclamazione d'una repubblica in Lombardia non possa essere vicino*. Di fatto sembra, da notizie positive, che un certo numero di Svizzeri ha molto contribuito col suo intervento alla riescita del sollevamento di Milano. Se si aggiungano a questo i moti di Parma e Modena, come pure quei del ducato di Piacenza sul quale non può ricusarsi a S. M. il Re di Sardegna il diritto di vegliare come sopra un territorio che deve un giorno per diritto toccargli; se si aggiunga una grave e seria irritazione eccitata in Piemonte e nella Liguria dalla conclusione d'un trattato fra S. M. Imperiale e i Duchi di Parma e Piacenza e di Modena, trattato che sotto apparenza d'aiuti da prestarsi a quei piccioli Stati li ha veramente assorbiti nella monarchia austriaca spingendo le sue frontiere dal Po, ove dovrebbero finire, sino al Mediterraneo, e rompendo così il contrappeso che esisteva tra i diversi Stati d'Italia, è naturale il pensare che la *situazione* (sic) *del Piemonte* è tale, che da un momento all'altro, all'annuncio che la repubblica sia stata acclamata in Lombardia, simile moto scoppierebbe pure negli Stati di S. M. Sarda, e che almeno un qualche grave commovimento porrebbe a pericolo il trono di S. M. — In questa condizione di cose il Re credesi costretto d'impedire al moto presente di Lombardia di diventare *moto repubblicano*, per evitare alla Sardegna e al rimanente d'Italia le catastrofi, che

potrebbero aver luogo se tale forma di governo venisse ad acclamarsi. » La tema di veder gridata la repubblica in Lombardia fu certamente una delle cause che indusse Carlo Alberto a rompere guerra all'Austria; la quale cosa sarebbe anche provata dalle parole del marchese Brignole, orator di Sardegna, al marchese di Normanby, ambasciatore d'Inghilterra presso il Governo di Francia, cioè: = Il Re avere negato soccorso di sue genti alla prima *deputazione* di Milano, quando questa città trovavasi ancora nelle mani degli Austriaci; essere intervenuto con le armi, allora che la seconda *deputazione* l'avea assicurato, griderebbsi la repubblica in Lombardia, s'egli non si affrettasse ad accorrere con l'esercito per sostenere i popoli nella guerra contra l'Austria; Carlo Alberto essere quindi sceso con tutte le sue armi a Lombardia per mantenervi l'ordine e impedirvi lo acclamarsi della repubblica!... (1).

Già il dissi, e qui giova ripeterlo, che il troppo indugiare di Carlo Alberto a intimar guerra all'Austria fu di grave danno alla causa della patria nostra e alla guerra stessa; forse, per giustificare il suo operato dinnanzi agli Stati d'Europa, ei volle attendere che il Governo temporaneo di Lombardia mandasse a lui per aiuti nella lotta contra l'imperio. Aspettare l'esito della sollevazione di Milano per romperla con la *rivale*, non fu consiglio prudente, ma timido; se il Re, al subito scoppiare di quella, avesse passato con tutte sue armi il Ticino, gridandosi francamente al cospetto di tutta [Europa *difensore della indipendenza italiana*, al certo avrebbe sorpreso Radetzky in Milano; e se il maresciallo, al primo annunzio di quel passaggio, fosse fuggito dalla sua città, non tutto il presidio di Milano sarebbesi potuto salvare e sarebbersi perduti, in grande parte almeno, anche quei delle altre città

(1) Dai dispacci di Abercromby e di Normanby a lord Palmerston del marzo 1848.

di Lombardia; onde Carlo Alberto avrebbe avuto a combattere sul Ticino e su l'Adige un esercito in forze inferiore dimolto al suo, eziandio dopo gli aiuti condotti a Radetzky da Nugent. Se fallita fosse l'impresa, generosamente audace, qual danno maggiore sarebbe toccato al Re di quello, che arrecarongli i grandi infortuni toccati alle sue armi? L'Austria avrebbe dovuto rispettare sempre l'integrità della monarchia sarda, non già in virtù del trattato di Vienna del 1815 — poco innanzi rotti a Cracovia e allora compiutamente distrutti — sibbene perchè quella integrità era necessaria al contrappeso politico degli Stati d'Europa. Il re Carlo Alberto, temporeggiando, perdette giorni preziosi; fu somma sventura ch'egli avesse scordato la massima sapiente di Federico di Prussia: *Chi guadagna tempo, ha tutto guadagnato.* — Il cannone di Milano chiamava imperiosamente il Re là dove si combatteva; se al giugnergli della fausta novella della ribellione di Vienna e del sollevamento di Lombardia, senza frapporre indugio, intimata guerra all'Austria, con ventimila uomini e alquante artiglierie per la via più breve e a grandi giornate si fosse portato sopra Milano; se, imbarcate sul Po a Valenza altre soldatesche e artiglierie, avesse fatto da queste assaltare Pizzighettone e Lodi e occupare i passi dell'Adda, avrebbe costretto Radetzky a fuga precipitosa e disordinata — e questa con grave danno e vergogna dell'armi imperiali — e vigorosamente e celeremente operando sarebbe riescito a far prigioniero il maresciallo coi piccioli corpi d'Austriaci sparsi nelle terre lombarde; i quali poterono congiungersi al presidio di Milano indietreggiante e ripararsi in Mantova, impedendo così a questa terra fortissima di francarsi in libertà. — Cacciato il nimico dalle sue città, il Governo temporaneo, quasi che lo straniero non calpestasse più il sacro suolo della patria, riposossi su gli allori conquistati dal popolo; e credendo che il re Carlo Alberto, raggiunto il maresciallo e costrettolo a fare con lui la giornata, avrebbero con lieve sforzo vinto e

respinto al di là delle Alpi, non curossi di tener vivo nelle popolazioni il fuoco di carità patria, vita e anima d'ogni più magnanima azione, e che di quei giorni aveva fatto lor compiere impresa sì gloriosa; impresa che non ha riscontro nella storia. Gli uomini del Governo dimenticarono che le guerre di indipendenza nazionale sono lunghe e sanguinose, e costano sacrifici gravissimi; cel dicono gli Stati Uniti d'America, la Spagna, la Grecia che stettero in su l'arme e combatterono per lunghi anni per togliersi alla signoria d'Inghilterra, di Francia e di Turchia. — Esempio unico di guerra nazionale presto combattuta e vinta l'abbiamo in quella della prima *Lega Lombarda*; la quale costituitasi coi Comuni a Pontida, distrusse in una sola giornata — quella memorabile di Legnano — l'esercito del potente Federico Barbarossa, e terminò gloriosamente la guerra, la prima nazionale che noi troviamo nella storia moderna della patria nostra (1).

Al primo divulgarsi in Firenze della notizia del sollevamento di Milano — e fu il 21 marzo — i cittadini più animosi domandarono al Governo che li provvedesse di armi per correre quindi in soccorso ai fratelli di Lombardia; e il granduca Leopoldo, nella sera di quel giorno stesso, in un manifesto al popolo suo parlava in queste sentenze: = L'ora del risorgimento italico essere giunta

(1) I deputati dei Comuni lombardi riunironsi, il 7 aprile del 1167 nel convento di San Giacomo in Pontida, terra a venti miglia da Milano e su la via di Bergamo. Corsero poco più di nove anni dal giorno in cui fermaronsi i patti della Lega a quello della giornata di Legnano, combattutasi il 29 maggio 1176; essa fu accanitissima e durò tre ore. Da quel dì le milizie cittadine salirono in grande fama; le fanterie italiane, nelle quali il valore andava congiunto a disciplina severa, in quella giornata memoranda ebbero compiutamente sbaragliata la cavalleria tedesca, nel sostenere gli assalti saldissima, nello assalire impetuosa e feroce.

improvvisa; non potersi, da chi ama davvero la patria, ricusare il soccorso che imperiosamente ora chiede da lui. A mantenere la fede, altra volta giurata, di secondare lo slancio dei loro cuori in circostanze opportune, avere egli già ordinato alle milizie sue di raccogliersi verso la frontiera di Pontremoli, per discendere quindi a Lombardia e combattervi la guerra del nazionale riscatto. — Mentre, per provvedere alla bisogna, i Ministri del Granduca levavano dodicimila uomini, solleciti mandavano alla guerra di indipendenza, quanti Toscana teneva in su l'arme; e li seguivano un battaglione di volontari, una schiera eletta di studenti dell'università pisana, ch'eransi dati a capi i loro maestri Montanelli, Piria, Mossotti, Burci e Pilla; impazienti tutti di affrontare il nimico d'Italia, speditamente camminavano verso Lombardia. — Correva il 23 marzo, quando, in Roma, in mezzo a moltitudine innumerevole di cittadini d'ogni classe raccolta entro il Colisseo, il barbanita Gavazzi, novello Pietro eremita, con parola ispirata e piena di fede chiamava i fratelli, *Dio volendolo*, alle armi, predicando la crociata per la indipendenza d'Italia. Dopo il buon frate, altri oratori salirono alla tribuna ad arringare il popolo; tra essi il generale Ferrari, il quale condusse di poi alla guerra contra l'Austria le *guardie civiche* e i *volontari* delle Romagne. Fu allora che il Sommo Pontefice ordinò all'esercito — cui aveva dato a comandante supremo Giacomo Durando — di riunirsi alle frontiere per difenderle contra ogni aggressione nimica, e affidò al generale Ferrari l'organamento delle guardie civiche e dei volontari; de' quali la prima legione partì da Roma il mattino del 26 marzo. Saputosi poscia da Pio IX lo intervenire armato di Carlo Alberto in Lombardia, e richiesto eziandio di mettere, nello interesse della impresa, in buono accordo i due eserciti, della Chiesa e di Sardegna, il Papa invitava il generale Durando ad *operare di concordia con l'armi regie*; al quale intento il comandante supremo dei Pontifici spediva sollecito al campo del Re in Lombardia

il colonnello Massimo d'Azeglio (1). L'esercito della Chiesa constava di due divisioni; la prima, sotto il comando diretto di Durando, aveva da settemila e cinquecento soldati; la seconda, allo incirca undicimila uomini, de' quali pochi di milizia regolare, molte guardie civiche e numerosi volontari, raccolti e ordinati per via, da Roma a Bologna, dal generale che capitanava la seconda divisione. Mentre Durando con sue genti faceva cammino verso Bologna, grosse schiere di guardie civiche accorrevano da ogni parte delle Legazioni a Ferrara, allo scopo di impadronirsi della cittadella, sia per virtù d'armi, sia per accordi, e valicare quindi il Po per congiungersi ai sollevati della Venezia. Innanzi il cadere del marzo quattro mila Pontifici allo incirca trovavansi in su l'arme entro Ferrara; ma all'impresa loro opponevasi il cardinale Ciacchi, Legato, che teneva segretamente pratiche amichevoli col presidio austriaco; ed eziandio a quella opponevasi la parte moderata, la quale, affermando che gli Austriaci non avrebbero dato mai la fortezza per accordi e che per insignorirsi ne abbisognavano grosse artiglierie, dai volontari non possedute, consigliava a questi di non tentare la fortezza per non attirare su la città rovine e danni. — L'audacia di certo Caldesi, aiutante di Durando, cacciava di Comacchio le soldatesche imperiali. Nella notte del 29 al 30 marzo il Caldesi, recatosi dal comandante austriaco, inti-

(1) Il Ministro sopra le armi il 23 marzo scriveva così al generale Durando: « Ella ebbe da me le istruzioni generiche intorno alle sue operazioni militari. Dopo la sua partenza è venuta la novella dell'ingresso dei Piemontesi in Lombardia. Un corriere spedito da Torino dichiara che S. M. Carlo Alberto ritiene *implicitamente conchiusa la lega*, dimanda di mettersi d'accordo col nostro Corpo d'operazioni militari, e desidera che questo Corpo si faccia forte ai confini e quivi rimanga. S. E. il Segretario di Stato le ha già spedito una staffetta ieri sera per annunciarle brevemente queste cose; ed io di nuovo e più particolarmente le ingiungo di mettersi tosto in corrispondenza col quartiere generale di S. M. e *d'operare di concordia col medesimo.* »

mavagli, in nome del suo generale, di consegnargli le chiavi della fortezza; nel medesimo tempo avvertendolo, che se niegasse obbedire, verrebbe a prenderle con le armi. « Preferisco combattere, » rispondevagli l'austriaco; « Io pure, soggiungevagli Caldesi; vi faccio però sapere che essendo io soldato per l'indipendenza del mio paese, non vi concederò quartiere, ma metterò voi e vostre genti a fil di spada. » Il 31 marzo il presidio austriaco, rendutosi a discrezione, posava le armi; e il dì vengente per la via del mare recavasi a Trieste. La presa di Comacchio rendeva possibile l'assedio di Ferrara, però che il nimico avesse lasciato nel forte molte e grosse artiglierie, e copia grande di munizioni da guerra; se non che il Ministro sopra le armi, Aldobrandini, si oppose alla impresa; nel riprovare il fatto di Comacchio, egli ordinava, che nulla si avesse a tentare contra Ferrara.

La *costituzione* accordata dal re Ferdinando a' sudditi suoi, se valse ad appagare i voti dei Napolitani, non soddisfacendo ai bisogni e alle aspirazioni della gente sicula, desiderosa di maggiori libertà, di concessioni durevoli, di un Parlamento proprio, non potè condurre Sicilia a conciliazione col Governo borbonico. Di quei giorni in cui l'Italia aveva d'uopo di stringere in accordo fratellvole i popoli suoi ai principi loro per lo acquisto della sua indipendenza, i Siciliani toglievansi alla signoria di Ferdinando. La mala fede del Re avevali spinti a tale passo; onde consumaronsi in lotta parricida vite generose, che avrebbero dovuto spendersi a salute della patria comune nella guerra contra l'Austria. — Poco innanzi il promulgarsi della *costituzione*, il Borbone erasi volto a lord Minto per chiedergli la mediazione inglese nella sua controversia con la Sicilia; egli sperava con tali pratiche — le quali apparentemente miravano a pace — di guadagnare il tempo necessario a mettere assieme forze bastevoli a opprimere la sollevazione siciliana. Il *Comitato generale* dell'isola,

informato di quelle pratiche, parimenti voltavasi all'Inghilterra richiedendo a lord Napier — che in Napoli rappresentava il Governo della Regina — *lo intervento di quella nazione che un giorno aveva manifestate le sue simpatie per la causa santa della libertà dei popoli; domandò l'intervento al solo scopo di ottenere guarentigia sicura del mantenimento di quella convenzione mediante la quale il suo popolo — non deponendo le armi mai — sarà per riconquistare la sua costituzione, che nel DIRITTO non ha mai cessato di possedere.* L'11 febbraio lord Minto inviando, per mezzo del console inglese in Palermo, al Comitato generale dell'isola il bando regio, nel quale per sommi capi stava scritto lo *Statuto costituzionale*, informavalo di avere assunto l'ufficio di mediatore nella contesa di Sicilia con Napoli; e il Comitato gli rispondeva: « Il voto universale dell'isola essere, che il generale Parlamento — separato da quel di Napoli — riunito in Palermo abbia ad adattare ai nuovi tempi la *costituzione*, la quale, riformata sotto gli auspici della Grande Bretagna nel 1812, noi di diritto sempre possedemmo. Le assicurazioni avute poi facevano certo che il Re sarà per riconoscere li antichi diritti della Sicilia e la sua *costituzione*. » Il Borbone, il quale non voleva sapere di *Parlamento separato* da quel di Napoli, per mezzo del Ministro suo, il Duca di Serracapriola, il 13 febbraio scriveva a lord Napier: = *Gli Stati, i quali avevano nel 1815 sottoscritto il trattato di Vienna, nel guarentire a Sua Maestà per sè, per gli eredi e successori suoi la sovranità delle Due Sicilie, avevanla riconosciuta quale RE DEL REGNO DELLE DUE SICILIE e sostituito questo nuovo titolo a quello di Re delle Due Sicilie; titolo che da prima egli assumeva allo scopo d'allontanare ogni possibilità di formazione di due reami, e di togliere il germe di separazione, che esisteva nella costituzione siciliana, la quale faceva un regno separato con quella parte dei reali domini.* Il re Ferdinando era pieno di mala fede, avvegnachè, essendo egli contrario ad ogni amiche-

vole e onesta composizione coi Sicilliani, andasse cercando pretesti per condurre in lungo le pratiche della mediazione d'Inghilterra, eziandio nella speranza di vedere la sollevazione siciliana cadere nell'anarchia. Lord Minto protestò allora contra la interpretazione data dai Ministri del Re all'articolo 104 del trattato di Vienna (1), la quale interpretazione offendeva i diritti e le libertà del popolo di Sicilia, esistenti all'epoca del convento viennese; e lord Mount Edgcombe, in una lettera al console inglese in Palermo, chiaramente esprimeva i suoi dubbi su gli intendimenti del Borbone e de' suoi consiglieri: « Io credo, così scriveva, che Re e Ministri non abbiano intenzione di scendere agli accordi; e quanto da essi ora si fa, mira solamente a guadagnare tempo per mettere assieme nuove armi contra Sicilia, e forse anche a cercare aiuti stranieri. » — E bene a ragione il nobile lord così pensava della Corte napoletana e dei Ministri suoi; però che ben sapeva, che in un consiglio di generali, raccolto in quei giorni dal re Ferdinando, era stato risoluto di tenersi in mano a costo di qualsiasi sacrificio la cittadella di Messina; e anche, se possibile, il castello di Siracusa, quella e questo formando buone basi di militari operazioni nella guerra che volevasi rompere a Sicilia. Il Comitato generale dell'isola, veggendo che il *memoriale* del Governo borbonico, speditogli per mezzo del mediatore inglese, negava a Sicilia gli antichi diritti e la costituzione del 1812; e sapendo essere desiderio universale di costituirsi e ordinarsi in modo stabile, aveva risoluto di convocare il Parlamento. La quale deliberazione riempì di spavento il Re; che, ad allontanare una tanta tempesta, prometteva ai sudditi siciliani *di continuare quelle parlamentarie istituzioni*

(1) ARTICOLO CIV. Sua Maestà il re Ferdinando IV è rimesso sul trono di Napoli, tanto per lui quanto per gli eredi e successori suoi, e riconosciuto dagli Stati come *Re del Regno delle Due Sicilie*.

lor conferite da' suoi predecessori, con quelle modificazioni che i tempi mutati e le particolari circostanze de' suoi domini al di là del Faro chiedevano; concedeva loro altresì la costituzione rappresentativa, composta di due Camere legislative, quali aveva già date a' suoi domini di terraferma. — Mentre tra il Governo borbonico e Palermo, mediante i buoni uffici di lord Minto, trattavasi di conciliazione e di accordi, in Messina fieramente si combatteva; le milizie regie della cittadella, con eguale valore assaltata e difesa, fulminavano la terra con artiglierie poderose per numero e forza; ond'essa e gli abitanti suoi pativano gravi danni, che però non riescivano a far loro posare le armi; risoluti di liberarsi dalla tirannide del re Ferdinando dovevano vincere le resistenze del nimico: e così fu. Il 31 gennaio Rocca Guelfonia, la quale signoreggia la città, e il dì appresso il castello di Gonzaga rendevansi a discrezione, e quello fortissimo di Melazzo, il 12 febbraio, a patti. La presa fatta nel mattino del 22 dal popolo del forte di Real Basso, che chiudeva l'entrata del porto di Messina, costringendo il presidio a rifugiarsi tutto entro la cittadella, dava in potere dei sollevati l'arsenale con trenta cannoni e molte munizioni da guerra, ma che i regi distruggevano subito lanciandovi bombe. La lotta diventava ogni giorno più sanguinosa per lo accrescersi delle forze dei guerreggianti; però che, se da Napoli giugnevano al presidio di Messina aiuti di soldati e di munizioni, da tutte le terre dell'isola arrivassero a quella città bande numerose di armati. Allo albeggiare del 6 marzo le artiglierie dei Messinesi presero a fulminare la cittadella e i regi a percuotere la terra; e il trarre dei cannoni, che durò tre giorni senza posare mai, fu tanto furioso da riempire quella e questa di ferro, d'incendi e di rovine. In su l'annottare del terzo dì — l'8 marzo — il fuoco cessò; e pochi giorni di poi suspendevansi le armi in tutta Sicilia, avendo il re Ferdinando promesso a lord Minto, il mediatore d'Inghilterra, di aderire alle domande

dei Siciliani. Mentre tali fatti compivansi in Messina, il *Comitato generale* di Palermo, a soddisfare al desiderio manifestatogli dal popolo d'avere un Governo che tutte raccogliesse le forze vive del paese, messa a partito e approvata la legge elettorale giusta le basi della *costituzione* del 1812, il 26 febbraio acclamava il Parlamento dei Comuni e quello dei Pari, nel tempo stesso decretandone la solenne convocazione al 25 del vengnente marzo. Allora venne restaurata la istituzione dei Pari, e fu un gravissimo errore; avvegnachè, caduta già da tempo con la feudalità, non fosse più da ricostituirsi quella dignità; la quale, per essere ereditaria, formava un *privilegio* di casta, non degno dei tempi e perciò da condannarsi.

Correva il 6 marzo, quando nuovi Ministri prendevano il governo della cosa pubblica, per la rinunzia di esso fatta da coloro che erano stati eletti il 29 gennaio; i quali affermavano di non poter tenere quell'alto officio, causa le pretensioni del Comitato generale che voleva presidiata l'isola da soldati siciliani, non mai da napolitani o stranieri senza il consentimento dei Parlamenti. — In quel giorno 6 marzo, saputesi in Napoli le novelle di Francia — la fuga di Luigi Filippo e l'acclamazione della repubblica — il re Ferdinando, spaventato da casi sì gravi quanto inaspettati, affrettavasi ad accordare alla Sicilia le libertà negate da prima; e, con arte sottile, facendo *proprio* l'atto di convocazione del Parlamento siculo, eleggeva suo luogotenente nell'isola Ruggero Settimo, fidandone l'amministrazione a Ministri siciliani e nel medesimo tempo che gli interessi comuni sarebbero trattati dai Parlamenti dei due regni: queste le *concessioni* che ebbero il nome del *sei marzo*, e che lord Minto portò a Palermo il 10 di quel mese! Il Comitato, conoscendo tutta la mala fede borbonica che in quelle si nascondeva, le respinse, dicendole inaccettabili perchè non vi si faceva parola dell'esercito, la sola, la vera guarentigia delle libertà paesane; e siccome il mediatore inglese desiderava che gli si facesse cono-

scere a quali patti la Sicilia accetterebbe la sovranità del Borbone, così il Comitato, salvi sempre i diritti e la dignità patria, dettava le seguenti condizioni: « Che il Re avesse il titolo di Re delle due Sicilie. Che il suo rappresentante in Sicilia, chiamato Vicerè, fosse un membro della famiglia reale o un Siciliano. Che l'ufficio di Vicerè fosse irrevocabilmente fornito di un pieno *alter ego* con tutte le facoltà e tutti i vincoli che la costituzione del 1812 dà al potere esecutivo. Che si rispettassero li atti e impieghi fatti o dati dal Comitato generale e dalli altri Comitati dell'isola, finchè durerebbe la loro autorità. Che l'atto di convocazione del Parlamento pubblicato dal Comitato generale facesse parte integrale della costituzione. Che li carichi diplomatici, civili e militari, e le dignità ecclesiastiche fossero conferiti ai soli Siciliani, e dati dal potere esecutivo residente in Sicilia. Che si conservasse la guardia nazionale, con le riforme che potrebbe fare il Parlamento. Che entro otto giorni le milizie regie sgombrassero dalle due fortezze che occupavano ancora in Sicilia; e che fossero demolite quelle parti delle stesse fortezze che potrebbero nuocere alla città, a giudizio de' Comitati, o in mancanza, dei magistrati municipali. Che la Sicilia coniasse moneta con quel sistema che il Parlamento fosse per determinare. Che fosse riconosciuta e conservata la presente nostra bandiera a tre colori. Che si consegnasse alla Sicilia la quarta parte della armata, delle armi e dei materiali di guerra esistenti, o l'equivalente in danaro. Che non si ripetessero nè dall'una nè dall'altra parte le spese di guerra; ma i danni d'ogni natura del Portofranco di Messina e delle merci conservate in quello andassero a carico del tesoro napoletano, non già della Sicilia (1). Che i Mi-

(1) « E fu in quel tempo — gli ultimi giorni di febbraio — che arsero i magazzini del Portofranco con grande parte delle ricche merci che v'erano depositate. Invano il Comitato di Messina pregò il comandante della Cittadella — il maresciallo Pronio — sospendesse il fuoco per

nistri di guerra e marina, affari esteri, e tutti gli altri per gli affari di Sicilia risiedessero presso il Vicerè, e fossero mallevadori della costituzione. Che Sicilia non dovesse riconoscere alcun Ministro di affari siciliani in Napoli. Che fosse restituito il porto franco a Messina nello stato in cui si trovava avanti la legge del 1826. Che tutti li affari di comune interesse si determinassero di accordo tra i due Parlamenti. Che, formandosi lega *commerciale* o politica con altri Stati italiani, siccome è vivo desiderio di ogni siciliano, la Sicilia vi fosse rappresentata distintamente, al par d'ogni altro Stato, da persone nominate dal potere esecutivo che risiederà in Sicilia. Che si restituissero i vapori postali e doganali, comperati con danaro e per servizio della Sicilia. » — Lord Minto fecesi portatore al Governo borbonico delle condizioni dal Comitato siciliano messe innanzi per lo riconoscimento della sovranità di Ferdinando, tenendosi certo che il Re avrebbe accettato, perchè nè offendessero, nè scemassero l'autorità sua e fossero proprio secondo giustizia: onde egli sperava che la guerra subito poserebbe e li due Stati di Napoli e Sicilia tornerrebbero a pace e a concordia. Se non che il Borbone, nulla più temendo di Francia — la quale aveva manifestato a tutta Europa che non sarebbe per turbare mai l'ordine e la tranquillità delle nazioni e dei Governi — il 22 marzo, per mezzo del principe Cariati, faceva conoscere a lord Napier di non potere accettare le condizioni offertegli dal Comitato siciliano senza il consentimento del Parlamento; e in quel medesimo giorno inviava a Palermo una protesta, nella quale stava scritto che *volendo i Siciliani tur-*

ventiquattro ore, affinché i negozianti siciliani e forestieri avessero il tempo di trasportare in sicurtà le loro mercanzie: il foco continuò... e le fiamme consumarono parecchi milioni per selvaggia vendetta di un codardo, che intendea così espiare la vergogna della sua fuga, divenuto or prode perchè ricinto dalle muraglie e dal mare. » — *Documenti della Guerra Santa*, vol. 19, cart. 115; Capolago, 1850.

hare il risorgimento d'Italia ed esporre a grave pericolo l'indipendenza e l'avvenire glorioso della patria comune, egli era costretto a dichiarare nulli gli atti che sarebbero compiuti in Sicilia. Sollecito il Comitato generale dell'isola a lord Minto scriveva allora così: « Nel rendere alla E. V. le grazie che può maggiori per le non lievi premure e sollecitudini che ha voluto darsi in siffatta congiuntura e per la inalterabile simpatia che ha dimostrato alla santa causa siciliana, risponde alla protesta del Re di Napoli — pubblicatasi il 22 corrente marzo — andando oggi stesso a dichiarare legalmente convocato il Parlamento siculo. » — Il giorno in cui il re Ferdinando con la perfidia usata respingeva gli onesti patti del Comitato siciliano, giugneva in Napoli la novella dei casi di Vienna; ne giol il popolo, se ne sgomentò grandemente il Borbone; il quale credette perduta per sempre la corona di Sicilia, allora che, per la sollevazione vittoriosa di Milano e la guerra rotta da Carlo Alberto all'Austria, si avvide non poter più sperare aiuti dall'imperio. Il giorno 25 marzo il Comitato generale, nella chiesa di San Domenico in Palermo, alla presenza dei Pari e rappresentanti del popolo, del Senato, della Suprema Corte di giustizia, degli ufficiali superiori dell'esercito e della marineria da guerra, degli Arcivescovi, Vescovi e Abati, e dei Consoli esteri, eccetto quei dell'Austria e di Russia, gridava « *legalmente aperto il generale Parlamento dell'isola, secondo i diritti imprescrittibili del paese, e richiedeva ai Pari e rappresentanti dei Comuni volessero, con la conveniente speditezza, votare una legge su l'esercizio del potere esecutivo.* » L'Arcivescovo di Palermo benedì quindi col Santissimo i congregati, i quali avevano pregato Dio *che benigno riguardasse la terra di Sicilia e la congiungesse ai grandi destini della nazione italiana, libera, indipendente e unita.* Fu questo l'ultimo atto del Comitato generale dell'isola, il quale allora depose nelle mani del Parlamento la potestà dittatoriale dallo scopiare della sollevazione sino a quel giorno esercitata. Il

27 marzo l'Assemblea chiamava a governare lo Stato Ruggero Settimo col titolo di *Reggente*, che aveva presieduto al Comitato generale e che d'allora doveva presiedere ai Ministri. Il 13 aprile i rappresentanti del popolo riuniti in Parlamento, gridato *vacante il trono di Sicilia*, decretavano decaduto da esso e per sempre Ferdinando Borbone e la sua dinastia; che avesse la Sicilia a reggersi con governo costituzionale, e, riformato lo *Statuto*, darne la corona a un principe italiano: nella sera stessa di quel giorno memorando i Pari con voce unanime approvavano il decreto dei rappresentanti dei Comuni. La solenne deliberazione dei due Parlamenti, con la quale rivendicavano la Sicilia a libertà, ebbe il consentimento pieno e intiero delle popolazioni tutte dell'isola, che la accolsero con segni di gioia e con entusiasmo impossibile a descriversi. Il Parlamento, il quale aveva già deliberato di mandare alla guerra di Lombardia una schiera di cento volontari, sotto gli ordini del colonnello La Masa, a rappresentarvi *la libera Sicilia* (1), spediva di lì a non molto rappresentanti di questa presso il Pontefice, il Granduca di Toscana e il Re di Sardegna per ottenere da' loro Governi il riconoscimento dell'isola a Stato indipendente, e trattare di quella forma di *lega* o *federazione* che si reputasse la più efficace ad affermare la naturalità e la indipendenza dell'Italia. Il padre Gioachino Ventura dei Teatini andò a Roma in Corte di Pio IX; il deputato Carlo Gemelli, a Firenze in Corte di Leopoldo; Emerico Amari, il barone Casimiro Pisani e Giuseppe La Farina recaronsi a Roma, a Firenze, a Torino e a Carlo Alberto nel suo campo di Lombardia. Questi ultimi commissari della Sicilia avevano una missione segreta a compiere; essi dovevano maneggiarsi per modo da indurre Leopoldo di Toscana o Carlo Alberto di

(1) La Sicilia avrebbe spedita schiera più numerosa di volontari alla guerra di Lombardia, se non avesse avuto a temere le armi borboniche.

Sardegna — principi italiani, che soli avrebbero potuto dare un della famiglia al trono di Sicilia — *a sostenere la causa e i diritti di questa*; e dovevano altresì cercar di conoscere quale delle due Corti *sarebbe più inchinevole ad accettare la corona dell'isola*. — Il Papa ricevette benevolmente i commissari siculi; e siccome questi avevano protestato contra l'allocuzione sua del 29 aprile in concistoro, nella quale erasi chiarito contrario a guerreggiare l'Austria coi principi e popoli d'Italia, così Pio IX, dopo avere lodate la umanità e generosità della rivoluzione siciliana, e manifestati sentimenti avversi al Re di Napoli, quasi a scusarsi di quanto aveva detto in quella allocuzione, affermò di *voler seguitre Carlo Alberto*; e in segno poi del riconoscimento della indipendenza dell'isola, il Pontefice *abbracciò e benedisse i Commissari* e con questi *tutta la Sicilia*. Più liete accoglienze si ebbero da Leopolda di Toscana, il quale sperava di veder presto chiamato un figliuolo suo al trono siculo. Il ricevimento di Torino fu oltre ogni dire pieno di entusiasmo; festeggiolli il popolo, e onorarono Ministri e Parlamento; ma le maggiori e più cortesi accoglienze ebbero da Carlo Alberto e dal Duca di Savoia al loro campo di Valleggio: di qui, terminata lor missione, ripigliavano la via di Palermo. — Mentre così procedevano le faccende di Sicilia, fatti di sommo momento succedevansi in Napoli; i cui cittadini e persino i soldati — tutto il decimo reggimento di fanti — facevansi a gridare *guerra alla nimica d'Italia*. Il re Ferdinando, che non voleva sapere di muovere le armi contra l'Austria — per adoperarle tutte a opprimere la Sicilia — veggendo pericolare la fortuna dell'imperio per le interne ribellioni e temendo altresì le ambizioni di Carlo Alberto, presto muta consiglio; licenziati i Ministri invisì al popolo, altri elegge graditi a questo, ai quali Troja presiede; indi promette di mandare l'esercito e l'armata alla guerra di indipendenza nazionale; in fine, a dar prova di sua fede, accorda ai volontari, che la principessa Belgioioso ha già

raccolti, di recarsi armati a Lombardia (1); e, ausiliario alle scarse milizie che Toscana manda alla guerra, invia sollecito il decimo reggimento di fanti; il quale, unitosi poscia all'esercito sardo, combatte strenuamente sempre. Il Borbone, fatto venire a sè il generale Guglielmo Pepe — di que' giorni tornato a Napoli dopo ventisette anni di esilio nobilmente sofferto per la patria — fidavagli il comando supremo dell'esercito designato alla guerra. Il Re, che aveva pienamente affermato di voler mandare a Lombardia quarantamila soldati, e tutta l'armata sua nell'Adriatico in aiuto a Venezia e per tentare Trieste; ma di poi, pentito di sue profferte generose, spediva soltanto poche navi in quel mare, le quali, sotto gli ordini dell'ammiraglio De Cosa, vi si univano all'armata di Sardegna; e dell'esercito suo poderoso, appena quattordicimila uomini per la via di terra e per mare ad Ancona, presso la quale fortezza Guglielmo Pepe aveva deliberato di fare la massa. I battaglioni napolitani, che attraversavano gli Stati della Chiesa, procedevano alla distanza d'una giornata di cammino gli uni dagli altri, giusta gli accordi fatti con la Corte di Roma; indugi questi artatamente creati dal re Ferdinando, allo scopo di dare tempo al luogotenente maresciallo Nugent — che in su l'Isonzo raccoglieva allora i sussidi dell'imperio alla guerra di Lombardia — d'attraversare senza contrasto le Venezie e raggiungere Radetzky, il quale campeggiava col grosso dell'esercito intorno a Verona.

Libera Milano dagli Austriaci, il Comitato di guerra dava opera sollecita a organare le *Guardie civiche* a presidio della città, e ordinare schiere di volontari, che subito tenevano dietro al nimico indietreggiante verso il Mincio,

(1) I volontari siciliani, sbarcati a Livorno, incontravansi con quei di Napoli: riconosciutisi, s'abbracciavano e baciavansi, gridando insieme: *Viva Italia, morte a Ferdinando II!* e il popolo, festante, li salutava fratelli.

per molestarlo in sua ritratta; in oltre, invitava i Comitati di Lombardia a mandare gente armata ai passi dello Stelvio e del Tonale, la quale doveva eziandio appoggiare la sollevazione del Tirolo italiano, che dicevasi vicinissima a scoppiare. E il Governo temporaneo, a mantenere nei cittadini viva la sacra fiamma dell'amor di patria, metteva fuori un manifesto, nel quale, ricordando come essi avessero, con poche armi, sconfitto un esercito *che godeva vecchia fama d'abitudini guerresche e di militare disciplina*, e avessero cacciato dalla loro città il maresciallo Radetzky, *che aveva giurato di ridurla in cenere*, eccitavali a non deporre quelle armi, da loro trattate con tanta gloria, per farla finita una volta e per sempre con qualunque dominazione straniera in Italia. — All'invito del Comitato e del Governo generosamente rispose la gioventù lombarda, la quale corse numerosa a scriversi all'esercito o alle legioni dei volontari, che da uomini valorosi allora ordinavansi e che condussero di poi alla guerra. In quei momenti *supremi*, nei quali era pur necessità *suprema* l'unione di tutte le forze vive della nazione, per volgerle con sapiente accordo alla grande impresa dell'indipendenza italiana, mancò la conformità *d'operare* e mancò eziandio l'armonia nei *voleri*, indispensabili a raggiungere il fine desiderato: onde si videro non pochi giovani, da prima tanto desiderosi di combattere l'oppressore della patria, perdere presto l'antico fervore, posare le armi, e riedere ai domestici focolari! Il Governo di Lombardia bene gridò l'*unione*, ma non seppe fortemente volerla; e credendo soddisfare al dover suo mettendo fuori inviti e bandi, ne pubblicò a josa; la fiacchezza del Governo temporaneo fu certamente una delle cause che mandarono a male l'opera della redenzione italiana si bene cominciata e tanto felicemente da prima avviata. — Nella sera del 24 marzo giugneva in Milano il generale Passalacqua inviato da Carlo Alberto al Governo di Lombardia per fargli conoscere i disegni suoi intorno alla guerra e fermare con esso gli accordi per provve-

dere insieme ai molti bisogni di quella; e dal canto suo il Governo spediva deputati al Re a pregarlo d'affrettare l'arrivo dell'esercito regio in Lombardia, allo intento di poter cogliere gli Austriaci — che poco ordinatamente camminavano — innanzi che si riparassero nelle fortezze del Quadrilatero. Gente animosa tentò, molestandoli d'ogni parte, di rallentarne la ritirata per dare tempo all'esercito soccorritore di raggiungerli; ma gli sforzi suoi audacemente generosi, tardando troppo quello ad arrivare, non solamente non arrecarono vantaggio all'impresa, sibbene furono cagione di molti guasti al paese. L'avanguardia del maresciallo a Melegnano venne assalita dai terrazzani, i quali avevano già fatto prigioniero il colonnello Wratislaw, allora che vi arrivava per apparecchiare il campo all'esercito. Radetzky, appena seppe l'accaduto, ordinò che si fulminasse la terra con artiglierie e razzi da guerra — onde alcune case andarono in preda del fuoco e molti abitanti perdettero la vita — e che di poi la si mandasse a sacco; sopraffatti dal numero, i sollevati dovettero presto lasciar Melegnano e ritirarsi al di là del Lambro asserragliandone poscia il ponte. Il 25 marzo il maresciallo mosse il campo verso Lodi, fiancheggiato dalle schiere di Strassoldo e di Clam. I Lodigiani avevano pure deliberato d'arrestare alle porte della loro città gli Austriaci e contrastar loro il valico dell'Adda, sperando che l'esercito sardo giungerebbe ad assalirli alle spalle; se non che, informati dei casi di Melegnano e nulla sapendo dei regi, lasciarono l'impresa disegnata; onde Radetzky potè, senza contrasto, occupar Lodi con alcuni battaglioni; passata l'Adda, piantò i suoi campi vicinissimi alla città. Il 26 portossi con sue genti a Crema, ove unironsi a lui quelle del presidio comandate dal maggiore Coudenhoven, il quale aveva saputo tenersi in soggezione la parte liberale, che minacciava di muovere la terra a romore e sollevarla contra lui; e venne anche a Crema raggiunto dal principe Schwarzenberg con le reliquie del presidio di Brescia. Il vecchio maresciallo.

innanzi di lasciar Crema volse ai popoli di Lombardia parole minacciose: = Gli avvenimenti, diceva egli, ora succeduti in Milano e in altre città averlo determinato di raccogliere le sue forze e d'avvicinarsi alle basi delle militari sue operazioni; gli abitanti tranquilli di nulla dover temere, e trovare essi al bisogno protezione alle loro persone e proprietà; avvertirli però di non frapporre alcuno ostacolo al procedere delle sue genti, nelle quali saprebbe mantenere la più severa disciplina. Chiunque venisse colto con l'armi alla mano, ei farebbe moschettare. L'inconcussa fedeltà dell'esercito, cui egli comanda, e le numerose soldatesche che lo compongono, guarentirlo della esatta esecuzione delle presenti sue dichiarazioni. = Con tali minacce Radetzky sperò d'incutere spavento alle popolazioni, che vedeva intorno a lui in su le armi per combatterlo; e, cercando far loro credere vicino il suo ritorno alle città ribelli, intese a frenarne il molesto incalzare e impedire che avessero a tendergli insidie. Pur troppo egli riedette alle antiche sue stanze; ma di quel ritorno ei non fu debitore al suo genio militare, nè al valore dell'esercito imperiale, sibbene agli errori commessi dal re Carlo Alberto e da' suoi generali nel condurre la guerra e alla discordia gettata tra noi dai nimici d'Italia; errori e discordia, che resero facile al maresciallo la vittoria finale. La sua retroguardia usciva di Crema nell'ora stessa in cui vi entravano i volontari di Manara e d'Arcioni. Valicato l'Oglio, Radetzky portossi a Ghedi; e, sapendo come l'esercito sardo si trovasse molte giornate dal suo campo, stette in Ghedi sino a che giunse a raccogliere intorno a sè le piccole bande de'soldati suoi vaganti per la Lombardia. Il primo aprile, levati di là i suoi campi, venne al Chiese e lo passò con ventisei mila uomini, dei quali mille cinquecento di cavalleria; di quelli sei mila mandò a Leno. In quel mezzo e' perdeva sei navi cariche di grani, che dovevano vettovagliare le fortezze del Quadrilatero; catturate dai Parmigiani sul Po, da prima veni-

vano condotte a Brescello, di poi a Milano. Il maresciallo informato in Manerbio, Mantova essere lì lì per cadere a mano dei sollevati, se sollecitamente non la soccorresse, comandava a Wohlgemuth che con sette battaglioni di fanti e tre batterie corresse a salvare quel fortissimo baluardo, senza il quale Verona non avrebbe potuto lungamente sostenersi e la fortuna dell'imperio sarebbe caduta in Italia. Nei campi di Montechiari, ove gli Austriaci solevano ogni anno raccogliersi per li grandi esercitamenti militari, Radetzky concedette riposo ai soldati suoi; indi, lasciato sul Chiese picciola retroguardia a spiare le mosse dei nimici che procedevano innanzi, e riunito l'esercito su la sinistra del Mincio, recossi a Verona, ove arrivava il 2 aprile (1). Il giorno appresso parlava ai soldati in queste sentenze: « I due corpi d'esercito, che sono sotto il comando mio, stanno ora riuniti insieme e formano una massa, la quale respingerà ogni nimico che osasse assalirci. Un altro esercito, per ordine di Sua Maestà, viene a soccorrerci; e presto le nostre insegne sventoleranno su le mura delle nostre città ribellate. Soldati! voi avete sopportato con perseveranza e fermezza le difficoltà di una guerra contra un nimico, che non ebbe il coraggio di mostrarsi innanzi a voi, ma ci combatteva dietro muri e porte chiuse, con le armi del tradimento. — (*Menzogna questa; i Milanese combatterono allo sbaraglio davanti ai cannoni di Porta Tosa*). — Per mancanza di tutto ciò che alla guerra si richiede, minacciati a tergo da uno sleale alleato, noi siamo retrocessi sin qui. Per alte considerazioni di scienza militare, io, generale, ho ceduto, non voi (*Egli, il maresciallo, non aveva ceduto a Milano, ma ne era stato cacciato dai cittadini, come i suoi generali erano stati da Brescia, da*

(1) Il giorno appresso il suo giugnere in Verona il maresciallo ordinava ai cittadini di consegnare le armi, eccetto le *Guardie civiche* (*), e a quelli imponeva un prestito di tre milioni.

(*) Le *Guardie civiche* eransi ordinate in virtù di un decreto del vicarè Raineri.

Cremona, da Bergamo; queste LE ALTE CONSIDERAZIONI DI SCIENZA MILITARE di Radetzky!). Voi non foste mai vinti; voi stessi il sapete, che foste vincitori su tutti i punti ove vi mostraste (Se vincitori sempre, perchè lasciavano Milano un intero giorno prima che il Re di Sardegna avesse a intimar la guerra all'Austria? Erano vincitori, e fuggivano quei soldati davanti cittadini male armati, nuovissimi al combattere e senza capi pratici di cose di guerra; erano vincitori, e quei soldati fuggivano, essi che avevano a capi dei generali invecchiati nei campi!). Soldati! fidate in me, come io fido in voi; presto vi condurrò nuovamente innanzi per punire il tradimento e la perfidia che contra voi si commise. »

Il re Carlo Alberto, appena intimata la guerra all'Austria, ordinava al maggior generale Bes di valicare con sue genti il Ticino e andar sopra Milano. Era l'avanguardia del secondo corpo d'esercito composta di due reggimenti di fanti, uno di cavalli e una batteria di cannoni, che primi entrarono nella metropoli lombarda — e fu il 26 marzo — tra le acclamazioni festevoli, non solo dei cittadini, ma eziandio delle popolazioni del contado milanese, le quali alla chiamata del Governo temporaneo numerose erano corse a salutare i soldati del Re liberatore (1). — Intanto il Comitato di guerra di Milano, con operosità grandissima, davasi a ordinare bande di volontari e a provvedere di difese i villaggi, che potevano essere minacciati dal nimico.

(1) « Cittadini! L'esercito dei nostri fratelli subalpini e liguri ha toccato il suolo lombardo; vengono ora a compiere la nostra vittoria, a dar fede al mondo della fratellanza delle genti italiche, che non potrà essere sciolta mai più. Correte loro incontro; salutateli come vecchi amici; i loro cuori ci son noti da un pezzo; battevano coi nostri nel dolore, nella speranza; batteranno coi nostri nel gaudio del trionfo. Festeggiateli: dopo i miracolosi fatti di questa eroica settimana voi potete fidatamente gridare con loro: Viva l'Italia libera! »

« Il commissario nostro a Cremona, il 23 marzo scriveva Carlo Cattaneo, è specialmente incaricato di estrarre dalla massa dei soldati, che si sono sottomessi, alcune legioni *mobili*; le quali, condotte da capi di buona volontà e abilità, si dirigano prudentemente verso il nimico. Il primo intento sarà di mantenere le vie di comunicazione tra Lodi, Cremona e Crema, spazzando il paese interposto, interrompendo le strade con fossi e abbarrate di terra e piante, massime dove sono chiuse fra due acque, e formandovi ridotti chiusi per ogni lato. Prive di artiglierie e cavalleria, le legioni muoveranno accompagnate da certo numero di carri, designati parimenti a formare improvvisi ripari in qualunque situazione. Non bisogna dimenticare, che nello spazio tra Cremona e Brescia si trova la grande massa delle forze nimiche; in mezzo alle quali non bisogna avvilupparsi con masse irregolari e senza ordinamento fra loro. Bisogna soprattutto approfittare delle molteplici linee d'acqua che interrompono il paese, difendendo e fortificando i punti di comunicazione..... » Il Comitato di guerra, fatti venire a sè i veterani dell'antico esercito italico — ai quali volle fidato il carico d'ordinare le milizie regolari — formava gli uffici del Ministro sopra le armi; e fu allora che il Governo temporaneo, creato Teodoro Lecchi generalissimo di tutte le forze armate di Lombardia, il 25 marzo, col bando che qui riportiamo, chiamava, quasi a crociata contra l'Austria, non solamente i cittadini d'Italia, ma anche gli uomini liberi e valorosi di tutti i paesi. « Abbiamo vinto; abbiamo costretto il nimico a fuggire, sgomentato dal nostro valore e dalla sua viltà; ma disperso per le nostre campagne, vagante come frotta di belve, raccolto in bande di saccomani ci tiene ancora in tutti gli orrori della guerra, senza darcene le sublimi emozioni. Così ci fanno comprendere che le armi da noi brandite a difesa non le dobbiamo, non le possiamo deporre, se non quando il nimico sarà cacciato oltre le Alpi. L'abbiamo giurato; lo giurò con noi il generoso principe che volle all'impresa

comune associati i suoi prodi; lo giurò tutta Italia, e sarà! Orsù dunque, all'armi, all'armi, per assicurarci i frutti della nostra gloriosa sollevazione, per combattere l'ultima battaglia della indipendenza e dell'unione italiana. Un esercito mobile sarà prontamente organato; Teodoro Lecchi è nominato generale in capo di tutte le forze militari del Governo temporaneo. Soldato d'alto nome dell'antico esercito italiano (1), congiungerà le gloriose tradizioni dell'epoca militare napoleonica ai nuovi fatti che si preparano alle armi italiane nella grande lotta della libertà. Cittadini, il primo posto è per voi; voi l'avete meritato. La disciplina che porrà regola, ma non misura al vostro coraggio, vi farà operare in campo aperto miracoli non minori di quelli per cui siete già divenuti meraviglia e vanto a tutta la nazione. Ufficiali e soldati, che avete militato negli eserciti del maggior guerriero del mondo, anch'esso italiano, accorrete a combattere sotto la bandiera della libertà; mostrate d'essere ringiovaniti nella nuova gioventù della patria vostra. Ufficiali e soldati, che avete stentato sotto l'angoscioso servizio, sotto le verghe dell'Austria, venite a dimenticare il passato, a cancellarlo sotto la bandiera tricolore, che fra breve sventolerà dall'Alpi ai due mari. Intrepidi montanari e valligiani di Svizzera, che avete ora deposte le armi impugnate a difesa dei vostri politici diritti, ripigliatele per rivendicare con noi i diritti dell'umanità. Generosi Polacchi, nostri fratelli nella sventura e nella speranza, accorrete per riconsolarvi nel nostro

(1) Qui avvi un errore, che in omaggio alla verità vuolsi correggere. Non *Teodoro Lecchi*, ma il fratello suo generale *Giuseppe Lecchi* fu il soldato d'alto nome dell'antico esercito italico; il quale mentre il *gran Capitano*, valico il San Bernardo, vittoriava a Marengo, sbaragliava gli Austriaci a Varallo e a Vercelli, e che sceso a Lombardia lor toglieva Bergamo e Brescia. Egli fu con Pino e Palombini alla sanguinosa guerra di Spagna; ove insieme levarono in onore la militare sapienza e il valore degli Italiani.

amplesso, per farvi tra noi sicuri, che tarda a venire, ma pur viene il giorno in cui risorgono i popoli oppressi e si rinnovellano nel puro etere della libertà. Accorrete a combattere il comune nimico; ogni colpo di che lo percuoterete, vi sarà promessa del vostro non lontano riscatto. Italiani, oh! voi siete già accorsi, e, stretti nelle vostre braccia, noi ci siamo sentiti più sicuri di vincere. Prodi di tutti i paesi, venite, venite: la nostra è la causa di tutti i generosi, di tutti quelli che sentono la virtù dei santi nomi di patria e di libertà. Dio è con noi: già ne 'l presagiva Pio IX in quella sua benedizione a tutta Italia: lo dice il popolo nella robusta semplicità del suo linguaggio: lo dicono i sapienti affascinati dai miracoli di questa eroica settimana; Dio è con noi! All'armi, all'armi! vinciamo un'altra volta e per sempre. » — Il Governo temporaneo, nel dì stesso in cui pubblicava questo invito alle armi, decretava lo smantellamento delle due torri fiancheggianti il castello (1), non necessarie alla difesa di Milano e di minaccia perpetua a questa: l'opera distruggitrice fu cominciata, non condotta a fine; quelle torri, di ben poco mozzate, tuttavia esistono. Il 28 marzo — nel qual giorno, come scrivemmo, entravano in Milano le prime soldatesche di Carlo Alberto — il Governo faceva conoscere per le stampe gli accordi poco innanzi fermati col generale Pasalacqua. In virtù di essi l'esercito regio doveva operare da fedele e leale alleato del Governo Lombardo; le paghe sarebbero sempre a carico del Re, i viveri a carico del Governo temporaneo. Il quale, per istanza del generale Lecchi, aveva espresso il desiderio d'ottenere dal Ministro sardo sopra la guerra alcuni ufficiali sardi per la istruzione del nuovo esercito che stavasi ordinando. « *A causa vinta.*

(1) I cittadini avevano chiesto che si avesse ad atterrare il castello. «... ma il Governo, scrisse Carlo Cattaneo nel citato suo libro, stette sempre fermo a non demolirlo, pensando forse che il Re avrebbe avuto di sì fatti arnesi lo stesso bisogno che ne aveva a Genova. »

conchiudeva così il manifesto, *i nostri destini saranno discussi e fissati dalla nazione.* »

La nomina di Teodoro Lecchi al comando supremo dell'esercito di Lombardia a pochi soddisfece, molti scontentò; i primi atti del suo officio gli inimicarono tutta la parte liberale e allontanarongli l'animo dei cittadini più inchinevoli a moderazione; egli, non amando le milizie irregolari, mostrossi subito avverso ai *volontari*, e la avversione sua giunse al punto di negare ad essi da prima la licenza di perseguire i nimici in loro ritratta, e persino di voler richiamare quelli già usciti alla guerra; e sarebbe riescito in ciò, se non fosse stato di Carlo Cattaneo. Il quale, a lui che metteva innanzi la vecchia regola: *non doverci in campo aperto a soldati regolari opporre milizie irregolari*, rispondeva: « Volete voi che i poveri volontari, i quali fecero quattro giornate di cammino per combattere gli Austriaci, abbiano a tornare ai loro monti come sono venuti, perchè voi siete inesorabile in una regola che non vale più? Non volete che si avventurino in campo aperto contra corpi regolari? Prima di tutto è assai dubbio che un esercito, il quale si ritira in disordine e senza artiglieri, possa dirsi *in regola*; è dubbio parimenti che sia da chiamare campo aperto un paese tutto intralciato di piante e fossi, anzi di vere paludi. E poi dove si può perseguire il nimico, se non dove egli è? » — Con quali soldatesche regolari poteva allora il generale Lecchi surrogare le bande de' volontari, che già stavano alle difese dei passi alpini, lungo le frontiere del Tirolo? Grave colpa ebbero gli uomini del Governo di fidare a troppo vecchio generale l'arduo officio dell'ordinamento dell'esercito lombardo; ma più grave torto ebbe Teodoro Lecchi di assumere tale carico, difficile sempre in tutti i tempi, difficilissimo quindi per li tempi che allora correvano; avvegnachè egli non possedesse l'ingegno, nè la gagliardia per compierne gli obblighi e rispondere degnamente alla fiducia che gli elettori suoi avevano riposto in lui. — Tra

gli ufficiali, mandati dal Governo sardo a quel di Lombardia per la istruzione del nuovo esercito, alcuni segnaronsi per ingegno, dottrina e zelo, che loro valsero la stima universale e l'amore dei soldati; primi tra essi il luogotenente colonnello Ignazio di Pettinengo delle artiglierie e il maggiore Raffaele Cadorna degli ingegneri militari; alcuni altri meritarsen il disprezzo; tra questi il luogotenente colonnello Farcito De Vinea, il quale fu costretto a rinunziare al proprio grado, quando il diario *L'Italia del Popolo* provò, con la scorta di documenti, i suoi mali costumi, per li quali aveva dovuto pur lasciare l'esercito del Re. Non diremo che il Governo di Torino abbia ciò fatto ad arte; certamente sarebbegli tornato graditissimo che i Lombardi, anzichè formare un esercito proprio, si fossero iscritti nei reggimenti sardi; ma affermeremo però che, in cosa di sì alto momento, egli operò con leggerezza veramente imperdonabile. Allo scoppiare della sollevazione in Lombardia più migliaia di soldati italiani disertarono dalle bandiere austriache; bene istruiti e d'ogni cosa necessaria alla milizia bene provveduti, essi avrebbero dovuto formare il nerbo del nuovo esercito. Ma il Governo temporaneo lombardo, come quel di Venezia, con improvvido consiglio licenziò o permise che quelli si sbandassero; e degli ufficiali italiani che, abborrendo la guerra parricida, avevano lasciato il campo austriaco con pericolo della vita per combattere la guerra di indipendenza nazionale, pochi ebbero la buona sorte d'essere ricevuti nelle milizie lombarde. Più che un errore fu questa una gravissima colpa del Governo temporaneo; avvegnachè quei soldati e quegli ufficiali, cui eran noti gli ordinamenti, gli usi, le discipline, e a molti anche la lingua dei nimici, avrebbero in guerra resi servigi importantissimi: e se avessero avuto fratellvole accogliimento, altri ancora sarebbero venuti a porsi sotto la bandiera italiana. Il Governo temporaneo, a torto pretessendo l'opinione pubblica — la quale sospettava senza fondamento

della loro fede, o li biasimava d'aver disertato dalle bandiere dell'Austria — negò di riceverli nell'esercito, pochi eccettuati. Tristissima condizione di quegli infelici, i quali dovevano esser chiamati *traditori*, se avessero combattuto contra la patria! e gridati *traditori*, se avessero disertato dal campo imperiale per non uccidere i fratelli e correre a combattere la guerra dell'indipendenza italiana.

Il mattino del 27 marzo Carlo Alberto assumeva, in Alessandria, il comando supremo dell'esercito; e il giorno appresso il luogotenente generale Franzini — Ministro sopra le armi, che doveva seguire il Re all'impresa di Lombardia — scriveva al conte Balbo, il quale allora presiedeva al Consiglio della corona, avere S. M. risoluto di condurre l'esercito suo *in soccorso e protezione dei popoli Lombardo-Veneti* contra gli Austriaci, e per ciò chiamare il principe di Carignano a reggere lo Stato durante l'assenza sua. — Il 29 marzo Carlo Alberto alla testa dell'esercito entrava in Pavia, festevolmente accolto dai cittadini, che acclamavano a lui *redentore d'Italia*; il quale, ai due inviati dal Governo temporaneo, Borromeo e Berretta, a pregarlo di recarsi a Milano, rispondeva: = Vinta la guerra verrebbe alla loro città: essere egli calato a Lombardia coi figli suoi e con tutte sue armi senza mire ambiziose e solo per combattere lo straniero e cacciarlo d'Italia. = È fama essersi allora chiarito favorevole all'unità d'Italia. — Intanto i regi procedevano innanzi; l'avanguardia del primo corpo d'esercito, duce il maggior generale Trotti, il 28 marzo trovavasi in Lodi; quella del secondo, capitanata dal maggiore generale Bes, il 30 passava Chiari. Lasciata Pavia, Carlo Alberto il 30 veniva a Lodi col Duca di Savoia e col Duca di Genova; e il dì appresso volgeva ai popoli della Lombardia, della Venezia, di Piacenza e Reggio queste memorande parole: « Chiamato da quei vostri concittadini, nelle cui mani una ben meritata fiducia ha riposto la temporanea direzione della cosa

pubblica, e soprattutto spinto visibilmente dalla mano di Dio, il quale condonando alle tante sciagure sofferte da questa nostra Italia le sue colpe antiche, ha voluto ora suscitara a nuova gloriosissima vita, io vengo fra voi alla testa del mio esercito, secondando così i più intimi impulsi del mio cuore. Io vengo tra voi non curando di prestabilire alcun patto; vengo soltanto per compiere la grand'opera dal vostro stupendo valore incominciata. Italiani! in breve la nostra patria sarà sgombra dallo straniero; e benedetta mille volte la Divina Provvidenza, la quale volle che la mia spada potesse adoperarsi a procacciare il trionfo della più santa di tutte le cause. Italiani! la nostra vittoria è certa; le mie armi, abbreviando la lotta, ricondurranno tra voi quella sicurezza che vi permetterà di attendere con animo sereno e tranquillo a riordinare il vostro interno reggimento; il voto della nazione potrà esprimersi veracemente e liberamente; in quest'ora solenne vi muovano soprattutto la carità della patria e l'abborrimento delle antiche divisioni, delle antiche discordie, le quali apersero le porte d'Italia allo straniero; invocate dall'alto le celesti ispirazioni, e che l'angelico spirito di Pio IX scorra sopra di voi; Italia sarà! » Nobilissime e generose parole indirizzava pure Carlo Alberto ai soldati suoi innanzi di levare il campo di Lodi. « Passammo il Ticino, diceva loro, e finalmente i nostri piedi premono la Sacra Terra Lombarda! Bene è ragione ch'io lodi la somma alacrità, con la quale, non curando d'un camminare *forzato*, percorreste nello spazio di settantadue ore più di cento miglia. Molti di voi accorsi dagli estremi confini dello Stato appena poteste raggiungere le nostre bandiere in Pavia; ma ora non è tempo di pensare al riposo: di questo godremo dopo la vittoria. Soldati! grande e sublime è la missione a cui la Divina Provvidenza ha voluto nei suoi alti decreti chiamarci: noi dobbiamo liberare questa nostra comune Patria, questa Sacra Terra Italiana dalla presenza dello straniero che da più secoli la con-

culca e l'opprime: ogni età avvenire invidierà alla nostra i nobilissimi allori che Iddio ci promette; tra pochi giorni, anzi tra poche ore noi ci troveremo a fronte del nimico; per vincere basterà che ripensiate le glorie vostre di otto secoli, e gli immortali fatti del popolo Milanese; basterà vi ricordiate che siete soldati Italiani! Viva l'Italia! » — In quel mezzo, il Governo di Lombardia mandava al campo del Re uno de' suoi segretari per dargli le notizie esatte e giuste del come andavano le faccende e poter così sbugiardare i partigiani dell'Austria, che artatamente ne mettevano fuori d'esagerate e false allo scopo di turbare la calma del paese, di gettare semi di discordia nelle popolazioni e, se possibile, muoverle a tumulto. — Mentre l'esercito sardo avanzavasi verso il Mincio, il lavoro ferveva nell'arsenale di Genova e su le navi della marineria da guerra, cui era stato posto a capo il contr'ammiraglio Albini; il quale, tosto che ne ebbe compiuto l'armamento, scioglieva le vele e dall'acque di Liguria drizzava l'antenne verso l'Adriatico; in oltre, munivansi di poderosi cannoni i forti di quella città e le batterie che sorgevano lunghesso le spiagge del golfo genovese.

I membri del Comitato di guerra di Milano, in un manifesto del 31 marzo, facevano conoscere ai cittadini d'aver rinunziato al loro officio, essendo compiuta la missione ad essi affidata; e, invocata la *Unità d'Italia*, conchiudevano con lo esprimere il desiderio che Pio IX potesse tra pochi giorni presiedere in Roma al congresso di tutti i popoli italiani. Tale desiderio, certamente lodevolissimo, non andava però di buon accordo con quello della unificazione *invocata* della patria nostra! Pio IX poteva bensì essere il capo d'una federazione de' principi regnanti nel bel Paese, non già il capo dell'*Italia unificata*. — Il primo aprile il Governo temporaneo, acclamati benemeriti della patria i membri di quel Comitato spontaneamente disciolti, eleggeva ministro sopra la guerra il conte Pompeo

Litta, antico ufficiale nelle artiglierie dell'esercito italico. a tutti noto per valore militare, sapere e onestà, ma di carattere facile a cedere al volere altrui. — Un atto, che altamente onorò gli uomini che ci reggevano, fu allora compiuto: intendo dire l'abolizione del giuoco del lotto. giuoco immoralissimo, sovente cagione di rovina e di lutti; e fu compiuto, non ostante il gridare di non pochi i quali biasimarono il Governo d'aver privato lo Stato di ricca fonte di danaro in quei momenti di grandi bisogni per la guerra. Ma la carità cittadina largamente soccorse al Governo nelle sue necessità proprio imperiose; allora fu visto scendere insieme confuso l'oro del ricco all'obolo dell'operaio, frutto di sudati risparmi, nelle casse dello Stato; nelle quali entrarono parimenti i preziosi gioielli della dama e i modesti ornamenti della donna del popolo (1). — Il 6 aprile, per comandamento del Governo, ebbero luogo nel maggior tempio della città solenni esequie per le vittime della rabbia austriaca e li caduti nelle giornate di marzo; alle quali assistettero moltitudine innumerevole di cittadini e tutti i pubblici ufficiali e con questi il colonnello federale Luvini-Persighini, il rappresentante della Confe-

(1) Le donne milanesi stavano di quei giorni intente a pietoso ufficio. esse preparavano fasce, bende e filacce per gli ospedali, ove curavano i feriti; ministero d'amore, che allora mutavano in atto di carità patria: degnamente ebbero risposto all'invito scritto da Giacomo Leopardi in un suo canto alla sorella Paolina:

Donne, da voi non poco
 La patria aspetta; e non in danno e scorno
 Dell'umana progenie al dolce raggio
 Delle pupille vostre il ferro e il foco
 Domar fu dato. A senno vostro il saggio
 E il forte adopra e pensa; e quanto il giorno
 Col divo carro accerchia, a voi s'inchina.
 Ragion di nostra etate
 Io chieggo a voi... (*).

(*) Vol. I, cart. 58; Palermo, 1861.

derazione Svizzera presso il Governo di Lombardia (1). In quel medesimo giorno entrava in Milano la principessa Belgioioso alla testa di dugento volontari napoletani, che il 12 recavansi al campo.

A guadagnarsi l'amicizia degli Ungaresi, il Governo temporaneo mandava ad essi gli ecclesiastici appartenenti al loro nobile regno, e ch'eran venuti a mano del popolo milanese nelle cinque giornate del marzo; i quali dovevano far conoscere ai loro concittadini la mente sua di volere rendere liberi senza riscatto, nè cambio anche gli altri prigionieri e feriti. « Questo nostro popolo, così scriveva Carlo Cattaneo, vi tende la mano consecrata dalla vittoria e pura di vendetta e di crudeltà. Egli non vi dimanda di violare i doveri che avete verso il vostro paese; ei vi chiede quella nobile amicizia che nelli antichi tempi si annodava anche tra i campioni costretti dal destino a combattersi. Voglia Dio toccare i perversi cuori di coloro che, arbitri delle sorti delle genti, le spingono a vicendevole distruzione. Sarebbe degno della luce dei tempi, che i popoli non traessero più la spada, se non nella difesa della terra natale..... Nel nuovo diritto delle genti, tutti possiamo essere amici, perchè tutti eguali e contenti negli inviolabili confini della patria. La più cara cosa dopo la vittoria, che ci rese la libertà, ci fia sempre la vostra amicizia. Dio vi salvi. Viva il Magiaro! » A tali generose parole il Comitato di Pesth sollecito rispondeva: = Abusare lo straniero delle ricchezze e del sangue degli Ungaresi; allo annunzio del moto italiano avere essi eccitato i Ministri a richiamare d'Italia i loro reggimenti; non poter tollerare più quella guerra iniqua; non ritenere più quale figlio di lor libera terra chi combattesse contra la libertà; far voti

(1) Il Governo di Lombardia aveva già inviato suo rappresentante a Berna *Luigi Prinetti*, a Venezia l'avvocato *Bestelli*, a Roma e a Firenze *Piazzoni*, e a Napoli *Toffetti*.

fervidissimi per la liberazione d'Italia e di Polonia, per la loro felicità e per la pace d'Europa. — Voltosi quindi alla Germania, il Governo di Lombardia salutava fratelli i figli suoi, coi quali gli Italiani avevano comune l'amore alle arti e agli studi gentili. Affermava, essersi i popoli della penisola levati in su l'arme contra la tirannide dell'Austria; di quell'Austria stata nimica sempre alla patria alemanna, le cui genti essa aveva non rare volte armate le une contra le altre. Gli Italiani muovere guerra soltanto all'Austria per vendicare gli incendi delle loro città, le devastazioni dei loro campi e li barbari macelli delle loro donne, de' loro bambini, dei vecchi cadenti, dei sacerdoti. Invitare i prodi Germani a stringere quella mano che ad essi porgevasi con animo fraterno e amico; invitarli anche a disconfessare ogni apparenza di complicità con quel Governo, che le stragi di Gallizia e Lombardia avevano cancellato dal novero dei Governi civili e cristiani; eccitarli a dar tale esempio, nuovo nella storia e degno dei tempi che correvano: *l'esempio d'un popolo forte e generoso, che non si cura delle simpatie e degli interessi per rispondere allo invito d'un popolo rigenerato, per confortarlo nella sua carriera in ossequio ai grandi principi della giustizia, dell'umanità, della civiltà e cristiana fratellanza.* — In fine il Governo temporaneo parlò ai popoli soggetti all'Austria come a fratelli: *Voi siete, lor disse, ciechi strumenti di tirannide d'un Governo nimico a tutti. L'umanità dei Lombardi verso i figli vostri, caduti in lor mano prigionieri di guerra, dopo averne messo il paese tutto a sacco e a fuoco, ha destato l'ammirazione d'Europa. Non credete alle promesse lusinghiere dell'Austria per avervi seguaci nella crociata bandita contra noi, che ci levammo a combattere per la indipendenza nostra e per li nostri diritti. Ricordatevi che, vinta l'Italia, essa rivolgerà contra voi le armi, che or siete per concederle a danno e ruina della patria nostra.*

Il 7 aprile alcuni volontari pavesi conducevano prigioniero in Milano il figlio del Duca di Parma, che viaggiava, con passaporto falso, in compagnia di certo Fernandez, del quale aveva cercato di farsi credere il servo; ma riconosciuto da un Lucchese, che trovavasi con quei volontari, veniva fatto prigioniero. — Per tramandare ai posteri i nomi dei caduti nella memorabile lotta del marzo, il Governo temporaneo decretava allora d'innalzare un monumento a porta Tosa, la prima espugnata dai Milanese, e che ei volle chiamata porta Vittoria; e decretava eziandio solenne preci da celebrarsi in Milano il 22 marzo d'ogni anno *per conservare perennemente il concetto essere stati quei morti gli autori principali del risorgimento italiano* (1). — Avvertita la necessità di convocare presto la *rappresentanza della nazione*, la quale con *voto libero*, espressione vera della potestà popolare, avesse a decidere dello avvenire della patria, il Governo lombardo eleggeva una Commissione di cittadini per istudiare disegni di legge che potessero adottarsi da tutti gli Stati d'Italia, i quali andavansi costituendo. Fu questa deliberazione commendevolissima, bene accordantesi con le parole da Carlo Alberto rivolte ai popoli di Lombardia, delle Venezie, di Piacenza e Reggio allora che, intimata guerra all'Austria, valicava il Ticino con l'armi sue, *le quali, abbreviando la lotta, dovevano ricondurre tra quelli la sicurezza necessaria ad attendere con animo sereno e tranquillo at*

(1) « A serbare in perpetuo la memoria dei martiri della patria verrà eretto un monumento, in cui ne saranno scolpiti i nomi. Il 22 marzo verrà celebrato in perpetuo un funebre anniversario per conservare perennemente il concetto che i nostri gloriosi morti sono gli autori principali del nostro risorgimento, divenuto un fatto in quel primo giorno dell'indipendenza lombarda. Il monumento per li martiri della patria sarà eretto nel borgo di porta Tosa; quella porta quind'innanzi si chiamerà porta Vittoria, per essere stata espugnata la prima dal valore del popolo. » — Questo il decreto del 7 aprile 1848 del Governo di Lombardia.

riordinamento dell'interno reggimento : onde il voto della nazione potrebbesi esprimere liberamente e veracemente.

— Allo intento poi di provvedere alla interna amministrazione e sicurezza, ed eziandio per assumere il carico della cosa pubblica, e indotto dalla necessità della difesa della patria comune — difesa che domandava l'*unione* per ottenere la *forza* — il Governo di Lombardia decretava disciolti i *Governi temporanei locali*, lasciando però sussistere i Comitati di sicurezza pubblica e di difesa ove erano stati instituiti; in pari tempo ordinando a quelli, innanzi di sciogliersi, di costituire i Comitati ove ancora non esistevano (1).

Di quei giorni muovevansi assai gravi accuse all'operato di coloro che reggevano in Lombardia la cosa pubblica; le quali accuse, sebbene giustissime, non avrebbero dovuto spargersi tra il popolo, allora che abbisognavasi dell'unione più sincera e più leale; avvegnachè il nimico, minaccioso campeggiando quella formidabile postura, che è il *Quadrilatero*, avrebbe potuto profittare delle nostre discordie. Quelle accuse fruttarono malcontento universale e fecero perdere la fiducia, che da prima pienissima il popolo aveva riposto negli uomini del Governo; e da quei dì i cittadini, poco innanzi levatisi come un solo uomo contra lo straniero perchè concordi, si divisero in due campi con sommo nostro danno. Alla sollevazione popolare del Lombardo-Veneto, vittoriosamente compiutasi, aveva tenuto dietro la guerra nazionale; a combattere la quale erano corsi, coi soldati di Carlo Alberto, di Toscana, di Roma, di Napoli, schiere numerose di volontari d'ogni contrada d'Italia; giovani tutti pieni d'entusiasmo e di fede, di coraggio e d'audacia; i quali, se fossero stati fram-

(1) Questo decreto del Governo di Lombardia venne pubblicato l'8 aprile 1848.

misti alle milizie regolari, avrebbero certamente reso buoni servigi alla causa patria. « In un esercito nel quale esiste un motivo qualsiasi di entusiasmo, così scrisse il dottissimo generale Jomini, un giovane soldato vale sovente assai più di un vecchio; bisogna però ch'egli sia uomo fatto, bastevolmente robusto per sopportare le fatiche del campo e mischiato coi vecchi soldati che gli danno l'esempio. La bontà delle soldatesche dipende dal genio, che sa far nascere in esse *i motivi d'entusiasmo* » (1). Molti gridarono, allora e di poi, la croce addosso ai popoli di Lombardia e delle Venezie, per avere presto perduto il generoso entusiasmo per la guerra, da essi sì vivamente mostrato nei primi giorni di lor sollevazione contra la signoria austriaca; ma di chi la colpa, se non di coloro che avevano il dovere d'alimentarlo? esso è pari al fuoco, che non nutrito, si estingue. Fu detto e scritto altresì, allora e di poi, che i Lombardo-Veneti, non amando il mestiere nobilissimo delle armi, non erano buoni a trattarle; ma la sanguinosa lotta combattuta per cinque giorni in Milano, i sollevamenti di Brescia, di Como, di Pavia, di Cremona avevano già luminosamente provato, quanto essi valessero nelle armi; e non molto dopo dovevano splendidamente provare la loro virtù guerriera con le strenue difese di Treviso, di Vicenza, di Venezia, e con le geste gloriose che i Lombardi compirono nel memorando assedio di Roma! — Trentatrè anni di pace e la sottile politica della dominazione straniera non erano riesciti a inflacchire gli animi dei popoli d'Insubria e delle Venezie; i quali nel 1848 e 1849 seppero mostrarsi degni figli di quei soldati, che sotto le bandiere del *gran Capitano* avevano operato prodigi di valore e con militare sapienza condotte ad onore difficili imprese. — Già noi dicemmo, e qui importa ridire in omaggio alla verità, il grave errore commesso dai Governi tem-

(1) Guerra de' sette anni.

poranei di Milano e di Venezia col mandare a loro case i soldati italiani che avevano lasciate le bandiere del nemicò d'Italia per porsi sotto le bandiere della patria. Altro e non meno dannoso errore commise allora quel di Lombardia non chiamando all'esercito quanti cittadini erano atti alla guerra! Egli avrebbe dovuto scrivere su le nazionali bandiere: « Il popolo lombardo in su le armi per la cacciata dello straniero, » come nel 1793 Barrère aveva voluto si scrivesse su quelle della patria sua: « Il popolo francese in su le armi contra i tiranni. »



CAPITOLO VI.

Le armi guerreggianti — La sede della guerra.

L'esercito sardo e i sussidi degli Stati italiani. — L'esercito austriaco nel Lombardo-Veneto. — Istituzioni e ordinamenti militari della Sardegna e dell'Austria: parallelo di essi. — Descrizione della contrada, sede della guerra. — Il Quadrilatero; valore assoluto e relativo di Peschiera, Mantova, Legnago e Verona; importanza strategica di Rocca d'Anfo. — La base della guerra. — Linee di operazioni militari; linee di difesa; fronte delle operazioni militari. — Guerra d'invasione e nazionale. Azione che il carattere di essa esercita su le operazioni belliche.

Mentre il vecchio maresciallo intendeva sue cure a riordinare l'esercito e sollecito provvedeva ad accrescere le difese delle sue fortezze, il re Carlo Alberto avvicinavasi al Mincio: tra brevi giorni Italiani e Austriaci si troveranno di fronte e si assaggeranno! — Prima di cominciare la narrazione delle militari operazioni degli eserciti combattenti, è necessario dire delle forze loro; è necessario descrivere la contrada su la quale dovranno guerreggiare, far conoscere il carattere della guerra che avranno a combattere e l'azione di esso su le operazioni belliche.

L'esercito sardo al suo uscire alla campagna difettava d'armi e di munizioni da guerra, di cavalli per li traini

delle artiglierie e delle provvigioni, e non era a numero, avvegnachè il precipitare degli avvenimenti di Francia, Germania e Vienna avesse fatto quasi d'improvviso venire alle armi l'Austria e la Sardegna; onde contava appena da quarantacinque mila uomini, de' quali quattro mila a cavallo e dodici batterie d'artiglierie da campo, ciascuna di otto cannoni e obici; Carlo Alberto ne teneva il comando supremo. Stavano con lui il maggior generale Franzini, Ministro sopra la guerra; il capo dello Stato Maggiore dell'esercito, luogotenente generale di Salasco; il comandante delle artiglierie, il Duca di Genova, figliuolo del Re, il cui capo di Stato Maggiore era il maggior generale Rossi; il comandante degli ingegneri militari, maggior generale Chiodo, che aveva per capo del suo Stato Maggiore il colonnello Michellini; il provveditore generale dell'esercito, colonnello Appiani di Castelletto; il comandante della gente d'arme, i *carabinieri*, colonnello Avogadro; in oltre trovavansi presso il Quartier Maggiore dugenquaranta pontieri con barche e cavalletti da ponti di guerra; dugentotanta carabinieri a cavallo e a piedi, scorta del Re; dugento guastatori e censessanta bersaglieri. — L'esercito constava di cinque divisioni di soldati. Le prime due componevano il primo corpo d'esercito, capitanato dal luogotenente generale Bava, il cui capo di Stato Maggiore era il colonnello Lagrange. La prima divisione, comandata dal luogotenente generale d'Arvillars, era composta della brigata *Aosta* — maggior generale D'Aix di Sommariva, — della brigata *Regina* — maggior generale Trotti, — del reggimento *Genova* cavalleria, di un battaglione di fanti della marineria di guerra, d'un battaglione di fanti leggeri, *bersaglieri*, di due batterie di cannoni e d'una compagnia di guastatori degli ingegneri militari. La seconda divisione, posta sotto gli ordini del luogotenente generale Di Ferrero, componevasi della brigata *Casale* — maggior generale Pissalacqua, — della brigata *Acqui* — maggior generale Di Villafalletto, — di un battaglione di bersaglieri, del reg-

gimento *Nizza* cavalleria e di due batterie d'artiglierie. Il secondo corpo d'esercito, comandato dal luogotenente Etore di Sonnaz e che per capo di Stato Maggiore aveva il colonnello Carderina, constava della divisione — la terza di tutto l'esercito — del luogotenente generale Broglia, composta della brigata *Savota*, maggior generale d'Usillon, — della brigata *Savona*, maggior generale Conti, — d'un battaglione di bersaglieri, del reggimento *Novara* cavalleria, di due batterie di cannoni e d'una compagnia di guastatori; questa terza divisione accrescevasi poi in Lombardia d'un battaglione di Parmigiani e d'uno di Modenesi. L'altra divisione del secondo corpo d'esercito — la quarta di tutto l'esercito, e sotto il comando del luogotenente generale Federici — componevasi della brigata *Piemonte*, maggior generale Bes, — della brigata *Pinerolo*, maggior generale Manno, — d'un battaglione di bersaglieri, del reggimento *Piemonte* cavalleria e di due batterie di cannoni. La quinta divisione dell'esercito, capitanata dal principe ereditario, Vittorio Emanuele — era la riscossa dell'esercito — che aveva il colonnello Morozzo della Rocca per capo di Stato Maggiore, constava della brigata granatieri detta delle *Guardie*, maggior generale Biscaretti, — della brigata *Cuneo*, maggior generale d'Aviernoz, — dei reggimenti *Aosta* e *Savota* cavalleria e di due batterie di cannoni. Presso ogni divisione trovavansi drappelli di carabinieri, di guastatori e del traino dei carri militari; a quella del principe ereditario — la riscossa dell'esercito — andava anche unita grossa compagnia del traino, che doveva servire al gran parco d'artiglieria. Il luogotenente generale Visconti ebbe il carico d'organare una seconda divisione di riscossa — di quattro reggimenti di fanti — la quale usciva alla campagna in sul finire della guerra. L'esercito sardo era quindi composto di diciotto reggimenti di fanti d'ordinanza, ciascuno di tre battaglioni; in oltre, della brigata dei granatieri, di cinque battaglioni, un dei quali di *cacciatori*; in fine, di tre battaglioni di veliti —

bersaglieri, — d'un picciolo battaglione di fanti della marineria da guerra, di trecentoventi uomini (1), di trentasei squadroni di cavalleria — sei reggimenti — armati di lance, pistole e sciabole; di dodici batterie d'artiglieria — ciascuna di otto cannoni e obici — nel corso della guerra accresciute d'altre quattro (2); d'un battaglione di *guastatori* e d'una compagnia di *minatori*. Le compagnie a piedi delle artiglierie stavano alle munizioni e alle artiglierie d'assedio. Le genti d'armi a piedi e a cavallo — i carabinieri — erano alle divisioni; due squadroni di carabinieri a cavallo, comandati dal maggiore Sanfront, seguivano il Re. I soldati, che licenziati a tempo stavano a lor case, al bandirsi della guerra richiamati alle armi, raggiungevano l'esercito in Lombardia; il quale, portato da essi a numero, contò sul Mincio sessantamila combattenti.

Come sopra scrivemmo, papa Pio IX aveva inviato al Po due divisioni di soldati. La prima, capitanata dal luogotenente generale Durando, il cui capo dello Stato Maggiore era il colonnello Casanova, contava sei mila fanti — tra' quali, un reggimento di Svizzeri — circa mille di cavalleria e una batteria d'otto cannoni. La seconda divisione, comandata dal generale Ferrari, aveva poche milizie regolari; tre legioni di guardie civiche, due reggimenti di volontari; in oltre, il battaglione Zambeccari, quei dell'Università, di Ferrari, di Treviso, i bersaglieri del Po e altre schiere di volontari; i soldati di questa divisione

(1) Trecentottantadue soldati del battaglione della marineria — chiamato *Real Navi* — stavano imbarcati su le navi sarde, che navigavano nelle acque dell'Adriatico. Nel febbraio 1849 si aggiunsero a quelli altri dugentoventiquattro soldati.

(2) Al cominciare della guerra contavansi dodici batterie di artiglieria; due di esse con tutti gli artiglieri a cavallo e cannoni da otto; due con cannoni da sedici; le altre con cannoni da otto. Appena intimata la guerra diedesi opera ad organare altre quattro batterie, delle quali una a cavallo, una con cannoni da sedici e l'altre due con cannoni da otto.

contavansi undici mila; Durando teneva poi la somma del comando di tutte le milizie della Chiesa. Toscana aveva mandato a Lombardia, sotto gli ordini del generale d'Arco Ferrari quanti soldati teneva di que' giorni in su l'arme: erano cinquemila fanti, cencinquanta cavalli, una batteria d'otto cannoni; e con essi, un battaglione di Livornesi e l'universitario di Pisa. Parma aveva messo assieme per la guerra da novecento soldati e volontari, uno squadrone di cavalleria e quattro cannoni; Modena da mille e cinquecento fanti, uno squadrone di cavalli, una compagnia di pontieri e quattro cannoni. Il re Ferdinando di Napoli, de' quaranta mila uomini promessi da prima al popolo suo acclamante la guerra di indipendenza, spediva soltanto un reggimento di fanti, il decimo, a Livorno, ausiliario alla picciola schiera toscana, e quattordici mila uomini per la via d'Ancona al Po; i quali poco appresso, con tradigione degna proprio di casa borbonica, ei richiamava nel regno. I pochi Napolitani che, spregiato l'ordine del Re codardo, valico il Po, furono a Venezia, strenuamente pugarono nel memorando assedio sostenuto da quella eroica città. Nella Lombardia poi e in tutte le provincie venete al levarsi delle popolazioni contra la signoria straniera ordinavansi bande armate di volontari, le quali chiamaronsi *corpi franchi*; alcune di esse fecero buona prova compiendo imprese arrischiatissime, e di grande aiuto sarebbero state all'esercito regio, soprammodo nei momenti più difficili, quello del suo indietreggiare sopra Milano, se tenute in maggior conto e proprio come meritavano: Queste le forze combattenti degli Italiani al primo romper della guerra all'Austria.

Le armi imperiali, che sotto il comando supremo del maresciallo di campo Radetzky presidiavano il Lombardo-Veneto, erano ordinate in due corpi d'esercito; il primo, capitanato dal luogotenente maresciallo Wratislaw, campeggiava la Lombardia tenendo il suo quartier generale

in Milano; l'altro avea sue stanze nelle Venezie, in Padova il quartier generale, ed era governato dal luogotenente maresciallo d'Aspre. Innanzi lo scoppiare della sollevazione l'esercito austriaco contava settantacinque miluomini — dei quali cinque mila settecento di cavalleria — venti batterie d'artiglierie da campo, ciascuna di quattro cannoni e due obici, e due batterie di razzi da guerra. A fianco del vecchio maresciallo Radetzky il Governo di Vienna avea messo il generale di cavalleria Walmoden: capo dello Stato Maggiore, il luogotenente maresciallo Hess: il quale officio era esercitato allora dal luogotenente colonnello Wratislaw per l'assenza del barone Hess (1). Il primo corpo d'esercito componevasi di ventotto battaglioni di fanti d'ordinanza, cinque di fanti leggeri — i *cacciatori* — e due di granatieri; di otto squadroni di ussari, sei di ulani, sei di dragoni; contava sessantasei cannoni, divisi in dieci batterie, una delle quali di dodici artiglierie, sei a piedi e una di cavalleria; in oltre avea una batteria di razzi da guerra e una grossa schiera di guastatori e pontieri con barche e cavalletti di ponti da guerra. Ne comandavano le divisioni i luogotenenti marescialli Wocher, il principe Carlo di Schwarzenberg, De Weigelsperg e Wissiak; e reggevano le brigate i maggiori generali Strassoldo, Wolgemuth, Gyulay, Rath, Schaffgotsche, Maurer, Clam, Schönals e gli arciduchi Sigismondo ed Ernesto. Il secondo corpo d'esercito constava di ventisei battaglioni di fanti d'ordinanza, due di fanti leggeri, uno di granatieri; di otto squadroni di ussari e otto di cavalleggeri; di tre batterie di artiglierie a piedi, due di cavalleria, una di dodici cannoni — in tutto quarantadue artiglierie — e d'una di razzi da guerra; in oltre, d'una schiera di guastatori e pontieri con barche e cavalletti di ponti da

(1) Il luogotenente maresciallo Hess raggiungeva Radetzky in Verona, ove erasi ridotto in sua ritratta di Milano.

guerra. Ne capitanavano le divisioni i luogotenenti marescialli Ludolf, il principe Annibale Taxis, e Wimpfen; e le brigate trovavansi sotto gli ordini dei maggiori generali Culoz, principe Guglielmo Taxis, Bocculari, Giovanni Nugent, principe Liechtenstein, Simbschen e Auer. Oltre queste armi, presidianti le provincie lombardo-venete, trovavasi nel vicino Tirolo il generale Welden con sette battaglioni di fanti, quattro squadroni di cavalleria e due batterie di cannoni; la brigata Eliatschek — cinque mila uomini allo incirca — in Innsbruck; un battaglione di fanti e tre cannoni in Trento col colonnello Zobel, il quale stava ordinando molte compagnie di cacciatori tirolesi, alle quali intendeva affidare le difese dei passi dello Stelvio e del Tonale; in fine, il luogotenente maresciallo Nugent in su l'Isonzo raccoglieva l'esercito di riscossa, che doveva contare ventidue battaglioni di fanterie, dodici squadroni di cavalleria e quattordici batterie di cannoni da campo: ventimila uomini allo incirca. Sino dal cadere del 1847 il maresciallo Radetzky, bene indovinando che lo agitarsi della parte liberale in Italia per ottenere dai principi i mutamenti politici e civili nel governo della cosa pubblica imperiosamente richiesti dai nuovi tempi — ai quali da Pio IX erasi già preluso con amnistie e riforme — sarebbero per turbare il Lombardo-Veneto, aveva domandato a Vienna di portare l'esercito suo a cencinquanta mila uomini, a fine di combattere con vantaggio le popolari ribellioni. Se non che il principe di Metternich, lungi dal prevedere offesa veruna dal re Carlo Alberto, reputando trovarsi nelle provincie italiane dell'imperio forze bastevoli a reprimere qualsiasi sollevazione, nel negare a Radetzky i *grossi sussidi* domandati, concedevagli però un aiuto di ventimila uomini, l'esercito di riscossa di Nugent, il quale doveva far la massa in Udine. Ma la sollevazione del marzo avendo impedito il riunirsi di quei sussidi nelle terre della Venezia — sussidi che tardi e alla spicciolata giugnevano dalle lontane contrade della monarchia — fu

forza a Nugent di raccogliarli e ordinarli in su l'Isonzo. Queste le armi di Radetzky allo scoppiare della sollevazione Lombardo-Veneta; la quale in brevi giorni avevagli fatto perdere da ventimila soldati, uccisi nelle lotte cittadine, venuti a mano dei sollevati o disertati dalle bandiere austriache: questi ultimi erano tutti Italiani.

Quali erano le istituzioni, quali gli ordinamenti militari della Sardegna e dell'Austria? Diremo brevi parole di quelle e di questi; e il parallelo, che d'essi istituiremo, farà conoscere nel loro giusto valore gli eserciti, scesi in campo a combattersi. L'esercito sardo componevasi di soldati *stanziali* e *temporari*, erroneamente chiamati d'*ordinanza* e *provinciali*; la condotta dei primi era d'otto anni continui, compiuti i quali venivano licenziati e per sempre. Il soldato temporario era scritto per otto anni all'esercito stanziale, per altri otto anni in quello di *riserva*, e militava a intervalli e a riprese, giusta i bisogni dello Stato. Dopo i primi quattordici mesi di sua iscrizione all'esercito e passati sotto le bandiere riedeva ai domestici focolari in licenza temporanea, per tornare alle armi quando la guerra o interni sconvolgimenti richiama vano a sua nobile missione di proteggere l'ordine e difendere la patria contra nimici assalti. Nei reggimenti di fanti dell'esercito stanziale — ciascuno dei quali constava di quattro battaglioni e il battaglione di quattro compagnie — trovavansi soltanto trecentosettanta soldati stanziali sparsi tra i temporari di otto leve, che componevano il nerbo dei reggimenti: onde per la maggiore parte delle soldatesche quasi nulla era la educazione militare, poca l'istruzione e la disciplina, che danno alle milizie forza e valore e le rendono obbedienti al volere di chi può comandare ad esse il più grande dei sacrifici, quello della vita (1).

(1) « L'esperienza ci ha dolorosamente provato che quattordici mesi in su l'arme non bastano a dare ai soldati *provinciali* — i *temporari* »

Nell'esercito di *riserva* — esclusivamente i soldati temporanei — alla mancanza di disciplina e d'istruzione aggiungevasi quella dei sott'ufficiali e caporali, indispensabili all'ordinamento suo, e dalla bontà dei quali tutta dipende la bontà del soldato; per la quale cosa non poteva chiamarsi *vero esercito*, ma *moltitudine di gente armata* non avvezza al mestiere delle armi, ne' suoi doveri poco istruita e male comandata. — Non avvi in Europa esercito, i cui elementi costitutivi sieno tra loro tanto diversi e, direi quasi, gli uni agli altri contrari, quanto quelli dell'austriaco. Sono essi di Tedeschi e d'Italiani, di Slavi e di Magiari, genti tutte di razza, lingua, religione, costumi e civiltà disparatissime, insieme conciliate e proprio mirabilmente unite dal nome di *lui*, che rappresenta la grande unità militare dell'imperio, il nome del Monarca. A confermar ciò ricordiamo le guerre sanguinose combattute dall'Austria contra il primo Napoleone; tre volte vinti e disfatti, tre volte gli eserciti suoi levaronsi più forti di prima al grido di *viva l'Imperatore*, e l'Austria fu salva. Quelle genti diverse sono legate tra loro da una disciplina rigidissima e forte, la quale però non si scompagna mai dalla giustizia; e, diciamolo in omaggio alla verità, il Governo imperiale tratta ufficiali e soldati in modo onorevole sempre; ha per essi cure paterne; a chi domanda soddisfazione di qualche torto ricevuto sollecito risponde e provvede; nel giudicare e punire non si cura della nobiltà dei natali; nè è tardo a premiare i servigi e il merito: onde cresce la stima, cresce l'amore e la fede in tutti per *colui* che a tutti soprasta e, che maggiore cosa è, la morale s'avvantaggia dimolto. Non altrettanto di bene possiamo dire de' Ministri sopra le armi dell'antico reame di

— lo spirito militare e soprammodo la militare disciplina assolutamente indispensabili... » Parole di Carlo Alberto su l'ordinamento dell'esercito. Vedi *Gazzetta letteraria*, cart. 18; Roux e Favale, Torino, 1879.

Sardegna, nè di quelli del presente regno d'Italia, pochi eccettuati: onde qualche volta lo esercito nostro mostrossi non molto soddisfatto di chi reggevalo con autorità suprema. — A vie più cementare insieme gli elementi diversi dell'esercito austriaco sommamente concorre la domestichezza, che usano tra loro gli ufficiali e il modo famigliare di parlarsi; ond'essi, assai più che camerati, son buoni fratelli, i quali tutti nei bisogni reciprocamente si soccorrono e s'aiutano, anche senza conoscersi. I soldati dell'Austria, sebbene di naturalità differenti, quando vestono l'assisa imperiale ed entrano nella loro nuova famiglia — l'esercito — par che insieme si confondano in un comune carattere; ciò che non accadeva nell'antico esercito sardo; nel quale gli ufficiali venuti dal collegio militare di Torino — l'*accademia* — non trattavano i loro compagni usciti dalle file dei gregari con quella famigliarità, che tanto serve a stringere in amicizia coloro che militano sotto le stesse bandiere. Tale divisione non può a meno di tornare di grave danno allo spirito militare che deve animare l'esercito, e gli toglie la gloria d'essere la espressione più bella dell'unità nazionale. Della *Landwehr*, antichissima istituzione militare dell'Austria e che nelle guerre contra Francia repubblicana e napoleonica avevale reso assai buoni servigi, componevasi la *riserva* degli eserciti imperiali: essa traeva i suoi soldati da una parte soltanto delle provincie austriache. Ma nel 1848 era scaduta dimolto; e nell'anno appresso fece sì cattive prove in Ungheria, da costringere il Governo ad abolirla e a istituire in sua vece una milizia di *riserva*, comune a tutti gli Stati della Monarchia: lo che avvenne nel luglio del 1852. A comporre la quale designaronsi i reggimenti *confnari* — di cui un battaglione soltanto fa parte dell'esercito stanziato — e i soldati da questo licenziati e che nella milizia di *riserva* sono scritti per due anni: ordinata così, essa può, per disciplina e istruzione militare gareggiare con quello.

Se i buoni ordini fanno un esercito *buono*, una disciplina

severa lo rende quasi *insuperabile*; « la quale è di tanta forza, come scrisse Niccolò Machiavelli parlando di Grecia e Roma, ch'ella ha fatto che i pochi hanno potuto vincere il furore e la naturale ostinazione degli assai » (1). Senza disciplina non avvi esercito vero, sibbene una moltitudine di gente in arme; senza militare disciplina riesce difficile assai ottenere l'unità del comando e in guerra torna di poco vantaggio il valore del soldato. Nell'esercito austriaco essa era, almeno a' tempi di cui narriamo gli avvenimenti, più forte che in quel di Sardegna; vinti a Milano e posti in fuga da tutte le città di Lombardia, gli imperiali riparavansi nelle fortezze del *Quadrilatero*; assaliti da prima, tosto ch'ebbero restaurati gli ordini sconvolti dalla sollevazione lombarda, vennero alle offese, riconquistando quanto poco innanzi avevano perduto. Le schiere valorose di Carlo Alberto, non vinte ma sopraffatte dal numero de' nimici a Sommacampagna e a Custoza, dopo il combattimento di Volta, strenuamente sostenuto, indietreggiarono sino a Milano nella confusione massima; nè per quanto chi le guidava s'affaticasse a rimettere in esse gli ordini, la voce del comando non fu ascoltata: fatale conseguenza di malferma disciplina! Nell'esercito austriaco, non ostante la severità di questa, « il soldato è paternamente trattato dall'ufficiale, il quale, quando non trovasi su le armi, gli parla con la più grande dolcezza e lo protegge in ogni circostanza » (2); ciò non molto di sovente accadeva nello antico esercito sardo, con danno della stessa disciplina, e nel quale non di rado punivansi con severità eccessiva mancamenti leggieri, commessi forse per colpa di chi comandava con modi aspri e duri. « Le punizioni troppo severe, scrive il generale Dufour, irritano il soldato, senza cor-

(1) *Arte della guerra*, libro VI.

(2) COLONNELLO CARRIÈRE, *Forces militaires de l'Autriche*, cart. 30; Parigi. 1853.

reggerlo; bisogna serbarle per li casi rari e quando, per impedire un disordine, diviene necessario di reprimerli con forza. Riconducendo con la persuasione i soldati traviati ai loro doveri, trattandoli con dolcezza anche nel punirli, evitando con cura d'umiliarli con parole offensive e cercando rianimare in essi i sentimenti d'amor patrio e d'onore, si riesce a fare delle coorti magnanime nella vittoria, e che i disastri non abbattono..... Un capo deve quindi non usar parole dure e sprezzanti e sopra tutto evitare accuratamente i modi aspri verso chi ha mancato; nè puossi scusare mai chi si lascia trasportare oltre dalla sua vivacità di carattere; e sarà al contrario da rallegrarsi sempre con chi sa contenersi.... » (1). — Col difettoso suo sistema di levar soldati, la Sardegna possedeva esercito stanziale imperfettissimo e quel di *riserva* debole assai. non per numero di gente, ma perchè mal disciplinato e peggio comandato. Già da tempo alcuni uomini militari. pratici delle cose di guerra, avevano fatto conoscere al Governo del Re i vizi che guastavano gli ordini della milizia. e nel medesimo tempo invitato a provvedervi prontamente ed efficacemente; i Ministri però, spregiando i savi consigli di chi aveva invecchiato nelle armi, e fors'anche non comprendendo la gravità del male ad essi rivelato, non curaronsi di rimediarvi. I campi d'istruzione per l'esercito. istituiti da Carlo Alberto e che tenevansi in su le lande di San Maurizio e Ciriè, erano stati di sommo ammaestramento per li ufficiali; e se la guerra non fosse sì presto scoppiata, i campi d'istruzione avrebbero posto in luce i vizi lamentati e indotto il Re — delle cose della milizia amantissimo — a riordinare sopra buone basi l'esercito (2). — Perchè mai la Prussia nella breve guerra del 1806 —

(1) *Cours de Tactique*, cart. 55; Parigi, 1840.

(2) Il primo campo d'istruzione militare fu tenuto nell'autunno del 1839; invitati, intervennero ad esso i commissari di parecchi Stati d'Europa.

guerra di sette settimane! — fu vinta e conquistata da Napoleone? Perchè cencinquantamila Prussiani posarono le armi a Jena, a Auestaed, ad Halle? Perchè Wittemberg, Spandau, Magdebourg, Prenslow e Custrin dopo un simulacro di resistenza aprirono le porte ai nimici invaditori? In fine, perchè le aquile francesi in pochi giorni corsero vittoriando dal Reno alla Vistola e la Prussia non potè più uscire da sola alla campagna a far novelle prove della fortuna e dell'armi contra il *gran Capitano*? Dopo quanto abbiain detto, il leggitor nostro indovina facilmente le cause delle sconfitte di Prussia, delle vittorie di Francia (1).

Dopo le guerre napoleoniche — ch'erano state per tutti gli eserciti una grande scuola — le fanterie austriache eransi perfezionate di molto. Un giorno lente e impacciate nel camminare, noi le vedemmo nel 1848 spedite e agili senza aver perduto quella esattezza nei movimenti loro, che sempre avevale fatto segno all'ammirazione universale. Nei campi, che ogni anno tenevansi in Lombardia a Somma e a Montechiari, esercitavansi nei piccioli e nei grossi ordini, e vi imparavano tutta la industria della guerra campale; e mediante il suo buon sistema di levare soldati l'Austria avea ottenuto buone fanterie. — La cavalleria sarda, armata di lancia, sciabola e pistola, prima del 1848 sconosciutissima, acquistavasi gloria e reputazione nella guerra di Lombardia; la eccellenza della sua scuola doveva dare, come diede, eccellenti frutti. Piena di valore e di ardirmento compì in quella imprese audacissime; e ogni qualvolta scontrossi con la nimica, sebbene d'assai inferiore in numero, pure la superò, la vinse. Dalla guerra del 1848 le venne la fama di valorosa, fama accresciuta sempre nelle guerre combattute di poi. La cavalleria austriaca godeva

(1) Dopo le sconfitte del 1806 la Prussia volse tutte le cure a riformare i suoi ordinamenti militari e ad istruire i soldati. I buoni ordini e la sapiente istruzione data all'esercito fruttaronle nel 1866 la vittoria di Sadowa, e nel 1870 e 1871 quelle di Sédan e di Metz.

e gode tuttavia a buon diritto di grande estimazione in Europa; la maggiore parte de' suoi reggimenti possiedono ricco patrimonio di memorie gloriose. Essa dividesi in tedesca e in ungherese, quella da questa alquanto diversa negli ordini; la prima, composta di corazzieri, dragoni e cavalleggieri; l'altra d'ussari e ulani; gli ussari levavansi in Ungheria e in Transilvania; gli ulani in Gallizia e Lodomeria, la Polonia austriaca; armi della cavalleria, la lancia e la sciabola, il picciolo moschetto e la pistola. — Gli artiglieri sardi, non numerosi ma valenti, nella guerra del 1848 mantennero la bella fama, da assai tempo e meritamente acquistata; que' dell'Austria erano meno istruiti e meno abili nel tiro del cannone degli artiglieri sardi; le loro artiglierie e i loro carri, pesanti e d'antica forma, non possedevano grande mobilità, tanto necessaria in campo. Le fanterie austriache superavano in bontà quelle di Sardegna, di quanto gli artiglieri sardi vincevano nelle prove gli Austriaci. — Lo Stato Maggiore generale dello esercito sardo era composto d'ufficiali non molto versati nelle scienze belliche: per la quale cosa doveva rendere, come rese in fatto, mediocrissimi servigi in quella guerra e nella successiva del 1849. Nè con lo andare degli anni, nè con lo accrescersi di esso in virtù dello ingrandimento della Sardegna e il *farsti dell'Italia* avvantaggiossi di molto; avvegnachè, sebbene oggidì conti alcuni ufficiali bene istruiti, sia però ancora d'assai inferiore a quelli dei grandi Stati d'Europa. L'onore e il merito delle vittorie riportate dagli Italiani nelle guerre che si combatterono di poi, sono dovute tutte al valore dei soldati, non essendosi lo Stato Maggiore dell'esercito trovato quasi mai all'altezza della propria missione, dei propri doveri: lo che verrà chiaramente provato nel corso di queste istorie. Al contrario quello dell'esercito austriaco, composto d'ufficiali noti per dottrina e militare sapere, rese in guerra, allora e di poi, servigi eminenti. — La Provveditoria generale dell'esercito sardo, non bene ordinata in pace, la

vedemmo disordinatissima nella guerra del 1848. In una contrada ricca di grani, quale fu sempre la Lombardia, non di rado gli alimenti giunsero tardi ai soldati, spesso insufficienti, qualche volta del tutto mancanti; e puossi a ragione affermare, non ultima delle cause dei disastri toccati all'armi di Carlo Alberto nel 1848 essere stata la cattiva amministrazione dell'esercito (1). La mancanza o anche la insufficienza dei viveri spinge i soldati a procacciarseli con industria non sempre lodevole; di chi la colpa se essi si mutano in predoni? E allora la militare disciplina si guasta, si rompe; allora la voce dei capi, che cercano frenarne gli eccessi, non è più ascoltata; e l'esercito si assottiglia per lo sbrancarsi dei soldati correnti alla preda per isfamarsi, e per quelli che il digiuno fa cadere infermi. — La Provveditoria generale austriaca, sebbene di que' tempi si trovasse in gravi angustie — e le cagioni sono facili a indovinarsi — per essere stata con molta saviezza ordinata in pace, potè pienamente soddisfare ai bisogni dell'esercito (2). — Questi cenni intorno gli ordinamenti militari della Sardegna e dell'Austria, sebbene brevissimi, bastano però a dare una chiara idea del valore e della forza degli eserciti, che allora in sul Mincio stavansi di fronte parati a combattere asprissima guerra.

(1) « La mancanza dei viveri ci costrinse a lasciare le posizioni per noi conquistate, le terre già fatte libere dalle armi italiane;... così il re Carlo Alberto nel suo manifesto di Vigevano del 10 agosto 1848 ai *Popoli del Regno*. — Il pane fu qualche volta di qualità sì cattiva da non potere essere dato ai soldati. Se la Provveditoria dell'esercito avesse attentamente vigilato sui fornitori di vettovaglia, come era dover suo, e se lo Stato Maggiore Generale avesse avuto più diligente cura della salute dell'esercito e saputo punire gli ingordi appaltatori d'ogni merce, il soldato non avrebbe patito la fame e al certo sarebbe più prosperamente guerreggiato. »

(2) Quando i regi dal Mincio indietreggiarono verso Milano, non trovarono carne in Cremona; ma seppela trovare la Provveditoria dell'esercito austriaco quando, poco dopo, entrava in quella città con gli imperiali.

La vasta penisola italiana è unita al continente per l'istmo di Parma (1). Ventisette milioni d'uomini popolano le sue belle contrade e le sue cento città, ricche di gloriose memorie e di tradizioni splendidissime. L'Italia, se eccettuasi il ducato di Lucca riunito a Toscana per la morte di Maria Luigia di Parma — come sopra narrammo — era nel 1848 quale avevanla fatta i trattati del 1815. Le Alpi, la più alta catena di monti dell'Europa, cingono a guisa di corona la parte settentrionale del *bel Paese, che l'Apennino parte e il mare circonda*, e costituiscono la prima e la più forte difesa contra le invasioni straniere. La granitica e rocciosa giogaia dell'Alpi ha cominciamento al colle di Cadibona sul Mediterraneo, presso Savona, e termina al Bittoray su l'Adriatico, non lungi da Fiume; e l'arco che descrive, misurato alle cime de' suoi monti, è di millecinquecentoquaranta chilometri; e quello alle falde delle interne sue appendici o contrafforti — i più considerevoli dei quali trovansi nelle Alpi Retiche e Carniche — è di millecentodieci; la sua profondità massima alla base del San Gottardo e del Septimer, o da Bassano a Innspruck, misura censettantadue chilometri. Al colle di Cadibona spiccasi dalle Alpi la catena argillosa e franosa dell'Apennino; la quale divide tutta la penisola, scende in mare a Reggio di Calabria, per uscirne in Sicilia tra Messina e Taormina. Altre catene di monti spiccansi dal fianco esteriore delle Alpi, le quali, diramandosi in tutte le contrade di Europa, formano diverse catene di monti. Le appendici o contrafforti alpini del versante italiano, che signoreggiano la spaziosa valle del Po, sono scoscesi e poco profondi; esse danno origine a molte vallate, le quali corrono verso il Po in direzione perpendicolare all'Alpi stesse, tranne

(1) Parma giace a trenta leghe dal golfo di Rapallo sul Mediterraneo e a trenta dalla foce del Po nell'Adriatico. Vedi Atlante, carta dell'alta Italia.

quelle d'Aosta e di Valtellina — per estensione le più degne a notarsi — che sono quasi parallele alla grande osatura alpina; in quelle valli poi trovansi fiumi, torrenti e riviere, che portano loro acque al mare o le immettono in altri fiumi. Pochi passaggi, e difficili tutti, riscontransi nelle Alpi, che le attraversano: onde facile impresa è per gli Italiani respingere le invasioni straniere. La catena alpina dividesi in tre grandi masse; la prima, detta *Alpi occidentali*, comincia al colle di Cadibona e ha fine al monte Bianco; essa è attraversata dalle vie del colle di Tenda, del monte Ginevra, del Cenisio e del picciolo San Bernardo; la seconda, chiamata *Alpi di mezzo*, corre dal monte Bianco al picco dei Tre Signori; in questa trovansi i passi del gran San Bernardo, del Sempione, del San Gottardo, del San Bernardino, dello Spluga, dello Stelvio, del Septimer, della Bernina e del Brenner; la terza, quella delle *Alpi orientali*, dal picco dei Tre Signori scende all'Adriatico, presso Fiume; l'attraversano le vie del colle di Ampezzo, di Tauern, del colle di Tarwis o di Saifnitz, di Prewald o di Adelsberg. Ai piedi delle Alpi e tra i contrafforti di esse trovansi, nel versante italiano, molti laghi. Il *Verbano*, o lago *Maggiore*, accoglie nell'ampio suo letto le acque che scendono dall'Alpi *Lepontine*; e oltre quelle del Ticino, fiume che lo attraversa in tutta sua lunghezza, riceve a sinistra le acque della Tresa e del Bardello, a destra quelle della Maggia e del Toce. — Il *Ceresio*, o lago di *Lugano*, è alimentato dalle acque della Tresa; fiume che sotto il nome di Agno trae origine dal monte Camoghe, entra nel Ceresio presso la terra di Agno e ne esce a Ponte Tresa per gettarsi nel Verbano poco al di sotto di Luino. — Il *Lario*, o lago di *Como*, dal quale a Bellaggio spiccasi un braccio, noto col nome di lago di *Lecco*. Oltre le acque dei piccioli fiumi e torrenti che scendono dai monti alti e rocciosi soprastanti al *Lario*, questo lago riceve quelle dell'Adda, fiume che ha sue origini non lontano dal *Pizzo del Ferro*, nella valle di Fraele; e che dopo

aver percorsa la Valtellina in tutta sua lunghezza va a metter foce in sul Lario, poco al di sopra di Gravedona, per uscirne al di sotto di Lecco e gettarsi poscia nel Po tra Piacenza e Cremona. — Il *Sebino*, o lago d'*Iseo*, raccoglie le acque dell'Oglio, fiume che ha sue sorgenti in valle Mazza, e che dopo avere attraversato il *Sebino* esce a Sarnico, per entrare poscia nel Po a monte di Borgoforte. — Il *Benaco*, o lago di *Garda*, per superficie e ricchezza di acque primo tra i laghi alpini, riceve quelle del fiume Sarca, che nasce in val di Genova; attraversata la valle di Rendena, entra in una ampia e bene coltivata, cui esso diede il nome; indi presso Torbole sbocca nel *Benaco*; nel qual lago portano altresì loro acque molti piccioli fiumi e torrenti, che scendono dai monti circostanti. Alla estremità meridionale del lago di Garda, e proprio dove siede la fortezza di Peschiera, esce il Mincio; il quale fiume scende nel Po, poco al di sotto di Governolo (1). Altri piccioli laghi trovansi entro le valli delle appendici alpine, son quelli di Orta, Varese, Mezzola e Idro. Una pianura, vasta e ubertosa, distendesi al piede dei contrafforti delle Alpi, la quale a gradi à gradi si abbassa sino al Po, primo tra i fiumi d'Italia, e dalla cui riva sinistra quella pianura s'allontana alzandosi gradatamente sino a giungere alle ultime appendici dell'Apennino settentrionale, che la conterminano. L'ampia valle del Po e la Liguria costituiscono l'*alta Italia*, la quale conta dodici milioni di abitatori; non solamente essa è la contrada più florida della penisola, ma eziandio la più bella e la più ricca dell'Europa; ricchezza e bellezza che tornarono funestissime sempre; però che, invogliando di possederla Imperatori e Re, venisse sovente invasa dalle armi di Germania e Francia, d'Austria e Spagna, e da tutte poi straziata, derubata, tiranneggiata.

(1) Dei fiumi e torrenti, che tributano loro acque ai laghi sopra descritti, ricordai soltanto quelli che più importa conoscere; però che troppo lungo e inutile sarebbe dire di tutti.

La parte dell'Italia settentrionale, conterminata dal Mincio, dall'Adige, dalle appendici dell'Alpi veronesi e dal lago di Garda, costituisce il tanto celebrato *Quadrilatero*. Forte per natura di sito, venne dall'arte reso fortissimo, la quale alle naturali difese aggiunse opere d'inondazione e alzò agli angoli di quello Peschiera, Mantova, Legnago e Verona: onde quella strategica postura diventò formidabile. Quale è mai il valore assoluto e relativo delle fortezze del Quadrilatero? Su la spiaggia meridionale del Benaco, là dove trae origine il Mincio, s'innalza Peschiera (1); la cui mura pentagona — che non ha casamatte, nè ridotti — non valendo a costituire una valida difesa, per aver questa si costrussero opere fortificatorie su le colline che le fanno corona; la più importante delle quali — il forte *Mandella* — signoreggia la sinistra del Mincio e le vie che conducono a Verona; e consiste in lunette, formanti quasi un'opera a corno senza cortine, provvedute di largo fosso e di spalto. Il forte *Salvi*, che si eleva su la destra di quel fiume, impedisce al nimico il valico di esso (2). Le fortificazioni di Peschiera non possono contenere che piccioli presidi; la perdita d'uno di essi cagionerebbe presto quella di tutti gli altri, che sarebbe seguita dalla rovina della fortezza. Peschiera, che da sola ha lieve importanza e poca forza, dimolta ne acquista unita al grande sistema fortificatorio del *Quadrilatero*; avvegnachè, oltre ad assicurare all'esercito presidiante il Quadrilatero stesso le vie di comunicazione col Tirolo e

(1) Avvertesi il leggitore che qui descrivonsi le opere fortificatorie del Quadrilatero, quali esistevano allo scoppiare della guerra del 1848; esse vennero ampliate e perfezionate di poi dagli Austriaci, come diremo in séguito.

(2) Le opere *Mandella* e *Salvi* furono costrutte dagli Austriaci dopo il 1814, l'assedio di Peschiera del 1801 avendo loro mostrata l'importanza di fortificare le colline, che si alzano davanti quella fortezza.

ad afforzare la parte superiore della linea di difesa del Mincio, assai debole, offrì Peschiera un asilo sicuro a grossi battaglioni, i quali dal suo ampio trincerone possono minacciare alle spalle l'inimico, che tentasse superare il fiume a Valeggio e a Goito. La guerra del 1848 avendo fatto conoscere il vero valore di Peschiera, gli Austriaci, posate appena le armi, intesero lor cure ad ampliarne la cerchia delle fortificazioni. — Giace Mantova in un'isola del Mincio a sedici chilometri dal suo mettere foce in sul Po. Quel fiume a settentrione e ad oriente della città si allarga tanto da formare tre laghi — *superiore*, di *mezzo* e *inferiore* — separati dalla diga di porta *Molina*, la quale mette in comunicazione Mantova con la sua cittadella, e dalla porta di San Giorgio. Il canale Pajolo esce dal lago *superiore*; dopo aver percorso a mezzogiorno della città una tratta semicircolare di otto chilometri all'incirca, riporta le sue acque al Mincio, non lungi di Pisole. Nella pianura che stendesi tra la riva sinistra del Pajolo, la destra del lago *superiore* e del fiume e la mura di Mantova, trovansi alcune opere di fortificazione e un gran trincerone. La scienza di guerra fece di quella città, per sua naturale postura già molto forte, un baluardo d'assai difficile espugnazione; gli ingegneri militari alle opere fortificatorie seppero saviamente aggiugnere maravigliose opere idrauliche, le quali, oltre condurre l'acque del Mincio entro i fossi della fortezza, allagano una larga zona di terreno, impedendo così al nimico assediato di campagnarvi, mentre i tre laghi a settentrione e ad occidente lo tengono lontan lontano dalla città: onde la potenza di Mantova è eminentemente difensiva. Le innondazioni producendo miasmi esizialissimi all'economia animale, cagionano gravi danni al presidio e agli assediatori; maggiori però d'assai a questi ultimi, costretti a passar le notti a ciel sereno. Mantova è circondata da mura bastionata di forma irregolare, munita di scarpa e di larghi fossi; presso il lago poi mutasi in semplice cinta. A difendere la diga

che separa il lago di *mezzo* dall'*inferiore* venne eretta la testa di ponte di *San Giorgio*; questo è il lato meno forte di Mantova, avvegnachè la poca larghezza del lago permetta al nimico di fulminarla con le artiglierie. Davanti alla diga di porta *Molina* trovasi la cittadella; delle sue cinque fronti bastionate, tre sono rivolte a Verona, ed hanno fossi, lunette e cortine. L'opera di *Migliaretto*, posta a mezzogiorno di Mantova, signoreggia la via di *Borgoforte*, e a sinistra si lega con quella a corona del *Te*, presso la quale *Wurmser* nel 1796 campeggiò con l'esercito austriaco. Dinnanzi a queste opere allargasi, dal *Pajolo* al lago *inferiore*, un vasto trincerone — chiuso da vallo — di tre fronti bastionate e verso il lago formato a denti di sega; i suoi fossi sono riempiti dalle acque del *Pajolo*. In su la riva destra di esso e a difesa della via di *Bozzolo* sta il forte *Pradella*, opera a corno costruita dall'ingegnere francese *Chasseloup*, il quale forte incontrasi all'uscire di porta *Pradella*; davanti a questa trovasi la lunetta *Belfiore*, e ai fianchi, alcune batterie di cannoni. A sinistra del trincerone, presso *Pietole*, gli Austriaci avevano non molto innanzi eretto un forte di tre fronti bastionate con rivellini e cortine per proteggere le opere idrauliche d'inondazione. Il fortino di *Cerese*, su la via di *Borgoforte*, e la testa di ponte di *Borgoforte*, che difende il passaggio del *Po*, compiono le fortificazioni di Mantova. A mezzogiorno di questa città scende al *Po* una vasta pianura — che fa parte della sfera strategica di quella fortezza — pianura che *Seraglio* è chiamata. Essa è un'isola conterminata a settentrione e a levante dal *Mincio*, a mezzogiorno dal *Po*, e a occidente dal canale detto *Fossa Gambart*, che esce dal *Mincio* poco al di sopra di *Curtatone*, per gettarsi poscia nel *Po* a monte di *Borgoforte*. Il *Seraglio* ha forma di trapezio; è fertilissimo e assai popolato; in esso si rinchiusero, come in forte trincerone, nel 1702, l'armi imperiali dell'Austria capitanate dal principe *Eugenio di Savoia*; nel 1796, quelle di *Wurmser*; e nel 1800

l'esercito austriaco di Melas vi si rifugiò dopo la rotta di Marengo. Il lato occidentale del *Seraglio* è molto debole; assai forti sono quelli del Mincio e del Po. Mantova costituisce la più valida difesa del Mincio; munita di buon presidio e bene provveduta di vettovaglie, essa può da sola resistere a lungo e con vantaggio a poderosa oste assediatrice, ed eziandio costringere il nimico a mutare l'assedio in ossidione con sommo beneficio dei difensori. — Legnago, picciola terra situata a cavaliere dell'Adige a valle di Verona, è difesa da due teste di ponte; quella a destra del fiume — due fronti bastionati chiudentisi al fiume mediante mezze cortine — ha dinanzi a sè due lunette e ai lati due ridotti quadrilateri. La testa di ponte, che giace in su la sinistra dell'Adige, è costituita da un'opera a tanaglia. Come è di Peschiera, così è di Legnago, cui dà valore il far parte delle grandi fortificazioni del *Quadrilatero*, del quale afforza la linea inferiore dell'Adige, per sè stessa debolissima; e in oltre perchè offre, a chi ne è padrone, sicuro il valico del fiume per operare su le due rive di esso. — Là dove l'Adige, lasciate le valli dei monti tirolesi e le strette delle ultime appendici dell'Alpi Retiche, entra nella vasta pianura del basso Veneto, siede la fortissima Verona a cavaliere di quel fiume, che la divide in due parti disuguali, l'orientale chiamata *Veronetta*, l'occidentale *Verona*: donde la *Sezione* orientale e la occidentale delle sue fortificazioni. La mura della città — opera d'antichi ingegneri italiani — nella parte volta a occaso venne afforzata da otto bastioni, posti giusta il sistema di Carnot, con controscarpe e comode salite per la uscita alla campagna del presidio (1). A

(1) Nel 1801 i Francesi guastarono la cinta bastionata e il forte San Felice; quella fu ricostruita con doppi bastioni dagli Austriaci, i quali innalzarono su l'Adige il forte San Paolo e munirono le colline circostanti d'opere fortificatorie, assicurandosi in tal modo le vie del Tirolo e quelle che per le Venezie conducono alle altre provincie dell'imperio.

mezzogiorno la mura chiudesi all'Adige mediante il mezzo bastione di San Francesco, e a settentrione col bastione di Spagna; ed è davanti ad essa che un grosso esercito può con sicurezza campeggiare, quasi in un grande trincerone difeso dai cannoni, di cui è munita la mura. La cinta orientale conserva tuttavia la primiera sua forma, la quale fu determinata dalle variazioni del terreno; eretta dall'imperatore Gallieno, venne dall'architetto Sanmichele accresciuta di torri e, non sono molti anni, anche di bastioni. La sezione occidentale non ha cittadella; l'orientale — che a settentrione è chiusa all'Adige dal bastione San Giorgio, a levante dal bastione Toscana, e dietro la quale stanno a sua difesa i monti Lessini d'impossibile accesso, e altresì le difficili strette dell'Adige — è protetta dal castello *San Felice*, che si innalza là dove un tempo ergevasi la rocca di Teodorico, la parte più elevata di Veronetta; quel castello signoreggia la sinistra riva del fiume. Dopo il 1814, gli Austriaci, restaurate e perfezionate le antiche opere, allargarono dimolto la cerchia delle difese di Verona, costruendo picciole opere secondo il sistema tedesco delle *caponiere*; le quali, adattate alle diverse parti delle fortificazioni, ne rendono facile la difesa (1). Il lato debole di Verona è quello di mezzogiorno; di esso non molto curaronsi gli Austriaci; i quali, temendo nimici assalti soltanto alla fronte occidentale del *Quadrilatero*, intesero sempre a munire, più di qualsiasi altra parte della fortezza, quella che reputavano la sola esposta al ferire del nimico. Verona è il baluardo più formidabile del *Quadrilatero*, la base più sicura, per chi l'occupa, d'ogni militare operazione nell'alta Italia; e il congiungersi in essa delle grandi vie della penisola, dello imperio austriaco e della Germania, rende la sua postura strategicamente im-

(1) Le *caponiere* sono doppie negli angoli saglienti, semplici nel mezzo delle faccie, e nelle gole ridotte a metà.

portantissima; la potenza di Verona è soprammodo offensiva. — La valle del Chiese, eziandio chiamata *Val Sabbia*, ha militarmente maggior valore delle molte altre che scendono dal Tirolo a Lombardia e alle Venezie. La via che dalle sorgenti di quel fiume corre in essa, superato il Caffaro — fiumicello il quale per picciolo tratto segna il confine fra le terre tirolesi e le lombarde — dividesi in due; la destra per Bagolino cala in Val Trompia e mena a Brescia; la sinistra, più spaziosa e più comoda della prima, costeggia la spiaggia destra del lago d'Idro, e per Anfo, Vestone e Salò va a congiungersi in Desenzano alla via che da Brescia conduce a Peschiera. A un'ora di distanza dal confine tirolese essa è chiusa da una ròcca, la quale prende il nome dalla vicina terra di Anfo; l'ebbe innalzata il primo Napoleone sopra una eminenza, che signoreggia per buon tratto la via, non lungi dalle ruine d'un forte anticamente costruito dai Veneziani contra le invasioni delle genti alemanne. Negletta dagli Austriaci, non perchè ne ignorassero il valore, ma per quella trascuranza colpevole mostrata da essi in parecchie faccende della milizia negli ultimi anni che precedettero i moti del 1848 in Lombardia, tanto che la sollevazione e la guerra li colsero sprovveduti di molte cose alla difesa indispensabili, la ròcca d'Anfo era allora venuta senza contrasto a mano dei Bresciani; e così gli Austriaci avevano perduto quella chiave d'Italia, forte per natura di sito e per arte, dalla quale avrebbero, nel 1848, potuto scendere a tutto loro agio dal Tirolo in Val Trompia sopra Brescia, e per la valle del Chiese calare, senza contrasto, in quella del Mincio minacciosi alle spalle dei Sardi assedianti Peschiera. Nè in ciò solo consiste tutta l'importanza strategica di ròcca d'Anfo, avvegnachè munita di buona mano di difensori e presidiati altresì Bagolino e monte Suelo — dalla quale parte la si può girare e sopravanzare — sbarri agli Italiani quel passo del Tirolo, che per non difficili nè lunghe vie li menerebbe nelle valli del Sarca e dell'alto

Adige. In qualunque guerra dell'Italia contra l'Austria, da combattersi sul Mincio e sul Po, ròcca d'Anfo, per la sua postura strategica, sarà sempre di vantaggio a chi la possiede.

Genova-Alessandria-Valenza fu nel 1848 la base della guerra, o come volgarmente appellasi delle *militari operazioni* dell'esercito sardo contra il *Quadrilatero*; la fu anche nel 1850, quando con quel di Francia mosse a combattere l'Austria; e in ultimo la fu dell'Italia, allora che nel 1866 fece l'impresa di Venezia. La quale base della guerra può chiamarsi perfetta, perchè oltre al proteggere che essa fece nel 1848 e 1850 la metropoli del regno sardo, si appoggia a ostacoli naturali, possiede forti piazze d'armi, che sono riposte sicurissime di vettovaglie, di munizioni e d'ogni cosa necessaria alla guerra, e offre un valido rifugio all'esercito in caso di una disfatta o di qualsiasi disastro. — Genova siede sul mare; Valenza, su la riva destra del Po; Alessandria, che sta fra quella e questa, trovasi a cavaliere del Tanaro, non lungi dal metter foce della Bormida in sul Tanaro stesso. Alessandria con la sua cittadella chiude l'entrata della valle di questo fiume, che separa gli ultimi contrafforti dell'Appennino ligure dagli alti colli di San Salvatore, Montemagno e Montechiaro; i quali, dalla parte opposta, scendono al Po; in oltre essa è chiave fortissima alla guardia di tutte le vie della destra del Po, specialmente di quelle che vanno al mare. — Con lo avanzare entro paese nimico un esercito invaditore deve, per ragion di prudenza, prendere delle *basi successive*; così quel di Carlo Alberto, procedendo verso il Quadrilatero, trovava nell'Adda una seconda e forte base di guerra, a cavaliere della quale sta Pizzighettone, le cui opere di difesa la ponevano al sicuro d'improvviso assalto nimico; a monte poi di questa fortezza il Re aveva Lodi e Cassano in su l'Adda, innanzi alle quali avrebbe dovuto costrurre teste di ponte per assicurarsi il passaggio del fiume e po-

terlo bene contrastare al nimico se ne tentasse il valico. Giusta l'opinione di alcuni scrittori militari sono *perfette* le basi di guerra, quando corrono parallele a quelle del nimico; ma il generale Jomini, che meglio d'ogni altro intese la scienza bellica, afferma: = le più vantaggiose essere quelle che vanno perpendicolarmente alle avversarie, « soprammodo poi le basi le quali, presentando due fronti l'una quasi perpendicolare all'altra e formando un angolo rientrante, assicurerebbero al bisogno una doppia base; renderebbero padroni dei due lati dello *scacchiere* strategico: darebbero due linee di ritratta assai distanti tra loro; in fine, agevolerebbero ogni mutamento nelle linee d'operazioni militari, che potrebbe essere richiesto dal mutarsi improvviso dei casi della guerra » (1). L'Adda forma col Po un angolo quasi retto, intorno al quale trovansi Piacenza, Cremona, Pizzighettone; terre che insieme legate da que' due fiumi, costituiscono un vero, un forte trincerone triangolare. L'esercito sardo, campeggiando questa postura situata al vertice del gran triangolo *Genova-Valenza-Piacenza*, che ha per base la base naturale di guerra or ora descritta, non solamente avrebbe difeso con vantaggio tutto il Piemonte e la Liguria, ma anche buona parte della Lombardia e dell'Italia di mezzo; nè gli Austriaci sarebbersi arrischiati d'avanzarsi di troppo ai lati di quel triangolo per non correre il pericolo di perdere la via di comunicazione con la loro base di guerra.

Per tre vie Carlo Alberto poteva muovere con sue armi contra il Quadrilatero. Quella di sinistra — la *superiore* — corre ai piedi delle appendici alpine per Sesto Calende, Como, Lecco, Bergamo e Brescia; di qui, per Lonato conduce a Peschiera; per Castiglione, a Volta e a Goito. Sebbene tale *linea di militari operazioni* fosse favorevole

(1) *Précis de l'art de la guerre*, chap. III.

allo esercito sardo, per avere esso poca cavalleria, non fu scelta dal Re, perchè troppo slegata dalla sua base di guerra non avrebbe potuto ricevere da questa appoggio efficace. — La seconda via — l'*interna* o *di mezzo* — per Novara, Milano, Lodi, Soresina e Asola mena a Goito, o a Mantova. È inutile spendere parole a dimostrare il valore strategico della antica metropoli di Lombardia, avvegnachè si riveli da sè stesso (1): onde l'Austria ebbe grave torto di non riconoscerlo in tanti anni di sua signoria in Italia, soprammodo poi dopo la guerra del 1848. Così come è, questa linea di militari operazioni non doveva essere per l'esercito sardo di nessun valore, non offrendo essa luoghi sicuri per riposte di vettovaglie e di munizioni, nè punti d'appoggio nel caso d'un disastro. — La terza ed ultima via, quella di destra o *inferiore*, per Valenza, Pavia, Pizzighettone, Cremona e Bozzolo conduce a Mantova. Questa sopravanza di gran lunga in bontà le altre due, porgendo vantaggi di sommo momento e quali assai difficilmente riscontransi riuniti in linee di militari operazioni. Il Po, che trovasi vicino ad essa, dopo avere ricevuto le acque del Ticino, scorre placidamente maestoso sino all'Adriatico, a cagione del leggiero declivio del suo alveo; ed è allora che le ghiaie e la sabbia, che in grande copia travolge nel precipitato suo corso superiore, depositandosi sul fondo del suo letto, formano isolette, alcune delle quali imbo-schite. La larghezza del Po varia di molto; là dove riceve le acque del Ticino misura quattrocento settantacinque metri; di poco a valle di quel luogo nel quale confondonsi le acque di quei due fiumi, il Po misura in larghezza da quattrocento quarantacinque a cinquecento trenta metri; e a Cremona novecento dieci; alla foce del Taro, il braccio

(1) Milano è situata quasi nel centro di un grande triangolo curvilineo, il quale ha per lati l'Adda; il Po, il Ticino e il lago Maggiore; i laghi di Lugano e Como.

principale del Po è largo millecinquecento sedici; a Casalmaggiore, quattrocento settantaquattro; a Guastalla, mille-trecento ventisei; a Borgoforte, dugento ottantaquattro; a San Benedetto, trecento trentuno; a San Michele, trecento cinquanta; ad Ostiglia, trecento tre; ad Occhiobello, du-gento ottantaquattro; a Pontelagoscuro, dugento ventisette; a Polesella, dugento quarantasei. Il Po di Volano e il Po di Goro misurano dugento ventisette metri in larghezza; il Po grande al suo metter foce in sul mare, ne misura millecentotrentasette. Esso è navigabile da piccole barche da Villa-franca a Torino; da grosse, da Torino al mare: onde l'eser-cito che cammina su la via di Pizzighettone a Cremona, oltre all'aver in quel fiume un appoggio validissimo al suo fianco destro, ha per le sue acque facili e sicuri trasporti per soldati e munizioni di guerra. La stretta di Stradella e la forte terra di Piacenza, poste su la riva destra del Po, accrescono d'assai la potenza della linea *Valenza-Pavia-Cremona*. Quella stretta — forte postura militare tenuta in gran conto dall'imperatore Napoleone — trovasi ai piedi dei contrafforti dell'Apennino, il quale fa corona alla for-tissima Genova; essa chiude la valle del Po, che davanti a Stradella restringesi dimolto. La Sardegna bene avrebbe dovuto conoscere di quanto valore fosse per la sua sicu-rezza quella stretta; ma pur conoscendola, non curossi mai d'innalzarvi un forte che con poca gente si difende-rebbe; il quale forte, sbarrando la via di Piacenza ad Ales-sandria e Genova, arresterebbe a quel passo angusto il nimico che tentasse invadere da quella parte Piemonte o Liguria. — Nel 1848, l'esercito sardo valicò il Ticino a Buffalora e a Pavia; e, dopo essersi raccolto su l'Adda tra Lodi e Cassano, camminò verso il Mincio diviso in due schiere, di cui quella di destra corse la via di Cremona e Bozzolo, l'altra di sinistra procedette innanzi per la via di Brescia. Non era una linea di militari operazioni *doppia* questa scelta dal Re; la forza numerica dell'esercito regio e la poca estensione della sede della guerra non avrebbero

mai consigliato a Carlo Alberto di prenderla, qualora tale fosse stata, sibbene era una linea *semplice*; la quale, da Pavia piegatasi verso Lodi, riprendeva tosto la vera sua *direzione*, voglio dire quella di Cremona. Il portarsi del Re con sue genti a Lodi, come diremo in sèguito, ci fa conoscere essere egli uscito alla guerra contra l'Austria senza aver prima stabilito il modo di condurla; la sua abituale irresoluzione, causa sempre di perditempo, salvò gli Austriaci da fatali disastri, fors'anche da totale rovina: le quali cose dimostreremo nel corso di queste istorie.

Nell'alta Italia trovansi *linee di difesa* di due specie: sono di fiumi, che scendono dalla giogaia alpina e mettono foce in su l'Adriatico, e queste stanno tutte nelle provincie venete; altre di fiumi i quali, pure scaturendo dalle Alpi, portano loro acque al Po; e queste linee rinvengonsi in Lombardia. Non diremo di tutte, sibbene di quelle che rispetto alla strategia e alla tattica hanno qualche valore. — Alla prima specie appartiene l'*Adige*, che trae sue origini dalle ghiacciaie del *Picco Bianco* nelle Alpi Retiche, scende a mezzogiorno sino a Glurus, indi volge ad oriente e, giunto a Merano, scorre tortuosamente verso mezzodi sino a Bussolengo, tra la catena del Braglio a destra, l'Alpi del Cadore e i monti Lessini a sinistra. Da Bussolengo piega a levante e mezzogiorno; poco al di là di Verona scende al piano e, sempre con tortuoso corso va all'Adriatico e vi si getta poco al di sotto di Chioggia. La valle dell'Adige, dalla sua origine a Merano, è profonda e stretta; a Merano si allarga per restringersi nuovamente tra i contrafforti dell'Alpi e formare da prima la gola di Cadino tra i contrafforti della Camonia e dell'Alpi Carniche; di poi, quella dirupatissima della Pietra, tra Calliano e Roveredo, larga quaranta metri appena. Il monte Magnone a destra e i monti Lessini a sinistra serrano l'Adige in valle aspra e profonda, soprammodo alla Chiusa, ove i fianchi rocciosi del Magnone scendono a picco nel fiume.

Rapidissimo è il corso dell'Adige dalla sua sorgente alla terra di Ala; il correre delle sue acque diminuisce per gradi da Ala al mare, nel quale entrano maestose attraverso paludi e interramenti; esso diventa navigabile di poco a valle di Bolzano. L'Adige costituisce la barriera più poderosa d'Italia contra le invasioni austriache e da queste difende tutta la penisola, tranne il Veneto; per la molta profondità del suo alveo della parte inferiore del suo corso, esso non è guadabile. L'arte militare rese, con opere fortificatorie, saldiissima tale *linea di difesa*, già forte per la natura dei siti ch'egli attraversa o tocca, e delle militari posture le quali trovansi lungo le sue rive, posture acconcie alle offese e che possono facilmente difendersi da piccioli presidi. Al di sopra di Bussolengo e a Tombetta, a valle di Verona, la riva destra dell'Adige signoreggia la sinistra, ciò che vi rende facile la costruzione d'un ponte militare. Da santa Caterina a Lazzaretto il pendio della sponda sinistra è favorevole alla difesa del passaggio dell'Adige, mentre da Lazzaretto a Sorio il soprastare della riva destra alla opposta ne favorisce il valico. Da Sorio a Scardevara le molte vie di comunicazione che esistono tra le due sponde agevolano il passar del fiume. Al di là della foce dell'Alpone sino a Legnago l'Adige corre in mezzo a dighe; e va da Legnago al mare tra paludi — *le valli veronesi* — e in terreno sì basso, che, rotti gli argini, tutto lo allagherebbero sino al Po. Giusta il parere di Napoleone, il modo più efficace a difendere l'Adige è *di collocarsi sui poggi di Caldiero, che Verona, le paludi d'Arcore e l'Alpone grandemente afforzano*; con la occupazione poi delle posture di Rivoli e della Corona chiudesi al nimico la valle dell'Adige. La *Brenta*, la *Piave*, il *Tagliamento* e l'*Isonzo* — fiumi che mettono foce in su l'Adriatico — sono *linee di difesa* di non molto valore strategico e deboli ostacoli e proprio inefficaci ad arrestare gli eserciti austriaci, che dall'Alpi Carniche e dalle Noriche scendessero a invadere le Venezie per tentare Verona. La *Brenta* nasce dai laghi di

Caldonazzo e di Levico e dai colli di Pergine, presso Trento; per la valle Sugana corre verso oriente-mezzogiorno sino a Primolano; da Primolano volgesi a mezzodì, passando una gola strettissima, difesa da picciol forte innalzantesi al di sopra di Cismon, al quale s'arriva per una scala di corde; esce quindi alla pianura nelle vicinanze di Bassano; a Vigodarzere volgesi nuovamente a levante e presso Fusina entra nella laguna veneta; la *Brenta* comincia ad essere navigabile a Campo San Martino al di sotto di Cittadella. La via, che da Trento scende a Bassano, giace su la sinistra di quel fiume; e giunta a Cittadella dividesi in tre rami, i quali menano a Verona, a Padova, a Treviso. Dietro la *Brenta* elevansi i colli Berici e sta Vicenza, postura sommamente strategica, che importa tenere con forte presidio; su la destra giace Padova; su la sinistra, e a cavaliere del fiume, Bassano, la quale città sbarra Val Sugana e la via di Trento. — Dal monte Paralba, nelle Alpi Carniche, discende il *Piave*, e correndo verso mezzogiorno bagna Pieve di Cadore, Longarone, Belluno; forma quindi un grande semicerchio, che volge sua convessità a occidente e termina al di là di Bosco Mantello a destra, e dei poggi di Collalto a sinistra; uscito al piano va verso l'Adriatico, sul quale mette foce presso Cortelazzo. Più che fiume, il *Piave* è torrente impetuoso, con alveo sassoso; puossi navigare da Ponte di Piave al mare. Dirupata e stretta è la valle superiore di esso; a Pieve di Cadore s'allarga alquanto, ma per restringersi nuovamente a Perarolo. Ai piedi del colle sul quale siede Belluno la valle si chiude e maggiormente si allarga allo sboccar suo dai poggi feltrensi. La via di Lamagna — che per la valle d'Ampezzo mena su quel di Belluno — da Pieve di Cadore a Feltre è rinchiusa dalle appendici dell'Alpi di Trento e dal *Piave*; e a Feltre dividesi in due rami, dei quali, quello di destra conduce a Bassano e a Vicenza; quel di sinistra a Treviso e a Venezia. Il *Piave*, sebbene superiormente corra serrato tra i monti, nel piano volga sue onde in mezzo a

paludi e nella sua parte inferiore tra dighe — che ne alzano considerevolmente il livello — nondimeno è una debole *linea di difesa*; la quale però acquisterebbe valore dimolto se là, ove sbocca dai monti, si elevassero piccioli forti; se si arginassero le sue sponde per impedire il disperdersi delle acque; se mediante opere idrauliche si provvedesse allo allagamento del terreno circostante, prevedendo i bisogni di guerra; in fine, se si munisse Treviso di alcune opere fortificatorie; onde allora da questa terra si potrebbero difendere i passi del Piave contra il nimico che tentasse valicarlo e si difenderebbero altresì Venezia e le Lagune, che il Piave a un tempo protegge ed è protetto da esse. — Il *Tagliamento*, che proviene dall'Alpi Carniche ed ha la sua sorgente presso il *varco di Mauria*, e corre verso oriente lungo la valle del canale di Socchieve, poco al disotto di Tolmezzo volge a mezzogiorno e va con tortuoso corso alla laguna veneta e dopo averne attraversata l'ultima palude entra in mare. L'alta valle del Tagliamento, sino là ove esce il canale di Socchieve, è assai angusta; il fiume vi è ripidissimo; essa da Venzone va allargandosi sino a Gemona — su la sinistra del Tagliamento — da formare il *Campo d'Osopo*; venute alla pianura, l'alveo sassoso del fiume tanto s'allarga da misurare nella sua sezione dai due ai tre chilometri. Numerosi sono i guadi suoi, alcuni de' quali, per la poca profondità delle acque sussistono anche nei momenti di piena: tutti poi son resi facili dalle isolette che trovansi nel Tagliamento; su la cui riva sinistra e presso la foce del Fella sbocca dalla valle del Ferro la via di Vienna; la quale, superate le Alpi alla Ponteba, cala nel Friuli e poco al di sotto di Venzone si biforca, il suo ramo di destra per Osopo, san Daniele e Codroipo — ove attraversa il Tagliamento — conducendo a Treviso, e il ramo di sinistra per Gemona menando a Udine e Palmanova. È pur di lieve valore quel fiume considerato quale *linea di difesa*; se l'alta valle del Tagliamento è sbarrata dal forte di Osopo

e se la parte inferiore di essa è protetta da paludi, quella di mezzo è totalmente aperta e le acque del fiume, per la poca loro profondità, non sono d'ostacolo a quell'esercito che vuole valicarlo. — L'*Isonzo* — l'ultima *linea di difesa* che appoggia la destra al mare — ha sue origini nell'Iliria, tra i monti Mangert e Terglou delle Alpi Carniche. Quel fiume, seguendo cammino serpeggiante e a grandi curve, le cui convessità sono volte ora ad oriente, ora ad occaso, entra nel golfo di Triesté, bagnando nel suo corso inferiore i piedi dei contrafforti dell'Alpi Giulie; la sua larghezza media è di sessanta metri; per la poca profondità delle sue acque esso è guadabile sino a Canale. La selvosa sua valle è, nella parte superiore, ripida e angusta; nella parte inferiore, ampia e fertile. La grande via che dalla metropoli dell'imperio per la Ponteba cala nel Friuli, arrivata al colle di Tarvis spicca a sinistra un ramo, il quale, per la picciola valle del Coritenza, scende in quella dell'Isonzo; e giunto a Caporetto divide in due; il primo, piegandosi a destra, attraversa il passo di Starasella e mena a Cividale e a Udine; l'altro, volgendosi a sinistra, per Tolmino, Canale, Gorizia e Gradisca conduce alla fortezza di Palmanova. La *linea di difesa* dell'Isonzo copre tutta l'Italia contra l'armi austriache discendenti dall'Alpi Giulie; la Chiusa e Flitsch ne sbarrano la valle superiore; perduta questa, il nimico invaditore se la vede sbarrata da Caporetto, forte postura difensiva su la destra di quel fiume; Gorizia e Gradisca, terre munite di castello, afforzano la parte inferiore dell'Isonzo dietro il quale l'esercito italiano trova in Udine e in Palmanova validi appoggi alle sue militari operazioni. Ad assicurarsi la *linea di difesa* dell'Isonzo e a impedire al nimico d'assaltare alle spalle i difenditori di essa è necessario occupare con buon presidio il colle di Tarvis e la Ponteba.

I fiumi, che costituiscono le *linee di difesa* della seconda specie, sono il *Mincio*, l'*Oglio*, l'*Adda*, il *Ticino*. — Il *Mincio*

esce dal Benaco, là dove siede Peschiera; cammina tortuosamente verso mezzogiorno sino alle Grazie, indi piega a levante; da Mantova volge il suo corso tra oriente e mezzodi e va a metter foce in sul Po a valle di Governolo. Le rive del Mincio sono alte, inegualmente però; avvegnachè a vicenda si signoreggino; i colli di Salionze e di Valeggio soprastanno alla riva destra; quei di Monzambano e di Volta, alla sinistra. Il *Mincio*, nei tempi di sua massima magra, porge tra Peschiera e Goito alcuni guadi; alle Grazie il suo letto allargasi tanto da formare tre laghi, *superiore, di mezzo, inferiore*, separati dalle dighe di porta Molina e di San Giorgio; la larghezza maggiore di essi misura millequattrocento metri. Il *Mincio* è una assai valida barriera contra lo assaltare dell'Austria; sovr'esso, che breve ha il corso — quaranta miglia geografiche all'incirca — siedono a cavaliere la fortissima Mantova e Peschiera; e i molti seni, che fa nel serpeggiante suo correre al Po, e i molti suoi valichi favoreggiano i movimenti offensivi contra Verona e altresì contra le militari posture interne del Quadrilatero (1). Questa *linea di difesa* si accrescerebbe di forza *innalzando*, giusta il consiglio del primo Napoleone, *picciole cittadelle su le alture di Salionze e di Valeggio, fortificando Goito e chiudendo i canali che impoveriscono d'acque il Mincio*. Importa però sommamente alla sicurezza di questa *linea di difesa* tenersi in signoria di ròcca d'Anfo, la quale, impedendo al nimico il passo nella valle del Chiese, fa sì che esso non possa assaltare a rovescio le posture del Mincio. — L'*Oglio* scende dal monte Gavio, che si innalza a cavaliere delle valli dell'Adda di Valtellina; esso corre da prima tra levante e mezzogiorno sino a Pezzo; indi volge dirittamente a Ponte di Legno, da dove scende in direzione di mezzogiorno-oc-

(1) Otto sono i valichi del Mincio: Peschiera, Salionze, Monzambano, Molini, Borghetto, Goito, Mantova e Governolo.

cidente a Edolo; poscia piega verso mezzodi e presso Lovere gettasi nel lago di Iseo per uscirne a Sarnico ed entrare quindi nella grande pianura lombarda; in fine, poco al di sotto di Soncino dirizza il suo corso tortuosissimo verso Borgoforte, a monte del quale mette foce in sul Po. La valle superiore dell'*Oglio* è angusta e selvaggia; a Edolo la valle Camonica s'allarga per diventare spaziosa a Lovere, ove viene chiusa dal lago d'Iseo. All'uscire da questo lago quel fiume è navigabile; a monte e a valle del passo di Soncino forma alcune isolette imboschite; le sue acque sono da Robecco al Po per la massima parte contenute da argini. Tra i molti valichi dell'*Oglio* i più meritevoli a notarsi sono quei di Palazzolo e d'Urago su le vie di Milano a Brescia; di Soncino, su quella di Pavia a Brescia; di Pontevecchio e Canneto, su quelle di Cremona a Brescia, per ultimo, di Marcaria e Gazzuolo, su le vie di Cremona a Mantova. Dal monte Tonale scende a Lombardia la via del Tirolo, la quale a Ponte di Legno entra in val Camonica, fiancheggiata sino a Lovere ora a destra ora a sinistra dall'*Oglio*; indi per la sinistra del lago d'Iseo giunge alla terra, che diede a questo lago il nome, e va poscia a Brescia. L'*Oglio* per la lunghezza e direzione del suo corso — che da Soncino cammina quasi parallelamente al Po sino a settentrione di Guastalla — è una *linea di difesa* non molto valida; ma acquisterebbe di forza se si munissero, al bisogno, di qualche opera fortificatoria le buone posture militari di Chiari e di Orzinuovi; converrà però sempre tenersi più forte su la parte bassa di quel fiume, dalla quale puossi efficacemente proteggere e appoggiare l'esercito che armeggiasse sul Po; qualora poi il nimico giugnesse a superarne la parte superiore, l'alta Lombardia si troverebbe esposta agli assalti di quello; e se venisse a sue mani la parte inferiore, l'esercito italiano, respinto verso l'alta Lombardia, perderebbe le vie di comunicazione con la sua base di guerra. — L'Adda, cui già abbiamo accennato descri-

vendo la base della guerra *Genova-Alessandria-Valenza*, nasce ai piedi del Pizzo del Ferro nelle Alpi Retiche, scende verso mezzogiorno sino a Tirano; indi volge ad occaso, per gettarsi nel lago di Como presso Sorico: esce quindi dal lago di Lecco alquanto a valle della terra che diede il nome al lago che la bagna; ivi comincia ad essere navigabile; corre poscia verso mezzodi sino a Lodi; da questa città, piegando verso levanto-mezzogiorno, discende al Po, nel quale si getta a nove chilometri da Cremona. Dalle sue origini al metter foce in sul Lario l'*Adda* attraversa la Valtellina in tutta sua lunghezza con rapido corso; il suo alveo, ristretto da prima gradatamente, va allargandosi da Tirano a Colico, ove la via, che per lo Spluga cala dalla Svizzera a Valtellina, congiungesi alla grande via militare dell'Austria dello Stelvio — che per Bolzano entra nella valle dell'Adige — e che per la sinistra del Lario giugne a Lecco: da dove, a destra per Olginate scende a Milano, a sinistra per Bergamo conduce al Mincio. Di poco a valle della terra di Brivio l'*Adda* s'avanza nella pianura lombarda; da Cassano a Lodi essa dividesi in molti rami formanti isolette boschive; indi, raccolte sue acque in un solo alveo, con serpeggiante corso va alla sua foce. I valichi dell'*Adda* che importa notare sono: di Lecco su la via che da Milano per la via lacuale dello Stelvio sale a Valtellina e su la via che da Como per Varese conduce al lago Maggiore; il valico di Vaprio, su quella che da Milano mena a Bergamo e alle valli dell'alta Lombardia; il valico di Cassano e Lodi su la via che da Milano va a Brescia; in fine, il passo di Pizzighettone — strategicamente e tatticamente quello di maggior valore — su la via di Pavia a Cremona e al Mincio. L'*Adda*, da Lecco al Po, costituisce una buona *linea di difesa*, la cui sinistra si appoggia al Lario, la destra al Po; e qui è fortissima, avvegnachè abbia a cavaliere Pizzighettone e non lungi dal suo gettarsi in quel fiume si trovi Piacenza; la sua riva destra poi signoreggia quasi sempre l'opposta. Il

primo Napoleone a rendere l'*Adda* forte in tutte le sue parti consigliava *di erigere opere fortificatorie a Lecco, a Trezzo, a Cassano e a Lodi, e di far correre il lago di Como* — in tempo però di guerra — *da barche armate.* — Il *Ticino* trae origine dal San Gottardo, nell'Alpi Lepontine, dopo avere attraversata in tutta la sua lunghezza la valle Leventina — la quale sta in direzione di levante-mezzogiorno, arrivato là dove riceve l'acque del Moesa volgesi ad occaso e dopo non lungo cammino porta le sue acque al Verbano presso Magadino; dal quale esce a Sesto Calende, e, scendendo verso mezzogiorno al Po, mette foce in esso a sei chilometri al di sotto di Pavia. Da Sesto Calende a Castel Novate la valle del Ticino è stretta da colline, le quali si innalzano presso le sue rive; entrato poi nella pianura dividesi in molti rami, formanti isolette boscosc. A Molinazzo, ove le sue acque raccolgonsi in un solo alveo, spiccasi dal Ticino un grosso ramo, il Gravelone, che davanti a Pavia forma una isola ampia e boscata. L'alta valle del *Ticino*, dal San Gottardo a Bellinzona, è angusta e dirupata; la fiancheggiano monti altissimi, le cui cime sono perennemente coperte di nevi; essa da Bellinzona al Verbano va per gradi allargandosi; il suo fondo è in parte paludoso. La via che dal San Gottardo cala ad Airolo, costeggia or su la destra, or su la sinistra il Ticino sino alla foce del Moesa; e qui dividesi in due rami; quel di sinistra, salendo la valle del Moesa, conduce ai monti San Bernardino e Spluga; quel di destra, per Bellinzona e Lugano scende a Lombardia, e per Lugano e Como mena a Milano. Da Bellinzona spiccasi un ramo che per Locarno e la destra del lago Maggiore, raggiunta al golfo di Palanza la grande via del Sempione, poco al di sotto di Arona ritorna nella valle del Ticino; e per Oleggio, Novara e Vigevano va alla stretta di Stradella. Il Ticino nella parte superiore non è navigabile; dal San Gottardo al Verbano conta tredici valichi; lo si può navigare in tutto il suo corso inferiore — da Sesto Calende al Po — nel quale corso le sue

acque sono di tratto in tratto contenute da argini boscosi; in esso sono due i valichi che importa ricordare: il passo di Boffalora, su la via che da Torino per Vercelli e Novara conduce a Milano; e quel di Pavia, su la via che da Genova per Alessandria e Vigevano mena alla metropoli lombarda. Da Sesto Calende al Po il Ticino, proprio così come è, non può dirsi buona *linea di difesa*; avvegnachè sebbene sia appoggiata, la sinistra al Verbano, la destra al Po, sebbene sia poco estesa e nell'alveo del fiume l'onda scorra copiosa e sempre impetuosa, non pertanto la sua parte di mezzo, non avendo posture militari fortificate, possa facilmente superarsi. A far del Ticino una forte *linea di difesa* basta afforzare Novara e munire di qualche opera fortificatoria la stretta di Stradella; ciò che darebbe maggior sicurezza all'Appennino ligure e a Genova. « Il ponte di Pavia, affermava Napoleone il Grande, trincerato e bene presidiato, e Stradella fortificata difendono tutta l'Italia dallo assaltare di Francia. »

Erano queste le *linee di difesa* della sede della guerra nell'alta Italia per l'esercito sardo invadente la Lombardia e guerreggiante l'Austria; le quali dovevano diventare successivamente e alternativamente per esso e per le armi austriache *fronti di operazioni militari o fronti strategiche, linee di difesa e basi successive di guerra* con lo avanzare del primo e lo indietreggiare delle altre. Buona fronte d'operazioni militari per l'esercito sardo nel 1848, per quello sardo-francese nel 1859 e per l'italiano nel 1866 era quella che appoggia la sinistra a ròcca d'Anfo, corre lungo il Chiese e, passato il Po presso la foce dell'Oglio, la destra appoggia a Ferrara. Questa fronte strategica è, in parte, parallela alla prima base di guerra *Genova-Alessandria-Valenza*, e alla successiva *Adda-Po*; attraversando e sopravanzando essa a destra e a sinistra la linea d'operazioni militari *Valenza-Pavia-Pizzighettono-Cremona-Bozzolo*, tutta la protegge e la difende. Oltre tale notevolissimo vantaggio essa mette l'esercito altresì sopra

una fronte d'operazioni militari perpendicolare alla base di guerra del nimico e nella postura favorevole allo arremaggiare contra i due lati del quadrilatero, *Peschiera-Mantova* e *Mantova-Legnago*. Nella guerra del 1796 la fronte delle operazioni di guerra delle armi francesi contra Mantova correva dai monti di Bergamo all'Adriatico. Mi si potrà forse obiettare, che tale fronte d'operazioni militari, per la sua grande estensione, *non potrebbesi fortemente occupare in tutte le sue parti; e che gli Austriaci, conoscendo l'importanza strategica di Ferrara, la munitrebbero, in guerra, di grosso presidio*. Alla prima obiezione risponderò: = Occorrere poche forze alla sinistra di quella fronte naturalmente bene difesa, offrendo, oltre ròcca d'Anfo, eccellenti posture militari nei colli di Gavarado e Lonato; essere conveniente sempre estendere, sempre ne' giusti limiti, le fronti d'operazioni, a fine di muovere con facilità i vari corpi d'esercito e al tempo stesso distrarre sopra punti diversi l'attenzione del nimico. — Alla seconda obiezione risponderò: = Il rompere della guerra della Sardegna all'Austria avere per conseguenza un sollevamento popolare nell'Italia, e lo assalire immediato e la presa del presidio austriaco di Ferrara per parte dei sollevati; la quale impresa non venne nel 1848 compiuta, causa la flacchezza del Governo pontificio. — La *linea di difesa*, che ha per *fronte strategica* quella ora descritta, è l'*Oglio*; sua prima base di guerra, *Genova-Alessandria-Valenza*; base successiva, *Adda-Po*; sua linea d'operazioni militari, quella che parte da Cremona, la più forte postura della base successiva di guerra, e che Pizzighettone e Piacenza appoggiano e afforzano; essa mena direttamente a Mantova, primo obiettivo posto su la fronte strategica degli Austriaci. Questa linea di operazioni militari — che spiccasi dalla base di guerra, onde vien chiamata *profonda* — essendo *linea interna*, offre all'esercito invadente il vantaggio di dirigere il grosso delle forze assalitrici ai punti più importanti occupati dal nimico; d'ar-

meggiare contra il fianco sinistro di esso, e di recarsi su le sue vie di comunicazione senza correre pericolo di vedere minacciate le proprie. Lo spingersi della fronte strategica sino a Ferrara, da noi sostenuto necessario, ci obbliga di tenere buona presa di soldatesche su la destra del Po, le cui mosse devono sempre armonizzarsi con quelle dell'esercito e al quale possa, al bisogno, in breve ora e con facilità riunirsi. In Piacenza, Pizzighettone e Cremona, oltre le grandi riposte di vettovaglie e munizioni da combattere, si hanno a raccogliere le nuove leve, le quali, in caso di rovescio, appoggerebbero l'esercito indietreggiante verso la sua base di guerra.

La guerra, nel 1848 inditta da Carlo Alberto all'Austria, ebbe il doppio carattere di guerra *d'intervenzione* e *nazionale*; e in fatto, l'esercito Sardo valicò il Ticino, allora che i Lombardi eransi levati in su l'arme contra la signoria straniera; chiamato, il Re corse a prendere parte alla lotta già bene iniziata dal popolo. Dissi più sopra, come al grido di guerra innalzato da Milano e dalle città tutte di Lombardia e delle Venezie i figli d'Italia avessero generosamente risposto e fossero d'ogni parte accorsi numerosi in aiuto dei fratelli, che per l'indipendenza nazionale primi erano scesi in campo contra il comune nimico. Vittoriosi entro le loro città degli Austriaci, i Lombardo-Veneti non avrebbero potuto combattere a lungo e con vantaggio in campo aperto senza l'aiuto di armi ordinate contra quelli, raecoltisi su le forti posture del Quadrilatero per rifarsi e mettersi a numero coi soccorsi, che a grandi giornate avvicinavansi all'Isonzo. L'intervento di Carlo Alberto — fatto non solamente nello interesse della causa italiana, ma ancora in quello di sua famiglia, le cui tradizionali aspirazioni erano note a tutti — mutò le condizioni degli imperiali, che d'allora ebbersi di fronte un esercito istruito e un popolo in su l'arme pieno d'entusiasmo e di ardimento. Del Lombardo-Veneto l'Austria in sul ca-

dere del marzo possedeva soltanto le terre campeggiate da' suoi eserciti, e queste pure pronte a ribellarsi alla prima occasione favorevole. Poteva dunque quella guerra essere d'estermio, anzi mortale; avvegnachè, quando un popolo sollevasi contra il suo Sovrano, conciliazione nessuna sia possibile più. In vero, se gli Italiani avessero in tutto imitati gli Americani, gli Ispano-Portoghesi e i Greci nelle loro guerre di indipendenza nazionale contra l'Inghilterra, Napoleone e la Turchia, i giorni della signoria absburghese sarebbero stati contati; ma la tradigione di alcuni principi e le civili discordie diedero agli Austriaci la vittoria e all'Italia un decennio di schiavitù. — La sollevazione lombardo-veneta non esercitò azione benefica su la guerra austro-sarda per colpa di coloro che di quei tempi reggevano la cosa pubblica; i quali, deliberata tra essi l'unione della Lombardia al principato sabaudo senza consultare il popolo, lasciarono spegnere quel generoso entusiasmo, che aveva dato la vittoria ai sollevati di Milano e di Venezia, affinché tutto il merito della cacciata dell'Austria dall'Italia fosse dovuto a Carlo Alberto; e in verità, come potrebbersi altrimenti interpretare i modi di governo di quegli uomini, allora e sempre tanto ossequenti alla Corte di Torino? — Dei molti che avevano preso a combattere il nimico d'Italia nei giorni gloriosi della sollevazione e nei primi della guerra, la maggior parte poco di poi posava le armi, contrariati da coloro stessi che avrebbero dovuto con l'esempio incoraggiare quei generosi a proseguire nella impresa, con sì fortunati auspici da essi cominciata e a buon fine avviata. Diciamo francamente: la poca sapienza dei generali non essere stata la sola causa dell'esito infelice della guerra italiana del 1848; ma eziandio il mal reggimento dei supremi reggitori di Lombardia avere non poco contribuito alla cattiva riuscita di quella. Come mai l'esercito austriaco avrebbe potuto resistere e vincere, se avesse avuto a combattere a un tempo l'armi sabaude e il popolo sollevato,

soprammodo allora che i moti di Vienna avevano sconvolto gli ordini della monarchia? — Minacciato alle spalle dalle armi pontificie, le quali coi popoli delle Venezia potevano levargli le vie di comunicazioni e con le altre provincie dell'imperio, esso non ne aveva altra di scampo in caso di disastro, fuorchè la via del Tirolo; e nemmen questa molto sicura, però che i Tirolesi italiani pur si dicessero pronti a levarsi a romore. — Gli uomini del Governo temporaneo di Lombardia — onesti tutti, ma di poco genio e senza forza di volontà — avrebbero dovuto imitare la *Giunta* spagnuola, la quale, nella memoranda lotta di indipendenza — sostenuta per lunghi anni, ora con prospera, ora con avversa fortuna, ma sempre con abnegazione e coraggio superiori ad ogni elogio — non rifuggì mai da verun sacrificio e da pericoli, e mostrò arditezza nei provvedimenti e somma costanza nel generoso proposito di vincere o morire. Con l'esempio dei fatti e con la potenza della parola essa seppe trascinare dietro a sè le popolazioni tutte della penisola: onde, vinti i capitani più sperimentati e sapienti nell'arte della guerra, ed eserciti provatissimi in cento pugne, pervenne a raggiugnere il supremo dei beni, che ai popoli è dato di possedere, la *indipendenza patria*. — Il Governo temporaneo di Lombardia mostrò troppa pietà e misericordia verso il nimico, ignorando forse che in una guerra nazionale la troppa pietà diventa stoltezza; la troppa misericordia, debolezza. Puossi estermine l'inimico senza incrudelire sovr'esso; e chi oserà chiamar *barbari* gli Spagnuoli e i Russi per avere incendiate le loro città, e devastati i villaggi e i campi, allo scopo di condurre all'estrema rovina l'esercito straniero scampato al loro ferro? Quei popoli ci avevano pur dato un forte esempio del modo di guerreggiare un invasore; ma noi non lo sapemmo imitare; onde, le gloriose pugne sostenute contra gli Austriaci, santificate dal sangue di innumerevoli martiri, servirono a ribadire le catene del nostro servaggio, e ci fruttarono nuova e più dura oppressione.



CAPITOLO VII.

Primi fatti d'arme.

Provvedimenti del maresciallo Radetzky per la guerra; i *volontari* viennesi. L'Austria difesa da lord Brougham. — Carlo Alberto riunisce a consulta di guerra i suoi generali. I *volontari* lombardi e gli uomini del Governo temporaneo. — Sorpresa di Marcaria; San Martino. Operai francesi in Savoia. — Combattimento di Goito dell'8 aprile. L'esercito italiano si avvanza verso il Mincio; assalto di Monzambano e Borghetto. — I *volontari* veneti sorpresi a Sorio; incendio di Castelnuovo. — Il Re tenta Peschiera. Ricognizione di Mantova. — Incendio di Bevilacqua; fatti d'armi di Governolo. — Forze dell'esercito italiano; legge su la difesa del Paese.

Radetzky, giunto appena in Verona — e fu, come sopra scrivemmo, il 2 aprile — volgeva sue cure a riordinare l'esercito e rinnovarne la disciplina; e poste in istato di guerra le fortezze del Quadrilatero, con operosità, mirabilissima in lui avanzato dimolto negli anni, intendeva a ristorarne le mura, ad accrescerne le difese, a provvederle d'artiglierie e munizioni, a fornirle di vettovaglie; e siccome il sollevamento delle Venezie avevagli da quella parte tolte le vie di comunicazione con l'imperio, sollecito dava opera ad assicurarsi il possesso della valle dell'Adige fortemente presidiando Trento, che la parte liberale maneggiavasi di muovere a romore e levare alla suggezione straniera. Il maresciallo chiamò allora il Tirolo alle armi; e al suo appello i nepoti di Andrea Hoffer corsero numerosissimi a difendere la patria terra; che però nessuno

minacciava, avvegnachè gli Italiani pensassero soltanto a soccorrere gli abitatori del Tirolo che apparteneva all'Italia, e dar mano a quei loro fratelli nell'impresa di liberazione. — La novella delle vittorie dei sollevati di Lombardia e delle Venezie e l'intimazione di guerra della Sardegna, arrivata a Vienna la sera del 30 marzo, gettò lo sgomento nei Ministri dell'Austria; i quali però, sebbene reputassero perdute e per sempre quelle provincie, l'onore dell'imperio altamente chiedendo si tentasse la prova dell'armi, deliberarono d'inviare soccorsi al maresciallo; che non poterono essergli subito spediti, causa le tristissime condizioni in cui trovavasi di quei giorni la monarchia. dai Boemi, dai Polacchi e dai Magiari gravemente minacciata. Il primo aprile, banditasi nell'imperiale Vienna la crociata all'Italia, aprivansi i ruoli per una legione di *volontari*; ecco come in quella città civilissima comprendevasi e interpretavasi il *principio di libertà!* la cui popolazione, dopo averla conquistata per sè a prezzo di tanto sangue, mandava le sue armi contra un popolo levatosi a combattere il comune nimico e rivendicarsi a indipendenza! — L'Austria non potendo avere aiuti dalla Germania, nè dalla Russia, cercò allora un difensore della sua causa nel Parlamento dei Pari d'Inghilterra, e l'ebbe in lord Brougham; il quale, nell'assemblea del 12 aprile, mosse severissime censure al Governo del papa Pio IX. disapprovò la sollevazione dei Lombardo-Veneti e condannò altamente lo intervenire armato della Sardegna in Lombardia. In oltre difese con molto calore i modi di governare i possedimenti italiani tenuti dall'Austria sino a quei giorni; e difese pure con assai gagliardia i trattati del Congresso di Vienna, allora violati dal re Carlo Alberto; in fine, dopo avere affermato, che la pace e i troni d'Europa trovavansi in gravissimo pericolo, invitò i Ministri della Regina a mandare aiuti di loro armi all'Austria e salvare l'antica alleata dell'Inghilterra dalla rovina minacciatale da sudditi ribelli. — Le parole del nobile lord, sebbene

eloquentissime, non commossero punto l'assemblea; avvenchè la ambizione eccessiva di Brougham e il troppo facile mutare e contraddirsi della sua vita politica avessero già da tempo allontanato l'animo degli amici e fatogli perdere la stima dell'universale. Il Governo inglese, non ostante vedesse di mal occhio la intervento armata della Sardegna in Lombardia, fece però conoscere ch'esso non sarebbesi interposto mai nella guerra d'Italia, se questa non uscisse dai confini della penisola.

Intanto il primo corpo d'esercito sardo, sotto gli ordini del luogotenente generale Bava, sopravanzata Cremona, il 3 aprile campeggiava Cadestefani; e Carlo Alberto, levato il campo di Lodi, era venuto a Cremona, ove il 4 di quel mese adunava a consulta di guerra i suoi generali per discutere e deliberare intorno alla direzione e al modo di condurre le operazioni militari. Sopra tutti i disegni messi innanzi al Re prevalse su quel di Franzini — creduto troppo ardito — il disegno di Bava; il quale, ritenendo il nimico assai forte in cavalleria, e informato che in Mantova la parte liberale sicura dell'appoggio dei soldati italiani, ivi di presidio, maneggiavasi di muovere la città a tumulto, aveva proposto di correre la via di *Piadena, Bozzolo e Marcaria per evitare le pianure di Ghedi e Montechiari; d'appoggiare la sollevazione di Mantova e insignorirsi di questa, il cui possesso darebbe agio di portare la sede della guerra su l'Adige e nel Veneto.* Tale disegno, sebbene lasciasse la Venezia in ballia del nimico, che poteva ferirla dall'Adige e dall'Isonzo — ove andavasi allora raccogliendo l'esercito di riscossa degli Austriaci — sarebbe stato anche accettabile, se certi di recarsi in mano, con l'aiuto dei cittadini, la fortezza di Mantova; ma, come già narrammo, fatta impossibile l'impresa dalla tradigione dei moderati, il disegno di Bava fu posto in disparte. Miglior consiglio era quello di assaltare di rovescio, non di fronte, le formidabili posture del

Quadrilatero; al quale intento l'esercito avrebbe dovuto appoggiare la sinistra de' suoi campi al Po e a Governolo, all'uopo fortificata; la destra all'Adige sopra Legnago, per rompere la via di comunicazione di questa fortezza con Verona; in fine, ordinare al generale Durando, che guidava le milizie della Chiesa, di occupare Vicenza e i colli Berici, dai quali con lieve sforzo potevasi contrastare il passo a Nugent e impedire il suo congiungimento con Radetzky. Missione poi dei *corpi franchi* doveva essere quella di custodire e difendere i valichi alpini che da Lombardia e dalla Venezia conducono al Tirolo italiano, e minacciare la valle dell'Adige, l'unica via che ancor libera rimaneva al maresciallo con l'imperio. Così collocato, l'esercito del Re veniva a trovarsi su la sua forte *linea di militari operazioni*, la linea del Po; e mentre assicuravasi le vie di comunicazione con tutte le provincie della penisola, mettevasi in grado di precludere agli Austriaci il ritorno alle fortezze, se ne uscissero per opprimere la Lombardia, senza correre esso stesso il pericolo di vedersi separato dalla propria base di guerra; su la quale, in caso di mala fortuna, avrebbe potuto facilmente ritirarsi, valicato il Po, per la via di Guastalla e Piacenza. — Dopo aver passato un giorno intero in Cadestefani oziando, il 5 aprile Bava avanzossi con sue genti per Piadena e Bozzolo verso l'Oglio. Allora e sempre di poi Carlo Alberto perdette tempo preziosissimo, nè seppe trarre profitto dell'entusiasmo che animava l'esercito, anelante di venire alle mani col nimico. Napoleone, ben conoscendo il valore del tempo, ottenne con mosse celerissime splendide vittorie; e fu nella guerra del 1796, che sorprese il passaggio del Po a Piacenza, avendo in trentasei ore percorso sedici leghe (1); e in quella del 1812, per essersi scordato di

(1) Napoleone diceva un dì in Varsavia a' suoi generali: « Tre cose essere importantissime in guerra: far dieci leghe al giorno, combattere e in fine accamparsi. »

quanto per lo addietro era stato cagion prima del suo vincere, il poderosissimo suo esercito venne distrutto; tornò fatale all'impresa il troppo lungo soggiornare a Vilna e a Mosca. Nulla di più vero della sentenza del maresciallo di Sassonia: « *Il buon esito della guerra dipendere dalle gambe dei soldati.* » Bene spesso la vittoria è frutto di una celere mossa; in fatto, il presentarsi d'improvviso di un esercito davanti al campo dell'avversario, ne sconcerta i disegni, e suo malgrado è costretto a movimenti, soventissimo disordinati. Chi più spedito, chi più veloce di Giulio Cesare nel camminare? quante volte non vide egli fuggire i nimici e darglisi città e castella allo improvviso apparir suo innanzi a quelli e a queste? Nella guerra del 1806 contra la Prussia, Napoleone potè dire, come già un dì il gran capitano di Roma in quella contra il Ponto: *veni, vidi, vici.* — Nel 1848 la salvezza dell'armi austriache stava tutta nel guadagnare tempo; la vittoria dell'esercito italiano dipendeva dal non darne al nimico per riordinarsi e nel non concedergli un'ora di tregua; Radetzky vinse temporeggiando; Carlo Alberto fu vinto per la sua irresolutezza nel deliberare e la sua lentezza nell'operare.

In questo mezzo eransi organate in Lombardia alcune legioni e compagnie di *volontari per la guerra*, non quante però il Governo temporaneo avrebbe potuto mettere in su l'arme (1); avvegnachè Carlo Alberto, il quale non aveva

(1) Ricorderò le schiere di Manara, Griffini, Thamberg, Longhena, Torres, Arcioni, Berretta, Sedaboni, Molossi, Anfossi, ecc. Annunte il Governo, Francesco Anfossi aveva dato alla sua schiera il nome di *compagnia della morte*, in onore del fratello Augusto, caduto il 21 marzo in Milano, all'assalto del palazzo degli ingegneri militari austriaci. — Gli Italiani residenti in Marsiglia alla notizia della guerra di Lombardia deliberarono di unirsi in legione e di correre quindi in aiuto ai fratelli, agli Italiani volgendo subito queste parole: « L'ora della liberazione è suonata!... Gravi avvenimenti si succedono nel nostro paese: i nostri

voluto saper di Francesi e di Svizzeri a lui offertisi, si fosse chiarito favorevole all'ordinarsi dei Lombardi in milizie stabili e regolari — al cui comando desiderava porre ufficiali dell'esercito suo — piuttosto che vederli in legioni indipendenti dalla autorità sua. Onde il Governo temporaneo, devoto ai desiderî del Monarca sabauda, se non avversò, certo non molto curò, come era debito suo, l'armamento del paese in quella guerra di carattere tutto nazionale; e basti il dire, essersi allora messi da parte i soldati italiani, che al sollevarsi della Lombardia avevano disertato dalle bandiere austriache; avere il presidente Casati rifiutato il soccorso degli Svizzeri; e ai cittadini offertisi di andare in aiuto a Venezia avere Giuseppe Durini dichiarato: *accettarli a condizione che non portassero aggravio allo Stato* (1). — Non ostante il poco buon volere di coloro che in quei tempi reggevano la cosa pubblica in Lombardia, in sul cominciare della guerra moltissimi *volontari* erano corsi alle armi; tra essi gli studenti dell'università ticinese, e moltissimi allievi del seminario teologico di Milano e del filosofico di Monza; i quali, per essere state lor negate da prima le assise militari, esercitaronsi alle armi in veste talare e col cappello a tre

fratelli hanno impugnato le armi per una gloriosa rigenerazione, che è certa se il nostro entusiasmo per la libertà è eguale al nostro ardimento. Noi mostreremo all'Europa che siamo un gran popolo degno di ricevere il santo battesimo dell'emancipazione; noi dobbiamo rafforzare i nostri legami e muovere unanimi sotto la stessa bandiera. Italiani! Nelle presenti circostanze ci è imposto un grande dovere; la patria richiama i suoi figli; noi dobbiamo tutti rispondere alla sua chiamata. Ordiniamoci dunque prontamente e voliamo tosto al soccorso dei nostri fratelli, che ora versano un sangue prezioso per iscuotere il giogo straniero. Partiamo; andiamo a partecipare del trionfo dei loro sforzi; sotto l'egida della Provvidenza noi sapremo vincere o morire. Viva l'indipendenza nazionale! »

(1) CARLO CATTANEO, *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 151; Lugano, 1849.

punte portante la nappa bianco-rossa-verde e un cartellino con la leggenda stampata: *Battaglione degli studenti* (1).

Giunto all'Oglio, il generale Bava intendeva sollecito a restaurare il ponte di Marcaria, in parte distrutto dal nemico, a guardia del quale trovavansi i *volontari* di Griffini in oltre, faceva occupare quella terra, che siede su la sinistra di quel fiume, da un battaglione di fanti d'ordinanza, da una compagnia di bersaglieri, da venti cavalli e quattro cannoni: il rimanente di sue genti poneva a campo su la destra dell'Oglio e a San Martino; in fine, collocava le prime ascolte a seicento passi da Marcaria; intanto Carlo Alberto, lasciata Cremona, era venuto col quartier generale a Bozzolo. Al mattino del 6 aprile Gorzkowsky mandava fuor di Mantova il colonnello Benedeck con un battaglione di fanti d'ordinanza, una compagnia di fanti leggeri e un drappello d'ulani allo scopo di riconoscere le posture e le forze armate dei regi, che sapeva avanzarsi verso il Mincio per la via di Bozzolo. Gli Austriaci, accostatisi senz'essere veduti alle ascolte del campo nemico, fatto impeto in esse, le ributtarono, prendendo loro nove cavalieri ed otto cavalli. « Questo primo scontro, così il generale Bava nella sua relazione delle operazioni militari nel 1848, rivelava mancare l'esercito del Re dei principali elementi nell'arte di combattere. » — Mentre ciò accadeva su la sinistra dell'Oglio, su la riva opposta aveva luogo un doloroso accidente; due partite di fanti, uscite da San Martino per esplorare il terreno, incontratesi di notte e non ricono-

(1) I seminaristi deputavano allora all'arcivescovo di Milano, Romilli, alcuni de' loro con una supplica, con la quale significavangli la deliberazione fatta di prender parte alla guerra della indipendenza patria. L'Arcivescovo non potè ricevere quella deputazione — alla cui testa stavano i cherici Merzario, Sanquirico e Bellati — perchè malato; ma accettò la supplica, la lesse e la rese dopo avervi scritto: « *Quoad nos nihil obstat.* † CAROLUS BARTH., *Archiepiscopus.* »

sciutesi, si trassero delle archibugiate: onde non pochi caddero feriti e un soldato fu morto. Casi sì fatti e di più gravi altresì toccano agli eserciti che vigilanti non sono o fanno cattiva guardia, per la quale cosa si lasciano facilmente cogliere all'improvvisa dal nimico, o cascano nelle insidie, che lo accorto avversario ha preparato contra essi. Nella guerra del 1796 in Italia il generale Laharpe, che da Codogno difendeva le vie di Lodi e di Pavia, intanto che l'armi francesi tenevano chiuso in Pizzighetone il generale Liptay, nel tornare al suo campo da una correria fatta sui nimici — di cui una schiera di cavalli era venuta nella notte sin presso le prime guardie di quello — cadeva in un agguato tesogli dagli Austriaci; non riconosciuto da' suoi soldati, veniva da questi ucciso. — L'esercito sardo contava allora pochissimi generali che possedessero qualche esperienza di guerra: « La mia, diceva lealmente Franzini al Re innanzi il cominciare delle ostilità, consta di tre anni quale luogotenente nelle artiglierie di Francia; quella di Bava, di due o tre anni quale capitano nelle fanterie; e l'esperienza di Sonnaz, di due anni quale luogotenente negli ussari. » E Carlo Alberto? Certamente ben poca aveva potuto acquistarne nella breve guerra di Spagna del 1823, da lui combattuta sotto il duca d'Angoulême; assai grave torto ebbesi il Re di non dar retta al generale Franzini, che lo consigliava a fidare il comando supremo dell'esercito a un maresciallo francese; egli erasi fatto un dovere d'amministrare la guerra. « Un grande principe, così ci lasciò scritto Federico II di Prussia, deve prendere il governo del suo esercito, stare in questo come in sua residenza; il suo interesse, il dover suo, la gloria sua, tutto l'obbligano a ciò » (1). Carlo Alberto era dotato di coraggio straordinario; ma non aveva ricevuto educa-

(1) *Opinions et maximes de Frédéric le Grand, recueillies et annotées par Éd. DE LA BARRE DUPARQ, colonel du génie militaire.*

zione militare, valevole a fare di lui un buon capitano. Generose e nobilissime le sue parole: *Italia farà da sè*, non però opportune, nè adatte al caso suo; avvegnachè a raggiungere tale intento egli avrebbe dovuto dare per tempo all'esercito un forte ordinamento; agli ufficiali, una sapiente istruzione; ai soldati, buone scuole. « Non si fa un esercito d'uomini ammogliati, diceva il generale Da Bor-mida il 21 ottobre di quell'anno 1848 al Senato del regno; di uomini che stanno pochi mesi in su l'arme, e poi tor-nano a lor case..... Dopo una guerra di quattro mesi gli ufficiali sono per la maggiore parte ancora poco istruiti. »

— Per avere lingua dei nimici, il generale Bava, dopo la sorpresa di Marcaria e lo scontro di San Martino, spingeva una ricognizione sino a Ospitaletto, presso Brescia. Avver-tito essere gli Austriaci rientrati in Mantova, riedeva ai suoi alloggiamenti, quando per un falso timore un batta-glione di fanti pigliava la fuga, e un reggimento di cavalli, udito gridare *alle armi*, credendosi perseguito dalla ca-valleria austriaca, *correva di carriera*, come narra lo stesso Bava, *per trarsi al più presto dalle strette in cui si trovava e cercar luogo ove poter si spiegare e tener fronte al nimico*. E i vani timori e i falsi all'armi ripe-teronsi, soprammodo di notte, tutto il tempo della guerra, con vero danno della salute de' soldati, i quali non pote-vano gustare, fuorchè a brevi intervalli, del sonno risto-ratore, per essere di sovente chiamati a prendere le armi.

In questo mezzo il Governo di Lombardia fidava al ge-nerale Allemandi il comando supremo de' *volontari lom-bardi*, che trovavansi al campo del Re (1); i quali, dopo avere sino a quei giorni servito da esploratori dell'esercito sardo, allora che stavano per giugnere gli aiuti di Roma e di Toscana, dovevano recarsi in Tirolo a combattervi il

(1) Allemandi, uscito dal Piemonte nel 1821, militando nell'esercito svizzero aveavi ottenuto il grado di colonnello federale.

nimico e levargli la via di comunicazione, quella della val dell'Adige, con le provincie dell'imperio. In verità, difficile impresa questa, che però i *volontari* accettarono con grande entusiasmo, nella speranza di potere validamente appoggiare e soccorrere la sollevazione dei Tirolesi italiani contra la signoria austriaca. Nel lasciare i *fratelli d'armi* — i soldati del Re — Allemandi, in nome proprio e dei *volontari*, parlava a quelli in tali sentenze: = Lor missione di fiancheggiatori ed esploratori dover cessare, allora che tutto l'esercito, coi sussidi del Papa e di Toscana, s'avanza e si riunisce per valicare il Mincio, circuire Verona e combattere il nimico in aperta campagna. Altra missione avere essi da compiere in Tirolo, cioè, di togliere agli Austriaci ogni via di ritratta, batterli alle spalle in quel paese di montagna, adatto al genere di guerra che ai *volontari* conviensi, e impedire a Radetzky di ricevere i sussidi che da quella parte potevangli venire. Camminando ai vostri fianchi aver potuto giudicare, un solo nodo, una sola causa e un solo affetto unirci tutti contra lo straniero, contaminatore del patrio nostro suolo. Nel lasciarsi per un momento, a fine di por mano all'ardita impresa da loro stessi disegmata e risoluta, sperare di rivedersi ben presto e di consolarsi reciprocamente delle vittorie ottenute (1). = In sul principiare d'aprile alcune bande armate di operai francesi e savoiardi, venute di Lione, entravano in Savoia; disegno loro quel di mettere a romore il ducato, levarlo in arme e gridarvi la repubblica per riunirlo a Francia. Chambéry, dato subito mano alle armi, in breve ora respinse gli invaditori e li cacciò di Savoia. L'ordine venne prestamente rimesso da Des Ambrois, dal principe di Carignano mandatovi qual Commissario straordinario con piena autorità di fare; e i provvedimenti ch'egli prese furono *efficaci a guarentire da qualsiasi*

(1) Queste parole venivano pubblicate in Brescia il 7 aprile 1848.

assalto straniero il ducato, l'antica culla dei Reali di Sardegna (1).

Il 7 aprile, mentre Bava, levato il campo di Marcaria, camminava con tutte sue genti verso Goito, ove doveva tentare il passaggio del Mincio (2), Carlo Alberto, recatosi ad Asola, per consiglio del generale Franzini faceva avanzare la rimanente parte dell'esercito verso Peschiera (3). Bava, arrivato in sul cadere di quel giorno con la divisione d'Arvillars a Ca Boselli, vi si poneva a campo, non volendo avventurarsi nella notte, piovosa e oscura, in mezzo a luoghi a lui affatto ignoti; però che lo Stato Maggiore Generale non avesse fornito gli ufficiali superiori e i generali di carte geografiche e topografiche della sede della guerra, nè a questi fosse stato possibile di provvedersene, a cagione della partenza repentina per la Lombardia. « Nulla devesi trascurare, scrive il generale Jomini (4), per avere la geografia e la statistica militari degli Stati vicini, a fine di conoscere i loro mezzi materiali e morali di offesa e di difesa, e gli accidenti strategici delle due parti. » Lo Stato Maggiore Generale sardo non essendosi curato di soddisfare a tale suo dovere — certamente dei primi dell'ufficio suo — l'esercito era uscito alla campagna non provveduto di carte; la mancanza delle quali fu causa di non pochi danni, come si vedrà nel corso di queste istorie. — La guerra era appena cominciata, che le vettovaglie già

(1) Parole del principe di Carignano, reggente lo Stato nella assenza del Re, ai Savoiarci.

(2) Goito siede su la destra del Mincio, dieciotto chilometri a monte di Mantova.

(3) Il generale Franzini aveva fatto osservare a S. M. che l'immediato suo arrivo sul Mincio, in modo da precludere nimica incursione in Lombardia, era necessario a provare, la magnanima sua decisione, di liberare quel paese da ogni timore.

(4) *Précis de l'art de la guerre*, cart. 68; Bruxelles, 1838.

difettavano o giugnevano tarde e a spizzico, e insufficienti sempre, per colpa dei generali provveditori dell'esercito, i quali — eccezione fatta del generale Della Rovere — mostrarono di ignorare compiutamente l'importanza di questo ramo d'amministrazione militare. Federico il Grande di Prussia diceva: *la mancanza dei viveri essere l'argomento più forte alla guerra* (1). Se il re Carlo Alberto avesse subito fatto ragione ai lagni dell'esercito severamente castigando la negligenza di chi soprintendeva alle grasse, il soldato non avrebbe patito la fame, come sovente gli toccò di soffrire, e non sarebbersi lamentati *quei ritardi malaugurati, che spesso impediscono il muovere dell'esercito all'ora prescritta: onde il nimico ebbe sempre il tempo di raccogliersi e di farsi forte*; così Bava nella citata sua *Relazione delle operazioni militari nel 1848* (2). — Il luogotenente maresciallo Wratislaw, informato dei disegni del nimico — i cui movimenti accennavano a passare il Mincio — comandava ai generali Strassoldo, Rath e Wohlgemuth d'occupare le posture di Monzambano, Valleggio e Goito, per difendervi i passaggi di quel fiume; ed egli, con le restanti soldatesche del suo corpo d'esercito, ponevasi a campo presso Villafranca. Wohlgemuth, abbassate le mura che circondano Goito, tanto da far di esse un parapetto per li difensori, aperte alcune feritoie nei muri delle prime case di quella terra e presidiatala d'una compagnia di cacciatori tirolesi — fanti leggeri — e presidiato Pozzolo altresì d'un battaglione di fanti d'ordinanza, tenevasi su la sinistra del Mincio con un altro battaglione di fanti, cinque compagnie di cacciatori, due squadroni di

(1) *Opinions et maximes de Frédéric-le-Grand, recueillies et annotées* par ED. DE LA BARRE DUPARCOQ, cart. 86; Parigi, 1857.

(2) Cart. 68; Torino, 1848. — Vi fu chi di quei mali incolpò il Governo di Lombardia; ma se questo in forza dei patti fermati in Milano coi Ministri del Re doveva fornire le vettovaglie all'esercito, il carico però d'amministrarle era dei commissari eletti da quel di Torino.

ussari e quattro cannoni, pronto a correre là dove il nemico più vigorosamente assaltasse. Alle 7 del mattino 8 aprile il generale Bava da Ca Boselli avanzossi verso il fiume a lento passo, e arrivato alle nove in prossimità dei colli elevantisi dinnanzi a Goito, fece da una mano di bersaglieri assalire i cacciatori austriaci, i quali dall'alto di quei colli dovevano impedire al nemico d'appressarsi alla terra: dopo leggero contrasto i Tirolesi scesero di là per ripararsi entro Goito. Indrappellati poscia due battaglioni della brigata *Regina* e dietro ad essi ordinati in ischiera d'assalto gli altri quattro, allora che gli furono vicini i reggimenti della brigata *Aosta*, Bava mosse contra Goito, preceduto dai bersaglieri comandati dal loro colonnello Alessandro La Marmora; i quali, giunti là dove la via scende al fiume, venivano percossi da due cannoni collocati dinnanzi a quella terra; per poco però, avvegnachè le artiglierie degli assalitori presto li riducessero al silenzio. Poscia queste prendevano a battere le case per cacciarne gli Austriaci e dare appoggio ai bersaglieri; i quali, eziandio spalleggiati dal picciolo battaglione della marineria di guerra — *Real Navi* — superati gli asserragliamenti costruiti dai nemici, penetravano in Goito. Allora il presidio non potendo più tenervisi, nè insieme raccogliersi, si sbandava; parte di esso risaliva il Mincio e passavalo a Borghetto; parte correva il ponte per difenderlo; parte in fine cadeva prigioniero in mano de' regi. In questo mezzo il generale d'Arvillars, con un battaglione di fanti e due artiglierie entrato in Goito, portavasi al fiume; ma veggendo su la sinistra di esso grossa schiera di imperiali, mandava per aiuti al generale Bava; che sollecito spedivagli, sotto il comando di Trotti, un battaglione di fanti e due cannoni. Wohlgemuth, giudicando impossibile di più oltre resistere, ordina ai suoi di lasciare il ponte e dar fuoco alle polveri preparate per distruggerlo; ma un arco solo rovina e di esso rimane tuttavia saldo un dei parapetti. Mentre gli artiglieri italiani, spinto un cannone sin presso al

ponte, fulminano le case che trovansi all'uscita di quello e sono dagli Austriaci occupate, alcuni bersaglieri e fanti del battaglione *Real Navi* passano a corsa il parapetto del ponte e, scesi su la sinistra del fiume, impadroniscono d'un cannone, che il nimico in sua ritirata precipitosa non avea potuto condur seco; indi vanno addosso agli imperiali indietreggianti verso Pozzolo e Valeggio. Una grossa schiera di essi, durante la pugna tenutasi a Roverbella, quando vide gli Italiani occupare Goito, venne innanzi e col fuoco delle sue artiglierie tentò cacciarneli; ma a queste rispondendo vigorosamente i regi, dovette presto togliersi giù dall'impresa. Così ebbe fine il combattimento di Goito; il quale, sebbene fosse durato tre lunghe ore e con molto valore fosse stato sostenuto dai guerreggianti, piccioli danni ad essi toccarono. Degli Italiani caddero morti sei soldati e due ufficiali; feriti trentacinque e cinque ufficiali, tra questi il colonnello La Marmora dei bersaglieri e il maggior Maccarani, comandante il battaglione della marineria di guerra; e gli Austriaci ebbero uccisi diciassette soldati e due ufficiali; feriti trentacinque e tre ufficiali, e lasciarono trentotto uomini prigionieri in mano del nimico; in oltre, disertarono dalle loro bandiere ventiquattro naturali lombardi (1). — Restaurato in brevi ore il ponte dagli ingegneri militari, il generale Bava allo scopo di assicurarsene il possesso, faceva costruire su la sinistra del Mincio e davanti a quello una opera fortificatoria, presidiandola di dugento soldati: era una testa di ponte. Dove avevano combattuto, gli Italiani posero di poi i loro campi; un reggimento della brigata *Aosta*, quel di *Nizza* cavalleria e una batteria di cannoni rimasero allo incrocicchiamento delle vie di Gazzoldo e Mantova,

(1) Tra i morti gli Austriaci contarono due nipoti di Andrea Hoffer, il tanto celebrato condottiero dei sollevati tirolesi ai tempi dell'invasione francese nel Tirolo.

e proprio là dove nell'ora della pugna il generale Bava avevali collocati per impedire il passo ai soccorsi, ch'egli tenevasi certo, sarebbero stati spediti da Gorzkowsky ai suoi; e lungo la destra riva del fiume, da Goito a Sacca, si distese l'altro reggimento di quella brigata, il quale aveva nella mischia spalleggiato la compagnia dei *volontari* capitanati da Griffini, allora molto segnalatosi. — L'affronto di Goito, nel quale per la prima volta i regi assaggiaronsi con gli imperiali, diede splendido cominciamento alla nostra guerra nazionale e fece conoscere, potersi ottenere grandi cose dall'esercito sardo, pieno d'entusiasmo e d'ardire, se governato da generale operoso e audace. Nella guerra d'Italia del 1796, Napoleone, in quindici giorni, sei volte vittorioso, e conquisse buona parte del Piemonte con soldatesche mal nutrite, lacere e senza paghe, ma valorose e cupide d'allori; nè gli ostacoli più gravi della natura valsero a impedire il corso delle vittorie del *gran capitano*, che seppe vincere uomini e cose. Quando egli giunse su le alture di Montezemolo, nello additare ai soldati la giogaia alpina, le cui vette eternamente coperte di ghiacci pare si confondano col cielo, lor disse: « Annibale ha superato le Alpi, noi le abbiamo girate. »

La brigata del generale Bes — avanguardia del secondo corpo d'esercito — la quale il 5 aprile aveva respinto da Santa Eufemia, Castenedolo e Ciliverghe le ultime partite della retroguardia austriaca lasciata dal maresciallo Radetzky in Lonato, il 6 aprile portavasi a Montechiari, e due giorni dopo, mentre le altre tre brigate del secondo corpo d'esercito procedevano sopra Borghetto e Monzambano, essa recavasi a Guidizzolo. Pur verso il Mincio erasi avanzata la quinta divisione — la riscossa dell'esercito — seguita dalla brigata *Acqui*; la quale unitasi poscia alla brigata *Casale* — venuta allora allora dai presidi di Savoia — raggiungevano insieme, dopo il combattimento di Goito, il comando del primo corpo d'esercito, cui obbedivano, e ponevano i loro campi a Ferri, a Falsone, a Torre,

a Ceresara, a Vasto, a Solarolo e a Ca Boselli. — Radetzky, saputa la perdita di Goito, tolto quanto più poteva di armati al presidio di Verona, senza por tempo in mezzo mandavali a Villafranca: diciottomila Austriaci trovavansi così raccolti sotto gli ordini di Wratislaw. Il re Carlo Alberto avrebbe egregiamente operato se, forzato il passaggio del Mincio a Monzambano, avesse vigorosamente assalito di fronte i nimici, e nel tempo stesso ordinato a Bava di valicare il fiume e pigliare per fianco gli imperiali, che presi in mezzo a due fuochi e dinnanzi a forze preponderanti — le quali con doppio e armonizzato assalto li percuotevano — sarebbero stati costretti a cercare salvezza entro Verona, indubitabilmente lasciando, nel loro indietreggiare, uomini e artiglierie in mano del nimico. Il buon esito di tale impresa avrebbe accresciuto nei soldati del Re l'ardore, e incoraggiatili a tentarne altre e di più audaci; signori dell'alto Mincio potevano, dalle belle posture di Villafranca, levare al nimico le vie di comunicazione di Verona con Mantova e con Peschiera, e sin d'allora stringere d'ossidione quest'ultima fortezza; ma Carlo Alberto amò lasciar riposare l'esercito suo su gli allori di Goito! — Nel 1796 Napoleone superava a viva forza il Mincio dinnanzi a nimico, il quale con armi poderose ne difendeva i valichi per impedire ai Francesi qualsiasi militare operazione contra Mantova, obbiettivo della guerra. Anche in quell'anno, come nel 1848, gli Austriaci aspettavano soccorsi dall'imperio; e allora, come nel 1848, importava assaissimo toglier loro Mantova, prima del giungere di quegli aiuti. Beaulieu, che ha indovinato i disegni del Buonaparte, accosta la destra dell'esercito suo, capitata da Liptay, a Peschiera; colloca la divisione Pittony su le forti posture di Valeggio — le quali signoreggiano l'opposta riva del Mincio — e nel villaggio di Borghetto: pone la sinistra dell'esercito, comandata da Sebottendorf e da Colli, a Pozzolo e a Goito; e tiene Melas in Villafranca, ordinandogli di correre là dove il nimico più vi-

gorosamente assalisse. All'albeggiare del 30 maggio i Francesi da Desenzano, Montechiari e Castiglione delle Stiviere avvicinandosi al Mincio, da prima accennando a Peschiera, di poi andando sopra Borghetto, dal quale cacciano gli Austriaci che nel ritrarsi danno fuoco al ponte. Allora il colonnello Gardanne co' suoi granatieri scende nel fiume, lo passa, assalta Valeggio e se ne impadronisce. A mezzogiorno l'esercito valica il Mincio sul ponte di Borghetto, già restaurato; ove volge esso il passo ? contra Peschiera, perchè ivi era accorso Melas, ingannato dal finto assalto dei nimici. Allora la divisione d'Augerau si impadronisce delle alture di Castelnuovo; e Serrurier occupa Valeggio; in tal modo Napoleone ebbe raggiunto il doppio scopo, di proteggere l'ossidione di Mantova e impedire al presidio di essa di ricevere i soccorsi che già per la valle dell'Adige scendevano in Italia. — Perchè mai Carlo Alberto non imitò l'esempio datoci dal Buonaparte?..... Il lettore ne avrà certo indovinata la ragione. A chi obietterà che l'esercito italiano non aveva armi bastevoli per fare l'impresa, risponderò: = Essere allora più forte per numero d'uomini dell'austriaco e, ciò che maggiormente rileva, *poco innanzi vinto e fugato*; in oltre, il Governo di Vienna trovarsi in quei momenti nella impotenza di mandare a Radetzky gli aiuti promessi, causa il malcontento degli Ungaresi, che minacciavano prorompere ad aperta ribellione; dubbia essere la fede degli Italiani e dei Magiari che militavano nell'esercito del maresciallo, il quale non poteva uscire alla campagna con grosse schiere per non lasciare sguernite di troppo le fortezze, sempre temendo i popolari tumulti. — Il 9 aprile Broglia, con la sua divisione partita in tre schiere, muoveva contra Monzambano; terra che giace a sei chilometri circa da Piacenza, su la destra del Mincio, e dove questo fiume forma un grande arco saliente a tramontana. Picciole colline elevansi in prossimità di essa, a difendere le quali e il ponte di Monzambano stava il generale Strassoldo con la

sua brigata; che, all'appressarsi degli Italiani portatosi su la sinistra del fiume e dato fuoco al ponte, andava a collocarsi sui poggi di Prentina, innalzantisi di fronte a Monzambano. L'artiglierie di Bes, appena giunte a buon tiro. fulminavano le case situate presso il Mincio per disloggiarne gli Austriaci, che da quelle traevano contra i soldati intenti a restaurare il ponte. Alle quattro pomeridiane il generale d'Ussillon, passato il fiume co' suoi bersaglieri, col primo reggimento della brigata *Savoia* e un battaglione della brigata *Savona*, muoveva sollecito contra le forti posture dei nimici e che questi lasciavangli senza contrasto. Mentre così combattevasi da Bes, il colonnello Mollard con due battaglioni di fanti della brigata *Savoia* e quattro cannoni impadronivasi di Borghetto, terra che giace sul Mincio di poco a valle di Monzambano e rimpetto a Valeggio. Rifatto con alcune tavole il ponte, in parte distrutto dagli Austriaci, mentre le genti di Mollard tentavano passarlo per assaltare Valeggio, veniva nuovamente guastato da proietto nimico, ond'esse dovevano togliersi giù dall'impresa, e lasciare anche Borghetto, perchè signoreggiato dagli imperiali occupanti le alture di Valeggio. Il 10 aprile gli Italiani tennersi oziosi nei loro campi; ma il dì seguente, restaurati i ponti di Monzambano e Borghetto, passarono su la sinistra del Mincio; Mollard prese Valeggio; e Broglia, le posture di Strassoldo, che aveva indietreggiato sino a Villafranca; allora Wratislaw, riunite tutte sue genti, per ordine del maresciallo riducevasi a Verona. — Quale fu la ragione che indusse Radetzky a lasciare le rive del Mincio e raccogliere l'esercito sotto il cannone di quella fortezza? Temeva forse volesse Carlo Alberto far l'impresa cui sopra accennai? — È ben vero, che se Bava avesse levata a Wratislaw ogni via di comunicazione con Verona — e ciò non era difficile — quel generale avrebbe potuto aprirsi il passo di Peschiera, e salita poscia la valle dell'Adige per Sandra e Pastrengo, ridiscenderla a sinistra del fiume, e per Ponton e Ospe-

daletto condursi a Verona. Sarebbe stata questa una assai ardua impresa, s'ei si fosse trovato dinnanzi a nimico audace e pronto; ma il Re e i suoi generali erano tardi a risolvere e tardi sempre a operare!..... Siccome il vecchio maresciallo non dava mai nulla alla sorte, quando il consiglio valeva, così tosto che s'accorse del pericolo, cui erano esposte le sue genti a Valeggio e a Villafranca, affrettossi di trarle a salvamento, chiamandole a sè; e la fortuna gli fu favorevolissima, avvegnachè Carlo Alberto gli concedesse il tempo bisognevole a raccogliere l'esercito, nè molestasse gli Austriaci indietreggianti dal Mincio. — In quel mezzo giugnevano al Comando generale dell'esercito tre squadroni di Carabinieri, che dovevano servire di scorta al Re. Napoleone, Console e Imperatore, ebbe al suo séguito una bella schiera di *Guide* a cavallo, tutta d'uomini provatissimi in guerra, e che in momenti difficili lanciò con buon successo contra il nimico; per lo contrario Carlo Alberto tenne quasi sempre inoperose quelle soldatesche elette; e fu solo a Pastrengo che due squadroni di esse andarono addosso agli Austriaci indietreggianti, investendoli con sì forte impeto da mutarne la ritratta in fuga.

Il giorno medesimo in cui i regi cacciavano di Goito gli Austriaci, i *volontari* di Venezia, di Padova e di Vicenza, capitanati da Sanfermo — antico ufficiale e allora più che settuagenario — erano sconfitti in Sorio e in Montebello dal generale Liechtenstein. Uscito questi da Verona con sue genti divise in due schiere, mandava la prima, sotto gli ordini del maggiore Martini, ad assaltare Montebello; l'altra conduceva egli stesso contra Sorio; terra che, rafforzata di tagliate e fossi e munita di mille *volontari* e quattro cannoni, validamente sbarrava al maresciallo i passi alle provincie dell'alto Veneto. Agli assalti del nimico i difensori di Sorio opposero strenuissima resistenza; ma quando seppero che il maggiore Martini, preso il ponte sul Chiampo, minacciavali alle spalle, indietreggia-

rono verso Vicenza, lasciando sul terreno alcuni morti e feriti e in mano agli Austriaci i loro cannoni e molti prigionieri. Liechtenstein macchiò la vittoria mettendo quelle terre a ruba, perchè gli abitanti avevano nella difesa combattuto coi *volontari*; i quali poi, ritenendo la imperizia del vecchio Sanfermo essere stata causa della rotta patita, surrogavangli nel comando della loro legione il professore Bucchia, che sino allora aveva governato le artiglierie. — Il generale Allemandi, appena assunto in Montechiari il comando supremo dei *volontari* lombardi — cinque mila all'incirca — ordinatili in quattro legioni, duci di esse Manara, Thanneberg, Arcioni e Longhena, avanzossi verso il lago di Garda. Il 7 aprile quella di Manara, che camminava in antiguardo, respinte a Santa Eufemia e anche per via molte partite d'Austriaci, arrivata a Salò impadronivasi d'alcune barche del nimico; ed eziandio a Salò subito recavasi e vi poneva il suo quartier generale Allemandi con le legioni di Thanneberg e d'Arcioni, mentre quella di Longhena, per Vestone e ròcca d'Anfo venuta al confine tirolese e passatolo il 9 di quel mese d'aprile, insignorivasi di Caffaro. Nel quale giorno Allemandi riceveva ordine dal generale Salasco, capo dello Stato Maggiore dell'esercito sardo, di mandare buona mano di sue genti a Lazise o a Bardolino — terre che siedono su la sinistra del lago di Garda — per minacciare da quella parte il nimico e divertirne l'attenzione, allora che il Re tenterebbe Peschiera. Il dì appresso il maggior Novaro col suo battaglione — trecento uomini della legione Manara — attraversato il lago scendeva su la spiaggia di Lazise; e portatosi sino a Pacengo impadronivasi d'un magazzino di polveri e dei soldati che vi stavano a guardia. Ito poscia a Castelnuovo — terra posta a cavaliere della via di Verona a Peschiera e proprio dove incontrasi con la mantovana — e unitosi a cinquantasei soldati italiani, allora disertati dalle bandiere austriache, vi si fortificava e ne asserragliava le vie. Carlo Alberto avrebbe dovuto

munir quel luogo di buon presidio e d'artiglierie, avvegnachè con la signoria di Castelnuovo levasse agli Austriaci un degli sbocchi di val d'Adige; ma egli non ne conobbe l'importanza. A riprendersi quella terra Radetzky, senza por tempo in mezzo, mandò il generale Taxis con due mila uomini e due cannoni; il quale, il 12 aprile, l'assaltò, la prese e la diede alle fiamme per vendicarsi degli abitanti, che avevano appoggiato i *volontari* nella difesa; e fu Taxis sì bestialmente feroce da spingere nel fuoco gli infelici, che cercavano salvarsi con la fuga; onde da quattrocento di essi miseramente perirono nell'incendio! Era questa di quei tempi la civiltà dei generali e dei soldati dell'Austria! Sopraffatto dal numero de' nimici, Novaro si ricondusse a Lazise, ove poco prima era sbarcato Manara col rimanente della legione; la quale, rientrata in Lago, riedeva a Salò.

Mentre tale fazione combattevasi in val d'Adige dai *volontari* lombardi, Carlo Alberto tentava Peschiera e faceva la chiamata alla fortezza. Avvertito esserne il presidio — che dicevasi per la massima parte di Italiani — pronto ad arrendersi al primo assalto, perchè difettava di vettovaglie, il Re comandava di costrurre terrati e valli sopra i colli innalzantisi su la destra del Mincio davanti a Peschiera. Il mattino del 13 aprile otto obici e dodici cannoni da campo, protetti dalla brigata *Piemonte*, fulminarono le batterie delle opere esteriori, poste su la destra di quel fiume, intanto che una mano di *volontari* coi loro moschetti ferivano i difensori delle opere di sinistra. Dopo alquanto trarre delle artiglierie Carlo Alberto, col far la chiamata alla fortezza, ne domandava la resa; ma chi la difendeva era il luogotenente maresciallo Rath, cui i molti anni di sua età non avevano punto scemata l'antica gagliardia dell'animo, e uomo non era da lasciarsi intimorire da quello, che assalto non era, sibbene simulacro d'assalto; in oltre egli riposava tranquillo su la fede de' suoi sol-

dati (1), nè mancavangli i viveri, avvegnachè i generali del Re non avessergli impedito mai le vie per provvedersene, cosa facilissima dopo l'occupazione di Monzambano. Il generale austriaco avendo negativamente risposto all'invito d'arrendersi, non ostante vedesse le sue difese *assai danneggiate* dal cannone nimico — come ebbe a confessare di poi — e le grosse artiglierie per lo assedio non essendo ancor giunte sul Mincio, Carlo Alberto ordinava a una brigata di fanti di stringere Peschiera d'ossidione. — Il quotidiano uscir di Mantova degli Austriaci a preda di bestiame e biade indusse il Re a credere, fossero quelli muniti di pochi viveri; ond'egli, a impedir loro di vettovgliarsi ed anche a cacciare dalle Grazie e da Rivalta le grosse partite d'imperiali, ivi fortificatesi allo scopo di proteggere le incursioni del presidio nel *Serraglio*, disegnava una forte ricognizione da quella parte alla fortezza, sperando che il suo appressarsi a Mantova ne incoraggierebbe i cittadini, coi quali aveva segrete pratiche, a muoversi a tumulto. Fatti nella notte del 18 aprile i preparamenti per l'impresa, all'albeggiare del 19 gli Italiani mossero contra Mantova ordinati così: — Il maggior generale Olivieri da Gazzoldo avanzossi per Castellucchio sopra Montanara con un battaglione di fanti, due reggimenti di cavalli e una mezza batteria d'artiglierie; giunto a Montanara, doveva volgersi a sinistra verso Curtatone per levare la via di ritratta agli Austriaci occupanti le Grazie e Rivalta; celeremente operando, sorprenderebbe i nimici; vigorosamente assalendoli, costringerebbe a posare le armi o, per non cadere prigionieri, a gettarsi nel Mincio: ciò fatto, Olivieri doveva voltarsi contra Mantova. Il maggior generale Sommariva con la sua brigata, una compagnia di bersaglieri, quella de' *volontari* genovesi e una

(1) Erano mille cinquecento Croati del confine militare di Carlstad. i quali componevano il primo battaglione degli Ottochaner.

mezza batteria di cannoni procedette da Sacca verso Rivalta e le Grazie; missione sua, assaltare di fronte gli imperiali, nel momento in cui Olivieri coglierebbero alle spalle, per andar quindi sopra Mantova. Il luogotenente generale De Ferrere con cinque battaglioni di fanti, i *volontari* di Griffini e una mezza batteria d'artiglierie da Ceresara e Ca Boselli per la via di Rodigo e Borghetto camminò verso le Grazie e Curtatone; le sue genti costituivano la seconda ordinanza della schiera di Sommariva. La brigata *Casale* e una mezza batteria di cannoni — la schiera di riscossa — venne da Piubega a Ospitaletto, su la via di Bozzolo a Castellucchio. Con Olivieri trovavasi il generale Bava, cui il Re aveva fidato il governo dell'impresa; alla quale non sortì a pieno l'esito sperato, sebbene gli ordini dati per essa fossero stati esattamente adempiti. Il generale Gorzkowsky, che attentissimo spiava le mosse dei regi, saputo il loro avvicinarsi, sollecito portossi alla lunetta *Belfiore*; e, visto il grave pericolo cui trovavansi esposti i suoi, subito chiamolla a sè; informato di poi che alcuni Italiani, spintisi sino al villaggio degli Angioli, preparavansi ad occuparlo, a cacciarli di là spediva due compagnie di fanti e una mezza batteria d'artiglierie. — Intanto Bava, preceduto dai bersaglieri e dai *volontari* genovesi, era giunto presso la lunetta *Belfiore* per osservare da vicino Mantova; e, dal silenzio che in questa regnava, accortosi che i cittadini mantenevansi tranquilli, non ardì tentare la fortezza, e con sue genti indietreggiò. Fu allora che una grossa schiera di nimici, uscita dal forte Pradella, assalì i bersaglieri; i quali però, con l'aiuto di due battaglioni di fanti lor mandati da Bava, riescirono facilmente a respingerla; ma sopraggiunta una presa di quattrocento Austriaci con due cannoni, riappiccossi la mischia, che si combattè vivamente, senza però che nè l'una nè l'altra parte riportasse vantaggio veruno. In quel mezzo Carlo Alberto era giunto dinnanzi a Mantova; il quale, dopo essersi accertato che gli imperiali avevano

sgombrato la riva destra del Mincio, ordinò alla brigata *Casale* di rimanere sino al dimani a guardia della diga, che corre da Montanara a Curtatone, e mandò le altre brigate, la cavalleria e le artiglierie ai loro accampamenti, ed egli per Castellucchio portossi a Gazzoldo, dietro l'Osone, ove pose sua stanza col quartier generale dell'esercito.

Sino dal 9 aprile il colonnello Livio Zambecari aveva con la sua legione di *volontari* — cinquecento allo incirca, la maggiore parte Bolognesi — occupato il castello e la terra di Bevilaqua, che stanno a cavaliere della via di Padova a Legnago e a sei chilometri da questa piazza forte. Accresciuta la sua schiera di dugento uomini di Montagnana Zambecari prese a mandare d'ogni parte grosse partite contra i nimici, che di Verona uscivano e di Legnago per predare le vicine campagne. A farla finita con quei *volontari* Radetzky mandava il colonnello Heinzel con seicento soldati sopra Bevilaqua; il quale, il 21 di quel mese d'aprile, impadronivasi per sorpresa del castello e davalo al fuoco unitamente alla terra, vendicandosi così dell'aiuto dato dagli abitanti ai *volontari*. Respinto da Bevilaqua, Zambecari ritirossi coi suoi da prima in Padova, di poi in Treviso (1). — In quel mezzo le milizie modenesi, con quattro cannoni e alcune bande di *volontari*, pur Modenesi, avevano occupato Governolo, sbarratene le vie e fortificatolo con valli. Alla sicurezza di Mantova molto importando il possesso di quella terra, che siede sul Mincio non lungi dal suo metter foce in sul Po, Gorzkowsky, nella notte del 23 al 24 aprile mandava a sloggiarli di là il colonnello Castellitz con tre compagnie di fanti, una squadra di cavalli e una batteria d'artiglierie. Quanto fu gagliardo

(1) Due giorni dopo l'incendio di Bevilaqua gli Austriaci sperdevano una banda di *volontari*, ch'erasi posta in Castellaro per cogliere i corrieri che Radetzky e Gorzkowski reciprocamente mandavansi.

l'assalto degli Austriaci, altrettanto valorosa fu la resistenza dei Modenesi; i quali, dopo un combattimento ostinato e fiero, costrinsero il nimico a togliersi giù dall'impresa e a ritirarsi lasciando un obice nelle mani dei vincitori (1).

Di quei giorni l'esercito sardo, portato a numero, contava da sessanta mila combattenti; Modena e Parma ne avevano mandato alla guerra tre mila, con due squadroni di cavalli e otto cannoni; da cinque mila, una batteria d'artiglieria, e uno squadrone di cavalleria erano venuti di Toscana con tre mila *volontari*. La divisione pontificia di Durando trovavasi già in Ostiglia; quella del generale Ferrari stava allora per valicare il Po; il corpo d'esercito napoletano, duce Guglielmo Pepe, avvicinavasi pure al Po; il decimo reggimento di fanti, per la via di Livorno venuto di Napoli a Lombardia, campeggiava da tempo sul Mincio; in fine, più di cinque mila *volontari* guardavano i passi e le strette dei confini lombardi col Tirolo. A quasi centodiecimila insieme sommarono i soldati e i *volontari* italiani in campo contra l'esercito austriaco; con le quali forze armate sarebbe stato facile cosa condurre a buon termine l'impresa d'indipendenza patria, se chi ne teneva la somma del comando avesse con vigore operato; ma irresoluto sempre nel deliberare e più ancora irresoluto nell'operare, perdetto, temporeggiando, favorevoli occasioni, sovente dalla fortuna offertegli, di vincere il nimico. — Non con

(1) Durante la guerra non pochi generali del Re lagnaronsi delle popolazioni campagnuole, perchè *fredde e poco o nulla animate a favore della causa italiana*, come lasciò scritto Bava nella citata sua *Relazione delle operazioni militari nel 1848*; asserzione che i terrazzani di Sorio, Castelnuovo e Bevilaqua pienamente smentirono; lamento ingiusto, avvegnachè quei generali ben sapessero, non potersi in guerra tener sempre tutto quanto si occupa: onde eran degni di scusa i campagnuoli se, dopo le stragi e gli incendi or ora narrati, talvolta non diedero aiuti all'esercito regio; aiuti che il nimico avrebbe poscia fatto loro scontare con nuove stragi e nuovi incendi.

quella sollecitudine che la necessità dei momenti domandavano, ma con una lentezza veramente colpevole, il Governo temporaneo intendeva allora allo ordinamento dell'esercito lombardo; al quale scopo l'11 aprile pubblicava un decreto intorno alla difesa del paese, *salve però sempre le disposizioni che prenderebbersi in avvenire dalla legale rappresentanza della nazione*. Con quel decreto chiamavansi tutti i cittadini atti alle armi a servire personalmente la patria; il popolo armato doveva prendere il nome di *Guardia Nazionale*. Da questa trarrebbe l'esercito stanziale, che comprenderebbe i cittadini dai venti ai venticinque anni; quelli dai venticinque ai quaranta potrebbero mobilitare come *Guardia Nazionale* in sussidio dell'esercito nell'interno dello Stato, ma non mai fuori del territorio suo; e quelli dai diciotto ai venti e dai quaranta ai sessanta, solamente entro il proprio comune. Alla *Guardia Nazionale* non mobilitata affidavasi la sicurezza interna del paese; alla mobilitata e all'esercito, la difesa contra i nemici esterni; la prima doveva dipendere dal Ministro sopra le faccende interiori; la seconda, dal Ministro sopra le armi. I cittadini della *Guardia Nazionale* dai diciotto ai trent'anni dovevano raccogliersi per gli esercizi militari in ogni anno; quelli dai trenta ai quaranta solamente ogni tre. Il Governo, mentre fissava la durata del servizio militare a tre anni, riservavasi di determinare a tempo debito quella « *dei corpi speciali; e i cittadini, per godere dei vantaggi offerti dall'entrare in essi, dovevano sottoporsi a un servizio più lungo dell'ordinario triennale.* »

— A comandare i reggimenti del nuovo esercito il Governo di Lombardia chiese e ottenne da Carlo Alberto molti ufficiali sardi, respingendo poi, come già ebbi a notare, i Lombardi — pochi eccettuati — che allo scoppiare della sollevazione e al cominciare delle ostilità, avevano disertato dalle bandiere austriache. Si perdettero così ufficiali nelle armi e nelle militari discipline espertissimi, e che in guerra avrebbero reso servigi eccellenti, conoscendo essi la lingua.

gli ordini, l'armeggiare e il modo di combattere del nimico. Nei momenti, che allora volgevano difficili molto, gli uomini del Governo avrebbero dovuto richiamare su le armi, non solamente i Lombardi che di quei giorni avevano lasciate le bandiere imperiali, ma eziandio coloro i quali, stati negli anni innanzi licenziati dall'esercito austriaco, erano tuttavia abili al militare servizio; in tal modo sarebbesi ottenuto un'ordinanza di ventimila buoni soldati, che avrebbe certamente combattuto con onore dell'armi italiane e vantaggio grande della causa nazionale. — Quale norma segui allora il Governo di Lombardia nello eleggere gli ufficiali dell'esercito? Nessuna; e noi lo vedemmo sceglierli *a capriccio* tra gli avvocati, i medici, i pittori, i cantanti e i commedianti (1). Non è quindi a maravigliarsi se la cavalleria e le fanterie lombarde non ebbero che tardi assai una lodevole istruzione militare, mentre il corpo degli artiglieri e quello degli ingegneri militari per avere avuto a capo ufficiali egregi, il tenente colonnello di Pettinengo e il maggiore Cadorna, presto raggiunsero un buono ordinamento e tale istruzione da poter gareggiare coi vecchi corpi dell'esercito regio.

(1) « Sono esenti dal servizio dell'esercito: i figli unici; gli individui necessari come sostegno della propria famiglia; gli ufficiali pubblici dello Stato; gli ecclesiastici del culto cattolico aventi gli ordini maggiori, e i ministri degli altri culti...

« Il dovere di rispondere alla chiamata della *Guardia nazionale* è sospeso per gli allievi degli studi teologici, regolarmente iscritti nella matrice tenuta dall'ordinario diocesano. Due fratelli non potranno essere chiamati contemporaneamente a servire nell'esercito.

« Per la scelta dei *graduati* della *Guardia nazionale* è stabilito il principio elettivo; gli ufficiali generali però sono nominati dal Governo sopra terna proposta dal corpo degli ufficiali. I sott'ufficiali dell'esercito, fino al grado di sergente inclusivamente, sono nominati dal Ministro; gli ufficiali generali sono nominati dal Governo. »

.....
Decreto del Governo di Lombardia dell'11 aprile 1848.

CAPITOLO VIII.

L'esercito pontificio nelle Venezia; sue imprese — Il 15 maggio in Napoli.

Spedizione dei *volontari* lombardi nel Tirolo. Considerazioni su questa spedizione. — Parole d'ammirazione e gratitudine dei Lombardi all'esercito sardo. — Ricognizione di Peschiera e Mantova. Nugent invade il Friuli; il conte Hartig. — Le divisioni pontificie di Durando e di Ferrari vanno incontro agli Austriaci. Combattimento di Cornuda. — Gli Austriaci tentano Treviso; il 12 maggio. — Thurn assalta Vicenza; respinto, incamminasi a Verona. Per comando di Radetzky torna alla impresa; sconfitto, recasi a Verona. — Nugent e Durando; considerazioni su le loro militari operazioni nel Veneto. — Il 29 aprile in Roma e l'allocuzione concistoriale del Pontefice. Il ministro Mamiani. — Tradimento di Ferdinando II di Napoli. — Il 15 maggio a Napoli. — I Ministri del 15 maggio e la loro lettera circolare. — La spedizione sicula nelle Calabria. — Circoli socialisti e comunisti in Francia; il 15 maggio a Parigi. — Agitazione in Gallizia e in Cracovia. La bandiera panalavista tscheka; Ungheria e Croazia. Il 15 e il 26 maggio a Vienna.

Dal ridente golfo che a Salò apresi nel Benaco i *volontari* lombardi stendevano i loro campi lungo i contrafforti delle Alpi del versante italiano — noti sotto il nome di *Camonia* — sino al passo dello Stelvio e alle vicine terre della Svizzera; tenendosi in signoria di ròcca d'Anfo — sul lago d'Idro — dei valichi del Caffaro, del Tonale e di quanti menavano nelle valli tirolesi della Giudicaria. Delibe-

rata una spedizione nel Tirolo (1) allo intento di soccorrere alle popolazioni di questa provincia d'Italia, che dicevansi pronte a levarsi contra l'Austria, e, con lo impadronirsi di Trento, togliere a Radetzky le vie di val d'Adige, Allemandi, cui era stato dato il carico dell'impresa, aveva chiesto a Carlo Alberto quattro battaglioni di fanti, appoggio necessario a' suoi *volontari*, ancora non bene ordinati, e quattro cannoni per assaltare Trento, obbiettivo della spedizione. Se non che i generali del Re, forse per non comprendere a pieno l'importanza di essa, non solamente consigliarono a Carlo Alberto di negare ad Allemandi gli aiuti implorati, ma eziandio tennero ne' loro campi le genti di Thanneberg, di Torres e di Griffini: onde quella impresa dovette farsi da due mila *volontari*, i quali mancavano di ordinamento, d'armi, di vestimenti, di munizioni e persino di viveri (2). La legione di Arcioni, appoggiata da una schiera di Bresciani e Napolitani, valicato il ponte Caffaro, saliva la valle del Chiese; indi, calata in quella

(1) Vedi nell'Atlante la carta geografica dell'Italia settentrionale.

(2) «... per impadronirmi di Trento abbisognavano dei cannoni, di cui era del tutto sprovveduto. Mi abbisognavano altresì alcuni battaglioni di soldati regolari per appoggiare i miei *volontari*, i quali mancavano d'ordinamento, d'armi, di vestimenti, di munizioni e persino di viveri! Fu allora che andai al quartier generale di Volta, ove trovavasi il Re, per domandargli con istanza tale soccorso, facendogli conoscere con calore l'importanza che avrebbe per la nostra guerra la presa di Trento. Carlo Alberto, che da prima parèva essere della mia opinione, fecemi rispondere qualche momento dopo dal generale Franzini, Ministro sopra le armi, ch'ei non poteva accordarmi nè le artiglierie, nè i battaglioni richiesti, aspettando una grande giornata campale; onde non eragli possibile togliere dalle forze all'esercito per la spedizione del Tirolo. Non potendo mandare a effetto l'assalto a Trento e, giusta gli ordini avuti dal Governo di Lombardia, nulla dovendo imprendere senza gli aiuti dell'esercito del Re, veggendomi così ridotto all'inazione, abbandonato nelle strette gole del Tirolo, co' miei *volontari* che mancavano d'ogni cosa necessaria alla guerra, lusingato di promesse di soccorso dal Governo temporaneo, soccorso che non giugneva mai, io mi

spaziosa del Sarca, il 13 aprile recavasi in mano il castello di Stenico; e il dì vegnente, avanzatasi sino alle Sarche e forzatone il ponte, assaltava la terra e se ne impossessava, costringendone i difensori a rifugiarsi entro il forte di Doblino. Gli imperiali, ricevuto soccorso d'uomini da Trento, il giorno dopo ritentavano la fortuna delle armi; due volte assalirono i *volontari*, e due volte furono respinti: onde, disperando di potersi mantenere nel forte, indietreggiarono verso Trento; incalzati vivamente dai vincitori, perdevano uomini e carri. Le buone militari posture conquistate dai *volontari* con molto valore si dovettero subito lasciare, avendo il generale Allemandi loro scritto, che *nulla dovevasi imprendere senza gli aiuti dell'esercito del Re, e che tali aiuti erano stati per allora negati*. Arcioni, avvisato che in Tione aspettavalo la schiera di Berretta con due cannoni, retrocedette; ma le artiglierie non dovevano avanzarsi al di là di Tione: questo l'ordine del comandante supremo. Manara, il quale con sue genti aveva tenuto dietro ad Arcioni per dargli appoggio al bisogno, soccorrevalo a Stenico quando, assalito da forte presa d'imperiali, già disordinatamente indietreggiava. Manara, venuto poscia a Condino, sostò, pose il campo; e ivi stette a guardia del passo della val di Ledro, che mena a Riva. Le schiere di Sedaboni, in questo mezzo avanzatesi verso Arco e Tenno, saputo che il nimico era uscito di Riva, mossero a incontrarlo; e trovatolo presso Varone, già ordinato alla pugna, furiosamente andarongli addosso e lo vinsero; ma, ingrossando poscia per gli aiuti speditigli da Welden, dovettero retrocedere. — Mentre così combattevasi nella Giudicaria, altre bande di *volontari* lombardi scendevano dal Tonale in valle del Sole.

recai a Milano per protestare con indegnazione contra l'abbandono nel quale lasciavansi dei valorosi, i quali morivano per la patria... »

Lettera del generale Allemandi a Carlo Cattaneo, scritta in Torino il 4 gennaio 1849.

procedendo verso Malé e Cles. Il luogotenente maresciallo Welden, che nel Tirolo teneva la somma del comando dell'armi austriache, tosto che seppe di quell'invasione, mandava sollecito da Trento — ove siede col suo quartier generale — due grosse schiere d'imperiali; la prima di esse, entrata in Giudicaria, vedemmo già costringere Arcioni a dietreggiare; l'altra, discesa nella valle del Noss, avanzossi contra Cles, terra occupata dai *corpi franchi* del capitano Scotti. Il quale, veggendo di non potere con le sue picciole forze fronteggiare con vantaggio le poderose dei nimici, allo appressarsi di questi riducevasi a Malé; afforzatosi d'alquanti *volontari*, il 20 aprile mosse ad affrontare gli imperiali; trovatili, si azzuffò con essi. Fu breve il combattere, però che le artiglierie nimiche presto disordinassero sue genti e le costringessero a rifugiarsi in Dimaro; nè potendo far testa al vincitore, quei *corpi franchi*, rivalicata la frontiera, venivano a Ponte di Legno, quivi ponendosi a difesa del passo del Tonale. — Una compagnia di *volontari*, fatta deliberazione di sorprendere Riva, la quale siede su l'alto Benaco, portavasi allora sopra barche sin presso la foce del Tonale, fiume che all'uscire di val di Ledro scende nel lago di poco a mezzogiorno di quella città. Alcuni *volontari*, calati ivi a terra, procedettero speditissimi innanzi per assaltare Riva da quella parte, mentre gli altri la tenterebbero dalle loro barche; ma gli Austriaci, avvisati in tempo del doppio assalto che li minacciava, prepararono le resistenze; e così venuta meno la sorpresa, tutti gli sforzi degli assalitori caddero a vuoto. — Questo fine ebbe l'impresa dei *corpi franchi* nel Tirolo; alla quale, invero bene concepita e disegnata, sarebbe sortito esito felice se condotta da generale accorto, vigilante, operoso; se le forze armate adoperate in quella spedizione fossero state, per numero e qualità, in ragione dell'importanza di essa, e se armonizzata con una militare operazione dell'esercito sul Mincio o sull'Adige. Allemandi la governò dal suo quartier generale

di rôcca d'Anfo, e per brevi ore soltanto trovossi in mezzo a' suoi *volontari* sul territorio tirolese; però che, arrivato in sul cadere del 13 aprile in Tione, il mattino del dì seguente tornasse ad Anfo; e allora che ordinava ai capitani che con le loro genti avevano invasa la Giudicaria — di riunirsi a consulta di guerra in Tione, ove diceva di voler discutere e deliberare con essi intorno al modo di condurre l'impresa, egli portavasi a Milano. — Facile cosa fu per gli Austriaci vincere i *corpi franchi*, non forti per numero, nè per armi, e molto meno per militare disciplina; i quali perduto subito di mira l'obbiettivo della loro spedizione — intendo dire della occupazione di Trento — imprudentemente si sparsero in mezzo a diverse e lontane valli. Se al contrario uniti fossero corsi a grandi giornate sopra Riva, Roveredo e Trento, queste terre — nelle quali essi avevano segrete pratiche con la parte liberale, la quale era bene preparata ad appoggiarli — sarebbero certamente venute a lor mano o per sorpresa, o per forza d'armi. I *corpi franchi* amarono di preferenza estendere dimolto la invasione, e così la invasione fu debolissima in tutti i luoghi; e l'inimico non tardò a profittare del loro errore, ratto cadendo sovr'essi che nè le armi aveano congiunte, nè armonia esisteva nelle militari loro operazioni. « Nessun disegno bene riesce in guerra, scrive Jomini (1), senza l'insieme dei movimenti, senza l'accordo che deve legarne tutte le parti e condurle nel tempo stesso al medesimo scopo. » — Sarebbesi potuto assai facilmente rimediare ai primi errori, se Allemandi avesse saputo a sua volta profittare dello sbaglio commesso dal nimico, d'avanzarsi contra lui diviso in due schiere. Mentre i *corpi franchi* d'Arcioni e Manara, all'appressarsi degli Austriaci dovevano retrocedere da Stenico e da Tione, e, contrastando loro leggermente il terreno, destreggiarsi

(1) *Guerre de sept ans.*

per modo da trarli nella valle del Chiese sin presso il confine lombardo; quelli, che trovavansi a Malé e a Cles, dovevano per la valle Rendena portarsi a grandi giornate a Tione, scendere quindi nella valle del Chiese per minacciare alle spalle i nimici nell'ora in cui Arcioni e Manara avrebbero minacciati di fronte. Poscia l'armi vittoriose, insieme riunite, dovevansi volgere da prima contra Riva, di poi contra Roveredo e Trento; le quali terre difese allora da piccioli presidi — avendo Welden fatto uscire alla campagna quanto più di soldati eragli stato possibile — non avrebbero potuto lungamente resistere agli esterni assalti e al tumultuare dei cittadini. E qui torna utile ripetere la massima sapientissima del maresciallo di Sassonia: « il buon esito della guerra essere nelle gambe dei soldati. » — I *corpi franchi*, fortificati in Trento e occupanti con grosse partite Lavis e Civizzano, non solamente valevano a chiudere a Radetzky la valle dell'Adige, ma eziandio a minacciare la destra dell'esercito suo; e le loro barche armate del Benaco avrebbero portato a Riva munizioni, armi, viveri e tutto quanto poteva abbisognare alla guerra, e ciò che più rileva, impedito al presidio austriaco di Peschiera di vettovagliarsi dalla parte del lago. — Grave errore commise Carlo Alberto ritenendo presso l'esercito buon numero di *volontari* lombardi, che avrebbe dovuto mandare coi compagni all'impresa del Tirolo, e negando i sussidi d'artiglierie e di soldati chiestigli dal generale Allemandi; il quale diniego indusse a credere ch'ei non volesse saper di quella provincia italiana; che, sicuro della mala riuscita della spedizione, l'avesse approvata allo scopo di far perdere nella opinione pubblica la buona fama già acquistatasi dai *corpi franchi*. In fatto, come poteva mai sortire esito felice a quella, se coloro che dovevano compierla erano insufficienti per numero, per poco esercizio non molto addestrati nelle armi, nè ancora bene ordinati, nè da forte disciplina militare corretti, e guidati da un generale in-

sperto? Il Governo di Lombardia, *richiamando tutti i volontari dal Tirolo a Brescia e a Bergamo, sotto colore di ordinarli e vestirli*, come scrisse Carlo Cattaneo (1), chiari quali fossero gli intendimenti suoi e del Re. I *volontari* trovarono in Brescia il colonnello Cresia, venuto a offrir loro *soldo di Carlo Alberto, disciplina militare di Carlo Alberto*; ed essi rispondevangli: = *Volere bensì entrare in qualunque esercito che italiano fosse, ma non porsi sotto gli ordini di un Re, nè di una frazione qualsiasi d'Italia; con gli Italiani essere Italiani; in faccia ai Toscani e ai Piemontesi o ad altra frazione del paese essere Lombardi*. — Il Governo temporaneo, *ordinando in milizie regolari i volontari di Lombardia al doppio scopo di meglio giovare ai bisogni della guerra e preparare per essi un nobile e certo avvenire* mirava distruggere la bella istituzione dei *corpi franchi*, i quali sempre, ma soprammodo poi sono potenti ausiliari agli eserciti regolari (2). La guerra di montagna — nella quale il valore

(1) *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 197; Lugano, 1849.

(2) Nello invitare i *corpi dei volontari* a raccogliersi in Brescia e Bergamo — eccetto quelli che facevan parte dell'esercito, o che dal generale Allemandi erano stati designati a custodire e difendere le posture conquistate da loro nel Tirolo italiano — nelle quali città dovevano ordinarsi in reggimenti e battaglioni ed esservi uniformemente vestiti e armati, il Governo di Lombardia parlava a quelli così: « Ciascuno di voi, con eroico coraggio, prese parte alla liberazione della patria. Il nimico d'Italia, l'oppressore della libertà fu respinto, ma non cacciato del tutto da questa terra di valorosi. Un potente esercito alleato lo incalza nella sua ritirata; e voi, o prodi *volontari*, cooperando alla guerra dell'indipendenza italiana, avete offerto per essa il braccio e la vita, e vi esponeste a ogni privazione e stento. A sollevarvi da questi e per coordinare le vostre file, poichè nell'ordine e nella concordia delle forze stanno l'impeto della guerra e la certezza della vittoria, la patria che vi ha veduto correre primi a combattere, sente la necessità che di voi si costituisca la sua prima, la più eletta milizia, e che ad essa sia provveduto. Vede pertanto il Governo essere urgente il procedere a un nuovo organamento delle vostre schiere, al doppio scopo

personale e l'audacia nello affrontare i pericoli sono talvolta assai più efficaci della scienza militare del capitano — è ad essi adattissima. Gli eserciti napoleonici nella memorabile lotta dell'indipendenza iberica, patirono maggiori danni dalle tanto famose *guerrillas*, che non ebbero a soffrirne dalle armi regolari e insieme congiunte di Spagna, di Portogallo e di Bretagna. A chi meglio dei *volontari* poteva dunque il Governo temporaneo affidare la custodia della frontiera lombarda? Chi meglio dei *volontari* poteva tener vivo nelle popolazioni del Tirolo italiano l'entusiasmo per la causa patria ed anche levarne in su l'arme contra la signoria straniera? — In questo mezzo il Governo di Lombardia aveva chiamato a sè il generale Allemandi per giustificarsi delle accuse mosse al suo operato nell'impresa del Tirolo; e siccome egli non potea dar ragioni che valessero a pienamente soddisfare alla opinione pubblica, così veniva licenziato (1), e conferito il comando supremo dei *corpi franchi* a Giacomo Durando, eziandio col carico di difendere il confine lombardo, dallo Stelvio al lago di Garda (2). Il malcontento suscitato dalla fallita spedizione

di meglio giovare ai bisogni della guerra e di preparare fin d'ora per voi un nobile e certo avvenire... O valorosi *volontari*! la patria, che amate, domanda al vostro coraggio, al vostro onore anche l'ordine del soldato: voi vestirete l'assisa d'una milizia gloriosa e indipendente: le vostre saranno le prime schiere dell'esercito che si raccoglie su questa nobile parte d'Italia, francata per sempre dallo straniero. » — « Milano, 17 aprile 1848. »

(1) Il generale Allemandi scrisse nella citata lettera a Carlo Cattaneo: « Avere egli fatto spontanea rinuncia al suo ufficio, non volendo diventare complice d'un sistema ch'ei riprovava, e che doveva condurre alla rovina della patria. La rinuncia domandata essergli stata concessa col più vivo dispiacere, se giudicar si deve dalla lettera scrittagli allora dal Governo. »

(2) I *corpi franchi* posti sotto il comando supremo del generale Giacomo Durando consistevano nelle legioni di Manara, Thannberg, Berretta, Borra, Trotti, Ghilardi, Anfossi, Cavagnoli, Tibaldi; nei Tirolesi comandati da Peirone; negli Svizzeri di Ott; nei Polacchi di Kamien-

del Tirolo minacciava allora di prorompere in rimostranze al certo poco benevoli agli uomini del Governo; i quali, per affermarsi nel favore del popolo, che cominciava a diffidare di loro, davano opera all'ordinamento dei *volontari*; opera però fatta veramente a malincuore sapendo essi quanto poco graditi fossero i *corpi franchi* al Re e più ancora a suoi generali: onde quella riesci di poca efficacia. Urgeva anzi tutto il provvedere alla difesa di Brescia, chè gli Austriaci, respinti dal Tirolo gli invasori, per val di Chiesa erano già arrivati al ponte del Caffaro; alla guardia del quale stava un picciolo battaglione di fanti. Impotente a tener da solo quella postura contra la grossa schiera di nimici che stavagli di fronte, veniva afforzato dal reggimento della *Morte*, di que' giorni ordinatosi in Milano. Il dì stesso del suo giugnere ad Anfo — e fu il 26 aprile — assaggiavasi con gli imperiali in un grosso badalucco al ponte del Caffaro e nei dintorni; dopo il quale i combattenti riprendevano i loro campi; lievissimi i danni ed eguali dalle due parti, di cui nessuna ebbe perduto del terreno.

Il 20 aprile arrivavano al quartiere generale di Carlo Alberto l'avvocato Imperatori e il marchese Arconati, deputati dal Governo di Lombardia a porgere all'esercito del Re i sensi di gratitudine e di ammirazione delle popolazioni lombarde, espressi in un manifesto agli uffiziali e ai soldati, manifesto che qui trascriviamo in tutta sua interezza:

« I vostri fratelli Lombardi vengono a congratularsi sinceramente con voi e a porgervi l'omaggio cordiale della loro ammirazione e della loro gratitudine. Voi pugnate nobil-

ski; in fine, in tre compagnie di *guardie nazionali mobilitate*; le artiglierie sommovano appena a quattro cannoni da montagna, governati da Chiodo.

mente e generosamente a pro della più nobile e della più generosa delle cause. Voi non avete curato disagi, fatiche, e camminaste a grandi giornate per raggiungere l'inimico; l'avete raggiunto, avete combattuto e avete vinto: avete iniziata la guerra santa con la vittoria; la compirete col più splendido dei trionfi, colla conquista della Indipendenza. Ufficiali e soldati! voi avete rialzato lo splendore delle milizie italiane: avete suggellato col sangue quelle care e sante parole, che ora corrono per la bocca di tutti i buoni Italiani: *l'Italia farà da sé*: avete congiunto strettamente il brando glorioso di Guastalla con quello di Legnano. Voi avete continuato l'opera eroica del Popolo Milanese, facendo toccare una prima sconfitta in aperta campagna alle barbare torme, che questo popolo magnanimo scacciò dalle sue mura. Voi vi siete mostrati degni della celeste benedizione, che il gran Pontefice redentore d'Italia invocò su la patria nostra, degna dei nuovissimi italici destini, degnissimi del magnanimo Re, che, quando tutta Italia piegava il collo all'oppressione e alla suprema autorità dell'Austria, pronunciò animosamente la prima parola d'indipendenza e di naturalità: che primo tra Principi italiani a stringersi con Pio IX, fu pure primo a bandire la santa crociata per l'italica indipendenza, e che sui campi di battaglia è oggi pure primo a darvi esempio di fermezza e di indomito coraggio. Ufficiali e soldati! il vostro marziale entusiasmo, la vostra mirabile disciplina, la pazienza con la quale tollerate ogni sorta di disagi e di privazioni, il vostro eroismo e quello di chi vi guida alla vittoria, ci rallegrano e inorgoliscono. Poichè nostre sono le glorie vostre, come nostre e vostre sono le speranze e le vittorie di tutti i figli d'Italia. Noi ringraziamo Carlo Alberto e voi tutti di quanto operate col braccio e col valore a pro della patria comune. Noi vi porgiamo il tributo del nostro fratellvole affetto e della sentita nostra ammirazione, del patrio nostro conforto. Noi ci studieremo di consolidare con la concordia, con l'u-

nione e le civili virtù l'opera dei vostri bracci gagliardi, delle vostre formidabili spade. Con l'ultimo Austriaco scacciato d'Italia, saranno bandite e per sempre dalla patria nostra le grette passioni di municipio e le fratricide discordie. Sia lode immortale all'esercito liberatore d'Italia e al suo gran capitano. Se la nostra gratitudine può arrecare ad essi qualche conforto e qualche incoraggiamento, siamo lieti di poter dichiarare ch'essi la posseggono piena e intiera. Nel cuore dei Lombardi è un solo palpito di fraterno e ardentissimo affetto pe' generosi, che sanno valorosamente combattere e lietamente affrontare i pericoli della guerra per l'indipendenza italiana. — Evviva l'indipendenza italiana! — Evviva l'esercito e il suo capitano che combattono per l'indipendenza! — Evviva l'Italia! » (1).

Queste parole piene di gratitudine e affetto, che molti Lombardi avevano allora rivolto al Re e all'esercito suo combattenti sui campi d'Insubria il nimico d'Italia, sarebbero state dignitose altresì, se scevre di piaggeria. In fatto, quale vittoria avevano essi riportato, tranne quella dell'8 aprile a Goito? Quali le fatiche, quali i disagi patiti nello incalzare il nimico, che non avevano raggiunto mai, sebbene lentamente indietreggiasse verso il Mincio e l'Adige? In vero, lodevolissime le parole di concordia, virtù necessaria sempre per compiere grandi imprese, e della quale allora soprammodo abbisognavasi, e le ragioni son note; ma non lodevoli le servili, degne soltanto di chi non sa o non vuole essere libero.

Dopo la ricognizione di Mantova del 19 aprile, Carlo Alberto, fatta deliberazione di recarsi in mano le fortezze del Mincio prima di portare la guerra su l'Adige e

(1) Il manifesto al Re e all'esercito — che aveva la data del 19 aprile — era stato sottoscritto da dieci mila Lombardi.

nelle provincie venete, continuava a cercare la contrada che corre da Peschiera a Mantova e al Po, ed eziandio a badaluccare con gli Austriaci; i quali, allo intento di spiare le mosse dei regi e conoscerne i disegni, uscivano quasi ogni giorno dalle fortezze (1). Il 23 aprile, di delle Pasque, il generale De Sonnaz, con dodici battaglioni di fanti, due reggimenti di cavalli e due batterie di cannoni passato il Mincio a Monzambano, esplorava attentamente il terreno attorno attorno a Peschiera su la sinistra di quel fiume. Distesi i suoi battaglioni da Salionze a Custoza e collocata la cavalleria e le artiglierie a Villafranca, De Sonnaz spingeva i bersaglieri sin presso Peschiera e su la via di Verona, cercando con diligenza le alture di Salionze, Montevento e Custoza (2). Carlo Alberto, che aveva seguito i movimenti delle sue soldatesche e percorso insieme quelle alture, informato in Villafranca, che gli Austriaci, raccolti sotto Verona, stavansi tranquilli nei loro campi, ordinava al generale De Sonnaz di fare ritorno a'suoi accampamenti; ed egli riedeva alle sue stanze, allora in Volta. — Due giorni appresso la ricognizione di Peschiera, il Duca di Savoia ne conduceva un'altra intorno a Mantova. Valicato il Mincio sopra pontoni, gettati presso i molini di Volta

(1) Nella notte del 19 al 20 aprile due squadroni di cavalleria sarda cadevano di sorpresa sopra una grossa mano di cavalli ungheresi in Villafranca, venutavi a speculare il paese. Un de' squadroni doveva sopra-
vanzare quella terra, a fine di prendere a rovescio il nimico, intanto che l'altro lo urterebbe di fronte; ma avendo questo investito anzi tempo, gli Ungaresi poterono salvarsi con la fuga, lasciando però tre dei loro prigionieri dei regi.

(2) «... gli esploratori furono spinti da prima verso Salionze e Oliosio, mentre i battaglioni superavano Montevento, indi varcavano il Tiene e salivano alle opposte alture sopra Sommacampagna e Custoza in vista delle fortificazioni di Verona; e alla destra la cavalleria con le artiglierie a cavallo occupava il piano adiacente a Villafranca, spingendo i posti avanzati al di là del borgo su la strada di Verona.»

Ordine del giorno 28 aprile, del capo dello Stato Maggiore Generale Di Salasco.

di poco a monte di Pozzolo, con la sua divisione partita in quattro schiere precedute dai bersaglieri e da una brigata di cavalleria, avanzossi sopra Grezzano, Castiglione Mantovano, Tezzoli e Marmirolo; e non avendo incontrato nessuna banda di nimici tornò subito con sue genti a' suoi campi di Cavriana, Solferino e Guidizzolo. Carlo Alberto, andato col Duca a quella ricognizione, innanzi di tornare al quartier generale, tuttora in Volta, recossi a visitare i lavori della testa di ponte che gl'ingegneri militari innalzavano a Goito. Dalle esplorazioni fattesi di quei giorni convinto che gli Austriaci non pensavano a contrastare all'esercito il passaggio del Mincio, nè a molestarlo di poi. almeno per allora, il Re comandò si apparecchiasse a portare tutti i suoi campi su la sinistra di quel fiume. Il 25 aprile alcuni bersagliatori urtavano sopra una forte presa d'ussari e Croati nelle vicinanze di Villafranca. Al romore dell'archibugiate trassero ivi solleciti un battaglione di fanti e uno squadrone di cavalli a spalleggiare i bersaglieri; allora gli Austriaci, sopraffatti dal numero, indietreggiarono disordinatamente lasciando sul terreno alcuni morti e feriti e trenta prigionieri in mano de' regi.

Mentre Carlo Alberto consumava tempo preziosissimo in cercar la contrada, da più giorni lasciategli dal nimico, Radetzky, rimessa la disciplina nell'esercito e accresciuto in esso l'ardore del combattere, apprestavasi ad uscire dalle fortezze a fare onorate prove delle armi e della fortuna. Sino dal 16 aprile Nugent aveva invaso il Friuli con le schiere di sussidio raccolte su l'Isonzo (1), e che sommarono a ventidue mila fanti, a milleottocento cavalli, a dodici batterie d'artiglierie da campo e alcune di razzi da guerra (2). Intanto ch'egli col grosso di sue forze armate

(1) Era lo stesso Nugent che nel 1813, invase le Romagne con gli imperiali, aveva gridato l'indipendenza e la libertà d'Italia.

(2) Le divisioni del corpo d'esercito di Nugent erano comandate dai

— quindicimila soldati allo incirca — camminava verso Udine, la brigata Culoz — la quale trovavasi alla destra dell'esercito — da Tarvis per la valle del Felle muoveva verso Pontebba, e quella di Felice Schwarzenberg — la sinistra di quel corpo d'esercito — andava sopra Palmanova (1). Nugent, pervenuto il 19 aprile a Cusignano, mandò ufficiali a far la chiamata a Udine; la quale, sperando soccorsi dal Governo di San Marco, cui già da tempo avevali richiesti, negò d'arrendersi: onde gli Austriaci, il 21 di quel mese, fulminaronla con le artiglierie. Due giorni resistette; due volte il suo presidio uscì ad assalire i nimici, e due volte ributtolli dalle sue mura; ma non ricevendo gli aiuti tanto implorati, scese a patteggiare; ottenuta salva la vita e salve le robe dei cittadini, aprì le porte agli imperiali; e il presidio, traendo seco tre cannoni, rifugiossi in Osoppo, per via seguito, ma assalito mai, da un battaglione di fanti e uno squadrone di cavalli austriaci. Il 23 aprile Nugent entrò in Udine, e il giorno dopo spedì il generale Schulzig a occupare, con l'avanguardia, la terra di Codroipo, che giace non lungi dal Tagliamento. Culoz, giunto a Pontebba, dovette con la forza aprirsi il passo, difeso da una mano di *volontari* veneti. Il generale Zucchi — il quale teneva Palmanova con poco più di due mila uomini e una compagnia di artiglieri concessi da Carlo Alberto alla repubblica di Venezia — alla novella dell'appressarsi di Schwarzenberg, uscito dalla fortezza a incontrarlo, l'affrontava a Visco. La pugna fu dubbia e senza risultamento veruno; Zucchi — non vincitore, non vinto — rientrò in Palmanova; e Schwarzenberg, pago di mantenersi in possesso di Visco, non molestò il nimico nella sua ritratta.

luogotenenti marescialli Thurn e Schaffgotsche, e maggior generale Culoz; le brigate, dai maggiori generali Auer, Felice Schwarzenberg, Schulzig e Victor.

(1) Per le operazioni militari di Nugent, di Durando e di Ferrari, vedi, nell'Atlante, la carta geografica dell'Italia settentrionale.

Di quei giorni il Governo di Vienna aveva inviato al quartier generale di Nugent, in Gorizia, il conte Hartig, col carico di tentare quella via, che più opportuna e più atta reputasse a ricondurre all'obbedienza dell'Imperatore i popoli della Lombardia e delle Venezie. Al quale intento, il 19 aprile, egli si volse ad essi invitandoli a riconciliarsi con l'ottimo loro Sovrano e a mettersi sotto l'egida sua, potentissima a tutelarli contra i disordini dell'anarchia. Rimproverolli d'essersi levati in su l'arme contra *lui* per togliergli quella corona che pochi anni innanzi avevagli posta sul capo, allora ch'egli stava per soddisfare ai desideri loro, ai loro voti; in oltre di voler dare la patria terra a un principe, per sangue e cuore non più italiano di Ferdinando, il nepote di Pietro Leopoldo; in fine, assicurolli, nel nome stesso dell'Imperatore, che verrebbero compiutamente appagate le nazionali loro aspirazioni. — Erano queste le solite arti dell'Austria; era pur questa la sottile politica de' suoi Ministri, i quali, chiamando i popoli a concordia e a pace, li ingannavano poi e li tradivano. I Lombardo-Veneti respinsero con ischernò le astute parole dell'inviato imperiale; e il vecchio Radetzky, il quale, nei tempi difficili che alloraolgevano, non poteva tollerare in Lombardia e nelle Venezie altra autorità superiore, nè eguale alla sua, altamente protestò contra l'operato del Governo di Vienna: onde la missione pacificatrice del conte Hartig andò compiutamente a vuoto.

Sospendiamo ora il racconto delle imprese di guerra per far conoscere quanto era avvenuto in Venezia, dai primi giorni di sua fortunata liberazione dalla signoria austriaca all'epoca della invasione di Nugent nel Friuli. i casi di questa invasione e le vicende di Roma e di Napoli. — Poco dopo lo insediamento del Governo temporaneo di Venezia venivano, il 10 aprile, per la prima volta riuniti a parlamento i rappresentanti delle provincie venete, ai quali, come dissi più sopra, Manin aveva negato

voce deliberativa nei provvedimenti d'interesse nazionale; ciò che diede origine a funeste gelosie e a più funesta opposizione nel seno medesimo di quel nobilissimo consesso. E in verità, fu sommamente deplorabile il modo usato in quell'assemblea verso i rappresentanti di Treviso chierici, che *i deputati della terraferma avessero a sedere nel Governo della repubblica, come quelli delle provincie lombarde a Milano;..... in oltre, che si dovesse subito chiarire la qualità della loro rappresentanza.....* Con tuono imperioso fu significato, che dovevano seguire l'esempio dei deputati delle altre città;..... e insistendo i Trevisani con nuove ragioni vennero minacciati d'essere messi alla porta..... (1). — Censure gravi e ben meritate si mossero a Manin, il quale, allo scopo di escludere dal Governo della repubblica i rappresentanti delle provincie, ebbero chiamati a parlamento, allora che tutti i Ministri sedevano in quello; improvvido consiglio, che gettò la discordia tra Venezia e le provincie della terraferma. Fu di quei giorni che il console di Sardegna significò a Manin, avere Carlo Alberto riconosciuto la repubblica; e allo intento di stringere più intimamente l'amicizia, che già esistette tra i due Stati, avere deputato rappresentante suo in Venezia il signor Lazzaro Rebizzo e posto agli ordini della repubblica il generale Alberto Lamarmora, il quale giugneva in Venezia il 14 aprile. — Alla notizia della invasione austriaca del Friuli tutte le Venezie grandemente si commossero. Udine, prima ad essere minacciata dai nimici, chiese al Governo di San Marco aiuti pronti ed efficaci; il quale, per sè e per le terre della repubblica, si volse a Durando e a Carlo Alberto; e il Re risposegli comandando al generale supremo de' Pontifici — allora con sua divisione campeggiante Ostiglia — di soccorrere sollecitamente il Friuli invaso. Durando spediva quindi due

(1) *Documenti della guerra santa*, fasc. VIII, cart. 149; Capolago, 1850.

battaglioni di granatieri e due di cacciatori a Treviso, che Lamarmora mandava sul Piave a contrastarne il passo a Nugent; e il 27 aprile, levato il campo d'Ostiglia, con la rimanente parte della sua divisione in tre alloggiamenti recavasi a Treviso. E vi giugneva allora che Nugent, rifatto il ponte sul Tagliamento — stato distrutto col fuoco dai sollevati — e valico il fiume, appressavasi a Pordenone; la destra dell'esercito appoggiata alle ultime appendici dei monti bellunesi, la sinistra al Limene, presso Portogruaro, l'avanguardia a Sacile, su la Livenza; e i legni a remi, che Nugent aveva fatto apparecchiare in Trieste, costeggiando l'Adriatico avevano seguito l'avanzarsi dell'esercito di riscossa; giunti dinnanzi a Caorle, gettavano l'ancore. — In questo mezzo il generale Ferrari con la seconda divisione andavasi avvicinando al Po. In Bologna erano venuti a lui i Commissari veneti per sollecitare gli aiuti delle sue armi, e in quella città pur riceveva lettera da Lamarmora che lo invitava ad accelerare il suo giugnere nel Friuli, *per impedire il riunirsi di Nugent a Radetzky, e liberare in tal modo quella provincia dall'invasione nimica e appoggiare l'esercito italiano combattente sotto Verona.* Ottenuto dal generale Durando un sussidio di tre battaglioni di vecchi soldati, che dovevano dare alle sue giovani milizie fermezza e forza, Ferrari il 25 aprile all'Aldobrandini, Ministro sopra la guerra in Roma, scriveva così: = *Appena riunita la sua divisione passerebbe il Po; pregarlo di ricordarsi dei bisogni de' suoi soldati, cui mancavano vestimenti, munizioni e armi.* = E il 28 di quel mese il Ministro rispondevagli: = *Raccomandargli di rendere più perfetta la militare disciplina ne' soldati; in quanto ai vestimenti, li manderebbe compiti che fossero; spedirebbe munizioni e schtoppi al generale Durando, al quale potrebbe rivolgersi per li bisogni suoi; in fine, fargli conoscere ordinarsi allora dal Governo del Pontefice un esercito, la riscossa di quello uscito già alla guerra.* = Il primo maggio Ferrari

trovavasi con tutta la sua divisione in Ferrara. Siccome allo scoppiare della sollevazione del marzo il luogotenente colonnello Kuen erasi chiuso co' suoi Austriaci entro la cittadella minacciando di fulminare la terra con le artiglierie se i cittadini l'assaltassero o facessero oltraggi ai soldati, così il generale pontificio — cui non sarebbe stata impresa difficile recarsi in mano la cittadella e il suo presidio — non la tentò per non dare pretesto a Kuen di mandar Ferrara a rovina (1). Valicato il Po, per Rovigo e Padova Ferrari recavasi a Treviso, chiamatovi da Durando; il quale, fatta deliberazione di difendere la Piave e venuto a Montebelluna, raccoglieva per tale impresa tutte sue genti. Avvertito che gli Austriaci dal loro campo di Conegliano accennavano a forzare i passi dell'alta Piave (2), spediva il capitano Quintini a Belluno e a Feltre a incoraggiarne gli abitanti a resistere agli assalti nimici sino al giugnere degli aiuti, ch'egli prometteva mandar loro sollecitamente. In fatto, Nugent, che il 3 maggio campeggiava Conegliano e teneva Susigana con l'avanguardia, non volendo passare la Piave senza aver prima assicurata la destra dell'esercito col possesso di Belluno, inviava due schiere di fanti — ciascuna di quattro compagnie — e mezza batteria di razzi da guerra, a breve distanza seguite dal generale Culoz con due battaglioni, ad assaltare quella terra; la quale dopo breve resistenza s'arrese a discrezione: lo che accadde il 5 maggio. — Era allora arrivato di Francia il generale Antonini con una legione di *volontari* italiani, e alla quale eransi aggiunti alcuni Polacchi e Francesi e molti Lombardi. Ferrari, saputa nel mattino del 6 maggio la dedizione di Belluno, a impedire che gli Austriaci per la via

(1) Ricordo qui, che l'Austria, in virtù dell'articolo 108 del trattato di Vienna del 1815, aveva il diritto di presidiare di sue armi la cittadella di Ferrara.

(2) La bassa Piave era custodita dal generale Lamarmora.

di Primolano entrarono in Valsugana e quindi per Levico e Trento scendessero a Verona, invitava Antonini a correre con la sua legione — forte di seicento uomini — a Primolano per chiudere quel passo ai nimici, mentre Durando, il quale aveva pure avvertito tanto pericolo, a togliere che Feltre avesse a patire il danno di Belluno, la mattina del 7 procedeva verso Feltre, dando nel medesimo tempo avviso del suo avanzarsi a Ferrari, che allora veniva con sue genti a Montebelluna, allo scopo di spalleggiare, se la bisogna il richiedesse, le armi di Durando. Il quale poi, informato in Quero, che gli Austriaci capitanati da Culoz, dopo essersi insignoriti senza contrasto di Feltre, *presentavansi in forza allo sbocco della valle, forse per celare il loro movimento verso Bassano* (1), retrocedette a Pederoba; ove pose il campo per dare riposo ai soldati e prendere il giorno appresso la via di Bassano, che sperava di occupare innanzi il giugnere dei nimici; e così fu. Da Bassano mandò poscia sollecitamente il colonnello Casanova con dugencinquanta carabinieri e un battaglione di Svizzeri ai passi di Primolano, minacciati dagli imperiali, già combattenti coi terrazzani. Nugent, quand' ebbesi in mano Belluno, rinunziò a tentare il passo della Piave; ardua impresa per lui, avvegnachè i suoi ponti militari giugnessero appena alla metà del fiume. Afforzata l'avanguardia, guidata da Schulzig, di tre battaglioni capitanati dal generale Edmondo Schwarzenberg, e fidato il comando delle schiere riunite al luogo tenente maresciallo Schaffgotsche col carico di tenersi in possesso di Susigana, Nugent, allo scopo di deludere la vigilanza del nimico e ingannarlo intorno i suoi disegni, il 7 maggio portavasi a Belluno. Mandava poscia Culoz a Feltre e Felice Schwarzenberg a Capo di Ponte, le cui ascolte due volte ebbero a badaluc-

(1) Lettera del generale Durando al generale Ferrari, del 7 maggio 1848 da Pederoba.

care presso Longarone con gli audaci montanari del Cadore, scesi dai loro monti per molestare ai fianchi e alle spalle gli Austriaci. — Welden, ad appoggiare l'avanzarsi di Nugent nelle provincie venete e ad assicurargli la destra dell'esercito da insulto nimico, in sul cadere d'aprile aveva spedito dal Tirolo grossa schiera di sue genti a impossessarsi delle valli della Brenta e del Piave. Ma i Cadorini, levatisi in su l'arme, con l'aiuto d'una compagnia di Bellunesi, il primo maggio affrontavano gli imperiali; che, vinti e disfatti, dovettero indietreggiare e ripararsi in Acquabona, per non più rinnovare l'impresa. — Ferrari, il quale, nella notte del 7 all'8 maggio, ito al generale Durando in Pederoba per deliberare sopra le faccende della guerra, aveva con esso discusso e risoluto di venire alle offese, poco dopo il suo ritorno a Montebelluna dalle ascolte del suo campo gridavasi all'armi per lo avvicinarsi del nimico; e le armi subitamente furono prese; e il generale, lasciata a difendere quella terra la prima legione romana con una picciola squadra di cavalli e tre cannoni, col rimanente della sua divisione andò incontro agli Austriaci. Scarse erano le sue forze, però che avesse solamente con seco le *guardie cittadine* e i *volontari*; ma in lui e nei suoi soldati grande era l'ardimento, grande il coraggio. Preceduto da uno squadrone di cavalli e da mezza batteria di artiglierie, il generale avanzossi su la via di Feltre alla testa della seconda legione romana, del secondo battaglione della terza, del battaglione de' bersaglieri, di tre cannoni e di quaranta uomini d'arme a cavallo; ultimo, uno squadrone di dragoni. Arrivato a Cornuda alle cinque e mezza pomeridiane vi trovava i bersaglieri del Po, i *volontari* bellunesi e lo squadrone di cacciatori a cavallo, i quali, assaliti in Onigo da preponderanti forze nimiche — era tutta la brigata Culoz — avevano dovuto indietreggiare. Il generale ordinò allora le sue battaglie presso i poggi di Cornuda; collocò su quelle di destra la compagnia dei bersaglieri del Po, comandata da Mosti; su quelle di sinistra,

la Bellunese; due compagnie della seconda legione romana, su la via di Feltre; e presso Cornuda, la restante parte delle sue soldatesche dietro siepi e fossi. Al cadere del giorno l'avanguardia austriaca affrontava i Pontifici; ma dopo un'ora di combattimento, essendo calata la notte, suonava a raccolta e ritraevasi dalla pugna; e Ferrari, ridottosi con sue genti presso Cornuda, poneva il campo, circondandosi di forti ascolte per guarentirsi da sorpresa nimica. Nella notte mandò due volte per aiuti a Durando, che trovavasi in Bassano. All'albeggiare del 9 maggio le battaglie pontificie erano già attelate ai loro posti, erano già pronte a combattere; e la pugna ebbe cominciamento alle cinque del mattino. Tre ore dopo Ferrari riceveva lettera da Durando, con la quale facevagli noto portarsi egli a Crespano, su la sinistra delle sue battaglie; e tre ore dopo con altra lettera confermavagli il suo avvicinarsi a quella terra; in fine, poco oltre il mezzogiorno Ferrari riceveva una terza lettera, nella quale stava scritto: « Crespano, 9 maggio 1848. Generale, vengo correndo; Durando. » Ma dopo lunghe ore di angoscioso attendere, disperando di ricevere i soccorsi istantemente richiesti e tre volte promessi, in su le quattro del pomeriggio si raccolse dinanzi a Cornuda; alle cinque cominciò la ritirata, ad appoggiare la quale avanzossi da Montebelluna un battaglione della prima legione romana. Era tempo; avvegnachè i nimici si fossero di nuove schiere afforzati, e Felice Schwarzenberg minacciasse con la sua brigata di sopravanzarlo alla destra; per la quale cosa le sue genti, che avevano vegliato buona parte della notte e combattuto tutta la giornata contra forze soverchianti dimolto per numero e potenza di armi senza perdere del campo, stanche e scoraggiate per li mancati aiuti, non avrebbero potuto più sostenersi. Il valore da esse mostrato nella pugna fu sì ammirabile, che gli Austriaci non osarono rincalzarle: onde nella ritirata non patirono molestia veruna. I Pontifici — cui il Ferrari per incoraggiarli a resistere aveva più volte, durante il

combattimento, assicurati degli aiuti di Durando — cominciarono allora a mormorare dei generali loro; il dubbio doloroso d'un *tradimento* o di un *inganno* profondamente li turbò, li commosse. Molti *volontari*, non reputandosi sicuri in Montebelluna, proseguirono la ritirata sino a Treviso; ciò che costrinse Ferrari a lasciare quella terra e ridursi nella notte stessa con tutte le sue genti in Treviso. Prima di mettersi per via scrisse così a Durando: « Generale; mi aspettava di essere da voi soccorso, dappoichè dalla vostra lettera in risposta alla mia, che avete ricevuta alle quattro dopo mezzanotte, tutto mi faceva sperare che avreste dovuto venire al più tardi dopo mezzogiorno. Infatti l'inimico ha cercato di forzare la mia posizione, egli era numeroso; nondimeno ho sostenuto un assalto di viva forza fino alle quattro dopo mezzogiorno senza perdere un palmo di terreno; ma non vedendovi giugnere, e ignorando il perchè, ho dovuto decidermi di ritirarmi sopra Montebelluna. Qualunque possano essere i vostri motivi, agli occhi degli uomini militari non potranno scusarsi, dappoichè riceveste la mia alle quattro dopo mezzanotte e per venire al soccorso della mia divisione non avevate che quattordici miglia a percorrere. Io partirò questa notte con la mia divisione e colà attenderò le vostre istruzioni. » — Del combattimento di Cornuda Ferrari informò pure il generale Guidotti, che trovavasi a Breda, consigliandolo a ritrarsi con la sua brigata, ove reputasse più conveniente, sempre che non gli fosse possibile difendere le posture occupate; e scrisse da ultimo al colonnello Gallieno, chiamandolo a sè in Treviso. Il generale Durando, il quale da Crespano erasi diretto a Pederoba allo scopo di cogliere alle spalle il nimico a Cornuda, ricevuta in Rovero la notizia, che grosse forze austriache minacciavano Primolano e le genti che vi stavano a presidio, e d'altra parte essendogli stato riferito da' suoi esploratori, avere gli imperiali indietreggiato da Cornuda, rifece la via per correre in aiuto del colonnello Casanova. Se non

che, avvertito da questi — ito a lui in Bassano — nessun pericolo soprastare a Primolano, sibbene correrlo la divisione stata respinta da Cornuda, Durando scriveva a Ferrari, che si sforzasse a tenere Montebelluna sino al suo arrivo, per riprendere poscia insieme le offese. Ma allora che cammin facendo gli venne saputo il ridursi di Ferrari in Treviso, recossi a Castelfranco; da dove poteva, in breve ora, portarsi su la destra del Brenta e mettersi sopra buona postura a cavaliere della via di Vicenza.

In quel mezzo due schiere d'Austriaci muovevano contra Treviso; la prima — avanguardia di Nugent — aveva, sotto il comando di Culoz, fatta la giornata a Cornuda; l'altra era la divisione di Schaffgotsche; la quale, restaurato il ponte della Priula sul Piave mentre combattevasi a Cornuda e valicato al domani il fiume, portavasi allora a Visnadello. Appena giunto in Treviso Ferrari comandava al generale Guidotti — che alla notizia della ritirata dei Pontifici da Cornuda aveva precipitosamente lasciata la Piave — tornasse al fiume per contrastarne il passo ai nimici; ma la maggior parte dei soldati niegando partire, il Piave rimase senza presidio: onde fu facile al nimico di superarlo. Nello avvertire di ciò il generale Durando, Ferrari proponevagli di lasciare in Treviso quanta gente bastasse a difenderla e con la restante parte de' suoi soldati occupare Mogliano e Mestre; in tal modo raggiungerebbsi il doppio intento, di provvedere efficacemente alla sicurezza di Venezia e di concedere a lui, comandante supremo dei Pontifici, piena e intiera libertà di operare con la sua divisione ciò che stimasse più conveniente alla difesa delle provincie. — Poco dopo il mezzogiorno dell'11 maggio il generale Ferrari, a respingere il nimico, che da Visnadello inoltravasi verso Treviso, mosseglì incontro con due battaglioni di fanti leggeri, due di granatieri, due squadroni di cavalli con tre artiglierie e alcune bande di *volontari*. A due miglia dalla città fuggava le prime guardie

degli imperiali; ma appena azzuffatosi col grosso delle loro forze alle Castrette, i Pontifici, presi da timor panico, fuggirono disordinatamente, lasciando un cannone in mano al nimico, cui non sarebbe stato difficile entrare in quel giorno in Treviso, se avesse vivamente rincalzato i fuggitivi. « La voce de' miei ufficiali, scrisse allora il generale Ferrari al Ministro sopra le armi in Roma, il mio esempio di far fronte al nimico... non giovarono ad arrestare questa gente, che si ridusse a Treviso in uno stato compassionevole. » Senza por tempo in mezzo feco i preparamenti per la partenza. Fidato il comando della città al colonnello Lante di Montefeltro e lasciato a presidiarla tremilaseicento uomini di milizia regolare e di *volontari*, al dimani, il 12 maggio, col rimanente delle sue soldatesche camminò verso Mestre; e di poi, allo scopo di riordinare le legioni e rinnovarne la disciplina militare, alquanto allentata, si ridusse con quelle e coi bersaglieri a Venezia, lasciando a guardia di Mestre il battaglione d'Ancona e quel di Zambecari — che insieme contavano da mille e cento uomini — e alcune bande di *volontari*. Savio disegno, che non fu possibile mandare a effetto, non volendo i legionari più oltre militare, specie que' della seconda legione; onde il generale ordinò ai loro comandanti di tornare a Mestre, nella speranza che trovandosi esse in compagnia dei reggimenti bene ordinati di Durando — che dovea colà recarsi — sarebbero tornate all'usata obbedienza. La prima e la terza riederono a Mestre, ma la seconda legione, già quasi disfatta, rimase in Venezia. — Durando — che da Bassano, valico il Brenta, era sceso a Piazzola — sollecitato ad accorrere in aiuto di Treviso, deliberò di recarsi a Mogliano, terra posta a metà del cammino di Mestre a quella città; della quale sua deliberazione informava il Ferrari. Questi, avvertito dal colonnello Casanova, che il generale sarebbe giunto il 15 a Mirano, qui recossi da Venezia, e fu con esso lui il 16 in Mestre per istudiare in comune accordo i provvedimenti che valessero a migliorare

gli ordini nelle legioni e a ricondurvi la militare disciplina (1). Nelle ore pomeridiane del 17 maggio Durando, per consiglio di Carlo Pepoli, venuto a lui commissario straordinario del Pontefice, spediva Ferrari al generale Pepe, di quei giorni in Bologna, a pregarlo di passare sollecito il Po con l'esercito napolitano, per aiutarlo a respingere Nugent al di là dell'Isonzo. Il quale, dopo il combattimento di Cornuda riunita buona parte delle sue genti a Visnadello, il 12 aveva mandato buon polso di soldatesche sin presso Treviso. Tre volte il presidio uscì dalla città ad assalire i nimici e tre volte vittoriosamente li respinse; in una delle quali uscite il generale Guidotti, che aveva rifiutato il comando supremo in Treviso, fu morto combattendo da soldato in mezzo ai bersaglieri. Due giorni appresso Nugent fece la chiamata della città, promettendo agli abitanti, se subito gli s'arrendessero, salvi gli averi e la vita; e al presidio, tutti gli onori della guerra; nel medesimo tempo significò al comandante dell'armi pontificie che, se negassegli pronta sommissione, al mezzogiorno del dimani tornerebbe agli assalti; e il colonnello Lante a lui: = Nulla importargli se al dimani lo assalisse; nulla, se subito venisse alle offese; sè essere pronto a riceverlo. = Risposta degna d'un soldato vecchio e provato.

Di quei giorni il maresciallo Radetzky aveva scritto a Nugent che, assicuratasi da prima con buone forze l'alta

(1) Il generale Ferrari, viste le condizioni in cui trovavansi i suoi soldati, le guardie civiche e i volontari, proponeva di comporre momentaneamente con essi una forte divisione e metterla poscia a contatto con la brigata estera, che ne avrebbe rilevato lo spirito... Credeva prudente nello interesse dello Stato e della causa per la quale combattevasi che ciò si mandasse quel giorno stesso (il 16 maggio) a effetto, a fine di evitare delle interpretazioni, che potrebbero trascinare seco conseguenze poco favorevoli.

Lettera del generale Ferrari al generale Durando, scritta in Mestre il 16 maggio 1848.

valle della Piave, col rimanente dell'esercito suo sollecitamente e per la via più breve si recasse in su l'Adige, essendo omai giunta l'ora d'uscire alla campagna contra Carlo Alberto. Dopo aver chiamato il luogotenente maresciallo Stürmer — allora a Gorizia con cinque battaglioni di fanti — a presidiare la testa di ponte in quel mezzo costrutta alla Priula sul Piave, Nugent, riuniti a consulta di guerra i suoi generali, metteva loro innanzi due proposte a discutere: l'impresa del Veneto prima di recarsi su l'Adige — già ne' disegni suoi — o la congiunzione immediata con Radetzky. I generali avendo unanimemente sentenziato in favore di quest'ultima, fidata la guardia dell'alto Piave al colonnello Stillfried, che trovavasi nel Bellunese con otto compagnie di fanti, Nugent preparossi a levare il campo di Visnadello (1) e a muovere verso Verona; ma infermatosi, cedette il comando dell'esercito — che contava diciannove mila uomini — al luogotenente maresciallo Thurn; il quale, appena arrivato a Castelfranco — e fu nel mattino del 19 maggio — spedì il maggiore Münchhausen con due squadroni di cavalli e due artiglierie a occupare il ponte di Fontaniva su la Brenta. Intanto le due compagnie di fanti austriaci e lo squadrone di cavalli, lasciati davanti a Treviso allo intento di celare ai Pontifici la partenza dell'esercito, il 20 portavansi al ponte della Priula, ove univansi ai battaglioni di Stürmer. Il generale Durando, tosto che seppe essersi il nimico tolto giù dall'impresa di Treviso e incamminato verso la Brenta, da Mogliano venne speditamente a Mestre, e per la via ferrata a Padova, indi a Vicenza, che nel mattino del 21 maggio occupò con tutta la sua divisione, congiungendosi a questa le legioni d'Antonini e di Gallieno, già accorse:

(1) Nugent aveva lasciato dinnanzi a Palmanova duemila cinquecento uomini; dinnanzi a Osoppo, un battaglione di fanti e uno squadrone di cavalli; e in Udine, due compagnie di fanti.

da Venezia a difendere quella terra contra gli Austriaci, cui molto importava il possesso. Thurn, giunto il dì innanzi a Lisiera, a breve ora da Vicenza, aveva in su la sera fatto assaltare questa città dall'avanguardia guidata da Felice Schwarzenberg, che veniva dai difensori con picciolo sforzo respinta. Gli imperiali, bene indovinando che vana impresa sarebbe stata ritentare nuovi assalti, lasciata Vicenza a sinistra e costeggiando il monte della Crocetta, per Creazzo scesero nella notte su la grande via di Verona, e venuti a Tavernelle posero il campo; la loro mossa di fianco era stata protetta dalla brigata Schulzig, traendo con le artiglierie contra la città, che ebbe alcune case incendiate. Poco dopo il mezzogiorno del 21 il generale Antonini, veggendo presso l'Olmo un immenso traino di viveri e una mandria di dugento buoi, a toglier quella preda ai nimici uscì di Vicenza con la sua legione e alcune bande di volontari; ma al suo primo assalire fulminato dalle artiglierie della retroguardia, che traevano furiosamente a scaglia, fu costretto a retrocedere; nella quale fazione ebbe a compagni Daniele Manin e Niccolò Tommaseo; i quali, alla notizia del pericolo soprastante a Vicenza, eranvi accorsi da Venezia con aiuto di genti. Tra i feriti di quel giorno fu il generale Antonini, cui la scaglia di un obice fece perdere il braccio destro. — Il 22 maggio Thurn proseguì il cammino alla volta di Verona non molestato dal nimico, che tennesi pago di conservarsi in possesso di Vicenza; ma giunto a San Bonifacio — ove trovavansi le prime guardie del campo austriaco — ricevette ordine da Radetzky di ritentare l'impresa di Vicenza, per la quale munivolo di grosse artiglierie e concedevagli due o tre giorni di tempo. E il tempo per lui era preziosissimo; avvegnachè, se con la signoria di quella terra ei potesse con maggiore sicurezza correre la contrada, che si distende tra l'Adige e il Bacchiglione, per provvedersi di vettovaglie, non di minor valore fosse il bisogno di quell'esercito, che doveva metterlo in istato di prendere le of-

fese, innanzi che il nimico si afforzasse delle nuove leve ordinate nelle provincie del regno e delle milizie che il Governo di Lombardia andava allora raccogliendo. Thurn, lasciati gli impedimenti a San Bonifacio sotto buona scorta di soldati, a fine d'essere nel camminare più spedito e nei movimenti suoi in faccia al nimico più pronto, nella notte del 23 rifatta la via giugneva presso Vicenza. A mezzanotte le sue artiglierie presero a fulminare la città; ma il trarre di esse riuscendo inefficace, dopo due ore cessò per ricominciare all'albeggiare del nuovo giorno. La brigata Supplicatz assaltò allora Vicenza di fronte; quella di Schulzig, a sinistra di essa; due battaglioni di fanti e due compagnie di cacciatori tirolesi, guidati dal colonnello Thurn, assaltarono la forte postura di monte Berico, su la quale stava a difesa un battaglione di Svizzeri e la batteria d'artiglierie svizzere, del capitano Lentulus; la brigata di Felice Schwarzenberg tennesi alla riscossa. Supplicatz e Schulzig ottennero qualche vantaggio; insignoritisì del sobborgo di San Felice, poterono spingersi sin presso la porta della città; ma l'assalto al monte Berico essendo compiutamente fallito, non ostante gli sforzi del colonnello Thurn che lo dirigeva, il comandante supremo dovette rinunciare all'impresa. Lievissime furono le perdite dei difensori; assai gravi quelle degli assalitori, i quali lasciarono sul terreno morti o feriti, o prigionieri del nimico due mila uomini all'incirca. I Pontifici cancellarono a Vicenza la vergogna della fuga alle Castrette di Treviso; tutti poi combatterono con valore ed entusiasmo degni della causa, per la cui difesa avevano impugnato le armi; ma sopra modo a lodarsi fu l'abilità del capitano Lentulus e il coraggio de' suoi artiglieri. Thurn, consumato il tempo accordatogli dal maresciallo per fare l'impresa di Vicenza, volse di nuovo i suoi passi all'Adige con l'esercito assottigliato dimolto; il quale, valicato il 16 aprile l'Isonzo e superata la frontiera veneta, il 25 maggio congiungevasi in Verona con quello di Radetzky. — Durando, saviamente

prevedendo che gli Austriaci tosto o tardi tornerebbero con maggiori forze all'assalto; e convinto, che il mantenersi in signoria di Vicenza sommamente giovava all'esercito italiano e alle sue militari operazioni su l'Adige — dal buon esito delle quali l'esito della guerra dipendeva — volse sue cure ad accrescere le difese della terra; ne fortificava le porte; compiva l'asserragliamento delle vie; ordinava opere fortificatorie sui monti Berici; al Re e a Venezia chiedeva artiglierie e munizioni; rinnovava la disciplina militare nelle milizie e studiavasi di perfezionarne gli ordini. — Mentre tali fatti accadevano sul Piave, su la Brenta e sul Bacchiglione, Palmanova respingeva gli assalti del nimico assediato; Udine levavasi a romore contra il presidio, il quale dal castello fulminava co' suoi cannoni il popolo tumultuante; i montanari del Cadore ributtavano dalle loro valli gli Austriaci invaditori, facendo toccar loro perdite considerevoli; in fine, l'armata sarda, la napoletana e i legni della repubblica veneta drizzavano le antenne verso Trieste, nel cui porto erasi rifugiata l'armata austriaca (1).

I movimenti e lo avanzarsi di Nugent nelle provincie venete furono oltre ogni credere *lenti*, e, diremo anche, oltremodo *prudenti*. Egli avrebbe presto raggiunto l'*obbiettivo* suo, cioè il congiungimento dell'esercito suo con quello di Radetzky in Verona, se con le armi da lui capitanate, superiori dimolto per numero, disciplina e potenza alle

(1) Il 13 maggio gli Austriaci tentavano, con grave loro danno, la fortezza di Palmanova; la flotta napoletana giugneva a Venezia il 16; la sarda, il 22; Udine levavasi a tumulto contra il presidio il 23; ottanta *volontari* veneziani, comandati da Francesco Zerman, il 24 assaltavano, in Cittadella, il quartiere degli Austriaci, facendone centosette prigionieri, e fuggando gli altri, un centinaio allo incirca. Il 14 maggio il Governo di San Marco dava il comando della sua divisione navale al contr'ammiraglio Giorgio Bua.

nimiche, avesse celermente camminato, con maggiore gagliardia, che non fece mai, ferito l'avversario, e se fosse stato più risoluto nel condurre la guerra. « La capacità e la risolutezza d'un generale, ci lasciò scritto Federico di Prussia, valgono assai più in guerra che il numero dei soldati » (1). Nugent, seguace fedelissimo dell'antico sistema austriaco di guerreggiare, non poteva far suo pro delle sanguinose lezioni date da quel gran Re ai generali dell'imperio, nè di quelle ricevute da' suoi vecchi compagni d'arme dal primo Napoleone e proprio sopra i campi sui quali allora combatteva. Nugent mancò sovente di saviezza; peccò spesso di troppa prudenza; causa di ciò, forse la sua tarda età. Avrebbe egli mai ne' suoi calcoli di guerra tenuto conto della lentezza nell'operare di Durando che stavagli di fronte? Ma se questi, raccolte sue soldatesche, si fosse celermente avanzato a sbarrargli il passaggio della Piave, allora ch'ei trovavasi in Belluno, e a impedirgli di scendere a Feltre, non sarebbe forse toccato all'esercito di Nugent danno assai grave ed anche la rovina estrema? È bensì vero che il generale austriaco avrebbe potuto risalire la Piave e tentare i passi del Cadore per unirsi a Welden nel Tirolo; ma in tal caso i Pontifici avrebbero incalzato alle spalle e sarebbe stato assalito di fronte dai montanari della Pieve, i quali aveano già respinto dalle loro terre le genti di Welden; onde Nugent o non avrebbe potuto superare la frontiera veneta, o sarebbe sceso in Tirolo senza cannoni, senza cavalli e con l'esercito stremato di forze. Pur difficili a superarsi dovevano essere per lui le strette d'Agordo e la valle dell'Avisio, per la quale si scende in val d'Adige, avendo a percorrere sentieri erti e dirupati, e difesi dai fieri alpigiani. Rifare la via d' Udine per tornare su l'Isonzo era una impresa piena di pericoli,

(1) *Opinions et Maximes de Frédéric-le-Grand, recueillies et annotées par ED. DE LA BARRE DUPARCQ; Paris, 1857.*

avvegnachè gli abitatori di quella contrada avrebbero tentato di contrastargli il passo: onde, un combattere senza posa per non lasciarsi circondare, e un vigilare continuo per non lasciarsi cogliere allo improvviso. Nugent, invaso il Friuli il 16 aprile, alcuni giorni prima che Durando valicasse il Po, avrebbe dovuto trovarsi in Verona con tutte le sue forze in sul cadere di quel mese; e così sarebbe stato di grande sussidio a Radetzky nella giornata di Santa Lucia; al contrario giunse su l'Adige tre settimane dopo e con l'esercito assottigliato! Deliberato di sommettere le Venezie innanzi di portarsi a Verona — intendimento questo ch'egli chiari nella consulta di guerra da lui convocata in Visnadello — egli avrebbe dovuto combattere sempre con tutte le sue forze le divisioni pontificie, le quali non seppero mai riunirsi. A Cornuda è la brigata Culoz che affronta le genti di Ferrari; a Treviso è la retroguardia governata da Schaffgotsche; gli Austriaci vincono i nimici, e non sanno profittare della vittoria. Il successore di Nugent, il luogotenente maresciallo Thurn, il 20 maggio fa assaltare Vicenza dalla brigata Schwarzenberg; il mattino tenta nuovamente la terra con tutte le sue forze, più di diciotto mila uomini e quaranta artiglierie; ma l'impresa fallisce per la mala direzione e la poca gagliardia degli assalti. Nugent fu *imprudente* in sua *troppa prudenza*; dai pericoli corsi ebberlo salvato non il senno o il consiglio suo, sibbene gli errori, e non furono pochi, del suo avversario. E in verità ne commise di gravissimi il generale Durando nel governo della guerra; però che, se l'obbiettivo di Nugent era il congiungere l'esercito di riscossa da lui raccolto e ordinato su l'Isonzo a quello che combatteva sul Mincio e su l'Adige, l'obbiettivo di Durando tutto consisteva nello impedire quella riunione di forze nimiche. A distogliere il generale pontificio dalla buona via fu primo Carlo Alberto; il quale, fatta deliberazione d'afforzare la destra dell'esercito suo con le divisioni romane, chiamava Durando a Ostiglia, allora che, pervenuto a Fer-

rara, stava per entrare nelle provincie della repubblica. « Ho spedito un ufficiale al quartier generale del Re, così scriveva da Ferrara il generale Durando a Ferrari il 17 aprile, a prendere per le operazioni militari le istruzioni dal re Carlo Alberto. Mi fu risposto dovere l'esercito pontificio costituire la destra dell'esercito regio, operando fra il Po, l'Adige e il Mincio d'accordo con questo. Osservai a tale ordine, che le provincie venete di Padova e di Vicenza sarebbero rimaste scoperte, se tutte le forze avessero eseguito il movimento a sinistra. Vennemmi quindi permesso di lasciare una parte delle medesime a proteggere il Padovano. » Il Re, dappoichè seppe che l'armi di Nugent perturbavano le Venezie, avrebbe dovuto inviare subito subito il generale Durando a difendere le provincie minacciate d'invasione e liberar quelle che dal nimico erano state già occupate; al contrario, con mal consiglio lo tenne molti giorni inoperoso nel campo d'Ostiglia (1). E fu solo al 25 aprile che il generale Franzini *pregollo di soccorrere con tutte le sue forze le provincie della repubblica* e mandare a Palmanova il sussidio implorato dal generale Zucchi, quando Nugent trovavasi sul Tagliamento apparecchiato a passarlo, tosto che fosse restaurato il ponte di Valvasone (2).

(1) Ecco quanto il generale Franzini scriveva il 22 aprile da Volta al generale Durando: « Sua Maestà, cui ho avuto l'onore di riferire il tenore di quanto V. S. Illma scriveami da Ferrara colla pregiata sua del 20 aprile volgente, approva pienamente le savie disposizioni da lei fatte, signor Generale, per soccorrere le provincie del Friuli, e sente con piacere che la S. V. giunga oggi in Ostiglia colle rimanenti sue forze. Sua Maestà desidera che ella, signor Generale, si fermi in Ostiglia e ivi aspetti le istruzioni che avrò l'onore di indirizzarle a seconda delle operazioni che la Maestà Sua avrà divisato di fare, affinché possa ella con le sue cooperare all'esecuzione loro. »

(2) Il 25 aprile, dal quartiere generale di Volta, Franzini scriveva così a Durando, ancora campeggiante Ostiglia:

« Il signor generale Zucchi scrive a Sua Maestà per un pronto sussidio a Palmanova di cinquecento uomini; e Sua Maestà prese in con-

La prima mossa di Durando fu rapidissima, avvegnachè in tre alloggiamenti soltanto si fosse recato da Ostiglia a Treviso; quella da Bassano a Piazzola — fatta dopo l'affronto di Ferrari a Cornuda e dopo la fuga de' Pontifici alle Castrette — fu in vero molto saggia, potendo da Piazzola portarsi a difendere il passo di Fontaniva e con celere mossa portarsi a Padova per proteggerla contro gli assalti di Nugent; onorevolissima per Durando fu la difesa di Vicenza. Ma egli poi non seppe raccogliere a tempo l'esercito suo; anzi lasciò le sue genti disperse per modo da non potersi al bisogno vicendevolmente soccorrere; mentre avrebbe dovuto con la sua divisione tenere Belluno, postura strategicamente e tatticamente importantissima, e far difendere la Piave dalle schiere di Ferrari e di Larmarmora; di Treviso nulla aveva a temere essendo da buon polso di armati munita. — Respinto da Belluno e superatasi da Nugent la Piave, Durando, con la destra appoggiandosi a Padova e con la sinistra a Bassano, poteva a lungo resistere su la Brenta: in fine poi, se dalle armi preponderanti del nimico fosse stato costretto a lasciare quel fiume, rimanevagli Vicenza, rimanevagli i colli Berici, posture quasi insuperabili se difese da tutto l'esercito pontificio, il quale diede prova luminosa di quanto valesse nel respingere gli assalti di Thurn, come sopra narrammo. Allora che Nugent trovavasi col grosso del suo esercito a Belluno, non sarebbe forse stata impresa facilissima superare la Piave presso Valdobbiadene, per cadere su la retroguardia austriaca, campeggiante Susigana sotto il comando di Schaffgotsche, e levarle la via di Belluno? —

siderazione la condizione della Venezia, e mentre mi ordina, signor Generale, di pregarla a soccorrere con tutte le sue forze le provincie della repubblica che sono minacciate, desidera pure che V. S. Ill^{ma} mandi subitamente a Palmanova il chiesto sussidio, o in quella direzione. » Ricordiamo qui, che in quella fortezza trovavasi già una compagnia di artiglieri sardi.

Poco appresso, alla metà di maggio, Durando e Ferrari raccoglievano le loro legioni nei dintorni di Mogliano e Mestre per difendere Venezia, che il nimico non pensava punto ad assaltare; della quale mossa informato Nugent, quando stava in Visnadello, senza por tempo in mezzo toglievasi giù dall'impresa di Treviso e nel silenzio della notte del 18 maggio, levato il campo, correva alla Brenta, sorprende e impadronivasi del ponte di Fontaniva, di poi tentava Vicenza. E Durando? Egli perdeva cinque giorni interi nello spiare gli andamenti degli Austriaci e in cercare d'indovinarne i disegni!..... Allora come sempre egli lasciò all'avversario il vantaggio di venire primo alle offese, dimentico del gran principio di guerra, che *colui il quale aspetta il nimico, è battuto su qualche parte delle sue battaglie prima ancora d'essere avvertito dell'assalto* (1).

Dopo la partenza delle milizie stanziali e delle legioni per l'impresa dell'indipendenza nazionale, Roma aveva ripreso il suo aspetto tranquillo e sereno; serenità e quiete però che dovevano di lì a non molto venire nuovamente sconvolte. — Il 5 aprile il generale Durando aveva pubblicato in Bologna un manifesto ai soldati, nel quale, lodato il Sommo Pontefice d'aver benedetto alle armi unite della Chiesa e della Sardegna, chiamava quelli a guerra contra l'Austria, che alla croce di Cristo aveva già mossa; chiamavali altresì a punire i profanatori dei templi, gli ucciditori dei fratelli lombardi; invitavali a portare sul petto la croce, per la quale vincerebbero i nimici d'Italia; *Dio lo vuole*, questo doveva essere il loro grido di guerra. — Le parole di Durando, in verità piene d'amor patrio e di rispetto alla religione, turbarono l'animo del timido Pontefice, che voleva andassero sue genti a custodire il confine dello Stato, non a guerreggiare l'imperio. Il Governo

(1) JOMINI, *Traité des grandes opérations militaires*; vol. III, cart. 345.

di Vienna, cui era nota la debolezza di Pio IX, erasi volto per aiuti ai Vescovi cattolici della Germania, i quali allora protestarono veementemente contra l'ingiustizia di quella guerra, e ardirono persino di minacciare uno scisma, di separarsi dalla Santa Sede, se dal Vaticano non venisse apertamente scomunicata (1). E i Gesuiti — che papa Clemente XIV, del quale non saprei dire se sieno più da lodarsi le cristiane virtù o la sapienza nel governo della Chiesa, aveva condannato per liberare questa dagli scandali di cui avevanla ripiena (2) — soffiavano allora più che mai nel fuoco della discordia. Con le subdole arti di lor fina politica, che un tempo avevali condotti a signoreggiare nelle Corti dei maggiori principi d'Europa, diventarono oltrapossenti in Vaticano; e col far nascere gli scrupoli del guerreggiare nella coscienza timorosa del Pontefice, riescirono a padroneggiarne allora e di poi la volontà, e servironsi della religione per risalire a quella potenza, di cui erano stati cupidissimi sempre. Frutto di mira sì mondana e sì bassa fu lo appannarsi della luce fulgidissima, di cui Pio IX, al suo avvenimento alla sedia di Pietro, aveva fatto risplendere il Papato. — Il 29 aprile, in mezzo ai cardinali raccolti in solenne assemblea, il Sommo Pontefice pronunciò concistoriale allocuzione. Nel ricordare il perdono concesso a coloro che un giorno avevano mancato

(1) La *minaccia* fatta al Pontefice d'allontanarsi dalla Chiesa di Roma, se non disdicesse quella guerra, prova la poca religione dei Vescovi cattolici della Germania; i quali sarebbersi tolti alla obbedienza del capo supremo della loro Chiesa, s'egli avesse negato di soddisfare alla domanda messagli innanzi, e che riferivasi ad affare tutto mondano; e quella minaccia prova vie più la incompatibilità dei due poteri, spirituale e temporale, in una istessa persona.

(2) *Sint ut sunt, aut non sint*, così rispondevano i Gesuiti superamente e irreligiosamente, come scrisse Cesare Balbo, allo invito di riformare la loro società. — Clemente XIV — della famiglia Ganganelli — diede, il 21 luglio 1773, il breve d'abolizione della compagnia ignaziana.

di fedeltà al suo Governo, le riforme introdotte nell'amministrazione della cosa pubblica, le liberali istituzioni, la nuova forma data al reggimento dello Stato quale chiedevanla le mutate condizioni d'Europa, i molti benefici compartiti ai sudditi dal cominciamento del suo principato a quei giorni, allontanava da sè ogni partecipazione alla guerra, che allora combattevasi sul Mincio e su l'Adige, amando egli d'eguale amore tutti i popoli e tutti i paesi; in oltre, affermava d'aver spedito l'esercito a Bologna e a Ferrara soltanto per difendere l'integrità e la sicurezza degli Stati della Chiesa, non contra l'imperio; in fine, respingeva i consigli di chi avrebbero voluto capo della confederazione italiana, da lui chiamata *nuova repubblica di tutti i popoli d'Italia*. — Pio IX, che poco tempo innanzi avea proferito le virtuose parole: *bastare a lui di far salva la religione*, in quella allocuzione nulla disse della indipendenza e libertà della patria; le quali, da lui stesso santificate, dovevano tra non molto venire oppresse dall'armi straniere chiamate dal Vaticano alla iniqua impresa! Nel concistorio parlò dello Stato come di cosa propria, e gli interessi di questo scerverò da quelli della nazione: i partigiani dell'Austria e i nimici dell'Italia avevano vinta la coscienza paurosa del Pontefice. — Appena conobbesi in Roma l'allocuzione di Pio IX, i cittadini si mossero a romore; e se l'illustre esule pesarese, caro al popolo per l'onestà del carattere e per lo ingegno preclarissimo, non avesse con la parola sua eloquente calmato i tumultuanti e costretti a porre giù le ire e i sentimenti di vendetta, che fortemente agitavanli, la città sarebbesi riempita di guai! E i Ministri — cui presiedeva il cardinale Antonelli — non approvando l'allocuzione concistoriale, nè potendo trovar modo di condurre il Sommo Pontefice a conciliazione dignitosa col popolo suo — causa la doppia autorità di *sacerdote e di principe* che stava in Pio IX — fecero rinunzia al loro officio. Allora il Papa, fatto venire a sè il conte Terenzio Mamiani, pregavalo di cercare nuovi

Ministri e di presiederli; e Mamiani, accettato quell'onorevole incarico, chiamava a compagni nel reggimento della cosa pubblica il conte Marchetti, gli avvocati de Rossi, Galetti e Lunati, il principe Doria Pamphili, il duca di Rignano; e il nuovo Governo, insediatosi il 4 maggio, ebbe dal suo presidente nome e direzione. Dissipata la tempesta, la quale aveva turbata la pace della metropoli del mondo cristiano e scoperte le perfide trame dei nimici d'Italia e della sua libertà, tornarono i giorni lieti per Roma; ma non tornò più nel popolo in tutta sua pienezza la fede che un giorno aveva riposto nel Sommo Pontefice. — Pio IX, il quale, alle parole di *concordia, di rinnovamento civile e di indipendenza patria* pronunciate al suo salire alla sedia di Pietro, aveva veduto stringerglisi intorno tutti i popoli della penisola, correre alla guerra con la effigie sua sul petto, e nel caldo della mischia invocare il suo nome, disertò dalla bandiera da lui stesso innalzata: onde allora andò perduta la principale forza morale della causa nazionale, *ch'egli non aveva mai inteso* — e queste son sue parole — *di condannare*. Disse di aborrire la guerra, che combattevasi per quella libertà, di cui Cristo era stato primo a bandirla in su la terra; in fine, abbandonò un popolo, il quale, stanco delle oppressioni e tirannie patite per tanti e tanti secoli, erasi levato in armi come un sol uomo per redimere la patria dal servaggio straniero (1). Ma-

(1) « In mezzo a questi tumulti alcuni cardinali e alcuni gesuiti con falsi passaporti tentarono scapparsela; ma loro non fu possibile, perchè e gli uni e gli altri vennero scoperti dal popolo: furono rimandati i primi, ma si arrestarono i secondi: ben si vedeva che una mano segreta aveva aggirato il Papa e operava in questo subbuglio appoggiandosi alla ribaldaglia, della quale alcuni corsero alle carceri per disarmare le sentinelle cittadine; la quale cosa non poterono i tristi ottenere, perchè accorsero cencinquanta uomini di milizia cittadina a rinforzare quel corpo di guardia e i mariuoli fuggirono, lasciandone però parecchi nelle mani dei *civici*, i quali li posero in buona custodia, insieme ad un cotal Neri, direttore in capo delle carceri nuove, contra il quale già

miani, tosto ch'ebbe preso le redini del Governo, primamente decretava, si ordinasse un esercito di riscossa di sei mila soldati, il quale, alla bisogna, dovesse afforzare quello che, duce il generale Durando, guerreggiava nelle provincie venete; poscia licenziava dalla Corte pontificia l'ambasciatore austriaco, il conte Lutzow; e faceva da Pio IX deputare Luigi Carlo Farini al campo di Carlo Alberto, per offrire al Re *la sua mediazione come principe di pace, nel senso sempre di stabilire la naturalità italiana* (1); in oltre, spediva monsignor Morichini all'Imperatore d'Austria, di quei giorni in Innsbruck, cui anche scriveva esortandolo *a far cessare le sue armi da una guerra che traeva con sè funesta serie di calamità*; e il Monarca austriaco mandava il prelado romano a Vienna per trattare di pace coi Ministri suoi; tentativo saggio e onesto, cui non sortì risultamento felice.

In quel mezzo giugnava in Roma Vincenzo Gioberti, il quale, dopo aver più volte parlato col Pontefice delle faccende d'Italia, agli amici che interrogavano intorno alla mente e ai disegni di lui, rispondeva: = Stessero di buon

da gran tempo erasi levata la voce del popolo. Imprigionossi anche il custode della casa di pena alle Terme, accusato di tradimento per aver tentato di aiutare la fuga de' condannati commessi alla sua vigilanza. »

PIER LUIGI DONINI, *Commentari della Rivoluzione Italiana*, cart. 119; Torino, 1848.

(1) Nella lettera scritta il 12 maggio dal cardinale Antonelli a Farini sono a notarsi le seguenti parole:

« Il Santo Padre nella sua allocuzione non si è menomamente manifestato contrario alla naturalità italiana, ed ha solo detto che a lui come principe di pace e padre comune di tutti i fedeli rifuggiva l'animo dal prender parte alla guerra, ma che non vedeva in che modo avrebbe potuto trattenerne l'ardore de' suoi sudditi. Mostrava poi la soddisfazione che avrebbe provato l'animo suo se avesse potuto essere mediatore di pace. Da questo concetto, che è bene spiegato nella allocuzione, ella pensa che opportunamente potrebbe in oggi il Santo Padre porre la sua mediazione come principe di pace, nel senso sempre di stabilire la naturalità italiana. »

animo, avvegnachè il Papa fosse *italiano di cuore* e pronto a concorrere con tutte le sue forze alla vittoria dell'indipendenza patria. — Le parole del grande filosofo, se valsero a confortare alcuni a non disperare della causa nazionale, non bastarono però a tranquillare i più. Erano allora troppo manifesti gli avvolgimenti di quella associazione, che con lena instancabile lavorava a danno d'Italia e che il Pontefice non poteva confondere, non possedendo egli la sapienza, nè il coraggio di Clemente XIV, e nemmeno eragli possibile di togliersi dai raggiri suoi, non avendo la fermezza d'animo e la potente volontà di papa Giulio e di Leone. Apostolo della concordia e della unione tra Sovrani e sudditi, tra governanti e governati, Gioberti le predicava in Roma, come avevale bandite già nelle altre terre d'Italia, in quei giorni da lui visitate. S'egli fu leale fautore della lega dei principi, fu altresì lodatore troppo appassionato delle virtù del re Carlo Alberto: onde i suoi nemici — e ne contava dimolti — sopra tutti poi i Gesuiti, de' quali aveva svelato le brutture, tentarono perderlo nell'opinione della parte liberale, accusandolo d'essere nullo altro che un commissario del Re sardo, e ch'egli mirava soltanto a fare potente la casa di Savoia, anche a danno degli altri principi della penisola. — Eletti dal popolo i suoi rappresentanti nel Parlamento, e creati dal Governo i membri dell'alta Consulta, al mezzogiorno del 5 giugno il cardinale Altieri in nome del Pontefice apriva i *Consigli legislativi*, per la solenne cerimonia raccolti nel palazzo della *Cancellaria*. — « Per voi, disse il Cardinale ai Deputati del popolo e ai membri della Consulta, il Santo Padre spera di vedere ammigliorato il governo della cosa pubblica; egli spera che le novelle istituzioni, da voi fecondate, abbiano a dare quei beni, che nel concederle ebbe di mira di ottenere. Alla vostra lealtà ei si raccomanda e alle vostre cure d'ordine e di concordia; con la concordia la libertà sarà a tutti profittevole; e per essa verranno le buone leggi, le larghe riforme e le più savie

istituzioni. » — Il discorso dell'Altieri, nel quale non fu parola che d'Italia parlasse, venne ascoltato con dignitosa freddezza; ma siccome nutrivasi ancor fede nel Pontefice, così, quando il cardinale si tacque, l'Assemblea proruppe in *evviva a Pio IX*. Il 9 giugno i due Parlamenti riunironsi nelle stanze loro assegnate e diedersi subito al lavoro. Dinnanzi ai rappresentanti del popolo Mamiani parlò parole piene di sentimenti religiosi; egli pose Pio IX *nelle alte regioni della sua autorità celeste e nelle serene sfere del dogma per purgare, benedire e perdonare*. Disse in oltre che, *come principe costituzionale egli aveva lasciato alla sapienza dei Deputati del popolo la maggiore parte delle faccende temporali; e il suo Governo aver fidato a Carlo Alberto il comando delle milizie pontificie in guerra*. Lodò in fine il Sovrano Pontefice *d'esser si fatto mediatore di pace tra l'Italia e l'Austria, assecondando in tal modo gli impu'si del suo cuore apostolico e italiano*. Allora che Mamiani ebbe terminata la sua orazione, l'Assemblea unanime e con sommo entusiasmo applaudì al *sapiente Ministro*; il quale, allora che al principe di Canino, chiedente *se le sue parole esprimessero soltanto la politica del Governo od anche il pensiero del Sovrano*, ebbe risposto: *il suo discorso, opera di tutti i Ministri, essere stato pienamente approvato dal Sommo Pontefice*, i Deputati vennero fuori con nuovi e più fragorosi *evviva*.

Mentre tali fatti seguivansi in Roma, Napoli insanguinavasi per tradimento del Borbone, il cui Governo era già stato giustamente chiamato *negazione di Dio*, nome che la storia scrisse in sue pagine per tramandare alla posterità. Il re Ferdinando — ch'era all'Austria devotissimo per avere essa salvata un dì la corona al padre, era avverso al Papa perchè con le riforme aveva dato principio e direzione al risorgimento italiano, e odiava Carlo Alberto di cui temeva l'accrescere della potenza — cercava i modi

di perdere la causa dell'indipendenza patria, per la quale allora combattevasi in Lombardia e nelle Venezie. Costretto a mandare contra l'alleato suo, l'Imperatore, parte dell'esercito e dell'armata, egli andava però studiandosi di far nascere pretesti, vevoli, almeno in apparenza, a fargli recuperare l'antica autorità di despota, cui a malincuore aveva rinunciato, e a richiamare nel reame l'armi inviate alla guerra, e ne' suoi porti i legni, che navigavano già nelle acque dell'Adriatico: onde sarebbe presto rovinata la fortuna del rivale suo, a' disegni del quale in sul cominciamento delle ostilità erasi mostrata tanto favorevole. Il Borbone, *che diceva ingiusta la guerra mossa all'Austria, e che, se non aveva fatto opposizione allo inviarsi di sue navi a Venezia, non avevalo però approvato*, in ogni maniera possibile erasi dato a creare ostacoli alla partenza dell'esercito di Pepe, e, questa fermamente poi risolta, a trovarne altri per ritardarne lo avvicinarsi al Po; nè parlo di valicare questo fiume, avvegnachè sia noto a tutti che, legato da segreti patti all'Austria, non ostante ei si dicesse alla indipendenza italiana favorevolissimo, il 25 aprile avesse spedito al campo di Carlo Alberto il capitano Sponzilli, in apparenza *per accordarsi col Re intorno a quanto dovevasi operare dall'esercito suo*, in verità poi per ordinare al primo battaglione di *volontari* e al decimo reggimento di fanti napolitani — che sopra vedemmo recarsi, per la via di Livorno, a Lombardia — di ripassare il Po per unirsi alle schiere di Pepe. Nella lettera del Ministro delle armi a Sponzilli troviamo parole di rimprovero al colonnello Rodriguez, comandante di quel reggimento, per avere valicato il fiume non ostante gli ordini datigli (1): e

(1) « Signor capitano; si servirà di avvisare in nome di questo real ministero di guerra e marineria al signor colonnello Rodriguez, comandante il decimo reggimento che trovasi nell'alta Italia, e che per le precedenti disposizioni dategli non avrebbe dovuto valicare il Po, che il detto reggimento resta sotto gli ordini di S. E. il tenente generale barone

diciamolo in omaggio alla lealtà e all'onore degli ufficiali, dei soldati e *volontari* napolitani, avere essi negato d'obbedire a chi volevali vituperati per sempre, e altresì combattuto strenuamente nella guerra del nazionale riscatto. — Come il generale Pepe doveva arrestarsi con l'esercito al Po, così l'ammiraglio De Cosa doveva con l'armata starsi inoperoso in faccia ai nimici, avendo esso ricevuto un plico suggellato, che aperto, quando stava per venire alle mani con gli Austriaci, vi trovava l'ordine di non assaltarli mai; il re Ferdinando fu sempre maestro nell'arte di dissimulare e di tradire. Nel deputare Leopardi a rappresentare il suo Governo presso Carlo Alberto, vietavagli di stringere relazioni d'amicizia o di politica col rappresentante di Lombardia; e Leopardi ebbe rimproveri dal Ministro del Borbone per avere risposto a una lettera del Governo di Milano: forse fra i patti che legavano il re all'Austria esisteva quello di non riconoscere in qualsiasi modo la sollevazione lombarda. Poco innanzi il 15 maggio, giorno designato alla convocazione dei Parlamenti nazionali, Napoli veniva agitata da una fazione di gente partigiana dell'Austria e di Ferdinando, re *despotico* non *costituzionale*; essa cospirava a danno della libertà patria e all'impresa parricida guidavala lo stesso Borbone; il quale mirava muovere la città a romore e a tumulto, a fine d'avere pretesti d'intervenire con le armi per ritornarla all'ordine antico. La trama venne fortunatamente sventata da coloro che attenti spiavano la Corte regia — vera fucina di delitti politici — e la casa d'un alto personaggio austriaco,

D. Guglielmo Pepe, comandante in capo l'esercito di spedizione che si va a riunire dietro il Po, e che perciò eseguisca quel tanto che dal detto signor generale gli verrà ordinato. Simile avviso lo passerà al primo battaglione dei volontari napolitani, che avrebbe dovuto a quest'ora riunirsi al decimo reggimento e dipendere dal detto colonnello. »

Questa lettera del Ministro sopra la guerra, scritta al capitano] D. Francesco Sponzilli da Napoli, è del 3 maggio di quell'anno 1848.

di que' giorni in Napoli (1); non potevano però mancare al Re i pretesti per compiere i suoi perfidi disegni. I rappresentanti del popolo — chiamati alla metropoli tre giorni innanzi il riunirsi dei Parlamenti per apparecchiarsi alla solenne cerimonia e preparare i lavori — raccoltisi il 13 maggio nel palazzo del Comune in Monte Oliveto, presero a discutere intorno al *giuramento*, che dovevano coi *Parti* prestare alla costituzione del 10 febbraio di quell'anno 1848. Siccome correva fama, volesse il Borbone imporre loro di giurare *osservanza pura e semplice* a quella costituzione; onde nulla sarebbe stata l'autorità del Parlamento; in oltre, che *nel giurare fedeltà al Re del regno delle Due Sicilie* essi venivano ad approvare la guerra civile (2), così l'Assemblea, seduta stante, inviava ai Ministri dieci suoi membri a pregarli di togliere via ogni causa di perturbamento; e quelli, accondiscendendo a domanda sì onesta e savia, abolirono gli articoli del giuramento nel manifesto che dovevano pubblicare il giorno appresso; riserbandosi di dettarli di poi secondo giustizia e di far quello più tardi prestare dai Parlamenti. Il consiglio prudente e sennato dei Ministri, che toglieva ogni causa di popolari sommosse, non piacque al Borbone; il quale, deliberato di opprimere la parte liberale per riprendere piena e intiera l'antica autorità, ordinò di stampare nel manifesto del Governo il giuramento, quale egli aveva dettato, e che la solenne cerimonia dovesse tenersi nel tempio di S. Lorenzo. A tale ordine l'Assemblea aveva

(1) Il 13 maggio era il giorno fissato dai cospiratori per levare la città a tumulto.

(2) « Io giuro di professare e far professare la religione cattolica, apostolica, romana.

« Io giuro fedeltà al Re del regno delle Due Sicilie.

« Io giuro di osservare la costituzione conceduta dal Re il 10 febbraio.»

Questo il giuramento proposto da Ferdinando ai rappresentanti del popolo e ai Pari del Regno.

già negato d'obbedire, volendo essa — siccome costumasi presso tutte le nazioni rette da *costituzioni* — dare il giuramento nella propria *Camera* e nelle mani di chi sarebbe chiamato a presiederla. I Ministri, non potendo condurre il Re a più savio consiglio, nel rinunziare al proprio officio ricusarono di soscrivere il manifesto; onde il Borbone fu costretto di mandarlo alle stampe senza il loro nome, ciò che era contrario alle leggi della *costituzione*, che fanno i Ministri mallevadori di tutti gli atti del Governo; i quali allora, per assecondare ai desiderî dell'Assemblea, riedarono al Re per tentare di rimuoverlo da' suoi tristi propositi. In sul cadere del giorno il ministro Conforti recò ai rappresentanti del popolo l'aggiunta fatta dal Monarca all'ultimo articolo del giuramento: *salvo le leggi di svolgimento da portarsi dalle due Camere e dal Re.* — Le parole: *leggi di svolgimento*, facendo nascere in molti il dubbio che il Borbone intendesse concedere *soltanto la facoltà di svolgere e di applicare lo Statuto con leggi supplementarie e organiche, non già quella di modificare la costituzione*, respinsero l'aggiunta proposta dal Re, di accordo in ciò coi Pari, i quali avevano mandato all'Assemblea dei Deputati il principe di Stronboli per farle conoscere: *dividere essi pure quel dubbio coi rappresentanti del popolo, volendo nella grave faccenda trovarsi con essi in buona armonia*; ciò che rivelò tutta la falsità di quanto asserivasi dai nimici alla libertà patria, che l'Assemblea dei Deputati, ritenendosi l'unica e la vera rappresentanza della nazione, *negasse di riconoscere l'autorità dei Pari.*

Era la notte del 14 maggio, quando i cittadini di Napoli, informati delle deliberazioni del Parlamento, recatisi in folla in Monte Oliveto, acclamavano i Deputati, incoraggiandoli alle resistenze. Alla voce, che allora correva e che i partigiani, o dirò meglio, i venduti al Borbone andavano spargendo, *avere cioè il re Ferdinando risoluto di*

finiria con la parte liberale e con la costituzione ed essere egli pronto ad usare violenza all'Assemblea nazionale, il popolo fortemente si commosse e si agitò; e, prevegendo vicinissimo il combattere, diedesi a costruire ser-ragli in via Toledo e sin presso alla reggia; innanzi alla quale stavano già alcuni squadroni di cavalli, cui sarebbe stato facile lo impedire al popolo quei lavori e quelle opere di difesa. Omai sicuro di condurre a buon fine i suoi disegni di sangue, Ferdinando, fatto venire a sè Carlo Troja, che presiedeva ai Ministri, simulandosi ravveduto dell'errore suo, sottoscriveva il decreto tanto sospirato (1). Troppo tardi; avvegnachè quando pubblicavasi questo decreto le milizie regie avessero già assalito il popolo e le vie di Napoli fossero bruttate di sangue cittadino. L'opera vituperevole aveva avuto il suo infame cominciamento; il Borbone traditore dalla reggia solo dirigeva la pugna parricida; proprio *lui solo* averla governata, però che i Ministri, aborrendo di servire a principe ucciditore de' sudditi suoi, avessero fatto rinuncia al loro officio. I rappresentanti del popolo, desiderosi di salvare ad ogni costo la libertà e la patria dagli orrori di una lotta, nella quale i fratelli dove-

(1) « Art. I. L'apertura delle Camere riunite e la lettura del discorso della Corona avranno luogo in questo giorno (15 maggio) alle ore due pomeridiane di Francia nella sala designata ai Deputati nel locale della Regia Università degli studi.

« Art. II. Il giuramento prescritto dagli articoli 12 e 13 del Programma del 13 maggio corrente non avrà luogo.

« Art. III. Le Camere cominceranno a procedere alla verifica-zione dei poteri; dopo la quale i Deputati e i Pari daranno il giuramento secondo la formola seguente: Io N. N. prometto e giuro di compiere col massimo zelo e con la massima probità e onoratezza le funzioni del mio mandato. Prometto e giuro d'essere fedele alla *Costituzione*, quale sarà svolta e modificata dalle due Camere d'accordo col Re, massimamente intorno alla Camera dei Pari, come è detto nell'articolo quinto del programma del 3 aprile. Così giuro; e Iddio mi aiuti.

« Art. IV. Il nostro Ministro Segretario di Stato, Presidente del Consiglio de' Ministri,...

vano uccidere i fratelli, sin dal mattino di quel giorno fatalissimo, il 15 maggio, avevano mandati alcuni de' loro e i capi della *Guardia Nazionale* a scongiurare i cittadini di toglier via quei serragli innalzati a difesa propria, e dar così esempio di moderazione ai provocatori dei tumulti: onde impedirebbersi la guerra civile, che allora minacciava di funestare la città, e avrebbe di poi riempito di lutti tutto il reame. In oltre, a far conoscere i loro voti, volgevano alla *Guardia Nazionale* e al popolo queste parole: « La Camera dei Deputati, temporaneamente riunita, reputa suo debito di rendere quelle grazie che può maggiori alla gloriosa e intrepida Guardia Nazionale di questa città e a questo generoso popolo per lo dignitoso e civile contegno che ha preso per tutelare e guarentire la nazionale rappresentanza. Ma essendo l'intento, che tendeva al maggior benessere della Nazione, stato pienamente conseguito, essa crede dovere invitare la Guardia Nazionale a fare scomparire dalla città ogni aspetto di ostilità, acciò si possa inaugurare l'atto solennissimo dell'apertura del Parlamento, senza alcuna, benchè gloriosa, pur dispiacevole ricordanza. » — La fazione regia, la quale non rifugiava dal commettere le più turpi viltà per conseguire l'intento suo disonesto, cercava allora di perdere in faccia ai concittadini e all'Italia tutta i rappresentanti del popolo, tentando di farli chiamatori dello straniero; a provare la quale cosa, dirò dell'insidia tesa allora all'Assemblea; e come questa, mercè la sua prudenza, potesse sfuggire a vergognoso danno. Nella notte del 14 maggio un ufficiale della squadra francese, di quei giorni in su l'ancora nel porto di Napoli, venne ad offrire al Parlamento in nome dell'ammiraglio Baudin l'aiuto di sue forze armate. Senza por tempo in mezzo due Deputati recaronsi presso l'ammiraglio per ringraziarlo di sua offerta generosa e a pregarlo di volersi fare mediatore di accordi pacifici appo il Re; affrettiamoci a dirlo, *tutto era menzogna*. — L'Assemblea, nulla volendo omettere per impedire uno spargi-

mento di sangue, pregò i Ministri rinunziatori di portarsi nuovamente dal Borbone per supplicarlo di toglier via la milizia, che tenevasi minacciosa di fronte alla *Guardia Nazionale*, e ciò allo scopo d'allontanare ogni pericolo di provocazione (1). Ma stava scritto già, che gli sforzi dell'Assemblea dovessero cadere a vuoto. Vestite delle assise della *Guardia Nazionale*, alcune persone affatto sconosciute agli uomini della parte liberale, in compagnia d'ufficiali dell'esercito correvano le vie della città eccitando il popolo a respingere i Deputati e i capi della *Guardia Nazionale*, che lo invitavano a moderazione; e il cannone rispondeva per Ferdinando alla preghiera dei Ministri rinunziatori fulminando i cittadini. La lotta, cominciata poco innanzi il mezzogiorno alle difese innalzate presso la reggia, in breve ora allargossi. L'esercito, non ostante incontrasse dovunque gagliarda resistenza, giunse però sempre a superare ogni ostacolo, potente qual era per numero e per armi, e sostenuto validamente dalle artiglierie del Castello Nuovo e dal forte Sant'Elmo, ove comandava il conte d'Aquila. Dopo combattere lungo e sanguinoso pervenuti i soldati in Monte Oliveto, invasero il Parlamento, nel quale i rappresentanti del popolo stavano discutendo intorno le gravi faccende del giorno; cacciati dagli sgherri del Re, prima di lasciare quel recinto — inviolabile sempre là dove regnano principi che rispettano la santità dei giuramenti e hanno eretti altari alla *Giustizia* — i Deputati unanimi consacravano col loro suffragio la seguente protesta: « La Camera dei Deputati, riunita nelle sue sedute

(1) « Se si fosse accolta la domanda del Consiglio dei Ministri, che stette unito sino alle dieci antimeridiane del 15 maggio, cioè che i soldati si fossero fatti rientrare nei cortili interni del palazzo reale, dove essi non potevano provocare la Guardia Nazionale, il conflitto verosimilmente non avrebbe avuto luogo. »

Relazione dei Commissari federali svizzeri per l'inchiesta su gli eccessi commessi dalle milizie svizzere il 15 maggio 1848 in Napoli.

preparatorie in Monte Oliveto, mentre era intenta a' suoi lavori e all'adempimento del suo sacro mandato, vedendosi aggredita con inaudita infamia dalla violenza delle armi regie nelle persone inviolabili de' suoi componenti, nelle quali concorre la Sovrana rappresentanza della Nazione; protesta in faccia alla Nazione medesima, in faccia all'Italia, l'opera del cui provvidenziale risorgimento si vuol turbare col nefando eccesso, in faccia a tutta l'Europa civile oggi ridesta allo spirito della libertà, contra questo atto di cieco e incorreggibile dispotismo; e dichiara che essa non sospende le sue sedute, se non perchè costretta dalla forza brutale; ma lungi dall'abbandonare l'adempimento de' suoi solenni doveri non fa che sciogliersi momentaneamente per riunirsi di nuovo dove e appena potrà, affine di prendere quelle deliberazioni che sono reclamate dai diritti del Popolo, dalla gravità della situazione, e dai principi della conculcata umanità e dignità nazionale » (1).

— Nessuna Assemblea Nazionale vinse mai in fermezza, in coraggio e in dignità la napolitana del 1848; i cui membri, levandosi all'altezza del loro mandato, sfidarono la ferocia di una soldatesca ebra di sangue e di vendetta e mantenersi saldi a' quei posti, a' quali avevali chiamati il suffragio del popolo, da essi tanto degnamente rappresentato. La notte pose fine alla pugna, combattuta dai cittadini con valore, in verità superiore ad ogni elogio, e dai soldati con ferocia da barbari, e proprio degna di chi li comandava e del loro Re traditore (2); essi uccisero e gittarono

(1) Tale protesta fu sottoscritta da sessantasei deputati, quanti cioè stavansi allora in Parlamento, il quale componevasi di novantotto. Dei mancanti, alcuni erano stati mandati in commissione ai Ministri; altri, al maresciallo comandante Napoli.

(2) È fama che il 15 maggio il re Ferdinando piangesse e pregasse a un tempo; ch'egli piangesse sul *povero suo popolo* traviato da pochi cattivi; e pregasse i soldati a fulminarlo ben bene con l'artiglierie e i moschetti in punizione del suo *troppo amor di patria*.

dalle finestre vecchi e infermi, donne e fanciulli, a offrire e a difendersi impotenti del pari; e di stupri, d'incendi, di saccheggi bruttaronsi persino gli ufficiali, i quali vollero a compagna di lor nequizie la plebe de' *Lazzaroni*. D'ambe le parti dei combattenti contaronsi molti morti e moltissimi feriti; ma le maggiori perdite toccarono ai cittadini. Della vituperevole vittoria del 15 maggio ebbero grande parte gli Svizzeri, che militavano al soldo del Borbone; essi, liberi figli di liberissima terra, non vergognavansi di vendersi per danaro a principe dèspota e di lordare le mani nel sangue degli innocenti, che l'odio del Monarca condannava alla morte; mentre una schiera generosa de' loro concittadini era scesa a Lombardia a combattere per la indipendenza e la libertà d'Italia, quei mercenari del re Ferdinando facevansi vili strumenti della più vile delle trirannidi, quella del Borbone.

È bene ricordare i nomi dei nuovi Ministri, che in quel giorno, sì nefasto e luttuoso per Napoli e tanto esiziale alla causa patria, assunsero il governo della cosa pubblica, non vergognando di siedere a consulta col Re ucciditore de' loro fratelli: la storia li ha già severamente, ma con giustizia giudicati. Essi furono: il principe Cariati, che a tutti presiedette, l'avvocato Bozzelli, il principe Ischitella, il generale Carrascosa, il principe Torella, l'avvocato Ruggiero; ai quali s'aggiunse di poi un Gigli, ignoto a tutti. La serie dei tradimenti del re Ferdinando non era ancora terminata; avvegnachè il giorno appresso venisse richiamato nel reame l'esercito di Pepe, che camminava verso il Po, si licenziassero i Deputati e si ordinasse il disarmamento della *Guardia Nazionale*. Il 18 maggio spedivasi lettera circolare a tutti i rappresentanti del Governo presso le Corti estere, nella quale con menzognere parole narravansi i fatti del 15; dicevasi: = *Essere stato da prima qualche dubbio su la formola del giuramento indicata nel manifesto dettato dal Ministro sopra le faccende*

interne; = affermazione falsa, nessun Ministro, come già dicemmo, avendo sottoscritto quel manifesto. — = *Il Governo avere sciolto il dubbio*, = essendosi al contrario il Re ostinatamente opposto al pacifico scioglimento della controversia; = *una fazione di esaltati demagoghi, che in Napoli veniva afforzata da una mano di Calabresi, avere sparso nel reame la confusione e il disordine, non ostante gli sforzi del Governo per rimuovere ogni ostacolo e sciogliere ogni dubbio*; = ma non erano i demagoghi i perturbatori del reame, sibbene i regi, che volevano per li infami loro fini condurre il paese a guerra civile. Nè i Calabresi, giunti il 12 maggio in Napoli, furono promotori di tumulti; che anzi Giovannandrea Romeo, loro capo, nel manifesto a' suoi cittadini, pubblicato il giorno dopo il suo arrivo, mostrossi fautore della monarchia costituzionale; egli scrisse: = *doverst tenere nimico della patria e della vera libertà, chi osa turbare l'ordine e la tranquillità della metropoli; la parte liberale avendo l'obbligo di smentire altamente ciò che dalla stampa anonima le viene attribuito, bandisce i seguenti principli:*

- 1° *Il reame dovere essere retto da monarchia costituzionale.*
- 2° *Lo Statuto doverst riformare, non dalla intemperante, stolta e ignara calca del popolo, ma dai legittimi rappresentanti della nazione, che, dal popolo eletti, liberamente avranno a stabilire le nostre sorti.*

La GUARDIA NAZIONALE, cui è affidato il palladio delle nostre libere istituzioni, saprà reprimere ogni criminoso attentato all'ordine pubblico; ringagliardire, se è d'uopo, le sue file. = La lettera circolare dei Ministri continuava così: = *Pochi energumenti tra i Deputati avere imposto silenzio alla maggioranza di quelli che si adunarono nelle sessioni preparatorie; la fazione dei demagoghi aver sedotti e trascinati a pugna insensata molti incauti giovanetti*; = il Governo affermava quindi, che la maggioranza dei rappresentanti del popolo erano di parte moderata; perchè, se moderati, li perseguì? perchè con-

dannolli a prigionia o li costrinse ad esulare dalla patria? I Ministri del 15 maggio furono dunque *menzogneri* o *disonesti*! più che *seduttori di giovanetti incauti*, furonvi uomini malvagi venduti alla fazione regia che istigarono a pugna fratricida. — = *Avere il Governo tollerato il manifestarsi minaccioso dei cittadini nella speranza che i Deputati riescissero a calmare l'effervescenza dei malevoli*; = i cittadini sbarrarono via Toledo e costrussero difese sin presso la reggia, e il re Ferdinando li lasciò fare, perchè quelle difese offrirono a lui il pretesto di intervenire con le armi. — = *Allora che un soldato fu morto e un ufficiale cadde ferito, le soldatesche, sorde alla voce de' loro superiori, essersi precipitate a pugna inevitabile*; = menzogna questa, però che i generali svizzeri confessassero di poi avere ricevuto gli ordini dal Re stesso; e un generale, cui la onesta coscienza impedì di obbedire al comando infame, venne di lì a poco rimosso dall'ufficio: la storia ha registrato in sue pagine immortali il nome di Michelangiolo Roberti, il quale abborrì di uccidere i fratelli! — = *Una relazione ancor più esatta e basata su documenti legali starsti ora compilando*, così terminava la lettera circolare dei Ministri, *per essere poi fatta di diritto pubblico*; = ma la relazione promessa non venne compilata mai per non mettere in più chiara luce il tradimento del Borbone. il basso cospirare della fazione regia, i raggiri e i perfidi avvolgimenti dei Gesuiti; molti dei quali in sul cadere di aprile erano venuti di Malta a Napoli chiamativi dal Re per aiutarlo di consiglio e di opera nella impresa parricida. — La giornata del 15 maggio tornò funestissima all'Italia! Mentre sui campi lombardi combattevasi per l'indipendenza nazionale, Ferdinando II a tradimento spegneva in Napoli nel sangue dei sudditi la libertà; intanto che Nugent avanzavasi verso l'Adige per ingrossare l'esercito del vecchio maresciallo, il Borbone negava a Carlo Alberto l'aiuto di quelle armi, poco innanzi mandate sul Po, e abbandonava Venezia, cui aveva promesso il soccorso della sua armata.

Alla novella dei sanguinosi casi di Napoli tutta la Sicilia si commosse, e il Parlamento generale dell'isola, dolente per l'eccidio di tanti innocenti, vittime della vendetta borbonica, interprete del voto de' suoi concittadini, il 22 maggio decretava, che i Rappresentanti del popolo e i Pari, i Ministri e i primari ufficiali pubblici, la *Guardia Nazionale* e l'esercito « *avessero a prendere il lutto per tre giorni, quale solenne testimonianza del pubblico dolore di Sicilia per li caduti in Napoli il 15 maggio 1848 in difesa della libertà; e in tutte le chiese del regno si alzassero preci all'Altissimo per la vittoria della causa napoletana e il riscatto di quel popolo dal tiranno che l'opprime.* » Alle preghiere e al lutto tenne dietro, di lì a non molto, una spedizione armata nelle Calabrie, ove i casi di Napoli — che eranvisi ripercossi più fortemente che altrove — avevano levate in su l'arme contra il Monarca spergiuro le popolazioni animose e fiere. La legione siciliana contava seicento uomini, d'armi ordinate, e da cento *volontari* e traeva seco sette cannoni; il governo era tenuto dal generale Ribotti, piemontese di nascita, e di quei giorni comandante delle armi in Messina (1). Essa partì di Palermo il 10 giugno; il 13 entrò in mare a Milazzo; il dì vegnente prese terra a Paola, e portatasi subito a Cosenza, quivi pose il campo e stette tre giorni oziosa; e quando Ribotti avanzossi per insignorirsi di Castrovillari — il cui possesso molto importava al buon esito della spedizione — i regi presidiavano già quella terra. Il 20 di quel mese di giugno, a Spezzano, i Calabro-Siculi affrontavansi coi Borbonici; a quelli la vittoria toccò, a questi la sconfitta. Allora Ribotti col grosso delle forze mosse contra Castrovillari, che egli doveva assaltare di fronte, mentre la schiera di Mileto,

(1) La spedizione era stata proposta da Orsini e Percelli, ufficiali nelle artiglierie, da Miloro, capitano di vascello, e dal medico Motto.

attraversati i monti, prenderebbe i nimici alle spalle. Il 27 giugno è fissato per l'impresa; ma Longo, che guida l'avanguardia di Ribotti, spintosi il dì innanzi fin presso Castrovillari, costringe i Calabro-Siculi a venire alle mani col nimico prima del giorno fissato. Ributtati i regi sino alle mura di quella e sopravvenuta la notte, Ribotti indietreggia e pone il campo a Cassano, nè più torna alle offese contra Castrovillari, che Mileto assale il mattino del di-mani; ma non potendo da solo sostenere gli sforzi di tutta l'oste nimica, dopo tre ore di combattimento togliesi giù dall'impresa. Da quel giorno tutto andò a male per la spedizione, causa la discordia dei capi e la dappocaggine del generale; scoraggiti, e disperando omai dell'impresa. buona parte de' sollevati sbandossi, mentre i regi ogni giorno più afforzavansi delle soldatesche, che richiamate dal Po rientravano allora nel reame. Circondati d'ogni intorno, nè ricevendo i soccorsi domandati, a sfuggire a sicura prigionia i Siciliani, imbarcatisi, drizzavano le antenne verso la Grecia; ma giunti a breve distanza di Corfù, venivano fatti prigionieri dalla nave borbonica, lo *Stromboli*, che per ingannarli erasi avvicinata ad essi con bandiera inglese; condotti a Napoli, il castello Sant'Elmo apriva le sue carceri per seppellirvi parte di quei generosi infelici; altra parte fu portata nell'isola di Nisida e confusa coi ladri e gli assassini. Il Governo di Londra, supplicato da quel di Sicilia, chiese ripetutamente quei prigionieri al Borbone, perchè presi nelle acque di Corfù e col mentire bandiera inglese; ma preghiere e minacce riescirono vane, però che il Re, tenendosi certo che l'Inghilterra non avrebbe gli rotto la guerra per cosa di sì poca importanza, ricusasse soddisfare a sue giuste domande.

Il giorno stesso in cui Ferdinando bruttava Napoli di sangue cittadino e attentava alla libertà poco innanzi accordata ai sudditi, Parigi, mossa a romore, vedeva il sacro recinto dell'Assemblea nazionale invaso da' tumultuanti; i

quali, licenziati gli uomini che reggevano la cosa pubblica e i rappresentanti della nazione, acclamavano un Governo, che professava dottrine socialiste e comuniste. Volevano i novatori alcune riforme, o una rivoluzione veramente radicale? Volevano essi farsi propugnatori di quelle teoriche, che molto distruggono e non sanno edificare nulla? — A far conoscere le cause promotrici dei tumulti del 15 maggio, è necessario dare uno sguardo a quanto avvenne in Francia dall'epoca dello insediamento del Governo repubblicano sino a quel giorno. Le dottrine socialiste erano salite in Francia a vera potenza; le teoriche messe innanzi da Saint Simon — riconosciute dall'universale impossibili a praticarsi — erano morte l'anno stesso di loro nascita, il 1830. Da quelle teoriche aveva avuto origine il sistema di Fourier, gran predicatore di concordia, di tolleranza e d'ordine; di poi venne Proudhon, il quale gridava *la proprietà essere il furto*; in fine, nel 1848, Luigi Blanc, il banditore dell'*ordinamento del lavoro*; come è facile immaginare, queste dottrine e le sette, che le professavano, tenevano in continua agitazione il paese. Il giorno dopo l'abbattimento della *bandiera rossa* — un dì tinta del sangue del popolo — e lo innalzamento di quella dei tre colori — che ricordava le glorie della prima repubblica e le vittorie dell'imperio — gli operai socialisti recavansi al palazzo del Comune chiedendo, armata mano, *la rivoluzione sociale e l'ordinamento del lavoro* loro promesso. Ai tumultuanti Lamartine rispose con dignità e fermezza: = Non comprendere il significato delle parole insieme riunite *ordinamento del lavoro*; per la quale cosa non voleva sottoscriverle; promettere soltanto quanto eragli possibile di mantenere. Rispetto al diritto d'assistenza fraterna per mezzo del lavoro, a condizioni che non facciano concorrenza mortale al libero lavoro, il solo che possa nutrire milioni d'uomini, e rispetto alle istituzioni fraterne da ordinarsi successivamente dalla repubblica per levare il proletario al benessere, all'istruzione e alla proprietà, essere

egli per sottoscriverle con piacere, però che sieno quelle promesse fatte a sè stesso prima di farle a una rivoluzione (1). — Le parole di Lamartine e quelle di Garnier Pàgès, volte al popolo assembrato intorno al palazzo del Comune, se riescirono a far cessare il tumulto, non poterono però ricondurre Parigi a tranquillità e a quiete; troppo numerose erano le sètte; se parte di queste scendeva ad accordi di conciliazione col Governo, l'altra parte davasi a osteggiarlo con maggiore violenza. In brevi giorni la *bandiera rossa* venne rialzata e abbattuta più volte; tentativi questi delle fazioni repubblicane, le quali mantenevano Parigi in forte agitazione e commozione, che da nuovi romori veniva, il 17 marzo, gravemente turbata. I *circoli* — nei quali si discute di tutto e si congiura, e che, se tal fiata son di vantaggio, sono di sovente pericolosi allo Stato — vi si contavano allora cinquanta e in breve tempo crescevano del doppio. Alcuni di essi, audacissimi nell'operare, nutrivano principi comunisti o socialisti, ed erano apertamente ostili al Governo; altri, di principi onesti, lo appoggiavano nell'affermare la repubblica e nel dare buono assetto alle cose dello Stato, ancora sconvolte dalle giornate del febbraio; tutti però accordavansi nel riconoscere la necessità di riformare il Governo. Alle 10 mattina del 17 di quel mese di marzo su la piazza della *Rivoluzione* raccoglievasi numero grandissimo di operai; i quali, divisi per congregazioni e guidati dagli uomini dei circoli socialisti e comunisti, avviavansi poscia con le proprie bandiere verso il palazzo del Comune cantando la *Marsigliese* e il canto de' *Girondini*. Cosa volevano dal Governo? Essi erano venuti a chiedergli con modi imperiosi lo allontanamento dell'esercito dalla loro città; che differisse sino al 5 aprile le elezioni delle *Guardie Nazionali* e al 31 maggio quelle dei rappresentanti della nazione. Ai capi de' tumultuanti

(1) DE LAMARTINE, *Trois mois au pouvoir*, cart. 11; Brusselle, 1849.

parlarono dignitosamente Luigi Blanc e Ledru-Rollin, sen-
natamente Lamartine, il quale, nel far conoscere trovarsi
allora due mila soldati allo incirca in Parigi per custo-
dirne le porte e non volere il Governo chiamarne altri —
però che la libertà conquistata dal popolo, al popolo sol-
tanto ne spettasse la difesa — diceva loro d'averne preve-
nuti i desiderî prorogando al 25 le elezioni delle *Guardie*
Nazionali, per dare ai cittadini tempo bastevole a scri-
versi nei ruoli di esse. — All'ultima domanda degli operai,
ed era la più grave, rispondeva così: « Io non voglio ap-
portare pregiudicio veruno, per rispetto alla nostra indi-
pendenza, a un decreto che tenderebbe a dichiarare alla
nazione che Parigi ambisce il privilegio della libertà e
della repubblica, e che ci farebbe prendere, in nome d'una
città sola e sotto la pressione d'una massa di popolo *bene*
intenzionato, ma per numero imperativo troppo, la ditta-
tura della libertà conquistata qui da tutto il mondo, ma
conquistata per la Francia intera e non già per pochi cit-
tadini. » Dopo avere così solennemente affermato di non
voler prendere mai deliberazione veruna sotto l'imperio
della forza, conchiudeva il suo dire con queste parole:
« Guardatevi da riunioni di tal genere..... il diciotto bru-
male del popolo potrebbe condurre, contra sua volontà, al
diciotto brumale d'una autorità dispotica, della quale non
vogliamo nè voi, nè noi » (1). Allora la moltitudine degli
operai — da ben cento mila — compreso il pieno signifi-
cato di quel parlare, si disperse acclamando con entusiasmo
alla repubblica e agli uomini del Governo. Ma in quel
giorno, come il 26 febbraio, se i supremi reggitori avevano
potuto allontanare il pericolo di novelli sconvolgimenti,
non era però stato ad essi possibile di tornare i cittadini
alla quiete usata: la giornata del 17 marzo doveva portare,
di lì a poco, tristissimi frutti. — Vinti, ma non domati, gli

(1) DE LAMARTINE, *Trois mois au pouvoir*, cart. 108; Brusselle, 1849.

agitatori, ad assicurarsi la vittoria della pugna che disegnavano dare fra brevi giorni al Governo, fecero sforzi immani per accrescere le loro file; crearono nuovi *circoli*, stringendosi in lega con quei delle provincie. *Socialisti e comunisti*, affaticandosi a predicare la concordia, dividevano il paese; e così resero facile la vittoria a quella parte, che maneggiavasi apertamente a vantaggio di *lui*, il quale doveva condurre la Francia ai disastri di Sédan e di Metz.

Correva il 16 aprile, quando moltitudine innumerevole di popolo — che aveva fatto la massa sul campo di Marte — avviavasi minacciosa al palazzo del Comune. Avvertiti in tempo di quella tempesta, i supremi governanti avevano chiamato in su l'arme le *Guardie Nazionali*, che numerose risposero all'appello; e seguite dagli operai del sobborgo di Sant'Antonio, delle cave di Belleville, dai Lionsi dimoranti in Parigi, dagli allievi della scuola Politecnica, di Saint-Cyr, di diritto e medicina, delle arti e de' mestieri, erano corse a schierarsi attorno a quel palazzo per difendere l'integrità del Governo; il quale fu salvo per esse, e per esse fallirono altresì i tentativi dei Socialisti e dei Comunisti. — « Questa vostra unione, disse allora Lamartine alle *Guardie Nazionali*, agli operai e agli allievi delle scuole, è simbolo dell'unione di tutti i cittadini; » e ricordando loro che ai tempi della prima repubblica la mancanza di fede aveva perduto ogni cosa e cacciata la discordia nel popolo, invitavale a reciproca fidanza, allora che la repubblica era stata vittoriosamente affermata, e che i principi di democrazia fraterna e di rispetto alle altre nazioni avevano fruttato alla Francia l'amicizia dei popoli d'Europa. « Questa confidenza che io vi raccomando, così Lamartine, è la parola, è il sentimento che qui io ho inteso nei giorni di combattimento, sopra questa stessa scala, e in queste corti dalla bocca dei feriti nella pugna eroica del popolo! Sì, io l'udii uscire dalla bocca di coloro che qui spiravano per la repubblica e che, pareva, ci vo-

lessero legare così in questa raccomandazione suprema la parola salvatrice della nuova repubblica e della patria » (1). Il Governo aveva vinto i nimici senza combattere; Socialisti e Comunisti avevano patito piena sconfitta senza sostener pugna; ma, non ostante il chiarirsi unanime delle *Guardie Nazionali* per la *repubblica moderata*, prepararonsi alla riscossa e ad assalto più formidabile che prima non avevano apparecchiato mai. I rappresentanti della nazione — stati eletti nei comizi del 27 aprile — raccolti a parlamento acclamavano il nuovo Governo; e contra questo e contra l'Assemblea nazionale il 15 maggio si spinsero dai novatori gli operai parigini: pretesto di tal movimento, la *restauratione* della Polonia con la forza delle armi o mediante amichevoli accordi. Venuti al palazzo, sede del Parlamento, e aperti con la violenza i cancelli di esso, i tumultuanti l'invasero gridando *viva la Polonia, viva la repubblica*; e dopo aver fatto villanie agli uomini del Governo e all'Assemblea, questa e quelli licenziarono; portatisi poscia al palazzo del Comune, vi crearono i nuovi Ministri, che nel loro manifesto al popolo, dissero di volere intimar la guerra a Russia e a Germania, se niegassero di ricostituire la Polonia. In questo mezzo le *Guardie Nazionali* e moltissimi cittadini d'ogni classe, guidati dal generale Fouché, cadendo sopra i tumultuanti ne facevano prigionieri i capi, tra' quali trovaronsi non pochi partigiani di Enrico V e di Luigi Buonaparte; e poscia irrompendo ne' sollevati, in breve ora sperdevanli. Riunitisi di bel nuovo in Parlamento, Lamartine dopo avere lodati i generosi che avevano a quello restituito la dignità, la libertà, l'indipendenza, e il rispetto per un istante perduto così parlò ai Deputati: « Dalla presente riunione portate con voi questa sola e unanime convinzione, che il popolo della Francia e quel di Parigi è un popolo solo, e che il

(1) DE LAMARTINE, *Trois mois au pouvoir*, cart. 185; Brusselle, 1849.

popolo di Parigi e l'Assemblea nazionale non sono che un solo e uno stesso sentimento, un solo e uno stesso interesse, e che stanno uniti per la vita e per la morte » (2). — Il Governo della repubblica, fatto più forte dalla nuova vittoria riportata sui nimici, intese allora tutte le sue cure ad affermare la pace alla patria; ma non gli venne dato mai di raggiungere sì nobile intento; però che da una parte le dottrine dei Socialisti e Comunisti continuassero ad agitare il paese, e dall'altra parte i Buonapartisti, magnificando alla nazione i benefici che le arrecherebbe il secondo imperio, e predicando alla città e alla Francia tutte le virtù di Luigi Buonaparte, cercassero coi raggiri e con basse arti di farlo salire alla suprema dignità nella repubblica, che essi sfacciatamente condannavano e ch'egli poi avrebbe spenta a tradigione: onde la Francia, da tante fazioni straziata e divisa, temendo sempre romori e sommosse, viveva nella dolorosa incertezza del suo avvenire.

In questo mezzo le idee di libertà avevano progredito di molto nella monarchia absburghese e soprammodo nell'imperiale Vienna, ove la parte liberale aveva guadagnato assai del campo su la *conservatrice* moderata. Gallizia, Boemia e Ungheria volgevano allora tutti gli sforzi per togliersi all'autorità dell'imperio acclamando loro re Ferdinando; e le nazioni che costituivano la vecchia signoria di casa d'Absburgo, mentre aspiravano a rendersi vicendevolmente indipendenti, protestavano di volersi mantenere unite, quasi in federazione, sotto l'alto dominio del Monarca austriaco. — In sul cominciare d'aprile una deputazione di Polacchi d'ogni stato e d'ogni condizione, recatasi all'Imperatore, chiedevagli l'istituzione di un Comitato nazionale temporaneo, il quale avesse a studiare e provvedere le riforme sociali, di cui grandemente abbisognava

(2) DE LAMARTINE, *Trois mois au pouvoir*, cart. 180; Brussella, 1849.

il loro paese; e il Governo poi rispondeva ai Deputati della Gallizia liberando i contadini dall'obbligo de' rustici servigi a beneficio dei padroni, e questi risarciva del danno loro arrecato dalla perdita di tale antico diritto della feodalità polacca, perdita che scemava non poco il prezzo dei beni posseduti. Inutile il dire quanto il procedere sleale e disonesto dei Ministri dell'Austria movesse a sdegno, e bene a ragione, la nobiltà galliziana; la quale, già deliberata a quell'atto di giustizia, voleva però aversi tutto il merito del sacrificio, che era pronta a fare a vantaggio della patria. Con tale decreto, che gettò la discordia in mezzo ad un popolo generoso, l'Austria ebbe per intento di tener vivi in cuore del contadino i sentimenti d'odio verso il suo padrone, sentimenti che poco tempo innanzi avevanlo spinto alle uccisioni di Tarnow: allora, come per lo passato, i Ministri dell'Imperatore soffiavano più fortemente che mai nel fuoco di passioni e d'ire, che amor di patria stava per ispegnere. Il contadino, grato al Governo che avevalo redento da servitù, prometteva sostenerlo contra la nobiltà, che aveva messo innanzi pretensioni di largo reggimento: onde il sollevarsi della parte liberale divenne allora impossibile. Impedito in Gallizia, esso scoppiava il 26 aprile in Cracovia; ma dopo brevi ore di combattere tra i cittadini e il presidio austriaco veniva spento nel sangue e nel fuoco. Il Comitato, prima di sciogliersi, dettò protesta dignitosa contra il Governo oppressore; nella quale, dopo avere invocato gli aiuti di Germania e di Francia, ai popoli d'Europa parlò in queste sentenze: «non udite voi il grido di dolore della Polonia, da mezzo secolo martoriata per la vostra libertà e per la sua? Essa risorgerà, però che Dio sia giusto. Ma il vostro interesse altamente richiede, che abbia a risorgere mercè il vostro soccorso. Intanto passano i giorni, e il sangue continua ad essere versato! Che il Signore ci guardi e ci giudichi!..... » — Lo Slavo o Tscheko di Boemia erasi pure vòlto all'Imperatore pregandolo d'abolire i diritti feudali

e i privilegi, e di pareggiarlo al popolo tedesco; esso voleva restaurata la nazione e l'antico reame di Boemia (1). Spaventato dall'audacia degli Slavi — i quali, pregando, minacciavano — il Governo di Vienna subito accordò quanto essi avevano domandato; ma le imperiali concessioni non solamente li fecero contenti e quieti, ma accrebbero in essi le voglie di libertà; e deliberati di costituirsi in nazione, che avesse ad abbracciare tutte le famiglie slave che abitano la contrada stendentesi dalla Moldava al mar Nero e all'Adriatico, alzavano la bandiera *panslavista tscheka* di contra alla bandiera *panslavista russa*. Alcuni Slavi corrono allora la Boemia eccitando il popolo a togliersi dalla Confederazione Alemanna; e il popolo pieno d'entusiasmo, allo invito di eleggere i suoi rappresentanti alla Dieta di Francoforte, risponde convocando il 31 maggio in Praga a parlamento i Deputati delle genti slave soggette alla signoria austriaca. « I popoli d'Europa, scrivevano essi nel manifesto di convocazione, si intendono e si accordano. I Tedeschi, riuniti nella loro Dieta, toglieranno alla sovranità dell'Austria quanta ne fa d'uopo per costituire l'unità germanica. La monarchia s'unirà all'imperio d'Alemagna trascinando seco anche le provincie non tedesche, eccetto l'Ungheria. L'indipendenza e la naturalità dei popoli slavi legati all'Austria non corsero mai più grave pericolo. Debito nostro proteggere quanto abbiamo di più sacro; è giunta l'ora d'accordarci per operare. » — Il 4 maggio, cioè tre giorni appresso la pubblicazione del manifesto dei Tscheki, la *Commissione dei cinquant*a di Heidelberg deliberava d'invitare nuovamente i Boemi, gli

(1) In Boemia i Tscheki contansi più di tre milioni; in Moravia, un milione e mezzo; nella Slesia, da cento mila; nell'alta Ungheria, un milione e ottocento mila; in Vienna, quaranta mila; hanno colonie presso Ens nell'arciducato d'Austria; a Strehlen e a Wartemberg nella Slesia, quivi emigrati dopo il 1620; altre colonie tscheke vivono nella Volinia — Russia — e nell'America, a Chicago.

Slesiani e gli Illiri alla Dieta di Francoforte; se i loro rappresentanti non intervenissero, *l'Assemblea confermerebbe le elezioni fatte dai soli popoli tedeschi, avendo la Germania risoluto di difendere l'integrità dei confini dei paesi considerati*. Allora Boemi e Austriaci prepararono la guerra; i primi, per difendere la propria indipendenza e la propria naturalità; gli altri, per sostenere i diritti della Germania.

Mentre tali avvenimenti compivansi in Gallizia e in Boemia, l'Ungheria minacciava levarsi a ribellione contra l'imperio. L'indipendenza del regno, una amministrazione tutta propria e Ministri nazionali, mallevatori d'ogni loro operato, erano state le promesse fattele dall'Imperatore, ma non lealmente adempiute; però che, non essendole stato concesso di riscuotere le imposte proprie, a fine di provvedere ai bisogni del reame, l'indipendenza dei Magiari fosse di sola apparenza, non vera; allora i maggiorenti del regno protestarono contra la violazione della fede lor data, e il popolo chiese imperiosamente l'osservanza piena e intiera delle imperiali promesse. Impaurito dello atteggiarsi minaccioso della nazione, il Governo di Vienna accorda ciò che prima avevale negato; e il 14 marzo l'arciduca Stefano, Palatino d'Ungheria, in modo solenne annunzia all'Assemblea magiara le concessioni dell'Imperatore in tutta loro pienezza; Bathiani è presidente dei Ministri, tra' quali siede Luigi Kossuth al governo delle rendite pubbliche e del pubblico tesoro. L'11 aprile l'imperatore Ferdinando, recatosi a Presburgo per chiudere la Dieta, riconosce *liberamente e volontariamente* la nuova legge fondamentale dello Stato: onde i Magiari tornano nazione e ne riacquistano i diritti antichi. Divenuti liberi, non volendo che i loro fratelli abbiano a combattere i popoli levatisi in su l'arme per rivendicarsi a indipendenza e a libertà, chiedono a Vienna che il soldato ungharese sia richiamato in patria dall'Italia, dalla Gallizia e dalla Moravia; ma il Governo, che vuole disarmati i Magiari per poterli, al giugnere d'occasione favorevole, opprimere e

ritornarli alla prima servitù, rispondeva: = Non poter ciò fare senza correre pericolo di rovina; fermata la pace, renderebbe paghi i loro desiderî. = Le aspirazioni di costituirsi in nazione che l'Austria aveva osteggiate in Gallizia in Boemia e in Ungheria, venivano poscia con vituperevole politica promosse in Croazia (1) e nella Slavonia, terre di Slavi da secoli unite al regno magiaro. Intanto che i Ministri ungheresi estendevano le libere istituzioni, ottenute dal Governo, ai Croati e agli Slavoni, l'Imperatore, conceduta licenza a questi di costituirsi in regno, dava loro a *bano*, o governatore, il colonnello Giuseppe Jellachich; il quale, gridata l'indipendenza del suo paese, rompeva ogni legame e accordo, che sino a quel dì avevano tenuto congiunte le sorti della Croazia alla fortuna dell'Ungheria, e davasi sollecito a raccogliere armi e a ordinare gli armati, per tutelare i nuovi diritti della patria. Di quei giorni presiedeva al consiglio dell'Imperatore Fiquelmont, uomo di Stato della vecchia scuola di Metternich, il quale, come vedemmo, aveva fatto, poco innanzi, assai cattiva prova in Milano. Mentre, costretto dalla necessità dei tempi, egli accordava ai popoli della monarchia un libero reggimento, davasi in segreto a ordir congiure a danno di esso; ma i Viennesi, che sapevano alla libertà nimicissimo, non lasciarongli compiere il reo disegno, costringendolo con la violenza ad allontanarsi dal governo della cosa pubblica. La sera del 3 maggio moltitudine innumerevole di *Guardie Nazionali*, di studenti e d'operai, riunitasi davanti il palazzo del grande Cancelliere, intimavagli di deporre l'alto officio suo, che in libero Stato deve tenersi soltanto, da chi possiede la stima e la fiducia della nazione. Il dì appresso Fiquelmont lascia Vienna e gli è surrogato Pillersdorff; allora la città torna alla quiete usata — che deve però

(1) La Croazia chiamasi anche *Horvazia* e *Chorvazia*; i Croati abitano la bassa Ungheria tra il mezzogiorno e l'occidente; una colonia d'essi vive in Moravia sulle rive del *Dyja* o *Taj*, sotto il nome di *Podluzaci*.

durare brevissimi giorni — e le *Guardie Nazionali*, le quali temono le insidie del Governo, a guarentirsi da esse creano un *Comitato politico*, il cui intento è di sorvegliarne gli andamenti. I Ministri, che nella creazione di quel Comitato vedono un attentato alla loro autorità, lo disciolgono; giustamente sdegnate di atto sì arbitrario e tanto offensivo alla libertà, le *Guardie Nazionali* deliberano di chiedere ragione all'Imperatore del male operato da' suoi consiglieri. È il 15 maggio; chiamati dal tamburo a raccolta, i cittadini prendono le armi; la legione degli studenti e dei professori, le *Guardie Nazionali* e gli operai corrono numerosi a ordinarsi su la piazza dell'Università; essi contansi insieme più di ventimila. Una istanza viene allora presentata al Monarca, con la quale gli si domanda: la restaurazione del Comitato; lo allargamento della legge elettorale; un solo Parlamento, o se vuolsi altresì quello dei Pari, ne sieno però esclusi i principi imperiali, e la elezione loro non sia dell'Imperatore; in fine, lo allontanamento del presidio dalla città, le cui porte debbansi custodire promiscuamente da soldati e da *Guardie Nazionali*. — Calata è la notte; la risposta del Sovrano con tanta ansia attesa non essendo ancor giunta, il popolo armato portasi pieno di minaccie e d'ire su la piazza *Giusseppe*; e dopo alcune ore di aspettamento, disperando di averla, procede risoluto verso il *Castello*, dinnanzi al quale stanno attelati e pronti a combattere uno squadrone di corazzieri e una grossa mano di granatieri. È mezzanotte. A impedire un conflitto, che il caso non la volontà forse potrebbe accendere e apportare dolorosissime conseguenze, una deputazione di cittadini recasi presso il ministro Pillersdorff; poco dopo le concessioni desiderate sono bandite al popolo, e il dì vegnente dai Ministri pubblicamente affermate. Vienna è tutta festante; avvegnachè la parte liberale abbia riportato piena vittoria, e alla Corte e al Governo sia toccata piena sconfitta. Nella sera del 17 maggio la famiglia imperiale lasciata la città cammina verso

Innsbruck, ove giugne nella notte del 19; è questa una fuga che getta l'inquietudine nella metropoli della monarchia e ne commuove tutte le provincie. Boemi e Ungaresi solleciti mandavano deputazioni a *lui* per pregarlo di recarsi a Praga e a Pesth, *in mezzo a' suoi sudditi fedeli, i quali mettendo da parte ogni dissidio, univansi tutti nell'amore del Re e della patria.* — Anche le *Guardie Nazionali* di Vienna inviavangli deputati a supplicarlo di riedere sùbito tra esse; ma Ferdinando aveva risoluto di rimanere in quel paese — mantenutosi sempre in fede agli avi suoi, eziandio nei tempi più difficili — *sino a che la città fosse tornata all'antica devozione* (1). — Il conte Montecucoli, cui è affidata la tranquillità e la sicurezza della metropoli, credendo quella rimostranza d'affetto dei Viennesi all'Imperatore significare *abbandono della parte liberale*, a farla finita e per sempre con questa risolveva di sciogliere la *legione accademica*, stata sempre a capo di tutti i movimenti popolari. A compiere il disegno suo Montecucoli, il mattino del 26 maggio, fatte chiudere le porte della città, irrompeva per le vie con forte schiera d'armati, allo intento di spingere il popolo ad atti inconsulti e aver così un pretesto di vendetta; ma il popolo che avevane indovinato le mire disoneste, correva allora in gran numero all'Università per ordinarsi alle difese sotto la direzione d'uomini, altrettanto coraggiosi, quanto pieni di saviezza e di prudenza. La provocazione violenta del proconsole imperiale, che d'ogni parte avanzavasi con soldatesche e artiglierie, muove a sdegno e accende le ire eziandio in chi poco innanzi sforzavasi di rimettere la tranquillità negli animi agitati e tentava vie d'accordo e di pace. Provocatori e provocati si stanno di fronte; chi d'essi verrà primo agli assalti? chi sarà primo a percuotere? — Un soldato, inarcata l'arme, ferisce a morte un cittadino; al grido del

(1) Lettera dell'Imperatore al ministro Pillersdorff.

morente risponde il popolo col grido di *guerra*; ai tamburi, che danno agli imperiali il segno di prepararsi a combattere, fanno eco le campane dei templi, le quali, suonando a martello avvertono i cittadini essere per cominciare la pugna; e mentre si asserragliano le vie e s'apparechiano le resistenze, le *Guardie Nazionali* occupano senza contrasto le porte della città, dagli operai subito abbattute. Il Governo, a impedire la lotta, che prevede a sè funestissima, comanda ai soldati di riedere alle loro stanze; con tale provvedimento spera che il tumulto abbia a cessare, e il popolo abbia a posare le armi. Ma i cittadini hanno fermamente risoluto di non posarle, fino a che le libertà, da essi conquistate il 23 marzo, siano state assicurate dai Ministri, e le promesse, fatte da questi il 15 maggio, non abbiano avuto adempimento pieno e intero: e i Ministri, impauriti dallo atteggiarsi minaccioso del popolo in arme, cedono. Di *Guardie Nazionali* e di studenti costituiscesi allora un *Comitato di sicurezza pubblica*, il quale, senza por tempo in mezzo, chiede al Governo: = Guarentisca le concessioni del 15 maggio e faccia sgombrare la città da' suoi soldati; inviti l'Imperatore a tornare tra otto giorni a Vienna; raccolga la Dieta nella metropoli; faccia giurare dall'esercito la *costituzione*, e ordini alla nobiltà di dare ostaggi. = La sera del 27 maggio i Ministri pubblicavano un manifesto, nel quale, fatto conoscere di avere pienamente aderito a tutto l'operato del Comitato di sicurezza pubblica, promettevano di punire i provocatori del tumulto del giorno innanzi; e l'Imperatore pochi di appresso confermava, quanto i suoi Ministri avevano concesso al popolo *per la salute della patria e la felicità de' suoi fedeli sudditi di Vienna!!* — Per la seconda volta i Ministri di Ferdinando erano stati vinti dal popolo! (1).

(1) Il Governo stabilì allora di riunire la Dieta il 26 giugno in Vienna; la quale riunione venne poscia prorogata al 6 luglio.

CAPITOLO IX.

Santa Lucia.

Combattimento di Pastrengo del 30 aprile. — Considerazioni su di esso. — Giornata di Santa Lucia. — Considerazioni su la giornata del 6 maggio. — La divisione toscana a Montanara e a Curtatone. — Considerazioni su la giornata del 29 maggio. — Fatto d'arme di Colmasino; resa di Peschiera. — Giornata di Goito. — Considerazioni su la giornata del 30 maggio. — La divisione toscana si conduce a Brescia. Gli Austriaci tentano Cerlungo; Radetzky, riunito l'esercito, recasi all'Adige, che valica a Legnago.

Per continuare il sistema di guerra metodica adottato da Carlo Alberto era necessario non solamente compiere l'assedione di Peschiera, a fine di levarle ogni via di comunicazione col grosso dell'esercito di Radetzky campeggiante su l'Adige, ma ben anche di cacciare il nimico dalle posture di Pacengo, Cola e Pastrengo. Da prima il Re voleva stringere d'assedio quella fortezza; di poi cedendo al consiglio sennato di Franzini, cioè di tentare Verona innanzi il giugnervi delle schiere di Nugent, comandava a' suoi generali di avanzarsi. Il 26 e 27 aprile i regi valicavano il Mincio a Monzambano, a Valeggio, a Volta (1); Bava re-

(1) All'albeggiare del 26 uno squadrone di cavalleria, due compagnie di fanti e alcuni bersaglieri spingevansi, per riconoscere il terreno

cavasi con le sue divisioni a Custoza, a Sommacampagna e a Sona; De Sonnaz, con parte di sue genti accerchiata Peschiera su le due rive del fiume, con la restante occupava Castelnuovo e Santa Giustina, appoggiandosi a sinistra al lago di Garda e spingendo le ascolte de' suoi campi sin presso le posture nimiche (1). Il Duca di Savoia con la riscossa portavasi a Guastalla, a Oliosi e a San Giorgio in Salice; la picciola divisione toscana, i *volontari* di Toscana e di Napoli, i Modenesi e un battaglione del decimo reggimento di fanti napoletani rimanevano a campo dietro l'Osona Nuovo e a Governolo; l'altro battaglione napoletano in Goito, a difendervi la testa di ponte sul Mincio; il Re poi il mattino del 28 prendeva stanza in Sommacampagna col quartier generale. Le legioni dei *volontari*, comandate da Durando, stavano sempre a guardia dei passi del Tirolo, da ròcca d'Anfo allo Stelvio. A rendere più forti i campi tenuti dall'esercito regio alzaronsi valli e si costrussero bastioni tra i colli di Palazzolo, di Santa Giustina, di Sona, e munironsi d'artiglierie; si elevarono opere di terra a Governolo, a Borgoforte, all'Osona Nuovo; ma non si provvidero, nè allora, nè di poi, di fortificazioni i valichi del Mincio a Valeggio, a Salionze, a Monzambano; dalle quali gli Italiani, costretti per rovesci di loro armi a indietreggiare — ciò che avvenne in sul finire di luglio — avrebbero potuto frenare lo incalzare del nimico vittorioso a Sommacampagna e a Custoza e contrastargli con vantaggio il passaggio del fiume. Prima dello avanzarsi di Carlo Alberto gli Austriaci occupavano con poche forze le alture di Pastrengo, terra che siede su la destra dell'Adige, circa tre

e aver lingua del nimico, sino a Villafranca; incontratisi in una ricognizione d'ussari e di fanti austriaci l'assalivano, la fuggavano e facevano ventitrè prigionieri.

(1) La sera del 27 avvenne un forte badalucco sotto Peschiera; nel quale i Parmigiani, non avendo riconosciuto i regi, presili per nimici trassero su loro.

ore di cammino a monte di Verona (1); tutto l'esercito poi del maresciallo stava accampato lungo quel fiume, da Santa Lucia sino ai colli di Pastrengo e a cavaliere delle vie di Peschiera, Valeggio e Villafranca. Tosto che ebbe indovinato il disegno di Carlo Alberto, Radetzky mandava la brigata Wohlgemuth a occupare le alture di Pacengo, Cola e Pastrengo; e a sostegno di quella, la brigata Taxis a Busolengo. Se il vecchio maresciallo avesse saputo apprezzare al suo giusto valore la postura di Pastrengo, che difende la valle dell'Adige, protegge Rivoli e fa anche più sicura la via di comunicazione tra Verona e Peschiera, al certo vi avrebbe eretto opere fortificatorie: quale era allora, non potevasi da quella postura resistere ad assalitori gagliardi. Il 28 aprile Bes tentava con la sua brigata Cola e Pacengo; sopraffatte dal numero dei nemici le genti di Wohlgemuth indietreggiavano; il qual generale, prevegendo nuovi assalti, mentre mandava per aiuti a Radetzky, raccoglieva la sua brigata a Pastrengo, ove poi nella notte giugnevagli quella dell'arciduca Sigismondo: il luogotenente maresciallo Wocher assumeva allora il comando delle brigate riunite. Al dimani il generale Broglia, levato il campo di Santa Giustina, muoveva con la sua divisione verso Pastrengo; e Wohlgemuth, informato del suo avvicinarsi, risoluto di prendere le offese, andavagli incontro con la brigata di Taxis; e l'affrontava per via; ma a sua volta sopraffatto dal numero dell'avversario, doveva retrocedere a Pastrengo. — De Sonnaz, avuto dal Re il carico di impadronirsi delle alture, dava questi ordini per l'impresa da condursi il 30 di quel mese d'aprile. Egli comandava al generale Broglia, che innanzi il levarsi del sole muovesse di Santa Giustina ad assalire di fronte il nimico con sette battaglioni di fanti, due compagnie di bersaglieri, quella dei *volontari* parmigiani e quattro batterie di can-

(1) Vedi l'Atlante.

noni — cinque mila uomini allo incirca; al generale Federici, che con quattro battaglioni di fanti — da tre mila uomini — procedesse da Cola verso l'Adige a monte di Pastrengo per minacciare di sopravanzare l'ala destra degli Austriaci; in fine, al Duca di Savoia di recarsi a Santa Giustina con cinque reggimenti di fanti, undici squadroni di cavalli e due batterie di cannoni, per sorvegliare le mosse del nimico dalla parte di Verona. Prima alle offese fu la schiera guidata dal generale Broglia, la quale, appoggiata dal fuoco di dodici artiglierie, salì audacemente il colle di Pastrengo; ma gli Austriaci, che ben prevegendo quell'assalto vi si erano tutti raccolti, trassero subito e con tale furia con le loro artiglierie e i loro moschetti contra i regi da costringerli ad arrestare il passo; ma appena giunse Federici con sue genti e una brigata della riscossa del Duca di Savoia, Broglia rinnovò l'assalto. Dopo tre ore di combattimento sanguinoso gli imperiali, vedutisi d'ogni intorno accerchiati e temendo perdere, se più oltre indugiassero a ritrarsi, ogni via di scampo, cominciarono a indietreggiare, lentamente però; ma quando furono investiti da dugento carabinieri a cavallo — la scorta del Re, ch'era venuto all'impresa — rotti gli ordini, si volsero a fuga precipitosa. Perduta Pastrengo, la brigata Taxis lasciò Bussolengo; scesa all'Adige, lo valicava non lungi di Pescantina. Nella giornata del 30 aprile, d'ambe le parti de' guerreggianti strenuamente combattuta, le maggiori perdite toccarono agli Austriaci, i quali contarono da seicento de' loro morti o feriti e cinquecento prigionieri in mano del vincitore (1). A divertire l'attenzione del generale Federici, allora che portavasi sopra Pastrengo, il maresciallo Rath mandava fuor di Peschiera quanto più poteva di sue genti ad assaltare il campo assediato, spe-

(1) Il primo assalto cominciò alle undici del mattino; alle tre e mezzo pomeridiane il combattimento era finito.

rando con ciò chiamare sopra di sè Federici; ma questi continuò sua via e le genti di Rath furono con lieve sforzo respinte. Anche Radetzky, quando più viva era la mischia a Pastrengo, usciva di Verona con tre brigate di fanti, avanzandosi su la via di Castelnuovo per cogliere i nemici alle spalle; ma avvertito poscia che il Duca di Savoia tenevasi in Santa Giustina con tutta la divisione di riscossa, tornossene a Verona, non essendo disegno suo di far la giornata col Re.

L'impresa di Pastrengo fu bene disegnata; degni di lode gli ordini dati per essa, non però molto a lodarsi il modo col quale venne governata. Se gli assalti fossero stati meglio armonizzati, gli Italiani avrebbero sofferto assai minori danni e ottenuto più efficaci risultamenti; gli Austriaci ebbero il vantaggio della postura, ma i regi ebbero quello del numero, soverchiante di molto le forze degli avversari. Broglia, appena giunto ai piedi delle alture occupate dai nemici, le assaltò vigorosamente, e fece bene; ma il generale Federici camminò assai lentamente, onde tardi giunse alla pugna; e la sua lentezza sarebbe stata cagione di gravi danni ai regi e avrebbe fatto fallire quell'impresa, se gli Austriaci fossero stati più risoluti nel respingere il primo assalto. Il Re, vincitore, non seppe profittare della vittoria; s'egli avesse vigorosamente incalzati gli imperiali nella disordinata loro fuga e se le sue artiglierie avessero rovinato il ponte costruito su l'Adige al di sopra di Pastrengo — ed era facilissima cosa — Woher sarebbe stato costretto a posare le armi, o a gettarsi nel fiume per salvarsi; non molestato, passò il ponte con la schiera del colonnello Zobel — un battaglione di cacciatori tirolesi e due cannoni — che Welden avea da Roveredo mandato in suo aiuto. Radetzky, non reputandosi bastevolmente forte da cimentarsi coi nemici in campo aperto, tenevasi dietro le sue difese; e ciò era da capitano prudente; ma se egli fosse stato saggio e accorto, e tale dicevanlo i suoi ammiranti

tori, avrebbe dovuto validamente presidiare Pastrengo, Cola e Pacengo, e munire di adatte fortificazioni queste terre, col possesso delle quali tornavagli facile di proteggere, come sopra già notammo, la valle dell'Adige, assicurarsi le vie di comunicazione con Welden, campeggiante il Tirolo, con le provincie tutte dell'imperio, con Peschiera e impedire l'ossidione di questa fortezza, tempestando di continuo i campi dei nimici, che vi stavano attorno attorno. La resistenza degli Austriaci, ostinata in sul cominciare degli assalti, fu di poi debolissima; forse Woche, trovandosi lasciato alle sole sue forze, stimò prudente consiglio indietreggiare per non correre pericolo di vedersi tolta l'unica via di ritratta, il ponte su l'Adige. In verità fu una vana ostentazione di armati e di armi quella di Radetzky sopra la grande via di Verona a Peschiera; e dico *vana*, avvegnachè egli non intendesse punto di venire in quel giorno a giornata coi nimici. Per salvare Woche e conservarsi le belle militari posture di Pastrengo, perchè non assaltò gagliardamente e con tutto lo sforzo di guerra il campo del Duca di Savoia? La schiera di Broglia, richiamata addietro dal cannone di Santa Giustina, sarebbe stata certamente in suo cammino ferita, e con molto danno, dalla brigata Taxis, la quale, da Bussolengo scesa al piano, nel portarsi in sussidio dell'ala destra dell'esercito di Radetzky avrebbe urtata contra il fianco sinistro di quella. — Welden, innanzi di calare a Rivoli e a Ponton, per unirsi all'esercito del maresciallo, deliberato di non lasciare nessuna terra del Tirolo in potere de' *volontari* italiani — che, occupando val di Ledro e d'Ampola da Storo a Tiarno, minacciavano anche Riva — il 27 aprile mandava contr'essi due schiere di sue genti per cacciarli di là. Quella di destra per la via di Tione, l'altra di sinistra per la valle di Ledro scendevano sopra Storo; la prima, duce il luogotenente colonnello Signorini, contava quattro compagnie e mezza di fanti leggeri; la seconda, capitanata dal luogotenente colonnello Pechy, era forte di sette compagnie e

mezza di fanti. I *volontari* italiani guidati da Anfossi, andarono incontro a Signorini, che primo era giunto nelle vicinanze di Storo; il quale, avvertito che Pechy trovavasi da lui ben lontano, indietreggiò sin presso Condino; e ridiscese quando seppe che egli stava per assaltare Storo. Anfossi, che non ha forze bastevoli per resistere alle schiere riunite dei nimici, presidiato con parte de' suoi il castello di Lodrone, con la restante si ridusse al ponte di Caffaro, e lo munì di difese. — Cosa fece il maresciallo dopo l'esito infelice toccato al combattimento di Pastrengo? Raccolte tutte le sue armi intorno a Verona, diedesi a fortificare le terre da quelle campeggiate, indovinando non lontano un assalto di tutto lo sforzo del Re. Da trenta mila Austriaci si distesero allora sopra un grande arco di cerchio, le cui estremità appoggiavansi all'Adige, la destra a Chievo e la sinistra a Tombetta, proteggendo così Verona. Essi avevano costruite molte opere fortificatorie di terra a Crocebianca, a San Massimo e a Santa Lucia; le prime guardie de' loro campi, le ascolte loro trovavansi a Camponi, a Canova, a Feniletto, e su la via di Villafranca spingevansi fino a Dosobuono; il terreno occupato era vantaggiosissimo alla difesa. La divisione di Woche guardava la stretta di Parona, che giace a sinistra dell'Adige su la via di Verona a Rivoli; la schiera del colonnello Zobel tenevasi a Volargne, pur su la sinistra di quel fiume, e là dove la via, che scende di Rivoli, si bipartisce, la destra conducendo a Ponton e a Pastrengo; l'altra, a Verona; in fine, le genti di Welden, calate dal Tirolo, stavansi su le alture di Rivoli; presso le quali venivano, di lì a poco, ad accamparsi un reggimento di fanti italiani, un battaglione di *volontari* e mezza batteria di cannoni: ciò chiaramente accennava a prossimi assalti di quelle posture.

Carlo Alberto, a profittare del turbamento prodotto nel campo nimico dalle novelle de' recenti moti di Gallizia e di Cracovia e dello agitarsi dei Magiari, risolveva di tentare

Verona; alla quale impresa incoraggiavano i capi della parte liberale di quella città, che affermavano, la popolazione levarebbesi a tumulto allo appressarsi delle armi italiane per aiutarle. Fissato il 6 maggio per l'impresa, il Re, a vie meglio eccitare il maresciallo a fare la giornata con lui, divisava d'assaltare la fronte più estesa della fortezza, le cui artiglierie avrebbero efficacemente protetta la sua ritirata, se vinto, e dato valido appoggio alle offese contra i regi, qualora si fossero avvicinati di troppo alle mura. Trattavasi pertanto di impadronirsi di Santa Lucia, di San Massimo e di Crocibianca; se Radetzky fosse stato disfatto, i vincitori avrebbero forse potuto recarsi in mano Verona; e se gli Austriaci non avessero accettato la pugna loro offerta, Carlo Alberto avrebbe pur sempre eseguito una bella e utile ricognizione armata; il governo della quale veniva commesso a Bava, comandante del primo corpo d'esercito. I generali, che dovevano prender parte ad essa, nella sera del 5 recavansi presso il Re per discutere intorno il disegno presentato da Bava; il quale consigliava di differire l'assalto al mattino del 7, per dare tempo ai capitani delle divisioni e delle brigate di bene studiarlo, e alle soldatesche, di potersi recare all'ora stabilita ai luoghi loro assegnati: era un prudente consiglio, che però respingevasi da Carlo Alberto (1). Nè il disegno

(1) Il disegno di Bava consisteva in ciò:

« 1° Far partire la mattina per tempo i soldati da Sona, Sommacampagna, Staffalo, Custoza, Villafranca e Valeggio, in modo da raccogliersi tutti sul ciglio della leggera elevazione che passa da Feniletto e Cabuetta, dietro Fenilone verso Moreschi, occupando fortemente le alture di Palazzina e Feniletto, dove si appoggerebbe l'ala sinistra dell'esercito, temporaneamente però, mentre la destra sostenuta da numerosa artiglieria e da una brigata di cavalleria, si collocherebbe a scaglioni indietro da Moreschi a Palazzo della Madonna. La divisione di riscossa, con l'altra brigata di cavalleria e la sua artiglieria resterebbe, *in colonna*, in terza ordinanza avanti la strada che da Dossobono conduce a Sant'Agata, all'altezza però di Casalvi, Cassone e Camponi.

del generale Bava fu allora discusso, per essere già stato approvato dal Re quel di Franzini, il quale aveva eziandio dettato, per commissione dello stesso Carlo Alberto, gli ordinamenti della impresa. — Le tre prime divisioni e la divisione di riscossa erano state scelte per quella. L'avanguardia, composta della brigata *Regina*, dei reggimenti di cavalleria *Genova* e *Savota* e di due batterie di cannoni, doveva trovarsi alle sette e mezzo del mattino a Mancalacqua e Givolara, su la via di Sonà a San Massimo, sotto gli ordini del luogotenente generale d'Arvillars; e dietro all'avanguardia la brigata *Cuneo*, della divisione di riscossa, meno un battaglione che presidiava Valeggio, Monzambano, ecc. Alla medesima ora, ordinata a scaglioni a mille passi dietro e a destra dell'avanguardia, la brigata *Aosta* con la sua batteria di cannoni doveva avanzarsi da Sommacampagna verso Santa Lucia, tenendosi in suo cammino all'altezza della brigata *Aosta*; e parimenti alla sette e mezzo la brigata *Casale* aveva a trovarsi a Gonfardine con la sua batteria d'artiglieria ordinata a scaglioni a mille passi dietro la brigata *Aosta*, seguita ad eguale distanza e alla sua destra dalla brigata *Acqui*; la quale dovea percorrere la

« 2° Quando le divisioni saranno così tutte collocate su le posture sovradette, il centro dell'ordinanza, passando per Fusaro e Spexiale, darà l'assalto a San Massimo, sostenuto da un reggimento di cavalleria, che andrà a occupare l'angolo saliente che formano le alture presso Cioletta, da dove minaccerà assalire per fianco il nimico stabilito a Crocebianca e San Massimo. L'estrema sinistra, partendo da Palasina e Feniletto, seconderà tale assalto e s'impadronirà di Crocebianca, mentre l'ala destra assalterà di fronte Santa Lucia e impedirà con la sua cavalleria agli Austriaci collocati a Tomba e Tombetta di rientrare in Verona. La riscossa seguirà tali movimenti e mentre il primo corpo d'esercito coronerà co' suoi bersaglieri e cacciatori le alture che stendonsi tra Chievo, Crocebianca, San Massimo e avanti a Santa Lucia, la riscossa andrà a occupare le posizioni che saranno lasciate dal primo corpo d'esercito. »

Vedi l'Atlante.

via di Villafranca preceduta e fiancheggiata a destra dai reggimenti di cavalleria *Aosta* e *Nizza*. La terza divisione — l'ala sinistra dell'esercito — pure alle sette e mezzo da Santa Giustina aveva a procedere così: il primo reggimento della brigata *Savota*, ordinato a scaglioni a mille passi dietro la sinistra della brigata *Cuneo*; il secondo reggimento di quella col secondo della brigata *Savona* e i Parmensi, occupato Bussolengo con alcune compagnie di fanterie, dovevano seguire, ordinati in iscaglioni, il primo reggimento della brigata *Savota*, preceduti e spalleggiati da nove squadroni dei reggimenti di cavalleria *Novara* e *Piemonte*; in fine, la brigata dei granatieri della divisione di riscossa dovea tener dietro a quella di *Aosta* a mille passi di distanza. Pervenute alle alture di Feniletto e di Ca Buetta, le brigate *Aosta* e *Regina* avevano a distendersi in prima ordinanza, e quelle dei granatieri e di *Cuneo* in seconda sotto il comando del Duca di Savoia: questo, il centro dell'esercito; di cui il corno destro componevasi delle brigate *Casale* e *Acqui*, disposte a scaglioni da Moreschi alla Madonna; il sinistro, dalle brigate *Savona* e *Savota*, che dovevano fortificarsi in Feniletto e in Palazzina. Così ordinate le varie schiere dell'esercito, forte di trentaquattro mila uomini e quattromila cavalli muoverebbero ad affrontare il nimico nella medesima ora su tutti i luoghi da esso occupati. Esse dovevano raccogliersi sopra il ciglio della leggera elevazione, che sta davanti a Feniletto e Ca Buetta e corre dietro Fenilone verso Moreschi, appoggiandosi a sinistra alle alture di Palazzina e Feniletto — queste tenendo con buone forze — e a destra ordinandosi indietro a scaglioni da Moreschi a Palazzo della Madonna, sostenute dalla cavalleria, dove la brigata *Aosta* raggiungerebbe poi l'ordinanza della brigata *Regina* — e la cui cavalleria passerebbe alla riscossa — e i granatieri si avanzerebbero con la brigata *Cuneo*. Al primo momento, vale a dire al muoversi dell'avanguardia, il generale Bava dovea trovarsi a Ca Buetta, a sinistra della via che da Sonà mena

a Verona, e d'Arvillars — comandante della prima divisione — a Casetta pur su quella via; Ferrere — comandante della seconda — alla cascina Moreschi a destra e presso la via di Sommacampagna a Verona; Broglia — della terza divisione — a Pontera, là dove la via biforcandosi va da una parte alla cascina Corno, dall'altra a Crocebianca. Al *secondo momento*, cioè quando l'esercito avrà occupate le posture assegnategli, Bava avea a porsi dinanzi a San Massimo con d'Arvillars; Ferrere, a Santa Lucia; Broglia, a Crocebianca; da dove e nel medesimo tempo insieme si avanzerebbero ad assalire il nimico su queste sue posture. La brigata *Regina*, sostenuta da un reggimento di cavalleria, andrebbe sopra il villaggio di San Massimo, battaglia o centro degli Austriaci; quella d'*Aosta*, appoggiata dalla divisione Ferrere, porterebbesi sopra Santa Lucia, la sinistra degli imperiali; e Broglia, con la sua divisione, sopra Crocebianca, la destra dell'esercito avversario; alla cavalleria del generale Ferrere era stato commesso di sopravanzare gli Austriaci, che tenevano Tomba e Tombetta, per levar loro la via di Verona; a quella di Broglia, di spingersi all'Adige a spiare i movimenti dei nimici campeggianti la sinistra del fiume a monte di Parona — erano le brigate di Wohlgemuth e dell'arciduca Sigismondo; in fine, il Duca di Savoia avea ricevuto l'ordine di tener dietro con la divisione di riscossa all'avanzarsi delle battaglie italiane, e collocarsi ne' luoghi occupati dalla prima ordinanza innanzi il cominciare della pugna, e quando avesse superate le alture di San Massimo, Crocebianca e Santa Lucia (1). Questo il disegno, questi

(1) « La riscossa seguirà i sopradescritti movimenti, e mentre le divisioni della prima ordinanza coroneranno coi loro bersaglieri e cacciatori le alture che si stendono da Chievo a Crocebianca, a San Massimo e davanti a Santa Lucia, la detta riscossa occuperà le posture lasciate dalla prima ordinanza. » (*Ordine del giorno 5 maggio, del generale Di Salasco, capo dello Stato Maggiore Generale*).

gli ordinamenti del generale Franzini per la ricognizione armata di Verona, che mutavasi in combattimento fieramente sostenuto dai guerreggianti, a vicenda assaliti e assalitori; esso costò molto sangue ai regi senza approdare al porto sospirato! — Quali erano le posture che tenevano gli Austriaci, in quel giorno 6 maggio, attorno a Verona? La loro sinistra, composta delle brigate Strassoldo e Clam, occupavano Tombetta e Santa Lucia; quelle di Giulay e di Liechtenstein stavano a San Massimo e a Crocebianca, il centro delle battaglie imperiali; alla destra, verso Chievo, trovavasi la brigata di Guglielmo Taxis; e la riscossa di cavalleria — cinque squadroni — schierata presso le mura di Verona sotto il comando di Simbschen. Tutte queste forze armate sommarono a venti mila fanti e due mila cavalli; le quali, durante la pugna, si accrebbero di tre battaglie e quattro compagnie di fanterie e d'una batteria di cannoni, aiuto chiamato al presidio della fortezza dal maresciallo uscito a governare la giornata.

Il tardo invio degli ordini ai comandanti delle divisioni, delle brigate e dei reggimenti tornò di gravissimo danno all'impresa e fu certamente la prima delle cause di sua mala riuscita. Bava, che, come dicemmo, doveva dirigerla, li ricevette alle ore due del mattino 6 maggio; Ferrere, alle quattro; assai più tardi arrivarono ai capi delle brigate; alle sette ai reggimenti. « *Di qui spiegasi il ritardo dei corpi nel giugnere ai posti lor designati,* » così il generale Bava nella citata sua *Relazione*. — Il primo affronto cominciò alle nove ore. La divisione d'Arvillars moveva dal suo campo, all'ora fissata, insieme a Bava; il Re camminava con la brigata Aosta; la quale presso le Caselle d'Erba su la via di Sommacampagna a Verona, poste in fuga le prime guardie del nimico, veniva alle mani coi cacciatori tirolesi; avanzatasi poscia sino alle Cassine, davanti a Santa Lucia, vedevasi sbarrato il passo dal nimico, che riparato dietro i muri di quelle, pertugiati di feritoie, faceva vivissimo fuoco; cacciato di là, le Cassine

cadevano in mano dei regi. All'uscir di queste trovarono il nimico fortemente appoggiato a Santa Lucia e al coperto di parapetti, già costrutti dai contadini con le pietre tolte al terreno nel lavorarlo. La brigata *Aosta* valorosamente sostenevasi; ma non avrebbe potuto resistere a lungo da sola, non essendo ancor giunte ai loro posti di combattimento nè l'avanguardia, nè l'altre divisioni, onde fu necessità mandare ufficiali a sollecitarne l'arrivo, e necessità altresì di portare quella brigata alcun poco a sinistra, farle prendere il posto dell'avanguardia — che indugiava a venire — e chiamare innanzi i granatieri. Bava, recatosi in quel mezzo presso Carlo Alberto, dirigeva contra il cimitero di Santa Lucia la brigata *Aosta*, al cui avvicinarsi i cacciatori del colonnello Kopal — eran due compagnie — prendevano a trarre con furia dalle feritoie aperte nei muri che lo chiudono e, non offesi, gravemente offendevano. Il generale Bava, visto d'essersi appressato di troppo al nimico e giudicando assai pericoloso il retrocedere, avanzossi con sue genti contra quel ridotto, chiave forte alla guardia di Santa Lucia; ma non potè espugnarlo non ostante il vantaggio del numero; nè gli fu possibile, per allora, di condurre all'assalto i granatieri, corsi in suo aiuto, causa gli ostacoli che d'ogni parte incontravano per via; però a un battaglione di quelli venne dato d'impadronirsi d'una cascina — la *Pellegrina*, posta tra Santa Lucia e San Massimo, dalla quale si protesse il congiungersi delle due brigate *Aosta* e *Regina*. A un'ora pomeridiana il generale Passalacqua assaltava, alla sua destra, Santa Lucia con la brigata *Casale*; al romore dell'assalto Bava, traendo sollecito a quella parte, spingeva pure sue genti sopra il villaggio tanto contrastato; contra il quale i granatieri — cui era riuscito di avanzarsi — iti due volte con la baionetta spianata riportavano vantaggi, non bastevoli però a frenare l'impeto degli Austriaci prementi d'ogni parte l'armi del Re. Dal grave pericolo, che lor soprastava, le tolse la brigata *Re-*

gina, tardi arrivata, ma a tempo a impedire alla cavalleria nimica di sopravanzare le ordinanze italiane. Fu allora che i granatieri, avuto un sussidio dalla brigata *Casale*, superavano il parapetto di pietre, dietro il quale combattevano, e che prima non avevano osato passare, per non trovarsi di fronte ai cacciatori tirolesi, che da una diga, parimenti in pietra, facevano contr'essi fuoco micidialissimo; e corsi poi sopra Santa Lucia assaltavanla con tanto furore che i suoi difensori — le brigate di Strassoldo e di Clam — mal reggendo all'urto delle *Guardie* — i granatieri — non ostante il più strenuo combattere, dovevano abbandonarla; e con quelle brigate indietreggiava co' suoi Tirolesi il colonnello Kopal, il quale, per lo sgombero di Santa Lucia, non poteva tenere più a lungo il cimitero. — Dal villaggio di Santa Lucia scorgesi Verona e se ne distinguono parte da parte le fortificazioni: onde Carlo Alberto potè da quello osservare attentamente la città; e stette là alquanto tempo nella speranza di vedere i segnali della popolare sommossa e udire il tumulto del combattimento; avvegnachè levata d'insegne e pugna fossergli state promesse dai capi della parte liberale, quando pochi giorni innanzi erano venuti al suo campo per invitarlo a far l'impresa di Verona, impresa che doveva favoreggiare il sollevarsi dei cittadini. Nè è a dire quanto il Re si partisse di Santa Lucia scontento e scontento, a cagione del silenzio che si accorse regnare nella terra, indizio sicuro di tranquillità e quiete de' suoi abitatori.

Mentre Bava combatteva con buona fortuna a Santa Lucia, il luogotenente maresciallo d'Aspre superava a Crocchianca la divisione di Broglia; bene questa aveva nei primi assalti guadagnato del campo; ma non appoggiata dalla brigata *Regina*, cui spettava difendere il fianco destro della sua ordinanza, veniva respinta. La brigata *Savota*, giunta ai piedi d'una altura signoreggiata dagli Austriaci, ordinatasi in ischiera d'assalto la sali arditamente; ma non avendo fatto riconoscere prima il terreno

da' suoi bersaglieri, fulminata da alcune artiglierie nascoste fra i cespugli, dovette indietreggiare; rifattasi, tornò all'assalto, e fu per la seconda volta ribattuta. Veduta la impossibilità di impadronirsi di quell'altura e mancatogli, come già dissi, l'appoggio della brigata *Regina*, risolvette di ritrarsi su le prime sue posture, facendosi sostenere dalla brigata *Savona*; ma un reggimento di questa subito piegando e nel massimo disordine indietreggiando trasse con seco i Savoiani e le milizie parmensi. Bava, che in Santa Lucia resisteva con vantaggio ai nimici — i quali, afforzatisi di alcuni battaglioni usciti da Verona, erano venuti all'assalto per riprendere quel villaggio — tosto che seppe della rotta di Broglia e del premere degli Austriaci dalla parte di Crocebianca, temendo di vedersi sopravanzato alla sua sinistra, sgombrò Santa Lucia e nel tempo stesso mandò ordine ai generali di indietreggiare e far ritorno ai proprii accampamenti per le vie poco avanti percorse nel venire all'impresa. E vi tornarono senza patire danni o gravi molestie dai nimici, eccetto una schiera della divisione di Ferrere, la quale, offesa da alcuni feritori austriaci, nascosti entro case, che da bene accorto capitano avrebbe dovuto occupare, credendosi assalita da forze assai più numerose che in realtà non erano, si sbandò; ma, chiamata da' suoi capi, subito rioridinossi; e allora il luogotenente nelle artiglierie Salino co' suoi cannoni e Griffini co' suoi volontari cacciarono di quelle case i bersagliatori nimici. Il Duca di Savoia avuto il carico di proteggere la ritirata dell'esercito, con la brigata *Cuneo* tenuta sempre alla riscossa, avanzossi speditissimo contra gli imperiali usciti da Santa Lucia per incalzare i regi indietreggianti, e urtò con tanto furore sopra quelli da ributtarli malconci al di là del villaggio più lontano di quanto non era riescito a Bava con maggiori forze. — Il combattere cominciato alle nove del mattino, durò sin quasi le cinque del pomeriggio; gli Austriaci ripresero le posture che prima di quello occupavano; e

gli Italiani, i loro campi di Goito, Villafranca, Sommacampagna, Sona, Santa Giustina e Pastrengo. Eguali perdite soffrirono in quel giorno i guerreggianti e furono gravi; tra i morti gli Austriaci ebbero un generale, Salia, che stava con l'Arciduca Sigismondo e aveva, da semplice *volontario*, assistito alla pugna; durante la quale alcuni soldati italiani disertarono dalla bandiera imperiale per correre a schierarsi sotto le insegne della patria.

La giornata di Santa Lucia nulla fruttò ai combattenti. Gli Austriaci gridaronsi vincitori; essi, che non avevano osato allontanarsi dal cannone della loro fortezza; che non seppero profittare del disordine nel quale i regi erano caduti dopo i primi assalti del cimitero e di Santa Lucia; che nulla conquistarono; che, cacciati da quel villaggio, il ripresero solo allora che gli Italiani avevanlo lasciato; in fine, che urtati da una sola brigata, guidata dal Duca di Savoia, non ardirono più incalzare l'esercito del Re indietreggiante verso i suoi campi. In che cosa dunque consisteva la vittoria di coloro i quali, tenendosi *strettamente* alle difese, eransi accontentati di respingere gli assalitori? — L'esercito di Carlo Alberto pugnò valorosamente, ma non seppe vincere; quali le cagioni? Primissima, il tardo invio ai generali, designati all'impresa, degli ordini per questa; ciò che impedì a qualche brigata di muoversi dagli alloggiamenti all'ora fissata (1): donde, assalti incom-

(1) Nelle *Memorie inedite* del luogotenente generale *Paolo Frasnini*, il quale nella guerra del 1848 stava, capitano nelle artiglierie, presso il Re col fratello suo Ministro sopra le armi, trovo scritto: *Avere egli stesso portato gli ordini per la ricognizione armata di Verona al capo dello Stato Maggiore dell'esercito, generale Salasco, il mattino del giovedì per essere IMMEDIATAMENTE trasmessi ai comandanti delle divisioni che dovevano prender parte alla ricognizione di Verona; e che alle undici di sera del venerdì — giorno precedente a quello fissato per la ricognizione — un ufficiale stava copiando quegli ordini presso il gene-*

posti e insieme non armonizzati (1). L'ardore eccessivo della brigata *Aosta* — con la quale dicemmo camminare il Re — che da sola avvicinossi e di troppo alle forti posture del nimico ruppe l'ordine prestabilito. Gli imperiali, come già notammo, campeggiavano tutti i villaggi intorno a Verona su la destra dell'Adige, formanti un grande arco di cerchio, la corda del quale era tangente alle mura della fortezza, e le cui estremità appoggiavansi al fiume; e quei villaggi il maresciallo aveva avuto cura di fortificare, come anche d'innalzare opere in terra nei luoghi più esposti alle offese. La deliberazione presa dai generali il giorno innanzi — quando il Re avevali chiamati a consulta di guerra — d'assaltare alla medesima ora tutte le posture dei nimici era certamente sennatissima; ma essi dovevano ricordarsi che « *in ogni giornata havvi un punto il quale decide della vittoria e la dà meglio di qualsiasi altro, assicurandosi però l'applicazione dei principi della guerra, e che bisogna mettersi in istato di portare tutte le forze possibili su quel punto* » (2). Dovevano pertanto gli Italiani combattere debolmente il nimico a Crocebianca o a Tombetta; simulare un forte assalto contra il centro delle sue battaglie; e gagliardamente e con poderose schiere assaltare una delle estremità del grande arco cerchio delle sue posture fortificate, romperla e sopravvan-

rale Salasco. Ciò non fa certamente l'elogio dello zelo degli ufficiali dello Stato Maggiore dell'esercito. — Del luogotenente generale Paolo Franzini avremo a dire molto onorevolmente nel corso di queste istorie, quando narrenderemo le guerre del 1860, 1861 e 1866.

(1) «... la battaglia di Santa Lucia... non ebbe alcun risultamento, perchè nessuna delle colonne piemontesi arrivò al tempo fissato. Ma i generali piemontesi s'erano dimenticati che dovendosi camminare sul terreno e non su la carta, le distanze non sono a misurarsi cogli occhi o col compasso, ma coi piedi, coi piedi del soldato — col tempo cioè, all'uso dei montanari. »

CARLO DECRISTOFORIS, *Che cosa sia la guerra*, cart. 74; Milano, 1868.

(2) JOMINI, *Précis de l'art de la guerre*, cart. 221; Brusselle, 1838.

zaria; di tal modo operando avrebbero tolto da quella parte agli Austriaci la via di loro ritratta in Verona e preso di essi buon numero di prigionieri. « Gli assalti fatti con buone forze contra un'ala dell'esercito nimico, scrisse Carnot — che soventi volte è possibile di prendere a rovescio — al minore sacrificio d'uomini aggiungono il vantaggio di costringere l'avversario a partirsi dalle sue posture..... » Se Bava avesse operato giusta questo savio principio di guerra — che fu e sarà sempre fecondo di grandi risultamenti — avrebbe forzato il maresciallo a far la giornata con tutto l'esercito, od oppresse e compiutamente disfatte le schiere che difendevano Santa Lucia, San Massimo e Crocibianca. Padrone di questi villaggi sarebbe stato facile al generale Bava di tentare Verona, e dalle alture circostanti batterla poscia con le grosse artiglierie, che da un giorno all'altro aspettavansi al campo per l'assedio di Peschiera. Perduta ogni via di comunicazione con Mantova e minacciato sì presso dai vincitori, qual partito mai rimaneva a pigliarsi dal maresciallo? Validamente presidiata la fortezza, egli avrebbe dovuto con lo sforzo suo di guerra campeggiare l'Adige fino a Legnago, per contrastarne il passo al nimico, e occupare le forti posture di Caldiero e San Bonifacio sino a che, venute a lui le schiere di Nugent e di Welden, sarebbe tornato alle offese. — Grave errore commisero i generali del Re d'assalire gli Austriaci prima d'aver fatto esplorare e riconoscere il terreno che stendevasi dinnanzi ai luoghi occupati dai nimici e sul quale avevano a combattere: onde menarono le loro soldatesche « *in angoli e quasi imbutti*, come ci lasciò scritto Bava, *sicchè non ci riesciva possibile di uscire da quel labirinto, se non retrocedendo di circa mezzo miglio* » (1). Ricognizioni militari dovrebbero fare tutti i giorni, e quasi tutte le ore quando si è in vicinanza

(1) *Relazione delle operazioni militari nel 1849*, cart 23; Torino, 1848.

del nimico; ma gli ufficiali dello Stato Maggiore dell'esercito sardo ne facevan poche, o le facevan male, come faremo notare descrivendo la giornata di Goito del 30 maggio. — Fu grave errore assalire gli imperiali in sito, per natura vantaggioso alle difese e fortificato dall'arte; Napoleone non voleva che si avesse a combattere sui campi che dal nimico erano stati riconosciuti e studiati: « *Bisogna mettere ancor più cura a evitare quelli ch'esso ha afforzati*, così il gran capitano nelle sue *Massime di guerra, e sui quali si è munito di valli e di terrati* » (1). Sopra tutti gravissimo fu l'errore d'assaltare la postura più forte degli imperiali; era contra Tombetta, che dovevansi voltare le maggiori forze; dunque, l'impresa di Verona non era stata nè bene concepita, nè bene ordinata. — Perchè mai Carlo Alberto — bene indovinando che Radetzky non sarebbe venuto con lui al cimento d'una giornata prima del giugnere di Nugent — non passò l'Adige per investire Verona su la sinistra del fiume? Perchè non corse a unirsi ai Pontifici per opprimere, con le forze congiunte, l'esercito austriaco di sussidio che dall'Isonzo era calato nell'alto Veneto? Se al maresciallo soprammodo importava temporeggiare per fare la giornata a momento a lui opportuno, a Carlo Alberto doveva sommamente importare di costringerlo a uscir fuori di Verona, per molestarlo poi senza tregua e affaticarlo in continue fazioni, nelle quali gli eserciti si stremano e si assottigliano; al contrario il Re concedette tempo a Radetzky, e assai più di quanto ne abbisognava: onde gli imperiali poterono riordinare l'esercito, accrescerlo di forza e rinnovarne la disciplina. Il governo supremo della guerra in apparenza tenevasi da Carlo Alberto, in realtà stava nelle mani or di Bava, or di Franzini; i quali tutti combattevano senza aver di mira il raggiungimento del vero obbietto d'operazione

(1) *Maximes de guerre de Napoléon*, cart. 10; Parigi, 1846.

e, quel che peggiore cosa si era, senza intendersi: donde il male esito sortito a quella guerra. « Più capi, così Montecuccoli, richieggonsi in un esercito, di cui sono più membra, più fronti, più funzioni, più luoghi ove operare ad un'ora;..... onde quanti più vi sono ufficiali maggiori, tanto meglio e più vigorosamente in ciascun luogo combattesi. Ma egli è però d'uopo che cotesti capi sieno esperti, uniti, sottoposti e bene affetti verso il primo; imperciocchè le risoluzioni e le esecuzioni della guerra vogliono prestezza ed esattezza..... Laonde, se più capi non s'intendono bene insieme, nè ad un medesimo fine concorrono, inevitabile è la rovina delle cose » (1). — La giornata di Santa Lucia pose in luce le imperfezioni e i vizi dell'organamento dell'esercito sardo, e fece conoscere altresì che la militare disciplina erasi di que' giorni già allentata dimolto; e ancor più si rilassò allora che i soldati s'avvidero della insipienza dei generali, i quali, non a combattere li conducevano, ma al macello (2). Perchè non punironsi gli ufficiali maggiori che, a Santa Lucia, durante la pugna

(1) *Opere di Raimondo Montecuccoli*, illustrate da Ugo Foscolo, vol. II, cart. 116; Milano, 1808.

(2) Il luogotenente nelle artiglierie *Bellezza*, lasciato co' suoi cannoni e artiglieri senza scorta dal generale Villafalletti — toltosi dalla pugna — a Santa Lucia — dopo breve resistenza con la brigata *Aequi* — non indietreggiò sino a che col fuoco vivissimo delle sue artiglierie non ebbe fugato il nimico, che stavagli dinnanzi: strana cosa veder fuggire i combattenti d'ambe le parti del campo! — Nelle *Memorie inedite* del generale Paolo Franzini lessi, che alcuni ufficiali nelle artiglierie, sdegnati del modo di condurre la guerra e non volendo più correre il pericolo di perdere i loro cannoni per la viltà di chi doveva proteggerli, intendevano di rinunziare l'ufficio. Franzini, che trovossi alla giornata di Santa Lucia, della brigata *granatieri-guardie* scrisse così: « Mirabile la fermezza con la quale avanzaronsi contra il nimico, che fulminava con le artiglierie; con la baionetta spianata assaltarono muri pertugiati di feritoie e difesi da numerosi nimici. Se quella giornata non diede buoni risultamenti, non fu colpa dei soldati, ma di coloro che li comandavano. »

erano scesi di sella, ed eziandio coloro i quali eransi tolti di dosso gli spallini, per tema d'essere presi di mira dai bersagliatori nimici? — Perchè non punironsi severamente i primi soldati fuggiti dal combattimento? — Napoleone perdonò alla sentinella, che, vinta dalla stanchezza, era caduta nel sonno, perchè nella giornata aveva valorosamente combattuto; al contrario l'ateniese Ificrate uccise la sentinella addormentata: *ei l'aveva lasciata, come trovata l'aveva!* differenza dei tempi! — Soventi volte la viltà di pochi vituperò eserciti interi, e fu causa di danni irreparabili; chi allora reggeva la somma del comando, non mostrossi nè forte, nè risoluto. Nella militare disciplina la severità non offende, se ha per compagna fedele la giustizia; *i soldati si dorranno più d'un ingiusto perdono, che di un meritato castigo*; salutarissima ed efficace la punizione, quando tien subito dietro alla colpa commessa. Nel 1796 il Buonaparte, a rimettere la disciplina nelle genti repubblicane di Francia, guerreggianti sui monti di Liguria, che depredavano le terre per le quali passavano, comandò che in presenza dell'esercito si ponessero a morte i predatori; in oltre, chiamò mallevadori del contegno dei soldati gli ufficiali che li comandavano. « Se non volete che da noi non si abbia a saccheggiare, rispondevano i soldati a chi li interrogava e doveva giudicarli, nutriteci, vestiteci, pagateci. » L'ordine del Buonaparte fu severo, non ingiusto; per esso la militare disciplina venne ristabilita e affermata, e per esso fu altresì salvo l'onore dell'esercito. I tempi presenti sono d'assai migliori di quelli che allora correivano; la civiltà ha dimolto allargato il suo imperio con grande beneficio della umanità: per la quale cosa tutto si può e si deve ottenere dai soldati anche senza la pena di morte.

Mentre Radetzky afforzava di ridotti e d'altre opere di terra le posture intorno a Verona su la destra dell'Adige, posture che la giornata di Santa Lucia aveva fatto cono-

scere di non poter reggere ad assalti risoluti e gagliardi, Carlo Alberto, arrivate in sul Mincio le grosse artiglierie d'assedio — e fu l'8 di quel mese di maggio — ordinò la oppugnazione di Peschiera: onde subito diedesi mano ai lavori, i quali continuarono senza interruzione, non ostante il trarre incessante dei cannoni della fortezza. Il governo dell'assedio venne dal Re affidato al Duca di Genova, che allora trasferissi col suo quartier generale a Cavalcaselle; Chiodo, comandante degli ingegneri militari, ebbe la direzione dei lavori; Rossi, generale nelle artiglierie, quella della costruzione dei terrati, o batterie, che cominciò nella notte del 15 davanti al forte Mandella, contra il quale era stato deliberato di volgere gli sforzi maggiori dell'impresa. Tre giorni appresso, a un'ora pomeridiana e alla presenza del Re, i cannoni degli assediatori presero, dalle due rive del Mincio, a fulminare quel forte, e, sì abilmente, da scavalcarne alcune artiglierie. Il trarre degli assediati, sospeso a cagione del piovvere alla dirotta di quei giorni, venne ripigliato il 21 maggio, e durò senza tregua mai, con gravissimo danno del forte. L'esercito italiano poi si mantenne ne' suoi campi pronto a respingere il nimico, qualora tentasse avvicinarsi a Peschiera per rompere l'assedio e soccorrere al presidio (1); ma l'accorto maresciallo,

(1) Il 25 maggio la prima divisione dell'esercito regio campeggiava Custozza, Sommacampagna, Sona, Villafranca e Madonna del Monte; essa era forte di dodicimila settecento uomini e d'ottocento novanta cavalli da sella e da traino; la seconda divisione tenevasi in Custozza, Vallebusa, Villafranca, Montetorre, Monte Godio, Staffalo e dintorni, e contava dodicimila settecento uomini e novecento ottanta cavalli da sella e da traino; la terza divisione occupava Sandrà, Pastrengo, Santa Giustina e Montalbero, e aveva ottomila seicento uomini e novecento ottanta cavalli da sella e da traino; la quarta divisione stava in Pastrengo, Piovezano, Pacengo, Lazise, Colmasino e sotto Peschiera; componevasi di tredicimila uomini, e mille e venti cavalli da sella e da traino; finalmente la quinta divisione — quella di riscossa — trovavasi a Sandrà, Guastalla, Sommacampagna e Valeggio; essa era forte di diecimila tre-

bene indovinando che tornerebbero vano il tentare di fronte i regi per le diligenti guardie ch'essi facevano. Pensò assalirli alle spalle. La picciola divisione toscana — la quale faceva parte del primo corpo d'esercito sardo e contava, coi *volontari*, pure Toscani, da seimila novecentocinquanta uomini — trovavasi allora a campo dinanzi a Mantova, occupando Montanara, terra che sta su la via di Mantova a Casalmaggiore e a Bozzolo, e Curtatone e le Grazie, le quali giacciono su la riva del lago superiore — formato dal Mincio, e su la via che dalla fortezza conduce a Castellucchio e Marcaria; dietro ai campi dei Toscani scorreva l'Osone, su la cui riva sinistra ergesi un argine altissimo. Il mattino del 4 maggio quella divisione aveva vittoriosamente combattuto grossa mano d'Austriaci, usciti di Mantova per riconoscere le posture tenute da' Toscani; il 10 respingevansi dalle Grazie e il 13 vittoriava per la terza volta di essi, tornati con forze maggiori di prima a ritentare gli assalti. Il 26 maggio, richiamato a Firenze il generale D'Arco Ferrari — che sino a quel giorno aveva governato la divisione — il comando supremo di questa assumevasi da De Laugier. — Ingrossato delle schiere di Nugent, nè più temendo l'esercito napoletano, cui il re Ferdinando, dopo i sanguinosi casi del 15 maggio, aveva comandato di far ritorno nel reame, il maresciallo, stimando essere propizio il tempo a riprendere le offese, deliberava di muovere contra il nimico per rompere l'assedio di Peschiera, la quale dicevasi ridotta agli estremi, nè poterla più durare a lungo per mancanza di vettovaglie. Disegno suo era di opprimere la divisione toscana a Montanara e

centocinquanta uomini e di mille quattrocentoquaranta cavalli, tutti da sella. Il quartiere generale del Re aveva sua stanza a Sommacampagna; contava cinquecentoventi uomini e trecentosettanta cavalli da sella e da traino; la Provveditoria dell'esercito poi stava a Monzambano. — Le milizie regolari e i *volontari* di Toscana, che insieme contavano seimila novecentocinquanta, campeggiavano Montanara e Curtatone.

Curtatone, risalire poscia il Mincio, combattere i regi a Goito, e, cacciatili su la sinistra del fiume, porsi a cavaliere della loro linea d'operazioni militari, levando così ad essi la via di comunicazione con la base della guerra. Commesso al luogotenente maresciallo Weiglensperg il comando di Verona, de' suoi forti e del presidio — da sedici mila uomini — nella sera del 27 maggio Radetzky usciva di Verona e con la rimanente parte di sue genti — che sommarono a più di trenta mila fanti, a cinque mila cavalli e a cencinquanta cannoni — camminava verso il Mincio. Questo esercito era diviso in tre schiere: la prima, capitanata da Wratislaw, forte di quindici battaglioni di fanti, otto squadroni di cavalli e sei batterie d'artiglierie, per Vigasio, Trevenzuolo e Castelforte, giunse a Mantova alle due pomeridiane del giorno appresso, fiancheggiata in suo cammino da bersagliatori e cavalli leggeri, come quella che trovavasi in prossimità dei nimici campeggianti Villafranca. La seconda schiera, guidata da D'Aspre, la quale contava diciassette battaglioni di fanti, otto squadroni di cavalli e sei batterie di cannoni, per Isola della Scala, Erbe e Castellaro, arrivò a Mantova in sul cadere del 28. La terza schiera — quella di riscossa — sotto il comando di Woher, di undici battaglioni di fanti, ventotto squadroni di cavalli, tredici batterie di artiglierie, con barche e cavalletti da ponti di guerra, per Bovolone e Negarole, venne a Mantova nella notte del 28 al 29; tutto questo esercito poi si mise a campo e serenò attorno alla fortezza. La mossa di Radetzky e il suo avvicinarsi a Mantova con forze tanto poderose non poteva rimanere celato ai regi; però che i feritori e cavalli leggeri austriaci, i quali avevano fiancheggiata la schiera di Wratislaw cammin facendo, percorrendo la via di Tombetta a Nogarole, fossero passati vicinissimi alle prime guardie del campo italiano di Villafranca. Se il generale Passalacqua — che ivi comandava — alle prime notizie dei movimenti di Radetzky, pervenutegli nel mattino del 28,

con quante più di genti gli fosse stato dato di riunire sotto di sé si fosse gettato contra il fianco della schiera di Wratislaw, avrebberla certamente battuta e fattele patire gravi perdite; due mesi di guerra nulla avevano insegnato ai generali del Re, poco ai soldati! — Bava, che allora trovavasi in Custoza, avvertito da Passalacqua dello andare di grossa schiera d'Austriaci sopra Mantova, scriveva della cosa a De Laugier; nel medesimo tempo invitandolo a fare quei preparamenti, che valessero a premunirlo contra ogni sorpresa nimica, promettendogli soccorso sollecito e valido, qualora venisse assalito da armi poderose. Nel ritenere esagerate le relazioni fattegli su le forze di Wratislaw, ei credeva fossero le solite che correvano quella via per tutelare il passaggio dei viveri, o i reggimenti che portavano a Mantova a dar lo scambio del presidio, il quale dicevasi, avesse in sé del disaccordo (1). Informato poscia, che non una, ma più schiere di soldati — uscite di Verona con molte artiglierie, barche e cavalletti di ponte di guerra — sotto il comando dello stesso maresciallo eransi avviate a Mantova, Bava, bene indovinando che il nimico mirava a opprimere la destra dei campi italiani, avvisava subito di ciò il generale De Laugier, invitandolo a vigilare attento sul Mincio, per impedirne il valico agli imperiali, ch'egli tenevasi certo avrebberlo tentato fra Goito e Rivalta; se poi, non ostante ogni difesa, il nimico riuscisse a gettare il ponte, doveva non ritrarsi sopra Goito, per non trovarsi in mezzo a due fuochi, ma sopra Gazzoldo, e condursi quindi a poco a poco fin sotto Volta (2). Nella notte del 28 al 29 il generale Bava recossi a Sommacampagna per conferire col Re; e appena di ritorno a Custoza mandò ordine a Ferrere, che allo albeggiare

(1) *Prima lettera del generale Bava al generale De Laugier, Custoza, 28 maggio 1848.*

(2) *Seconda lettera del generale Bava a De Laugier, Custoza, 28 maggio 1848.*

del nuovo giorno si recasse a Valeggio col primo reggimento della brigata *Casale*, due battaglioni della brigata *Acqui* e una batteria di cannoni; nel medesimo tempo gli fece sapere che sarebbesi pure raccolta in Valeggio la brigata *Cuneo* della divisione di riscossa e dove recherebbesi anche Carlo Alberto col quartier principale. Bava spedì in oltre ordine al reggimento di cavalleria *Savota* di portarsi a Volta, e a quello di *Nizza*, a una batteria di artiglierie e a due compagnie di bersaglieri di condursi sollecitamente a Goito. Il mattino del giorno appresso, saputo il riunirsi sotto il cannone di Mantova delle armi austriache uscite di Verona — ciò che accennava a un assalto di fronte a Montanara e a Curtatone — scriveva al generale de' Toscani, « di cominciare subito a ordinare la sua divisione in addietro, per mettersi in grado, nel caso che non potesse più far testa al nimico, di ritrarsi militarmente e in buon ordine sopra Volta, ove egli verrebbe col suo corpo d'esercito » (1). E poco di poi quando già i Toscani eransi affrontati con gli imperiali, Bava avvertiva De Laugier, d'essere giunto in Goito con un reggimento di cavalli; trovarsene già raccolti presso Volta altri due, con una divisione di fanti e tre batterie di cannoni. *Se le forze nimiche fossero tali da non potere essere combattute dalla sua divisione nelle buone posture che teneva, il generale De Laugier doveva ritirarsi a poco a poco sopra Goito*; tale l'ordine di Bava. Allora De Laugier ordinava così le sue genti: poneva due mila e trecentoquaranta fanti, settantasei cavalli e quattro artiglierie a Curtatone e alle Grazie; due mila e quattrocento fanti, ventiquattro cavalli e quattro cannoni a Montanara; censessanta fanti a Castellucchio; quattrocento a Rivalta e a Sacca; ottanta e un cannone presso Gazzoldo; e mandava novecento fanti e due artiglierie a Goito (2).

(1) Lettera del 29 maggio 1848 di Bava a De Laugier.

(2) Vedi l'Atlante.

Alle dieci del mattino del 29 maggio gli Austriaci, usciti di Mantova, muovevano numerosi ad assaltare i campi dei Toscani ordinati in tre schiere. La prima, sotto il comando di Felice Schwarzenberg e composta delle brigate Benedek e Wohlgemuth, per la porta Pradella dirigevasi a Curtatone; la seconda, duce Carlo Schwarzenberg, forte delle brigate di Clam e di Strassoldo, per la uscita di Belfiore andava sopra Montanara; la terza schiera — la brigata di Liechtenstein — per Belfiore e San Silvestro camminava verso Buscoldo: la quale aveva per missione di proteggere il fianco sinistro del generale Carlo Schwarzenberg, sopravanzare la destra del campo de' Toscani a Montanara, minacciarla alle spalle, e portarsi all'Osone per insignorirsi del passo di esso. Circondato così De Laugier con forze tre volte tanto superiori a quelle della sua divisione — avvegnachè gli Austriaci insieme sommassero a sedici mila fanti, due mila cavalli e otto batterie d'artiglierie — Radetzky tenevasi certo di costringerlo a posare le armi; ma il valore de' Toscani doveva far cadere a vuoto le speranze di lui, che avevale unicamente fondate sul numero de' suoi soldati. Assicuratesti le vie che da Mantova menano a Borgoforte e a Governolo con la brigata Simbschen postasi davanti al forte di Pietole, gli imperiali diedero cominciamento alla pugna, e fu alle undici del mattino. Primo all'affronto venne Benedek, il quale, allora che trovossi a una gittata di cannone da Curtatone, distese le ordinanze e azzuffossi coi nimici; ei due volte assaltò con impeto il vallo toscano e due volte con grave suo danno fu ributtato. Il colonnello Döll, impadronitosi dopo fierissimo contrasto di alcune case poste alla destra delle sue battaglie, con l'appoggio della brigata Wohlgemuth rinnovò con più fortuna l'assalto; e fu allora che da quella parte i Toscani, offesi di fianco dai feritori austriaci, che avevano occupato quelle case, rovinate le loro poche artiglierie e sopraffatti dal numero dei nimici, dovettero lasciare il vallo e indietreggiare verso Goito. Mentre Liech-

tenstein, insignoritosi del passo di Buscoldo, volgevasi contra Montanara, dove il luogotenente colonnello Giovannetti con un pugno di valorosi strenuamente combatteva, Benedek, vittorioso a Curtatone, correva in aiuto di Clam due volte respinto da Montanara. Vedutosi da ogni parte assalito e disperando di ricevere i soccorsi ripetutamente chiesti a Bava, il generale De Laugier ordinava alle sue genti di ritirarsi sopra Gazzoldo: erano allora le cinque pomeridiane. Presso l'arco di Montanara il dietreggiar dei Toscani mutavasi in fuga, causa lo scoppiare d'un carro di munizioni, che ne rompeva gli ordini sino a quel momento mantenutisi in modo ammirando, non ostante lo incalzare gagliardo del nimico, che li feriva a sinistra e di fronte alla via di San Lorenzo. Fu veduto allora un artigliere — certo Gaspari — un Elbano — strapparsi di dosso le vesti che bruciavano, e continuare quasi nudo a trarre col suo cannone contra gli Austriaci. — L'ala destra della divisione toscana, duce il luogotenente colonnello Giovannetti, sapendo impedita la via di Gazzoldo da numerosi squadroni di cavalli nimici, che trovavansi non lungi dalle Grazie, venne a Bozzolo e vi si pose a campo; e De Laugier riordinata, come meglio potè, la rimanente parte delle sue schiere, con queste si ridusse a Goito. La divisione toscana fu a metà disfatta; in ragione del numero dei suoi combattenti gravissimi i danni patiti; essa perdette da trecento soldati morti o feriti e da mille prigionieri. Vecchie e giovani milizie, Napolitani e Toscani, nobilmente gareggiarono in valore; sopra tutti poi segnaronsi gli studenti dell'Università di Pisa, che erano usciti alla guerra ordinati in battaglione. Gli Austriaci, giusta le loro relazioni, ebbero otto ufficiali morti e ventotto feriti; dei gregari, ottantacinque furono uccisi e quattrocento-novantuno caddero feriti, sessantatrè i dispersi.

La giornata di Curtatone e Montanara scrisse una pagina gloriosa nella storia della milizia toscana! Una pic-

ciola schiera d'uomini — più che soldati, eroi — il 29 maggio combattè per sei ore contra nimico per numero e potenza d'armi preponderantissimo, e con coraggio e virtù che hanno pochi riscontri nelle storie militari. L'esercito austriaco, esperto in guerra e ammaestrato in ogni atto d'arme, ito con forze assai poderose ad assaltare i campi toscani, dovette per lunghe e lunghe ore affaticarsi prima di giugnere a superarne il vallo; più volte ne percosse i difensori, e più volte fu costretto di tornarsene addietro; e gli fu dato d'opprimere l'avversario solo allora che, raccolte tutte le sue schiere, potè chiuderlo quasi in una cerchia di fuoco. La divisione toscano-napolitana ebbe ben meritato dell'esercito regio, però che, sacrificando sè stessa a Curtatone e a Montanara, rompesse i disegni del maresciallo e quello salvasse da pericolosa sorpresa (1); e ad essa sarebbe toccata la vittoria, se chi governava la guerra l'avesse soccorsa a tempo. Scrisse il generale Bava, *che i Toscani a Montanara e a Curtatone erano esposti di troppo alle offese nimiche, per la quale cosa sarebbesi dovuto richiamarli di là o più opportunamente collocarli* (2); ciò spettava al comandante supremo dell'esercito; ma quando Bava seppe che Radetzky, uscito di Verona con barche e cavalletti da ponte, accennava a valicare il Mincio tra Goito e Rivalta per rompere l'assedio di Peschiera, perchè non afforzò di sue soldatesche la divisione di De Laugier, cui aveva ordinato d'impedire ai nimici il passo del fiume? e allora che il raccogliersi numeroso degli Austriaci su la sinistra del Mincio e attorno a Mantova

(1) « L'intrepido coraggio dei Toscani mandò a vuoto i disegni del nimico — il quale certamente non credeva di trovare in quelli così eroica resistenza — e diede all'esercito del Re tempo bastevole per mandare a effetto gli ordinamenti necessari ad assicurarsi da improvviso assalir dei nimici. »

FEBBERO, *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*; Torino, 1848.

(2) *Relazione delle operazioni militari del 1848*, cart. 32; Torino, 1848.

chiari il disegno del maresciallo d'assaltare la destra dei campi italiani a Montanara e a Curtatone, perchè Bava non chiamò De Laugier con la sua divisione a Goito, o almeno a Sacca a guardarvi il fiume? Se poi, per mantenere da quella parte l'ossidione di Mantova importava il possesso di Montanara e Curtatone, perchè non ne accrebbe il presidio di quante genti egli avrebbe giudicato necessario per respingere coi Toscani gli assalti del nemico? — Se mentre i regi — che campeggiavano Sona, Sommacampagna e Custoza — portavansi a Volta, il generale Bava avesse fatto avanzare i battaglioni presidianti la postura di Volta in soccorso di De Laugier, questi non avrebbe patito danni e rovina, e la sua divisione — che da sola valse a respingere più fiato l'assalire gagliardo degli imperiali e stette forte per sei ore nel suo campo facendo mirabili prove di valore — con l'aiuto di quei battaglioni avrebbe potuto tenere testa agli Austriaci e, se oppressi dal loro numero, indietreggiare ordinatamente sopra Rivalta e Sacca senza soffrire gravi perdite. Bene aveva il generale Bava, nella sua lettera del 28 maggio, promesso a De Laugier *soccorso sollecito e valido*; soccorso, che più volte il generale de' Toscani nell'ora della pugna a lui richiese, e ch'egli non mandò mai, e perchè? Il romoreggiare delle artiglierie fu udito a Goito dallo stesso Bava, ove erasi portato in sul mezzogiorno con un reggimento di cavalli; ed ei, nello avvisare De Laugier del suo arrivo in Goito, *accontentossi di annunziargli prossimo aiuto di fanterie* (1); le quali però non vennergli spedite mai. Il generale Bava accagionò il disastro di Curtatone e Montanara all'imperizia del comandante dei Toscani: « Io lo invitai a ordinare le sue milizie in iscaglioni a grandi distanze all'indietro, così Bava nella citata sua *Relazione*, a fine di potere operare regolarmente la

(1) *Relazione delle operazioni militari del 1848*, cart. 38; Torino, 1848.

sua ritratta, qualora venisse assalito da forze poderose, come aveva ragione di credere. Ma nulla sgraziatamente fu da lui operato, e la sua ordinanza, continuando a mantenersi troppo estesa, rimase esposta al rovescio toccato » (1). Queste parole, assai più d'una censura, suonano un rimprovero tanto ingiusto, quanto immeritato; però che De Laugier, prima di ricevere quell'*ordine*, avesse collocato picciola mano di sue genti a Rivalta e a Sacca, a Castellucchio e a Gazzoldo; l'*ordine* poi del generale Bava giugneva al comandante toscano al momento in cui stava per cominciare il combattere: onde era impossibile fare il più picciolo mutamento nell'*ordinanze* in tanta prossimità del nimico. Bava, parlando, nella sua *Relazione, di fuga disordinata verso Goito*, affermò cosa contraria alla verità; avvegnachè le schiere toscane che avevano combattuto a Curtatone, essendo state debolmente incalzate dal nimico vincitore — forse per tema d'incontrarsi nei regi — rifattesi a Rivalta, procedessero ordinatamente sopra Goito, ove giugnevano in sul cadere del giorno. Nè Bava le vide arrivare, trovandosi egli allora a Volta, intento a raccogliervi l'esercito e a prepararlo a combattere i nimici, che ei teneva certissimo sarebbero il dimani venuti a lui. — La giornata di Curtatone e Montanara non fu con molta saviezza governata da De Laugier; in quella, più che buon capitano, egli mostrossi soldato molto coraggioso. Dei preparamenti suoi per la pugna e degli ordinamenti dati alla sua divisione per sostenerla scusossi col dire, *d'essere sempre stato incerto del luogo, che il maresciallo avrebbe assalato col grosso dell'esercito*; ma allora ch'ei vide gli Austriaci avanzarsi di fronte alle battaglie toscane, De Laugier avrebbe dovuto sollecitamente portare la destra di esse da Montanara a Castellucchio — e ciò era possibilissimo ad eseguirsi, avendo gli imperiali spiegate le loro

(1) *Relazione delle operazioni militari del 1848*, cart. 32; Torino, 1848.

ordinanze a una gittata di cannone dal campo toscano; in tal modo sarebbesi avvicinato a Goito e avrebbe eziandio potuto usare meglio delle genti da lui poste in serbo alle Grazie, a Rivalta e a Sacca. In vero egli combattè con fermezza, degna proprio del più grande elogio; ma l'ostinarsi alla pugna, quando le sue ordinanze erano state per la massima parte superate e rotte, rese maggiormente difficile lo indietreggiare; e così perdettero sei artiglierie e soldati dimolti, caduti prigionieri del nimico; e alla schiera di Giovannetti fu tolta la via di Goito, onde dovette ripararsi a Bozzolo; e se i vincitori l'avessero vivamente incalzata, che non fecero, sebbene da quella parte nulla avessero a temere dai regi, la sua ritirata sarebbesi mutata in fuga disastrosa.

Il giorno in cui l'esercito del maresciallo, uscito di Verona, avviavasi a Mantova, il colonnello Zobel scendeva da Rivoli sopra le genti italiane, che a Calmasino e Cisano, mentre compivano da quella parte l'assedio di Peschiera, impedivano le vettovaglie di cui tanto abbisognava; scopo di Zobel era dunque quello d'aprirsi una via alla fortezza per poi rifornirla di viveri. Facile assai pareva l'impresa; conciossiachè ei si tenesse sicuro, avrebbe già Carlo Alberto scemato il presidio di quelle terre per andare con quante forze poteva maggiori in aiuto de' Toscani, proteggere le militari sue posture sul Mincio e affrontare il maresciallo. Alle quattro pomeridiane del 28 maggio il colonnello Zobel insignorivasi di Bardolino, grosso borgo che siede su riva orientale del Benaco a tre ore di distanza da Peschiera; e il mattino del vegnente, mentre il maggiore Burlo con sei compagnie di *cacciatori* tirolesi assaltava Cisano, presidiata dalla picciola legione degli studenti pavesi, Zobel, con due battaglioni di fanti e una batteria di cannoni dagli alti colli innalzantisi tra il lago di Garda e l'Adige scendeva speditamente ad assaltare Calmasino, difesa da pochi volontari. I quali — non ostante

il prevalere dimolto degli Austriaci per armi e per numero — fecero strenua resistenza; e allora che giunse in loro aiuto il generale Bes con buona mano di soldati, lanciaronsi ardentosi sopra i nimici; e cacciati dal cimitero, entro cui eransi fortificati, li incalzarono sino a Cavajone, facendo lor toccare gravi perdite. Gli studenti pavesi, che, sopraffatti dal numero, erano stati costretti a indietreggiare da Cisano, soccorsi da un battaglione di fanterie regie andarono ad affrontare gli imperiali, che per Lazise scendevano celermente verso Peschiera, e ributtaronli sino a Bardolino. — Intanto l'assedio di Peschiera avanzavasi con assai celerità; costrutti gli approcci, alzate le batterie ne' luoghi opportuni all'offesa e armate di grossi cannoni, il 21 maggio ricominciava vivissimo il trarre degli assediati, cui violentemente rispondevasi dagli assediati. Nella sera di quel giorno aprivasi una trincea sotto il fuoco delle artiglierie del forte Mandella, le quali in brevi giorni venivano per la massima parte scavalcate dalle nimiche; nè era possibile di rinnovarle e nemmeno provvedere di munizioni il forte, per esserne la gola battuta da due cannoni da campo. I soldati poi non osando più mostrarsi ai parapetti delle mura di Peschiera, perchè subito morti o feriti dai bersagliatori italiani, la difesa andava perdendo ogni giorno di forza e d'efficacia. Fu allora che il Re mandò a far la chiamata della fortezza, alla quale Rath rispose chiedendo tempo bastevole per interpellare il maresciallo e averne un consiglio; negatogli ciò, otteneva nondimeno una sospensione d'armi e ventiquattro ore per discutere e deliberare co'suoi. Il domani — 28 maggio — un maggiore de' Croati, portatosi al quartier generale del Duca di Genova, domandava altri quattro giorni di tregua; concessigli a condizione ch'egli avesse a rimanere in ostaggio, e rifiutatosi a ciò il parlamentario, il Re dava ordine di riprendere subito il fuoco; che però di lì a poco cessava, perchè Rath, omai disperando di ricevere munizioni di viveri e aiuti di genti da Radetzky; in oltre, veggendo

rapidamente progredire i lavori d'assedio, per tema di maggiori danni non volle aspettare gli ultimi sforzi degli assediati e il 30 maggio scese a trattare col Duca di Genova. Il quale, ito in Valeggio al generale Franzini proprio nell'ora in cui a Goito più aspra era la pugna, e avuto ordine da lui, *Ministro costituzionale*, d'accettare i patti messi innanzi per la resa dal comandante di Peschiera e, pur d'averne questa in sua mano, fare larghe concessioni al nimico — essendo tuttavia dubbioso l'esito del combattimento di Goito — il Duca, di ritorno al suo campo, fermava con Rath gli accordi ed aveva la fortezza il giorno stesso in cui Ratetzky faceva ogni sforzo per liberarla. I patti della dedizione sottoscritti il 30 maggio in Cavalcaselle dal Duca di Genova e dal maggiore D'Ettingshausen del reggimento degli Ottocsani furono i seguenti: = Nella sera di quel giorno i regi occuperanno il forte Mandella; alle sette del dimani, i bastioni, i due forti Salvi e le porte di Peschiera. Il presidio imperiale ne uscirà a mezzogiorno con le onoranze di guerra; gli ufficiali e i sott'ufficiali conserveranno sempre le loro armi; i soldati le poserebbero per riprenderle al giugnere sul territorio dell'imperatore d'Austria; le fanterie serberanno i loro tamburi; gli ussari, le loro trombe con licenza di farne uso. Artiglierie, munizioni e quanto apparterrà a quelle, rimarranno in Peschiera. Il presidio per la via di Desenzano, Brescia, Cremona, Piacenza, Parma, Modena e Bologna si porterà ad Ancona, ove entrerà in mare per essere sbarcato in Croazia, o, se possibile, a Segna. Esso darà fede di non portare più le armi in quella guerra contra il Re, nè contra i suoi alleati d'Italia. Ufficiali, sott'ufficiali e soldati austriaci riceveranno soldo e viveri, come quelli dell'esercito regio; in fine, « S. A. R. si compiace di rendere la giustizia dovuta al presidio di Peschiera per la valorosa difesa da esso fatta. » — Nella sera del 30 maggio, come era stato patteggiato, i regi presero possesso del forte Mandella; il dì seguente il primo reggimento della brigata *Pinerolo* e le milizie

parmensi presidiarono Peschiera; gli Austriaci ne erano usciti allo scoccare del mezzogiorno.

Respinti i Toscani da Montanara e Curtatone, Radetzky mise sue genti a campo tra il Mincio e l'Osona; collocò a Rivalta la brigata Benedek, avanguardia del primo corpo d'esercito — quello di destra — e la rimanente parte di esso corpo distese lungo l'Osona; la brigata Liechtenstein, avanguardia del secondo corpo d'esercito — quel di sinistra — dopo aver tenuto dietro alla schiera di Giovannetti sin quasi all'Oglio, campeggiò Ospitaletto; l'altre brigate del secondo corpo d'esercito, salite verso l'alto Osona, vennero a porsi non lungi di Ceresara; la riscossa si tenne alle Grazie; la brigata Schulzig, in Mantova. Con tale ordinamento di sue forze il maresciallo mirò a collocarsi su la linea delle militari operazioni dell'esercito italiano, la linea *Cremona-Pizzighetton-Pavia-Valenza*; in oltre, intese a cacciare Carlo Alberto su la sinistra del Mincio per chiuderlo entro il *Quadrilatero* delle sue fortezze. Nessuna molestia egli aveva a temere dalle armi modenesi, le quali, per la rotta del campo toscano e il suo avanzarsi con forze poderose su la destra di quel fiume, veggendosi separate dall'esercito del Re e temendo che contr'essa si voltasse grossa schiera di nimici per opprimerle, lasciata Governolo, sollecitamente eransi riparate su la destra del Po. — Nell'ore pomeridiane del 29 il generale Ferrere arrivava a Volta con cinque battaglioni di fanti, poco di poi raggiunto dal generale d'Aviernoz con due battaglioni della brigata *Cuneo*, seguiti a breve distanza da altri due della stessa brigata (1). Bava, che già trovavasi a Volta con Carlo Alberto, all'albeggiare del nuovo giorno scendeva a Goito accompagnato dai reggimenti di cavalleria *Genova* e *Savoia* e da due batterie di cannoni. Ve-

(1) Vedi l'Atlante.

nuto in prossimità di quella terra — circa le otto del mattino — ordinava l'esercito per fare la giornata, tenendosi certissimo che gli Austriaci, baldi della vittoria conseguita il dì innanzi sopra la picciola divisione toscana, avrebbero assalito per raggiungere subito il primo degli obbiettivi della loro mossa sul Mincio, voglio dire la liberazione di Peschiera dalle strette dell'assedio. — Dove la via di Brescia si unisce a quella di Volta e lunghesso la via di Vasto, il generale Bava schierò in prima ordinanza la brigata *Cuneo* con le artiglierie; dietro ad essa e in seconda ordinanza, la brigata *Aosta*, e mandò verso Ceresara e Solarolo il reggimento di cavalleria *Aosta* a spiare da quella parte gli andamenti del nimico; queste milizie formavano il corno destro dell'esercito, che stava sotto il comando del generale d'Arvillars. Bava collocò a sinistra in prima ordinanza sopra l'altura Somenzari, presso Goito, il primo reggimento della brigata *Casale* con una batteria d'artiglierie; dietro ad esso, in seconda ordinanza, due battaglioni della brigata *Acqui*; dietro a questi poi la schiera di riscossa, composta di tre reggimenti di cavalli e d'una batteria di cannoni; tutte le quali milizie, sotto il governo del generale Ferrere, costituivano il corno sinistro dell'esercito italiano, che appoggiavasi al Mincio ed era afforzato dal battaglione del decimo reggimento di fanti napolitani e da alcune compagnie di Toscani, presidianti la testa di ponte costruito dinanzi a Goito su la sinistra del fiume. La brigata dei *granatieri-Guardie* faceva spalla al corno destro, il quale non era appoggiato a nessun ostacolo naturale, e da quel lato ne formava la terza ordinanza. Un reggimento di granatieri, posto dietro l'estremità destra della brigata *Aosta*, stava ordinato in iscaglioni di battaglione e in modo da potersi spiegare obliquamente alla fronte delle battaglie, qualora i nimici tentassero di sopravanzarle da quella parte; e l'altro reggimento, pur diviso in ischiere di battaglione, trovavasi parimenti dietro la brigata *Aosta*, pronto a correre là dove gli Austriaci fossero

per fare i maggiori sforzi e gli assalti più gagliardi. Tre compagnie di bersaglieri erano state collocate, in ordine sparso, davanti alla fronte dell'esercito, e alcuni drappelli di essi entro le case situate alla estremità del corno destro delle battaglie dei regi. Insieme sommate queste forze contavano diciottomila fanti, mille e ottocento cavalli e cinque batterie di cannoni. — Nel mattino il generale Bava mandò fuori de' suoi campi alcune bande a specolare il paese condotte da ufficiali dello Stato Maggiore; le quali, dopo averlo cercato sin oltre Sacca riedarono a lui senza aver nulla scoperto del nimico, che pur trovavasi numeroso non lungi dalle posture occupate dal loro esercito; ciò che in vero torna a vergogna di quelli ufficiali che diressero quelle militari ricognizioni, avvegnachè, dopo la giornata di Montanara e Curtatone e in tanta vicinanza degli Austriaci, avrebbero dovuto essere bene informati delle armi e de' luoghi campeggiati dal maresciallo. Verso le due pomeridiane Bava avvertito, che un soldato dal campanile di Goito aveva scorto lo avanzarsi di grosse schiere d'armati, mandava dalla parte di Gazzoldo il colonnello Carderina dello Stato Maggiore a riconoscere i nimici; il quale, di ritorno al generale, riferiva di non aver trovato nella sua esplorazione corridori, nè prese d'Austriaci, nè altro indizio dello avvicinarsi di questi; onde Bava, tranquillamente riposando su la diligente ricerca del colonnello Carderina, sicuro che in quel giorno, già assai inoltrato, non sarebbe da Radetzky assalito, comandava a parte delle sue genti di recarsi a Volta e alle restanti di serenare presso Goito: allora Carlo Alberto, ch'erasi quivi recato nella certezza d'assistere a un combattimento, tornava alle sue stanze di Valeggio. A far conoscere quanto accuratamente e con sapienza il colonnello Carderina avesse esplorata la contrada e adempita la sua missione basta il dire, che, mezz'ora dopo il suo ritorno a Bava, il maresciallo assaliva e bersagliava vivamente con le sue artiglierie le ordinanze italiane; la negligenza di Carderina poco mancò non rie-

scisse esizialissima all'esercito del Re! In quella guerra, come nelle altre combattutesi di poi in Italia, gli ufficiali dello Stato Maggiore dell'esercito nazionale, pochi eccettuati, non furono mai all'altezza dell'ufficio loro; essi, che per militare sapere avrebbero dovuto a tutti soprastare, andarono all'incontro sempre confusi nella più intollerabile mediocrit . — Erano le tre e mezzo pomeridiane, quando i regi — dal cannone nimico chiamati a prendere le armi da brevi istanti posate — correvano solleciti ad attelarsi ai loro posti di combattimento; e Carlo Alberto, udito in Volta il romoreggiare delle artiglierie, volgeva indietro e a briglia sciolta portavasi su l'altura di Somenzari, e vi giugneva proprio nel momento in cui da Bava rinnovavasi la prima ordinanza, la quale aveva fatto argine al prorompere impetuoso degli Austriaci; e in vero fu grande fortuna per l'esercito del Re, che i battaglioni, cui il generale aveva poco innanzi comandato di recarsi a Volta, non si fossero ancora posti per via.

Nel mattino di quel di, 30 maggio, Radetzky aveva mandato ai suoi corpi d'esercito gli ordini seguenti per fare la giornata col nimico: al primo di essi — l'esercito di destra — che per Rivalta e Sacca avesse a camminare verso Goito, seguito dalla riscossa, la quale per  doveva fermarsi a Rivalta; al secondo corpo d'esercito — quello di sinistra — che per Castellucchio e Rodigo si recasse a Ceresara, per muovere quindi contra il corno destro delle battaglie nimiche, sopravanzarle e minacciarle alle spalle. E siccome da questo secondo corpo d'esercito avevasi a percorrere assai lunga via, allo intento di trovarsi dinanzi ai regi nel momento in cui il primo ordinerebbesi per lo assalto, Radetzky gli comand  di porsi in cammino alle undici della mattina. — Prima all'affronto fu la brigata di Benedek — avanguardia del corpo di destra — la quale non ostante il trarre furioso delle artiglierie italiane, collocate davanti a Goito su la via di Sacca e signoreggianti tutto all'intorno la campagna, distese le sue

ordinanze e mantennesi imperterrita e salda contra il tempestare de' nimici sino al giugnere della brigata di Wohlgemuth, che procedeva a lento passo alla sinistra di Benedek a cagione delle inuguaglianze del terreno e dei molti ostacoli che incontrava in suo avanzarsi. Intanto Strassoldo con la sua brigata appressavasi a Gabbi per ferire di fianco le ordinanze italiane; e se i suoi assalti fossero stati più vigorosi, avrebbero certamente dato la vittoria alle armi imperiali; ma Strassoldo fiaccamente li condusse, e così non conseguì vantaggio nessuno. I generali austriaci conservavano ancora *religiosamente* quella lentezza tattica e strategica nelle loro mosse, tornata sempre ad essi funestissima nelle molte guerre combattute contra Federico di Prussia, e contra quel fulmine di guerra che fu il primo Napoleone. — In questo mezzo Benedek, respinte le soldatesche che contrastavangli lo avanzarsi sopra Goito, procedeva minaccioso innanzi; allora Bava, visto il grave pericolo cui era esposto da quella parte l'esercito, mandava ad appoggiarlo il primo reggimento della brigata *Casale*, che teneva l'altura Somenzari; afforzava con un battaglione del secondo la sinistra della sua ordinanza; ne faceva scendere un altro nella valle del Mincio, e spediva il terzo con quattro cannoni al di là del fiume a ferire per fianco la brigata di Benedek; la quale, costretta allora a dietreggiare, avrebbe sofferto forte battitura, se Clam non l'avesse prontamente soccorsa delle sue soldatesche. — Mentre il corno sinistro dell'esercito italiano combatteva vantaggiosamente il nimico presso Goito, un battaglione della brigata *Cuneo*, oppresso dalla brigata di Wohlgemuth, perdeva del campo e piegava nel massimo disordine, non ostante lo sforzo de' suoi ufficiali per arrestarlo e ricondurlo contra gli imperiali, che, profittando di quel disordine, cacciatisi nell'intervallo lasciato dal battaglione fuggitivo, assalivano per fianco la restante parte di quella brigata, costringendola a lasciare il campo. Allora la brigata *Aosta*, sostenuta dal reggimento dei granatieri — che trovavasi dietro ad essa

— e dalle artiglierie collocate su l'altura Somenzari, avanzosi in prima ordinanza. Sopraffatta dal numero dei nimici — cui il buon successo ottenuto aveva aumentata la baldanza — la brigata *Aosta*, male reggendosi contra l'urtare forte che sovr'essa quelli facevano, stava già per cedere del terreno, quando correva a salvarla la brigata dei granatieri, cui riesciva di frenare gli Austriaci vigorosamente prementi; i quali poi, impadronitisi delle case situate alla estremità destra delle battaglie italiane, minacciavano sopravanzare da quella parte i regi. Il vantaggio ottenuto dal nimico durò brevissimi momenti; avvegnachè il Duca di Savoia, accorso in aiuto de' suoi a rinfrescare la pugna coi battaglioni di *Cuneo* da lui riordinati, fortemente percuotendo gli imperiali li obbligasse a dare addietro. Intanto era sopraggiunta la notte. Il maresciallo, visto di non poter più resistere agli Italiani, che, dopo aver ributtati i suoi assalti, avevano risolutamente pigliate le offese, ordinava alle sue genti di ritrarsi sopra Sacca. Avevano esse appena incominciato a dietreggiare, quando venivano d'improvviso investiti da un reggimento di cavalli; il quale — appoggiato da alcuni battaglioni di fanti e dai *granatieri-Guardie*, disposti da Bava a scaglioni dietro l'estrema destra della brigata *Aosta* — prendeva furiosamente a tempestarle: onde il ritrarsi degli Austriaci, da prima ordinato e lento, facevasi di poi disordinato e pieno di confusione, non ostante il valido appoggio lor dato dalle artiglierie; e avrebbero sofferto perdite gravissime e fors'anche totale disfatta, se Bava non avesse chiamato a sè i soldati che quelli incalzavano con la spada ne' fianchi. — Nella giornata di Goito l'esercito italiano ebbe tre ufficiali uccisi e undici feriti; trentotto gregari morti e dugentodiciassette feriti; leggere ferite toccarono al Re e al Duca di Savoia, ciò che prova chiaramente quanto essi esponevansi alle offese nimiche. Maggiori perdite soffrirono gli Austriaci, cui furono uccisi due ufficiali e sessantacinque soldati; e feriti, il generale Felice Schwarzenberg, diciotto ufficiali e tre-

centundici gregari. Radetzky portossi a Rivalta; l'esercito suo campeggiò Sacca, ove egli aveva fatto raccogliere copia grande di barche per gettare un ponte sul Mincio; campeggiaronsi parimenti dagli imperiali le terre di Caigole, Cagliara e Santa Maria, fortificandovisi con pertugiare di feritoie i muri delle case, con lo asserragliarne le vie e innalzare valli e batterie. Il dì appresso — 31 maggio — gli Austriaci percossero violentemente Ceresara e Birbio; e il primo giugno, Castel Goffredo e Piubega, rubando e distruggendo ogni cosa; e il rubar loro e il guastare cessarono se non allora che seppero dello avvicinarsi di grossa schiera di Italiani, mandata da Bava contra quelle genti, che, vittoriose o vinte, dopo la pugna comportavansi quasi sempre da predoni.

In molti e quasi negli stessi errori caddero Carlo Alberto e Radetzky il 29 e il 30 maggio a Curtatone e a Goito. Il maresciallo, dopo la vittoria riportata sui Toscani a Montanara e a Curtatone, s'accampò dove aveva combattuto e vinto; mentre avrebbe dovuto, senza por tempo in mezzo, correre ad assaltare Goito; la quale terra, allora da poche armi difesa, sarebbe, con lieve sforzo, caduta in sue mani; il combattimento del 29, avvenuto su picciola zona di terreno e durato sei ore appena, non aveva certamente potuto affaticare tanto l'esercito suo, da impedirgli di andare sopra Goito. — Il re Carlo Alberto, dopo la vittoria del 30, ordinò a Bava, che, raccolto l'esercito, lo ponesse a campo dinnanzi a Goito; mentre avrebbe dovuto serrarsi addosso al nimico con tutte le sue forze riunite e maneggiarsi per modo di levargli la via di ritratta in Mantova. A che valgono le vittorie, se non si sanno seguire? a che le storie militari, se dagli errori degli altri non si sa trarre utile ammaestramento? « Devesi fare la guerra senza nulla accordare al caso, è da ciò che si riconosce l'abilità d'un generale; ma quando molto si è fatto per fare una giornata, bisogna saper profittare della vittoria,

e soprammodo non contentarsi d'avere guadagnato il campo sul quale si è combattuto, come è lodevole costume; » savio insegnamento questo del maresciallo di Sassonia, dimenticato dai vincitori di Curtatone e di Goito! imitatori del cartaginese Annibale, che dopo una vittoria posava sè e i suoi, dando così tempo al vinto di rifarsi; mentre avrebbero dovuto imitare il romano Giulio Cesare, il quale non posava mai: onde il nimico non poteva rassettare sue schiere. In vero, furono lievissimi i danni patiti dai combattenti alla giornata di Goito; ma agli imperiali ne sarebbero toccati di assai gravi, se nel loro indietreggiare fossero stati vigorosamente incalzati dai vincitori; il quale errore di Carlo Alberto e de' suoi generali — che rivelò quanto essi fossero poveri di consiglio e di partiti — alcuni studiarono scusare dicendo: *che impresa dimolto imprudente sarebbe stata perseguitare il nimico fin sotto il cannone di Mantova; però che il luogotenente maresciallo d'Aspre, durante la pugna tenutosi nei dintorni di Ceresara col suo corpo d'esercito, sarebbesi allora portato sopra Volta e impadronito di quel passo del Mincio. Ma Radetzky non poteva allontanare da sè quelle forze per divertire l'attenzione del Re, avendo bisogno di raccogliere tutte dinnanzi ai regi vittoriosi; d'altronde poi, se d'Aspre si fosse avanzato sino a Volta, l'esercito austriaco sarebbesi trovato diviso in due parti: la prima, già sconfitta a Goito; la seconda, per numero d'uomini inferiore d'assai all'esercito di Bava, sarebbe stata certamente distrutta o fatta prigioniera, se si fosse cacciata in mezzo all'armi del Re; allora principalmente, che per la resa di Peschiera Carlo Alberto aveva libera buona parte delle soldatesche, state all'assedio di quella fortezza. Fu detto altresì: *i molti ostacoli che presenta il terreno tra Goito e Mantova aver trattiemuti il Re e i suoi generali dal correr dietro agli Austriaci nella loro ritratta; ma ciò non li scusa dell'errore commesso, avvegnachè gli ostacoli naturali tornino di danno a chi fugge, non a chi sa bene serrarsi addosso al fuggitivo.**

Il maresciallo assalì i regi nel momento in cui stavano per lasciare i loro posti di combattimento, e buon numero di essi era in procinto di allontanarsi da Goito per recarsi a Volta; onde potè con lieve sforzo rompere la destra della loro ordinanza. Il 30 maggio, se l'esercito italiano a Goito fu salvo e vinse il nimico d'ogni parte premente, di sua salvezza e di sua vittoria andò debitore all'abilità del generale Bava e al valore del Duca di Savoia; il quale, con soli tre battaglioni di fanti — che gli Austriaci avevano messi in volta sino dal cominciare della pugna — venuto alla riscossa, ristorava il combattere e respingeva gli imperiali, già sicuri della vittoria. — Quanto al modo di riconoscere il nimico e aver lingua delle sue armi e de' suoi movimenti — modo seguito allora dal colonnello Carderina — diremo che «... notizie e ragguagli inesatti e menzogneri sono peggiori della piena ignoranza di ciò che tocca al nimico » (1). Le ricognizioni militari, se *saggiamente* condotte, possono essere cagione di vittoria; se *malamente*, fruttano bene spesso disastri e rovina. Nella guerra di Slesia del 1741 Federico di Prussia, avanzatosi sino a due mila passi dal campo austriaco di Molwitz, ordinava le sue battaglie senza che il nimico si avvedesse di sua vicinanza; e pure il maresciallo Neuperg, che capitava gli imperiali, aveva fuori dal suo campo molti drappelli di ussari a spiare le mosse del Re. Costretto a far la giornata, Neuperg dovette spiegare le sue ordinanze sotto il cannone prussiano, che seminò in esse la morte prima ancora d'accendere la pugna: onde disfatta sanguinosissima toccò allora agli Austriaci, che lasciarono il campo pieno de' loro uccisi e feriti. — Nello indietreggiare di Mosca, Napoleone, avvertito che il generale Doctoroff faceva nei suoi campi di Borowsk negligenti guardie, andò contra lui col grosso dell'esercito; e avrebbe compiuta-

(1) DUFOUR, *Cours de Tactique*, cart. 378; Parigi, 1840.

mente distrutte le armi di quel generale de' Russi, se Seslawin, che attento vegliava su gli andamenti dell'Imperatore, non avesse avvisato Doctoroff della tempesta che gli soprastava. Da prima questi negò credere allo avviso di Seslawin; ma quando gli furono condotti innanzi un ufficiale e alcuni soldati tolti di viva forza al campo francese, accortosi del pericolo che lo minacciava, spediva celermente Kortusoff con buon nerbo di gente ad occupare Malo-Jaroslawetz: onde Napoleone dovette lasciare la via di Kaluga: Seslawin aveva così salvato Doctoroff e il suo esercito. — Non furono saggi gli ordini dati da Radetzky per l'impresa di Goito; però che i suoi due corpi d'esercito non potessero vicendevolmente appoggiarsi e soccorrere, nè avvicinarsi o unirsi se non quando avessero spiegate le ordinanze. A scusarsi di sì grosso errore il maresciallo volle far credere, che egli erasi avanzato con l'esercito verso Goito non per combattere i nimici, sibbene per fare una grande ricognizione militare, per costringere il Re a lasciare le buone posture occupate sul Mincio e rompere quindi l'assedio di Peschiera, l'obbiettivo vero di quella sua mossa; ma l'ardore e l'entusiasmo de' suoi soldati averlo obbligato a far la giornata. — Bava e Radetzky il 30 maggio non combatterono con tutte le armi che avevano raccolte ne' dintorni di Goito, o là condotte da Mantova. Per quale ragione il maresciallo tenne inoperoso a Ceresara durante la pugna il secondo corpo d'esercito? perchè non lo fece avanzare contra la destra delle battaglie italiane, allora che cominciavano a dietreggiare, ovvero non lo mandò a soccorrere Benedek, male reggentesi contra gli sforzi dei regi a Goito? Se d'Aspre fosse venuto sul campo con le sue genti vi avrebbe fatto preponderare dimolto le armi imperiali e assicurata la vittoria, che sino dal cominciare della pugna aveva a quelle sorriso; però che gli Italiani assaliti di sorpresa e quando non più credevano di combattere, avessero da prima piegato indietro. Dal canto suo il generale Bava dimenticossi affatto della

grossa schiera di cavalleria, da lui stesso collocata dietro il corno sinistro delle sue battaglie; che ragione di prudenza gli vietasse di toglier via quella forza dalle posture di Goito, sino a che dubbia mantenevasi la fortuna delle sue armi, stava bene; ma ragione d'opportunità doveva altresì farlo accorrere con la cavalleria di riscossa in aiuto del corno destro dell'esercito suo, quando questo perdeva del campo, e Benedek, vinto a Goito, dietreggiava verso Sacca. — È saggio principio di guerra aver sempre in punto della cavalleria per fare impeto con essa negli assalti e nella difesa, e là dove il nimico cerca raccogliersi per tentare gli sforzi estremi a rimettere la fortuna delle armi, o, se perduta ha la giornata, per assicurarsi la ritirata. Non devesi però lasciar mai di fare uso di quella ognivolta presentasi l'occasione favorevole; avvegnachè un gagliardo affronto di cavalli, e fatto in momento propizio, possa non solamente affrettare il raggiungimento della vittoria, ma altresì renderla più efficace, più luminosa. Nella giornata di Hoenfriedberg, che il grande Federico combattè contra l'armi austriache correndo il 1745, la cavalleria prussiana ebbe la parte più importante e più gloriosa. La riscossa sua, capitanata dal generale Gessler, urtò con impeto sì gagliardo i nimici da mandarli in brevi istanti in volta e subito dopo compiutamente sbaragliati: ottomila Austriaci rimasero sul campo; quasi altrettanti vennero prigionieri a mano dei Prussiani. — « Chi vuol serbare la cavalleria per la fine della pugna mostra di non possedere idea veruna della potenza sua, quando unita alle fanterie assalta o difende; » così Napoleone nelle sue Massime di guerra (1). A Marengo, la cavalleria di Kellermann investendo d'improvviso i granatieri austriaci — i quali procedevano vittoriosamente contra le ordinanze francesi — ne fece prigionieri due mila, gli

(1) *Maximes de guerre de Napoléon*, cart. 46; Parigi, 1846.

altri disperse: essa ebbe allora mutate le sorti di quella giornata. A dar dentro co' suoi cavalli Kellermann non aspettò che il combattere fosse in sul finire; ma quando vide essere opportuno il momento, investì risolutamente il nimico. Chiederemo per ultimo, perchè il generale Bava non andò addosso con la cavalleria di sussidio agli imperiali, almeno quando allontanavansi dal campo e indietreggiavano verso Mantova? Facendo impeto per fianco non avrebbe egli potuto gettarli nel Mincio o togliere a buona parte di essi la via di ritratta? « Tocca alla cavalleria, diceva Napoleone, di seguire la vittoria e di impedire al nimico sbaragliato di rannodarsi » (1). Se Bava avesse dopo la vittoria con la gagliardia mostrata nel governare e nel combattere quella giornata, il corpo d'esercito austriaco di destra — che vedemmo camminar per Rivalta sopra Goito e indietreggiare poscia per la stessa via — sarebbe stato distrutto, e Bava avrebbe salvato da tanti rubamenti e guasti le terre di Ceresara, Castel Goffredo e Piubega da grosse prese di nimici cavalcate, mentre i regi stavansi oziosi nei loro campi, e perchè? *Perchè pioveva!* — Era appena cessata la pugna, quando giugneva a Carlo Alberto la lieta novella della dedizione di Peschiera, portataagli dal capitano nelle artiglierie Paolo Franzini da Valeggio da parte del generale fratello suo (2); voltosi a quelli che gli stavano d'attorno, il Re pieno d'emozione esclamava: « *Peschiera è presa;* » lasciata allora Goito egli riedeva alle sue stanze di Valeggio, ove trovavasi il quartier principale dell'esercito. Nella notte del 30 maggio, nel 31 e in parte del primo giugno piovette a rovescio; i canali, che irrigano le pianure mantovane, strariparono alla-

(1) *Maximes de guerre, de Napoléon*, cart. 29; Parigi, 1846.

(2) Il capitano Franzini arrivò presso Carlo Alberto alle sette e mezzo della sera; la buona notizia da lui portata al campo corse velocissima nell'esercito, il quale allora, con voce unanime, gridò: « *Viva il Re d'Italia!* »

gando le campagne e guastando le vie, da rendere faticoso il muoversi delle artiglierie; e sino a che cadde la pioggia i regi non impresero nessuna militare operazione, dando così tempo di rifarsi e di ordinarsi agli Austriaci, i quali non incalzati dai vincitori, di poco indietreggiarono da Goito: in verità strano modo di guerreggiare, questo del generale Bava. Il maresciallo collocò il primo corpo d'esercito a campo nelle vicinanze di Sacca, le cui prime guardie si spinsero al di là di Cagliara, mezz'ora all'incirca distante da Goito; lasciò il secondo presso Ceresara ed egli, col quartier generale e con la schiera di riscossa venne a Rivalta. Bava, raccolte sue genti tra Volta e Goito e occupate Cerlungo, Cereta e Guidizzolo, spediva il generale Ferrere con grosso polso di fanti e di cavalli a cercar tutto intorno la contrada, il quale a Vasto trovava le ascoste del campo di d'Aspre; in oltre, mandava scorribando di cavalli a riconoscere le forze e le posture tenute dal nimico: e intanto Carlo Alberto faceva il suo ingresso in Peschiera tra le acclamazioni entusiastiche della popolazione accorsa numerosa a festeggiarlo.

Il generale De Laugier, che dopo il combattimento di Curtatone e Montanara erasi, come vedemmo già, ridotto a Goito per comandamento di Carlo Alberto, il mattino del 30 maggio camminava alla volta di Brescia, ove ei doveva riunire e riordinare la divisione toscana; ma per via udito il romoreggiare del cannone fermossi a Guidizzolo. Il di vegnente avvertito trovarsi poco lungi dal suo campo forte schiera d'Austriaci, credendo che, separata dal grosso dell'esercito, vagasse incerta per la contrada, inviava sollecito un ufficiale a intimarle di posare le armi e di arrendersi; ma non tornando più il messaggere — che d'Aspre contra ogni diritto di guerra aveva tenuto prigioniero — spediva messi al generale Bava per informarlo della faccenda e pregarlo d'assalire il nimico alle spalle, mentre egli avrebbe assalito di fronte. Se non che, ricevuto ordine di pro-

seguire il suo cammino, levato il campo di Guidizzolo, recavasi a Montechiari; dove, afforzatosi di un battaglione di Bresciani, i quali traevano con loro due cannoni, e unitosi poscia al luogotenente colonnello Giovannetti, che sfuggito con la sua schiera alle ricerche del nimico e risalito il Chiese era in quel mezzo giunto a Ghedi, De Laugier conducevasi a Brescia; i Toscani trovavansi quindi nuovamente congiunti sotto il comando suo, eccetto quei che presidiavano Goito e avevano preso parte alla giornata del 30 maggio. — All'albeggiare del 3 giugno d'Aspre faceva assalire da numerose forze la cavalleria italiana che teneva Cerlungo; la quale validamente appoggiata dal generale Olivieri venuto a quella con un battaglione di fanti, una compagnia di bersaglieri e una batteria d'artiglierie, ributtava gli assalitori, costringendoli a ripararsi dietro il Caldone. Carlo Alberto, allora ch'ebbe messo assieme da quaranta mila soldati e ottanta cannoni intorno a Volta e a Goito, deliberò muovere l'esercito contra il maresciallo per forzarlo a far con lui la giornata. Bava avuto il carico di governare l'impresa — che dovevasi mandare a effetto il mattino del 4 giugno — disegnò di rompere il centro delle schiere austriache dinnanzi a Cagliara, a Caigole su la via di Goito a Gazzoldo; sbaragliarne la sinistra, che appoggiavasi a Ceresara, cacciarla al di là dell'Osona e farla prigioniera; in fine, con molte artiglierie tenerne a bada la destra, sicchè non potesse correre in aiuto alle schiere di mezzo o di sinistra, quando si trovassero oppresse dagli assalitori o poste in volta. Stava l'esercito del Re per andare all'impresa, allora che giugneva a Carlo Alberto la notizia, essersi gli imperiali nella notte avviati a Mantova. Quale causa mai aveva indotto Radetzky a togliersi da' suoi campi, con tanta cura da lui fortificati? (1). Pochi

(1) Dagli Austriaci erano stati fatti grandi lavori per afforzare i campi occupati dopo la giornata di Goito; avevano costrutti serragli,

momenti prima minacciante offese, e poco appresso indietreggiante a precipizio; però che avesse lasciato addietro molti carri, e mille soldati italiani allo incirca, che militavano sotto le bandiere imperiali, avessero da queste disertato per recarsi al campo del Re. — La dedizione di Peschiera e l'esito infelice sortito agli Austriaci nella giornata di Goito avevano rotto i disegni del maresciallo; il quale, saputo dello ingrossarsi dei nimici su la destra del Mincio e non trovandosi in forza bastevole a resistere loro con vantaggio quando tentassero gli assalti, e fors'anche temendo che i regi sboccando dal ponte di Goito si portassero dietro Mantova per levargli le vie di Verona e di Legnago, Radetzky aveva prudentemente raccolte sue genti intorno intorno a quella munitissima fortezza; e dopo il riposo d'un giorno incamminossi all'Adige e lo valicò a Legnago il 6 giugno col primo e col secondo corpo d'esercito; mentre la divisione di riscossa con una brigata di cavalleria, risalito il fiume, erasi portata a Verona per afforzarvi il presidio. Il maresciallo aveva disegnato una nuova impresa, cioè di impadronirsi di Vicenza allo intento di assicurarsi la via di comunicazione con le altre provincie dell'imperio; poscia di volgere tutto lo sforzo suo contra l'esercito italiano. — Carlo Alberto, tosto che seppe dello indietreggiare degli Austriaci, corse lor dietro, ma non gli riesci di raggiungerli; per via informato trovarsi già i nimici a campo sotto il cannone di Mantova, rimandato l'esercito a' suoi alloggiamenti di Goito e Volta, egli faceva ritorno al quartier generale in Valeggio. Se il Re, invece di tener dietro a Radetzky, valicato il Mincio, fosse speditamente ito sopra Isola della Scala, avrebbe senza dubbio colto per fianco il primo corpo d'esercito austriaco,

innalzate batterie, pertugiati di feritole i muri delle case e atterrati moltissimi alberi, affinché la loro cavalleria potesse comodamente armeggiare. — Dalle *Memorie* inedite del generale Paolo Franzini.

che da Mantova, per la via di Castel Belforte, muoveva sopra Bovolone: onde il maresciallo sarebbesi trovato in difficili condizioni. Due partiti gli si presentavano: o lasciar tagliare a pezzi quel corpo d'esercito, sacrificandolo alla salute della restante parte delle sue armi, o correre in suo aiuto col secondo corpo e la riscossa, che procedevano verso l'Adige per le vie di Sanguinetto e Nogara, e far quindi la giornata coi regi, i quali erano in forze preponderanti dimolto alle sue: da sì grave pericolo l'ebbe salvato la imperizia di Carlo Alberto e de' suoi generali nel condurre la guerra. — Dopo il giugnere delle schiere di Nugent a Verona, Radetzky uscì dalla fortezza per assaltare Vicenza; l'ora di prendere le offese era finalmente arrivata; e le pigliò allora con gagliardia e forza, egli che, poco prima da un pugno di valorosi rattenuto un giorno intiero a Curtatone e Montanara, aveva perduto Peschiera, non soccorsa a tempo; egli, che vinto a Calmasino e a Goito era stato costretto, per fuggire il pericolo di più gravi disastri, di tornar là donde era venuto. E l'esercito del Re? Vincitore a Calmasino e sul Mincio non seppe trarre vantaggio nessuno dalle sue vittorie; avvegnachè, superati i nimici a Goito, li lasciasse riedere tranquillamente all'Adige, dopo avere saccheggiate le terre e devastate le campagne per le quali erano passati!

CAPITOLO X.

Annessione della Lombardia al regno sardo.

Il Governo temporaneo e l'annessione della Lombardia alla Sardegna. Il suffragio di Brescia. — Manifesto del 12 maggio. — Il Governo di Lombardia e quello di San Marco. — Il 29 maggio a Milano. I deputati del Governo consegnano a Carlo Alberto l'atto di dedizione al principato Sabauda. — Il Borbone di Napoli chiama a sé il generale Pepe e le sue genti. — Carlo Alberto si impadronisce di Rivoli. Il Re muove con tutto l'esercito contra Verona. — Radetzky fa l'impresa di Vicenza. — Considerazioni su la giornata di Vicenza del 10 giugno. — Welden torna in signoria dell'Austria il Cadore e Treviso. — Gli Austriaci tentano il passo dello Stelvio e assalgono gli Italiani alla Corona. Besa di Palmanova. — L'armata italiana stringe d'ossidione Trieste.

Mentre ogni giorno più cresceva il bisogno di sussidi all'esercito italiano, dalle fatiche della guerra e dai combattimenti sostenuti stremato dimolto, ancor più lento pareva procedesse il Governo di Lombardia nello ordinamento dell'esercito suo (1); sopra il quale veniva allora

(1) Il Governo lombardo aveva decretato l'ordinamento di quattro battaglioni di fanti, due reggimenti di cavalli, quattro batterie d'artiglierie, due compagnie di guastatori degli ingegneri militari e un battaglione di soldati eletti, i quali dovevano ammaestrare le nuove carni nel maneggio delle armi.

posto Giacinto Collegno, Ministro delle armi, succeduto a Pompeo Litta, caduto infermo; e l'ufficio di rassegnatore di quello, conferito a Perrone come il Collegno, generale del Re. Ma gli uomini del Governo, e con essi la parte moderata, di que' giorni intendevano ogni cura non tanto a ordinare le forze armate del paese, quanto ad affrettare la deliberazione de' loro ordini politici, la quale dovevasi prendere allora solo che, *vinta la causa*, sarebbesi posata la guerra; mostravansi quindi degli interessi della dinastia molto curanti, poco dei veri bisogni della patria. A raggiungere l'intento — in verità contrario alla giustizia, però che rompesse fede al manifesto del Governo del 29 marzo — i faccendieri di questo correvano il paese predicando l'unione immediata con la Sardegna; e per carpire i suffragi delle popolazioni usavano di bassi raggiri e di vergognose menzogne. Dicevano essi: = La Lombardia mancar di soldati e di danaro; Carlo Alberto, che allora perigliavasi in aspra guerra per trarle dal servaggio straniero, diffidare di loro, che vedeva più inchinare a repubblica, che a principato; essere egli desideroso di presto conoscere la forma del politico ordinamento che darsi volevano, a fine di provvedere alla sicurezza del suo regno costituzionale, qualora i Lombardi, ad esempio de' Veneziani, amassero reggersi a governo di popolo. = Que' faccendieri poi assicuravano le popolazioni che: = appena uniti alla Sardegna scenderebbero a Lombardia altre schiere d'armati, per condurre celermente e a buon termine la guerra, che combattevasi sul Mincio e su l'Adige, senza bisogno di levar soldati; verrebbe danaro, quanto ne abbisognava, onde lievi i sacrifici, lievissimi i danni a sopportarsi dal loro paese. = Allora chiara apparve la ragione del lento armarsi del Governo, il quale voleva che la Lombardia dovesse andar di tutto debitrice al Re; e ciò facendo tradiva la patria, tradiva la monarchia, cui i supremi reggitori dicevansi tanto devoti, i quali acquistaronsi allora il biasimo universale. Se Carlo Alberto, dopo le gloriose, ma infelici giornate di

Sommacampagna e di Custoza, avesse trovato su l'Adda forte e numerosa l'oste lombarda, avrebbe potuto con questa ripigliare le offese, respingere e superare il nimico, che poco prima aveva di lui vittoriato sul Mincio. La parte repubblicana, fidando nella lealtà del Governo, tenevasi tranquilla e soddisfatta della promessa, *che di politico ordinamento non sarebbest discusso se non a guerra vinta e dalla nazione raccolta in assemblea costituente*; essa protestò e agitossi solo quando vide il maneggiarsi dei faccendieri governativi e ne ebbe indovinate le mire. La parte *moderata* cercò con arti subdole e con la calunnia di mettere l'avversaria in discredito, accusandola di turbare la pace e seminare la discordia; di porre innanzi alla questione di indipendenza nazionale un'*idea politica*, e amare assai più il discutere, che il combattere. La parte *moderata* affermando ciò sapeva di non dire la verità (1); avvegnachè bene le fosse noto, che la Lombardia e la Venezia eransi levate in su l'arme contra lo straniero al grido di *viva l'Italia, viva Pio IX*; in Milano, combattente nelle giornate del marzo, avere bensì echeggiato qualche *evviva alla repubblica*; ma i repubblicani essere stati i primi a correre dietro agli Austriaci indietreggianti verso il Mincio;

(1) Emilio Visconti Venosta, parlando dei *moderati*, scrisse così: « Non furono essi — i moderati — che per bocca di Balbo assicurarono, che il sentimento di indipendenza avrebbe salvata l'Italia dalla *democrazia*, dalla *libertà*, dalla *rivoluzione popolare*? Non furono essi che per bocca di Gioberti domandarono al Pontefice di porsi a capo di non so quale primato fra nazionale e cattolico, e di liberare l'Italia maledicendo la libertà del pensiero e l'emancipazione teologica? Non furono essi che, avvicinandosi alla rivoluzione, tentarono di ridurla ad un intrigo, che avviluppati nel movimento del secolo, vollero porre l'Italia in contraddizione con l'Europa e difendere la monarchia con l'eguaglianza, e il papato contra la libertà? »

Parole su le *Rivoluzioni d'Italia* di E. Quinet, pubblicate in Loanna dal Venosta nell'*Italia del Popolo*, diario di Giuseppe Mazzini. Vedi l'*Unità Italiana* — diario di Milano — del 22 febbraio 1870.

e nelle schiere de' *volontari*, che difendevano allora i passi del Tirolo e combattevano a fianco dell'esercito regio, il numero dei *repubblicani* essere maggiore dimolto di quello dei *costituzionali*. Tra coloro poi che in Lombardia reggevano la cosa pubblica trovavansi uomini pur di fede repubblicani e onesti oltre ogni dire; non ultimo Cesare Correnti, mente eletta e cuore italianissimo « sebbene, come scrisse Luigi Anelli nella sua *Storia d'Italia* (1), in fatto fosse tocco dal morbo che corrippe e spense la gloria della nostra rivoluzione. » — I sollecitatori regi tentarono allora Giuseppe Mazzini, di que' giorni in Milano; e vennero a lui dal campo a proporgli in nome del conte Castagneto, segretario di Carlo Alberto: = Avesse a patrocinare l'annessione della Lombardia alla Sardegna; si adoperasse a trarre alla parte regia i repubblicani; in ricambio sarebbero conceduta superiorità democratica quanta più volesse negli articoli della *Costituzione* che darebbersi poi. — E Mazzini rispondeva loro: = Il Re si facesse mallevadore delle sue intenzioni a vantaggio dell'unità italiana e con uno scritto le chiarisse. = Richiesto, dettò quanto Carlo Alberto doveva sottoscrivere, ed è ciò che segue: « Io sento maturi i tempi per l'unità della patria: intendo, o Italiani, il fremito che affatica l'anime vostre. Su, sorgete! io precedo. Ecco: io vi do, pegno della mia fede, spettacolo ignoto al mondo di un *Re-Sacerdote* dell'epoca nuova, apostolo armato dell'*idea-popolo*, edificatore del tempio della Nazione. Io lacerò nel nome di Dio e dell'Italia i vecchi patti che vi tengono smembrati e grondano del vostro sangue; io vi chiamo a rovesciare le barriere che anche oggi vi tengon divisi e ad accentrarvi in legione di fratelli liberi emancipati intorno a me, vostro duce, pronto a cadere o vincere con voi » (2). Carlo Alberto non sottoscrisse. Chi

(1) Vol. II, cart. 177; Milano, 1864.

(2) GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, vol. IV, cart. 417 e 419; Milano, 1863.

lo rattenne dal compiere azione sì nobile e che avrebbegli valso gloria immortale? I cortigiani. Pochi giorni di poi dal colloquio avvenuto tra l'inviato del campo regio e Mazzini, il conte Castagneto a un suo amico scriveva così: « Vedo pur troppo che da questo lato non vi è da far nulla. »

In sul cadere d'aprile buon numero di Bresciani sottoscrivevano l'atto d'annessione della loro città al principato sabauda, prevenendo così le deliberazioni dell'*assemblea costituente*; essi speravano vedere le altre provincie di Lombardia e delle Venezie seguir tosto il loro esempio. Di tale atto veramente intempestivo si scusavano dicendo *d'essere stati costretti a farlo dalla stringente necessità d'affermare la loro libertà; di regolare la cosa pubblica; di armarsi in esercito ordinato, a fine di compiere la cacciata dello straniero oltre le Alpi e proteggere i loro confini da ulteriori invasioni; di assicurare la tranquillità interna, guarentire i loro beni, accrescere le industrie, far prosperare i traffici, e tutelare la vita e l'onore delle famiglie* (1). — Chi mai attentava allora alla libertà dei Bresciani? chi impediva a questi d'armarsi per cooperare alla grande impresa nazionale per difendere i confini, tutelare la pace interna, i beni e la vita delle loro famiglie? quali vantaggi speravano essi ottenere da quella subita unione alla Sardegna? — Più che intendere a politici ordinamenti, tutti i Lombardi erano in obbligo di volgere ogni loro cura alla guerra, che minacciava diventar lunga e sanguinosa. A promuovere la dedizione al princi-

(1) Nel loro manifesto i Bresciani avevano dichiarato altresì: « Essere fermo e libero loro voto che, prevenendo la legale convocazione dell'assemblea costituente, la provincia di Brescia immediatamente aggregata agli Stati di S. M. Carlo Alberto di Savoia, fermo però e intatto all'assemblea costituente il diritto di fondare la *Costituzione* sulle basi più larghe, a termini anche delle dichiarazioni solenni già fatte dal re Carlo Alberto quando mosse generosamente in nostro soccorso. »

pato di Carlo Alberto venivano, alla Lombardia incitamenti da molte parti dell'Italia; Salvagnoli e Ricasoli scrivevano di Firenze al Governo temporaneo in queste sentenze: = Tutti i veri italiani desiderare ardentemente abbia a formarsi lungo le Alpi un altro baluardo più saldo, contrapponendo per sempre agli Austriaci un grande e fortissimo Stato, da essere il vero custode della indipendenza e libertà della patria. = Pareto, Leopoldo Bixio e Paolo Farina, di Genova, tentavano indurre i Milanesi a sommettersi solleciti a Casa di Savoia, promettendo di far nuovamente la loro città la metropoli di *regno floridissimo, libero e costituzionale*. Lo stesso Cesare Balbo, che presiedeva al Governo del Re, recavasi allora a Milano per tentare Alessandro Manzoni, chiaritosi avverso alla annessione; ma quell'onesto cittadino, che voleva, non lo aggrandirsi della Sardegna, sibbene l'indipendenza e l'unità d'Italia, tennesi fermo nel suo proponimento e respinse le proposte del *ministro-seduttore*. In verità poco mancò che da quei faccendieri — i quali per riescire nell'intento desiderato studiavansi di ingannare la buona fede dei Lombardi — non si rompesse la fratellanza che stringeva mirabilmente i cittadini delle due metropoli, insubra e subalpina, e non si gettasse la discordia nell'opera santissima dell'unione italiana. Anche la *Guardia cittadina* di Genova tentò allora la seduzione: « Due vie vi stanno dinnanzi, scriveva essa ai Milanesi; l'una assicura per sempre l'indipendenza e la libertà della patria; vi dà *il primato su tutti i popoli della penisola*; vi apre una fonte larghissima di ricchezze e forze; l'altra ci porta inevitabilmente alla guerra civile e con la guerra civile schiude di bel nuovo l'adito al *barbaro*, dal quale ci saremo liberati indarno. Chi più di noi ha ricevuto una splendida eredità di memorie? In quali vene scorre sangue più repubblicano del nostro? Eppure noi soffochiamo con ogni possa i nostri istinti repubblicani e facciamo di buon grado un olocausto dei nostri titoli antichi su l'altare della patria, a fine di cooperare per

quanto sta in noi alla grande opera dell'unificazione italiana. » I Torinesi, e a ragione, non furono allora senza sospetto; le parole dei Liguri, che tanto caldeggiavano la dedizione della Lombardia alla Sardegna, avevano lor chiarito non solo il perseverare di Genova nella malevolenza antica verso di essi; ma eziandio, che i Genovesi volessero ad ogni costo esaltare Milano a loro danno. Nè pareva difficile di raggiungere tale scopo; però che la metropoli lombarda avesse tradizioni splendidissime e una storia di secoli gloriosi; mentre « *gli annali del Piemonte*, come scrisse Vincenzo Gioberti, fossero quelli del principe e di una picciola parte de' suoi baroni » (1).

Il 12 maggio apparve il decreto del Magistrato supremo, il quale chiamava le popolazioni delle provincie lombarde a dare il suffragio in *favore* o *contra l'immediata loro dedizione* alla Sardegna; decreto che contraddiceva pienamente a quanto un giorno era stato promesso, che *soltanto al posare della guerra verrebbe quella mandata a partito*. Gli uomini del Governo temporaneo, i quali volevano a ogni costo sommettere subito il paese alla monarchia sabauda, avevano artatamente messo innanzi tal modo di manifestazione del voler popolare, per impedire al popolo di discutere in assemblea costituente gli ordini di sua futura vita politica e far conoscere le proprie aspirazioni a reggimento *costituzionale* o *repubblicano*. L'inconsulto affrettarsi dei governanti mostrò quanto essi fossero *mal forbiti a libertà per usi di mente e desiderii servili*, come scrisse Luigi Anelli nella sua *Storia d'Italia* (2). Da quali cause mai il Governo di Lombardia si disse spinto a chiamarne le popolazioni a deliberare del loro avvenire innanzi il vincersi della guerra? Queste cause rivelansi chia-

(1) *Il Gesuita moderno*, vol. III, cart. 562; Losanna, 1847.

(2) Vol. II, cart. 198; Milano, 1864.

ramente nel decreto del 12 maggio; in esso dopo aver detto di *tenere il suo mandato dal fatto sublime dell'eroica rivoluzione*, operata dal concorso di tutte le forze sociali allo scopo della cacciata degli Austriaci e dell'acquisto dell'indipendenza italiana; che pure invocando il soccorso del Re e ammirando la maturità politica del popolo aveva alzato il solo grido di *viva l'Italia* e il solo vessillo della nazionale indipendenza; e anche lasciando intatte le quistioni di forma politica e di ordinamento definitivo voleva che la Lombardia « per tanti anni forzata a chiamarsi straniera all'Italia, prima tornasse alla patria comune e, rassegnata ad obbedirne i voleri, acclamasse sua devozione all'Italia unita e concorde, » il Governo muoveva al paese questi gravi lamenti. — Non essere stata conservata la neutralità delle opinioni; le quali, indocili di freno, smaniose di preoccupare il libero arringo, si agitavano, si accusavano a vicenda, s'accampavano le une contra le altre. La neutralità, acclamata per impedire dissidi e discussioni inutili in faccia al nimico, essere accusata di fomentare civili discordie e di tenere l'Italia in paurosa incertezza. Gli animi non essersi conservati nei limiti di una discussione, già nel suo ardore pericolosa; ma in molte provincie essere state raccolte sottoscrizioni a migliaia, preludendo così al voto della nazione; essersi ordinate società con nomi e intenti diversi, nelle quali le quistioni più ardenti sono discusse e pubblicate; spargersi dalla stampa idee fra loro contrarie, suscitatrici e alimentatrici di molte passioni e speranze, e che imposero la necessità di venire a uno scioglimento. Avere ricevuto inviti e sollecitazioni di presto risolvere; a ciò esortati da popoli, governi, città e uomini insigni per senno e guarentigie date alla causa patria. Avere esso un giorno acclamata la *neutralità* a fine di potersi tutto consecrare alla guerra e alla difesa del paese ed essere Governo unicamente guerriero e amministratore; e ora trovarsi distratto da incessanti dispute politiche e costretto a difendersi ogni giorno dalla insistenza delle più

divergenti opinioni. Tale stato di cose non potere più oltre durare; necessitare adunque che il popolo o cessi di parlare di politica, imponendo con la sua grande voce il silenzio ai *partiti*, o si risolva per quella annessione, sola naturale e possibile nelle circostanze d'allora. Quando si accolse la speranza, che il rispetto fraterno alle opinioni *di tutti* diventasse legge *per tutti*, guerra breve e vittoria sicura nel pensiero *di tutti*: onde facile pareva e naturale di rimettere *a causa vinta la discussione dello avvenire politico della patria*. Al contrario la guerra essere grossa, sanguinosa, lunga; per la quale cosa, gravi le condizioni del paese, che consigliano una pronta deliberazione, e proprio quella che più favorisca la grande causa italiana e acceleri il fine della guerra di indipendenza. E però come Lombardi, in nome e nello interesse della Lombardia, e come Italiani, nello interesse della nazione, dover riconoscere provvido il pensiero d'unire le loro terre alla vicina e bellicosa Sardegna, salve le comuni guarentigie della libertà, per formare dell'Alta Italia un baluardo inespugnabile contra le invasioni straniere, sotto lo scettro di Casa Savoia, *la guardiana delle porte d'Italia*. Parma e Modena averli già preceduti nella manifestazione di quel desiderio iniziatore dell'unità italiana; Sicilia, dichiarando commettere sué sorti al reggimento costituzionale, aver mostrata la via ora aperta all'unione. Non dovrà dunque la Lombardia, dall'altezza del posto in cui fu collocata dalla sua vittoria, rispondere all'accusa mossale *di voler fare da sé e per sé?* Non dovrà essa attestare gratitudine a chi le andò incontro e le dà prove tanto splendide di simpatia, e anela d'averla compagna nella grande opera del riconoscimento della unità italiana? « A voi tocca decidere, o cittadini, così conchiudeva il decreto, a voi tocca ponderare se nelle circostanze presenti sia da persistere in un partito che, una volta opportuno, ora potrebbe forse essere fomite di discordia, presso la quale sta sempre la schiavitù; o se un altro se ne debba abbracciare determinato dal pensiero dei

grandi interessi della patria italiana. Il vostro Governo non può rimanere spettatore indifferente del pericolo di una discordia civile; ed è nel proposito di rendervi uniti e forti, che ha determinato di fare appello al popolo intero, perchè la sua sacra e potentissima voce copra quella di tutti i partiti per confonderlo in un solo. » — *La neutralità delle opinioni*, che gli uomini del Governo lombardo affermavano *essere stata rotta*, non poteva, nè doveva impedire ai cittadini la discussione intorno a cosa di sì alto momento, quale era la *neutralità d'opinioni e quella forte aspettazione, che in vero sarebbe stata uno spettacolo unico nella storia, offrendo un esempio maraviglioso di temperanza e di momentaneo sacrificio di ciò che l'uomo men facilmente tempera e sacrifica*. Perchè i supremi reggitori non vollero che si avesse a discutere intorno il politico ordinamento del paese? I faccendieri del Governo avevano gettato il dubbio, lo sconforto e persino la discordia in seno alle popolazioni lombarde per indurle a gridare la subita unione alla Sardegna. Toccava ai supremi magistrati di illuminare il paese su l'atto solenne, che sarebbero stati, a tempo opportuno, chiamati a deliberare e a compiere i suoi cittadini raccolti in assemblea costituente; però che da quell'atto dovessero poi dipendere le sorti loro e il loro avvenire. Obbligo del Governo era altresì di promuovere una discussione franca e leale intorno all'arduo problema da risolvere. Il voto per l'unione immediata al regno subalpino era stato dal Magistrato Supremo espresso così: « Noi sottoscritti, obbedendo alla suprema necessità che l'Italia intera sia liberata dallo straniero, e allo intento principale di continuare la guerra dell'indipendenza con la maggiore efficacia possibile, come Lombardi in nome e per l'interesse di queste provincie, e come Italiani per l'interesse di tutta la nazione, votiamo fin d'ora per la immediata unione delle provincie lombarde agli Stati Sardi, semprechè su le basi del suffragio universale sia convocata negli anzidetti paesi e in tutti gli altri aderenti a tale

unione una comune *Assemblea Costituente*, la quale discuta e stabilisca le basi e le forme d'una nuova monarchia costituzionale con la dinastia di Savoia. » — Ma il Governo temporaneo aveva dimentico o simulava di non ricordarsi che di quei giorni *suprema necessità per l'Italia* era soltanto la guerra, che combattevasi sul Mincio e su l'Adige; che ad essa dovevano rivolgersi gli sforzi tutti: che la sommissione dei Lombardi al principato sabauda poteva rendere l'impresa liberatrice nè meno ardua, nè meno sanguinosa. Vinto l'esercito straniero, fatta libera la patria dalla signoria austriaca, riconoscenza e gratitudine avrebbero spinto il paese a darsi a Casa Savoia. *L'unione alla Sardegna*, gridavano allora i sollecitatori del suffragio, *condurrà assai più presto le armi italiane alla vittoria, che senza l'unione non raggiungerebbero che più tardi*; ma dopo quanto accadde, ci sarà lecito dire, che quella dedizione innanzi tempo compiutasi condusse il re Carlo Alberto alle tregue di Milano, al disastro di Novara, all'abdicazione, all'esilio. — Nel decreto del 12 maggio i supremi reggitori della Lombardia ebbero ad affermare: avere bandita *la neutralità delle opinioni* allo scopo di consecrarsi in tutto alla guerra e alla difesa del Paese e potere essere un Governo *unicamente guerresco* e amministratore. Che tali fossero gli intendimenti di quegli uomini non porremo nemmeno in dubbio, avvegnachè la volontà di fare e di far bene allora in essi non mancasse; ma la storia di quel tempo ha luminosamente chiarito non esservi stato mai Governo meno bellicoso di quello che nel 1848 resse le sorti dei popoli lombardi. — Dal giorno della cacciata degli Austriaci sino alla pubblicazione del decreto 12 maggio, la metropoli d'Insubria erasi conservata serenamente tranquilla; la turbò, la sconvolse l'inconsulta proposta dell'annessione alla Sardegna, che violava la libertà popolare e rompeva fede alle promesse solennemente fatte dal Governo temporaneo nel suo manifesto del 29 marzo, nel quale dichiarava, che i cittadini avendo vittoriato del nimico col

solo grido di *indipendenza*, il solo grido di *Italia unita e libera* doveva far loro compiere la vittoria ottenuta. Prima che il decreto d'annessione apparisse, alcuni promotori del suffragio per questa avevano, con abuso di nomi e con diversi scopi, raccolto nelle provincie sottoscrizioni numerose: ond'eransi destate speranze e passioni, in quei momenti difficilissime a quietarsi. — Perchè mai il Governo non punì quegli agitatori, che avevano osato preludere al suffragio della nazione? E perchè non mosse loro parole di rimprovero e non diede alle popolazioni savi consigli e ammaestramenti, che le illuminassero e loro insegnassero a guardarsi, con la prudenza, dalle arti subdole di quei scaltri raggiratori? Il silenzio dei supremi governanti in faccenda sì grave derivò forse da paurosa flacchezza, o fu conseguenza di tacito consenso all'opera dei sollecitatori del suffragio per l'annessione immediata? Risponderemo noi, essere ciò avvenuto per le ambizioni private di non pochi cittadini, ambizioni che avevano allora sopraffatti gli interessi dell'Italia. E ricorderò a' leggitori, come il 21 marzo, quando la lotta più che mai ardeva in Milano, Enrico Martini venisse a Casati — il quale presiedeva al supremo Maestrato della città — a offrire in nome di Carlo Alberto, aiuto d'armi a patto di *dedizione assoluta e di subita elezione d'un Governo temporaneo*, che avesse a mandare al Re la tanto desiderata profferta. — A Carlo Cattaneo, il quale instava di non accettare la proposta del conte Martini — affermando che la Lombardia sarebbe di Carlo Alberto, se vincitore; e ch'egli, se vinto, non l'avrebbe mai, nè anche se gliela avessero a dare cento volte — Martini soggiungeva a lui: « Sa ella che non accade tutti i giorni di prestare servigi di questa fatta a un Re? » (1); onde si è indotti a credere che il conte Casati, consenziente parte

(1) CARLO CATTANEO, *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 59 e 60; Lugano, 1848.

almeno dei colleghi suoi nel Governo, avesse sin d'allora segretamente patteggiato il sussidio regio a prezzo della dedizione al regno sardo delle provincie lombarde.

Di quei giorni le Venezie, invase dall'esercito di Nugent che minaccioso procedeva verso l'Adige, imploravano soccorso pronto ed efficace alle armi regie, e Carlo Alberto dal suo quartier generale in Sommacampagna il 23 maggio a quelle rispondeva così: « Giunti su le rive dell'Adige, il nostro sguardo e il nostro pensiero si volgono direttamente a voi, popoli della Venezia, a voi che sul rompere della guerra comprendemmo tutti nelle parole ispirateci dalla condizione di codeste italiane provincie, che si vanno via via liberando dalla oppressione straniera. Noi abbiamo mosso le nostre armi per assicurare l'indipendenza italiana. Iddio ha benedetto finora la santa impresa, ma a compierla si ricercano fiducia e costante fermezza in tutti quelli che vi prendono parte. Quanto è irremovibile la nostra intenzione di spingere l'impresa al fine che abbiamo altamente dichiarato nell'assumerla, altrettanto viva è la fiducia che voi sarete per secondare le nostre mire e i nostri sforzi. Così quelle, come questi, non hanno altro scopo che l'intera liberazione della comune patria dal giogo straniero. Questo è il voto di tutta Italia, questa la necessità dei tempi, questo il supremo dovere che abbiamo risoluto di compiere. La vostra fiducia risponda adunque alla mia, e la causa per cui combattiamo non fallirà a compiuta vittoria. » In questa i supremi reggitori della repubblica di San Marco scrivevano al Governo temporaneo di Lombardia: = Essere loro desiderio unire le Venezie all'Insubria; desiderare l'unità dell'Assemblea, come facile mezzo per congiungere i due paesi con nodo indissolubile; adempire francamente e pienamente all'assicurazione dei destini di Lombardia e Venezia, che dall'Assemblea saranno per fissarsi per tutta la nazione. = E gli uomini del Governo di Milano rispondevano: = Ringraziarli della franca e piena

loro adesione al disegno di una Assemblea unica, dalla quale verrebbero fermate le sorti di questa nobilissima parte d'Italia... Già fratelli nel dolore e nella vergogna della servitù sarebbersi eziandio mostrati fratelli nella nuova vita, a cui li chiamavano gli avvenimenti che maturavansi alla comune patria... Essere nel sentimento di questa fratellanza e nel nome santissimo d'Italia pronti a soccorrerli con quanta avevano di forza nelle braccia e negli animi, la causa di Venezia essendo pur quella di Lombardia e di tutta Italia... Averli associati ad ogni loro disegno su l'avvenire, ad ogni loro atto; e in quello solennissimo del 12 maggio aver pure avuto grande parte il pensiero di accrescere con la unione e la concordia le proprie forze per vincere la guerra, la quale deve purgare le venete contrade dalla presenza dell'austriaco. — Il Governo della Lombardia, nel ricordare ai reggitori della repubblica il decreto del 12 maggio, mirò a destare in Venezia le simpatie per la unione sua alla Sardegna; il quale intento esso aveva già ottenuto nelle provincie per mezzo dell'avvocato Restelli, « uomo, al dire di Luigi Anelli (1), già mutato perchè le aspirazioni di repubblica nei più sono vapore di fumo che poco dura e tosto sparisce, ma che serbando tuttavia fama di repubblicano poteva dare maggiore sembianza di sincerità a' suoi astuti consigli. » — In fatto, il 31 maggio Padova, Vicenza, Treviso e Rovigo — le quali città seguendo l'esempio di Milano avevano chiamato il popolo a manifestare il suo suffragio innanzi il raccogliersi dell'Assemblea costituente — facevano noto al Governo di San Marco, che se Venezia non amava sommettersi al principato sabauda, esse si separerebbero dalla repubblica; accordavano tre giorni per deliberare.

(1) *Storia d'Italia*, vol. II, cart. 184; Milano, 1864. — Giuseppe Mazzini scusa l'avvocato Restelli del suo operato, dicendo *avere allora, per errore di buona fede, lavorato per la dedizione di Venezia.* — *Scritti politici*, vol. IV, cart. 450; Milano, 1868.

Daniele Manin, dignitosamente respinto lo *imperioso invito* dei comitati di Padova, Vicenza, Treviso e Rovigo, decretava, che il 18 giugno si avessero a raccogliere in Assemblea i Deputati della provincia di Venezia per risolvere intorno alle sorti della patria (1); la quale convocazione veniva poscia differita sino al 3 luglio, causa le faccende della guerra, fattasi allora più grossa e assai più minacciosa. Venezia trovossi quindi lasciata tutta a sé stessa; tre battaglioni di milizie regolari — di mille marinai all'incirca — e poche guardie cittadine, questi i difensori suoi! Sussidio nessuno venne a quella generosa città, che amò correre i pericoli di gravi danni, piuttosto che rompere fede a' suoi principi di indipendenza e libertà. Solo per mare ebbe protezione dall'armata sarda, cui però era stato comandato di non muovere mai prima alle offese contra la nimica, che di que' giorni sorgeva su l'ancore nelle acque di Trieste.

In sul cadere del maggio Milano trovavasi in preda alla più forte agitazione, causa la voce, che allora correva, di avere il Governo di Lombardia, nella dedizione profferta alla Sardegna, obbliato di assicurare al paese le preziose guarentigie di sua libertà. Contra accusa di sì grave momento i reggitori della Lombardia protestarono in un loro manifesto al popolo, nel quale affermarono *d'aver impresso a studiare col sussidio di cittadini spettabilissimi i modi più acconci ad assicurare tutte le guarentigie della libertà nel periodo che potrebbe correre tra l'anno di unione e il raccogliersi dell'Assemblea costituente* (2). — Tali parole però non valsero a tranquillare gli animi delle popolazioni, nè a ridar loro la serenità usata; avvegnachè

(1) Si elessero i rappresentanti della provincia in ragione di uno sopra due mila abitanti.

(2) Manifesto ai cittadini del 27 maggio 1848.

bene a ragione non potessero aver più negli uomini del Governo fede illimitata, avendo essi violate le promesse fatte nel manifesto del 29 marzo. Il popolo, a far conoscere come non più credesse alla lealtà delle parole dei suoi reggitori, assembratosi, alzò contra questi delle voci di malcontento e di biasimo; e fu allora che, temendo romori e tumulti, i supremi governanti chiamarono alle armi le guardie cittadine, alle quali facilmente riescì di sperdere gli assembramenti popoleschi, che però nulla avevano di minaccioso. — Era il 29 maggio l'ultimo del suffragio. In questo giorno, tanto glorioso negli annali della metropoli d'Insubria per la vittoria riportata dalla Lega Lombarda su gli eserciti di Federico Barbarossa, Imperatore di Lamagna, i popoli della Lombardia davansi a Carlo Alberto, dal quale, come sopra dicemmo, prima di muovere le armi soccorritrici era stata lor chiesta la immediata dedizione al regno subalpino. Non puossi riprovare tale atto di annessione in se stesso, che gratitudine e l'interesse dell'Italia dovevano, a guerra vinta, imporre a quei popoli; ma è altamente da riprendere, che sia stato compiuto innanzi tempo, e con manifesta offesa di promesse e d'obblighi in modo solenne banditi; è da condannare altresì l'arte con la quale dai faccendieri del Governo si trassero i Lombardi a dare, senza discussione veruna, il suffragio in favore della subita unione alla Sardegna, togliendosi in tale maniera all'Assemblea costituente la quistione vitale a trattare; in fine, sono grandemente a biasimarsi i modi usati dal Governo temporaneo per raggiungere l'intento suo, però che sia pur noto avere esso in alcune terre di Lombardia adoperato l'inganno e la violenza. « Si fecero votare li ufficiali piemontesi, scrisse Carlo Cattaneo (1), intrusi allora allora nei nuovi reggimenti, e in presenza loro e

(1) *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 185 e seguenti; Lugano, 1849.

sotto le loro monizioni e minacce i soldati; e l'ordine del ministero della guerra era così villanamente imperioso che si dovè mutare. Per affettazione di puntualità si fecero votare perfino i condannati in presenza dei loro carcerieri e con promessa di indulgenze. Si lasciarono votare i forestieri, e le tante migliaia di Piemontesi e Genovesi che erano in Milano I faccendieri misero tanta solerzia in codesti imbrogli, che in parecchi luoghi v'ebbero più voti che non vi fossero abitanti Nella provincia di Como si votò sopra un'altra formola, nella quale si poneva a patto l'unione coi Veneti All'ombra dell'*occupazione militare* i brigatori poterono con poco pericolo proprio far minacciare la vita agli oppositori, all'istorico Vignati in Lodi, al Campana in Brescia, allo Scalini in Como, al Rota in Bergamo, a molti e molti in Milano. A Calcio, sotto pretesto d'incendio, si fece suonare a stormo per atterrire l'arciprete Lombardini, il quale non voleva che uno Scotti portasse fuori del presbiterio i registri; e il Governo non fece arrestare lo Scotti, ma l'arciprete; e il vescovato di Cremona voleva interdirlo dalle sue funzioni » — Nel mattino del 29 maggio in Milano l'agitazione era giunta al colmo; quale mai la causa dello agitarsi dei cittadini? perchè commuoversi tanto allora che il grande atto del suffragio universale era stato compiuto? Il Governo, che il dì innanzi erasi obbligato di recare in decreto le *garantigie della libertà della stampa, del diritto di associazione e della Guardia nazionale per dare una nuova e solenne testimonianza della sua lealtà*, rompeva ancora la fede data mettendo fuori non un *decreto*, ma un *bando*, nel quale *tra parole vacue e sonore senza nulla promettere assicurava le moltitudini, che non mancherebbe alla libertà della patria* (1). Pieno di sdegno il popolo, corso numeroso al palazzo, sede del Governo, chiamava il presi-

(1) LUIGI ANELLI, *Storia d'Italia*, vol. II, cart. 200; Milano, 1864.

dente, conte Casati, a dare ragione delle mancate promesse: se non che negando egli di venire alla loggia, come altre volte aveva fatto, i cittadini invadevano tumultuanti il palazzo. Casati, tratto allora da certo Urbino al balcone, tentò rispondere alle molteplici inchieste della moltitudine; ma non gli riuscendo di quietare l'agitazione popolare, esclamava: *il Governo rinunzia al suo officio*; ciò detto cadeva in isvenimento. A tali parole, ripetute dall'Urbino, una voce rimbombante rispondeva: *no*; era la voce del popolo, il quale, preso da subita pietà per lui che stava a capo dei governanti, aveva ad un tratto deposta l'ira che poco innanzi lo avvampava. Allora quietarono i romori; le moltitudini, da prima avverse al Governo, partirono di là con animo disposto a pace; e la quiete tornò alla città. I supremi reggitori non seppero usare la vittoria con moderazione e senno, avvegnachè facessero immediatamente imprigionare non pochi cittadini; e avrebbero arrestato anche Carlo Cattaneo, se alcuni non si fossero vivamente opposti a tanta disonestà; tra quelli che ciò volevano eravi Fava, il quale *esercitava arti di spionaggio degne dell'Austria intorno a Cattaneo e agli uomini che avevan diretto le giornate di marzo* (1); questa volta però i buoni la vinsero sui tristi e Cattaneo non patì prigionia. — Di quel turbamento della città la parte moderata diede colpa a Mazzini, allora allora arrivato in Milano; a torto però, avvegnachè il *grande agitatore*, sebbene di mal occhio vedesse la Lombardia passare dal giogo imperiale di casa d'Habsburg sotto la signoria di casa Savoia e tutte le sue aspirazioni fossero alla repubblica, pur non volesse suscitare controversie su la forma del reggimento, rompere la concordia che fratellevolmente stringeva i popoli d'Insurbria ai Subalpini; e per la quale concordia potevasi acquistare la tanto sospirata indipendenza della patria. Mazzini,

(1) GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, vol. IV, cart. 416; Milano, 1863.

già da tempo presago della guerra che stava per combattersi in Lombardia, il 5 marzo di quell'anno 1848 avea pubblicato in Parigi un manifesto ai fuorusciti italiani, in cui chiamando tutti a concordia mise innanzi un suo disegno di *Associazione Nazionale* da surrogarsi alla *Giovane Italia*. « La nazionale associazione, scriveva egli, non prefigge a'suoi sforzi il trionfo predeterminato di una o di un'altra forma governativa; ma li consacra a promuovere con tutti i mezzi possibili e in accordo con le aspirazioni progressivamente manifestate dal popolo italiano lo sviluppo del sentimento nazionale. » Venuto nel maggio a Milano, il Governo temporaneo cercò, ma indarno, di trarlo a sè. Fermo in sua fede repubblicana, Mazzini giurò *tacersi e mantenersi neutrale sino a che vivesse speranza di buona fede fra la parte regia e quella de' suoi fratelli per non meritarsi rimprovero, non dagli uomini, ch'ei non curava, ma dalla sua coscienza d'aver nociuto per credenze e antiveggenze sue individuali alla concordia e alla patria*. — Mazzini tenne in tutta sua interezza la parola data; ma il Governo di Lombardia, no; però che costringesse il paese a deliberare intorno al suo avvenire, *prima che la terra italiana fosse libera tutta*, giusta il suo manifesto del 29 marzo; e così, anticipando l'*avvenire* della patria, ricondusse questa sotto la dominazione austriaca.

Il giorno 8 giugno, raccolti i suffragi, trovossi, che la *dedizione immediata* della Lombardia alla Sardegna avea vinto il partito; essa ne contò cinquecento sessantuno mila e due contra seicento ottantuno per la *dilazione a guerra vinta*. Il Governo temporaneo, nel far conoscere il *voto della Nazione*, diceva ai Lombardi: = Nel compiere questo atto di prudenza civile avere essi gettato le fondamenta di quell'edificio, ad erigere il quale tanti secoli eransi invano affaticati, e che l'età presente vedrà sorgere sopra solide basi a gloria e a sicurezza perenne di tutta la Nazione. Memore di sue promesse affermava, star trattando coi Ministri del Re intorno agli accordi, che valessero a fissare

le norme con le quali si dovrà reggere la Lombardia, sino al dì in cui dall'Assemblea costituente saranno deliberate le nuove leggi per tutto il regno. = Senza por tempo in mezzo il presidente Casati, in compagnia di due membri del Governo, Turrone e Berretta, recossi al campo per consegnare nelle mani stesse di Carlo Alberto l'atto di dedizione delle provincie lombarde al principato suo. — La solenne cerimonia ebbe luogo alla presenza del Duca di Genova, del conte di Castagneto, segretario di Stato, di Lamarmora, scudiere del Re, dei generali Lazzari, d'Arvillars, Rossi e Scotti. Il presidente Casati, nel porgere al Monarca l'atto di unione, lesse le seguenti parole: « Sire! Il popolo lombardo ha pronunciato su le proprie sorti, e noi abbiamo l'onore di presentare alla Maestà Vostra l'atto solenne, che raccoglie e suggella il voto delle provincie lombarde sgombre dal nimico per la immediata loro unione agli Stati Sardi, secondo la condizione posta nella formola del voto stesso. Sire! Il popolo lombardo attende con impazienza che le *Camere sarde* e il Governo di Vostra Maestà rendano efficace il voto da esso pronunciato. Due grandi e nobili parti della famiglia italiana, congiunte per l'origine, per gli interessi, per gli animi, e fin qui deplorabilmente divise dalla legge dei casi, stanno per avverare il voto di tanti secoli, sotto gli auspici della Maestà Vostra, stanno per effettuare un'unione che è compiuta nei cuori. La Maestà Vostra è degna di comprendere, di sentire tutta la solennità di questo momento, che inizia un'era novella nella storia dell'Italia libera e unita. Sire! Il popolo lombardo, che nella Maestà Vostra saluta riconoscente il capitano del valoroso esercito accorso a compiere l'opera dell'italiano riscatto, è lieto di raccogliersi co'suoi fratelli degli Stati Sardi, sotto il costituzionale vostro scettro. Ma questo popolo, quanto ama l'ordine senza di cui civile reggimento non può essere, altrettanto ama quella libertà che ha conquistato col proprio sangue; e senza di cui a questi giorni un popolo non può dirsi civile. Sire! L'al-

tezza del vostro animo ci sta in fede, che voi apprezzerete questo nobile sentimento del popolo lombardo, e che il Governo di Vostra Maestà ne sarà franco e geloso custode. Accogliete, o Sire, i voti riverenti del popolo lombardo, e consentite che noi in occasione così solenne vi soggiungiamo esultanti la significazione della comune fiducia » (1). — E il Re rispondevagli in queste sentenze: « Quanto mi viene espresso è carissimo a me, che non ebbi altro pensiero che concorrere con ogni sforzo a stabilire l'italiana indipendenza. Quando entrai in Lombardia, fu quello il mio scopo, non avendo mire d'interesse di famiglia, ed ora mediante questo atto lo veggio consolidato. La felicità, la indipendenza e la libertà della famiglia italiana saranno sempre doveri per me. Io mi affretterò di trasmettere l'atto al mio Ministero, perchè lo presenti alle *Camere*; e non dubito che i popoli piemontesi, liguri e savoiardì abbracceranno con trasporto i loro fratelli, e così sarà data efficacia alla bramata unione, e le franchigie assicurate, gli sforzi uniti assicureranno la finale liberazione del suolo italiano dallo straniero. » Al presidente Casati, che annunciava prossimo l'arrivo al campo delle prime schiere del-

(1) L'annessione della Lombardia alla Sardegna venne messa innanzi a condizioni, che lo *Statuto* si riformasse da una *Assemblea costituente* del nuovo regno, la quale doveva comporsi per elezione a suffragio universale; che l'unione non si ritenesse compiuta sino a che dalla *Costituente* non fossero state dettate le basi della nuova *Costituzione*; che i Milanesi si governerebbero con una *Consulta* sino a quel giorno, conservando senza limiti la libertà di stampa e il diritto di associazione; in fine, che la *Guardia nazionale* rimanesse indissolubile. — Non per iscritto, ma solamente a voce, fecesi allora conoscere a Carlo Alberto il desiderio dei Milanesi, che la loro città s'avesse a gridare metropoli del nuovo regno; e ciò per le sue ricchezze, per la sua popolazione e postura topografica; il quale desiderio turbò non poco, nè a torto, i Torinesi, che nel perdere la sede del Governo credevano incontrare la ruina de' loro materiali interessi; di lì un principio di *discordia*: era il primo frutto dell'annessione fatta anzi tempo.

l'esercito di Lombardia, Carlo Alberto soggiungeva: = Udire con piacere tale notizia; dovere rendere lode ai Lombardi che già stavano con lui, per avere essi già data prova del loro valore e amore della causa patria; quelli che giugneranno, certamente avranno a dividere coi fratelli loro la gloria di condurre a fine la guerra. = Licenziati dal Re, Casati e Turrone riederono a Milano; Berretta rimase presso il quartier generale in luogo d' Enrico Martini, il quale aveva fatto rinunzia all'ufficio di commissario del Governo di Lombardia al campo di Carlo Alberto. — Nello intimare guerra all'Austria il Re sardo aveva significato ai popoli lombardo-veneti, *di venire egli a porgere loro quell'aiuto che il fratello aspetta dal fratello* (1); e il generoso aiuto che, non patteggiato, ebbe promesso, nel manifesto bandito il 31 marzo in Lodi nuovamente affermava così: « Io vengo tra voi alla testa del mio esercito, secondando i più intimi impulsi del mio cuore; io vengo tra voi non curando di prestabilire alcun patto: vengo solo per compiere la grande opera dal vostro stupendo valore così felicemente cominciata. » Parole queste in verità nobili e generose, ma ch'egli dimenticò il giorno in cui accettò la dedizione della Lombardia non ancor libera per virtù di sue armi dalla signoria austriaca; acconsentendo allora a ricevere le provincie d'Insubria, Carlo Alberto fece credere che gli stesse più a cuore lo accrescimento del regno suo, che lo incremento della sua gloria: e ciò non era vero. Se al dire di Cesare Balbo fu *stoltissimo fra gli errori* (2) il mandare in quei giorni a partito l'unione dei Lombardi al principato sabaudo, *atto di insipientia politica* ne fu l'accettazione di Carlo Alberto, per la quale egli ruppe fede alla parola due

(1) Bando pubblicato in Torino nella notte del 22 marzo di quell'anno 1848.

(2) *Sommario della Storia d'Italia*, cart. 479; Firenze, 1853.

volte giurata. Il Monarca assai meglio avrebbe provveduto agli interessi dell'Italia e alla propria fama impedendo al Governo temporaneo di Lombardia quel suffragio, che se per brevi giorni diede a *lui* più grande Stato, non diedegli però maggiore potenza, e fu causa altresì di rovina all'impresa nazionale; avvegnachè i principi italiani divenuti oltremodo gelosi per quell'aumentare di signoria, allontanatisi dall'amicizia sua, lasciarono solo a sostenere tutto lo sforzo della guerra: donde i disastri toccati alle sue armi sul Mincio e su l'Adige, a Milano e a Novara! e al Re, l'abdicazione e l'esilio! Egli pagò il fio degli errori de' suoi consiglieri e degli uomini del Governo temporaneo di Lombardia.

Il 22. maggio giugneva in Bologna il generale Scala, inviato dal re Ferdinando di Napoli a Guglielmo Pepe, per richiamar questi e sue genti nel reame; se il duce napoletano niegasse obbedienza al volere del Sovrano, lo Scala conferirebbe al generale Statella il governo supremo dell'esercito borbonico, che in quel tempo era vicinissimo al Po. Guglielmo Pepe, il quale — mandata allora allora la prima divisione di sue armi a Ferrara con ordine di valicare quel fiume a Francolino — stava intento a raccogliere le rimanenti schiere in Bologna e nei dintorni per muovere poscia al Po, da prima faceva rinunzia al comando dell'esercito; ma riprendevalo subito di poi, assicurato dagli amici della fede de' suoi soldati; e mandava sollecito ordine alla prima divisione — la quale chiamata a sè dal generale Statella già indietreggiava — di riedere a Ferrara. Statella protesta; minacciato di morte dai Bolognesi fugge a Napoli; e Pepe allora scrive al Re scongiurando a revocare il comando del ritorno, esiziale alla causa dell'indipendenza patria e vituperevole a *lui* e al suo esercito; ma il Borbone sordo alle voci dell'onore, perseverando ne' suoi disonesti propositi, rinnova l'ordine della ritratta. Le soldatesche napoletane, insidiate e ingan-

nate da malvagi subornatori, tumultuanti chiedono di tornare addietro; Guglielmo Pepe, che vuole condurle alla guerra, mette ad essi innanzi la patria; dal canto loro i venduti al Borbone, che hanno risoluto di ricondurle a Napoli, parlano a quelle di militare disciplina. In su le prime i soldati stanno dubbiosi e incerti; di poi, vinti dalle arti subdole di quei tristi, la salute della patria posponendo alla volontà del Re fedifrago, lasciano il loro capitano e rifanno la via poco innanzi calcata e che li mena a Napoli; più meritevoli però di compianto che di biasimo, intendo parlare de' gregari e non degli ufficiali; avvegnachè credessero di correre in aiuto delle loro famiglie, dai nimici al Sovrano e alla terra nativa minacciate di danni e di rovina. I pochi generosi che valicarono il Po con Guglielmo Pepe, segnaronsi nella difesa di Venezia: furono due battaglioni di *volontari*, un battaglione di fanti d'ordinanza (1), una batteria d'artiglierie e una compagnia di soldati degli ingegneri militari. Giunto su la riva sinistra di quel fiume il generale Pepe esclamava: « Di qua l'onore, di là la vergogna! » (2). — Alessandro Le Masson di lui scrisse così: «era una sventura per l'Italia settentrionale che Napoli non prendesse parte a questa guerra; ma ciò non iscusa il modo di condursi di Pepe; questo generale non poteva cercare nel suo amore per l'indipendenza e il suo giusto odio all'Austria il diritto di tradire il suo Sovrano » (3). Ingiustissimo è il biasimo che Le Masson getta su quel veterano illustre della libertà italiana; innanzi a tutto e sopra tutti sta sovrana la patria; primo dovere del

(1) Questo battaglione, tranne alcuni ufficiali, e molti soldati delle artiglierie, instigati dai subornatori del Borbone, nell'agosto di quell'anno 1848 lasciavano Venezia per tornare a Napoli.

(2) Lahalle, colonnello nelle artiglierie, per togliersi al vituperio si uccise; il colonnello Testa, alla notizia del tradimento del Borbone, cadde d'accidente di gocciola.

(3) *Venise en 1848 et 1849*, cart. 84; Lugano, 1851.

soldato-cittadino è la difesa di essa, eziandio contra il Re se la governa da tiranno, se ne calpesta i diritti, se la tradisce. Ferdinando Borbone, dopo aver spenta nel sangue dei sudditi la libertà poco prima loro accordata e tradita l'Italia, volle il vituperio delle sue armi; l'esercito napoletano, per ottemperare al volere del Monarca, abbandonò allora la causa nazionale, dimentico che a Re spergiuro non devesi obbedienza, nè fede. — Della *militare disciplina* di questi tempi sovente si abusò e dimolto; e non di rado cercossi con quella di onestare brutte imprese e coprire vergogne e delitti. In fatto, or son pochi anni, non vedemmo forse cencinquanta mila soldati, di valore provatissimo e nelle cose di guerra assai esperti, posare le armi e darsi prigionieri al nimico? E al nimico li vendette qual branco d'agnelli il loro duce supremo, e prezzo dell'infame mercato fu la salvezza della vita. Se la militare disciplina imponeva ai soldati di Francia la obbedienza a Bazaine, loro generale, la salute della patria e l'onore della propria bandiera altamente domandavano, che il maresciallo avesse a condurli a combattere l'armi invaditrici, a vincere o a morire. — Guglielmo Pepe, valicato il Po, il 10 giugno portossi a Rovigo, ove unironsi a lui due battaglioni di *volontari* lombardi e bolognesi. Stava egli per correre in aiuto a Durando, allora che giugnevagli la tristissima novella della resa di Vicenza — avvenuta l'11 giugno — e dello avanzarsi degli Austriaci sopra Padova: onde toltosi di Rovigo, la sera del 13 riducevasi con sue genti in Venezia; e vi entrava festeggiato dai cittadini e dal Governo, che subito fidavagli il comando supremo delle forze armate della repubblica (1).

(1) Il generale Pepe aveva chiesto di unirsi co' suoi all'esercito sardo per combattere insieme la guerra; su di ciò il Re in sua lettera del 9 giugno da Garda al maggior generale Antonio Franzini, allora al campo, scriveva: *essere assolutamente impossibile d'ordinargli d'avanzarsi contra il volere del suo Re; se ciò facesse, egli farebbesi del torto*

Mentre Carlo Alberto, dopo la vittoria di Goito, tenevasi inoperoso ne' suoi campi del Mincio, Radetzky, con grande sforzo d'armi e di armati, da Legnago recavasi ad oste sopra Vicenza, che ad ogni costo voleva recarsi in mano per assicurarsi la via, che per Malò, Schio e val d'Arsa mette a Trento e a Roveredo. Di Rivoli e delle tante celebrate sue posture il maresciallo non si curò, nelle circostanze d'allora di veruno interesse per lui, e di quelle assai più importandogli la signoria di Vicenza, che doveva rendergli facile il riacquisto delle Venezie. Il Re, il quale non aveva saputo indovinare i disegni dell'avversario, credendo che gli Austriaci si fossero raccolti dietro l'Adige per rifarsi delle battiture patite a Goito — le cui perdite vedemmo essere state di poco momento — risolveva di far l'impresa di Rivoli; militare postura, il cui valore, sommo nella guerra del 1796 tra Francia ed Austria, era, ne' tempi che allora correvano, lievissimo. In fatto, se in quella guerra a Napoleone — che teneva in sua mano Verona e Legnago — molto importava l'occupazione dell'altipiano rivolese — dal quale signoreggiava e si chiude la valle dell'Adige — onde impediva il passo all'esercito di soccorso degli Austriaci assediati in Mantova, nel 1848 per Radetzky — padrone di Mantova, Verona e Legnago — non poteva per lui essere Rivoli di grande valore, per lui già in possesso dell'alto Veneto. Siccome il maresciallo, abbisognando di Vicenza, erasi voltato contr'essa con poderoso sforzo di soldatesche, così Carlo Alberto avrebbe dovuto mandare sussidio di armati a Durando ed egli stesso poi correre con l'esercito all'Adige per minacciare i nimici alle spalle e tentare Verona. Era questo il consiglio del generale

presso gli altri Stati. Non potersi fare fondamento veruno su le genti di Pepe, perchè tutte disordinate...

Gazzetta Letteraria di BERGAMO, cart. 10; Roux e Favale, Torino, 1879.

Franzini; il quale, non solamente aveva insistito presso il Re di non metter tempo in mezzo ad assaltare quella fortezza nell'assenza di Radetzky ito, come dissi or ora, con molte armi alla conquista di Vicenza, ma avevagli persino mandato il disegno per tale impresa, allo scopo di vie meglio invogliarlo ad accettare la proposta sua, veramente sennata (1). Ma Carlo Alberto, disconoscendo l'importanza di Vicenza, e vagheggiando il possesso di Rivoli, ordinò al generale De Sonnaz di impadronirsene; ciò che doveva tornare di danno alla guerra; avvegnachè la signoria di quella postura, forte per la natura del sito, costringendo l'esercito italiano ad allargare i suoi campi, riesci facilissimo a Radetzky di romperli, quando ei venne a gagliarda offesa. — Le fanterie della terza e quarta divisione con le loro artiglierie, un battaglione di bersaglieri e i *volontari* piacentini e pavesi furono le soldatesche chiamate a quella impresa. Il 9 giugno De Sonnaz occupò Calmasino. Cavajone e Cortemano; all'albeggiare del 10 fece avanzare da Cortemano verso Boi, Caprino e San Martino le brigate *Piemonte e Pinerolo*; con la quale divisione, allora capitata dal Duca di Genova, camminava il re Carlo Alberto desideroso d'assistere all'assalto di Rivoli. Arrivate a San Martino — da dove quelle brigate potevano precludere ai nemici la via alla ritratta — esse dovevano volgersi a destra e andare speditamente su Rivoli, a fine di cogliere alle spalle gli Austriaci, intanto che le brigate *Savona e Savoia*, risalendo da Pastrengo la valle dell'Adige, avrebbero da quella parte assaltate le posture di Rivoli: così operando chiuderebbero gl'imperiali in una cerchia di fuoco. Ma il colonnello Zobel — il quale dopo il mal

(1) Subito dopo la giornata di Goito il Re mostravasi contento, che il generale De Sonnaz e il Duca di Savoia fossero riusciti a persuadere la consulta dei generali a portarsi sopra Vicenza; ma poco di poi a chi domandavagli, quando si sarebbe mosso l'esercito, rispondeva: non voler Bava allontanarsi da Goito.

riescito tentativo di Calmasino aveva messo il campo a Cavajone — avvedutosi del pericolo che lo minacciava, il 9 giugno allo avvicinarsi degli Italiani, indietreggiando portavasi sino alle difese innalzate intorno a Rivoli; e il dì appresso, meglio informato dello sforzo del nimico che gli veniva sopra, veggendo di non potergli resistere, lasciati senza contrasto i valli e i terrati di Rivoli, raccoglieva sue genti a Preabocca, in val d'Adige, avvicinandosi così al Tirolo: allora le divisioni italiane riunironsi su l'altipiano di Rivoli. Compiuta l'impresa disegnata il Re in quel medesimo giorno avviossi al suo quartier generale, incontrato per via dai deputati del Governo temporaneo, venuti a porgergli il suffragio dei popoli di Lombardia per la loro unione alla monarchia sabauda. Il giorno seguente la brigata *Piemonte*, divisa in due schiere, risaliva l'Adige per riconoscere le nuove posture occupate dal nimico. La prima di esse respingeva con lieve sforzo le genti di Zobel dalla Madonna della Corona, le quali rifugiavansi in Tirolo; l'altra schiera, guidata dal Duca di Genova, passato l'Adige, presso Incanale, per la sinistra del fiume saliva sino a Dolce, terra ben presidiata d'Austriaci. D'ambe le parti le artiglierie trassero per due ore, ma senza risultamento veruno; gl'imperiali si tennero saldi in Dolce, e i regi tornarono alle posture di Rivoli. Il Duca di Genova, lasciato a difesa di questa terra un reggimento di fanti e mandatone un battaglione alla Corona, col rimanente della sua divisione fece ritorno al suo campo.

Dopo i fatti di Vicenza del 22 e 23 maggio il generale Durando aveva ricevuto lo invito da Carlo Alberto d'avvicinarsi coi Pontifici al Mincio, per afforzare la destra dell'esercito italiano, tosto che giugnese a Vicenza il generale Pepe con le genti napolitane, al quale il Re aveva fidato la difesa di quella terra (1). L'8 giugno Durando scriveva

(1) Il generale Franzini aveva già scritto a Pepe di dare con l'esercito napolitano il cambio nel Veneto a quel della Chiesa governato da Du-

al comando supremo dell'esercito regio che *per la vittoria delle armi italiane a Gotto non avendo più a temere gravi offese dai nimici e disperando degli aiuti di Napoli, intendeva tener Vicenza contra gli Austriaci.* — *Ragioni strategiche e di convenienza* avevano indotto il generale dei Pontifici ad abbracciare tale partito; primamente, per trovarsi quella città a cavaliere della via di ritratta del nimico — via che per Cittadella e Bassano mena nel Friuli e all'Isonzo; — in secondo luogo, per essere Vicenza agli sbocchi di val Sugana, valle Arsa e val d'Astico; in fine, perchè da essa si difende Treviso e Padova e si impedisce agli imperiali di correre la contrada, che dietro al Bacchiglione allargasi sino all'Adriatico. Più speciose che giuste sono queste *ragioni* del generale Durando, le quali proprio nulla valevano nelle circostanze d'allora; mentre savio partito sarebbe stato di unire le sue genti ai regi sul Mincio e su l'Adige, ove dovevano tra non molto decidersi le sorti della guerra; ostinandosi ad operare da solo nelle Venezie rese facile al maresciallo l'offese contra gli avversari suoi; il quale potè al momento opportuno sopraffarli e sconfiggerli con forze poderose. Il generale dei Pontifici, mettendo fede nel valore de' suoi soldati — che avevano già dato di esso belle prove — e nella virtù dei Vicentini, che vedeva ardentissimi di combattere, credette di potere respingere gli assalti dei nimici; ma questi, forti per disciplina e per numero, potenti per armi, lo vinsero, non ostante il pugnar suo strenuissimo e delle sue genti. La sconfitta di Vicenza ebbe conseguenze gravissime, però che i patti della resa privassero l'esercito del Re dell'ap-

rando; e aveva chiamato questi a raggiungere il più presto possibile la destra dei campi italiani con la brigata svizzera, la batteria delle artiglierie svizzere e metà della cavalleria pontificia; nel medesimo tempo accordandogli in nome del Re di condurre seco mille guardie cittadine e i suoi dugento *carabinieri a piedi*, allo scopo di rappresentare in qualche modo nel campo regio l'esercito del Pontefice.

poggio delle schiere pontificie e dei *volontari* nei momenti supremi della guerra; facesse ricadere le provincie venete in mano agli Austriaci; e lasciasse libero Radetzky — che da quella parte non ebbe più a temere insulti, nè danni — a voltare tutto lo sforzo suo contra le armi italiane: onde di lì a poco andarono rotte e poste in volta sul Mincio. — Il giorno della presa di Rivoli Carlo Alberto veniva avvertito delle mosse degli Austriaci contra Vicenza; assicurato poscia il dì appresso da un ufficiale del presidio pontificio, che la città poteva tenere testa ai nimici per cinque o sei giorni ancora (1), deliberava di passare l'Adige a valle di Verona, per assaltare questa fortezza dalla parte sua orientale, pensando che, o sarebbegli facilmente riescita l'impresa allora che il maresciallo, per tentare Vicenza con grandi forze, avrebbe lasciato picciolo presidio a guardia di Verona, o veramente avrebbe costretto gli imperiali a riedere solleciti su l'Adige per difenderla, e così non sarebbero toccati a Vicenza e all'esercito di Durando i danni e le rovine che ebbero a patire (2). Il mattino del 13 giugno lo sforzo di guerra del Re — quaranta mila uomini

(1) Al generale Antonio Franzini, che nel Parlamento sardo ebbe ad affermare, avere Durando spedito il capitano Canella al Re per assicurarlo che Vicenza resisterebbe ai nimici per cinque o sei giorni ancora, lo stesso Durando, nel suo opuscolo *Schiarimenti su la condotta*, ecc., ecc. (*), rispose così: « Canella... nel dire queste parole non altro esprimeva che un suo divisamento. Non poteva esprimere una mia manifestazione, perchè non io spedii il medesimo e però egli non aveva meco parlato. Era mia consuetudine, allorchè mi stringeva il bisogno, di mandare o carte o lettere, di commetterne la spedizione al signor Bonollo, zelantissimo capo del Comitato di Vicenza... »

(2) Ecco quanto scrivea Carlo Alberto al maggior generale Antonio Franzini, allora al campo, il 10 giugno da Garda: « Il partito migliore a prendere, a mio parere, e sul quale mi trovai d'accordo con De Sonnaz, Broglia e Olivieri da me consultati, si è di fare una mossa audace da Villafranca sopra l'Adige, di costrurre su questo fiume un ponte o due,

(*) Cart. 42; Torino, 1848.

allo incirca — eccetto le poche genti lasciate a guardar Rivoli e i passi del Mincio, trovavasi raccolto in Villafranca e nei dintorni per l'impresa di Verona, il governo della quale era stato conferito a Bava (1). Non ostante l'ordine dato dallo stesso Bava ai generali di procedere innanzi mano a mano che giugnevano a Villafranca, essendosi essi rifiutati di avanzarsi se non dopo l'arrivo del Re, fecesi tale e tanto ingombro d'artiglierie, di carri e di armati, che molte ore si perdettero per uscire di Villafranca e mettersi per via; e quasi ciò non bastasse a ritardare quella grande mossa di armi — che avrebbe dovuto essere speditissima — altro ritardo soffrì per l'acqua che in su la sera cadde alla dirotta. Carlo Alberto, appena arrivato a Villafranca, raccolse a consulta di guerra i generali per discutere e deliberare intorno a ciò che meglio convenisse operare; e fu risoluto di impadronirsi di Tomba e Tombetta, e attendere il dimani per meglio giudicare se si dovesse, o no, andar sopra Verona. Il Re, venuto a notte con le battaglie del centro ad Alpo, vi si pose a campo; quelle di destra e di sinistra continuarono ad avanzarsi verso Ca di David e Tomba, luoghi ad esse assegnati. Carlo Alberto, cammin facendo ad Alpo, riceveva la notizia della caduta di Vicenza, e nella sera stessa quella del ritorno di Radetzky in Verona con una schiera di otto mila soldati; ond'egli, perduta ogni speranza di sorprendere la fortezza quand'era di presidio sguernita, stava per togliersi giù dall'impresa, allora che gli si presentava un Veronese ad assicurarlo: = Essere da seicento a settecento cittadini pronti a levarsi in su l'arme e a muovere la terra a tu-

poi o perseguire il maresciallo sin dove egli sarà, o togliergli la via alla ritratta in Verona, combattendolo presso questa fortezza... »

Gazzetta Letteraria di BERSEZIO, cart. 11; Roux e Favale, Torino, 1879.

(1) Vedi nell'Atlante il piano topografico del combattimento di Santa Lucia.

multo al primo assaltare dell'esercito italiano; annuendo a ciò il Re, col segnale convenuto avvertirebbe i suoi concittadini di prendere le armi. — Deliberatosi da Carlo Alberto di fare l'impresa, che parevagli sicura di bene riuscire, Bava senza por tempo in mezzo scriveva ai generali delle divisioni quanto dovevano operare il dimani; ma chi allora comandava in Villafranca non avvertito della cosa dal capo supremo dell'esercito, avendo negato al Veronese di farvi un falò — era il segnale cui sopra accennammo — fu cagione del non eseguirsi dell'impresa; fatale accidente che tolse agli assalitori lo appoggio dei cittadini e costrinse il Re a far ritorno da Alpo alle sue stanze di Valeggio (1). Se egli avesse seguito il consiglio del generale Franzini, di tentare Verona con tutto lo sforzo di guerra prima di occupare Rivoli, avrebbe salvato l'esercito di Durando e Vicenza ch'esso difendeva; qualora poi il maresciallo si fosse ostinato nel suo disegno d'impadronirsi di quella città, Carlo Alberto, passando con sue genti su la sinistra dell'Adige, avrebbe levato a Radetzky la via di Verona e di lì a non molto costretto la fortezza alla resa (2). Fu prima a indietreggiare, in quella notte stessa, la divisione di riscossa, per trovarsi a Tomba grandemente esposta alle offese del nimico bene fortificato nella vicina Tombetta. All'albeggiare del 14 giugno il secondo corpo d'esercito mosse verso Sona e Sommacampagna; i due

(1) Il Duca di Genova era venuto in Alpo a Carlo Alberto per avvertirlo che la sua divisione non potrebbe trovarsi a Tomba fuorchè tra quattro ore; avendo essa lasciato Rivoli e la Corona alle nove pomeridiane del giorno innanzi e percorso trenta miglia senza prendere cibo. — Dalle *Memorie inedite* del luogotenente generale Paolo Franzini.

(2) I generali De Sonnaz, Chiodo e Rosai, interpellati dal Re su l'impresa di Verona, avevano affermato: *essere indispensabile, prima di tentare quella fortezza, cacciare i nimici da Rivoli, per non venire da essi assaliti alle spalle...* Lettera di Carlo Alberto scritta da Peschiera l'8 giugno al maggior generale Antonio Franzini. — Vedi *Gazzetta Letteraria* di BERSEZIO, cart. 9; Roux e Favale, Torino, 1879.

reggimenti di cavalleria, che gli tenevano dietro coprendolo in retroguardia, mentre passavano per una stretta via in prossimità di Calzoni, venivano assaliti da grossa schiera d'ulani austriaci. Presi da timor panico per quel subitaneo assalto, buona parte di quei reggimenti sperdevasi per li campi; e avrebbero perduto i molti impedimenti e i quattro cannoni che li seguivano, se non fosse stato del colonnello Maffei, il quale, investendo impetuosamente con due squadroni i cavalli nimici, non avesseli respinti e fuggati. Le brigate *Aosta* e *Regina* e un reggimento della brigata *Acqui* con la maggior parte delle artiglierie da Alpo vennero a Povigliano, proteggendoli in retroguardia la loro cavalleria, la quale da Dossobuono recossi a Villafranca. — La mossa sopra Verona non fu nè ardita, nè prudente, e si può affermare abbia avuta tutta l'impronta del carattere del Re, quello della irresoluzione: il riunire ch'egli fece a consulta di guerra de'suoi generali, appena arrivato a Villafranca, prova chiaramente essere Carlo Alberto ito all'impresa senza disegno prestabilito; o almeno di non aver avuto fede in quello mesogli avanti dal generale Franzini.

Radetzky, come scrivemmo già, aveva il 6 giugno passato l'Adige a Legnago col primo e col secondo corpo d'esercito, nel quale giorno era venuto ad accamparsi a Montagnana(1). L'8 avanzossi sino a Barbarano e il dì appresso sino a Longare, a pochi chilometri di Vicenza, e a Montegaldella sul Bacchiglione; da dove il maresciallo d'Aspre, che capitanava il secondo corpo d'esercito, recavasi a Grignano — terra che giace a cavaliere della via che mena da Vicenza a Padova — e da una mano di sue genti faceva occupare Torri di Quartesolo, prima guardia del suo campo. Wratislaw, il quale col primo corpo d'esercito stava in

(1) Vedi l'Atlante.

Longare, aveva spinto l'avanguardia sua sino a Dobba sul Bacchiglione; e questa stendendosi a sinistra lungo le appendici dei monti Berici, legavasi alla brigata Culoz. che uscita allora di Verona col grosso di sue genti campeggiava Montecchio maggiore e con l'avanguardia teneva le Tavernelle. Con tale ordinamento dell'esercito, Radetzky mirava a togliere ai difensori di Vicenza la via di ritratta su Padova e Venezia, e a prendere di rovescio le forti posture nimiche del monte Berico, contra le quali erano falliti gli sforzi valorosi del colonnello Thurn, negli assalti del 22 e 23 maggio. — Giace Vicenza ai piedi dei monti Berici, che si innalzano a mezzogiorno di essa e tutta la signoreggiano. La bagnano le acque del Bacchiglione, il quale la divide in due parti, chiamate *città antica* e *città nuova*; la prima è tutta circondata da mura; la seconda, solamente da un lato. Le difese di Vicenza, scarse all'epoca degli assalti del maggio, trovavansi di quei giorni accresciute dimolto. Il generale Durando aveva eretto opere di terra su le alture soprastanti alla città; afforzatone le porte; chiuse da serragli le vie interne e le esterne, costruito due bastioni presso il convento della Madonna del monte Berico, innalzato davanti a porta Verona un'opera di terra a due piani, in fine, mutato alcune case in ridotti. I difensori di Vicenza contavansi quindici mila; di questi, cinque mila di soldatesca bene ordinata; gli altri erano *volontari* e *guardie cittadine*; e avevano due batterie di artiglierie da campo, ventidue cannoni da muro. Durando, allora che vide appressarglisi i nimici, preparossi alla pugna così: = Collocò sul monte Berico due battaglioni di Svizzeri, una legione romana e i *volontari* vicentini; i fanti leggeri, o *cacciatori*, a porta Castello e a guardia della via di Verona; un battaglione di moschettieri a porta Santa Croce e a porta San Bartolomeo; il battaglione cittadino dal Basso Reno a porta Santa Lucia; l'altra legione romana a porta Padova e nel borgo; il battaglione faentino e quello della università di Roma dinnanzi alla porta del Monte, a guardia

della via di Longare; in fine, ordinò la schiera di ricupera-
zione con due battaglioni di Svizzeri, coi *carabinieri* pon-
tifici e con due batterie d'artiglierie da campo. Nella sera
del 9 Radetzky, avvicinatosi alla città, per l'assalto del
dimani preparava le sue genti così: = La brigata Culoz,
ch'erasi accostata alla sinistra del primo corpo d'esercito,
doveva, dalle alture d'Arcugnano, assaltare i forti valli
del monte Berico. Wratislaw, con le brigate di Clam e di
Strassoldo risalendo la destra riva del Bacchiglione per
la via d'Este, e con quella di Wohlgemuth, a sinistra del
flume per la via di Secola, doveva tentare Vicenza. D'Aspre
con le brigate Liechtenstein e Guglielmo Taxis — la quale
ultima formava il corno destro del secondo corpo d'eser-
cito — procedendo innanzi da Torri di Quartesolo, aveva
il carico di offendere la città dalla parte di levante; le
brigade Simbschen e Giulay e quella di cavalleria di Schaff-
gotsche componevano la riscossa del maresciallo. — Il
colonnello Hahne, cui era stato comandato d'impadronirsi
di Santa Margarita — picciola terra che trovasi a mezzo
la via d'Arcugnago a Vicenza — per togliere ogni impe-
dimento al libero avanzarsi della schiera di Culoz, alle sei
del mattino l'assaltava con un battaglione di fanti e ne
cacciava i difensori; i quali riparavansi nel ridotto coperto
— *blockhaus* — costruito sul colle *Bella Vista*, e che fu
pur forza lasciare, perchè messo in fiamme dagli Austriaci
coi loro razzi da guerra. Il maresciallo, il quale aveva
ordinato di cominciare le offese da tutto l'esercito insieme
alle dieci del mattino, comandava al colonnello Hahne,
che, pur mantenendosi sul terreno tolto ai Pontifici, non
procedesse più oltre. All'ora fissata tutto il campo austriaco
avanzossi contra la città; e poco dopo il tocco il cannone
d'ambe le parti prese furiosamente a trarre. Primo a offeu-
dere fu Culoz, il quale mosse contra i valli di monte Be-
rico le numerose sue artiglierie e i suoi fanti leggeri —
i *cacciatori* tirolesi — mentre i suoi battaglioni prepara-
vansi all'assalto dietro l'altura di *Bella Vista*. Incerta

essendo la pugna, il generale Clam, portatosi innanzi con la sua brigata, assaltava la *Rotonda* — opera stupenda di Palladio — dai Pontifici bene fortificata. Allora gli Svizzeri uscivano dai ripari e con grande impeto cadendo addosso agli assalitori ributtavanli verso il colle *Bella Vista*; e avrebberli mandati a rovina, se uno sforzo poderoso di imperiali non fosse accorso in loro aiuto, e le molte artiglierie degli Austriaci non avessero frenato lo incalzare audace dei valorosi soldati d'Elvezia; i quali sopraffatti dal numero de' nimici dovettero tornare alle difese poco prima lasciate. Il combattere fecesi allora più fiero che mai. Gli assalitori andavano afforzandosi de' sussidi che loro giungevano a ogni istante; le battaglie dei difensori, ognora più assottigliandosi; impari era la pugna delle fanterie, assai più impari quella delle artiglierie; gli Austriaci prevalevano dimolto per numero e per armi. Svizzeri e legionari romani, fatta la massa presso il convento della Madonna del Monte, opponevano sforzi gagliardi contra il nimico per ogni dove irrompente. Parte della schiera di ricupera- zione — una mano di Svizzeri, capitanata dal colonnello Latour, il cui valore fu ad ogni elogio superiore — venne allora a rinnovare il combattimento, e a trarre dal mal passo i compagni, quando impossibile fosse tenersi in signoria del monte; e per sostenerli accorse pure Durando col rimanente della riscossa per l'opposta china di esso, all'intento di cogliere i nimici alle spalle; ma invano però, chè questi, superati i valli e impadronitisi della *Rotonda* e della chiesa della Madonna — alla cui difesa ebbero combattuto valorosamente non pochi sacerdoti, alcuni dei quali furono morti, altri vennero prigionieri a mano degli Austriaci — minacciassero invadere la città; onde il generale dei Pontifici, veduto il grave pericolo che ad essa soprastava, comandava alle sue genti di indietreggiare: lasciato così il monte Berico, tutta la difesa si ridusse entro le mura di Vicenza: erano allora le sei pomeridiane. — Intanto che Wratislaw combatteva prosperamente sul monte Berico, la bri-

gata Liechtenstein, divisa in due schiere, assaltava porta Padova e la parte della città, che corre da quella porta all'altra di Santa Lucia; ma per quanto vigorosi fossero gli sforzi suoi non le riuscendo di ottenere vantaggi sui Pontifici, Liechtenstein la toglieva giù dall'impresa. Non fu di lui più fortunato Guglielmo Taxis; il quale, sebbene pervenisse con la sua brigata a impadronirsi di alcune case del sobborgo di Santa Lucia, non gli fu possibile di giugnere alla porta della città; la notte, che sopravvenne, costrinse la brigata Taxis a cessare le offese. Padroni di monte Berico, gli Austriaci, dall'alto di esso, fulminarono la terra con numerose artiglierie, tra cui quattro mortai: contra le quali trassero quelle dei difensori, ma debolmente, però che le munizioni fossero state per la massima parte consumate. Al cadere della notte posarono le armi, che il maresciallo avrebbe certamente ripreso al dimani, se il generale Durando, perduta ogni speranza di potere resistere sino all'arrivare degli aiuti del Re e non volendo esporre Vicenza agli orrori d'una presa per assalto, non ne avesse patteggiata la dedizione nella notte stessa, dedizione fermata a condizioni onorevoli per le genti della Chiesa, lor concesse da Radetzky per la strenua difesa della città. I Pontifici lasciarono Vicenza, circa a mezzo il giorno 11 di quel mese di maggio, con tutti gli onori di guerra; e, venuti su la via d'Este, per Rovigo camminarono verso il Po; essi poi obbligaronsi di non combattere per tre mesi contra l'Austria; *scorso il quale tempo erano sciolti da tale vincolo*. Furono assai gravi le perdite sofferte dai guerreggianti nella giornata di Vicenza. Gli Austriaci ebbero morti o feriti cinquanta ufficiali e mille soldati all'incirca, compresi quelli che si smarrirono; tra gli uccisi, il generale Guglielmo Taxis; de' soldati pontifici e dei *volontari* caddero spenti o feriti quattordici ufficiali, e circa novecento gregari. Gli imperiali non usarono la vittoria con moderazione, nè il maresciallo mantenne religiosamente gli accordi della convenzione di resa; avven-

gnachè dagli Austriaci venisse profanata e messa a sacco la chiesa di monte Berico e, rubata la pisside, ne avessero disperse le particole consecrate; e da Radetzky fosse stato concesso agli ufficiali di forzare e invadere le case dei cittadini e di cacciarne i padroni (1). — Il dì appresso la caduta di Vicenza il maresciallo recossi a Verona; tennegli dietro Wratislaw col primo corpo d'esercito e con la brigata Culoz; questa giunse all'Adige la sera di quel giorno 12; nel mattino del 13 giugno, il primo corpo d'esercito. D'Aspre col secondo campeggiò i dintorni di Vicenza, mandando però sino a Schio la brigata Simbschen allo scopo di assicurarsi la via di comunicazione di val d'Arsa con Roveredo e Trento, necessarissima allora che il re Carlo Alberto, con lo insignorirsi di Rivoli, aveva impedito all'esercito imperiale la via di valle d'Adige. — Il giorno in cui le armi austriache tornavano in signoria di Vicenza, le navi di guerra napoletane — cinque fregate e un brigantino — lasciavano le acque di Venezia; il Borbone, chiamandole a sè, compiva il suo tradimento alla causa patria. — Il Governo di San Marco, quando seppe della caduta di Vicenza, disperando di conservarsi le provincie di terraferma, con savio consiglio deliberò di raccogliere entro le fortificazioni delle lagune tutte le sue forze armate per provvedere con maggiore efficacia alla salute di Venezia; al quale intento spedì ordine ai presidi di Padova, Badia e Treviso, che solleciti si recassero alla metropoli. Quel di Padova — circa sei mila Romani e Veneti — il 13 giugno lasciò la città, che nel giorno medesimo venne occupata da Liech-

(1) Nell'articolo III della convenzione di resa il generale Durando aveva raccomandato caldamente a Radetzky gli abitanti della città e della provincia, in quanto alla parte da essi avuta nei passati avvenimenti; e il maresciallo aveva promesso di trattarli giusta i bencoli principi del suo Governo. — È fama che un ufficiale austriaco abbia allora tagliato con la sua spada una tela di Paolo Veronese! Atto veramente da barbaro!

tenstein; il picciolo presidio di Badia riparossi subito entro Venezia; ma quel di Treviso, avendo negato obbedire, assalito di lì a poco dal nimico, fu costretto a ricevere i patti impostigli dal vincitore: di ciò parleremo tra breve.

La perdita dell'esercito pontificio — al quale, come ora vedemmo, la convenzione di Vicenza impedì per tre mesi di prender parte alla guerra — tornò esizialissima alla causa nazionale; e di quel valido sussidio Carlo Alberto fu privo, proprio allora che maggiore erasi fatto il bisogno di accrescere sue forze, però che avesse disegnato di stringere Mantova d'ossidione e di tentare sforzi supremi per vincere il maresciallo su l'Adige. Durando, avvertito che il nimico con armi poderose portavasi ad oste sopra Vicenza — egli, il generale dei Pontifici, che in ragione dell'avversario ben poche aveva, nè tutte fortemente ordinate — avrebbe con saviezza operato riducendosi con suoi genti a Padova, a prepararvi buone difese sul Brenta per coprire Venezia e le lagune, valida base queste di militari operazioni e ricovero sicuro all'esercito suo nel caso d'un disastro. Nel caso poi che Radetzky, baldo della conquista di Vicenza, che aprivagli la via al Tirolo, avesse tenuto dietro ai Pontifici per cacciarli di Padova, Carlo Alberto avrebbe potuto liberamente armeggiare su l'Adige e tentare Verona; e assecondato dai cittadini, che vedemmo pronti ad aiutarlo nell'impresa, non sarebbegli stato difficile lo impadronirsi della fortezza, il cui acquisto avrebbero largamente compensato del danno di Vicenza ed eziandio della perdita di Padova. Qualora poi il maresciallo, pago del possesso di Vicenza, fosse subito tornato all'Adige, senza curarsi dei Pontifici indietreggianti verso il Brenta, Durando, per la via di Rovigo e Ostiglia correndo al Mincio, sarebbesi unito all'esercito del Re; il quale, afforzato di quel presidio pontificio, avrebbe potuto, con sicurezza di buon esito, riprendere le offese su l'Adige. — Parte della colpa del disastro di Vicenza cade su Carlo Alberto e sopra

i generali suoi; bene egli aveva ordinato a Durando di recarsi con sue genti sul Mincio, ma allora soltanto che fosse stato surrogato in luogo dell'esercito pontificio quel di Napoli, comandato da Pepe; in oltre, *le raccomandazioni a favore dei popoli delle Venezie*, come scrisse il generale Franzini a Durando (1), *non avevano più permesso al buon cuore del Re di instare su la esecuzione di quell'ordine.* — Se Durando nello ostinarsi a tenere Vicenza, impresa ardua a cagione del molto prevalere del numero dei nimici, operava contra le regole della scienza bellica, obbediva però a *lui* che aveva il governo supremo della guerra. Si biasimò il generale dei Pontifici di non avere munito monte Berico dei cannoni necessari a difesa valida ed efficace, e d'essere calato agli accordi col maresciallo senza attendere l'esito del secondo assalto, che i nimici avrebbero indubitabilmente rinnovato il mattino dell'11. In omaggio alla verità faremo conoscere che Durando, nel suo giusto valore apprezzando quella postura militare, aveavi costruito opere di terra; possedendo egli poche artiglierie e scarse munizioni più volte erano state da lui richieste a Venezia e a Roma; e il Governo di San Marco e il Ministro sopra le armi pontificie gliene avevano promesse, ma non mandate mai. Resistere per brevi ore ancora — quando speranza veruna di salute rimaneva all'esercito della Chiesa e a Vicenza — valeva lo stesso che mandare quello a totale rovina, e far soffrire a questa assai maggiori danni dei già patiti dalle numerose artiglierie nimiche; le quali da monte Berico — signoreggiante la città — avrebbero incessantemente fulminata; e, quel che sarebbe stato il massimo dei pericoli e

(1) Nella lettera del 7 giugno del generale Antonio Franzini a Durando troviamo scritto, che il generale dei Pontifici *dovera assolutamente unirsi alla destra dell'esercito regio, così esigendo le circostanze e le ragioni strategiche.*

dei mali, Vicenza sarebbesi trovata esposta agli orrori di una presa per assalto.

In sul cadere del maggio un nuovo corpo d'esercito austriaco, la seconda riscossa del maresciallo, trovavasi raccolto sul Piave; esso contava quindici battaglioni di fanterie, uno di *volontari* viennesi, quattro squadroni di cavalli e otto batterie di artiglierie; e aveva a comandante supremo il luogotenente maresciallo Welden; il quale doveva compiere la sommissione delle Venezie e ridurre alla resa Palmanova e Osoppo, che forti tenevansi tuttavia in su l'arme contra gli assediatori. Il 27 e 28 maggio due schiere di Austriaci uscivano di Belluno e, risalendo a destra il Piave e a sinistra il torrente Cordeole, per Longarone e Agordo penetravano nel Cadore. I montanari, non potendo contrastare al nimico l'entrata nelle loro valli, indietreggiarono e si raccolsero su forti posture; ma allora che videro i nimici avanzarsi con molta baldanza e poca cautela, caddero improvvisamente e con tale impeto sov'r'essi, da mandarli in breve ora in volta e costringerli a rifugiarsi entro Belluno. Welden, che il primo maggio col grosso dell'esercito campeggiava Conegliano, spediva buona mano di fanterie verso Ampezzo — terra già presidiata da sue genti — per ritentare da quella parte il Cadore. I montanari, veggendo non potere resistere ai nimici, che dimolto sopraffacevanli in numero, dopo breve pugna si dispersero; allora gli imperiali, impadronitisi di Pieve di Cadore aprirono la via di comunicazione di Belluno con la Carinzia. A insignorirsi poscia di quella che da Bassano per Valsugana conduce a Trento, il luogotenente maresciallo Welden il 7 giugno mandava all'impresa il colonnello Wolf; il quale, in sul cadere di quel giorno stesso, con otto compagnie di fanti portavasi a Primolano; e il dì seguente assaliva i Cadorini, che dalle alture innalzantisi su la destra del Brenta rimpetto a Primolano difendevano il passo e sbarravangli la via. Respinto, Wolf deliberò girare le posture dei nimici

per cogliere questi alle spalle; al quale intento fece passare a due compagnie di fanti il Brenta, presso le Tezze e a monte di Primolano; che unitesi ad altre due — ivi campeggianti — a quella dei *volontari* d'Innsbruck e a una mano di cacciatori tirolesi, salito nella notte il monte che s'alza dietro la terra d'Enego, il mattino del 9 giugno affrontaronsi coi montanari cadorini, i quali stavano a campo presso quella terra. — Ai gagliardi assalti del nimico, gagliarda resistenza opposero i sollevati; e già la fortuna alle loro armi sorrideva, quando una nuova schiera di imperiali, valico il Brenta non lungi di Piovega, li percolava di fronte. D'ogni parte circondati i Cadorini, a togliersi dal pericolo di totale sconfitta, indietreggiavano, lasciando al nimico quattro cannoni, che non potevano condur seco per li sentieri aspri e dirupati della loro via di ritratta; così agli Austriaci libera dischiudevasi quella che per la valle del Brenta mena da Bassano a Trento. — Pochi giorni innanzi la presa di Vicenza gli imperiali avevano, dal Tirolo, tentato d'aprirsi la via che da Roveredo per valle d'Arsa scende in quella dei Signori — nella Venezia — e conduce a Schio e a Vicenza. Il luogotenente maresciallo Thurn, il quale aveva allora assunto il comando supremo delle armi austriache nel Tirolo, fidava al colonnello Melczer il carico dell'impresa; il quale, con cinque compagnie di fanti, alcuni *volontari* tirolesi e una batteria di razzi da guerra portavasi al confine veneto custodito dai montanari sollevati. Azzuffatosi con essi, Melczer ebbe il peggiore; costretto a tornarsene addietro, poneva il campo in prossimità di Piano, nè più tornava alle offese. Il passo del Veneto fu conquistato di poi da Simbschen; il quale, occupata Schio — e fu, come sopra dicemmo già, due giorni dopo la dedizione di Vicenza — e avanzatosi con la sua brigata sbaragliava i montanari che difendevano quel passo; superatolo, scendeva in valle d'Arsa, e il 15 giugno perveniva a Roveredo.

In questo mezzo il maresciallo Welden erasi impadronito di Treviso. Giunto il 13 innanzi ad essa, ne fece la chia-

mata; ma il presidio, che aveva deliberato le resistenze sino allo estremo, alla intimazione di resa negativamente rispose: onde gli Austriaci il dimani presero a fulminare la terra con le artiglierie. I cittadini, reputando vano il resistere e temendo gravi danni, se il presidio si ostinasse a non cedere, chiesero tumultuanti ch'esso posasse le armi: e così fece; ma quando seppe che il nimico non voleva accordare ai *corpi franchi* quanto era pronto a concedere ai Pontifici, quelle riprendeva risoluto di aprirsi con la forza la via di salvamento. Il podestà Olivieri, ito allora al campo nimico, ottenne da Welden per tutti i medesimi patti e proprio quelli che Radetzky aveva accordato ai difensori di Vicenza; onde il presidio — tre mila e cinquecento uomini allo incirca — uscì di Treviso con gli onori di guerra, camminando verso il Po per passare quindi nello Stato della Chiesa. — Allo scopo di levare a Venezia e ai forti delle sue lagune ogni via di comunicazione con la terraferma, Welden, il 18 giugno, muni di sue genti Mestre, Bottenigo e Malcontenta; e il 25 occupò il forte di Cavanella, che siede su l'Adige poco lontano dalla marina ove quel fiume discende. — Il giorno dopo la resa di Treviso alcune navi leggere della repubblica, con l'appoggio del brigantino sardo il *Datno*, percorrendo la spiaggia di Caorle, dove la Livenza mette foce in sul mare, fulminavano con le loro artiglierie i terrati ivi costrutti dagli Austriaci. Il danno patito dalle navi fu assai più grave del danno da esse arrecato ai nimici; però che la nave *Furiosa* scoppiasse per forza di polvere accesa da proietto infuocato di cannone austriaco; i marinai furono tutti feriti, illeso il comandante Bucchia.

Dopo la spedizione dei *corpi franchi* italiani in Tirolo — che aveva avuto luogo a mezzo dell'aprile — molti affronti erano avvenuti tra i *volontari* lombardi e i soldati austriaci al ponte Caffaro, alla stretta del Tonale e al giogo dello Stelvio, senza però che nessuno dei guerreg-

gianti si avvantaggiasse; avvegnachè fossero tornati vani del pari gli sforzi degli imperiali per superare quei passi e i tentativi dei Lombardi per calare dallo Stelvio nell'alta valle dell'Adige e impadronirsi della terra di Trafos. Gli Austriaci, nella certezza che la guerra sarebbesi tra breve portata dalle rive del Mincio e dell'Adige su quelle dell'Adda e presto anche fin sotto le mura di Milano, deliberati di conquistare lo Stelvio — che avrebbe loro aperta la valle dell'Adda e i valichi di Valtellina — il 15 giugno vennero numerosi all'impresa. Una schiera di mille fanti leggeri — *cacciatori* tirolesi — occupate le alte cime dello Stelvio, giunse al passo di Santa Maria, che giace sul vertice del giogo; passata quindi la picciola valle che trovasi da quella parte, essa stava per opprimere le ascolte del campo dei *volontari*, allora che lo sforzo di questi cadendo lor sopra riesciva, dopo fiero contrasto, a ributtarla. — Perdute le forti posture di Rivoli e della Corona, gli Austriaci eransi riparati in Tirolo, tenendo però con buoni presidi le terre di Rivalta, Dolce e Ferrara, e con due battaglioni Montebaldo. All'albeggiare del 18 giugno i colonnelli Zobel e Melczer con due mila cinquecento fanti e una batteria di razzi da guerra avanzavansi da Ferrara verso la Corona per assaltarne le alture fortificate, a custodire le quali stavano un battaglione di fanterie e una compagnia di bersaglieri. Il maggiore San Vitale, tosto che seppe dell'avvicinarsi dei nimici, uscì fuor di Spiazzi ad affrontarli; parte de' quali eransi ordinati alla pugna sul monte e l'altra parte, divisa in due schiere, per li vicini colli avanzavansi allo scopo di girare le posture della Corona. Dopo tre ore di combattimento essendo ancor dubbia la sorte delle armi, i regi, spintisi innanzi, percossero con la baionetta gli Austriaci; i quali, non reggendo all'urto, indietreggiarono; incalzati dai vincitori, volsero in fuga tanto precipitosa sino al di là di Ferrara, da lasciare sul campo non pochi dei loro morti o feriti; tra i morti furono trovati un maggiore e un capitano. — Il 24 giugno Palma-

nova rendevasi agli Austriaci, i quali, dopo il conquisto di Vicenza, ne avevano mutato l'ossidione in istretto assedio e avevanla incessantemente fulminata con le artiglierie. Di quei giorni il generale Pepe, fatta deliberazione di riacquistare a Venezia le vie di comunicazione con la terraferma, aveva disegnato di levare in su l'arme il Friuli e di soccorrere Palmanova e Osoppo. Fatto per l'impresa il deletto degli uomini tra i più valorosi *volontari* friulani — la ragione di ciò si palesa da sé — mandavali per mare, libero allora d'inimici, alle foci dell'Isonzo; scesi a terra essi dovevano risalire il torrente Torre sino a Nogarolo e assaltar poscia da quella parte il campo nimico sotto Palmanova; ovvero, per porta Lignano, sbarcare alla foce del fiume Corno, indi, per San Giorgio di Nogaro, cogliere alle spalle gli imperiali assediatori. Liberata la fortezza, Pepe voleva tentare Udine con le genti di Zucchi, o per le montagne di Cividale e le appendici di Gemona calare sopra Osoppo, e porre in fuga il battaglione nimico che ne stringeva d'assedio il forte. L'impresa dal generale napoletano saviamente disegnata non ebbe compimento per la precipitosa dedizione di Zucchi; il quale, o perchè non gliene giugnesse l'avviso che il colonnello Cavedalis avrebbe dovuto fargli pervenire, o perchè avversasse il governo di Manin e fosse invidio della suprema autorità accordata a Pepe, cedendo troppo presto alle preghiere dei terrazzani tormentati dal mancare delle vettovaglie e delle acque, sceso agli accordi col colonnello Kerpan, che governava l'assedio, rese la fortezza ai seguenti patti: = Salva la vita e la libertà, salvi gli averi dei cittadini; il generale Zucchi torni a Reggio, sua terra nativa; gli artiglieri sardi riedino in patria con gli onori di guerra, però dopo aver promesso di non portare le armi per un anno contra l'Austria (1); i *crociati* di Venezia, le milizie e i volontari

(1) Non pochi soldati austriaci, che in forza dei patti fermati a Venezia non avrebbero più potuto combattere in Italia, e altri che ren-

del Friuli, di Belluno e di Treviso deposte le armi — eccetto gli ufficiali cui è dato serbarle sino al giugnere alle proprie case — sieno licenziati e tornino ai domestici focolari; le *guardie cittadine* di Palmanova mettino giù le armi allo entrare nella fortezza del presidio imperiale, che deve aver luogo il mattino del 25 di quel mese di maggio; in fine, nessuno abbia a patire molestia. Queste le condizioni della resa di Palmanova fermate col nimico da Zucchi; il quale, se fu un valoroso e valente generale del regno italico, fiero carbonaro e cospiratore audace contra l'Austria, con quella dedizione, fatta innanzi tempo, mostrossi nè buon soldato, nè buono italiano! — Gli Austriaci che, con la ricuperazione delle provincie venete di terraferma avevano tolto alla repubblica la fonte più ricca di sue rendite, con lo acquisto di Palmanova toglievano allora a Venezia il più valido propugnacolo di guerra dell'alta sua laguna e ne stringevano vie più l'ossidione; dei possedimenti di terraferma il solo forte di Osoppo restava allora alla repubblica, forte che il maggiore Zannini con un pugno di valorosi strenuamente difendeva.

Il giorno in cui le navi di Ferdinando Borbone lasciarono le acque dell'Adriatico per fare ritorno ai porti napoletani, Albini e Bua, che reggevano le squadre di Sardegna e di Venezia, sbarravano con queste ai legni di bandiera austriaca il porto di Trieste a cominciare dal 15 giugno (1). Giustissime furono le cause che forzarono

dutisi a Colorno avevano ottenuto la libertà a condizione di non guerreggiare più contra Sardegna, trovaronsi quelli all'impresa di Vicenza, questi alle difese di Mantova: tale la lealtà, tale la fede del maresciallo Radetzky!

(1) Per le navi di tutti gli altri Stati il porto di Trieste doveva essere chiuso a cominciare dal 15 luglio. — La Dieta di Francoforte, appena seppe il giugnere delle squadre italiane dinanzi a Trieste, in nome della Confederazione Germanica protestò contra le offese minac-

gli ammiragli delle squadre confederate a prendere partito sì severo e tanto dannoso ai traffici marittimi dell'Austria. Il Governo di Vienna, lungi dal conservare a Trieste carattere pacifico, avevala mutata in città di guerra e in base di militari operazioni; al quale intento erano state accresciute le sue fortificazioni, accresciuto dimolto il suo presidio. La squadra navale austriaca — che i legni a vapore della compagnia del Lloyd avevano salvata — sorgeva in su l'ancora lungo la rada; e, sebbene debole, minacciava non pertanto offendere le nimiche, perchè soccorsa dalle artiglierie poste su la marina; le quali, *non provocate*, nella notte del 6 giugno avevano tratto contra l'armata italiana venuta a Trieste per trattare d'accordi col Governo della città. Nè meritevole di riguardi era la Compagnia del Lloyd, la quale, sino dal cominciamento delle ostilità armati per la guerra i suoi legni, avevali mandati contra Venezia. — Già più sopra notammo il grave errore commesso dal Governo di San Marco nei giorni della sollevazione del marzo, d'aver fidato al capitano del piroscampo del Lloyd — che portava a Trieste Zichy e Palfy — l'ordine per li comandanti delle sue navi — allora nelle acque d'Istria e di Dalmazia — di condursi solleciti in quelle di Venezia. Gli ammiragli delle squadre confederate avrebbero potuto efficacemente rimediare a errore sì funesto — che avea già privato la repubblica del suo più gagliardo aiuto — se accorti, vigili e pronti a operare; però che la fortuna più volte ne avesse loro offerta occasione favorevolissima. E primamente se, iti a Trieste in sul cominciare di maggio con tutto lo sforzo collegato, avessero minacciosamente chiesto al supremo Magistrato di rendere a Venezia la sua squadra; che di quei tempi la parte liberale italiana — cui

ciate da quelle alla città; e siccome la Dieta, per invito dell'Austria, avea affermato *Trieste far parte della Federazione Alemanna*, così le squadre italiane dovettero restringere le loro operazioni militari alla sola assidione del porto.

il prosperare delle armi nazionali in sul Mincio aveva riempito il cuore di liete speranze — divenuta più animosa per lo arrivo delle squadre confederate, avrebbe mosso la città a romore: onde i partigiani dell'Austria, per tema di danni e guai, avrebbero sollecitato gli uomini del Governo a concedere subito di *buona voglia* quanto verrebbe poscia lor tolto con la violenza e la forza. — In sul cadere di maggio le navi austriache veleggiavano verso Trieste per mettersi sotto la protezione dell'artiglierie dei suoi forti e delle sue marine; e paventando gli assalti delle navi nimiche, che correvano il golfo, prima di giungere in porto — non potendo quelle celermente avanzarsi — mediante segnali chiamarono in aiuto i vapori del Lloyd, e da questi furon salvate. Se le squadre italiane avessero sorvegliato da vicino la nimica, avrebberla fatta prigioniera o mandata a fondo. Nè fu efficace l'ossidione intimata e posta nel giugno a Trieste; chè il fiacco vigilare degli ammiragli confederati permise sempre alle navi austriache di correre il mare, d'uscire e rientrare a lor talento nel porto, passando in mezzo alle squadre di Venezia e di Sardegna.

CAPITOLO XI.

Dedizione di Venezia alla Sardegna.

La mediazione inglese e le proteste di pace dell'Austria. — L'arcivescovo Romilli e l'offerta delle suppellettili sacre per la guerra nazionale. — Il 3 luglio a Venezia. Parole di Tommaseo, Paleocapa e Manin ai Deputati delle Venezie. L'Assemblea veneta e il suffragio di dedizione alla Sardegna; Maddalena Comello. — Provvedimento del Governo di Lombardia per la guerra; l'esercito di riscossa. Giuseppe Garibaldi. La prima divisione lombarda esce alla guerra. Ossidione di Mantova; forze armate dei guerreggianti. — Combattimento di Governolo; considerazioni su questo combattimento. — Posture occupate il 21 luglio dagli Italiani e il 22 luglio dagli Austriaci. — Sollevazione di Praga del 12 giugno. I Serbi d'Ungheria e i Magiari di Transilvania. La Dieta austriaca.

In mezzo a tanto strepito d'armi e d'armati il Governo inglese poneva innanzi sua mediazione di pace tra l'Austria e l'Italia. Francia repubblicana al subito rompersi delle ostilità in Lombardia aveva raccolto ai piedi delle Alpi un esercito di trenta mila uomini — che in brevi giorni sarebbesi potuto accrescere del doppio — per intervenire nella contesa a favore della indipendenza e libertà d'Italia. « Dai primi giorni, così il 31 maggio Lamartine, Ministro, parlava all'Assemblea nazionale, noi abbiamo fatto conoscere agli Stati italiani la volontà ferma d'intervenire alla prima chiamata, che ci verrebbe indirizzata, e, con atto

rispondente a tale nostra dichiarazione, senza por tempo in mezzo abbiamo raccolto ai piedi dell'Alpi da prima un esercito di trenta mila soldati, di poi un esercito che in brevi giorni possiamo portare al numero di sessanta mila. Noi abbiamo aspettato che l'Italia ci chiamasse in suo aiuto; e, sappiatelo, l'abbiamo atteso non ostante il nostro profondo rispetto per l'Assemblea nazionale; se questo grido avesse passato le Alpi, senza il consenso vostro avremmo creduto di compiere la volontà vostra, e i vostri ordini, soccorrendo alla nazione italiana. » L'esercito repubblicano di Francia, che la parte liberale d'Italia avrebbe accolto con gioia e salutato quale aiuto di libera gente a nazione levatasi in su l'arme per rivendicarsi in libertà, non poteva tornar gradito ai regnanti (1) della penisola, per timore dei *principi* che esso avrebbe sparso nel *bel Paese*. L'Inghilterra — la quale, non ostante mostrasse apertamente di favoreggiare alla causa italiana, non amava però lo accrescimento del regno di Carlo Alberto, che con Lombardia, Venezia e i Ducati padani sarebbe divenuto preponderante nella penisola — a impedire il costituirsi del reame dell'*Alta Italia* sotto lo scettro di Casa Savoia, allora che seppe delle prime vittorie dell'armi regie, offerissi mediatrice nella contesa tra Sardegna ed Austria, per condurre questi Stati a concordia e a pace: patto degli accordi, l'ammiglioramento delle sorti dei Lombardo-Veneti. Il Governo di Vienna, che voleva riacquistare le provincie italiane senza nulla concedere ad esse, ma che per ottenere lo intento suo abbisognavagli acquistare tempo per poter mettere assieme nuovi sussidi per la guerra, da prima volgevasi al Pontefice e al Governo inglese, pregandoli a in-

(1) L'orator di Sardegna presso la repubblica francese significava allora al ministro Lamartine il desiderio del suo Governo, che l'esercito francese avesse a tenersi lontano dalla frontiera, la sua troppa vicinanza potendo dar luogo a qualche sommossa, anche picciolissima, della parte turbolenta dei Savoiard.

terporsi presso il Re per una sospensione d'armi, sino a che i Lombardi avessero deliberato intorno al proprio avvenire; cioè, se amassero indipendenza piena e intiera, accordando all'Austria compensi e vantaggi a' suoi traffici; o preferissero far parte d'una federazione degli Stati imperiali con leggi proprie. — I Ministri di Vienna mandavano poscia a Milano il signore di Wesseberg per trattare d'accordi col Governo di Lombardia; il negoziatore austriaco offriva in nome dell'Imperatore ai popoli Lombardo-Veneti *statuto, leggi e Re proprio*, a patto che riconoscessero l'autorità imperiale, pagassero all'Austria annuo tributo di quattro milioni di fiorini, le dessero, al bisogno, aiuto di loro armi e consentissero di scrivere sul *Monte Lombardo-Veneto* l'annuo debito di dieci milioni di fiorini. Con tali ingannevoli promesse e così subdole arti i supremi reggitori dell'imperio intendevano ad acquistare tempo a fine di poter compiere nuovi apprestamenti di guerra. All'offerta di lasciar libere le provincie italiane sino all'Adige, a patto che subito si sospendessero le ostilità, il Governo di Lombardia all'invio dell'Austria rispondeva generosamente così: = La guerra, che allora combattevasi, essere italiana non lombarda; si poserebbero le armi e fermerebbersi la pace, quando tutto l'esercito imperiale avesse rivalicate le Alpi. = La Bretagna, temendo che i regi riuscissero a riunire tutta l'Italia sotto la signoria di Carlo Alberto — la quale unificazione della penisola credeva tornare a danno de' suoi traffici — annuente la Francia faceva in quel mezzo vivissime pratiche presso la Corte di Vienna allo scopo d'indurla a cedere alla Sardegna mediante compenso di danaro, la Lombardia sino all'Adige ed eziandio a riconoscere parimenti l'annessione dei ducati di Parma e Modena al principato Sabaudò. L'Imperatore, cui, come già dicemmo, sommamente importava guadagnare tempo per raccogliere forze bastevoli al acquisto delle provincie italiane, permetteva ai suoi Ministri di trattare e discutere con quei d'Inghilterra tali proposte, da Carlo

Alberto, con lettera scritta il 7 luglio dal suo campo di Roverbella a lord Abercromby, volentieri accettate (1). Il Monarca sabauda, nel momento stesso in cui riceveva la dedizione di Venezia al regno suo — come diremo tra breve — per una pace da lui *reputata onorevole e gloriosa per la Sardegna*, lasciava al nimico quella città generosa, che aveva al comun bene, al bene d'Italia, sacrificate le sue aspirazioni repubblicane! chiusasi di bel nuovo entro sue lagune, Venezia preparossi allora da sola a sostenere tutto l'urto dell'armi austriache (2).

In quel mezzo i bisogni della guerra, ognor più crescenti, chiedevano imperiosamente copia grande di danaro; e il Governo di Lombardia, il quale erasi già volto alla liberalità del popolo, di quei giorni invocava dal capo della diocesi milanese « una prestazione spontanea di argenti delle chiese; » e l'arcivescovo Romilli, a dare chiara testimonianza del suo amore per la causa nazionale, mandava lettera circolare ai Parrochi suoi, lettera che qui trascriviamo in tutta sua interezza a onore di lui, e perchè dall'efficacia del nobile sentimento, che infiammò allora il cuore di quel Ministro di Dio, abbiano i successori suoi a prendere norma per governarsi nei tempi difficili, che potrebbero tornare alla patria nostra.

« Quella religione che ogni più bella virtù innalza e

(1) Lettera di lord Abercromby a lord Palmerston del 10 luglio 1848.

(2) Fermare la pace all'Adige era una dura necessità per Carlo Alberto, il quale allora non poteva fare assegnamento sopra nessun *alleanza*, e non aveva ricevuto un appoggio *reale* di armi lombarde. « Io credo in mia coscienza, così scriveva il 7 luglio da Roverbella al generale Antonio Franzini, che se noi possiamo ottenere, con la mediazione inglese, la cessione della Lombardia sino all'Adige coi due Ducati, avremo fatto una guerra gloriosa, e che sì picciolo Stato come il nostro davanti l'imperio colossale dell'Austria avrà fatto acquisti superbi e quasi inauditi nella storia. »

Gazzetta Letteraria di BERGAMO, cart. 26; Roux e Favale, Torino, 1879.

consacra, che disse agli uomini di tutta la terra: *amatevi, chè siete fratelli*; che tolse e condannò con la sua voce formidabile il giogo della schiavitù, mandava spesso i suoi sacerdoti con l'oro anche delle sacre suppellettili, quando stringeva necessità, a redimere gli infelici che languivano nelle catene. Quei miseri, che altrimenti non avrebbero più riveduti i patrii focolari, con un più largo battito del cuore, con le lagrime della gioia rendevano alla religione, che tutta sorta di dolori abbraccia e consola, l'omaggio più caro, quello di una gratitudine sentita e profonda. Quindi vari Pontefici nell'estremo di guerre pericolose del pari che giuste, dove altro mancava a sostenere i dispendi, hanno venduto e permesso di vendere degli ori e degli argenti che servivano alla Chiesa, nè i canoni vietano di alienare i sacri arredi, quando si tratta della libertà e della vita degli uomini (*Gratianus*, Pars II, Causa XII, quæst. II) (1). Non saremo noi quindi biasimati, venerabili fratelli, se in sèguito a una raccomandazione confidenziale del nostro Governo, che ama declinare da partiti più rigorosi, e che ci espose le gravissime difficoltà di continuare la guerra per deficienza di danaro, e dopo un maturo esame tenuto con la nostra ecclesiastica consulta, noi vi esortiamo ad offerire nella dura urgenza dei casi nostri una parte dell'argento delle nostre chiese, che verrà tuttavia restituita. Sino da' suoi tempi scriveva sant'Ambrogio: *Aurum Ecclesia habet, non ut servet, sed ut erogat et subveniat in necessitatibus* (*De officiis ministrorum*, I. 2. c. 28). E qual più ferrea indeclinabile necessità di questa di sovvenire a dei poveri e dei feriti che soffrono, e di far sì che presto cessi una guerra d'estermio, e sgombri un nimico che devasta templi e altari, e alla sfrenatezza

(1) « *Et sacrorum canonum, et legalia statuta permittunt ministeria ecclesie pro captivorum esse redemptione vendenda.* »
Decretum Gratiani, etc., cart. 1071-1072; Parigi, 1612.

della rapina la nefandità accoppia del sacrilegio? Voi lo sapete di che modo vennero spietatamente deserte le chiese, ove quelle rapine si spinsero, e quale sorte attenderebbe i calici e le pissidi nelle quali si contiene il Santissimo, e come si mette rischio di perdere il tutto, ove pesasse di soverchio d'offerire una parte degli argenti alla comune salvezza. *An ignoramus, sèguita mirabilmente Sant'Ambrogio, quantum auri, atque argenti de templo Domini Assyrii sustulerint? Nonne melius conflant Sacerdotes propter alimoniam pauperum, si alia subsidia desint, quam ut sacrilegus contaminata adsportet hostis?...* (Ibidem) (1). Noi non dubitiamo dunque che voi, venerabili fratelli, convinti che quelli sono i vasi d'inestimabile prezzo che salvano i fedeli dalla morte, *vera sunt illa vasa pretiosa quæ redimunt animas a morte* (Sant'Ambrogio, loc. cit.), vorrete, con quella dolcezza di modi che vi è così propria, insinuare negli animi dei vostri parrocchiani, che diventa opera di vivissima carità l'offerire alcune delle sacre suppellettili che riescono d'ornamento alla chiesa, per salvare dall'eccidio i figli prediletti della Chiesa istessa, e che quelli arredi quando che sia restituiti dureranno in eterna memoria della loro pietà; e intanto li esortate che a quel momentaneo bisogno supplicia una più calda e più intensa preghiera per quelli che combattono, affinché Iddio coronati di un esito favorevole tanti sforzi e tanti giusti desiderî. E voi, Parrochi venerandi, che con l'esempio e

(1) Nella guerra, infelicissima per le armi di Graziano, Imperatore d'Oriente, combattuta contra i Goti invaditori dell'imperio, numero stragrande di soldati cristiani erano venuti a mano dei nimici. Sant'Ambrogio, a riscattare i prigionieri, dopo essersi spogliato di quanto oro possedeva, prese i vasi sacri della chiesa e li ridusse in verghe. A coloro che l'accusarono d'empietà, parlò così dal pergamo: « Chi mandò intorno senz'oro gli apostoli a bandire la buona novella, raccolse anche senz'oro la sua Chiesa; se questa oggi ne possiede, deve usarne a soccorso dei bisognosi; l'anime dei cristiani valgono assai più di quello. »

con la parola di vita vi meritate l'estimazione e l'affetto del gregge a voi affidato, non permettete che si intiepidisca e s'allenti nei vostri figli l'ardore bellicoso che solo può affrettare al suo termine una lotta ormai lunga e spaventosa. Persuasi che quanto più s'accelera al suo fine, meno vittime cadranno mietute dal ferro avverso, raccomandate loro la pace scambievole, chè nulla è più pericoloso in sì critiche circostanze della discordia, e la costante generosità in quei sacrifici che il caso richiedesse, e la pronta arrendevolezza a secondare il Governo in quelle savie e vigorose deliberazioni che tornano indispensabili, in faccia a un nimico vinto sì, ma ancora ostinato e poderoso. Accogliete per voi e pel vostro gregge la pastorale nostra benedizione.

« Milano, dal palazzo arcivescovile, primo luglio 1848.

« BARTOLOMEO CARLO, Arcivescovo. »

Il Governo Temporaneo affrettossi a rendere grazie a quel degno Ministro di Dio, *della calorosa lettera circolare volta ai Parrochi della città e diocesi sua per esortarli a un prestito dei sacri argenti in pro della causa nazionale, lettera che rimarrà nei fasti della Chiesa Metropolitana di Milano, quale splendido monumento degli alti e generosi sensi, onde fu sempre animato il Clero milanese che si onora dei grandi nomi di Ambrogio e di Carlo* (1). = La cattiva amministrazione degli uomini che reggevano la Lombardia aveva esausto il pubblico erario. In vero le spese erano gravissime, soprannodo quelle del mantenimento dell'esercito del Re, che i Ministri di Torino nella convenzione del 26 marzo avevano posto a carico di essa. Il Governo di Milano, veggendo le rendite dello Stato non bastare ai bisogni del momento, da prima tentò provvedervi sospendendo i pagamenti del *Monte Lombardo* e domandando a' suoi governati un pre-

(1) Lettera del 5 luglio 1848 all'arcivescovo Romilli.

stto volontario; ma non promettendo al danaro richiesto alcun frutto e non bastevoli oblazioni ricevendo, muta di poi il *prestito volontario* in imposta. I cittadini tutti, in ragione di quanto posseggono, offrono danaro e argenti: le donne fanno donativi d'ornamenti preziosi; i ricchi, di cavalli all'esercito sardo; il Ministro delle armi ne chiede e ne ottiene per li reggimenti di cavalleria; in oltre, ha selle, ha tela e frustagno per vestire soldati, schioppi per un battaglione di *volontari*. Nè ancora bastando tante offerte ai bisogni di quei giorni, il Governo aggravava di tasse i traffici, le industrie, le arti liberali e persino i crediti assicurati con ipoteca; vuole una anticipazione sul censo; diminuisce gli stipendi agli ufficiali pubblici e le pensioni; in fine, accresce le imposte; il quale aumento pesando dimolto sui piccioli possidenti, pochissimo sui ricchi, mentre conduce quelli a dure strettezze e l'impoverisce con poco vantaggio dello Stato, lascia questi nella massima larghezza. I sollecitatori della sùbita annessione di Lombardia al principato sabauo avevano promesso che, compiuta l'unione desiderata, i ricchi della Sardegna, soprammodo poi quei di Genova, avrebbero prestato al Governo temporaneo *sessanta milioni*; danaro però che non fu dato mai.

Intanto era giunto il dì in cui l'Assemblea provinciale di Venezia raccoglievasi a parlamento per deliberare intorno alle sorti della repubblica; la quale già da tempo due fazioni agitavano e commovevano. La prima di esse affaccendavasi per indurre i cittadini a darsi sùbito alla monarchia di Savoia; l'altra s'affaticava a sostenere il Governo popolare. I faccendieri dell'annessione — uomini ambiziosi troppo e, diciamolo francamente, più degni di servire che di vivere liberamente — andavano gridando e insinuando alle sempre creduli plebi: = Essere assurdo ritenere che un Re possa farsi difenditore di reggimento repubblicano; in Venezia essere stata da pochissimi cittadini acclamata la repubblica, accettata poscia dal popolo,

ma senza entusiasmo di sorta; le provincie di terraferma avere presto lasciata l'antica metropoli per unirsi al regno di Carlo Alberto, il quale in un patto solo già teneva la Lombardia e i Ducati; consigliavano quindi a Venezia di affrettarsi a seguire l'esempio delle città sorelle, per ottenere stato durevole e assicurare la indipendenza propria; se ciò spontaneamente non facesse, sarebbe di lì a non molto costretta a scegliere *l'Imperatore d'Austria o il Re di Sardegna*. — L'altra fazione, per affermare il popolo in sua fede repubblicana, andava ricordandogli le splendide tradizioni dell'antica Signora dell'Adriatico; le glorie del suo immortale passato; la potenza e la ricchezza dei tempi in cui le valorose armate di San Marco correvano i mari rispettate e temute. Rammentavano ai Veneziani, essersi poco innanzi tolti alla dominazione di monarchia imperiale, non per darsi a monarchia regia, sibbene per vivere indipendenti e liberi; aver prese le armi in nome dell'Italia, non in quello del principato sabauda; in fine avvertivanli di guardarsi dalle seduzioni di coloro che volevano spingerli a trattare subito di repubblica o di Re, mentre al primo scoppiare della guerra era stato da tutti consentito, e persino dallo stesso Carlo Alberto, che solamente *a causa vinta* sarebbesi di ciò deliberato; doversi allora volgere ogni sforzo alla guerra, la quale diventava ogni giorno più grossa e difficile. — In verità i sollecitatori regi, mettendo innanzi il dilemma: o *l'Austriaco* o *Carlo Alberto* per ispingere Venezia a subita unione alla Sardegna, recarono grave oltraggio alla generosità del principe sabauda. « Io non ho potuto mai, così scriveva di quei giorni Valentino Pasini a Lorenzo Pareto (1), adottare il pensiero che un Re magnanimo e veramente italiano subordinasse la quistione della indipendenza alla quistione della forma politica, e trovasse degno d'una na-

(1) Pasini era membro della Consulta per la città di Vicenza.

zione liberà risolvere le grandi quistioni politiche in una maniera precece, irregolare e quindi illusoria. Io credo che coloro i quali concepirono simili idee abbiano fatto gran torto alla generosità di Carlo Alberto. » — Ma tali e tanti furono gli intrighi degli inviati sardi in Venezia e il corrompere tentato dal conte Enrico Martini — il quale spese da trecento mila lire fornitegli dal console di Sardegna per raggiungere l'intento — e, in oltre, furono sì forti, sì gravi gli affanni e gli imbrogli suscitati con fina arte, dai faccendieri dell'unione, al Governo della repubblica, che Daniele Manin videsi costretto a raccogliere a parlamento i Deputati delle Venezie; la cui Assemblea, la quale avrebbe dovuto riunirsi il 18 giugno, veniva, come già notammo, differita al 3 luglio, causa i danni patiti dalle armi italiane nelle provincie di terraferma e lo avvicinarsi minaccioso degli Austriaci alle lagune.

È il 3 luglio; — i Deputati stanno congregati nella grande aula del *Maggior Consiglio* del palazzo dogale; essi contansi centotrentatrè (1); non numeroso è l'uditorio, avvegnachè l'onore d'assistere all'ardua discussione dell'Assemblea sia stato concesso a pochi cittadini, noti favoreggiatori della subita annessione alla Sardegna. « Metà almeno di quei Deputati, scrisse Francesco Dall'Ongaro nelle sue *Memorie storiche*, erano uomini sinceri ed integri; Veneziani superbi del nome, e pronti ad ogni sacrificio per onorarlo. » — Fatta la verifica dei poteri, discusso e approvato il regolamento per le giornaliere riunioni dell'Assemblea, Manin tessè con somma chiarezza e brevità la storia di Venezia, dal giorno fortunato di sua liberazione dalla signoria straniera a quello che allora correva. Egli dimostrò la giustizia dell'atto di convocazione dei Deputati; atto impostogli dall'*abbandono* della Lombardia e delle provincie venete di terraferma, le quali, col darsi innanzi il vin-

(1) Mancavano sessanta Deputati.

cere della guerra al principato di Carlo Alberto, avevano lasciata Venezia sola nella lotta contra l'Austriaco. — « Bene difesa, essa è inespugnabile, e dobbiamo rimanere tranquilli, perchè sono petti dei nostri figli, sono petti dei nostri fratelli quelli che la difendono. Il mare, guardato dalle navi dell'invitto Re sardo e della nostra marineria, ci protegge, dal suo lato, la indipendenza, e ci largisce ogni genere di provvigioni, anzi, stando i nostri vessilli in atto di minaccia contra una rada ove si preparavano i nostri lutti, possiamo avere dal mare argomenti piuttosto d'esultanza, che di paura. » — Dopo avere fissato i limiti della discussione, Manin conchiuse il suo dire così: « La patria vuole da voi, o cittadini Deputati, un atto di civile sapienza; la ispirazione vi venga da queste sacre pareti. » — Il di appresso primo a parlare fu Daniele Manin; egli disse: = La repubblica essere stata riconosciuta dalla Svizzera e dall'America; vincoli di buona amicizia legarla agli altri Stati italiani. Al mancarle dell'aiuto napolitano avere interpellati i Governi di Roma, Firenze e Torino intorno allo stringere alleanza con Francia per ottenere sussidio di sue armi; da Roma e da Firenze essere giunte risposte negative; dal re Carlo Alberto, nessuna. = Parlò quindi Castelli delle rendite pubbliche; del danaro avuto a prestito o in dono dai cittadini; terminò al suo dire facendo conoscere che le spese dello Stato avevano esausto l'erario. Ultimo levossi Paolucci a parlare dei lavori di difesa e di quelli compiuti nell'arsenale per l'accrescimento della marineria veneta; in fine disse di quella di Sardegna, ch'egli reputava essere la vera ancora di salute della repubblica. — Stava l'Assemblea per dare cominciamento alla discussione dei gravi subbietti: *se a guerra vinta o subito Venezia avesse a mutare sue sorti; se il suo territorio dovesse formare uno Stato indipendente od unirsi alla Sardegna*, allora che l'invitato regio, Enrico Martini, veniva in seno all'Assemblea ad annunziare in nome di Des Ambrois, Ministro di Carlo Alberto, un soccorso di due mila soldati del Re,

e a far noto altresì: avere il Parlamento subalpino accettata la dedizione della Lombardia e delle provincie di Vicenza, Padova, Rovigo e Treviso. In verità l'astuto faccendiere aveva saputo bene scegliere l'ora opportuna a raggiungere l'intento suo, *di vincere gli animi avversi all'annessione* e dissipare i dubbi di chi era ancora incerto su la deliberazione a prendere. — Ad allontanare il pericolo che minaccia la libertà della patria, il ministro Tommaseo, della repubblica svisceratissimo, sale alla tribuna e con parole eloquenti e piene di verità combatte l'annessione, che onorevole non istima, non utile, non libera. — « Perchè sia creduto inevitabile il decidere subito, egli dice, conviene dimostrare che il Re di Sardegna, condiscendenti e conniventi tutti gli altri principi e popoli d'Italia e d'Europa, potendo soccorrerci subito, non lo volesse per questo solo motivo che noi subito non gli diamo risposta di cosa che egli non ha dimandata: bisognerebbe porre in bocca di Carlo Alberto parole direttamente contrarie a quelle che egli ha profferite. Chi crede inevitabile il precipitare la risoluzione, crede che il Re abbia parlato ai Veneziani il seguente linguaggio: *Io posso liberare voi dal nimico che vi serra; posso mandarvi uomini, armi, danari; posso vendicare sin d'ora l'onore d'Italia; ma non lo faccio, non lo voglio, quando voi non paghiate anticipatamente il frutto del mio beneficio.* — Queste parole non sono io che le imputo al Re; sono coloro che fingono d'esaltarlo e, come s'egli avesse bisogno di protezione, proteggerlo. Con le lodi imprudenti costoro ricoprono il nome suo di tal macchia, che non la laverebbe tutto il sangue da lui onoratamente versato nelle italiane battaglie... Carlo Alberto accorse spontaneo, e non volle da noi nessuna promessa, e una promessa a noi fece solenne, che la sua spada non poserebbe finchè un ferro austriaco riflettesse la luce d'Italia... Credo fermamente che coloro stessi, i quali minacciano che se noi non ci aggregiamo subito alla Sardegna, il suo Re ci lascia al-

l'Austria, coloro stessi non veggono lo strazio che fanno del suo nome, strazio quale potrebbero appena i nimici più accaniti desiderare o immaginare... Che s'egli sapesse quale onta gli facciano quelli che, a guisa di pubblicani, estorcono dai popoli un tributo di mutuo disonore, rinnegherebbe il Re la mediazione non degna, e coloro che gli infiggono sì tristi premi come rei di lesa maestà e di lesa umanità punirebbe... E per riguardo al decoro comune e per pietà di questa patria, non so se più nobile o infelice, io deploro *le illiberali e illecite dimostrazioni* che fece del suo desiderio parte della guardia cittadina in armi; deploro il tristo spettacolo dato ai nimici da questa città a me diletta, che aveva a scuotere da sè il peso di memorie durissime; e se voi non la soccorrete, o cittadini, del vostro senno coraggioso, l'aggraverà più che mai codesto peso più duro che di catena. Appunto per questo ch'io sento come l'intempestiva deliberazione, della quale si tratta, sarebbe pregiudicevole al comune decoro, per questo io le do contrario il mio voto. Una sola ragione è addotta di quello ond'io dissento, l'*urgente necessità*; la quale parola, recata in pieno linguaggio, non ha altro senso che questo: *Decidiamo subito per timore che se s'indugia, Carlo Alberto, l'Italia e le nazioni tutte d'Europa congiurate ci abbandonano all'Austria*. I contratti che stringe il timore sono da ogni legge umana e divina annullati; e noi vorremmo, deliberando tra il rumore del cannone austriaco e il rumore del cannone sardo, fare cosa che obblighi non solamente il destino nostro, ma il destino d'Italia, il destino dei successori nostri, che, cessato il timore e la speranza, ci chiameranno a sindacato e ci graveranno d'un giudizio tremendo!... L'unità vera si farà, non temete, ma per altri modi più degni; e se un grande e forte Stato si ha a comporre in Italia, saprà bene comporlo il pensato amore e la spontanea riconoscenza dei popoli. Se Carlo Alberto — io direi a certuni che qui non sono — ha a esservi Re, cominciate dall'onorarlo del vostro rispetto; non gli gettate in faccia la corona come

un'arme d'offesa, stimatelo capace di un'opera generosa. Credete all'altrui dignità, credete al vostro avvenire; non confondete insieme, quasi in un sogno pauroso, Legnano e Campoformio. Parlate con l'ardire della coscienza alla coscienza sua, ditegli: *Vi calunniano, Stre. Alzate la voce a smentire la calunnia; ripetete la parola da voi data nell'atto di sguainare la spada; voi scendeste a combattere senza mercanteggiare la battaglia, e costoro vorrebbero fare di voi un avventuriere che cerca non il premio, ma il prezzo; eglino congiurano contra l'onore vostro, e l'odio austriaco è una carezza appetto all'imprudente amor loro.* — A queste parole uscite, o Veneziani, dal pieno della coscienza, risponderebbe la coscienza del genere umano. Prima di risolvere interrogate il Re in questo modo; attendete almeno la risposta sua... se l'ombra d'un Re dovesse unire e felicitare l'Italia, io primo lo griderei Signore di Venezia, e il suo titolo scriverei col mio sangue... La proposizione alla quale io chiamo la deliberazione dell'Assemblea è in questi termini: *differire la decisione a guerra finita; scrivere al Re di Sardegna e a tutti gli Stati d'Italia che la ragione del differire è il rispetto alla nostra e alla comune dignità; chiedere i necessari soccorsi a questa guerra, che è non solamente guerra veneta, ma italiana; e imporre a Venezia che si mostri degna dell'aiuto altrui, aiutando con ogni maniera di sacrifici sè stessa.* »

Le parole severe, dignitose e sennate di Tommaseo destarono talvolta segni d'impazienza nei Deputati e nell'uditorio; ma tant'era la venerazione per l'onesto repubblicano e si luminosa la verità del suo dire, che persino i più abbiattamente servili di quegli uomini, che siedevano nell'Assemblea o trovavansi tra gli ascoltatori, frenarono gli sdegni, che già stavano per prorompere. A Nicolò Tommaseo rispose il ministro Paleocapa « in cui, come scrisse l'Anelli, recenti ambizioni erano in lotta col sentimento del dovere, e che disperdendo in brutti sforzi l'ingegno,

era venuto in Assemblea non per discutere, bensì per dare repentina spinta ai precipitosi consigli » (1). Con ragioni speciose, non giuste, egli sostenne, che Venezia, sebbene pronta alla estrema difesa, farebbe nondimeno opera saggia e prudente deliberando subito intorno alle sue sorti, *per avere salvezza e libertà*. Il Paleocapa rammentò Parga, non per eccitare i concittadini suoi a seguirne l'esempio virtuoso e grande, ma allo scopo di indurli a evitare i tristi casi di quella nobilissima terra di Grecia. Disse della necessità *di studiare il modo di salvare il paese senza rovinarlo; e di prendere un partito tanto rispetto ai mezzi di guerra, di difesa e ai pecuniari, quanto rispetto alle relazioni d'amicizia con gli altri Stati d'Italia e di Europa*. — « Sento parlare di grandi simpatie che abbiamo destate, perchè il nostro Stato, la nostra generosità, il nostro proponimento di volerli liberare dallo straniero, deve necessariamente destare in tutti gli animi buoni le simpatie; ma ci vuole più che un partito; ci vogliono prove efficaci, prove materiali delle conseguenze di esse. » — Dopo avere consigliato di imitare l'esempio dei Lombardi per distruggere l'opinione: *Venezia volere rimanere isolata*, soggiunse: « La Lombardia ci ha mostrato tali simpatie, che non dubito costituiscano uno degli argomenti per decidere che noi siamo tutti d'accordo. La Lombardia ci ha mandato gente, ci dà danaro e garanzie, vi apre le braccia e vi dice: *state fratelli*; e noi siamo peritosi e titubanti, e le rispondiamo: *decideremo di unirvi a voi a guerra finita* Qua si aprono trattative, qua si dice che si tratta; chi dice che si tratta a Vienna, chi in Inghilterra, chi ad Innsbruck. Non se ne parli nemmeno; ma si parli delle provincie lombarde, che hanno inviti, che offrono l'indipendenza, che offrono la libertà. La Lombardia respinge sdegnosamente queste profferte dicendo:

(1) *Storia d'Italia*, ecc., cart. 819, vol. II; Milano, 1864.

la mia causa è comune con quella di Venezia..... e sarà comune fino all'ultima stilla di sangue, fino all'ultimo danaro che trarrò dal mio borsello. » — L'oratore conchiuse quindi il suo dire così: « Voi avete richiamato l'antica libertà, il vessillo dei vostri padri, le antiche memorie, le antiche voci popolari di libertà ricordando quattordici secoli di indipendenza. Nel richiamare queste voci, questi segni di libertà, avete un pegno specialissimo a ricordare che Venezia è stata indipendente quattordici secoli; imperciocchè, non ce lo dissimuliamo, la repubblica — tale quale si poteva stabilire oggidì, che è una repubblica democratica, la sola possibile nelle condizioni presenti sociali di Europa — questa repubblica è assai più lontana da quella repubblica aristocratica di cui avete richiamato il nome e il vessillo, che non sarebbe da una monarchia costituzionale, che avesse veramente libera costituzione. E se volete richiamare questo vessillo e questa indipendenza, che dovete alla maturità e alla saviezza dei vostri padri, ricordatevi ancora della loro prudenza, del loro sapere pratico, del loro operare maturo, ma sempre conforme ai veri bisogni del paese, senza astrazioni, senza voli, senza politica troppo vaporosa e nubiforme, politica che si può convertire troppo facilmente, come le nubi, in tempesta. » — Le parole di Paleocapa furono sovente interrotte dagli applausi dei Deputati e dell'uditorio, avvegnachè la maggiore parte di quelli — che parteggiavano per la sùbita dedizione di Venezia al principato di Carlo Alberto — fossero venuti in Assemblea già pronti a darle, eziandio senza discutere, favorevole suffragio. — Cessati gli applausi, Manin levossi a parlare in queste sentenze: « I discorsi dei due valenti oratori che mi precedettero, dimostrano che non vi è opinione ministeriale; che noi parliamo qui, non come Ministri, ma come semplici deputati; e come semplice deputato parlo anch'io parole di concordia e di amore. Ma per questo debbo chiedere al presidente dell'Assemblea il permesso di mescolare alquanto il secondo tema

col primo; perchè il primo non si può trattare senza toccare o poco o molto il secondo. Io oggi ho la stessa opinione che aveva il 22 marzo, quando, dinnanzi alla porta dell'Arsenale e in piazza San Marco, acclamai la repubblica; io la ho; e tutti allora l'avevano: *ora tutti non l'hanno*. (A questo dire l'Assemblea si commosse e si agitò). Parlo parole di concordia e d'amore, e prego di non essere interrotto. *È un fatto che tutti oggi non l'hanno*; è pure un fatto che il nimico sta alle nostre porte, che il nimico attende e desidera una discordia in questo paese, inespugnabile finchè siamo d'accordo, espugnabilissimo se qui entra la guerra civile. Io, astraendo da ogni discussione su le opinioni mie e su le altrui, domando oggi assistenza, domando oggi un grande sacrificio; e lo domando al partito mio, al generoso partito repubblicano. All'inimico su le nostre porte, che aspettasse la nostra discordia, diamo oggi una solenne smentita; dimentichiamo oggi tutti i partiti; mostriamo che oggi dimentichiamo di essere o realisti o repubblicani, ma che oggi siamo tutti Italiani. Ai repubblicani dico: Nostro è l'avvenire; tutto quello che si è fatto e si fa non è stabile, sibbene a tempo; deciderà la Dieta italiana a Roma. » — Queste parole, che l'Assemblea salutò con entusiasmo e con suffragio quasi unanime approvò, portarono l'ardua questione sopra campo più onorevole, che messa non aveva il ministro Paleocapa, e salvarono a Manin tutto l'aura popolare dianzi acquistata, e ch'ei teneva sì cara. Noi però non crediamo degno di laude il modo di governarsi in quel giorno di lui, che il Castelli ebbe poscia a chiamare *grande cittadino*, perchè contraddittorio a sua fede repubblicana, che tante e tante volte Manin aveva affermato di voler conservare pura di macchie e immutabile sempre. Egli non chiamò allora a concordia i Deputati favoreggiatori della subita dedizione di Venezia alla Sardegna per sostenere la libertà patria in tutta sua integrità; ma pregò i compagni di sua credenza politica ad unirsi a quelli per ispegnere la repub-

blica! — Messo a partito: *se Venezia dovesse mutare senza indugio le sue sorti o aspettare a guerra vinta*, centrenta diedero suffragio affermativo; tre, negativo; posto quindi a partito: *se Venezia dovesse darli a Carlo Alberto agli stessi patti della Lombardia*, centoventisette Deputati risposero affermativamente; sei, negativamente. Questo il fine della repubblica democratica, il 22 marzo di quell'anno 1848 gridata da Manin in su la piazza di San Marco in mezzo alle guardie cittadine e a moltitudine innumerevole di popolo. Sul fine inglorioso della veneta repubblica pianse una nobile donna, una donna d'altissimi sensi; la quale, mentre l'Assemblea, acclamatosi vincitore nella prova il partito della pronta annessione alla monarchia sabauda, abbandonavasi alla gioia più insana, spargeva amare lagrime: era *Maddalena Comello*, veneziana. — Il 5 luglio i Deputati si raccolsero per eleggere gli uomini del nuovo Governo; nel quale vennero confermati l'avvocato Castelli — cui sorti eziandio l'onore di presiedere ai Ministri — Manin, Cavedalis, Paolucci, Paleocapa e Camerata. Manin protestò contra la sua rielezione dicendo: = Avere egli ieri fatto un sacrificio, non rinnegato un principio; non poter quindi accettare ufficio veruno in un Governo di Re; accontentarsi di sedere Deputato nell'Assemblea, alla sinistra però di essa; volersi conservare, quale egli era, un *repubblicano*; a guerra finita, e quando da fratelli sarebbe possibile riprendere la quistione politica, farebbe ritorno ad essi. = Tre giorni di poi Paleocapa e Reali recavansi a Torino per trattare coi Ministri di Carlo Alberto della dedizione di Venezia; Donà, Dolfin e Grimani portavansi al campo del Re a offrirgli la sommissione della repubblica.

L'esito felice sortito alle imprese degli Austriaci nelle provincie venete e l'ingrossarsi ogni di più della guerra minacciante altresì di durare a lungo, fecero sentire il bisogno di fortemente e prontamente provvedere alla difesa delle terre lombarde e di accrescere l'esercito ita-

liano combattente sul Mincio e su l'Adige, che le pugne sostenute avevano assottigliato dimolto, e che lo sleale abbandono di Ferdinando Borbone e l'infausta giornata di Vicenza avevano privato del valido sussidio delle genti napolitane e di Romagna. A raggiungere tale intento il Governo di Lombardia — il quale aveva già istituito in parecchi Comuni dei Comitati per l'ordinamento di alcuni battaglioni di milizia cittadina — il 18 giugno alla Consulta di Stato scriveva in questi termini: « Stringe il bisogno d'armare la *Guardia Nazionale*, la cui opera, dovunque tanto giovevole alla tutela dell'ordine, potrebbe essere domandata alla difesa del paese dalla imperiosità di circostanze, lontane ancora, ma che bisogna prevedere. Da per tutto si mostra di ciò desiderio vivissimo, ma esso rimane insoddisfatto per la mancanza delle armi..... Molti Comuni chiesero licenza di farne essi stessi l'acquisto..... Trova il Governo non solamente d'assecondare le *istanze* presentate, ma di precorrere eziandio a quelle che fossero per presentarsi..... » Dava quindi il carico alla Consulta di Stato di mandare lettera circolare a tutti i Comuni per l'armamento della *Guardia Nazionale*, e nel tempo stesso di insistere *su l'urgenza e sui vantaggi del provvedimento*. — I tristi casi, allora allora succedutisi nelle Venetie, avevano ridestato nell'universale lo entusiasmo per la guerra e per quei sacrifici, che la salute della patria imperiosamente domandava; quell'entusiasmo, che gli uomini del Governo eransi studiati, non di tener vivo, sibbene d'affievolire e distruggere; e la ragione di ciò venne da noi più sopra notata. Fu allora che le Guardie Nazionali di Milano chiesero ai supremi reggitori l'armamento sollecito e forte di quelle delle città e campagne di Lombardia; in oltre, avessero a spedire Commissari nelle provincie, nei Comuni a bene ed efficacemente avviarle alla difesa della patria e a trasfondere nell'animo di tutti lo *spirito della gloriosa rivoluzione del marzo*. — Le necessità dei giorni che allora correivano, e che di più difficili

assai aspettavansi, spingevano il Governo temporaneo a chiamare i popoli di Lombardia a nuovi sacrifici e a provvedere i mezzi che valessero ad assicurare la vittoria delle armi italiane e la cacciata dello straniero. A rispondere degnamente alle generose offerte delle Guardie Nazionali di Milano, il 25 giugno istituiva un *Comitato centrale straordinario, che doveva compiere l'ordinamento e lo armamento di quelle, e mobilitarne la maggiore parte possibile*; e spediva poscia nelle provincie lombarde i Commissari suoi, col carico di *procacciare la rapida e uniforme esecuzione di tutti i provvedimenti decretati e dare il massimo vigore alle faccende della guerra* (1). E siccome il bisogno d'aiuto di armi e di armati a Carlo Alberto andava ogni di più crescendo — però che le malattie, i disagi del campo e i combattimenti avessero stremato di forze le schiere sarde — il Governo di Lombardia decretava l'ordinamento d'un esercito di riscossa, scrivendo in questo i nati nel 1826, 1825, 1824 e 1823, e qualora si reputasse necessario, anche i nati nel 1828. Provvedimento tardo, nè bastevole alle necessità imperiose del momento. Assai bene avrebbe il Governo operato scrivendo, senza por tempo in mezzo, in quell'esercito di giovani soldati i veterani, ancora atti alle armi, che avevano militato sotto le bandiere dell'Austria; così costituito, sarebbe stato di valido soccorso al Re, quando per lo preponderare delle armi nimiche fu costretto a indietreggiare dal Minicio. Il chiamarsi dei veterani lombardi alla bandiera italiana venne decretato l'11 luglio, quando le cose della guerra erano presso a rovina (2); quello delle nuove leve,

(1) Decreto del 7 luglio 1848.

(2) Il decreto era preceduto da questo: « *Considerando*, che quegli individui i quali facevano parte dell'esercito sotto il cessato Governo austriaco, e dopo avere disertato da esso ritornarono alle loro case, non possono tenersi esonerati dal servizio militare, a cui sarebbero chiamati per la loro età... »

il 22 luglio e proprio allora che la guerra rovinava (1); in fine, il presentarsi dei chiamati in su le armi fissato nel settembre, quando per la giornata infelice combattuta il 4 agosto sotto le mura di Milano, Carlo Alberto stavasi già con l'esercito su la destra del Ticino, e in virtù degli accordi fermati al campo del maresciallo Radetzky le armi posavano a tempo: tale la sapiente operosità degli uomini, che in quei giorni, tanto difficili, reggevano la Lombardia!

In questo mezzo al Collegno, Ministro delle armi in Milano — il quale aveva fatto rinunzia al suo officio, causa la malferma salute — era succeduto il generale Sobrero, piemontese. — In sul cominciare di luglio sbarcava a Genova Giuseppe Garibaldi, l'eroe di Montevideo, che presto doveva diventare l'eroe dei due Mondi (2); il quale, appena

(1) Il lavoro per la chiamata delle nuove leve doveva cominciare il primo agosto; le liste d'iscrizione dovevano essere esposte al pubblico dal 22 al 26; le Commissioni provinciali avevano a raccogliersi il primo settembre.

(2) Condannato a morte, per avere appartenuto alla *Giovane Italia*, Garibaldi riparasi in America, e vi si fa *soldato della libertà*. A Rio Grande con una picciola barca assalta e prende una goletta dell'imperio brasiliano; ma alla punta di *Jesus-Maria*, assaltato da due lancioni brasiliani, è ferito, fatto prigioniero e torturato con la corda. Liberato di prigionia, sul lago *Los Spatos* sbaraglia Moringues; la sua nave, il *Riopardo*, per grossa burrasca colato a fondo, egli salvasi a nuoto; al lago *Laguna* dà opera efficace a prendere Santa Caterina; insignoritosi d'*Imerai*, alla foce del fiume con due legni validamente resiste all'assalto di venti navi del Brasile; sceso a terra con sue genti, brucia i suoi legni, protegge la ritirata dei repubblicani a *Las Torres*; poccia, quella disastrosissima a *San Gabriel*. Venuto a *Montevideo*, combatte *Rosas*, che tiene *Buenos Ayres* con potestà assoluta. Sul *Parana* resiste per tre giorni con tre golette al capitano Brown che ne ha sette; bruciate poi le sue, combattendo per terra si conduce a Montevideo, ove ordina la *Legione Italiana*. Il 28 maggio 1843 sbaraglia Oriba al *Cerro*; il 15 novembre riporta nuova vittoria. Nel 1844 difende al guado della *Boyada* l'esercito repubblicano; il 27 maggio 1845 combatte vittoriosamente alla *Polveriera*. Assalta molte volte di notte le navi nemiche, che impediscono il vettovagliarsi di *Montevideo*. Con picciole barche

seppe della guerra intimata da Carlo Alberto all'Austria per l'indipendenza nazionale, con settanta della gloriosa legione italiana lasciava le Americhe per correre a combatterla. Sceso a terra a Nizza, sua patria, il 24 giugno sollecito recavasi al campo del Re « accoltovi però freddamente e con piglio quasi di scherno, e rimandato a Torino a vedere se e come il Ministro sopra la guerra potesse giovarsi dell'opera sua » (1). — L'accoglimento fatto a Garibaldi dal quartiere maggiore di Carlo Alberto sta degnamente a riscontro di quello che dal generale Collegno ricevettero molti ufficiali fuorusciti italiani, venuti di Spagna e di Grecia ad aiutare l'esercito regio nella guerra contra l'Austria. Enrico Cialdini ebbe allora a dire con la soldatesca sua fierezza a Collegno: = Non volere egli aver viaggiato per nulla, che innanzi di tornare a Spagna, sarebbe andato nelle Venezie a cercarsi, come gregario, una ferita. = Egli tenne la parola; avvegnachè, nella memorabile giornata di Vicenza del 10 maggio, la toccasse onorevolissima. — Garibaldi, nulla avendo ottenuto dal Ministro del Re a Torino, portossi a Milano, e vi entrò il 14 luglio festosamente accolto e salutato dal popolo e dal Governo lombardo, il quale subito fidavagli il carico di ordinare battaglioni di *volontari*. — Sino dal 27 giugno l'unione immediata alla Sardegna della Lombardia, di Padova, Vicenza, Treviso e Rovigo messa a partito nei Parlamenti subalpini aveva ottenuto suffragio 'quasi unanime; però i

e pochi cannoni combatte l'armata di Rosas, che conta quarantaquattro legni, e la costringe a ritrarsi. Nell'*Uruguay* sbaraglia più volte Urquiza, e l'obbliga a valicare il fiume di fronte al Salto; e l'8 febbraio 1846 con poca gente mette a pezzi milledugento nimici presso *San-Antonio al Salto*. Pervenutagli la novella della sollevazione lombarda del marzo 1848 e della guerra rotta dalla Sardegna all'Austria, Giuseppe Garibaldi, con settanta legionari italiani, entra in mare e drizza l'antenna verso l'Italia; e il 24 giugno di quell'anno giugne a Nizza, la terra fortunata che il 8 luglio 1807 davagli i natali.

(1) GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, cart. 418, vol. VI; Milano, 1868.

Deputati e i Senatori nello accettare la *spontanea dedizione* di quelle provincie avevano deliberato di lasciare all'*Assemblea costituente*, da raccogliersi al posare della guerra, di *discutere e fissare le basi e le forme di una monarchia costituzionale con la dinastia sabauda*. Il re Carlo Alberto, l'11 luglio, al quartiere maggiore di Roverbella sottoscriveva quell'atto di annessione; dal quale giorno il Governo temporaneo di Lombardia, sorto nella gloriosa sollevazione di Milano, cessava di *legalmente* esistere (1); gli uomini del Governo, sebbene avessero compiuta lor missione, dovevano nondimeno continuare a esercitare l'ufficio usato sino a quando dalla *Costituente* fosse stato deliberato e statuito il reggimento del nuovo regno. — La divisione delle fanterie lombarde — la quale contava dieci mila uomini allo incirca — duce supremo il generale Perrone, il 17 giugno aveva lasciato Milano per recarsi al campo; e il 13 luglio, valico l'Oglio, era giunta dinnanzi a Cerese, presso il *Serraglio* di Mantova (2). A

(1) « L'immediata unione della Lombardia e delle provincie di Padova Vicenza, Treviso e Rovigo, quale fu votata dalle popolazioni, è accettata. La Lombardia e le dette provincie compongono con gli Stati sardi e gli altri già uniti, un solo regno. Col mezzo del suffragio universale sarà convocata una comune Assemblea costituente, la quale discuta e stabilisca le basi e le forme di una nuova monarchia costituzionale con la dinastia di Savoia, secondo l'ordine di successione stabilito dalla legge salica, in conformità del voto emesso dai Veneti e dal popolo lombardo su la legge 12 maggio prossimo passato dal Governo temporaneo di Lombardia. La formola del voto sovra espresso contiene l'unico mandato della Costituente, e determina i limiti del suo potere. I nostri Ministri segretari di Stato sono incaricati dello eseguimento della presente legge, la quale sarà suggellata col suggello dello Stato, pubblicata nella Lombardia e nelle dette quattro provincie venete, e inserita negli atti del Governo. » — Questo è l'articolo unico dell'atto d'annessione sottoscritto da Carlo Alberto.

(2) Il mattino del 20 giugno il Re portossi da Peschiera a Desenzano per vedere i due battaglioni « *che erano veramente superbi e pieni di grande desiderio di combattere;* » così scriveva Carlo Alberto in quel giorno al generale Franzini.

Gazzetta Letteraria di BRESCIO, cart. 12; Roux e Favale, Torino, 1879.

far conoscere in quale miserrimo stato si trovasse, quanto fosse male ordinata e ammaestrata, e quanto valesse per militare disciplina, basti il dire, che de' suoi dodici battaglioni alcuni portavano vestimenta di lana, altri di lino; uno di essi non aveva cappotto; intere compagnie erano privi di ventriere, onde i soldati erano costretti a tenere le cartucce nelle tasche; pochi andavano forniti di biancherie e scarpe, oltre quelle ch  indossavano e calzavano. « La divisione lombarda, scriveva Perrone il 17 giugno al generale Bava, si compone in grande parte di *volontari*; manca di unit  e accordo nella istruzione, e poco osserva la disciplina.   mediocrementemente esercitata nelle armi e negli ordini; ufficiali, sottufficiali e gregari non conoscono il servizio militare; con essa puossi combattere in un luogo determinato, ma non   possibile uscire alla campagna, n  eseguire movimenti militari. » Il mattino del 14 luglio, toltasi da Cerese, portavasi a campo presso il forte di Pietole; alle due pomeridiane le sue prime guardie, veggendo grossa mano di Austriaci correre la campagna, chiamavano alle armi; i Lombardi prestamente avanzarono verso il forte; ma gli imperiali, usciti fuori soltanto per riconoscere i nimici, essendosi subito riparati entro il *Serraglio*, la divisione lombarda torn  al suo accampamento senza patir danni, tranne il battaglione degli studenti, il quale, avanzatosi ditroppo e ditroppo espostosi al ferire degli Austriaci, fu dal cannone di Pietole alquanto maltrattato (1).

(1) Il 4 giugno l'Arcivescovo di Milano nel maggior tempio della citt  aveva benedetto la bandiera degli studenti, dono gentile e prezioso della contessa Verri. Alla sacra cerimonia trovossi pure la compagnia dei seminaristi lombardi — in quel giorno unitasi al battaglione universitario — la quale era comandata dal capitano Mazzoleni da Bergamo, ufficiale che aveva disertato dall'esercito austriaco; luogotenenti di quella erano un Camozzi da Como e un Burgarelli piemontese, sergente foriere, il Merzario, seminarista, e banderaio il Candiani; il 5 giugno il battaglione avviavasi al Mincio. Dei forti sentimenti nutriti in petto

L'esercito italiano già da lunga pezza tenevasi inoperoso ne' suoi campi; i generali di Carlo Alberto, dimentichi di Giulio Cesare, il quale *ad consilia captenda nihil spatii dandum existimabat*, avevano consumato giorni preziosissimi in vane discussioni. Da tempo era stata risolta l'ossidione di Mantova, che però dovevasi imprendere allora soltanto che fossero giunti sul Mincio i Lombardi e la seconda divisione di riscossa, che, come dicemmo, ordinavasi dal luogotenente generale Visconti. Il 16 giugno Franzini aveva lasciato il Re per recarsi a Torino al suo ufficio di Ministro delle armi; partenza lamentata da tutti, perchè proprio da tutti lo si reputasse il capitano più abile a bene dirigere le militari operazioni. Causa di quella, i suoi disaccordi con Bava sul modo di governare la guerra; al quale era forza di cedere per quel maggior grado datogli poco prima da Carlo Alberto in premio d'aver condotto a onore la giornata di Goito del 30 maggio, dopo la quale e dopo l'acquisto di Peschiera Bava nulla aveva operato di veramente utile alla impresa. Il 18 giugno in una consulta di guerra, tenuta dal Re al quartier generale di Valeggio, venne deliberato di recarsi il dimani a Peschiera e il 20 a Busolengo per assaltare da quella parte Verona, nel tempo stesso minacciandosi con grossa mano di armati e di armi la fortezza del villaggio di Santa Lucia, allo scopo di divertire l'attenzione e le armi del maresciallo. Era questo

da quella gioventù eletta fanno fede le parole volte dal Merzario, anche in nome de' compagni, a quei di Rovato, che avevanli tutti accolti e ospitati con gran cuore. « Addio, ospiti generosi, così il Merzario, che ci abbracciaste come i benvenuti; addio, nobili sacerdoti, che ci avete benedetti come difensori della croce; addio, donne cortesi, che con amorevoli cure ci faceste quasi obliare d'aver abbandonato le madri e le famiglie. La vostra memoria ci accompagnerà tra il fragore delle armi, ci sarà di sollievo nelle fatiche, dolcissimo sostegno fra gli ultimi sospiri, consci che moriamo per chi è degno del nome italiano e della libertà » (*).

(*) *Gazzetta di Milano* del 13 giugno 1848.

disegno già stato messo innanzi da Franzini, ma che, per avere Carlo Alberto mutato d'avviso, non fu allora mandato a effetto, senza però rinunciare ad esso (1). Il 24 giugno presentavasi dal generale Bava al Re un disegno per l'ossidione di Mantova, da imprendersi quando i presidi di Rivoli si fossero riuniti all'esercito, riunione ch'egli desiderava presto avvenisse; avvegnachè ei temesse, e a ragione, che quei presidi, mantenendosi più a lungo su quelle posture, correrebbero il pericolo di vedersi tolte da un momento all'altro le vie di ritorno al campo italiano. In verità è inesplicabile l'ostinarsi dei generali nel volersi impadronire di Mantova per fame, non potendo espugnarla con la forza! essi proprio non comprendevano, come ciò facendo concedessero a Radetzky il tempo di cui abbisognava per mettere assieme armi poderose e uscir poscia con queste da' suoi ripari a gagliarda offesa; ciò che in fatto avvenne. — Bava in quel suo disegno aveva proposto di immettere quanto più si potesse di acqua del Mincio nella Molinella a Pozzolo, allo scopo di rendere inutili i mulini di Mantova, e con lo abbassare il livello delle acque del lago corrompervi ancor più l'aria, già tanto malsana nella stagione estiva, arrecando così grave nocumento alla salute del presidio austriaco; in oltre, aveva consigliato di costruire un ponte sul Mincio, a valle di Sacca e in vicinanza del lago, innalzando opere di terra a sua di-

(1) Il carico di tale impresa — da eseguirsi quando Carlo Alberto la credesse opportuna — era stato affidato al generale De Sonnaz. Rossi e Chiodo — il primo generale nelle artiglierie, l'altro, degli ingegneri militari — dovevano dirigere i preparamenti e i lavori degli artiglieri e degli ingegneri; e Cavalli, maggiore nelle artiglierie — ufficiale riputatissimo — aveva il carico di costruire su l'Adige i ponti militari abbisognevoli all'impresa. Rossi, generale intelligente quanto operoso, in trentasei ore ordinò una batteria di sei cannoni da montagna, tre di grosse artiglierie per battere le torri e i forti di Verona. — Era avviso di molti, di mettere da parte, almeno per allora, lo assalto di quei forti, per le gravi-difficoltà che avrebbersi dovuto superare.

fesa su la destra del fiume; un altro ponte coperto da terrafi, ove la fossa Derbosco mette foce in sul Mincio poco a monte di Governolo; in fine, un terzo ponte sul Po presso San Benedetto, per rendere più facile e sicura all'esercito la via di comunicazione con la provincia mantovana. Piacque tale disegno a Carlo Alberto; se non che, volendo esso occupare con buone forze le posture di Pastrengo, il generale fu costretto di mutarlo in parte; ed ecco gli ordini da lui emanati per l'impresa il 9 luglio dalle sue stanze di Somenzari presso Goito: = La seconda divisione, il *corpo franco* e i *volontari* di Griffini per la destra del Mincio andranno a porre i loro campi presso Belfiore e Cerese; e i Lombardi, dinnanzi al forte Pietole. La quarta divisione, due squadroni di cavalli e i Toscani — dopo più d'un mese di riposo in Brescia richiamati all'esercito regio — dovranno occupare Pastrengo e le colline, che da questa terra prolungansi verso Sona e Sommacampagna; e la terza divisione andrà sopra Villafranca, e con due brigate di cavalleria terrà Rosegaferro, Quaderni, Malvicina e Mozzecane. La prima divisione e il battaglione dei *Cacciatori franchi* si porteranno a Castelforte e a Castellaro; e quella di riscossa del Duca di Savoia si recherà a Roverbella (1), Castiglione Mantovano e Canedole. La brigata di cavalleria del corpo d'esercito del generale Bava terrà dietro alla prima divisione di esso, per essere adoperata giusta il bisogno. Dopo avere aiutato i battaglioni lombardi a portarsi su la destra del Mincio e attorno a Mantova, la prima divisione passerà su la sinistra del fiume per istringere da quella parte la fortezza. Rientrato in questa il presidio austriaco, a ciò costretto dalla brigata *Regina*, da una della riscossa, dal battaglione dei *Cacciatori franchi* e dai vo-

(1) Con la occupazione di Roverbella separavasi Verona — ove stava Radetzky — da Mantova. Roverbella è una postura forte per li canali che la circondano e sopramunodo poi per la Molinella, su la quale collocaronsi gli Italiani.

lontari aggregati all'esercito (1), quelle brigate e i *Cacciatori franchi*, appena surrogati dalla seconda divisione del primo corpo d'esercito, torneranno alle loro divisioni, e i *volontari*, sotto il comando di Griffini, occuperanno Governolo. Il generale Visconti — di quei giorni arrivato al campo con la seconda divisione di riscossa — dovrà stendere i suoi battaglioni da Peschiera a Valeggio su la destra del Mincio, e nel tempo stesso collocare su la sinistra del fiume, al di là dei passaggi e nei luoghi più importanti, delle guardie avanzate per mantenere libere le vie di comunicazione con la terza divisione, e con uno dei suoi battaglioni dare il cambio ai Toscani presidianti Goito. In fine, i guastatori del corpo degli ingegneri militari costruiranno opere di terra su le vie che menano a Mantova, allo scopo di difendere da assalti improvvisi o da sorprese, che dal presidio austriaco potrebbero tentare contra il campo italiano (2). = Con tale ordinamento dell'esercito Bava intendeva proteggere da insulto nimico l'ossidione di Mantova, la bassa Lombardia e i Ducati padani, i quali ultimi erano presidati da cinque battaglioni della riscossa (3); l'alta Lombardia poi era difesa dalle legioni dei *volontari*,

(1) Tra i quali trovavansi i bersaglieri mantovani, intitolatisi dal nome di *Carlo Alberto*, e la compagnia di Griffini.

(2) Bava aveva ordinato altresì: = Si avessero ad asserragliare o a rompere tutte le strade, che si troverebbero davanti alle nuove posture occupate; le quali posture dovevansi munire di difese secondo la natura di esse, allo scopo di dar tempo, in caso di assalto, alle riscosse di portarvisi, se chiamate; in oltre, che le divisioni ponessero in prima ordinanza la metà allo incirca delle loro armi, precedute dai bersaglieri e da qualche compagnia di *cacciatori*; l'altra metà, in seconda ordinanza nei *punti strategici* e dove le strade, che correvano dietro i loro campi, si congiungevano, a fine di potersi avanzare prestamente a sostenere la prima ordinanza, quando fosse gravemente minacciata; e per ultimo, che i comandanti dei corpi d'esercito, delle divisioni e delle brigate collocassero i loro quartieri generali dietro il centro delle loro ordinanze.

(3) Di quei giorni erano stati spediti tre battaglioni a Venezia.

che sotto il comando del generale Giacomo Durando stavano a guardia del confine verso il Tirolo, dal giogo dello Stelvio alla riva destra del lago di Garda sin presso Salò. — Il mattino del 13 luglio gli Italiani mossero ad occupare le nuove posture loro assegnate; e Carlo Alberto, dopo avere sopravvegliato a questo grande mutamento di campi, in su la sera fece ritorno alle sue stanze di Roverbella. — L'esercito del Re, così ordinato per l'ossidione di quella fortezza, campeggiando la lunga zona di terreno che dalle alture di Rivoli scende al Po, là dove riceve le acque del Mincio, trovavasi in molti luoghi di essa debolissimo dinanzi al nimico, che di quei giorni, ingrossatosi d'altri aiuti d'armati e di armi, aveva raccolto soldatesche numerose in Verona e su l'Adige. Il vecchio maresciallo, accortosi del grave errore nel quale era caduto l'avversario allargando sì imprudentemente le sue ordinanze, risolvette di ripigliare le offese, e di presto assalire con tutto lo sforzo suo di guerra l'improvvido nimico.

L'esercito austriaco contava allora centrentadue mila uomini, nove mila cavalli allo incirca e dugenquaranta cannoni, e dividevasi in quattro corpi d'esercito: il primo stava sotto il comando del luogotenente maresciallo Wratislaw; il secondo era governato dal luogotenente maresciallo d'Aspre; il terzo, dal luogotenente maresciallo Thurn; e il quarto, dal maggiore generale Culoz; e la riscossa componevasi di due corpi d'esercito, comandati dai luogotenenti marescialli Woher e Welden. In quel mezzo mantova — difesa dal generale Gorgowski con sedici mila uomini — era stata copiosamente fornita di provvigioni d'ogni sorta: onde Radetzky nulla aveva a temere per essa. I presidi delle città venete — come scrivemmo, tornate già tutte in potere degli imperiali — custodivano le vie di comunicazione di Verona e Mantova con le provincie dell'imperio; le genti di Welden, che trovavansi a campo intorno a Mestre, presso le lagune e sul basso Po, stringevano Venezia d'ossidione; e le schiere di Thurn stavano

nella valle dell'Adige, sul monte Baldo, in vicinanza d'Acquanegra, pronte ad assaltare le posture di Rivoli, e a spingersi poscia innanzi a ferire per fianco la sinistra dell'esercito italiano allora che il maresciallo l'assalirebbe di fronte. L'esercito regio, di quei giorni accresciuto di due divisioni — la lombarda e la seconda di riscossa — non contando le legioni dei *volontari* capitanate dal generale Giacomo Durando, numerava in su le armi poco più di sessantacinque mila uomini, cinque mila cavalli allo incirca e cenventotto cannoni; contra le quali armi sparse, come vedemmo, sopra lunga zona di terreno, il maresciallo poteva muovere con ottanta mila soldati, uniti come un sol uomo, per rompere e superare i luoghi, che più opportuni stimasse all'impresa sua. Se Radetzky, il quale sino dal 12 luglio aveva raccolto intorno a Verona tre corpi d'esercito, fosse caduto con tutto lo sforzo suo di guerra sopra i regi il giorno in cui camminavano per recarsi alle posture ad essi assegnate per l'ossidione di Mantova, avrebbe fatto certamente patire agli Italiani assai grave battitura; ma la lentezza austriaca — la *proverbiale* lentezza di Daun e di Lascy — nè allora, nè di poi dovevasi smentire mai.

Il vecchio maresciallo, avvertito che il Municipio di Ferrara aveva negato fornire le vettovaglie al presidio imperiale della cittadella, spedi a questa volta la brigata Liechtenstein per provvedere, anche con la forza, alla bisogna. Nella notte del 12 al 13 luglio valico il Po sopra barche a Ficarolo, a Occhiobello e Polesella, in sul mezzogiorno del 14 il generale austriaco giunse innanzi alla città; e dopo avere con minaccia di gravi danni a Ferrara costretto il Pro-Legato pontificio a somministrare i viveri poco innanzi rifiutati, tornossene sollecitamente addietro, volgendo il passo a Governolo, allo scopo di molestare da quella parte con l'aiuto di Gorgowski i campi dei regi intenti a stringere Mantova e rifugiarsi poscia entro la fortezza. Lo apparire di Liechtenstein su la destra del Po

avendo riempite di spavento le Legazioni e il Modenese, Carlo Alberto, a rassicurarne e tranquillarne le popolazioni comandava al generale Bava di recarsi nel ducato di Modena con una brigata di fanti, un reggimento di cavalli, una compagnia di bersaglieri e due batterie di cannoni ad affrontare gli imperiali di Liechtenstein e respingerli nel Veneto. Bava, avendo saputo nella sera del 17 che gli Austriaci, rivalicato il Po, muovevano verso il Mincio, indovinandone le mire, deliberava di impadronirsi di Governolo, terra difesa da un battaglione di fanti e da quattro artiglierie da campo; però che la signoria di essa reputasse valevole ad assicurare la destra dell'esercito italiano campeggiante intorno a Mantova, contra ogni nimica sorpresa. All'albeggiare del 18 i bersaglieri, guidati dal capitano Lions, scendevano il Po entro barche coperte di tela, mentre il generale Bava procedeva verso Governolo con la brigata di fanti divisa in due schiere; delle quali la sinistra, duce il generale Trotti, avanzavasi per Bagnolo San Vito, la destra, guidata dallo stesso Bava, camminava lungo il fiume. Ad attirare l'attenzione del nimico fu prima la schiera di sinistra. Mentre il presidio austriaco, alzato il ponte levatoio, correva sollecito alle difese dalla parte di Bagnolo, Bava l'assaliva dalla parte opposta. I bersaglieri di Lions, i quali avevano presa terra là dove il Mincio mette foce in sul Po, avvertiti dal cannone di Governolo essere incominciata la pugna, con pie' velocissimo venuti innanzi e audacemente spintisi sul ponte, ne calarono il levatoio: onde, fatta libera l'entrata a quella terra, entro ad essa cacciaronsi gli assalitori. Gli Austriaci veggendo impossibile resistere agli Italiani, tanto preponderanti in forze, lasciavano Governolo; perseguiti dai vincitori, gettavansi nelle paludi del Mincio per salvarsi dalla cavalleria nimica, che furiosamente aveva preso a investirli, sperando mantenersi sino al giugnere dei soccorsi, che sapevano essere usciti di Mantova; ma fulminati dalle artiglierie dei regi, per togliersi a certa morte, molti di essi si davano

prigionì; e gli altri gettate via le armi e lo zaino a fine d'essere più spediti, precipitosamente fuggivano. Del presidio di Governolo a pochissimi soldati riesci di condursi a salvamento in Mantova; non pochi caddero morti o feriti; i più — e furono quattrocento — alcuni cavalli e carri, quattro cannoni e una bandiera vennero a mano del vincitore. — La vittoria di Governolo ruppe i disegni del maresciallo, il quale aveva risoluto di fare assaltare il campo italiano a Curtatone dalla brigata Liechtenstein; che, affrontatasi coi nimici il 19 nei dintorni di Sacchetta, veniva ributtata verso Ostiglia; e nuovamente assalita il giorno appresso era costretta a indietreggiare sino a Sanguinetto (1). — Il combattimento del 18 luglio sul basso Mincio, il cui esito felice diede alle armi regie la signoria di Governolo, per la poca sapienza di chi governava la guerra, riesci a questa di gravissimo danno, non di vantaggio; però che, lasciandosi a guardia di quella terra tutta la brigata di fanti, la quale aveva fatto l'impresa, rimanesse vie più indebolito l'esercito italiano, campeggiante innanzi a Verona e attorno a Mantova: onde videsi privato di quel valido sussidio, allora che brevissimi giorni di poi combattè a Sommacampagna e a Custoza le giornate finali della lotta contra lo sforzo degli Austriaci. A tenere Governolo avrebbe bastato picciola mano di soldatesche, anche la sola compagnia dei bersaglieri di Lions; il rimanente

(1) Bava, parlando a suoi soldati, magnificava così la vittoria di Governolo: « La fama delle armi ligure-piemontesi venne bene sostenuta, aumentata da voi; pugnaste da forti e avete mostrato al nimico che in ogni incontro non resterà a lui che lo scampo della fuga o inevitabile la morte. Tutti foste mirabili nel cimento, foste poi generosi col vinto, e provaste così che le armi nostre al valore accoppiano umanità e misericordia. Bene avete meritato dell'Italia, patria vostra comune; bene avete meritato del Re, che ne propugna valoroso la santa causa. Abbiatemi il plauso dei forti, la riconoscenza di tutti, e gloriosi della vostra vittoria meco gridate: *Viva l'Italia, viva Carlo Alberto, viva l'esercito!* »

della brigata di Bava avrebbe dovuto riunirsi all'esercito e recarsi là dove più fortemente i nimici ingrossavano e minacciavano. « Assai di sovente confondesi, scrisse Jomini, la parola *vigilare* con quella di *occupare militarmente* e con buone forze un luogo; non pochi eserciti furono sconfitti per avere mandato una divisione là dove sarebbero bastati quattro uomini e un caporale » (1). — In altro pur grave errore si cadde concedendo a Liechtenstein tempo bastevole per ritrarsi a bell'agio, mentre era facilissimo opprimerlo e disfarlo. Nella guerra germanica del 1809 Berthier scriveva a Davoust: *doversi distruggere il nimico là ove si trova*. Se Bava, con celerità e gagliardia pari a quella mostrata combattendo sul basso Mincio, fosse caduto sopra la brigata austriaca al suo tornar di Ferrara; o se nel giorno stesso del combattimento di Governolo — avvertito com'era e bene a tempo delle mosse dei nimici — avesse armonizzato un doppio assalto col Duca di Savoia — giunto proprio allora con sua divisione a Castelbelforte — avrebbe al certo fatto patire gravissimi danni alla schiera di Liechtenstein e fors'anche presa tutta prigioniera. — Gorgowski non lasciava quasi mai passare un giorno senza mandar fuori di Mantova grosse partite di sue genti per molestare gli Italiani, intenti a difendere con terrati e ripari di ogni sorta i loro campi attorno attorno alla fortezza. Il 14 luglio faceva assalire dal presidio di Pietole il battaglione degli studenti lombardi (2); i quali gagliardamente ributtavano

(1) *Traité des grandes opérations militaires*, cap. 12.

(2) Le guardie avanzate del campo di quel battaglione erano della quarta compagnia, composta, come dicemmo più sopra, di seminaristi lombardi; i quali stettero eziandio alle prime guardie del campo di Governolo, allora che il battaglione degli studenti vi fu chiamato per accrescere le difese di quella terra; e il foriere Merzario fece poi una diligente esplorazione su la sinistra del Mincio e verso Ostiglia per comando di Lamarmora, il quale aveva avuto notizia dello avanzarsi da quella parte d'una presa di nimici.

ben maltrattato; il giorno dopo una schiera d'austriaci metteva fuoco ad alcune case presso la *Virgiliana*; il 16, quei di Pietole, usciti nuovamente alla campagna, incendiavano il villaggio di questo nome, che sta vicino a quel forte; il 17, una mano d'imperiali, venuta fuori a badaluccare con gli assediatori, era ricacciata dietro i suoi ripari dalla compagnia dei *volontari* mantovani. A togliere i suoi da sì continua molestia e a stringere più da presso la città, il 18 luglio Carlo Alberto poneva sua stanza in Marmirolo con la brigata dei granatieri; e in pari tempo ordinava al Duca di Genova di recarsi con la sua divisione a Mozzecane per impedire al nimico la grande via di Verona a Villafranca, e al Duca di Savoia di occupare Castelbelforte e Castellaro per chiudere quella di Legnago.

Il 21 luglio, vigilia del giorno in cui Radetzky prendeva le offese contra gli Italiani, questi trovavansi ordinati così (1): = Il secondo corpo d'esercito, duce il generale De Sonnaz, occupava con due battaglioni di fanti Rivoli, con un battaglione le alture della Corona; aveva disteso un reggimento di fanti e un battaglione di Parmigiani tra Pastrengo e Santa Giustina, le cui prime guardie spingevansi sino a Bussolengo; teneva Sommacampagna con due battaglioni, un de'quali di Toscani; e Sandrà, Santa Giustina e Osteria del Bosco — su la grande via di Peschiera-Verona — una brigata di fanti. Un'altra brigata, un reggimento di cavalli e due batterie di cannoni campeggiavano, sotto il Duca di Genova, Mozzecane e Castelbelforte; il quale occupava Villafranca con due battaglioni e la restante parte delle genti toscane — duemila e trecento uomini all'incirca — e Castelnuovo con quasi un reggimento di cavalleria; le quali soldatesche erano state tolte al secondo corpo di esercito per comporre una divisione di sussidio a quelle

(1) Vedi nell'Atlante il piano topografico della giornata di Santa Lucia.

che facevano l'ossidione di Mantova. Il primo corpo di esercito, capitanato dal generale Baxa, trovavasi a campo su le due rive del Mincio; su la destra e attorno a Mantova stavano la seconda divisione dei regi e quella dei Lombardi, ordinate a guisa d'arco di cerchio, che appoggiava una estremità al lago superiore presso le Grazie, e l'altra al Mincio di poco a valle di Pietole. Della seconda divisione una brigata di fanti trovavasi posta a cavaliere del fiume a Governolo; l'altra occupava Castellaro, su la sinistra del fiume, per impedire, come sopra dicemmo, al presidio di Mantova la via di Legnago. La prima divisione di riscossa teneva Marmirolo e Canedole; la seconda — che contava poco più di quattro mila uomini — presidiava Peschiera, Monzambano, Pozzolengo, Volta, Goito e Valeggio. I reggimenti di cavalleria erano stati collocati a sostegno delle fanterie; e i cannoni da campo, sopra buone posture di difesa attorno attorno alla fortezza; in fine, il quartier maggiore dell'esercito col Re stava in Marmirolo; e la Provveditoria generale in Roverbella. = Le divisioni, le brigate e i reggimenti italiani, per essere stati distesi su troppo grande estensione di terreno, non potevano appoggiarsi, nè vicendevolmente soccorrersi; voler custodire tutti i luoghi della zona occupata, fu dunque volersi indebolire; il quale grave errore commesso da Carlo Alberto, proprio allora che il nimico andava raccogliendo sue forze armate, tornò esizialissimo alla guerra e alla causa patria. — Il duca Ferdinando di Brunnswik, capitano delle armi alleate di Prussia, il quale nella guerra del 1758 doveva combattere i Francesi sparsi lungo il Wesser da Cassel a Liebanau, mentre il re Federico avrebbe affrontato gli Austriaci in Boemia, correva al Reno per assalire i nimici nei loro campi. Clermont, generale supremo degli eserciti di Francia, che non ha indovinato i disegni dell'avversario, reputando il Reno ostacolo insuperabile, tiensi tranquillo ne' suoi alloggiamenti; ma il Duca, valico il fiume presso Emmerich, fuggati i nimici che ivi stavano a guardia e

impadronitosi di Clèves, va minaccioso sopra il maggior campo dei Francesi. Avvisato di ciò il generale Clermont, fatta a Closterkempen la massa di sue genti, campeggianti tra la Mosa e il Reno, aspetta di piè fermo il duca di Brunnswik; il quale non tarda ad avvicinarglisi, ad assalirlo, a sbaragliarlo. Perseguito dai vincitori con la spada ne' fianchi, Clermont fugge verso Kreveldt, ove spera trovare salvezza per sè, per sue genti; se non che, giunto presso quella terra, vedesi di fronte il nimico, che gli ha furato le mosse. La giornata è d'ambe le parti strenuamente combattuta; ma alla fine Clermont viene ributtato dal campo compiutamente disfatto. — Gli stessi errori producono le stesse conseguenze! l'armi di Francia, perchè troppo sparse lungo il Wesser, patirono aspra battitura a Kreveldt; quelle di Carlo Alberto, perchè troppo sparse nella valle dell'Adige e lungo il Mincio, furono oppresse dal numero dei nimici a Sommacampagna e a Custoza. Il secondo corpo d'esercito italiano — cui allora erano state tolte non poche soldatesche per afforzare quel di destra, che stringeva Mantova d'ossidione — trovandosi vicinissimo allo sforzo degli Austriaci, i quali avevano fatto la massa intorno a Verona, sarebbe corso all'ultima rovina, se il maresciallo, profittando del vantaggio del numero, l'avesse gagliardamente assalito e cacciato, come bene il poteva, per la valle dell'Adige entro il Tirolo. Radetzky, assalendo da prima debolmente l'estremità sinistra dei campi italiani, diede lo all'arme ai nimici e li avvertì dello appressarsi della tempesta. De Sonnaz, accortosi del pericolo che lo minacciava, disperando di subiti aiuti, indietreggiò verso il grosso dell'esercito; non senza però far pagare ad assai caro prezzo le posture che lasciava al maresciallo. Il 22 luglio, giorno in cui Radetzky mosse contra i regi, gli Austriaci eransi ordinati così: = Wratlaw campeggiava con sue genti dinnanzi a Sommacampagna; D'Aspre, col secondo corpo d'esercito, trovavasi raccolto presso Verona, dietro Crocebianca e San Mas-

simo; Thurn, con sei mila uomini e pochi cavalli, stava sul Monte Baldo in vicinanza d'Acquanegra; Culoz, col quarto corpo d'esercito, tenevasi a campo a breve distanza di Verona, la quale fortezza era custodita da presidio numeroso, comandato dal luogotenente maresciallo Haynau. Wocher, con la riscossa, designato ad appoggiare i due primi corpi d'esercito, doveva seguirli nelle loro mosse e in modo di poter correre in aiuto a quello che il nimico più fortemente minacciasse. Il secondo corpo d'esercito di riscossa presidiava Legnago e le provincie venete, e sotto il comando di Welden stringeva Venezia d'ossidione. = Erano disposte così le armi imperiali il dì in cui a Rivoli ebbe cominciamento quella serie, non interrotta mai, di combattimenti sanguinosi, la quale durò quattordici giorni e finì sotto le mura della metropoli lombarda.

Il 2 giugno in Praga — l'antica metropoli degli Slavi — raccoglievansi a parlamento i rappresentanti delle famiglie tscheke, sparse in molte contrade dell'imperio austriaco, ed eziandio di quelle che abitavano Lamagna e le rive della Vistola e del Danubio turco. Erano trecento, venuti di Gallizia, di Serbia, di Dalmazia, d'Ungheria, di Croazia, del Montenegro, di Posen, di Berlino, di Breslau per riunire le membra già da tempo sparte della patria comune e toglierla alla soggezione di Germania e dei Magiari: questo l'intento che avevano risoluto di raggiugnere. L'8 giugno l'Assemblea tscheka deliberava di non inviare slavi alla Dieta di Francoforte nè a quella di Vienna, e di non riconoscere le leggi che da esse si emanerebbero. I popoli slavi sudditi dell'Austria essendo per numero più forti dei Tedeschi della monarchia e dei Magiari assieme sommati, avrebbero voluto che l'imperio degli Absburghesi s'avesse a nomare *slavo-austriaco*. — Correva l'11 giugno, quando una deputazione di cittadini e studenti, ita al generale Windischgrätz, che reggeva Praga per lo Imperatore, chiedevagli schioppi, artiglierie e munizioni da guerra per

difendere alla bisogna sè stessi e la patria terra; nulla avendo ottenuto, il popolo preparossi a conquistare quelle armi con la forza. Il dì vegnente moltitudine immensa di cittadini recavasi minacciosa al palazzo del governatore; i granatieri, che vi stavano a guardia, andavano contra i cittadini; la pugna subito si appiccava; il popolo costruiva serragli a difesa delle vie; sopra i vicini monti accendevansi grossi fuochi, segnale convenuto della sollevazione tscheka. La notte faceva sospendere, non posare le armi; allo spuntare del nuovo giorno ricominciava la lotta, che ostinata e sanguinosa durava tutto il dì e tutta la notte. Il 13, dall'alto della Kleinseite — quartiere che signoreggia Praga — Windischgrätz minaccia la distruzione e la morte; ma la minaccia del feroce proconsole imperiale non isgomenta i sollevati, sibbene accresce il loro ardor di guerra. Il 15 il presidio austriaco, stanco e assottigliato dal combattere di tre giorni, esce alla campagna e occupa i monti che si innalzano attorno attorno alla città; la quale, fulminata da numerose artiglierie, cade in rovina. Lo strazio della terra natale eccita le ire dello tscheko, che, assai più della vita amando l'indipendenza patria, corre agli assalti risoluto di vincere o morire. Allora Windischgrätz sta tra due, se debba continuare o sospendere l'opera distruggitrice; ma i Ministri dell'Imperatore gli hanno ordinato di domare l'armi ribelli, ond'è forza compiere il sacrificio di quel popolo d'eroi, di quella città generosa. Il mattino del 16 giugno i sollevati — cui più non possono giugnere gli aiuti della campagna — pregano il capo del supremo Maestrato della città, il *Borgomastro*, d'interporre i suoi buoni uffici appo il generale austriaco, affinchè abbia a far cessare la pugna; *dal canto loro promettesti la restaurazione dell'ordine in Praga*. Il Governo di Vienna, interpellato, risponde: = I Commissari imperiali Mensdorf e Klezuský, che già trovansi al campo di Windischgrätz, avere ampia potestà di comporre le faccende. = E i Commissari ai sollevati: = Poseranno le

armi, quando Praga si sarà sommessata a discrezione alla autorità dell'Imperatore. = Divenuto omai impossibile di resistere più oltre, la città si arrendette; sospese le leggi civili, ogni cosa fu posta sotto l'imperio della spada: la Assemblée tscheka venne immediatamente dispersa.

Di que' giorni i Serbi, che avevano stanza in Ungheria e contavansi più di un milione (1), levavansi contra i Magiari per congiungersi ai loro fratelli di Croazia, Slavonia e Dalmazia e comporre con essi un regno a parte. Appoggiavali segretamente e li incoraggiava all'impresa il Governo imperiale, allo scopo di creare nuovi ostacoli alla Ungheria, che andava ogni giorno più manifestando sue tendenze di separazione dall'imperio. Il 13 maggio i Serbi, raccolti a parlamento in Carlowitz, dopo breve, ma passionata discussione, risolvevano di costituirsi in nazione libera e indipendente sotto l'alta signoria della casa di Absburgo, e di spedire deputati all'Imperatore per ottenere la conferma della loro deliberazione; eleggevano quindi un Comitato — a presiedere il quale chiamavano il patriarca Rajachich — e gridavano loro vaivoda il colonnello Supplicatz. Il Governo ungherese, che vede la nazione gravemente minacciata nella esistenza sua, mentre sollecito chiede a Ferdinando, suo Re, di potere usare di tutti i mezzi che tiene in mano per salvare l'unità e l'integrità del paese e condurlo a pace; mentre leva soldati per reprimere — se necessità il comandasse — con la forza quella ribellione, e spinge l'Arciduca palatino a deporre Jellachich dal banato di Croazia, tenta ogni via d'amichevoli accordi coi sollevati, cui fa concessioni liberali. Ma i Serbi, forti

(1) I Serbi abitano il principato di Servia, che giace su la destra del Danubio, nella Turchia europea, alla quale sono tributari; essi vivono pure nell'Ungheria, abitandovi il Canato di Temes e la vojvodja di Serbia. Trovansi colonie di serbi in Turchia, in Grecia, nel Montenegro, in Sassonia e in Russia; la colonia che sta sul Volga conta più di un milione d'anime.

della giustizia della causa per la quale eransi levati in su l'arme, respinta la conciliazione offerta, preparansi a sostenere i propri diritti con l'aiuto dei Croati, dei Ruteni e dei Slovacchi, scesi tutti dalla medesima stirpe. — Intanto che da una parte i Serbi, gli Slavoni e i Croati, acclamata la nazionale indipendenza, apparecchiansi a separarsi dalla Ungheria, tendono unirsi a questa i Magiari di Transilvania e a rientrare nella patria comune: aspirazione e voto che essi avevano già più volte manifestato. Il 29 maggio la Dieta dei Transilvani — alla quale il re Ferdinando aveva concesso l'autorità di deliberare intorno alla loro unione con l'Ungheria e all'abolimento dei carichi feudali — grida l'unità della patria ungherese e la piena eguaglianza dei diritti. Contra le deliberazioni di quella Dieta vivamente protestano i Valacchi o Rumeni di Transilvania, i nepoti degli antichi Daci e coloni Romani; essi pure vogliono costituirsi in nazione, e rivendicarsi a indipendenza e a libertà (1). I loro rappresentanti, congregatisi il 15 maggio a parlamento in Balasfalva, acclamata da prima *la nazione costituzionale dei Valacchi*, risolvono poscia di far conoscere per mezzo di deputati alla Dieta dei Magiari di Transilvania la deliberazione presa; in oltre, delegano Commissari a portare il giuramento di loro fedeltà a Ferdinando, *Imperatore d'Austria*, non a lui *Re d'Ungheria*. A danno di questo generoso paese, i cui figli eransi più volte sacrificati per salvare la Cristianità e l'Europa dalla barbarie musulmana, e Vienna dalla distruzione minacciata, congiurano imperatori e ministri, popoli e signori. Lo Ozar delle Russie, il quale poco prima aveva fatto invadere dai

(1) I Rumeni contansi cinque milioni nella Valacchia e nella Moldavia; più di ottocentomila nel Comitato di Marmaros; e più di seicentomila nel Canato di Temes — Ungheria —; un milione quattrocento mila in Transilvania; ottocentomila in Bessarabia; trecentomila in Bukowina; in Servia e Dobrusa quattrocento mila; nella Macedonia, nella Albania, nell'Epiro e nella Tracia da un milione e ottocento mila.

suoi eserciti i principati di Moldavia e Valacchia per ispegnervi il movimento liberale e la gridata sovranità del popolo, favoreggiava allora in segreto alla sollevazione dei Croati e dei Valacchi di Transilvania, perchè nimici agli Ungaresi; e Ferdinando d'Austria e i suoi consiglieri, che in Gallizia, a Cracovia e a Praga avevano combattuto contra la naturalità tscheka e polacca, appoggiavano di que' giorni quella di Croazia e dei Valacchi transilvani, perchè avversa alla magiara: questa l'usata fede dei regnanti in Austria! — Che fa il Governo ungherese per allontanare la tempesta, che minacciosa di rovina si addensa su la patria sua? Se non è possibile apertamente combattere i nimici che stanno in Corte di Vienna, perchè tengonsi nascoti nelle tenebre, ai loro artifizii e inganni il Governo d'Ungheria contrappone altri inganni, altri artifizii; se comporre pacificamente la controversia e menare a concordia Croati e Valacchi sono imprese omaiperate, è forza dunque di guerreggiarli; e a tale scopo riunisce una schiera di dieci mila soldati nella vojvodia di Serbia e sui confini di Croazia. Allora il bano Jellachich — il quale, al comando dell'Arciduca Palatino di porre giù la suprema autorità, ha risposto assumendo la dittatura — chiama in su l'arme quanti sono atti a portarle, e convoca in Assemblea i rappresentanti del paese. La conciliazione proposta dai Ministri d'Ungheria al Bano di Croazia venne con superba fierezza respinta: onde la guerra diventò una necessità;..... e la guerra verrà bandita, quando l'Austria, vittoriosa su l'Adige e sul Mincio, avrà costretto re Carlo Alberto a rifugiarsi nei suoi Stati! Sarebbe però caduta nella lotta contra i Magiari, se a dividerne le fatiche, il grave peso e i combattimenti non le fossero venute le amiche armi di Russia e dello Czar; il quale, erede delle ambiziose mire di Pietro il Grande, già s'apparecchiava a mandare al di qua dei Carpazi eserciti formidabili in soccorso all'Austria per abbattere la *demagogia* ungherese, e restaurare l'ordine che nel 1831 egli aveva rimesso in Varsavia: e i modi

usati son noti. Pochi anni prima egli era corso in aiuto dei Greci levatisi contra la signoria turchesca per lo acquisto della indipendenza; e nel luglio di quell'anno 1848 invadeva con sue armi i principati danubiani per opprimere i Rumeni, i quali, gridata la naturalità moldo-valacca, volevano costituire uno Stato indipendente dalla Turchia, sotto il nome di regno *Daco-Romano*. E avrebbe eziandio lo Czar posto mano nelle contese di Germania, soprammodo nella controversia danese, se la Dieta di Francoforte e tutti i popoli d'Europa non si fossero chiariti grandemente avversi allo intervenire di Russia. — L'imperatore Ferdinando — il quale nel manifesto del 3 giugno agli abitanti di Vienna aveva scritto: *ch'egli terrebbe felice il giorno in cui, aprendo la Dieta, rivedrebbe i Viennesi sempre cari al suo cuore* — cagionoso tanto di ammalare per la più lieve fatica, diede all'arciduca Giovanni il carico del solenne aprimento di quella. Anima buona, ma fiacca, gli avvenimenti del maggio avevano oltremodo fatto soffrire; con sommo dolore erasi tolto alla sua vita tranquilla di Schoenbrunn; con sommo dolore aveva lasciato Vienna, della cui fedeltà non aveva dubitato mai. Più che gli anni, le infermità del corpo già in lui avevano prevenuto il crollo dell'età; allora poi che eransi a lui aggiunte morali infermità, sentì il peso della corona essere superiore ditroppo alle sue forze. Inchino a beneficare, Ferdinando avrebbe voluto vedere intorno a sè felici tutti i sudditi suoi; eppure le sue armi, le quali avevano insanguinato Vienna, Cracovia e Praga, Milano e la Lombardia, stavano affilandosi per novelle e più orrende stragi: le stragi d'Ungheria! — La Dieta austriaca, auspice l'arciduca Giovanni, venne aperta il 22 luglio. Che mai di efficace e di utile alla monarchia potevasi aspettare da coloro che siedevano nella Dieta nimici tutti tra essi, e non pochi eziandio nimici all'unità dell'imperio? Buona parte dei Deputati erano venuti solamente per sostenere i diritti della propria patria e protestare

contra le deliberazioni che potevano offenderne gli interessi; e tante eranvi di *patrie* rappresentate in quell'alto Congresso, quanti vi si contavano i rappresentanti delle varie razze e naturalità soggette alla signoria absburghese. Sino a quel giorno la politica austriaca aveva contrapposto l'Ungarese al Croato e al Serbo, il Croato all'Italiano, il Tedesco al Tscheko e al Polacco; ma allora a potestà *de spotica* era subentrata potestà *costituzionale*; per la quale cosa nuovo modo di reggimento doveva essere surrogato all'antico. Metternich era ingloriosamente caduto, e con esso lui il suo sistema di governo, appartenente a un passato per sempre irrevocabile. Fiquelmont poco resse la monarchia dopo il suo *maestro*; ancor meno di Fiquelmont, il barone Pillersdorff; però che i tempi mutati, mal comportando uomini ligi alle vecchie tradizioni, domandassero uomini nuovi; e nuovi Ministri, eletti dall'arciduca Giovanni, siedevano al governo della cosa pubblica all'aprirsi della Dieta; i quali non fecero buona prova, non trovandosi all'altezza delle circostanze, e dei tempi, che in verità assai difficili allora correvano.

CAPITOLO XII.

Sommacampagna e Custoza.

Combattimento del 22 luglio alla Corona e a Rivoli. — Il 23 luglio gli Austriaci assalgono i campi italiani a Sona e a Sommacampagna. — Considerazioni su la giornata del 23 luglio. — Combattimento del 24 in val di Staffalo. Considerazioni sul combattimento del 24 luglio. — Giornata di Custoza del 25 luglio. — Considerazioni su la giornata di Custoza. — Combattimento di Volta. — Il Re domanda tregua a Radetzky; concessagli dal maresciallo a duri patti, è respinta da Carlo Alberto; il quale, lasciato il Mincio, pone i suoi campi dietro l'Oglio. — Per consiglio di Bava la guerra raccogliesi su la destra dell'Adda. Superato dai nimici il fiume a Crotta d'Adda, il Re ordina la ritirata sopra Milano.

Innanzi che l'aurora del 22 luglio sorgesse, Thurn, divise sue genti in due schiere, calava da monte Baldo per assaltare le forti posture della Corona e di Rivoli (1). Mentr'egli con quella di destra — quattro mila uomini allo incirca e dodici artiglierie — per li aspri sentieri del monte muoveva contra Spiazzi o la Madonna della Corona, il luogotenente maresciallo Lichnowsky con la schiera di sinistra — mille e trecento uomini, uno squadrone e mezzo di cavalleggeri e quattro cannoni — sceso in valle d'Adige, per

(1) Vedi l'Atlante.

Brentino, Preabocco e Incanale portavasi sopra Rivoli. Il battaglione sardo che occupava le alture della Corona — il quale avendo la sera innanzi avuto di quella mossa sicuro indizio, faceva buona guardia — affrontato da nimico tanto preponderante in numero, dopo fiero contrasto, non molestato indietreggiò; e Thurn, vinto quell'ostacolo, per la via di Spiazzi, avanzossi verso l'altipiano di Rivoli — sin presso la terra di Zuanne — che i regi avevano munito di validissime difese, dietro le quali aspettavano gli assalti degli Austriaci. Intanto Lichnowsky, superata la stretta di Groara e ributtata una mano di nimici da un vecchio fortino elevantesi di fronte a monte Pastello, per la via di Incanale appressavasi a Rivoli; ma al suo uscir fuori di valle d'Adige, fulminato dalle artiglierie, e ferito da vivissima archibugiata di grosso nerbo d'Italiani ivi accorso da Affi per impedirglì la via di Rivoli, dovette rinunciare ad ogni offesa e retrocedere. — Erano le tre pomeridiane, quando giugneva a Zuanne valido aiuto di soldatesche regie, condottevi dal generale DeSonnaz; il quale, avvertito del pericolo che soprastava ai difensori di Rivoli, sollecito vi si era recato da Sandra, dove aveva sua stanza, con sei compagnie di fanti e quattro cannoni. Fu allora che gli Italiani, venuti alle offese, caddero sì impetuosamente su la schiera di Thurn, da costringerla a togliersi dall'impresa e a salvarsi dietro Caprino. Vittoriò De Sonnaz a Rivoli per aver saputo prestamente riunire buone armi contra il nimico; il quale, sebbene più di lui ne avesse, non era però riuscito a raccoglierte a tempo. Quel combattimento costò agli Austriaci dugento de' loro morti o feriti; tra i primi contaronsi tre ufficiali e il generale Matiss; lievissime furono le perdite degli Italiani. De Sonnaz, prevegendo che il nimico avrebbe il dimani rinnovato con maggiori forze gli assalti, ed eziandio temendo di venir ferito alle spalle e vedersi dagli imperiali impedito il suo congiungersi al grosso dell'esercito, le mosse dei quali accennavano al passaggio dell'Adige a Pontone, *consilium coepit*

in arena, e nella notte, lasciate le alture di Rivoli, ridusse sue genti a Cavaione da prima, di poi a Pastrengo.

In sul cadere del 22 luglio più di cinquanta mila Austriaci — di quei giorni raccolti attorno a Verona — si ordinavano per assaltare il di appresso la sinistra del campo avversario; debolissima, rispetto a tanto sforzo di nimici, però che contasse soltanto quattordici mila soldati: erano le genti del generale De Sonnaz. Il primo corpo d'esercito degli imperiali, quello del maresciallo Wratislaw, costituiva l'ala sinistra degli Austriaci; il secondo, comandato dal maresciallo D'Aspre, l'ala destra; la schiera di Woher, la riscossa. — A un'ora del mattino del 23 D'Aspre, levato il campo di Croce Bianca e San Massimo, doveva mandare per la grande via di Peschiera, verso Santa Giustina, la brigata dei fanti di Schwarzenberg e quella di cavalleria sotto il governo del luogotenente maresciallo Schaffgotsche, col carico di guardare il terreno, che corre da Santa Giustina all'Adige e di destreggiarsi per modo di tenere sospeso il nimico sopra il luogo dell'assalto (1); in oltre, per Lugagnana e Mancalacqua, inviare contra Sona le brigate Liechtenstein, Kerpan e Giulay — quest'ultima allora comandata da Pergen — sotto gli ordini del luogotenente maresciallo Wimpfen. La brigata Liechtenstein doveva poi volgersi a sinistra verso la Madonna del Monte; quella di Giulay andar sopra Sona; e la brigata Kerpan tenersi alla riscossa presso Mancalacqua. Wratislaw doveva parimenti togliersi dal suo campo di Santa Lucia a un'ora del mattino del 23 luglio, e spedire per Roveggia contra Sommacampagna il generale Wohlgemuth con la sua brigata; quelle di Supplikatz e Strassoldo, e il luogotenente maresciallo Schwarzenberg con la brigata Clam, per Calzoni e Ganfardine, ad oste sopra Custoza; e il colonnello Wyss

(1) Vedi l'Atlante.

con quattro squadroni di lancieri nei dintorni di Villafranca a vigilare i movimenti degli Italiani, che vi stavano a campo. In fine, le brigate Sigismondo, Maurer e Haraunder del primo corpo d'esercito di riscossa, sotto il governo del luogotenente maresciallo Haller, e la brigata di cavalleria dell'arciduca Ernesto, capitanata dal luogotenente maresciallo Taxis, dovevano tener dietro ai corpi d'esercito di D'Aspre e Wratislaw, per soccorrerli alla bisogna. Questi i preparamenti di Radetzky per l'impresa di Sona e Sommacampagna; che però non fu possibile mandare a effetto proprio all'ora fissata, l'acqua, nella notte caduta alla dirotta, avendo costretto gli Austriaci a sospendere per alcun poco il movimento, ai quali non venne dato di mettersi in cammino che presso al sorgere dell'aurora. In verità furono saggi gli ordinamenti del generalissimo; avvegnachè col nerbo dell'esercito dovessero i suoi luogotenenti assaltare i luoghi più deboli del campo italiano; e in fatto, le schiere di mezzo — quelle di Wimpfen, di Wohlgemuth e la riscossa — contavano nove brigate di fanti, molta cavalleria e numerose artiglierie; esse dovevano ferire il gran colpo, mentre ufficio delle schiere, che camminavano ai fianchi dello sforzo austriaco, era di divertire l'attenzione del nimico; e più che assalirlo, missione loro era di tentarlo badaluccando. — Alle cinque del mattino di quel giorno 23 luglio gli imperiali giugnevano dinanzi alle belle posture di Sona, della Madonna del Monte e di Sommacampagna, allora occupate da dieci mila Italiani allo incirca. Non ostante il trovarsi di quelle posture già da tempo in signoria dei regi, esse erano poco munite di difese; mentre l'importanza loro altamente ne chiedeva di molte e valide; lo che chiarisce sempre più l'insipienza di chi reggeva la guerra e di buona parte dei generali di Carlo Alberto, i quali non conobbero mai a pieno il valore delle militari posture occupate. Fu soltanto presso Osteria del Bosco che De Sonnaz aveva fatto costruire una bastionata a cavaliere della via di Peschiera a Verona, allo scopo

di legare bene insieme le colline in mezzo alle quali essa corre. — Alle sei e mezzo cominciò la pugna; primo alle offese fu il colonnello Pergen, che alla testa della brigata Giulay assaltò le alture di Sona, su le quali per più di quattro ore si combattè; i difensori lasciarono allora soltanto che seppero avere il nimico superata Sommacampagna e minacciare di sopravanzare il loro destro fianco; per la via di Sandrà si ridussero quindi a Pacengo. Mentre Pergen insignorivasi di Sona, Liechtenstein recavasi in mano la Madonna del Monte. Il generale d'Aviernoz — che comandava la brigata Savoia — portatosi con alquanti bersaglieri sopra Monte del Pino, il quale innalzasi tra le alture di Sona e di Madonna del Monte, per iscoprire i movimenti degli Austriaci, cadeva ferito e prigioniero per uno stratagemma indegno proprio di soldati di nazione incivilita. Porta il pregio dell'opera di metterlo innanzi ai leggitori nostri con le parole stesse dello scrittore del *Giornale su la guerra di Lombardia*, il luogotenente Gabriele Ferrero. « D'Aviernoz vide una schiera d'Austriaci, la quale presentavasi allo sbocco della valle con bandiera bianca, e gridando *viva l'Italia! viva i nostri fratelli!* Il generale per un istante esitò; ma veggendo il comandante di quella schiera avanzarsi e abbracciare l'uffiziale del secondo reggimento, che stava con sessanta uomini a guardia del luogo, non dubitò più della lealtà di quelli *evviva* e corse incontro agli imperiali, che affratellavansi coi nostri soldati. Tale accordo però non fu di lunga durata, avvenne che i traditori subito mutando contegno, al comando del loro capo facessero fuoco contra noi... Allora avvenne una scena degna dei combattimenti eroici del medio evo: il conte d'Aviernoz ordina d'investire il nimico con la bionetta spianata, la mischia è sanguinosa, e presto al generale rimangono trenta uomini soltanto per lottare contra dugento. Nondimeno egli non si scoraggia, e tre de' suoi perfidi nimici cadono sotto i suoi colpi; ma in fine, assalito da ogni parte, ferito nel ventre da un colpo di baio-

netta e in un ginocchio da una palla di schioppo, egli è fatto prigioniero. A chi allora domandavagli la spada, preso da nobile sdegno, rispondeva: « *Io non la rendo ai traditori;* » e così dicendo la gettava a terra » (1).

Schaffgotsche, dopo aver mandato quattro squadroni di ulani, otto compagnie di fanti e sei cannoni a cercare le campagne e i colli, che corrono e si elevano tra Santa Giustina, Bussolengo e Sandrà, con la brigata Schwarzenberg avanzossi per tentare di fronte Osteria del Bosco; ma le artiglierie nimiche facendogli soffrire assai gravi danni, volgevasi a sinistra per girarla sul fianco. I difensori della bastionata — un battaglione di fanti — veduto il pericolo che avrebbero corso ostinandosi a resistere, di perdere cioè la via di ritirata, senza por tempo in mezzo indietreggiavano, mettendo sè stessi e le artiglierie in salvo a Castelnuovo. Il corpo d'esercito di Wratislaw, giunto ad ora più tarda davanti al nimico, venne con esso alle mani poco dopo le sette. Mentre Wohlgemuth assaltava di fronte Sommacampagna, presidiata da tre mila regi e di quattro cannoni munita, Supplikatz avanzavasi alla destra di quella terra per coglierne alle spalle i difensori; e la brigata Strassoldo teneva dietro a Wohlgemuth e a Supplikatz a breve distanza per appoggiarli e soccorrerli alla bisogna. A respingere i cacciatori tirolesi, che in ordine sparso appressavansi alle alture di Sommacampagna, i regi uscivano fuori, e con movimenti di fianco tentavano prenderli a rovescio; ma erano subito costretti a tornarsene addietro dai grossi battaglioni nimici, accorsi in aiuto ai loro primi feritori; così s'accese la pugna, la quale in brevissima ora divenne generale. Oppressi dal numero preponderante degli Austriaci, gli Italiani, dopo fiero contrasto, dovettero retrocedere; raccoltisi entro Sommacampagna e riordinatisi alla difesa continuarono a combattere; ma quando s'avvidero

(1) *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, cart. 84; Torino, 1848.

che gli imperiali, allargata l'ordinanza a destra, tentavano levar loro la via alla ritratta, abbandonarono quella terra, che tanto strenuamente avevano tenuto contra forze quattro volte superiori alle loro e d'ogni parte irrompenti; ordinatamente e facendo testa al vincitore per San Giorgio in Salice portaronsi a Castelnuovo. Radetzky, rotta e respinta la sinistra del campo italiano, nella sera stessa di quel giorno 23 luglio fece avanzare verso il Mincio il primo corpo d'esercito; e, occupato Ogliosi col grosso di esso, mandò la brigata Wohlgemuth a Salionze, e parte di quella di Strassoldo su monte Vento; Clam tenne Custoza e monte Torre; il secondo corpo d'esercito, le posture conquistate; e in San Giorgio in Salice quel di riscossa pose il suo campo, e il maresciallo, il suo quartier generale. — Nel mattino del 23 Thurn recossi in mano Rivoli, che i regi, come vedemmo già, avevano nella notte lasciata: nè quel giorno più di là egli si mosse, non ostante conoscesse i disegni di Radetzky per l'assalto di Sona e Sommacampagna. — De Sonnaz, non avendo ricevuto ordine veruno dal Re, e indovinando le mire del nimico, reputò consiglio prudente e sennato di ridursi con sue genti a Peschiera; mediante la quale ritratta, ch'egli governò con molta saviezza dinanzi alle numerose forze del vincitore, conservò sè e i suoi soldati all'esercito di Carlo Alberto, che in vero nulla aveva tentato per toglierli al pericolo dell'estrema rovina, che essi avevano corso in quella giornata.

Gli Austriaci male si governarono a Rivoli, ancor più male a Sona e a Sommacampagna; l'impresa da essi tentata il 22 luglio alla Corona e a Rivoli svelò al generale De Sonnaz il grave pericolo che soprastava alle sue genti sparse nella valle dell'Adige e davanti al nerbo degli imperiali campeggianti attorno a Verona; quella del giorno appresso, di Sona e Sommacampagna, condotta con soverchia lentezza e troppa prudenza — la quale non si addiceva ad esercito poderoso combattente presidi debolissimi

— permise ai regi di ritrarsi in buon ordine dalle posture occupate e di ridursi a salvamento sotto Peschiera e i suoi forti. Se Thurn, nel medesimo giorno e nell'ora stessa in cui Radetzky gagliardamente assaltava il campo italiano dalle alture di Sommacampagna a quelle di Santa Giustina, avesse leggermente badaluccato coi nimici presidianti la Corona e Rivoli per impedir loro di recarsi a ingrossare la sinistra dell'esercito del Re, vittoria più gloriosa e compiuta e maggiori vantaggi sarebbero sortiti alle armi imperiali, vantaggi che non poterono conquistare coi flacchi e troppo lenti assalti del 23 luglio. Gli Austriaci, fortemente operando, avrebbero potuto tagliare a pezzi o far prigionieri quanti nimici stavano a custodia della valle dell'Adige e che sbarravano loro la via del Tirolo. — L'assalto della Corona e di Rivoli tornò di danno, non di utile agli imperiali, però che perdessero molta gente nel tentare quelle forti posture, che avrebbero potuto recarsi in mano senza colpo ferire o con pochissimo spargimento di sangue; e quel che maggiormente rileva, e che ebbi già sopra a notare, facessero avvertiti gli Italiani del grave danno che lor toccherebbe ostinandosi a difendere quei luoghi, i quali allora non avevano valore nessuno per l'esercito regio. Nell'impresa di Sona e Sommacampagna il maresciallo commise non lievi errori. Egli condusse gli assalti, non a un medesimo tempo, bensì successivamente; cominciò la pugna tentando solo di fronte le posture nimiche, mentre con le numerose sue forze avrebbe dovuto nell'ora istessa assaltarle in testa e girarle sui fianchi per ferire anche alle spalle i difensori; egli non seppe trarre vantaggi dalla vittoria; era riuscito a rompere la *linea strategica* del nimico, ma il nimico eragli sfuggito di mano; in fine non raggiunse l'*obbiettivo* di quella giornata, di separare cioè le genti di De Sonnaz dal campo del Re; avvegnachè esse, da Peschiera, potessero armeggiare su le due rive del Mincio, e, quando avessero creduto necessario, facilmente riunirsi alla destra dell'esercito italiano. — Fu sempre

sistema dei generali austriaci di procedere lentamente in tutte le loro militari operazioni; in verità è virtù *utiltissima* la prudenza, quando va compagna alla saggezza; *dannosa* oltremodo, se timida e lenta, però che allora non sia essa frutto d'esperienza e studio, sibbene di codardia e d'ignoranza. Daun, Lascy e Laudon furono sempre sconfitti da Federico di Prussia, e Melas, Alvinzi e Wurmser dal primo Napoleone, perchè tardi nel deliberare, lenti nell'operare (1): le armi imperiali compirono imprese grandi e lodatissime, allora ch'ebbero a condottieri Eugenio di Savoia, Raimondo Montecuccoli e l'Arciduca Carlo. — « Se l'arte della guerra, scrisse il generale Jomini, consiste a ordinare lo sforzo supremo di grossa massa di soldati contra deboli parti, è incontestabilmente necessario incalzare con gagliardia un esercito sconfitto. » La prima parte di tale savia massima di guerra fu presente alla memoria di Radetzky, quando disegnò l'impresa di Sona e Sommacampagna, come lo provano i buoni ordinamenti dati all'esercito per eseguirla; ma ne scordò la seconda parte. De Sonnaz potè salvarsi in Peschiera, perchè armonia non esistette negli assalti degli Austriaci, ed eziandio perchè i vincitori non tennergli dietro, nè lo molestarono

(1) A dare una idea della proverbiale lentezza del maresciallo Daun, nella quale pareva consistesse il suo sistema di guerreggiare, tanto fedelmente seguito da Radetzky, riferirò il fatto di Schweidnitz della guerra prussiana del 1762. — Campeggiava allora il maresciallo austriaco presso Gierdorf, quando i nimici ponevano l'assedio a quella fortezza. Daun, in vece di correre speditamente ad aiutare il presidio nella difesa, stavasi tranquillo ne' suoi campi ad aspettare il generale Bek — chiamato a sé dalla Moravia — per fare insieme l'impresa. Federico, appena seppe il muoversi di Bek, mandavagli incontro il Duca di Bevern; ciò che induceva Daun a spedire in soccorso del suo generale le genti di Lascy e di Brentano; le quali, essendo state sbaragliate a Siel, e il maresciallo nulla tentando per salvare Schweidnitz, questa fortezza, dopo due mesi di resistenza, veniva con tutto il presidio — otto mila e secento uomini — a mano dei Prussiani.

in sua ritratta. Il maresciallo vinse i nimici a Sona mediante vituperevole stratagemma; a Sommacampagna li oppresse col numero stragrande di sue soldatesche, non col valore loro. — Da che venne saputo a Carlo Alberto il disegno del nimico, uscito fuor di Verona con oste poderosa per assaltare la sinistra de' suoi campi, in sul mezzogiorno del 23 luglio da Marmirolo recavasi sollecito a Villafranca con tre brigate di fanti, presso la quale terra dovevano eziandio raccogliersi altre forze. Sul far della sera le brigate dei fanti *Piemonte*, *Cuneo* e dei granatieri con le loro batterie di cannoni e quattro reggimenti di cavalli mettevano il campo attorno a Villafranca; ove il mattino del dì vegnente giugnevano i fanti della brigata *Aosta* col generale Bava, chiamato dal Re ad assumere il comando supremo delle armi ivi riunite. Il quale, avvertito del ritrarsi di De Sonnaz a Peschiera, aveva nella notte dato saggi provvedimenti valevoli ad assicurarsi la riva destra del Mincio, dagli Austriaci fortemente minacciata a Salionze, e spediti suoi *ufficiali in cerca del generale De Sonnaz, per informarlo della andata pericolosa di Carlo Alberto a Villafranca e caldamente pregarlo di recarsi presto rimpetto a Salionze e a Valeggio, a fine di contrastare al nimico il passaggio del fiume* (1). — La presenza del Re a Villafranca — inducendo i nimici a credere che l'esercito italiano, levatosi dall'ossidione di Mantova, si fosse riunito tra Valeggio e quella terra per ferire il fianco sinistro del campo austriaco — turbò fortemente il maresciallo, il quale rasserenossi sol quando gli fu noto lo stato delle cose. In vero, egli sarebbe corso allora a rovina, se Carlo Alberto, lasciata da buon maestro di guerra l'impresa di Mantova e congiunte tutte le sue forze armate, avesse con De Sonnaz assalito il nimico; il

(1) BAVA, *Relazione delle operazioni militari*, ecc., cart. 63; Torino, 1848.

quale doppio assalto, audacemente governato e vigorosamente compiuto, sarebbe stato cagione di piena vittoria ai regi, di grave sconfitta agli imperiali; in oltre, avrebbe volto a bene le faccende della guerra per gli Italiani, che di quei giorni correvano a male.

Intanto che Radetzky preparavasi a valicare il Mincio per impedire a De Sonnaz di ricongiungersi al grosso dell'esercito regio, Carlo Alberto ordinava sue genti per assalire gli imperiali e cacciarli dalle posture di Custoza, Sommacampagna e Staffalo, ributtarli contra il Mincio e toglier loro la via alla ritirata sopra Verona. Nella notte del 23 gli Austriaci avevano tentato di gettare un ponte presso i molini di Salionze, ma ne erano stati impediti da un battaglione della seconda divisione di riscossa; la quale, allora che seppe essere Sommacampagna caduta in potere dei nimici, lasciava Valeggio e recavasi su la destra del Mincio per contrastare al nimico i passi di Borghetto e Monzambano. — Grave errore commise il generale Visconti, che capitanava quella divisione, di togliersi da Valeggio non ancora minacciato dagli Austriaci; però che le molte soldatesche raccoltesi in quel mezzo nei dintorni di Villafranca avrebbero potuto soccorrere, quando venisse assalito dagli imperiali; tenendo Valeggio, il generale Visconti sarebbe stato di valido sussidio all'impresa disegnata e risolta dal Re, come sopra dicemmo. — Il mattino del 24 luglio (1), mentre Wohlgemuth, con buona parte della sua brigata e molte artiglierie, costringeva a indietreggiare i due battaglioni della divisione Visconti, che stavano a guardia del passo del Mincio rimpetto a Salionze, la brigata Harauder — della riscossa austriaca — da Oliosì portavasi al fiume; valicatolo, muoveva sollecita verso Ponti. De Sonnaz, il quale prima del fare del giorno era uscito

(1) Vedi l'Atlante.

di Peschiera con le sue genti, tosto che gli fu noto lo avvicinarsi degli imperiali al Mincio, presidiata la terra di Ponti con cinque battaglioni, e collocati due cannoni e una compagnia di bersaglieri a Salionze per contrastare al nimico il passaggio di quel fiume, con la brigata *Savoia* e coi Parmensi recavasi a difendere Monzambano, contra la quale terra egli credeva, avesse il maresciallo a rivolgere lo sforzo dell'esercito suo. Wohlgemuth, venuto da Salionze a Brentino, in sul mezzogiorno, coperto da fitta nebbia, gettava un ponte non lungi da Monzambano e proprio là dove Radetzky nei campi degli autunnali esercitamenti militari era solito di costruirlo: ciò che induceva il generale De Sonnaz a spedire ordine al presidio di Ponti d'affrettarsi al Mincio per contrastarne il valico ai nimici. Troppo tardi! i battaglioni che occupavano Ponti, assaliti da forze preponderanti — quelle di Harauder — dopo aver perduto tre cannoni, costretti a indietreggiare, eransi ridotti a Peschiera. De Sonnaz, il quale si vede non bastevolmente forte per tenersi in signoria di Monzambano, dopo breve resistenza, lascia la terra alle genti di Wohlgemuth e si raccoglie co' suoi in Volta. Poco di poi il maresciallo faceva occupare Valeggio da una parte della brigata Strassoldo e ordinava in pari tempo a Supplikatz e a Maurer di passare il Mincio e campeggiarne con le loro brigate la riva destra tra Ponti e Monzambano. Al giugnere della avanguardia di Simbschen a Custoza, la brigata Clam lasciava questa terra, e avanzatasi verso monte Vento poneva il campo tra San Zeno, Feniletto e Gardoni; il colonnello Wyss co' suoi cavalli — erano quattro squadroni di ulani — collocavasi ai piedi di monte Vento, tra Valeggio, Gherla e il fumaticello Tione; i granatieri, la cavalleria e le artiglierie del corpo d'esercito di riscossa rimanevano in Oliosi. — Intanto che l'armi imperiali prosperavano sul Mincio, e ponendosi a cavaliere di questo fiume separavano l'estremità sinistra dell'esercito italiano dal grosso di esso campeggiante attorno a Mantova e a Villafranca, Carlo Alberto

vittoriava in val di Staffalo. Nell'ora in cui la brigata Simbschen entrava in Custoza — erano le cinque pomeridiane — i regi assaltavano la sinistra del campo austriaco; la quale offesa, se fosse stata eseguita sul fare del giorno, avrebbe dato maggiori e più efficaci risultati, che non diede condotta in su la sera, e avrebbe fors'anche mutate le sorti della guerra; però che, assalendo i nemici al mattino sarebbesi loro impedito d'impadronirsi di Monzambano e Ponti, e mantenuta libera a De Sonnaz la via di operare su la sinistra del Mincio o di correre là dove i casi della giornata avrebberlo domandato; in oltre, la brigata Simbschen — partita da Sanguinetto nella sera del 22 per fiancheggiare gli imperiali nel loro avanzarsi verso il Mincio — non sarebbe arrivata in tempo di prendere parte alla pugna. Saggio e audace fu il disegno dell'impresa; i regi dovevano da prima riconquistare Valeggio, Custoza e Sommacampagna; di poi, mediante un gran giro a sinistra di tutto l'esercito — perno immobile, Valeggio — sospingere il nemico al Mincio e levargli le vie di ritorno all'Adige. Poteva però Carlo Alberto compiere tale impresa con le poche genti che avea raccolto per essa? In verità gli Italiani erano pieni di ardore di guerra; ma gli Austriaci due volte tanto superiori in numero, pieni di baldanza e d'ardimento al pari dei loro avversari, occupavano posture forti per la natura del sito, fortissime per le armi di cui andavano allora munite. — Bava, cui dal Re era stato fidato il governo dell'impresa, aveva comandato che in tre schiere si ordinassero i soldati a quella designati: erano ventimila fanti allo incirca, poco più di mille cavalli e sette batterie di cannoni; le quali schiere, alle due e mezzo pomeridiane, levato il campo di Villafranca, movevano ad affrontare i nemici. Quella di destra — la brigata *Piemonte* — guidata dal Duca di Genova avanzossi verso Berettara e Sommacampagna, fiancheggiata alla destra da una brigata di cavalli, la quale doveva porsi a cavaliere delle vie che da Sommacampagna e da Villa-

franca menano a Verona per impedirle ai nimici. La schiera di sinistra — la brigata dei granatieri — capitanata dal Duca di Savoia procedette verso Custoza; il suo fianco sinistro era appoggiato da una brigata di cavalleria, la quale doveva allargare le sue ordinanze sin presso Valeggio. La battaglia di mezzo — la brigata *Cuneo*, alla cui testa trovavasi il generale Bava — per la Fredda camminò verso Staffalo, terra che giace nella picciola valle formata dai colli di Sommacampagna e Custoza. In fine, il generale Sommariva con la brigata *Aosta*, la riscossa dell'esercito, tenendo dietro alla schiera di sinistra venne in Acquaroli; egli doveva collocare sue genti lungo la via di Valeggio a spiare le mosse degli Austriaci che occupavano quella terra; e Laugier, con le milizie toscane — due mila uomini allo incirca — rimase a guardia di Villafranca, e degli impedimenti e delle bagaglie lasciatevi dall'esercito ito all'impresa. — Il generale Simbschen — giunto in questo mezzo con la sua brigata, forte di sei mila uomini, a Sommacampagna — dopo avere presidiata questa terra con due battaglioni di fanti e mezza batteria d'artiglierie, e ordinato a un reggimento di fanti e a due squadroni d'ulani di collocarsi su le alture di Val di Staffalo, col rimanente di sue soldatesche — un reggimento di fanti, due squadroni di cavalli e mezza batteria di cannoni — era corso a occupare monte Torre, che si innalza presso Custoza. Di poco erano suonate le cinque, quando la brigata dei granatieri italiani, arrivata a Pozzomoretto, veniva offesa dalle artiglierie di monte Torre; alle quali subito ed efficacemente rispondevano i cannoni di una mezza batteria sarda, collocatisi sopra vantaggiosa postura; e il Duca di Savoia, mandati innanzi i tiratori e schierati in prima ordinanza due battaglioni de' suoi granatieri, avanzavasi contra Custoza e monte Torre, proprio in quella che le brigate *Cuneo* e *Piemonte* procedevano verso la Berettara e Sommacampagna. Il vivissimo fuoco degli Austriaci, occupanti le alture a destra della valle di Staffalo, arrestò per alquanto

tempo la brigata *Cuneo* alla Fredda, costringendola altresì a farsi un riparo contra il ferire dei nimici delle inuguglianze del terreno, mentre i suoi tiratoriolgevansi a destra per unirsi a quelli della brigata *Piemonte*, allora allora venuta alle prese con gli imperiali presso la Berettara. E quando le artiglierie dei regi, opportunamente collocate all'entrata di val di Staffalo, ebbero forzato i cannoni degli Austriaci a indietreggiare, un battaglione della brigata *Cuneo*, preceduto da numerosi feritori, si spinse innanzi e fu sopra i nimici con impeto si gagliardo da farli piegare e in breve momento metterli in fuga disordinata. La brigata *Cuneo*, appena insignoritasi di val di Staffalo, si volse a destra per dare mano alla brigata *Piemonte*, combattente alla Berettara e a Sommacampagna; onde più facile le riesci d'impadronirsi di queste terre. Il reggimento Haynau, che teneva monte Torre, dallo avanzarsi dei fanti di Cuneo in val di Staffalo compiutamente separato dalla restante parte della brigata Simbschen, oppresso dagli assalitori — i quali, sopravanzatolo alla sua destra, minacciavano d'offenderlo alle spalle e levargli la via alla ritratta — tornossene frettolosamente addietro: onde all'armi italiane sortiva vittoria piena e intera. Tutte le posture, poco prima occupate da Simbschen, cadevano allora in potere dei regi; i quali avevangli pur tolto una bandiera, due mila soldati allo incirca e quarantotto ufficiali, ed eziandio avevangli fatto molti morti e feriti. Perseguiti vivamente dai vincitori nella prima lor fuga, gli imperiali, occupanti già monte Torre, dovettero cercare salvezza in San Giorgio in Salice; quelli, che avevano tenuto le alture di Staffalo e Sommacampagna, entro Verona: la brigata Simbschen era stata compiutamente distrutta. Di poco momento furono le perdite toccate ai regi; la celerità con la quale corsero alle offese e l'impeto dell'assalire non ebbero solamente assicurata la vittoria alle loro armi, ma impedirono altresì che avessero a patire gravi danni. Cessato il perseguire de' nimici fuggitivi, i

vincitori si raccolsero su le posture conquistate e sovr'esse serenarono.

Allorquando Carlo Alberto, allo annunzio degli assalti di Sona e Sommacampagna, faceva deliberazione di spingersi con buon nerbo di sue soldatesche tra Verona e l'esercito di Radetzky, per cacciare questi contro il Mincio e levargli così ogni via di ritratta all'Adige, s'egli fosse stato buon maestro di guerra avrebbe dovuto allora ordinare a De Sonnaz di riunire quanto più gli fosse possibile di sue genti sopra le forti posture di Cavalcaselle, per operare in armonia all'assalto disegnato e congiungersi quindi all'ala destra dell'esercito nel grande giro a sinistra che doveva eseguire, tenendo Valeggio per suo perno. Il Re non fece l'impresa in tempo opportuno, nè adoperò per essa tutte le forze armate delle quali ei poteva disporre: se fosse andato agli assalti innanzi il mezzogiorno, avrebbe colto di sorpresa gli imperiali — però che, baldi della vittoria riportata su De Sonnaz, riposassero securi e tranquilli nei loro campi — e sbaragliata, non la sola brigata Simbschen, ma tutta l'oste austriaca; la quale, campeggiando il Mincio, trovavasi a repentaglio di assai gravi danni. Carlo Alberto lasciò inoperosa davanti a Mantova la seconda divisione; raccolta a Borghetto, oltre impedire quel passo del fiume ai nimici, essa avrebbe potuto valicare al bisogno il Mincio per offendere Valeggio o afforzare la schiera del Duca di Savoia, allora che assaltava monte Torre e Custoza. Vincitore degli Austriaci a Sommacampagna, il Re sarebbesi spinto di poi con tutto lo sforzo delle sue armi contra San Giorgio in Salice e Castelnuovo per unirsi a De Sonnaz. La brigata Simbschen — che avanzavasi per surrogare in Custoza quella di Clam — trovandosi separata da Radetzky, avrebbe rifatta la via percorsa; e gli imperiali, a togliersi dal mal passo, sarebbero stati costretti a tentare di sopraffare a Cavalcaselle le genti di De Sonnaz, o a dare testa bassa contra il grosso dei regi per aprirsi il ritorno a Verona. Dubbio l'esito in

vero di tentativo si arrischiato, ma che lo stato delle cose avrebbe certamente richiesto; sicuro e gravissimo il danno che sarebbe toccato al maresciallo. In questo combattimento gli imperiali avrebbero avuto il vantaggio del numero; i regi, quello del sito occupato, assai favorevole alla difesa: onde, pari essendo il valore dei guerreggianti, la bontà dei luoghi avrebbe concesso la vittoria alle armi italiane. « *Amplius juvat virtus, quam multitudo, scribbe Vegezio; amplius prodest locus sæpe quam virtus.* » Noteremo in fine, che l'esercito austriaco, campeggiando terreno per ampiezza non in ragione del numero delle sue armi, non tutte avrebbero in questo potuto prendere parte alla pugna, nè bene osservare gli ordini; per la quale cosa il loro numero sarebbe tornato non di vantaggio, ma di danno agli imperiali, e ne avrebbe indubitabilmente rese assai maggiori le perdite.

Il maresciallo, conosciuto il pericolo corso in quel giorno 24 luglio e l'errore commesso dall'avversario di non essersi impadronito di Valeggio, il cui possesso avrebbegli assicurato il congiungere di sue forze con quelle di De Sonnaz — ridottosi, come sopra vedemmo, a Volta — il maresciallo, io dico, risolvette d'assaltare il dì vegnente il campo italiano, per non dare tempo al Re di rimediare a quell'errore e di provvedere alla propria sicurezza, alla propria salute, riconquistando i luoghi perduti. A tale scopo Radetzky, lasciate in Borghetto buona presa di sue genti, presidiata la terra di Monzambano con dieci compagnie di fanti e uno squadrone di cavalli, e Salionze con un battaglione di fanti a spiare le mosse dei regi su la sinistra del Mincio, sollecito richiamò a sè le quattro brigate, che il mattino avevano valico il fiume (1). Quella di Simbschen, in parte stata distrutta, in parte fatta prigioniera, veniva

(1) Vedi l'Atlante.

surrogata dalla brigata Perin, mandata fuor di Verona dal luogotenente maresciallo Haynau — il quale dai fuggitivi di Staffalo era stato avvertito della disfatta di Simbschen — nella notte del 24 recavasi ad oste sopra Sommacampagna e sul fianco destro del campo italiano. D'Aspre, il quale col secondo corpo d'esercito trovavasi a Castelnuovo, ebbe ordine d'avanzarsi verso Custoza e Sommacampagna con le brigate Liechtenstein, Kerpan e Giulay; quella di Schwarzenberg doveva rimanere in Castelnuovo sino al giugnere di Thurn, che allora scendeva dal Tirolo nelle Venezie col terzo corpo d'esercito. Wratislaw distese le genti del primo corpo d'esercito, ch'egli governava, da Valeggio al Tione, collocando le brigate Wohlgemuth e Strassoldo in Valeggio; un battaglione di fanti di quest'ultima su monte Vento; la brigata Supplikatz — che aveva lasciato un battaglione a Monzambano — a campo tra San Zeno e monte Vento, quale schiera di riscossa di Wohlgemuth e Strassoldo; e in fine lasciando la brigata Clam sul monte Mamaor, che già teneva; il quale monte si innalza su la destra del Tione, rimpetto a Custoza. Il corpo d'esercito di recuperazione campeggiò Oliosi e San Rocco di Palazzo, e con un battaglione di fanti occupò Salionze, ove si raccolsero le artiglierie e la cavalleria di riscossa. Con tale mutazione di fronte l'esercito austriaco venne a porsi quasi parallelamente all'esercito regio; il corno destro dello imperiale fu composto dalle brigate del primo corpo d'esercito, quello di Wratislaw; il corno sinistro, dalle brigate del secondo, quello di D'Aspre. Valeggio, che il maresciallo bene indovinò sarebbe stato l'*obbiettivo* del nimico — onde egli l'ebbe fortemente presidiato — nella giornata del 25 fu il punto principale di sostegno degli Austriaci, attorno al quale si combattè assai vivamente. — Al sorgere dell'aurora del 25 luglio il secondo corpo d'esercito, levato il campo di Castelnuovo, per San Giorgio in Salice avviavasi verso i luoghi assegnati; e giunto a Zerbara, i corridori, mandati avanti ad esplorare il terreno, scoprivano la

brigata Perin, che avvicinavasi a Sommacampagna. D'Aspre, a osteggiare questa terra e la Berettara, mandava le brigate Giulay e Liechtenstein, e quella di Kerpan verso il monte Godio, elevantesi tra Custoza e la Berettara. Missione del secondo corpo d'esercito era di respingere il nimico dalle alture di Sommacampagna; missione del primo, quella di mantenersi con l'aiuto della riscossa nei luoghi che occupava.

Nella sera del 24 Carlo Alberto aveva ricevuto la novella dell'uscita di Peschiera del generale De Sonnaz e del suo avanzarsi verso Borghetto; ma ignorava però quanto poche ore di poi era toccato a De Sonnaz, cioè il danno sofferto a Ponti e la perdita di Monzambano; danno e perdita che avevanlo costretto a ridursi in Volta, molto stremato di forze. Incoraggiato dalla vittoria ottenuta in val di Staffalo, il Re, a far questa piena e intiera, deliberava di proseguire le offese, si prosperamente da lui cominciate, e compiere il grande giro a sinistra dell'esercito per attorniare i nimici. Per tale impresa Carlo Alberto ordinava al Duca di Genova, che alle sei del mattino del dì vegnente da Sommacampagna e dalla Berettara camminasse sopra Oliosi con la brigata *Piemonte*, e in modo di legarsi alla sua sinistra con le brigate granatieri e *Cuneo*, le quali sotto il governo del Duca di Savoia, procedendo da Custoza per le alture del Mincio verso Salionze, dovevano appoggiare la brigata *Aosta* nello assaltare Valeggio, e nel medesimo tempo tentar di ferire alle spalle i difensori di questa terra. Soltanto allora — che tardi era — il Re e i suoi generali avevano conosciuto che la buona riescita dell'impresa tutta dipendeva dal possesso di Valeggio; che se l'avessero assaltato il giorno innanzi, essendo debolmente presidiato, con picciolo sforzo sarebbe caduto in loro mano; ma tentato in quel dì, perchè di soldati e d'armi ben munito, Valeggio resistette strenuamente; in fine, la schiera di recuperazione dei regi, forte di quattro mila uomini, si pose a campo presso Villafranca. — Alle otto del mattino la bri-

gata *Aosta*, giunta dinnanzi a *Valeggio*, ne assaltava il vecchio castello; le cui numerose artiglierie — le quali avevano subito e furiosamente preso a trarre contra gli assalitori — mentre rivelavano a *Bava* la potenza del presidio di quella terra, costringevano a indietreggiare alquanto per mettere le sue genti a riparo del ferir dei nimici. Ei però non si tolse giù dalla impresa, ma volle differirla sino a che gli arrivassero dei sussidi, o che il vittoriare de' suoi a *Salionze* e ad *Oliosì* costringessero *Radetzky* a sguernire *Valeggio* di difensori. Ed ecco una delle funeste conseguenze dello inconsulto allargare i campi italiani per la inopportunistissima ossidione di *Mantova*, attorno alla quale stavano molte forze inoperose; mentre non lungi da quella fortezza combattevansi le ultime giornate di quella guerra infelicemente condotta! Intanto che *Bava* poneva sue genti attorno a *Valeggio*, per tornare all'assalto quando gli fossero vicine le brigate dei granatieri e *Cuneo*, spediva messi ai capitani delle schiere di mezzo e di destra per sollecitarli ad avanzarsi contra i campi nimici. Il Duca di Genova facevagli subito conoscere: *non essere ancor giunti i viveri alla sua brigata; muoverebbe da Sommacampagna alle undici*; ciò che impedì al Duca di Savoia di procedere innanzi, per non trovarsi con le sole sue forze alle prese col grosso degli imperiali. Il Duca di Savoia nel rendere avvertito *Bava* — che avevalo richiesto d'aiuto — essersi in quel mezzo raccolte dinnanzi a *Custoza* numerose schiere d'Austriaci — onde cosa imprudente sarebbe stato sguernire il suo campo d'armati — assicuravalo ch'egli sarebbesi mantenuto in signoria dei luoghi allora occupati. Questo doppio ritardo nello avanzarsi delle schiere di mezzo e delle battaglie di destra concedette al nimico il vantaggio di venir primo alle offese. In fatto, la brigata *Giulay*, furata la mossa al Duca di Genova sopra *Sona* e su le alture della *Madonna del Monte*, portossi a *Sommacampagna* e la tentò; respinta, rinnovò l'assalto al giugnere della brigata *Perin*; ma il Duca di Genova, ca-

pitano sapiente e in arme prestantissimo, non badando al numero dei soldati nimici, due volte tanto i suoi, percosse sì fieramente con le baionette gli assalitori, da ributtarli pesti, malconci e con gravi perdite d'uccisi e feriti. — Mentre così combattevasi a Sommacampagna, Liechtenstein, che aveva tenuto dietro alla brigata Giulay, assaltava le alture della Berettara; le quali, prese da prima e perdute di poi, rimanevano in ultimo nelle mani degli Austriaci. Più fiero l'assalto, più ostinata la resistenza sul monte Godio; la brigata Kerpan due volte lo sali, due volte fu respinta; e le venne dato d'impadronirsene soltanto allora che, rinfrescata la pugna dalle accorsevi genti di Schwarzenberg — le quali per lo arrivare di Thurn avevano lasciato Castelnuovo — potè con le armi congiunte rinnovare con maggiore fortuna l'impresa. Oppressi dal numero degli Austriaci, i regi scesero dalle alture di Godio e si ridussero a Villafranca, non senza però aver tentato di fare nuovamente testa ai vincitori. — In sul mezzogiorno Bava, afforzata la sua battaglia da un reggimento di granatieri speditogli dal Duca di Savoia, mosse per la seconda volta contra Valeggio; tornatogli ancor vano il tentativo d'impossessarsene, per la strenua difesa del presidio, inviò messi al generale De Sonnaz per sollecitarlo di recarsi a Borghetto, allo scopo d'assaltare quella terra su le due rive del Mincio. In aspettamento del generale Bava — risoluto di sopravanzare il corno sinistro dell'esercito di Wratislaw per costringerlo a indietreggiare, o per separarlo da quello del maresciallo D'Aspre — piegando verso levante, corse ad assaltare le alture del Tione, tenute da Clam, con le brigate dei granatieri e *Aosta*. Respinti i nimici da Feniletto, da Ripa e dal monte Mamaor — erano le genti di Clam e un reggimento di Simbschen — stavano i regi per raggiungere monte Vento, quando la brigata Supplikatz, venuta in sussidio di Clam, riprendeva il monte Mamaor. Allora gli Austriaci, accresciuti di forze, tornavano alle offese in quella che il colonnello Wyss, uscito di Valeggio

con sei squadroni di ulani e ussari e due cannoni, avanzavasi minaccioso contra il fianco sinistro della battaglia italiana; per la quale cosa questa, sopraffatta non vinta dal numero dei nimici, dovette retrocedere e lasciare i luoghi poco prima conquistati. In quell'ora — erano le quattro pomeridiane — giugneva a Bava un messo di De Sonnaz per annunziargli che alle sei ore il generale avrebbe assaltato Valeggio su la destra del Mincio. Venne quell'ora desiderata tanto, ma De Sonnaz non giunse; onde perduta ogni speranza di vincere la giornata, fu forza togliersi giù dall'impresa. Difficile assai, anzi piena di pericoli, era la ritirata; però che il maresciallo presentasse dovunque dinnanzi ai regi nuove armi posate e fresche, e minaccianti sempre d'irrompere. Divisi in grandi scaglioni gli Italiani scesero alla pianura di Prapiano, protetti da un reggimento di granatieri; il quale, soltanto allora che vide in salvo la sinistra dell'esercito, lasciò Custoza, nè senza contrasto cedè il terreno al nimico. Fatta la massa a Prapiano, Bava camminò verso Villafranca, riunendosi in Acquaroli alle genti del Duca di Savoia. Appena i regi ebbero lasciata la pianura di Prapiano, numerose batterie di cannoni apparvero su le alture che la signoreggiano; e sarebbero anche calate subito al basso per molestare quelli nella ritirata, se non glielo avessero impedito alcune artiglierie vantaggiosamente collocate da Bava in su l'estremo confine del piano di Prapiano. Il Duca di Genova, avvertito di quanto era accaduto a Custoza e a Valeggio, si ridusse da Sommacampagna a Villafranca, attorno alla quale terra le brigate *Piemonte*, *Cuneo* e dei granatieri si posero a campo e proprio nei luoghi occupati durante la notte del 23, quando vennero da Marmiolo agli assalti; la brigata *Aosta* fece ritorno a' suoi campi di Mozzecane. Se all'impresa di Custoza e di Valeggio fosse sortito esito condegno al valore mostrato dall'esercito del Re nella memorabile pugna del 24 luglio, la giornata di Custoza sarebbe stata finale. Ventimila Italiani vi avevano combattuto con-

tra cinquantamila Austriaci; Sommacampagna e Custoza furono lasciate dai regi non tolte ad essi dall'avversario col valore delle armi; il numero dei nimici non vinse gli Italiani, ma li oppresse. Cessata la pugna, gli imperiali misero i loro campi nei luoghi dove avevano combattuto; il primo corpo d'esercito tenne Valeggio e Gardoni; il secondo occupò le alture di Custoza; e quello di riscossa, i dintorni di Guastalla vecchia; e Radetzky venne col quartier generale in Valeggio. — Gravi perdite soffrirono i combattenti nella giornata del 25 luglio; le maggiori però toccarono agli imperiali, che contarono due mila cinquecento uccisi o feriti; dei regi da mille e cinquecento. Custoza fu per l'esercito del Re un vero disastro! sebbene non fosse stato vinto dal nimico e che facilmente avrebbe potuto riparare ai danni patiti, nondimeno, veggendo fallirgli tanti e generosi sforzi, si scoraggiò; e perdette con l'entusiasmo la lena d'operare, e con l'ardimento, anche la forza di tentare altre prove; una giornata perduta ebbegli mandato a vuoto tutto quanto di bene aveva compiuto in quattro mesi di guerra (1).

Cagion prima dei disastri toccati ai regi — disastri che da Sommacampagna e da Custoza dovevano ricondurli al Ticino — fu la inconsulta deliberazione di Carlo Alberto di voler guardare a un tempo Mantova e Verona, quando Radetzky, per lo acquisto di Vicenza assicuratasi la via di comunicazione con l'Isonzo, raccoglieva tutta la sua potenza a piedi e a cavallo per venire col nimico a giornata campale. Dello errore del Re il vecchio maresciallo seppe

(1) Gli Austriaci, passato il Mincio a Salionze, procedettero verso Volta per levare da quella parte la via di ritratta ai regi. La seconda divisione, presente a quel passaggio, non ebbe la forza di trarre un solo colpo di moschetto; i soldati italiani combattevano da tre giorni senza riposare e quasi senza nutrirsi; alcuni di essi erano morti di fame.

Dalle *Memorie* inedite del generale Paolo Franzini.

profittare caacciandosi in mezzo all'esercito italiano, metà campeggiante dinnanzi a Verona su la destra dell'Adige, e metà dinnanzi a Mantova su le due rive del Mincio; applicando così assai opportunamente il *principio delle masse*, da Carlo Alberto e da' suoi generali allora pienamente dimenticato. — « Se il nimico si presenta con armi poderose, così saviamente Jomini nel suo *Trattato delle grandi operazioni militari*, bisogna levare l'assedio, raccogliere tutte le forze, assalirlo giusta le regole indicate, opprimendone una estremità de' suoi campi con uno sforzo concentrico. » Nella guerra del 1758 Federico di Prussia, intento appena allo assedio di Olmütz, lasciava che gli Austriaci si collocassero a Predlitz sul fianco de' suoi campi. Daun, informato del venire di Slesia al Re copia grande d'armi, di munizioni e macchine per quell'assedio, mandava il generale Laudon con grossa schiera di soldati a impadronirsene o a distruggerle. Perduto un tanto sussidio, Federico dovette togliersi giù dall'impresa; che avrebbe certamente potuto menare a buon fine, se allo appressarsi di Daun si fosse levato dall'assedio per combatterlo e respingerlo nelle montagne di Moravia. — L'errore commesso da Federico dinnanzi a Daun venne ripetuto da Carlo Alberto dinnanzi a Radetzky: ma nel 1758 i casi della guerra — che da poco tempo era cominciata — volgevano prosperi alle armi prussiane: onde non furono gravi le conseguenze di quell'errore: all'incontro nel 1848 gli eventi della guerra già prossima al suo fine erano sfavorevoli alle armi italiane: per la quale cosa tornarono ad esse esizialissime le conseguenze di quell'errore. — Tra le cause che condussero a male la impresa di Carlo Alberto va pure annoverata la cattiva amministrazione militare, però che la provveditoria generale abbia lasciato mancare sovente i viveri all'esercito; quattro mesi di guerra non avevano bastato a bene ordinare le somministrazioni delle vettovaglie. È doloroso pensare, come in contrada sì ubertosa e ricca, quale la Lombardia, l'esercito non di rado sia stato privo del quotidiano

sostentamento (1); e come molti soldati, dopo aver camminato grandi e faticose giornate e combattuto per lunghe ore, abbiano dovuto soccombere per la fame! La mancanza di vettovaglie spesso impedì ad eserciti vincitori di cogliere pieno e intero il frutto della vittoria; in oltre essa guastò sempre la disciplina e mutò spesso il soldato in predone. Nella guerra elvetica del 1799 Carlo d'Austria, superate felicemente le armi repubblicane di Francia, capitanate da Jourdan, nella memoranda giornata di Stockach, non potè incalzare i nimici per disfarli compiutamente, non avendo ricevuto dall'amministrazione militare la quotidiana provvisione dei viveri. In quella medesima guerra e per la stessa causa Bellegarde, costretto a starsi molti giorni inoperoso ne' suoi alloggiamenti, vide sfuggirgli di mano le piccole schiere francesi, imprudentemente sparse attorno attorno al suo campo. — Innanzi il rompere della guerra del 1758 l'esercito di Francia, duce il Richelieu, tenevasi ai quartieri nell'Hannover e nella Westfalia, fertilissime provincie di Lamagna. Non ostante le gravi contribuzioni ad esse imposte da Richelieu, l'amministrazione militare francese non seppe profittare del molto che riceveva da quelle provincie, e fu tanto improvvida, da far soffrire l'esercito per la scarsità delle vettovaglie sempre non bastevoli ai bisogni. La fame spinse da prima il soldato a predare per vivere; l'avarizia lo spinse di poi a rubare per arricchirsi; in fine, per togliersi ai castighi meritati, disertò dalle bandiere e corse la contrada saccheggiando. In brevissimi giorni Richelieu vide allentarsi la disciplina militare e diradarsi dimolto le file del suo esercito, il più bello che Francia ebbe armato nel secolo decimottavo. — Affinchè i leggitori nostri possano apprezzare nel suo giusto

(1) Il primo Napoleone scrisse nelle sue *Memorie*: = Avere l'esperienza provato, doversi da un esercito portare i viveri per un mese; dagli uomini e dai cavalli da bagaglio, per dieci giorni; e dover trovarsene per altri venti nei cassoni.

valore la giornata del 25 luglio, ricorderemo che il re Carlo Alberto, quando deliberava l'impresa, annuente Bava che doveva governarla — e fu il mattino del 24 — non conosceva esattamente le armi del maresciallo uscito da' suoi campi di Verona per combattere De Sonnaz e occupare le posture di Sona e Sommacampagna. Le informazioni avute dal capo dello Stato Maggiore dell'esercito non facevano parola di Thurn, allora calato dal Tirolo, nè della brigata Simbschen, che avanzavasi da Sanguinetto per fiancheggiare la sinistra degli imperiali. Primo errore fu dunque di correre ad affrontare il nimico, le cui forze armate erano ignote; colpa però degli ufficiali dello Stato Maggiore, che non erano all'altezza del loro ufficio. Nella consulta di guerra, riunita dal Re in Villafranca al giugnervi di Bava, veniva risoluto d'assaltare, nella sera di quel giorno 24 luglio, Custoza e Staffalo e di riprendere a ogni costo Sommacampagna, perduta il dì innanzi dal generale De Sonnaz. Di Valeggio non parlossi allora; la quale terra, *vero obbiettivo* dell'impresa, avrebbe dovuto essere stata tentata con lo sforzo principale dell'esercito; e fu questo il secondo e il più grave errore. Assai più del possesso di Sommacampagna importava alla buona riuscita dell'impresa quello di Valeggio; il quale, dando in potere dei regi il passo del Mincio, assicurava il ricongiungersi al campo italiano delle schiere di De Sonnaz; nè questo generale sarebbe stato sopraffatto dal nimico a Ponti e a Monzambano, se Bava avesse assaltato Valeggio il mattino del 24; però che gli Austriaci per soccorrere a quella terra, allora difesa da picciolo presidio, non avrebbero potuto valicare il Mincio. — Carlo Alberto, preveggendo che Radetzky il 25 sarebbe venuto con tutto lo sforzo suo di guerra a ripigliare Custoza, la Berettara e Sommacampagna e a vendicare la rotta patita in val di Staffalo, saivamente disegnava di prendere primo le offese. La potenza del maresciallo trovavasi tutta nel numero dei soldati e delle artiglierie; quella del Re, nelle posture occupate;

le inuguaglianze del terreno — più favorevole alla difesa che alla offesa — impedendo a Radetzky di adoperare nella pugna e condurre agli assalti le sue schiere in tutta la loro forza, toglievano assai del vantaggio che a lui avrebbe dovuto dare la copia grande delle sue soldatesche, se avesse avuto a combattere su terreno più vasto e meno variato di forma. — Bava e il maresciallo tardi s'accorsero quanto importasse la signoria di Valeggio; però che nella giornata del 24 il luogotenente del Re non si fosse curato di essa; e Radetzky l'avesse in quel giorno di pochi difensori munita; e allora che Bava il 25 mirò a Valeggio, lo assaltò e, respinto, lo ritentò, chiari averlo fatto l'obbiettivo di sue militari operazioni; e il generalissimo degli Austriaci, presidiandola nella notte del 24 di dieci mila uomini e di molte artiglierie, fece conoscere d'aver fatto dipendere la vittoria delle sue armi dal possesso di quella terra: nè male ei s'appose. — La giornata del 25 — che le tre schiere dell'esercito regio designate all'impresa avrebbero dovuto cominciare alla medesima ora — ebbe cominciamento, come sopra vedemmo, a ore diverse. « Se i principi, scrisse il generale Bava (1), fossero partiti dai loro campi almeno poco dopo l'ora prescritta, avremmo trovato il nimico in cammino e diviso. » Segnale dello avanzarsi dei regi e quel della pugna doveva essere il primo romoreggiare del cannone a Valeggio. Il tardo giungere delle vettovaglie alla schiera di destra tenne il Duca di Genova inoperoso in Sommacampagna sino alle undici del mattino; per la quale cosa il Duca di Savoia non poté con la schiera di mezzo procedere verso Salionze per non urtare da solo contra lo sforzo degli Austriaci; e il generale Bava, rimasto così privo dell'appoggio dei granatieri, dovette indietreggiare di Valeggio, che aveva già assaltato con troppo deboli forze in su le otto del mattino; egli seppe

(1) *Relazione delle operazioni militari*, ecc., cart. 71; Torino, 1848.

però co' suoi feritori e con alcune artiglierie tenerne a bada i difensori, sino a che la schiera di mezzo e quella di destra trovaronsi alle prese coi nimici: a mezzodì il fuoco e la guerra divampavano da Valeggio a Custoza e a Sommacampagna. Il Duca di Genova non poté avanzarsi mai, ma strenuamente combattendo tennesi saldo su le sue posture sino al cadere del giorno; e quando gli fu comandato di lasciarle, condusse sue genti in buon ordine a Villafranca; e il Duca di Savoia da prima guadagnò terreno; di poi, sopraffatto dal numero degli assalitori, retrocedette; e co' suoi granatieri sostenne la ritirata contra il nimico d'ogni parte irrompente e incalzante. Il generale Bava ritentò Valeggio a mezzo la giornata; nuovamente respinto, attese il giugnere di De Sonnaz a Borghetto per ripigliare gli assalti; e solamente quando disperò dello arrivare a lui del secondo corpo d'esercito sul Mincio, si tolse giù dall'impresa e venne con sue genti a Villafranca. — Cosa operò in quella giornata la schiera di recuperazione? nulla; il generale Manno, che la comandava, ai principi, i quali avevagli più volte mandato per aiuti, sempre aveva risposto: = Obbedire egli a Bava soltanto; tenere per lui Villafranca; non muoverebbe dal suo campo senz'ordine suo; = e il duce supremo e il capo dello Stato Maggiore dell'esercito ebbero parimenti per tutto quel giorno dimenticata la riscossa. Se Manno avesse saviamente assecondato l'invito del Duca di Savoia, il valoroso principe avrebbe potuto proseguire, su la destra del Tione, i vantaggi ottenuti da lui in sul cominciare della pugna e appoggiare Bava nello assaltare Valeggio; in verità, con generali sì fatti non si vinsero, nè si vinceranno mai giornate, nè guerre! Il raccogliersi dell'esercito italiano attorno a Villafranca — forse consigliato dal trovarvisi già la schiera di riscossa, gli impedimenti e le bagaglie — sarebbe tornato esizialissimo al Re, se Radetzky, nella notte del 25, avesse spinto innanzi da Valeggio forte mano di sue soldatesche sopra Belvedere, Roverbella e

Castiglione Mantovano, e ordinato a Gorgowsky d'uscir fuori di Mantova con buona parte del presidio per occupare la via di Villafranca; egli avrebbe in tal modo furate all'avversario le mosse al Mincio, e resagli assai più difficile la ritratta su la destra del fiume. L'errore del maresciallo, di non profittare della vittoria — pago del riacquisto delle posture il giorno innanzi perdute — salvò i regi da totale rovina.

In tristissime condizioni trovavasi allora Carlo Alberto e assai pericolosa la situazione dell'esercito suo, dinnanzi al quale stava tutto lo sforzo del nimico, baldo della vittoria di Custoza; poco lungi dal campo italiano due fortezze innalzavansi minacciose, i cui forti presidi potevano ferirlo alle spalle od offendere i deboli suoi fianchi; in fine, gli Austriaci, posti in buon numero a cavaliere del Mincio, ne signoreggiavano le rive. Una lotta di tre giorni, lunghe giornate di cammino sotto cocentissimo sole, tante e in vero mirabili prove di valore rimaste inefficaci e la mancanza di vettovaglie avevano stanco, disanimato e scoraggiato il soldato italiano, la cui militare disciplina erasi allora allentata dimolto (1). Carlo Alberto, giudicando, e a ragione, assai pericoloso di rimanersi più oltre in Villafranca, nella notte stessa del 25 volle che l'esercito tutto si recasse su la destra del Mincio, e ponesse i suoi campi a Goito. A divertire poi l'attenzione del maresciallo e lasciarlo incerto del vero disegno suo, il Re spedì ordine al generale De Sonnaz d'assalire vigorosamente all'albeggiare del nuovo giorno le prese di nimici che tenevano Borghetto e Monzambano, cacciarle al di là del fiume e rovinarne i ponti. A mezzanotte l'esercito italiano trovavasi

(1) Dei mali allora patiti gettavasi da Bava tutta la colpa sopra De Sonnaz; il quale dal canto suo lamentavasi degli ordini ad ogni istante ricevuti e subito contraddetti da altri. Tale reciproco lanciarsi di accuse — che non iscusavano certo i reciproci torti — tornò di gravissimo danno alla militare disciplina.

in su l'arme pronto alla partenza. Primo a muovere fu De Laugier, il quale con le genti toscane — meno sei compagnie di fanti e cinque artiglierie lasciate in Villafranca — doveva scortare, sino a Casalmaggiore sul Po, i prigionieri, i feriti e gli impedimenti, percorrendo la vecchia via di Goito, la quale trovavasi in prossimità del campo austriaco dinnanzi a Valeggio. Per le vie di Quaderni e Massimbona, di Mozzecane e Roverbella mossero quindi le fanterie italiane, fiancheggiate dalla cavalleria, la quale, in suo cammino, si distese per la campagna allo scopo di spiare i movimenti degli Austriaci. Alle sette del mattino di quel giorno 26 luglio la retroguardia — due battaglioni di fanti e mezza batteria di cannoni — lasciavano Villafranca; gli Italiani poi mantennero sì bene gli ordini nella loro ritirata, che il nimico non osò assalirli. Al mezzogiorno tutte le soldatesche, le quali il dì innanzi avevano combattuto a Custoza e a Sommacampagna, stavano raccolte su la destra del Mincio; due ore dopo campeggiavano Goito, ove già trovavansi le genti del generale De Sonnaz; il quale al Re, che rimproveravagli d'aver lasciato Volta, rispondeva: = Dal colonnello nello Stato Maggiore, Cossato, essergli pervenuto l'ordine — scritto con la matita — di riunirsi al grosso dell'esercito; = ordine che Bava, Salasco e Cossato niegarono d'avergli spedito; — ond'è a credere, sia stata questa una astuzia del vecchio maresciallo, e che quell'ordine sia stato da lui stesso contraffatto. « *Alla guerra più della forza è a temersti lo stratagemma.* » Nella guerra germanica del 1813, mentre Napoleone vittoriava degli alleati a Dresda, Vandamme passava l'Elba per combattere i Russi capitanati da Ostermann, i quali campeggiavano attorno a Koenigstein; disceso poscia su Tœplitz per levare la via della ritirata agli eserciti alleati, veniva sconfitto e fatto prigioniero nelle strette di Kulm. A discolpa di quell'atto di folle audacia Vandamme affermò di avere due volte ricevuto l'ordine di mandarlo a effetto; ordine però che Berthier non ave-

vagli spedito mai. Il disastro di Kulm impedì a Napoleone di cogliere tutti i vantaggi offertigli dalla vittoria di Dresda; come la perdita di Volta rese impossibile a Carlo Alberto di mantenersi sul Mincio.

Il Re, credendo necessario alla sicurezza del suo campo il possesso di Volta, ordinava a De Sonnaz di riprenderla ad ogni costo; se non che mentre Carlo Alberto passava in rassegna le soldatesche del suo generale, il nimico occupava fortemente quella terra. Fu fatale all'esercito l'ora consumata in quella inutilissima rassegna! — Ai primi albori di quel giorno 26 luglio Radetzky, avvertito dello indietreggiare dei regi, muoveva con tutto lo sforzo suo verso il Mincio, sperando coglierli e opprimerli nella loro ritirata. Wratislaw, col primo corpo d'esercito superato il fiume a Monzambano, per la via di Pozzolengo camminava verso Castiglione delle Stiviere; ufficio suo era di sopravanzare da quella parte il nimico per impedirgli la via di Brescia e levargli quella che per Manerbio e Verolanuova avrebbe potuto raggiungere *la linea interna di sue militari operazioni*, quella cioè di Soresina, Lodi, Milano e Novara. D'Aspre, riunite su le lande di Prapiano al secondo corpo d'esercito la cavalleria e le artiglierie di riscossa, valico il fiume a Valeggio, avanzavasi verso Volta e Guidizzolo. Il corpo d'esercito di riscossa, passato il Mincio a Salionze, per la via di Ponti recavasi a Pozzolengo; tenevagli dietro buona parte del terzo corpo di esercito, la cui missione era di compiere in su la destra del fiume l'ossidione di Peschiera. — Sonavano le sei pomeridiane quando la brigata Liechtenstein — avanguardia del maresciallo D'Aspre — giunta presso Volta, veggendo due schiere nimiche venir di Goito, l'una per la grande via e l'altra per la stretta che costeggia il Mincio, correva sollecita a impadronirsi di quella terra e l'occupava nel momento in cui i regi arrivavano ai piedi del colle sopra il quale essa giace. De Sonnaz, senza por

tempo in mezzo, tratte innanzi le artiglierie, prendeva a fulminare Volta, e la brigata *Savota* — la schiera di sinistra — ordinata all'assalto, ne ascendeva audacemente la collina, ripida ed aspra, sotto il tempestare dei cannoni e il grandinare dei moschetti nimici. Pervenuta su l'altipiano di Volta, urtava con la baionetta le genti di Liechtenstein, che difendevano l'entrata della terra; e le avrebbe ributtate al primo urto, se in loro aiuto non fosse accorsa la brigata Kerpan. Dopo breve combattere gli imperiali feriti d'ogni parte — però che la schiera di destra avesse superate le alture che si elevano presso il fiume — erano costretti a ripararsi in Volta, e con essi vi entravano gli assalitori: onde la pugna continuò nelle vie e persino nelle case, entro le quali avevano cercato uno scampo gli Austriaci fuggitivi. La notte, non riuscendo a far posare le armi, rendette la pugna più sanguinosa e più feroce: le fiamme di alcune case incendiate rischiararono allora l'orrenda strage. Il fragore delle artiglierie lasciava appena a rari intervalli udire la voce dei capi: donde la confusione e il disordine, che un fatale affronto di regi coi regi doveva accrescere nel campo italiano. Uno squadrone di cavalleria investiva furiosamente e disfaceva un battaglione della brigata *Savota*, mentre stava per entrare in Volta; e non ostante il subito riconoscersi dello errore, pure non pochi soldati ebbersi a lamentare morti o feriti in quel funestissimo scontro. Con quanto furore gli imperiali sono assaliti, con altrettanta rabbia si difendono. Forte mano di essi, asserragliatisi nella chiesa, ha negato d'arrendersi; nel momento in cui gli Italiani stanno per abbatte le porte con le artiglierie, giugne l'ordine di indietreggiare da Volta (1). De Sonnaz, avvertito che per la via di Monzambano avanzavasi grossa

(1) Buon numero delle case di Volta furono, durante la notte, occupate dai regi; la chiesa fu tenuta sempre dagli Austriaci.

schiera di nimici, non essendogli ancora arrivati gli aiuti chiesti al Re, è costretto a togliersi giù dall'impresa; ma la ritratta da Volta egli conduce con ordine mirabile; posti in salvo i feriti, egli scende con lento passo da quelle alture, che sei ore innanzi i suoi soldati avevano salito correndo! a un'ora dopo la mezzanotte trovavasi con sue genti ai piedi delle colline di Volta. — Poco prima del sorgere del nuovo dì, giunti i soccorsi tanto aspettati — erano tre reggimenti di fanti e due di cavalli — De Sonnaz, riordinate le sue soldatesche per l'assalto, muoveva ad affrontare i nimici, i quali nella notte avevano accresciuto le loro armi. Durava già da parecchie ore la pugna con eguale fortuna — al vigoroso assalire degli Italiani opponendo gli Austriaci ostinata resistenza — quando, ad afforzare le battaglie imperiali giugneva sul campo la brigata Schwarzenberg, seguita a breve distanza dal primo corpo d'esercito e da quello di riscossa; i quali, udito il romore delle artiglierie, sebbene non chiamati, solleciti erano accorsi da Pozzolengo e Castellaro, in quella che Perin, per comandamento del maresciallo D'Aspre, ponevasi con la sua brigata a cavaliere del Mincio dinanzi a Valeggio a guardia della terra e a difesa del ponte, che muniva di dodici cannoni. Savia precauzione, però che il nimico, risalendo con celere passo la sinistra del fiume, avrebbe potuto sorprendere Valeggio — allora debolmente presidiata — recarsi in mano il passo del Mincio e ferir quindi alle spalle i difensori di Volta. Di fronte ad armi sì poderose e con soldati affranti dalle fatiche del notturno combattimento e dell'assalto del mattino, De Sonnaz, reputando essere omai disperata l'impresa (1), rannoda sue genti e fa suonare a ritratta; ch'egli si mae-

(1) Sarebbsi forse potuto in quel giorno rimettere la fortuna delle armi e vincere, se fossero state spedite in aiuto a De Sonnaz tutte le soldatesche campeggianti Goito; le quali vi stettero oziose, mentre ben sapevasi dal combattimento pendere le sorti di quella guerra.

strevolmente governa da conservare sempre e in mirabile modo gli ordini, non ostante il vivo incalzare degli imperiali, che tentano avvilupparlo. Fanti e cavalieri a vicenda si appoggiano e si soccorrono; le artiglierie, al vedere gli Austriaci incautamente avanzarsi, s'arrestano, e quando son presso a buona gittata traendo a scaglia seminano la morte nelle loro file. De Sonnaz, a farla finita con la cavalleria nimica, la quale, incessantemente investendolo, rende penoso il suo indietreggiare, manda ad affrontarla i reggimenti di cavalleria *Savoia* e *Genova*; i quali, al comando del loro generale, volano in aiuto dei compagni d'arme; e da prima feriscono con le lance e di poi tempestanto furiosamente con le sciabole gli imperiali, da mandarli in brevi momenti rotti e dispersi: d'allora la ritratta non patì più che lievi molestie.

Il combattimento di Volta, in ragione delle forze armate che presero parte ad esso, fu più sanguinoso di tutte le giornate combattute in quella guerra; Italiani e Austriaci perdettero allo incirca mille soldati morti o feriti; ma i risultamenti suoi tornarono esizialissimi allo esercito del Re, sebbene il maresciallo non avesse saputo profittare dei vantaggi ottenuti con la vittoria, nè saggiamente seguirla. In sul mezzodi del 27 Radetzky venne a quartiere in Volta; egli collocò il primo corpo d'esercito e quel di riscossa su le alture e nei dintorni di quella terra, e mandò il secondo corpo d'esercito a campeggiare Cavriana. Fu piena d'angoscia la notte che il re Carlo Alberto passò in aspettazione dell'esito dell'impresa di De Sonnaz; e fu grandissimo il dolore provato alla vista dei fuggitivi di Volta! da quell'istante un fatal morbo, il disertare dalle bandiere, entrò nell'esercito suo, che doveva diradarne le file e vie più allentarne la disciplina, già indebolita, già guasta. Se il Re, se i generali suoi fossero stati all'altezza di quei momenti così solenni; se avessero avuto animo risoluto e forte, non sarebbe stato per essi impresa difficile rimediare a tanto male. Efficacissima a ricondurre la militare disciplina in

milizia corrotta fu mai sempre la punizione severa e sopraffatto *pronta* del codardo, che nell'ora del pericolo, mettendo in non cale le leggi dell'onore, fugge dalle sue bandiere con vituperio proprio e danno della patria. Ma Carlo Alberto e i capi dell'esercito, sebbene valorosi e prodi in arme, non possedendo però la potenza di risolvere con saggezza e di operare con vigore, erano caduti in miserando stato, dal disastro di Volta, più che oppressi, abbattuti e avviliti. Il campo di Goito, che in pochi mesi aveva per due volte echeggiato degli inni della vittoria, in quel giorno era pieno di mestizia e di dolore; e lo si sarebbe detto un sepolcro, se il silenzio non fosse stato di spesso interrotto dai gemiti dei morenti e dei feriti; fu veduto il Re giacersi lunga pezza su la nuda terra, con le braccia conserte al seno, il volto pallido e chino sul petto.

A togliere Carlo Alberto dalla dolorosa oppressione, nella quale avevanlo gettato gli infelici casi della guerra — che di sé e di tutti l'avevano fatto dimentico — e a risvegliare in lui l'usato valore, giugnevangli i portatori dei patti della tregua chiesta al maresciallo. Appena saputo della fallita impresa di Volta e dello indietreggiare di De Sonnaz, il Re spediva il generale Ferrere, con buona parte delle genti che campeggiavano Goito, al di là di Cerlungo per appoggiarlo e far testa ai nimici, se tentassero spuntarlo. Riuniti poscia a consulta di guerra i principali dell'esercito per discutere e risolvere sopra quanto meglio convenisse operare. Fatto da essi persuaso, nulla più potersi tentare con soldatesche estenuate dalle fatiche e dalla fame, e disanimate per le sconfitte in quei giorni toccate alle loro armi, mandava deputati a Radetzky a patteggiare una tregua; fermata la quale, egli porterebbesi con tutto l'esercito su la destra dell'Oglio. Verso le cinque pomeridiane gli oratori italiani — erano i generali Bes e Rossi, e il colonnello Lamarmora — di ritorno dal campo austriaco riferivano al Re, che il maresciallo concederebbe le tre-

gue domandate a patto che, non dietro l'Oglio, ma dietro l'Adda ei si recasse; in oltre, avesse a sgombrare de' suoi soldati Peschiera e rocca d'Anfo, Venezia e i ducati di Modena e Parma; togliesse l'ossidione a Trieste; richiamasse le sue navi dalle acque dell'Adriatico; in fine, rendesse a libertà la maggior parte degli ufficiali prigionieri. — Carlo Alberto, trovando troppo dure e umilianti le condizioni impostegli dal nimico, pienamente le respingeva per fare novelle prove della fortuna e delle armi, tosto che fossero stati rimessi gli ordini nell'esercito e rinfrancatane la disciplina. E siccome vedeva impossibile mantenersi in Goito e sul Mincio — standogli dinnanzi un avversario poderoso per numero di soldati, baldo delle vittorie riportate, e a tergo, Mantova fortemente presidiata — risolvette di cercare valide difese dietro l'Oglio: onde senza por tempo in mezzo comandava a' suoi generali di prepararsi a levare i campi sul cadere della notte. — Era tempo; però che tale e tanta confusione regnasse nell'esercito da far temere nuovi disastri, se venisse assalito dagli imperiali. E qui ricorderò un grave caso, che avrebbe potuto riescire esizialissimo, ma che per buona sorte non ebbe conseguenza veruna. Il generale Ferrere, che doveva con la sua divisione portarsi a Ceresara per appoggiare, come or ora dicemmo, le genti di De Sonnaz, le quali respinte da Volta retrocedevano verso Cerlungo, recossi di sua testa a Canneto; ove poco di poi veniva raggiunto dal generale Sommariva con la brigata *Aosta*. La disobbedienza di Ferrere e Sommariva, che avrebbe dovuto essere severamente castigata, rimase impunita; onde allora corse voce *d'ordini arcani e di turpe infedeltà!* (1).

(1) « Interrogato l'ufficiale che ebbe l'incarico di portare gli ordini, se avesse ciò eseguito per quanto riguarda la brigata *Aosta*, rispose affermativamente. » Così Bava a carte 80 della citata sua *Relazione*.

« Aix di Sommariva con la brigata *Aosta*, e De Ferrere con le brigate *Casale* e *Acqui*, ch'erano le più intere e fresche, sia per ordini

— Lo indietreggiare delle genti italiane dal Mincio e da Mantova ebbe cominciamento alle nove pomeridiane del 27 luglio. Divise in tre schiere per Ceresara, Solarolo e Gazzoldo mossero verso Canneto e Marcaria su l'Oglio, fiancheggiate a destra da un reggimento di fanti e protette in retroguardia da uno di cavalli. A mezzanotte i regi distrussero il ponte di Goito; ma non ispensero i fuochi del campo per ingannare il nimico su la loro ritratta; e il mattino del 28 valicarono il fiume a Piadena, a Marcaria e a Torre d'Oglio (1). Carlo Alberto, a inanire l'esercito

arcani, sia per turpe infedeltà, lasciarono le altre in faccia al nimico, e se n'andarono all'opposta riva dell'Oglio. »

CARLO CATTANEO, *Della sollevazione di Milano nel 1848*, cart. 234; Lugano, 1849.

(1) Costretto a lasciare Governolo, per lo indietreggiare dell'esercito regio dal Mincio, il battaglione degli studenti, per San Benedetto, Breccello, Guastalla e Parma, portavasi a grandi giornate sopra Piacenza; e per le tregue di Milano venuto poscia a Castel San Giovanni eravi, di lì a pochi giorni, licenziato. Dei seminaristi alcuni continuarono a esercitare, e con onore, l'arte della milizia, come Filippo Brambilla di Como, Luigi Donghi di Cremona, Angelo Floriani di Mariano, che professava geografia nel collegio militare di Modena; Damiano Parravicini di Erba, il quale nel 1849 fu a Novara e a Roma, ed entrato poscia nell'esercito francese combattè in Crimea, in Italia nel 1859, nel Messico, e nel 1870 nella memoranda guerra franco-germanica. Altri seminaristi, presa la croce, partirono missionari per le Americhe, l'Indie e l'Oceania; Giovanni Mazzuconi fu ucciso a Voodlark nel 1855 e Antonio Riva, di Lecco, in China nel 1862; Luigi Brioschi morì di fame nel Bengala nel 1866; Ignazio Borgazzi si spense a Manilla nel 1878; Paolo Rejna, di Saronno, che ebbe autorità di vicario apostolico nella Micronesia, tornato di sua missione, affranto dalle fatiche passava di vita in Milano correndo il 1861; Antonio Marietti sta tuttora in India. Parecchi seminaristi passarono ad uffici civili: Luigi Arrigoni professò medicina nell'università di Quito in America; Giovanni Orsi, in quella di Pavia; Giovanni Tossi diventò rettore del collegio Calchi Taeggi di Milano; Giacomo Tovo, di quello di Merate; Giuseppe Merzario fu direttore del collegio-liceo di Prato e ora siede, deputato di Erba, dal 1867 nel Parlamento italiano e sta tra i deputati di parte liberale. Altri in fine tengono oggidì uffici ecclesiastici, e sono prevosti, come

e i popoli dell'alta Italia, appena giunto in Bozzolo volgeva loro queste generose parole: « *Soldati!* Le mirabili prove di coraggio nel combattimento, di fermezza nel sopportare i disagi, che avete dato in questi ultimi giorni, mi hanno commosso profondamente. L'inimico pagò assai caro l'acquisto delle nuove sue posture; nella nostra ritirata portiamo due mila prigionieri; egli non può vantarsi di un solo trofeo. Alla vista delle privazioni e degli stenti derivati dalla mancanza dei viveri, al pensiero di lasciar la Lombardia aperta a incursioni barbariche, l'animo mio cedette all'idea di cercare la sospensione delle ostilità; ma le condizioni, che mi si proponevano, erano tali che ognuno di voi avrebbe dovuto arrossirne. L'onore dell'esercito risplende in faccia a tutta l'Italia, a tutta l'Europa; niuno potrà rapirglielo giammai, e il vostro Re ne sarà sempre geloso sostenitore. Fra brevi giorni ritorneremo a fronte di quel nimico che tante volte abbiamo veduto fuggire dinanzi a noi; fra pochi giorni lo faremo pentire della sua audacia. Quei pochi che sregolatamente si ritrassero, ripiglino tosto le loro file; io conto su di voi con fiducia, o figli prediletti della Patria, che versate il sangue per la sacra causa della indipendenza italiana. *Popoli dell'alta Italia!* Dopo vari combattimenti, nei quali il nostro Esercito, non ostante l'inferiorità delle forze, seppe ottenere con mirabile coraggio non pochi *successi* (sic), sopraffatto dal numero, sfinite dalla stanchezza per le continue fazioni sotto un calore eccessivo e per la mancata provvista dei viveri, perdette e ripigliò, ma in fine non potè conservare

Pietro Buzzoni, Marco Menicati, Carlo Garegnani e Bernardo Zancharini; sono parroci, come Antonio Cantalupi, Cesare Triacca, Aquilino Marelli, Alessio Porta, Baldassare Scanegatta; e sono coadiutori, come Giuseppe Bianchi, Gaetano Beretta, Serafino Prestinoni, Angelo Somaini. — Tutti poi conservarono pura la fede nella unità e indipendenza italiana, luminosamente provando, che l'amore alla religione di Cristo può, quando vuoi, andare compagno all'amore della patria.

le posture conquistate lungo il Mincio, e accerchiato quindi nei dintorni di Goito si trovò ridotto a una di quelle crisi terribili, nelle quali un supremo sforzo ha per effetto orrende stragi. In queste gravi circostanze, che premevano il nostro cuore come Re, e come capo di quel prode e ben-amato esercito, sentita una consulta di guerra, cercammo di porre un termine a tanto spargimento di sangue col proporre al nimico una sospensione d'armi; ma le condizioni da lui poste furono tali che non sapemmo risolverci a porle nemmeno in discussione, pensando dovessimo esporci con voi a qualunque estremità, piuttosto che mettere a repentaglio l'onore e l'interesse della Patria. *Italtanti!* Armatevi e provvedetevi al pericolo con la gagliardia che il pericolo aumenta nei forti eredi di tante glorie; preferite l'ultimo sacrificio alla umiliazione e alla perdita della vostra indipendenza. L'esercito, sostenuto dall'amor patrio in mezzo ai dolori e alle disgrazie, è pronto ancora a dare per la Patria quanto gli avanza di sangue, e spero che la Provvidenza non ci abbandonerà nella difesa della santa causa, a cui è consecrata la mia vita e quella de' miei figli. »

L'Oglio essendo troppo debole linea di difesa, *soprammodo allora che*, come ci lasciò scritto Bava nella citata sua *Relazione, per la povertà di sue acque potevati facilmente superare* (1); in oltre, arrivando nei campi di Piacenza e Bozzolo i viveri tardi e scarsi — cause la mala amministrazione militare, la quale, *inetta* sempre, era di quei giorni divenuta *inettissima* a provvedere — Carlo Alberto, per consiglio di Bava, ordinava di raccogliere la guerra dietro l'Adige, sperando, dalle forti posture di Cas-

(1) « Bava, prima di indietreggiare dal Mincio, avrebbe voluto presentare ancora la giornata al nimico; ma Carlo Alberto, disperando di vincere, non accettò il consiglio, che era savissimo, di quel suo generale, e preferì trattar di tregua con Radetzky. »

Dalle *Memorie inedite* del generale Paolo Franzini.

sano, Lodi e Pizzighetone, di combattere con buona fortuna il nimico di fronte; e con la signoria di Piacenza e Cremona d'armeggiare su le due rive del Po contra il fianco sinistro di quello (1). In su la sera del 29 luglio i regi, levati i loro campi dell'Oglio, per San Giovanni in Croce, Bozzolo e Piadena camminarono sopra Cremona (2). Il maresciallo, cui il Re aveva tardato sino al mattino del 28 a far conoscere la sua repulsa alle condizioni della tregua — e la ragione di tale ritardo si palesa da sè — tosto che seppe della ritratta dei nimici, mosse sollecito con tutta la sua potenza a piedi e a cavallo a dar loro la caccia, risoluto di

(1) Su la povertà delle acque nell'Oglio, che indusse Bava a consigliare al Re di lasciar quella linea di difesa, Carlo Cattaneo scriveva così: « Sappiamo già quanto i generali del Re valessero in geografia militare. Tuttavia, se avessero solamente messo l'occhio nelle nostre *Notizie naturali e civili su la Lombardia*, vi avrebbero trovato che la mancanza delle acque nell'Oglio a quella stagione è artificiale e volontaria, poichè vengono rivolte tutte nelle irrigazioni. Ora, niente più facile, col buon volere e l'interesse di quei generosi popoli, ostruire pel momento li incili delli acquedotti, o rompere le pescaie, e lasciare al fiume tutta l'acqua irrigatoria. E fa una massa veramente enorme, essendo di mille ottocento e più once, ossia di quattro mila seicento metri cubi *ogni minuto*. Perlochè, senza considerare quella che rimane sempre nel fiume, è già superiore alla massa d'acque che in quella medesima stagione ha la Senna in Parigi. E chi è quel generale francese, che, in qualsiasi stagione dell'anno, si scuserebbe affatto di difendere il passo della Senna *per mancanza d'acqua?* — Dai calcoli dell'idraulico Lombardini su tutti i fiumi tributari del Po registrati nelle medesime *Notizie — Prospetto XI*, cart. 209 — appare che l'importanza dell'Oglio a Canneto, ov'era a farsi l'accampamento trincerato, è ancora assai maggiore, anzi più che *doppia* di quella del Mincio a Peschiera, stando fra loro i due moduli idraulici come centotrentasei a sessantasette. È all'incirca la medesima di quella del Po a Torino, che è come centotrentanove » (*).

(2) « Non sapevasi allora in qual modo trarsi dietro i carri delle munizioni da guerra — cinquecento allo incirca — i soldati, che li conducevano, essendo fuggiti per mettersi in salvo coi cavalli. »

Dalle *Memorie inedite* del generale Paolo Franzini.

(*) *Della rivoluzione di Milano nel 1848*, ecc., cart. 243 e 244; Lugano, 1849.

combatterli e molestarli senza posa. Venuto a Goito ordinava al primo corpo d'esercito di recarsi a Piubega; al secondo, di condursi a Gazzoldo; e a quello di riscossa, di portarsi a Rodigo; e siccome eragli noto, di quei giorni essersi raccolto in Brescia grossa schiera di armati, mandava da quella parte a fiancheggiare Wratislaw — che trovavasi alla destra dello sforzo austriaco — il colonnello Wyss con un battaglione di fanti, una batteria di cannoni e sei squadroni di cavalli. Il terzo corpo d'esercito, sotto il governo del luogotenente maresciallo Haynau, stringeva Peschiera d'ossidione, e la brigata Perin occupava Goito. Il giorno appresso Wratislaw, valico il Chiese ad Asola, ponevasi a campo attorno a Casalromano; D'Aspre, su l'Oglio a Canneto, il cui ponte i regi avevano dimenticato di distruggere; Radetzky, con la riscossa, collocavasi ad Acquanegra presso il Chiese (1). Il quarto corpo d'esercito costituitosi in quel mezzo con le brigate Liechtenstein, Benedek, Draskowich e Degenfeld del presidio di Mantova — capitanato da Thurn, veniva a Marcaria, e la sua avanguardia — la brigata Benedek — ponevasi a Bozzolo. Il mattino del 30 luglio il primo corpo d'esercito passava l'Oglio, presso il villaggio d'Isola Dogaresa, sopra ponte di barche; sua avanguardia, la brigata Strassoldo; il secondo e quello di riscossa superavano senza contrasto il fiume a Canneto; loro antighardia, la brigata Liechtenstein. Il maresciallo camminava con essi verso Cremona, seguito a breve distanza dalle genti di Thurn; le quali, in Solarolo, ponevasi a cavaliere della grande via, che mena da Bozzolo a Cremona: Radetzky aveva raggiunto i regi. — Il mattino del 30 la brigata *Savota*, che trovavasi a San Marino, dietro il rivo Delmona, avvertita dello inoltrarsi del nimico —

(1) Questa terra d'*Acquanegra* trovasi nella provincia di Mantova nell'angolo interno formato dall'Oglio e dal Chiese; l'altra terra dello stesso nome, cui si accenna in séguito, sta nella provincia di Cremona, circa a metà della via che da questa città conduce a Pizzighettono.

che procedeva da Piadena — mandava a incontrarlo due compagnie di fanti, due artiglierie e uno squadrone di cavalli. Al loro avvicinarsi gli imperiali s'arrestarono; e quando i regi furono presso a una gittata di cannone, gli ussari, che camminavano in testa alla schiera d'avanguardia — la brigata Strassoldo — ritirandosi scoprivano tre artiglierie; le quali traendo all'istante contra i regi — incautamente troppo avanzatisi — ne uccidevano e ferivano alcuni pochi, scavalcando anche un de' loro cannoni, venuto poscia a mano degli Austriaci. Il romoreggiare delle artiglierie chiamava alla pugna la brigata *Savoia*, la quale sollecita avanzavasi per soccorrere i suoi mandati contra l'avanguardia nimica; se non che, accresciutasi questa delle genti di Liechtenstein, corse a schierarsi davanti a Gadesco, e ributtò i Savoiardi sin presso San Felice, terra posta su la via di Piadena, a breve distanza di Cremona. Qui, appoggiata da due battaglioni della brigata *Aosta*, e da forte presa di bersaglieri e di cavalli, spediti in suo aiuto da Bava, tenne saldo contra lo assalire degli Austriaci. Tre ore si combattè; e sarebbesi fatta la giornata — dal generale Bava prestamente e bene ordinata con le soldatesche, che stavano presso Cremona, per difendere la città e facilitare il congiungersi delle divisioni dell'esercito — se D'Aspre e Wratislaw si fossero trovati pronti a fare spalla alle brigate di Strassoldo e di Liechtenstein. Cessata la pugna, buona parte dei regi collocossi dinnanzi a Cremona e occupò questa città; e due divisioni ordinaronsi a grandi scaglioni lungo la via di Pizzighettone. Il maresciallo postò allora sue genti così: la brigata Strassoldo a San Marino e il primo corpo d'esercito nei dintorni di Gadesco; la brigata Liechtenstein a Sant'Ambrogio e dietro ad essa il secondo corpo d'esercito; il quarto, a Solarolo; quello della riscossa e il quartier generale, a Cicognolo.

Di fronte ad armi così preponderanti Carlo Alberto, reputando impossibile di mantenersi in signoria di Cremona,

comandava all'esercito suo di ridursi dietro l'Adda; nella quale ritratta si dovette, per mancanza di carri, lasciare al nimico i molti ammalati giacenti negli ospedali della città. Il mattino del 30 luglio Bava, gittato un ponte in su quel fiume a Grotta d'Adda, poneva a campo presso Regosa la divisione del Duca di Genova per difendere il passo di Pizzighetone; e a custodire quel ponte collocava la divisione del Duca di Savoia in Acquanegra cremonese, la quale doveva disfarlo, allora che tutto l'esercito si trovasse raccolto in su la destra del fiume. A mezzanotte del 30 luglio la brigata *Savoia* toglieva il campo da Cremona; però le sue ascolte e il reggimento di cavalleria *Piemonte-Reale* dovevano lasciare le loro poste alle due del mattino 31 luglio. Attraversata la città essa procedette verso Pizzighetone, seguita a breve distanza dalla divisione del generale De Ferrere, la quale sino ad Acquanegra cremonese coperse in retroguardia lo indietreggiare dell'esercito; ivi giunta, veniva surrogata nella sua missione da quella di riscossa del Duca di Savoia. I regi, valicata l'Adda, collocaronsi lungo il fiume dal suo metter foce in sul Po sino a Lodi; la divisione di riscossa occupò Codogno e Casalpusterlengo; la divisione lombarda e le altre soldatesche e guardie cittadine, spedite al campo dal Governo di Milano, si distesero da Lodi a Vaprio; il Re venne col quartier principale dell'esercito a Codogno. — All'albeggiare del 31 gli Austriaci avanzaronsi verso l'Adda; Wratislaw, da Gadesco per la via di Bettenesco, portossi con le sue genti a campeggiare Farfengo; D'Aspre, da Sant'Ambrogio per Cremona, a Zanengo, schierandosi a sinistra delle ordinanze di Wratislaw; il quarto corpo d'esercito recossi da Solarolo ad Acquanegra cremonese, girando attorno a Cremona; quello di riscossa, lasciata la brigata Harauder a presidiare Cremona, venne a Luignano a breve cammino di Farfengo; Radetzky, col quartier generale a Sesto, non lungi d'Acquanegra. In sul cadere del giorno lo sforzo austriaco avvicinosi all'Adda, che il maresciallo aveva

deliberato di passare a monte e a valle di Pizzighettone, cioè a Formigara e a Grotta d'Adda. A difesa del passaggio di Grotta d'Adda stava il generale Sommariva con la prima divisione dell'esercito (1); il quale, veggendo che la riva sinistra del fiume in quel luogo signoreggiava dimolto la destra, nella notte del 31 luglio scriveva al comando supremo dell'esercito, *che sarebbe impresa difficile contrastare agli Austriaci il valico dell'Adda*; e Bava sollecito rispondeva comandandogli di porre le sue artiglierie (2), in quei luoghi *ch'egli reputasse più opportuni, tanto a impedire la costruzione del ponte, quanto, se costruito, a combattere il nimico nel suo passaggio: in oltre avvertivalo, inviargli in aiuto una batteria di cannoni, e altre due ancora, se di maggiori soccorsi abbisognasse*. — Il mattino del primo agosto Sommariva, avvisato che gli imperiali gittavano il ponte a Grotta d'Adda, scriveva da Meletto al generale Bava: = Essergli impossibile difendere con le artiglierie la postura da lui tenuta, perchè signoreggiata dalla riva sinistra del fiume, e, giusta l'opinione degli artiglieri, non trovarsene su la destra di opportune al collocamento delle sue batterie. Affrettarsi egli a raccogliere sue genti non per far testa al nimico, sibbene per ridurle in Piacenza, percorrendo la via di Cornovecchio, Cornogiovine, San Stefano, Mezzana e San Rocco. = Bava, tosto che gli venne saputa la deliberazione del generale Sommariva, di lasciare senza con-

(1) Il maggiore generale Aix di Sommariva teneva allora il comando della prima divisione, per essersi il generale d'Arvillars in quel mezzo infermato.

(2) Erano tre batterie da campo; quella divisione, come le altre tutte dell'esercito, trovavasi allora oltremodo stremata di forze; contava settemila fanti allo incirca, compresi i bersaglieri del valorosissimo Lions; tre squadroni, i cui cavalli insieme sommavano a poco più di cencinquanta. Se però il generale Sommariva si fosse trovato con la sua picciola divisione alla giornata di Milano del 4 agosto, Radetzky non sarebbe certamente uscito vittorioso da quella.

trasto al nimico la sinistra del fiume per ripararsi dietro il Po, sollecito avviossi a Grotta d'Adda allo intento di impedire quella ritirata (1). Se non che, informato al suo giugnere in Cornovecchio, trovarsi già buon numero di Austriaci su la destra dell'Adda e la divisione Sommariva camminare tutta riunita per San Stefano e San Rocco sopra Piacenza, ordinava al generale Trotti, che con la brigata *Regina* — la quale faceva parte di quella divisione — lentamente indietreggiasse, a fine di impedire ai nimici di volgersi contra Pizzighettone, per tentarla con assalto improvviso e farne prigioniero il presidio. Nel riedere a Codogno — ove, come vedemmo già, trovavasi il Re col quartiere maggiore dell'esercito — spediva al generale Chiodo, che teneva Pizzighettone, un capitano degli ingegneri militari, con l'ordine di distruggere immediatamente il ponte su l'Adda, ed eziandio le munizioni, che non avrebbe potuto recar seco in suo indietreggiare a Cava-curta. A ogni ora, a ogni momento le condizioni degli Italiani facevansi sempre più difficili, sempre più arrischiate le loro posture su la destra del fiume, che, in quel giorno

(1) « Il generale Sommariva senza tentare di difendere le sue posture erasi ritirato precipitosamente sopra Piacenza... Rimane a comprendere come quel generale avendo sotto il suo comando due eccellenti brigate — *Aosta* e *Regina* — tre batterie di cannoni e alquanti squadroni di cavalli, non abbia saputo mantenersi su le occupate posture. » Così il Ferrero nel suo *Giornale* a cart. 104. — Queste parole suonano un rimprovero troppo severo e fors'anche ingiusto per quel generale! opporsi al passaggio degli Austriaci a Grotta d'Adda era impresa impossibile, avvegnachè la riva sinistra del fiume signoreggi di parecchi metri la destra, e sul terreno di questa non si possano piantare batterie perchè basso e fangoso. La vera colpa — e proprio gravissima, del generale Sommariva sta nel non essersi riunito all'esercito, e nell'averlo lasciato allora che tutto induceva a credere, che di li a poco e sotto Milano sarebbe venuto a giornata finale col nimico; e così il male operato di Sommariva rese esizialissimo l'errore strategico commesso dal Re.

primo agosto, era nel tempo medesimo superato dal primo e dal secondo corpo d'esercito austriaco presso Formigara, e dal quarto dinanzi a Grotta d'Adda sopra ponti di barche. Il dietreggiare della divisione Sommariva verso Piacenza indusse Carlo Alberto a lasciare, senza por tempo in mezzo, la linea di difesa dell'Adda e a portarsi sopra Milano; mentre ritratta e salvezza dell'esercito suo egli avrebbe dovuto cercare dietro il Po e in Piacenza, ove facile cosa sarebbe stato di riordinare le scomposte sue schiere, rimetterne la militare disciplina e ritornare nell'animo dei soldati l'usata virtù e la fiducia nelle loro forze; ai quali i molti danni in quei giorni patiti avevano tolto lena e forza d'operare, e coraggio di ritentare l'impresa. Dietro quel naturale ostacolo, il Po — da quella forte terra fatto insuperabile — egli avrebbe potuto in brevi giorni preparare l'esercito a far novelle prove della fortuna e delle armi. La vicinanza della base della guerra *Genova-Alessandria-Valenza*, del cui valore e della cui importanza più sopra parlammo, non solamente offrivagli valido appoggio nel caso d'una sconfitta sul Po, ma eziandio assicuravagli le vie di comunicazione col Piemonte. Da' suoi campi di Piacenza Carlo Alberto avrebbe impedito a Radetzky di osteggiare Milano; il quale non sarebbe mai avanzato mai contra questa città sino a che il Re si fosse tenuto fermo con tutto lo sforzo suo di guerra raccolto sul Po, per non correre pericolo di vedersi levate dal nimico le vie al *Quadrilatero*, e non porgere al ferire dei regi il fianco sinistro dell'esercito suo. Il maresciallo avrebbe tentato la metropoli lombarda soltanto allora che gli Italiani avessero valicato il Ticino a Pavia, o il Po a Mezzana Corte.

« A seconda di tutte le notizie che mi giungono, scriveva Radetzky il primo agosto dal suo quartiere principale di Formigara, il nimico è in piena ritratta sopra Pavia e Piacenza; perciò io mi avvanzerò fino al Po col quarto corpo d'esercito, in faccia a Piacenza, intanto che per la strada di Pavia fino sul Lambro si avvanzeranno il primo e il se-

condo corpo d'esercito; quello di riscossa rimarrà a Casalpusterlengo per appoggiare il quarto. Se il nimico *passerà il Ticino a Pavia e il Po a Mezzana Corte*, lasciando con ciò la Lombardia, *io muoverò per Melegnano sopra Milano.* » — Bava ebbe allora saggiamente consigliato a Carlo Alberto di trasferire la guerra a Piacenza e sul Po; ma il Re *volle correre in aiuto dei Milanesi per combattere con essi gli Austriaci.* « La città, per quanto mi venne assicurato, diceva egli al suo generale, è provvoluta di viveri e munizioni da guerra; vi si fecero opere di difesa; noi le perfezioneremo e la vittoria tornerà a noi. » Deliberazione generosa; ma che, per essere contraria ai veri principi dell'arte bellica, riesci esizialissima alla patria nostra (1). Carlo Alberto, col ritrarsi sopra Milano, trasse su questa tutto l'esercito austriaco; il quale poi con una sola vittoria doveva cacciare oltre il Ticino il nimico, riconquistare la metropoli lombarda e mettere fine alla guerra; e se il maresciallo, non pago dell'impresa di Lombardia, avesse voluto proseguire il corso di sue vittorie, sarebbesi veduto l'alto Piemonte invaso dall'armi imperiali, e il Re costretto a cercare salvezza entro la cittadella d'Alessandria o in Genova (2). Grave errore egli commise col non raccogliere tutte le sue genti dietro il Po e in Piacenza (3). « Un esercito obbligato a indietreggiare non è sempre forzato a portarsi alle sue frontiere; esso può, camminando parallelamente alla sua linea di di-

(1) Bava aveva allora già assunto il comando supremo dell'esercito sotto gli ordini del Re.

(2) Il mattino del primo agosto lord Abercromby presentossi in Cologno a Carlo Alberto, qual mediatore del Governo inglese nella sua contesa con l'Austria; di poi andò al campo di Radetzky.

(3) Bene altre volte sotto le mura di Piacenza si decisero i destini d'Italia; basti il ricordare la giornata combattuta il 16 giugno 1746, l'anno della sollevazione di Genova contra gli Austriaci, e della cacciata loro da quella città avvenuta il 10 dicembre.

fesa, mutare la direzione delle sue militari operazioni senza portare la sede della guerra nel proprio paese; » così il generale Jomini (1). — Nella guerra del 1758 Federico di Prussia, costretto a levare l'assedio d'Olmütz, non si ridusse già nei vicini suoi Stati di Slesia, ma invase la Boemia, mutando in tal modo la sede della guerra. Il maresciallo Daun, il quale tenevasi certo che il Re sarebbe avviato verso la Slesia, correva a impedirgliene le vie; avvertito poscia delle mosse dei Prussiani, sollecito recavasi a sbarrar loro le strette dei monti di Moravia; parimente tale impresa gli falliva. Federico, calato a Boemia, campeggiava Königgrätz; non assalito mai dagli Austriaci — i quali numerosissimi stavangli di fronte senza osare d'offenderlo — dopo avere riposato il suo piccolo esercito levava il campo, e spedito faceva ritorno in Slesia.

Innanzi di progredire nella narrazione delle faccende della guerra — la quale precipitava allora al suo fine — è necessario far conoscere quanto accadde in Torino e in Milano negli ultimi giorni di luglio, dopo le infelici giornate di Sommacampagna, Custoza e Volta, e lo indietreggiare dell'esercito regio da suoi campi di Mantova e del Mincio.

(1) *Des grandes opérations militaires*, capitolo x.



CAPITOLO XIII.

Milano e le tregue.

Agitazione di Torino. — Il Comitato di difesa pubblica in Milano. Provvedimenti del Comitato per la difesa di Milano e del suo territorio. I Commissari regi in Milano. — Carlo Alberto raccoglie l'esercito attorno alla metropoli lombarda. — Milano prepara le resistenze. — Giornata del 4 agosto. — Considerazioni su la ritratta dell'esercito regio sopra Milano; la sospensione delle armi. — I Milanese, levatisi a tumulto, costringono il Re a riprendere la guerra. — Le tregue; Carlo Alberto lascia Milano; l'esercito sardo rivalica il Ticino. — Gli Austriaci rioccupano la metropoli lombarda; Peschiera e ròcca d'Anfo arrendonsi agli imperiali. — Griffini, Durando e Garibaldi; i *volontari* lasciano la Lombardia. — *Errori civili* commessi dal Re e dal Governo temporaneo. — *Errori militari*. Carlo Alberto e Federico II di Prussia.

In sul finire di luglio la metropoli subalpina trovavasi in grande commozione; causa le nuove della guerra, che allora correva poco propizia all'impresa nazionale; e quando vi giugnevano quelle dei disastri toccati alle armi regie nelle giornate di Sommacampagna e Custoza — ed era il 31 luglio — la commozione mutavasi in agitazione e il popolo muovevasi a romore. I cittadini accorsi numerosi al palazzo Carignano, ove aveva sua stanza il Parlamento — minacciosi e tumultuanti chiedevano provvedimenti pronti, forti ed efficaci a salvare la patria perico-

lante. A reggere la cosa pubblica era stato di quei giorni eletto un novello Governo, che dal suo presidente, il Conte Gabrio Casati, aveva preso il nome (1). Ministri e deputati, dei gravi pericoli soprastanti al paese impauriti, che fecero allora, cosa deliberarono? I primi, gridata la dittatura del Re, subito consentita dai due Parlamenti — affinché libero da ogni vincolo e da ogni soggezione egli avesse speditamente a provvedere ai bisogni imperiosi del momento e poter condurre la guerra, come meglio reputasse per raggiungere piena e intera la vittoria della causa italiana — adagiavansi tranquilli nei loro seggi; e i secondi, dopo avere concesso ai supremi reggitori una prestanza di cento milioni di lire, da sè stessi licenziavansi. Cinque deputati venivano spediti a Carlo Alberto — allora campeggiante Milano — portatori dei nuovi poteri accordatigli; e a confortarlo in quei momenti solenni le guardie cittadine di Torino offrivangli il loro aiuto per la difesa della libertà e indipendenza nazionale. « Nelle gagliarde e numerose nostre file, così scrivevano al Re. non havvi un sol uomo che alcun privato interesse anteponga alla salute della patria; non un solo vi sarà, cui suoni inascoltata la voce dell'onore e del dovere. Noi ve ne facciamo qui solenne sacramento; noi vi giuriamo, o Sire, che per noi non fia che questo rovescio d'un giorno abbia a fare impallidire l'astro, che sì splendido sorgeva su l'orizzonte d'Italia. Oh non venga meno ai vostri popoli l'efficace concorso degli altri della Penisola, e proveremo al mondo, che la sventura non abbatte e non vince, ma prova i forti, e che dalle prove nasce più sicura la libertà, più splendida sorge la gloria. » — I Ministri del

(1) Stavano con Casati nel nuovo Governo l'ingegnere Paleocapa di Venezia, Pareto e Ricci di Genova, Durini di Milano, Plezza, Battazzi e Collegno piemontesi, e Gioia di Piacenza. Gioberti, che di quei tempi correva l'Italia, da prima negava, di poi accettava di sedere con essi Ministro sopra la istruzione pubblica.

Re, i quali non avevano voluto saper mai d'intervento armato di Francia (1), che dicevasi pronta a passare le Alpi se un grido di dolore la chiamasse, « non a conquistare, ma a proteggere l'Italia » (2), e ciò per la tema dell'agitazione febbrile, come ci lasciò scritto Capefigue, che la bandiera repubblicana potesse produrre nel Piemonte (3), deputavano allora il marchese Ricci al Governo di Parigi non già per domandare aiuti, ma solamente per conoscere ciò che esso farebbe, se il Re, costretto dalle necessità della guerra, armi chiedesse alla repubblica. Nel medesimo tempo quei Ministri supplicavano segretamente lord Abercromby, oratore d'Inghilterra in Corte di Torino, di farsi mediatore di tregua presso il maresciallo Radetzky; in oltre, facevano preghiera al Governo inglese di volere interporre i suoi buoni uffici presso l'Austria allo scopo di ottenere *onorevole* pace; che se *vergognosa* venisse offerta, popolo ed esercito la respingerebbero, *per abban-*

(1) Nell'aprile 1848 il Governo sardo al suo oratore presso la repubblica francese scriveva in queste sentenze: « È necessario che in Francia si sappia, che se l'esercito della repubblica passa le Alpi non chiamato dagli avvenimenti, dagli interessi e dai cuori, per lunga pezza le idee francesi non avranno più credito in Italia. In tutta la parte settentrionale della penisola; come anche a Firenze, a Roma e a Napoli, dovunque — tranne forse in alcuni circoli di Milano — non si vuole l'appoggio militare della Francia, fuorchè nel giorno in cui una grande sconfitta proverà, che l'Italia è da sola impotente a respingere gli Austriaci al di là delle Alpi.. » — Queste parole, che suonavano una vera protesta contra il raccogliersi di un esercito francese ai piedi delle Alpi, furono fatte conoscere a Lamartine; il quale l'8 maggio diceva: *Essere la Francia pronta a intervenire in favore dell'Italia*; e il 22 di quel mese stesso, allora che la *Commissione esecutiva* affermava quanto aveva detto Lamartine, Pareto nel Parlamento subalpino gridava: « L'esercito francese non passerà le Alpi. »

(2) Parole proferite dal Governo all'Assemblea nazionale francese l'8 maggio 1848.

(3) *La Société et les Gouvernements de l'Europe*, ecc., vol. 4°, cart. 65; Brusselle, 1849.

donarsi alla generosità della Francia, la quale certo avrebbe salvati. Per soccorso d'armi era troppo tardi; per una mediazione fu risposto affermativamente; essa venne, e, proprio non saprebbe dire, se fu più cattiva o ridicola; certamente però non seria.

L'esercito regio aveva già lasciato gli altipiani di Rivoli e le forti posture del *Quadrilatero* dinnanzi a Verona e sul Mincio, che il Governo temporaneo di Lombardia, perseverando nell'usato sistema, continuava, nel suo giornale della guerra, a parlare di vittorie. — L'armi del generale De Sonnaz, non ostante una strenuissima resistenza, erano state ributtate dalle alture di Sona, della Madonna e di Sommacampagna, e il Commissario lombardo al campo del Re — Guido Borromeo — scriveva di Villafranca a quel Governo così: = A grossa schiera di Austriaci essere stata levata la via di Verona..... se la notte non ci sorprende troppo presto, il nimico dovrebbe rimanere circondato dai nostri..... (1). — Dopo tre giorni di un combattere ostinato e sanguinoso, Carlo Alberto erasi veduto costretto a ripassare il Mincio, e il Governo di Milano, nel manifesto del 27 luglio, ai cittadini scriveva: « *Ragguagli sicuri* ricevuti da persone venute dal campo attestano che l'esercito italiano conserva la sua *superiorità numerica* (sic), ed è raccolto in compiuto ordine intorno a Goito..... Le ultime notizie recano che i nostri assaltavano Volta; non si conosce ancora l'esito di tale assalto; ma un esercito di *sessantamila combattenti, quasi intatto*, deve ispirare una grande fiducia. » Se i cittadini riposavano tranquilli in momenti tanto pieni di pericoli, di chi la colpa? Come mai osavasi affermare, che l'esercito del Re contava allora da *sessantamila* uomini, mentre era stremato di forze e a metà disfatto? — Il giorno vegnente, il 28 luglio, in un

(1) Lettera del 24 luglio 1848.

altro manifesto del Governo leggevansi tali parole: « Riceviamo in questo istante notizie da Cremona..... le quali recano, che ieri l'esercito era schierato a Goito in perfetto ordine di combattimento. Non sarebbesi punto dubitato d'assalire il nimico se i nostri soldati, in numero di quarantacinque mila, rifiniti dalle fatiche d'una lotta di cinque giorni, non avessero avuto bisogno d'alimento e di riposo. » L'esercito del Re non contava dunque più sessanta mila uomini, sibbene quarantacinque mila! Come mai aveva esso perduto in un giorno quindici mila soldati! il Governo di Milano menti nel primo o menti nel secondo di que' suoi manifesti? pur troppo menti nell'uno e nell'altro; esso ingannò i cittadini affermando *che l'ordine regnava nel campo regio*; mentre ogni cosa eravi scompigliata e confusa; rotta la militare disciplina, donde il disertare dalle bandiere, e il fuggire dei soldati dalla pugna; e quello che peggiore era, disanimato e abbattuto l'esercito. — « Un insolito scoraggiamento, così il generale Bava parlando dello indietreggiare dal Mincio, erasi manifestato anche tra i più valorosi, i quali non si vergognarono di ritirarsi quasi senza combattere davanti a nimico per numero ad essi inferiore e qualche volta *imaginario* » (1). — La notizia della rotta di Volta riempì di spavento il Governo lombardo e commosse profondamente i cittadini di Milano; i quali non avendo più fede nei supremi loro reggitori, fecersi a chiedere imperiosamente una *dittatura* e gli aiuti di Francia. Senza por tempo in mezzo fu inviato Anselmo Guerrieri per implorare soccorso d'armi e d'armati alla repubblica francese; e il generale Manfredo Fanti — di quei giorni arrivato di Spagna — il dottore Pietro Maestri e l'avvocato Francesco Restelli vennero chiamati a costituire il *Comitato di pub-*

(1) Relazione citata, cart. 83; Torino, 1848.

blica difesa (1); d'allora il Governo di Lombardia, mutatosi in Consulta Lombarda, *rimase inoperoso, nullo nelle proprie sale* (2).

Il Comitato per la mobilitazione delle Guardie nazionali di Lombardia, saputo che per lo raccogliersi dei regi intorno a Goito i contadi di Brescia e di Cremona rimanevano esposti alle offese degli Austriaci, invitava i battaglioni di quelle di Milano e dei sobborghi — i Corpi Santi — a fornire ciascuno cento uomini; i quali, ordinati in legioni, spedirebbe in soccorso alle terre minacciate e nel medesimo tempo a mettere « l'esercito regolare italiano in circostanze di potere liberamente operare contra il nemico » (3). Partito questo a tante necessità inefficace! Saviamente dal Governo temporaneo sarebbesi provveduto inviando, quanti in Milano erano atti alla guerra ed esercitati alle armi, ad afforzare le schiere di Carlo Alberto assottigliate dai combattimenti e dalle malattie. Il *cittadino*

(1) « IL GOVERNO TEMPORANEO DELLA LOMBARDIA, considerando che nelle cose di guerra la celerità è il principale elemento di riuscita; che la istituzione di un Comitato di pubblica difesa, con mandato governativo di provvedere a tutto ciò che alla medesima si riferisce, avrebbe per effetto di rendere più pronte ed efficaci le disposizioni dell'*autorità* senza per questo togliere alla unità d'azione; che tale unità è già bastevolmente determinata dall'unico scopo a cui tutti tendono, la conquista dell'indipendenza; vista e accettata la rinuncia dei cittadini Arese, Varesi e Correnti, che erano stati nominati con decreto di ieri a costituire il Comitato di pubblica difesa, decreta: I cittadini, generale **Manfredo Fanti**, **Pietro Maestri** e **Francesco Restelli** vengono nominati membri del Comitato di pubblica difesa, istituito ieri con decreto... Il Comitato di pubblica difesa sarà duraturo fino a che il Governo lo crederà richiesto dalla pubblica necessità. Il presente decreto verrà comunicato a tutte le *autorità*, affinché abbiano ad adoperarsi allo esegui-mento dei partiti presi dal Comitato ora istituito. »

« Milano, 28 luglio 1848. »

(*Seguono le firme degli uomini del Governo*).

(2) MAZZINI, *Scritti politici*, vol IV, cart. 451; Milano, 1863.

(3) Manifesto del 27 luglio 1848.

soldato avrebbe certamente gareggiato in valore, costanza e pazienza nel sopportare i disagi e le privazioni col vecchio soldato; per la sua venuta al campo gli abbattuti sarebbero rialzati; allo scoraggiato sarebbe tornata l'alacrità del fare; a tutti poi, la coscienza delle proprie forze e la fede. Alla chiamata le Guardie nazionali risposero con mirabile entusiasmo; il dì in cui venne messa fuori — e fu il 27 luglio — tre mila di esse trovaronsi pronte a partire per la guerra. Il mattino di quel giorno era stata avviata al campo la seconda batteria delle artiglierie lombarde — la prima aveva lasciata Milano sino dal 19 luglio; — la sera veniva consegnata al Governo temporaneo una petizione d'alcuni cittadini, che sollecitavano a provvedere vestimenti, corredi e munizioni per la mobilitazione di tutte le Guardie nazionali; quella petizione terminava dicendo: « Mentre i *volontari* delle Guardie nazionali, non con altro risposero alla chiamata della Patria, che con lo impugnare le armi, lasciarono a noi il penoso, ma indeclinabile incarico di sollevare la quistione dell'intervento. Non è il timore dell'individuale pericolo quello che suscita nell'animo delle Guardie nazionali il pensiero che l'ora dell'intervento sia venuta, ma il timore che tutto il sangue non basti più che a suggellare gli articoli di un abborrito trattato di Campo Formio. Cittadini! non è più l'avvenire nostro, ma per quello della Patria italiana, che noi ci rivolgiamo a voi, dichiarandovi malleadori dei risultamenti delle vostre deliberazioni. » — Il generale Zucchi, dopo la resa di Palmanuova recatosi a Milano ad assumere il comando supremo delle Guardie nazionali offertogli dal Governo di Lombardia, a quelle generose parole il dì appresso rispondeva così: « Io ho accettato l'onorevole incarico d'essere il primo tra voi per contribuire nel miglior modo possibile alla difesa di questa bella e generosa Italia. La Guardia nazionale, di cui ho accettato il comando, è quella che più mi sta a cuore e che più vivamente desidero conquisti di gloria in queste importanti

circostanze; ma vani sarebbero i miei sforzi, l'esperienza di tanti anni, se non fossi secondato. Prego quindi la Guardia nazionale di avere in me piena fidanza, come io in essa la ripongo, e mi sia arra di questa la viva cooperazione di essa nel mantenimento dell'ordine e la docilità ai comandi che per l'unico bene della Patria sarò per dare. Sia l'azione della Guardia nazionale: *ordine nell'interno; coraggio contra il nimico.* » — Appena giunse in Milano il generale Fanti — al quale pochi giorni innanzi era stato conferito il comando di tutte le forze armate riunite in Brescia — il Comitato di pubblica difesa prendeva ad esercitare il suo officio; il 29 luglio fu il primo giorno di sua vita. La missione dei Dittatori riassumevasi in ciò: = raccogliere danaro per le necessità della guerra, allora imperiose e gravi; fornire di vettovaglie l'esercito e la città; provvedere con sollecitudine ed efficacia alla difesa di Milano non solamente, ma ben anche del territorio di Lombardia non invaso dal nimico. = In verità essi intesero alla loro missione con amore e zelo mirabile; e operarono in quattro giorni assai più cose che fatte non avevano in molti mesi di governo gli uomini che reggevano le sorti dei Lombardi; e ne avrebbero eziandio quei Dittatori compiute di maggiori a vantaggio della guerra esteriore e della difesa interna di Milano, se non fosse stato del Commissario militare sardo, il generale Angelo Olivieri, del quale parleremo tra breve (1). — Alcuni errori però furono commessi dal Comitato di pubblica difesa, errori che fecero nascere diffidenza non poca nella popolazione, allora che abbisognavasi della massima fiducia; tra quelli errori vogliamo notare l'editto che minacciava forti pene *agli spargitori di*

(1) L'opera del Comitato venne saviamente aiutata dal generale Bossi, comandante in capo delle artiglierie dell'esercito regio, il quale aveva bene diretto i lavori degli artiglieri all'assedio di Peschiera.

notizie allarmanti (1). Il popolo, al quale poco prima il Fava, *mezzo letterato, mezzo poliziotto*, come scrisse Mazzini, *aveva urtato imperterrito.....* (2), sbigottito dalle nuove della guerra, le quali di *faustissime* — giusta quanto pochi di innanzi era stato annunziato dal Governo temporaneo — eransi d'un tratto mutate in tristissime, susurrava fremente contra chi avevalo ingannato (3); quale colpa dunque era in lui? — chi mai avrebbe potuto tra i mormoratori sceverare l'onesto cittadino dai venduti all'Austria, i quali agitavano il paese allo scopo di rendere facili le vittorie alle armi imperiali e la conquista della Lombardia al vecchio maresciallo? — A rifornire di danaro l'erario, allora quasi esausto, il Comitato invitava a togliere subito a prestanza *dalle famiglie e persone più agiate e facoltose delle provincie lombarde, eccetto la mantovana, quattordici milioni di lire in ragione proporzionale e progressiva*; prestanza che gravò su quella di Milano per otto milioni; su le altre per sei. Il pagamento venne fissato in due rate: per la provincia milanese, il 10 e 15 agosto; per le altre provincie, il 25 e 30 dello stesso

(1) « **COMITATO DI PUBBLICA DIFESA.** — Viste le imperiose circostanze in cui si trova il paese, la cui sicurezza può correre pericolo in causa di allarmi suscitati da false voci di guerra, questo Comitato di pubblica difesa decreta: Chiunque spargerà nel popolo infondate notizie di guerra, sarà arrestato e sottoposto a un Tribunale di guerra per essere giudicato giusta le vigenti leggi militari.

« Milano, 29 luglio 1848.

« **MAESTRI — RESTELLI.** »

(2) *Scritti politici*, vol. IV, cart. 450; Milano, 1863.

(3) Luigi Anelli dipinge il Fava così: «... aveva buon ingegno, cupa scaltrezza, sfacciataggine senza pari, bugiardo il cuore, e quell'accanimento di persecuzione con che i voltabili credono giustificare la loro venderaccia inconstanza. »

Storia d'Italia, vol. II, cart. 181; Milano, 1864.

Il Fava aveva allora, per ambizione, rinnegata la parte repubblicana, alla quale per lo innanzi aveva appartenuto.

mese (1). Provveduto così ai mezzi e ai modi di esigere il danaro per li bisogni della guerra, il Comitato volse sue cure a vettovagliare il campo regio e la città; al quale intento elesse Commissari, i quali dovevano, non per tolte, ma per regolari contratti raccogliere in Milano ventimila moggia di frumento (2); e diede in appalto a certo De Santi — piemontese e uomo bene accetto al comando supremo dell'esercito — la somministrazione dei viveri per esso; le condotte dei quali nelle riposte designate dal provveditore generale del Re dovevano stare a carico dell'amministrazione militare. Ingiusti oltre ogni credere furono i lamenti dei generali di Carlo Alberto dell'essere qualche volta venuto meno il giornaliero sostentamento delle loro soldatesche; il Governo temporaneo di Lombardia, cui toccava di provvederlo, adempi sempre e con esattezza agli obblighi suoi; le vettovaglie mancarono talvolta, ma soltanto per colpa di chi doveva distribuirle all'esercito; voglio parlare del provveditore generale. È noto esser caduta in mano al nimico, negli ultimi giorni della guerra, copia grande di viveri — del valore, fu detto allora, d'un milione di lire — che i regi nel dietreggiare ebbero dimenticato di porre in salvo. Le condotte delle vettovaglie al giugnere sul territorio lombardo venivano accompagnate dalle Guardie nazionali sino ai luoghi assegnati per le riposte o sino al campo del Re. « Trattandosi di un argomento di somma importanza, così il Comitato di pubblica difesa, che fu causa sventuratamente di gravi danni all'esercito italiano, s'interessa vivamente il patriottismo delle Guardie nazionali a prestarsi con quello zelo di cui hanno già dato sì belle prove » (3). Assicurate in tal modo le vettovaglie alla città e all'esercito, i Dittatori

(1) Editti del Governo temporaneo di Lombardia del 28 e 29 luglio 1848.

(2) Decreto del Comitato di pubblica difesa del primo agosto 1848.

(3) Decreto del 31 luglio 1848.

intesero a munire d'opere fortificatorie la metropoli e il territorio lombardo non invaso dai nimici. Divisa la mura di Milano in quattro *sezioni* o compartimenti, ne fidarono la difesa al generale Antonini e ai luogotenenti colonnelli Francesconi, Arduino e De Campana; elessero capo degli ingegneri militari il maggiore Cadorna; delle artiglierie, il luogotenente colonnello di Pettinengo. Le guardie cittadine mobilitate e due mila soldati di nuova leva — di quei giorni raccolti in Milano — duce il generale Zucchi, spedirono a Brescia, allora fortemente minacciata dal corpo d'esercito austriaco, che in quel mezzo stringeva Peschiera d'ossidione; ed eziandio avviarono a Brescia Garibaldi con tre mila armati a far guerra guerreggiata e minuta ai nimici. Sebbene Milano già possedesse copia grande di munizioni per le sue Guardie cittadine e le sue artiglierie, il Comitato di pubblica difesa ad accrescerne la fabbricazione dichiarava la polveriera di Lambrate d'uso pubblico (1); in oltre, preveggendo che la città verrebbe tra non molto stretta dagli imperiali, istituiva un'altra polveriera entro le mura della terra, la quale doveva provvedere di polvere gli assediati. E quando seppe che il Re, deliberato di portare la guerra in su l'Adda, avrebbe posto i suoi campi tra Cassano e il mettere foce di quel fiume in sul Po, i Dittatori solleciti inviarono alcuni ingegneri milanesi a intendere alle difese che allora innalzavansi su l'Adda da Lecco a Cassano. Lo avvicinarsi a grandi passi del maresciallo, il quale con tutto lo sforzo di guerra incalzava da presso l'esercito italiano, fece provare il bisogno di un provvedimento vigoroso, gagliardo. I Dittatori, gridata la patria in pericolo, il primo agosto chiamarono alle armi quanti dai diciotto ai quarant'anni erano atti alla guerra, eccetto quelli della città e dei sobborghi — i Corpi Santi — che

(1) Decreto del 29 luglio 1848.

dovevano lavorare attorno alle opere fortificatorie di Milano. Tarda risoluzione, però che nel dì stesso della chiamata il nimico superasse l'Adda! — Se subito dopo la caduta di Vicenza la massa lombarda fosse corsa ad appoggiare l'esercito italiano, essa avrebbe assicurato all'impresa dell'indipendenza nazionale la vittoria piena e intera. Ma a Carlo Alberto, nè a' suoi generali piacevano le moltitudini armate; essi non avevano voluto saper mai di guerra di *volontari*, che è pure potentissima e terribile; ce lo affermano l'America, la Spagna, la Grecia. I valorosi, i quali nel marzo avevano vittoriosamente combattuta la guerra di sollevazione, erano stati inviati a guardia dei valichi alpini; nè furono soccorsi dai regi. allora che invasero il territorio tirolese. Carlo Alberto amò lasciare spegnere lo entusiasmo della sollevazione lombarda, piuttosto che accettarne i validi aiuti; e con lui anche la *parte moderata*, cui stavano a capo gli uomini del Governo temporaneo (1): noi dicemmo già la ragione di sì dannoso consiglio! — Il 2 agosto il luogotenente generale Olivieri, il marchese Massimo Montezemolo e il dottore Gaetano Strigelli — già del Governo

(1) *Emilio Visconti Venosta*, nel giornale *L'Italia del Popolo* — pubblicato da *Mazzini* in Losanna — scriveva dei moderati così: « L'entusiasmo delle idee è il solo entusiasmo che non sia possibile isterilire... I moderati cercano studiosamente di suscitare in Italia contraddizione fra lo spirito nazionale e lo spirito rivoltoso; sostituiscono ai principi della vita presente un sistema di storia fra il declamatorio e il cattolico; spingono la vanità nazionale contra il concetto dell'emancipazione umana, personificando nell'Italia un primato tradizionale d'ogni idea riazionaria; evocano il passato e gettano il coperchio del suo sepolcro come una pietra d'inciampo su le vie dell'avvenire. Paurosi e avversi al gran moto sociale che invade il mondo con la doppia manifestazione del pensiero democratico e dell'insurrezione popolare, essi — i moderati — erano spinti nel movimento dalle condizioni speciali, che reggevano allora l'Italia. »

Vedi *l'Unità Italiana* — diario di Milano — del 22 febbraio 1870.

temporaneo — assumevano in Milano la suprema potestà; e, in virtù dei patti il 3 giugno fermati tra il Governo di Lombardia e quello del Re per l'unione alla Sardegna delle provincie lombarde, prendevano a reggere queste in nome di Carlo Alberto. Il generale Olivieri, cui era stato conferito il carico di presiedere alla nuova amministrazione, teneva, quale Commissario militare, il comando di tutte le forze armate della Lombardia; il Montezemolo stava sopra le rendite dello Stato; e Strigelli, sopra gli affari interni. Fu allora che il Governo temporaneo mutossi in *Consulta straordinaria*; il quale mutamento venne annunciato in un manifesto alle popolazioni in quel giorno stesso, 2 agosto, con tali parole: « Nell'atto di deporre una parte del mandato, che gli era stato commesso dalla vostra fiducia, il Governo temporaneo costituito ora in Consulta straordinaria, dichiara che si sdebiterà della parte che gliene resta, come le circostanze lo esigono, per promuovere in qualsivoglia modo la salvezza della patria, e che in qualunque tempo e in qualunque luogo si farà un dovere e una gloria di rendere testimonianza con la parola e con gli atti alla santa causa nazionale, che mai non morrà. »

Il mattino del primo agosto, come già sopra narrammo, gli Austriaci avevano superato l'Adda. Il primo e il secondo corpo d'esercito, levati gli alloggiamenti di Farfengo e Zanengo, e gettati i ponti sul fiume dinnanzi a Formigara; indi quello venne a campo presso Camairago; l'altro a Cavacurta; il quarto corpo d'esercito, recatosi da Acquanegra a Crotta d'Adda e passatovi il fiume, portossi a Maleo, su la via di Codogno a Pizzighettone; in fine, il corpo d'esercito di riscossa inoltrossi da Luignano fino a San Bassano, a breve distanza da Formigara, dove il maresciallo aveva posto sua stanza. Il colonnello Wyss, il quale allo avanzarsi dello sforzo di guerra austriaco verso l'Oglio, doveva, dalla parte di Brescia, fiancheggiare Wra-

tislaw con un battaglione di fanti, una batteria di cannoni e sei squadroni di cavalli, giunto a Castenedolo senza incontrar nimici, per Ghedi e Pontevico venne a Cremona; e, lasciati qui i suoi fanti, nella notte del 31 luglio con la restante parte di sua schiera cavalcò su Crema; della quale terra impadronissi per sorpresa il mattino del dì vegnente. — Risoluta da Carlo Alberto la ritratta sopra Milano, i regi, nella sera del primo agosto, venivano a campo tra Lodi e Santangelo; la seconda divisione di fanti e un reggimento di cavalli — la retroguardia dell'esercito italiano — collocavansi dinnanzi a Lodi, occupando con forte mano di fanterie e di cavalleria la terra di Muzza, situata presso il canale dello stesso nome, e su la via di Casalpusterlengo a Lodi. Il dietreggiare dall'Adda fu alquanto disordinato e confuso, causa gli impedimenti militari, che una savia prudenza avrebbe dovuto consigliare di spedire innanzi prima del muoversi dell'esercito. Bava, il quale, come già dicemmo, teneva il governo supremo dell'armi regie sino dal giorno in cui queste avevano lasciato il Mincio e doveva conservarlo sino al passar di esse su la destra del Ticino, percorrendo le varie schiere recantisi a' luoghi lor designati, trovò bagaglie dimolte senza scorta, e alcune vie affatto impedito dai carri, *i quali camminavano a tre e a quattro di fronte* (1); e quelle bagaglie e quei carri sarebbero andati perduti con gravissimo danno dell'esercito, se Radetzky avesse mandato i suoi corridori a cercar la campagna. Nella sera levossi vento così impetuoso, che non pochi alberi, sveltiti dalle radici o spezzati, vennero rovesciati addosso ai soldati e ai cavalli, di quelli e di questi rimanendo feriti o uccisi parecchi; all'infuriare del vento successe da prima spaventosa grandine, di poi acqua dirottissima. Il dì appresso gli imperiali, divisi in due schiere, procedettero verso

(1) Relazione del generale Bava, ecc., cart. 87; Torino, 1848.

Lodi; la destra. — composta dal primo corpo d'esercito e da quello di riscossa — per la via di Castiglione si spinse sino a Pompola, dopo avere la brigata Strassoldo cacciato da Basiasco e da Muzza le soldatesche italiane che tenevano queste terre; e la schiera di sinistra — il secondo corpo d'esercito — per la via di Casalpusterlengo avanzossi fino a Muzza Piacentina; il quarto, recatosi da Maleo a Casalpusterlengo, spedì la brigata Draskowich a occupare il passo del Lambro ad Orio e quella di Benedek a Guardamiglio su la via che mena al Po, a spiare le mosse della divisione Sommariva, la quale erasi rifugiata entro Piacenza; il quartier generale trasferissi da Formigara a Turano. A mantenere libere le vie di comunicazione tra gli accampamenti del secondo e quarto corpo d'esercito il maresciallo fece correre la contrada, che si stende tra Lodi, Santangelo e Borghetto, da quattro squadroni di ulani e cavalleggeri. — Nel mattino di quel giorno 2 agosto lord Abercromby presentavasi al campo austriaco per chiedere, in nome di Carlo Alberto, a Radetzky una tregua onorevole. Il maresciallo, che aveva sostato in Camairago per attendere l'oratore d'Inghilterra, faceva a questi significare dal generale Schwarzenberg d'essere pronto a trattare di tregua, ma solo quando i regi fossero al Ticino; la quale risposta appena seppesi dal Re, che l'esercito senza por tempo in mezzo levati i suoi campi di Lodi e di Santangelo, indietreggiò verso Milano. La ritirata ebbe cominciamento alle nove della sera; e la terza e la quarta divisione camminarono per la grande via di Lodi, coperte in retroguardia dalla seconda, e fiancheggiate a sinistra da quella di riscossa; Carlo Alberto fece viaggio con la brigata *Savoia*, la quale, come fu già detto, apparteneva alla terza divisione. Gli impedimenti e gli ospedali ambulanti, spediti sino dal mezzogiorno a Melegnano, non ostante l'ordine del generale supremo a chi li guidava di sgombrar sollecito da quella terra, trovandovisi ancora al giugnervi dell'esercito, furono causa di ritardo non pic-

ciolo al camminare di esso, che arrivò sotto le mura della metropoli lombarda solamente al mezzodi del 3 agosto. Il generale Bava, giunto a mezz'ora di distanza da essa, ordinava le sue battaglie a semicerchio, che a destra appoggiavasi al canale di Pavia; a sinistra, alla grande via che conduce da Milano a Bergamo e presso porta Renza. Quel semicerchio correva da mezzogiorno a levante della città, e passava per Chiesarossa, Vigentino, Gambaloita, Castagnedo, Boffalora e Calvairate. La seconda divisione collocavasi a Gambaloita su la via di Lodi, prolungando le sue ordinanze verso la picciola terra di Vigentino; la terza divisione ponevasi alla sinistra della seconda, ordinata a scaglioni indietro Cà Besana e Caminella; la quarta distendeva le sue battaglie dalla estremità sinistra della terza sino a porta Renza; quella di riscossa ordinavasi presso la città, lungo la via di circonvallazione, tra porta Romana e porta Vigentina; la divisione lombarda, cui era stato fidato il carico di proteggere la rimanente parte della mura di Milano, mettevasi a campo nella parte posteriore della città; in fine, il Re, col quartier generale dell'esercito, prendeva stanza nell'albergo di San Giorgio fuor di porta Romana. Posti i campi così, Bava comandò ai generali delle divisioni e delle brigate di costruire sollecitamente opere di terra non soltanto su le vie che conducevano alla città, ma eziandio dove le reputassero necessarie alla difesa. La ritirata dell'esercito sopra Milano non patì molestia veruna dal nimico; e fu grande ventura, imperciocchè tale e tanto fosse l'avvilimento nei regi da farli preferire la morte al combattere, come ce lo fa conoscere nella sua *Relazione* il generale Bava. « Questa ostinazione era sconfortante, scrisse egli (1), ma era nel tempo stesso una prova di più, come nei rovesci della guerra resti poco a sperare da un sistema militare, il quale non porge

(1) *Relazione*, ecc., cart. 88; Torino, 1848.

all'esercito che padri di famiglia. » In oltre egli affermò di non aver mai veduto in tutto il corso di sua vita militare tanta prostrazione nei soldati; ma però Bava, che aveva, sotto il *gran capitano*, combattuto nella guerra del 1806 contra la Prussia, non doveva aver dimenticato il deplorabile stato delle armi prussiane dopo la giornata di Jena! — « La cavalleria gettavasi attraverso le campagne, così Adolfo Thiers nella sua storia del *Consolato* e dell'*Imperio* (1), salvandosi a squadroni separatamente ad uno ad uno. Le fanterie rompevano gli ordini e le loro file, guastando, abbattendo le sue incommode bagaglie, e lasciando al vincitore la cura di saccheggiarle, pensando esse solamente a salvarsi con la fuga. Ben presto le due divisioni del maresciallo Kalkreut, rimaste sole in buon ordine, colte da generale disperazione, non ostante il vigore dei loro capi, cominciarono a disciogliersi..... i soldati, che non avevano condiviso le passioni dei loro ufficiali, trovavano naturalissima cosa gettar via le armi, nascondersi nei boschi per togliersi alle conseguenze della sconfitta..... È in tal modo che l'esercito prussiano si ritirava..... » — Primissima delle cause, che allora gettarono lo sconforto nell'animo dei soldati di Carlo Alberto, fu la mancanza di fede nella perizia dei loro capitani: e di ciò si tacque il generale Bava nella sua narrazione della guerra di Lombardia. — Lodi, appena le armi regie l'ebbero lasciata, venne occupata dall'avanguardia del primo corpo d'esercito austriaco; il quale, nel mattino del 3 agosto attraversata quella città, portavasi da Pompola a Tavezzano, su la grande via di Milano, mentre il secondo da Muzza Piacentina recavasi a Lodi-Vecchio; l'uno e l'altro spingendo poi sino al Lambro le ascolte e le vedette dei loro campi. Il quarto corpo d'esercito da Casalpusterlengo per Corte Olona recavasi ad oste sopra Pavia, di cui senza

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, cart. 76, vol. IV; Ginevra.

bruciar polvere impadronivasi; presidiata con parte di sue milizie, con la restante parte poneva gli alloggiamenti, presso la mura della città e le ascolte al ponte sul Gravello. La brigata Benedek da Guardamiglio avanzavasi sino a San Rocco, per impedire quel passo del Po alle genti di Sommariva, che tenevansi tuttavia in Piacenza; in fine, le riscosse degli imperiali venivano a campeggiare Lodi, che il maresciallo aveva fatto sua stanza e stanza del quartier generale dell'esercito. Il colonnello Wyss — che il primo agosto vedemmo insignorirsi per sorpresa di Crema — il 2 trovavasi co' suoi cavalli e con le sue artiglierie a Pandino; e il dì appresso, recatosi in mano il valico dell'Adda a Bisnate — terra che giace due ore allo incirca a monte di Lodi — a Zelo Buon Persico azzuffavasi con una schiera nimica, la quale, lasciate le difese del fiume, ritiravasi sopra Milano. All'albeggiare del 4 lo sforzo di guerra austriaco avanzavasi contra Milano, dalla quale i cittadini, levatisi in su l'arme al grido della indipendenza italiana, avevano quattro mesi innanzi cacciato. Era il quattordicesimo giorno di cammino ch'esso faceva, e doveva essere l'ultimo; quasi altrettante le pugne combattute dall'Adige al Lambro; una giornata ancora, e posserebbe le vittoriose sue armi. Il primo corpo d'esercito, quello di Wratislaw, per Melegnano conducevasi a Trivulzio, di poco avanti a San Donato; il secondo, quello del maresciallo D'Aspre, da Lodi-Vecchio per Salerano e Chiaravalle portavasi sin presso Vigentino; il corpo d'esercito di riscossa mettevasi a campo presso San Donato, ove Radetzky ponevasi col suo Quartier generale.

Appena giunse in Milano la notizia, che l'Adda era stata vinta dai nimici e Carlo Alberto aveva risoluto di indietreggiare dal fiume, il generale Fanti, l'avvocato Restelli e Strigelli correvano a Lodi per conoscere i disegni del Re su la difesa della loro città, a fine di poter provvedere ai bisogni di essa. Non avendo dal Monarca rice-

vuto risposta veruna, la deputazione si volse a Bava; il quale informolla: dovere egli riunire subito l'esercito presso le mura di Milano, che il suo Signore aveva risoluto di difendere sino all'estremo con l'aiuto dei cittadini, che sapeva bene preparati a combattere. — Allora il Comitato di pubblica difesa richiamava a sè gli ingegneri e i braccianti, i quali intendevano alle opere fortificatorie dell'Adda, per farli lavorare a quelle che già stavansi alzando attorno a Milano; e parimenti richiamava a sè Garibaldi e i suoi legionari, che trovavansi su quel di Bergamo, e le *Guardie nazionali*, campeggianti la parte dell'Adda che corre da Lecco a Cassano. Il 3 agosto i cittadini dallo indietreggiare dei regi indovinato il grave pericolo che minacciava la patria terra e la fiera tempesta che ad essi soprastava, altamente chiesero d'asseragliare le vie, come già nelle gloriose giornate del marzo avevano fatto; e il Comitato in un manifesto suo lor rispondeva: «appena le campane suoneranno a stormo incominci l'opera, che già ci salvò nei giorni di marzo, e non si risparmi fatica, non si ponga tempo in mezzo. » In oltre, a quietare gli animi e tornarli alla calma, tosto che vide i regi schierati presso Milano, parlò ai cittadini queste parole: « Il Re è giunto sotto le mura della nostra città; il prode suo esercito si sta regolarmente accampando in ordine di battaglia: cinquanta mila uomini sostenuti da una fortissima artiglieria gli stanno intorno; pronti a combattere ancora una volta per ristorare la minacciata fortuna d'Italia; spalleggiate, o cittadini, questi animosi vostri fratelli e il magnanimo Condottiero; la città si va tutta munendo di opere fortificatorie; memori della gloria acquistata nei giorni della nostra sollevazione tenetevi parati ad una disperata difesa, e forti della meravigliosa concordia di marzo, forti del vostro coraggio, aspettate tranquilli il segnale della battaglia, che sarà pure il segnale della vittoria. La campana a stormo vi annuncierà, o Cittadini, il momento di cominciare quelle

abbarrate, che furono altre volte la vostra salvezza. Intanto accorrete solleciti a lavorare alle opere esterne sui bastioni della nostra città » (1). — Questa grida del Comitato, che avvertiva i Milanesi di tenersi pronti a innalzare serragli al primo suonare a stormo delle campane, venne riprovata e aspramente condannata dal Commissario regio sopra la guerra, il generale Olivieri, che affermò: = Quella grida gettare lo sconforto nell'animo dei cittadini; suonare essa quasi un insulto al valore dei soldati del Re, del quale valore avevano dato tante e splendide prove; quei ripari essere più di danno che di aiuto all'esercito, però che gli impedissero le vie della città; = in fine, l'Olivieri « protestò che valendosi dei supremi suoi poteri, richiamerebbe i signori del Comitato nei limiti del loro incarico » (2). — Se nel generale Olivieri fosse maggiore l'ignoranza o l'arroganza in verità dir non sapremmo; certamente erano in lui grandissime l'una e l'altra. — Il 3 agosto distribuivasi dal Comitato alle *Guardie cittadine* mezzo milione di cartucce; all'esercito regio, da prima copiosa provvigione di viveri, e di poi parecchie migliaia di camicie, delle quali tutti i soldati pativano, e già da lunga pezza, estrema penuria (3). Il mattino del dì vegnente, al primo romoreggiare del cannone, che annunciava cominciata la pugna, i cittadini chiedevano quasi tumultuosamente ai Dittatori licenza di rialzare i serragli i quali inespugnati nel marzo, sono sempre inespugnabili, se difesi da popolo, che abbia in orrore la tirannia e voglia a ogni costo conservare sua indipendenza e libertà. Il generale Fanti e l'avvocato Restelli, iti con sollecitudine all'Olivieri, facevangli conoscere il generoso

(1) Manifesto del 8 agosto 1848.

(2) CARLO CATTANEO, *Della insurrezione*, ecc., cart. 268; Lugano, 1849.

(3) Il 4 agosto 1848 dal Comitato di pubblica difesa decretavasi una contribuzione di quaranta mila camicie da uomo, le quali dovevansi raccogliere in ciascuna parrocchia da Commissari eletti dagli stessi parrochi.

desiderio dei Milanesi e la necessità dell'implorato provvedimento; e il Commissario regio rispondeva loro: = *Reputare egli inopportuno il partito propostogli; ne parlerebbe più tardi al Re, che avevalo quel giorno stesso chiamato alla sua mensa (1).* = Ma un'ora dopo, essendo arrivate gravi novelle dal campo, senza più curarsi dell'Olivieri il Comitato fece suonare a raccolta e ad asserragliare le vie di Milano invitò i cittadini col seguente bando: « Il nimico è alle porte; ma ci resta un esercito, i baluardi della città e i nostri petti. Eccovi una nuova occasione che vi si presenta per mettere alla prova il vostro coraggio. Ergete le abbarrate, lasciando però tanto spazio che possa passare un carro o una carrozza per avere libere le comunicazioni dei rotanti. Lieti accorrete al combattimento, siate concordi, e la vittoria sarà nostra. Accorrono altre soldatesche piemontesi da Pavia sopra Milano, e possiamo contare su l'alleanza francese. Resistiamo qualche giorno, e la vittoria, ripetiamo, sarà nostra! »

Erano le dieci antimeridiane del 4 agosto, allora che l'avanguardia del primo corpo d'esercito austriaco — composto dalla brigata Strassoldo e da un battaglione di cacciatori tirolesi — assaliva le prime guardie del campo regio presso Ca Verde, su la grande via che da Milano conduce a Lodi (2). Al trarre dei moschetti teneva subito

(1) «... il generale Sobrero, incaricato del portafoglio della guerra, che insieme al suo degno collega generale Olivieri poneva ogni cura di fare apparire, che la popolazione di Milano non era disposta alla difesa, fu quel desso che negli ultimi giorni supremi dell'imminente pericolo ostava ai partiti i più efficaci a scongiurare la tempesta; e se furono armate le bande di Garibaldi, se fu acclamata la leva in massa, se furono distribuite le armi al popolo, ciò dovette fare il Comitato di difesa senza il consenso, anzi contra il voto del Ministro della guerra. »

Gli ultimi tristissimi fatti di Milano, per Restelli e Maestri, cart. 51; Italia, 1848.

(2) Vedi l'Atlante.

dietro quello dei cannoni: questo il prodromo della pugna, che in breve tempo diventava generale; avvegnachè al primo romoreggiare delle artiglierie le battaglie italiane corressero ad attelarsi ai loro posti di combattimento. Mentre i cacciatori tirolesi di quell'avanguardia procedevano in ordine sparso a destra e a sinistra della via lodigiana — la quale era furiosamente battuta dai cannoni dei regi piantati davanti porta Romana — per ferire di fianco le ordinanze italiane, Strassoldo piegava con la sua brigata verso Nosedo allo intento di congiungersi al secondo corpo d'esercito imperiale. Ma i regi, che tenevano quel villaggio, arrestavano lo avanzarsi di Strassoldo; e avrebberlo eziandio ributtato e costretto a dietreggiare, se non fossero speditamente venuti a lui due battaglioni di fanti ad afforzare la sinistra della sua brigata; e quando poi gli giunse l'aiuto di un reggimento delle fanterie di Wohlgemuth — mandatogli da Wratislaw — Strassoldo di bel nuovo avanzossi, e con l'appoggio del secondo corpo d'esercito, arrivato in quel mezzo in prossimità di Vajano, tolse Nosedo agli Italiani. Questi, che avevano fatta buona resistenza a Gambaloita — picciola fattoria posta su la via di Lodi — vedutisi minacciati alle spalle, e tardando i soccorsi chiesti al comando supremo dell'esercito, dovettero ripararsi a Casa Bianca, lasciando in potere degli Austriaci sette cannoni e alcuni carri di munizioni. Intanto la brigata Clam — la quale al cominciare della pugna era venuta a schierarsi alla destra di Strassoldo — per Linate e Morsenchio procedeva contra Castagnedo, che dopo vigoroso assalto recavasi in mano, respingendone i difensori sino a Cà Besana, presso Boffalora, dove trovavasi il primo campo della terza divisione, che vedemmo ordinata a scaglioni indietro verso Caminella e Calvairate. A Casa Besana il combattere fu più fiero che altrove, più ostinata la resistenza. Il generale Broglia, il quale col secondo reggimento della brigata *Savoia* aveva strenuamente respinti

i primi assalti degli Austriaci, quando s'avvide di non potere più oltre tener testa a Clam, le cui armi eransi accresciute della brigata Supplikatz — onde egli con genti riposata e fresche rinnovava di continuo gli assalti — chiamò a sè la brigata *Savona-Parma*, per venire egli stesso alle offese contra il corno sinistro della battaglia italiana. Ma la brigata *Savona-Parma*, avendo seguita la quarta divisione nella sua ritirata sopra Milano, Broglia fu costretto a lasciare Besana e a ridursi a Cazzola, assicurandosi però con grosse prese di fanti la via di comunicazione col campo di Boffalora, entro cui tenevasi il primo reggimento della brigata *Savota*. — Era tempo; però che il colonnello Wyss, venuto da Linate a Malnoè su l'estremità del corno destro dello sforzo imperiale, minacciava tempestare co' suoi cavalli le genti di Broglia. — Mentre così prosperamente combatteva il corpo d'esercito di Wratislaw, quello del maresciallo D'Aspre con pari fortuna cacciava i regi dalle posture di Nosedo e Vigentino. La sua avanguardia, capitanata da Edmondo Schwarzenberg, insignorivasi delle terre di Nosedo e di Vajano; la prima, per forza d'armi; l'altra, quasi senza ferir colpo; indi, voltasi a sinistra, andava contra Vigentino, i cui difensori, dopo tre assalti valorosamente sostenuti, lasciato il villaggio, ritraevansi sotto le mura di Milano, perseguiti dalle brigate di Schwarzenberg e Giulay. — Tutto fu perduto per l'esercito del Re; che, respinto dalle sue posture, cercò salvezza in Milano. Carlo Alberto, che in quella giornata erasi trovato sempre nei maggiori pericoli, tanto d'aver avuto non pochi uomini del suo sèguito uccisi o feriti, al cadere della notte rientrava in città, prendendo stanza nel palazzo Greppi. Il generale Bava, fatte occupare da buona mano di fanti alcune case soprastanti alle mura per impedire ai nimici d'appressarsi a queste, ridusse l'esercito entro Milano e lo schierò sui bastioni e su le cortine che signoreggiavano il campo austriaco. La ritirata si fece al chiarore degli incendi di non poche case, cui

per comandamento dei luogotenenti del Re era stato dato il fuoco, perchè da esse il nimico avrebbe potuto offendere i difensori delle mura (1). — Le perdite sofferte nella giornata del 4 agosto, sempre ragion fatta alle forze armate che presero parte alla pugna e alle lunghe ore ch'essa durò, furono lievissime.

Se lo aver lasciata la linea di ritratta del Po e di Piacenza fu il massimo degli errori commessi dal Re, errore che trasse all'estrema rovina l'esercito suo, pur grave assai fu quello d'aver posto il campo suo attorno a Milano. Il terreno, che stendesi fuor delle mura tra l'antica via che conduce alla città ticinense e il canale della Martesana, è poco atto a militare difesa; però che sia intersecato da cento canali irrigatori, i quali impediscono alle varie schiere d'un esercito, ch'ivi campeggi, e soprammodo alle artiglierie, di muoversi speditamente per appoggiarsi a vicenda, e potersi al bisogno sollecitamente riunire là dove l'avversario si presenta con lo sforzo di sue armi. Era stato da Bava comandato ai generali di fortificare le posture occupate, di scavare fossi e costrurre terrati su le vie che vanno alla città; e sarebbe poi stato opera veramente savia munire tutto il campo di bastite, di valli e di steccati. Ma i regi avevano allora perduta ogni alacrità di fare ed erano sfiniti dalle fatiche e abbattuti dai disastri sofferti; nè il maresciallo ebbe ad essi accordato tempo bastevole a rialzarsi e a rifare le loro forze. Volle fortuna, che gli Austriaci non sapessero usare pienamente la vittoria; i quali, se dopo aver respinto il nimico da Gambaioita, Castagnedo, Besana, Nosedo e Vigentino, lo avessero

(1) « Ci si fecero incendiare alcune case, così scrisse il Ferrero nel citato suo *Giornale*, ove temevasi che gli Austriaci s'avessero a nascondere con le loro artiglierie. L'incendio rischiarava, di una luce sanguinosa, la scena terribile e micidiale, dall'esito della quale pendeva la libertà di un popolo, e forse anche pendevano i destini di tutta l'Italia... »

gagliardamente incalzato e gli si fossero stretti addosso, ponendolo così tra le loro spade e le mura della città, buona parte delle sue schiere sarebbe stata costretta a darsi al vincitore prigioniera di guerra. Bava poi, se fosse stato più accorto e più prudente capitano, avrebbe fatto fortemente asserragliare le porte e le vie di Milano; chiamato il popolo alle armi in difesa sua; afforzate le legioni delle *Guardie cittadine* d'alquanti battaglioni di milizie regolari; in fine, posto il grosso dell'esercito regio dietro il canale di Pavia, e le schiere di ricuperazione dietro la città; così operando quel generale, mentre avrebbe potuto tener Milano, sarebbesi assicurato il passaggio del Ticino dinnanzi ad Abbiategrasso, a Boffalora e a Turbigo, e le vie alla ritratta su Mortara e Novara. Se Carlo Alberto cadde in grave errore col non appoggiarsi al Po — sua linea strategica di ritratta — per recarsi in aiuto dei Milanesi, che però gli Austriaci non minacciavano; in non meno grave errore cadde Radetzky lasciando la linea strategica, che il conduceva su le vie delle comunicazioni dei regi con la base della guerra, per tenere dietro all'avversario e combatterlo sotto le mura della metropoli lombarda. Egli avrebbe dovuto al contrario correre con tutta la sua potenza a piedi e a cavallo dall'Adda sopra Pavia, Binasco e Abbiategrasso, allo intento di insignorirsi dei passi del Ticino e spingere i regi verso i monti del Verbano e di Como. La mossa del maresciallo sopra Milano non fu strategica, ma tattica; sicuro della vittoria — avvegnachè le sue armi superassero dimolto in numero le avversarie — volle combattere; e combattè e vinse; ma la sua vittoria sarebbe stata più luminosa e compiuta, s'egli avesse avuto di mira il vero *obbiettivo* dell'impresa. Radetzky mostrò sempre di non conoscere a pieno l'industria della guerra campale; era capitano vecchio e provato, non però espertissimo nei maneggi di essa; e se la vinse, certo non fu per virtù propria, sibbene per li errori commessi da coloro che gli stettero di fronte.

All'invito del Comitato di pubblica difesa moltitudini innumerevoli di cittadini d'ogni età e sesso, d'ogni condizione e stato, corsero a innalzare serragli, a sbarrare le vie della città, che avevano risoluto di contrastare al nimico con tutte le loro forze. In quel giorno donne e fanciulli emularono la gioventù più gagliarda nell'opera faticosa, a vicenda poi inanimandosi per quelle difese, le quali, ricordando la grande epopea del marzo, dovevano essere a tutti di incitamento a rinnovarne le geste allora si gloriosamente compiute. Il pericolo e la solennità del momento avevano svegliato il popolo dal letargico sonno, nel quale era stato immerso artatamente dagli uomini del Governo temporaneo, per potere a lor talento deliberare di sue sorti; e allora ridestaronsi in esso la fede e l'amore alla libertà e alla indipendenza, che la parte moderata erasi studiata di soffocare. Visto cadere le armi regie, che un giorno i moderati avevano voluto far credere *bastare da sole all'impresa*; svanite le liete speranze, di cui avevanlo quelli pasciuto per ispingerlo a darsi innanzi il posare della guerra alla Sardegna, il popolo pensò provvedere alla salute propria: era tardi però! — Appena giunto al palazzo Greppi, Carlo Alberto chiamava a sè i generali per interpellarli su ciò che dovevasi operare; i quali dopo breve e leggera discussione consigliarono a lui di scendere col nimico agli accordi, affermando essi: = Scarseggiare le polveri per le fanterie, i proietti per le artiglierie, per essersi la maggiore parte dei carri delle munizioni riparata in Piacenza col generale Sommariva; quelle che trovavansi in Milano non bastare ai bisogni dell'esercito; la città non possedere copia grande di vettovaglie; le casse militari essere esauste di danaro; partito arrischiato, rimanere più oltre nella metropoli lombarda, la cui difesa soltanto di pochi giorni sarebbesi potuta prolungare, però che il maresciallo minacciasse di levar loro la via di ritratta al Ticino. — Erano altresì inchini alle tregue i Ministri del Re, i quali, temendo che i Lombardi,

soccorsi dall'esercito repubblicano di Francia — cui, come sopra scrivemmo, era stato da quelli spedito per aiuti Anselmo Guerrieri — avessero a ordinarsi a Governo di popolo, stimavano savio consiglio patteggiare subito una sospensione d'armi con Radetzky. Tali e simili ragioni avendo convinto il Re della necessità di fermare tregua coi nimici, senza por tempo in mezzo egli fidava a Rossi e a Lazzari, suoi generali, il carico di trattarla col maresciallo; con ciò intendeva a impedire *inutili spargimenti di sangue*, e, quello che più importava, nuovi combattimenti, i quali avrebbero potuto peggiorare d'assai le condizioni, già infelici, dell'esercito. In su le nove della sera i deputati di Carlo Alberto portavansi al campo imperiale, accompagnati dal signore di Reiset, oratore della repubblica francese presso il Governo di Lombardia, e dal signor Campbell, console d'Inghilterra, i quali avevano offerto i loro buoni uffici per quella difficile faccenda. Venuti a parlamento sopra la tregua con Radetzky — che teneva sua stanza in San Donato — i generali italiani chiedevangli in nome del loro Sovrano, che avesse a fermare le armi; mentre poi promettevangli di rendere Milano e di ritirarsi sollecitamente con tutto l'esercito sulla destra del Ticino, domandavangli, ch'egli guarentisse ai cittadini la vita e gli averi e concedesse libera l'uscita di Milano a chi amasse seguire in sua ritratta l'esercito del Re. — Questi furono i patti della tregua messi innanzi dagli oratori di Carlo Alberto e accettati da Radetzky; il quale dal canto suo chiese e ottenne, in malleveria dei fermati accordi, di occupare con sue soldatesche la porta Romana. Alle sei del mattino 5 agosto i generali Rossi e Lazzari trovavansi presso Carlo Alberto, cui porgevano l'atto della tregua che, ratificato dal Re, doveva venire rimesso al maresciallo alle quattro pomeridiane di quel giorno; nella quale tregua erano state solamente comprese *le milizie sarde e le alleate*, non *le regolari lombarde, nè i corpi franchi*; se per dimenticanza o per malizia non saprebbe affermare.

Intanto che al campo austriaco gli oratori sardi trattavano della resa di Milano, gli abitatori di questa città, sventurata quanto generosa, pieni di entusiasmo e con animo lieto apparecchiavansi ad affrontare quel nimico, che quattro mesi innanzi avevano rotto e volto in fuga. L'incendio delle case, che fuor delle mura ardevano, rischiarava il lavoro del popolo, il quale, nel rialzare gli inespugnati ripari del marzo, faceva sacramento di rinnovare i prodigi delle *cinque giornate*; e le *Guardie cittadine*, tutte in su l'arme, correvano allora ai luoghi ad esse assegnati e ordinavansi alle difese. In brevi ore Milano mutossi in un forte campo trincerato; e i Milanesi, che amore e patria carità tutti infiammavano, bandita la angoscia, che poco prima li affliggeva, e cessato il vano lamento, mostravansi risoluti a sacrificarsi per la salvezza della terra nativa. Ma qual crudele disinganno non doveva opprimere, pochi momenti di poi, quella gente d'animo grande e magnanimo! Il sole del 5 agosto, tanto sospirato, è finalmente sorto. I cittadini, che avevano sperato di udirlo salutare dal cannone, stupiscono del silenzio, nè sanno darsi ragione della quiete che regna nel campo nimico; che significa ciò? Alcuni sospettano di resa: altri, di tradimento; e questa parola, che appena pronunziata ha corso tutta la città, da prima commove il popolo e lo agita; poscia lo leva a tumulto;..... esso allora tempestosamente rovina ove Carlo Alberto dimora. — Il Re, appena seppe dei patti delle tregue fermati da'suoi deputati e dal maresciallo, riuniva a consulta i generali per interpellarli se onorevolmente si potessero accettare; e avendo essi affermativamente risposto, egli chiamava a sé il supremo Maestrato della città, il Comitato della pubblica difesa e i capi delle *Guardie cittadine* per far loro conoscere l'impossibilità di continuare la guerra e gli accordi convenuti col nimico. Essi furono ricevuti dai generali, non da Carlo Alberto, in nome del quale l'Olivieri

così loro parlò: = Non solamente i casi infelici e le dure necessità della guerra avere costretto il Re a conchiudere tregua con l'Austriaco, ma eziandio la mancanza di vettovalie e delle munizioni per l'esercito e per la stessa città; in oltre, essere vuoto di danaro l'erario; lontani gli aiuti implorati da Francia; perdurare nella resistenza, valere *esporre Milano agli orrori e ai danni di una espugnazione per assalto*. — L'avvocato Restelli risposegli queste franche parole: = Non essere vera la mancanza di viveri, avvegnachè si trovasse nelle riposte farina bastevole per otto giorni; non vera la mancanza di danaro, avendo il Comitato già provveduto alla riscossione di quattro milioni — prima rata del prestito forzato toccata a Milano — ed eziandio pensato, siccome a rimedio estremo, allo espediente della moneta di carta; pur non negando la mancanza delle munizioni da guerra, assicurare però il generale, esserne la città a soprabbondanza fornita Come cittadino e come italiano protestare contra l'ignominioso patto della resa; Milano, lasciata dall'armi sabaude, dover resistere sino allo estremo; essere la popolazione disperatamente preparata alla difesa; prove di ciò, l'entusiasmo mirabile da essa mostrato nello erigere serragli e ripari, il suo festoso accorrere alle armi e il desiderio ardente di vedersi assaltata dal nimico; il generoso suo entusiasmo doversi assecondare, quell'entusiasmo che l'umiliante capitolazione non aveva potuto abbattere; che se fosse destinata a soccombere, cadrebbe salvando però sempre l'onor suo (1). = Quindi al generale Zucchi, di quei giorni assunto al governo supremo delle *Guardie cittadine*, Restelli parlò in questa sentenza: « Dacchè Milano diede il primo esempio in questa guerra, ora dia anche l'ultimo; e le ceneri di questa città coprano i nostri

(1) *Gli ultimi tristissimi fatti di Milano, narrati dal Comitato di pubblica difesa*, cart. 33 e 34; Italia, 1848.

cadaveri! Voi siete nostro comandante, non ci abbandonate voi? » E il vecchio generale a lui: « Che vantaggio verrà a voi, dopo che avrete seppellito i vostri cadaveri nelle ceneri di questa bella città? » — Olivieri e Pareto, il quale ultimo aveva rappresentato la Sardegna presso il Governo di Lombardia, approvarono il dire di Zucchi; ma il Maestri, membro del Comitato, Enrico Besana e Paolo Bonetti, capitani nelle *Guardie cittadine* afforzarono con nobili parole le fiere proteste dell'avvocato Restelli. Allora Paolo Bassi — che l'Anelli nella sua *Storia d'Italia* chiama *freddo e pauroso peggio che donna*, univasi al generale Zucchi, al Commissario regio, il generale Olivieri, e a Pareto, l'orator di Sardegna, per indurre i membri di quel Comitato ad accettare gli accordi delle tregue fermate da Carlo Alberto e da Radetzky, le quali salvavano la città dai nimici insulti. E il Restelli al timido Magistrato soggiungeva: = Non avere esso il diritto di rappresentare in tale argomento l'opinione dei cittadini, chiaritasi propensa alla difesa. = Allora che per Milano si sparse la novella della tregua, in virtù della quale la città dovevasi rimettere dai regi alle armi imperiali, il popolo forsennato e delirante prese a correre per le vie gridando: = Amar meglio morire, piuttosto che tornare sotto il giogo dell'Austria. = Gli uomini della *Consulta lombarda* — i quali, eccetto Pompeo Litta e Luigi Anelli, erano tutti di poco coraggio e di nessuna fermezza — posto in non cale ogni sentimento di patria carità, lasciarono il proprio officio: onde incorsero in grave biasimo e vituperio. Fu allora che Litta e Anelli, i soli tenutisi saldi al loro posto, fattisi interpreti del voto di Milano e della Lombardia volgarono al Re queste parole: « Si è gettato nella popolazione allarme minaccioso alla voce che Vostra Maestà abbia capitolato con gli Austriaci la resa di Milano. I sottoscritti, i soli della Consulta rimasti al loro posto, recano a notizia di Vostra Maestà tale voce, affinchè Voi dichiariate quanta parte di verità vi abbia in questa vociferazione. Del resto

i medesimi, in nome di Milano e della Lombardia, si permettono di rappresentare, che il Popolo Milanese sdegnava una capitolazione, che li dà in mano allo straniero, nel mentre stesso che ardenti d'amor patrio tutti accorrevano a difesa animosa d'una città, dalle cui sorti pendono i destini dell'Italia e della nostra Naturalità. » Venuti poscia a Carlo Alberto e richiesti da lui, *che volessero* i Milanesi, fieramente rispondevangli: *Guerra o morte*; e Pompeo Litta affermavagli: = *nessun d'essi potergli assicurare la vita, se di combattere rifiutasse*; e Carlo Alberto soggiungeva: = La mancanza delle munizioni da guerra e il poco buon volere dei cittadini al combattere averlo indotto a fermare tregua col nimico; la quale era stata bene accetta, perchè necessaria, da Zucchi e dal supremo Magistrato della città, allo intento di toglier questa ai gravissimi danni e forse alla rovina estrema che il prolungare delle resistenze avrebbe indubitabilmente arrecato. Avere egli saputo dallo stesso Podestà di Milano, che il popolo preferiva la pace all'assedio = « Non è vero, diceva a lui una guardia cittadina; il popolo domanda d'esser condotto contra il nimico; Maestà! noi ricordiamo il 1821. » — Interpellato dal Re, se i concittadini suoi fossero pronti a dare il sangue per la patria: « Sì, tutti, » gli rispondeva; « E io lo darò per voi, » esclamava allora Carlo Alberto (1); indi venuto al balcone gridò la guerra; e le moltitudini raccolte dinnanzi al suo palazzo — le quali sono sempre pronte a voltarsi dall'odio all'amore e dallo imprecare al benedire — udito quel grido, scoppiarono in fragorosi applausi, e *lui* salutarono *salvatore della patria*. Richiesto, il Re metteva subito fuori il seguente bando agli abitanti di Milano: « Il modo gagliardo col quale l'intera popolazione si manifesta contra qualsiasi idea d'accordo col nimico, mi ha determinato di continuare nella lotta per

(1) LUIGI ANELLI, *Storia d'Italia*, vol. II, cart. 224; Milano, 1864.

quanto le circostanze sembrino avverse. Tutto deve essere vinto da un solo sentimento, la liberazione d'Italia. Cittadini! il momento è solenne; che tutti si pongano alla opera. Forti nella giustizia della nostra causa, il Cielo coronerà gli sforzi di un popolo eroico affratellato con un esercito, che ha già versato tanto sangue per la causa italiana. Io rimango fra voi co' miei figli; per la causa comune io soffro da quattro mesi i disagi della guerra con la parte più eletta del mio popolo. Io confido in voi; mostrate dal canto vostro che giusta è la mia confidenza, e tutti uniti saluteremo quanto prima il giorno della comune liberazione. »

A revocare la ritirata e preparare nuove resistenze e nuovi combattimenti Carlo Alberto sollecito spedì Bava all'esercito, che già s'avviava fuor della città, e ordinò si incendiassero le case che innalzavansi tra le mura e il campo nimico. Giunto Bava in mezzo a' suoi generali e colonnelli, e saputo come essi intendessero recarsi con loro genti al Re per toglierlo, anche con la forza, dalle mani dei cittadini che tenevano prigioniero, nè riuscendo egli ad assicurarli che il Monarca non correva pericolo veruno, aspramente lor diceva: « Signori, io vi rendo mallevadori d'ogni funesta conseguenza, che possa derivare dall'operar vostro imprudente; ricordatevi che il paese vi saprà grado un giorno della vostra obbedienza ai miei ordini, con che solo potete evitare una guerra civile e salvare la patria. » — Quali furono allora gli ordinamenti di Bava per la guerra, che il rifiutar delle tregue doveva riaccendere? Egli nulla operò; anzi tranquillo mantenessi nel suo campo, aspettando la notte per compiere quanto era stato fermato col maresciallo, e che dopo la parola solennemente data dal Re ai Milanesi di rimanere tra essi coi figli suoi, era tradigione! I cittadini, che il bando regio aveva ripieno di novello ardore per la pugna, quando videro l'esercito prepararsi a lasciare

Milano, gridarono *morte a lui*, che, dimentico del giuramento fatto poche ore innanzi di resistere fino all'estremo, aveva ripigliate le tregue per ritornare la patria loro al servaggio straniero. La tempesta andava ogni momento più ingrossando; il popolo infuriava e minacciava vendetta! i generali avrebbero voluto sperdere con la forza i tumultuanti; ma Carlo Alberto li rattenne, impedendo così che le sue armi, le quali avevano fatto tante onorate prove contra i nimici, si bruttassero di sangue cittadino; e saviamente ei fece. Egli sofferse allora le tristissime conseguenze di sua ambizione, che, per ottenere anzi tempo la signoria di Lombardia e delle Venezie, avevalo spinto a mancare alla fede data; e patì eziandio le dolorose conseguenze de' suoi errori politici e militari — che furono molti — e del mal governo della guerra. Ministri, in verità onesti, ma nè saggi, nè prudenti — intendo parlare di Casati e di Gioberti — lo ebbero allora male consigliato a sospendere le armi per dare tempo all'Inghilterra — di quei giorni proffertasi mediatrice nella contesa austro-sarda — di condurre l'imperio e la Sardegna ad accordi onorevoli e a componimento vantaggioso alla causa nazionale. — Nelle ore pomeridiane di quel giorno 5 agosto il Podestà, il Presidente della Congregazione Provinciale e l'Arcivescovo, iti al campo austriaco, ottenevano da Radetzky la prolungazione della licenza d'uscire di Milano, da lui già concessuta ai cittadini che desideravano seguirlo lo esercito regio in sua ritratta, sino alle otto pomeridiane del dì vegnente; e fu allora che il Bassi, il luogotenente maresciallo Hess e il generale Salasco sottoscrissero i patti della resa. Milano presentò allora un assai miserando spettacolo; però che alcuni cittadini, violentemente concitati e accesi d'ira contra coloro che avevanli ingannati e traditi, corressero, pari a furie infernali, le vie chiamando il popolo a vendetta; altri, poveri d'animo e di consiglio, si tenessero muti e accasciati da tanta e immeritata sventura. Alcuni, che senno possedevano e fortezza di

animo, avrebbero ben voluto in qualche modo provvedere alle dure necessità del momento, rialzare gli abbattuti e rinfrancare i vacillanti; ma, sia che non avessero forze bastevoli a tale impresa, o che la loro voce fosse come gridata nel deserto, nulla poterono operare; e i più, o perchè abborrenti il giogo dell'Austria, o tementi la ferocia del vincitore, apparecchiavansi a lasciare la terra nativa; molti infelici allora smarrivano la ragione!.... universale era la disperazione, universale il disordine!.... — Intanto il popolo, strepitando e infuriando intorno al palazzo entro cui trovavasi Carlo Alberto, faceva ogni sforzo per irrompere in esso. Il colonnello Lamarmora, avvedutosi del pericolo che soprastava al Re, corse a lui con una compagnia di bersaglieri e un battaglione di fanti; e fu in mezzo a questi che di notte egli camminò verso porta Orientale, seguito dal Duca di Genova, venuto a difendere e proteggere il padre suo. « Per non esporre i suoi figli alle ingiurie e alle umiliazioni, così scrisse Ferrero, alle quali egli stesso si trovava esposto, Carlo Alberto aveva a quelli comandato di non lasciare le loro divisioni; ma trascinato dalla sua filiale pietà, il Duca di Genova sollecito recossi presso il padre » (1). Raggiunto per via da Bava, il Re, ad istanza del suo generale portavasi al collegio Calchi Taeggi, presso la porta Vigentina, a prendervi un'ora di riposo, di cui provava forte il bisogno. Poco dopo le due del mattino del 6 agosto egli uscì di città; e un'ora di poi — tranne il battaglione di fanti che doveva consegnare porta Romana agli Austriaci — tutto l'esercito regio allontanavasi dalla metropoli lombarda (2); e diviso in tre schiere per Rho, Magenta e Abbiategrasso avviossi al Ticino; valicatolo il giorno appresso poneva i suoi campi

(1) *Journal d'un officier*, ecc., cart. 112; Torino, 1848.

(2) Nel lasciare Milano Carlo Alberto portò seco quattro milioni di metallo fuso degli ori e argenti offerti dai Milanesi al Governo temporaneo di Lombardia.

lungo la destra di quel fiume da Novara a Garlasco (1). Appena arrivato alla sua stanza di Vigevano, e fu il 7 agosto, volgeva ai soldati queste parole: « Le sorti della guerra ci costringono a ripassare il Ticino; pure l'ultimo combattimento sotto le mura di Milano onora il vostro coraggio, e se la mancanza di munizioni ci tolse di continuare la difesa, come era ardente nostro desiderio, anche questa ritirata costò assai cara all'inimico. Soldati! sollevate gli animi sconsolati, ordinatevi tosto e fortemente. Io voglio che la disciplina più severa sia mantenuta, e che ogni infrazione di essa sia punita col massimo rigore; la polizia sia meglio curata e le proprietà dei cittadini sempre inviolabilmente rispettate. Nei momenti difficili è necessaria più che mai l'unità e la obbedienza. La causa della indipendenza italiana, che abbiamo preso a soste-

(1) Nella convenzione della resa sottoscritta dal luogotenente maresciallo Hess, dal Podestà di Milano, Paolo Bassi, e dal luogotenente generale Salasco, Radetzky aveva promesso di rispettare la città e di avere, in quanto al passato, tutti i riguardi verso i cittadini che la equità esigea. La ritirata dell'esercito regio al di là del Ticino doveva compiersi in due giorni di cammino, come era stato già convenuto coi generali Sardi (*). Egli concedeva libera l'uscita da Milano per la via di Magenta, a quanti volessero seguire l'esercito del Re, sino alle otto della sera del 6 agosto (**); domandava poscia di occupare militarmente porta Romana, fissando l'entrata in città dell'armi imperiali al mezzogiorno del dì veniente. (*La Convenzione era stata fermata in San Donato il 5 agosto 1848*). Il trasporto degli ammalati e dei feriti doveva farsi nei due giorni di cammino sopra determinati per recarsi al Ticino e valicarlo. Per ultimo Radetzky chiedeva la subita liberazione di tutti i generali, ufficiali e pubblici ufficiali dell'Austria, che trovavansi in Milano. — Tali patti della resa dovevano essere, come lo furono, accettati dal Re.

(*) Si accenna alla prima convenzione non ratificata.

(**) « Sua Maestà, visto il paragrafo quarto della Convenzione 5 agosto 1848 (*quello per l'uscita di Milano di coloro che intendevano seguire l'esercito regio in sua ritirata*), garantisce di condurre scortati dall'esercito suo e bene rispettati tutti quei Lombardi, Veneti, emigrati d'ogni specie, e parimenti quelli che avessero preso parte al servizio italiano (sic) sino al luogo che credessero più opportuno ne' suoi Stati. »

« SALASCO, Luogotenente generale. »

nere, è nobilissima e santa sopra tutte le altre; essa fu il sospiro dei passati secoli, e testè ancora il voto delle popolazioni si manifestava per noi libero, aperto e unanime. Passeranno i giorni dell' avversa fortuna, e il diritto trionferà della forza brutale. Che niuno disperisca che tutti adempiano il proprio dovere! »

Alle otto del mattino 6 agosto gli imperiali presero possesso di porta Romana; e due ore dopo Radetzky, alla testa del secondo corpo d'esercito, entrò in Milano. Il silenzio, che regnava sepolcrale in essa, venne interrotto soltanto dai tamburi nimici; le sue vie, le sue case erano deserte, però che più di cento mila cittadini d'ogni età, d'ogni sesso e d'ogni condizione fossero usciti alla campagna per non assistere al ritorno trionfale del soldato straniero (1), che quattro mesi innanzi, dopo una lotta di cinque giorni combattuta con poche armi, avevano cacciato dalle loro mura. Fu quella una solenne protesta dei Milanesi contra l'abbandono del re Carlo Alberto, protesta che la storia registrò in sue pagine immortali per ricordare sempre ai popoli, che nelle imprese di indipendenza nazionale il primo e maggiore fondamento della vittoria sta nelle armi proprie. — Il secondo corpo d'esercito austriaco pose il campo su la vasta piazza del castello; il quarto, venuto di Pavia il giorno avanti, occupò i bastioni del lato orientale della città; il primo corpo d'eser-

(1) «... in su le sette ore, quando appunto di qua si fuggiva e di là inondavano i Tedeschi, la città fu sgombra dai Piemontesi, ma confusi alle loro scomposte ordinanze e alle salmerie uscivano a mille a mille quieti come in mortorio i cittadini che, per odio e per abitar più sicuro, ivano cercando altre dimore; e con quelli vedevi donne in gran numero, le quali, fortissime per amore al soffrire, co' fanciulli grandicelli per mano e i lattanti sul collo seguivano i mariti per istrade tutte sconsolate d'ogni ombra sotto un cielo, che per le vampe infuocate, pareva d'inferno. »

LUIGI ANELLI, *Storia d'Italia*, ecc., vol. II, cart. 227; Milano, 1864

cito, quelli della parte meridionale; la riscossa rimase a campo attorno a San Donato, su la via di Lodi. — Il generale Federici, che teneva Peschiera per Carlo Alberto, tuttavia reggevasi contra le genti di Haynau, alla cui chiamata avevano i regi negativamente risposto. Il capitano degli imperiali, stretta d'assedio la fortezza, giorno e notte percuotevala con sue artiglierie numerose e potenti, e preparava gli assalti. Alle fulminate palle crollavano le difese, aprivansi le mura e prendevano fuoco le polveri con grave rovina della terra; ma saldo restava il presidio, che di tre mila fanti e di quattrocento artiglieri si componeva. Haynau, appena seppe delle tregue fermate a Milano, richiese al generale sardo la fortezza; il quale gliela rifiutò nuovamente, consegnandogliela allora soltanto che ricevette l'ordine del Re, ordine portato a lui dal colonnello Cossato; e fu il 12 agosto. Due giorni appresso usciti i regi di Peschiera, questa fortezza veniva occupata dalle armi austriache; nel qual giorno parimenti ad esse si rimetteva ròcca d'Anfo per comando di Giacomo Durando, generale supremo delle legioni dei volontari; e ciò in forza delle convenzioni per la resa di Milano. — Alla sospensione delle armi convenuta per tre giorni dai combattenti, tenne dietro una tregua di sei settimane, nota sotto il nome di *armistizio Salasco*; la quale, dicevasi allora, sarebbesi di lì a non molto in durevole pace mutata. Il 9 agosto in Milano dal luogotenente generale De Hess in nome dell'Imperatore e dal luogotenente generale Salasco in quello del Re sottoscrivevansi le tregue; in virtù delle quali l'esercito regio doveva sgombrare la Lombardia, Venezia e sua terraferma, i ducati di Modena e Parma, e far ritorno per le vie più brevi negli Stati del Re, menando seco le artiglierie, le munizioni d'ogni specie e tutto quanto ad esso apparteneva. La durata delle tregue potevasi di comune accordo prolungare; le armi avevano a posare sino a tanto che, disdette quelle tregue otto giorni avanti il loro spirare, sarebbesi riprese le ostilità

senza offendere i patti allora fermati (1). La guerra regia in Lombardia era così finita!.....

Alla notizia dello indietreggiare dei regi dal Mincio, dopo le infelici giornate di Sommacampagna, Custoza e Volta, il Comitato di pubblica difesa di Brescia, veggendo la città esposta agli insulti nimici, sollecito volgeva sue cure a ristorarne le mura, a munir queste di cannoni, ad accrescere le difese, e a preparare quanto più potesse di resistenze. E siccome correva allora la fama, essersi il Duca di Genova impadronito di Verona e l'esercito au-

(1) La Convenzione per la sospensione delle armi tra gli eserciti di Sardegna e d'Austria « quale preludio dei negoziati per un trattato di pace, » sottoscritta il 9 agosto 1848 in Milano è la seguente:

« Art. 1. La linea di confine tra i due eserciti sarà quella stessa dei due Stati.

« Art. 2. Le soldatesche sarde e le loro alleate consegneranno a quella di S. M. l'Imperatore le fortezze di Peschiera, ròcca d'Anfo e Osoppo, come anche la città di Brescia tre giorni dopo la ratificazione della presente convenzione. Tutte le materie di tali fortezze — artiglierie, proietti, munizioni — che appartenevano all'Austria, saranno restituite, i presidi uscenti non potendo aver seco fuorchè le materie, le armi, le munizioni e i vestimenti portativi; ed essi poi dovranno rientrare nei loro Stati per le vie più brevi e per giornate regolari di cammino.

« Art. 3. Gli Stati di Modena, di Parma e la città di Piacenza col raggio di territorio assegnatole quale piazza di guerra, saranno sgombrate dai soldati di S. M. il Re di Sardegna tre giorni appresso il notificazione della presente convenzione.

« Art. 4. Questa convenzione s'estenderà anche alla città di Venezia e alla sua terraferma; le forze armate di terra e di mare, sarde, ne lasceranno la città, le fortificazioni e i porti per tornare agli Stati del Re.

« Art. 5. Le persone e i loro averi nei luoghi sopra citati sono posti sotto la protezione del Governo imperiale.

« Art. 6. Tale sospensione d'armi durerà sei settimane allo scopo di dare corso al negoziare della pace; spirato questo termine di tempo, si potrà o prolungarlo di comune accordo, o disdirlo otto giorni prima del ricominciare delle ostilità.

« Art. 7. Saranno eletti dei Commissari dalle due parti per mandare a effetto gli articoli sopra descritti nel modo più facile e amichevole. »

striaco trovarsi tra quello del Re e il Mincio, così il Comitato chiamava a sè la batteria d'artiglierie lombarde — la prima uscita alla guerra — che di quei giorni stavasi in Ghedi ad esercitarvi i soldati al tiro a segno (1). A governare le forze armate raccolte in Brescia il Governo temporaneo di Lombardia aveavi da prima spedito il generale Fanti, di poi Griffini, mediocrissimo generale, ma valoroso condottiero di *volontari*; il quale dopo avere visitato il castello, che soprasta a quella città, e le mura che la cingono, assicurava il Comitato potere la terra resistere e validamente difendersi dai nimici assalti. Il presidio — di sette mila uomini allo incirca — teneva, oltre la città, con le artiglierie lombarde — arrivatevi il 27 luglio — e alquanti battaglioni di fanterie San Polo e Sant'Eufemia, piccole terre che trovansi su la via di Lonato. In sul cadere del 29 luglio lo apparire improvviso di corridori ungheresi e grosse prese di fanti austriaci, che avevano tratto alcuni colpi di cannoni contra le prime guardie del campo di San Polo, facendo credere vicinissima forte schiera di nimici, le soldatesche italiane indietreggiavano da quelle posture, che riprendevano però nella notte. Il 6 agosto Griffini con tre

(1) « *Il Comitato di guerra di Brescia al capitano Bonelli comandante la prima batteria d'artiglierie lombarde a Ghedi.* »

« Le notizie giunte di Peschiera e la voce generale che asserisce il Duca di Genova entrato ieri sera in Verona e l'esercito austriaco rinserato tra il Piemontese e il Mincio, consigliano a ritirare per vista di prudenza sotto questa città la batteria di cannoni da lei comandata. Il Comitato pertanto deve interessarla a recarsi qui senza indugio coi dovuti riguardi di prudenza, affinché la popolazione non abbia a porsi in allarme. Di questa nostra caldissima istanza si rende tosto inteso il Ministro della guerra in Milano. Le si attesta la dovuta stima.

« Brescia, 24 luglio 1848.

« *I membri del Comitato*

« CAPRIOLI, ecc.

« ANGELO MAZZOLDI, segretario. »

mila uomini e quattro artiglierie camminava verso Salò, in aiuto di Durando, il quale voleva cacciare di là gli Austriaci e proteggere lo imbarcarsi di vettovaglie per Peschiera, assediata, come dicemmo già, da Haynau. Giunto il dì appresso a Gavardo — ove trovavansi le legioni di Manara e Borra, e la compagnia de' *volontari* Polacchi, tornate proprio allora allora dalla spedizione di Lonato — e avvertito che gli imperiali, saputo il suo avanzarsi, avevano lasciato Salò, Griffini riedeva a Brescia. Appena arrivati riuniva a consulta di guerra i maggiorenti della città per risolvere su ciò che meglio convenisse operare, allora che Carlo Alberto, rimessa Milano al maresciallo, aveva con tutto l'esercito rivalicato il Ticino; la quale tristissima novella eragli pervenuta nel tornare di Gavardo. I Bresciani, che con animo forte avevano già deliberato di resistere sino allo estremo piuttosto che sommettersi alla dominazione straniera, quando udirono il loro generale affermare: = Impossibile resistere al nimico d'ogni parte invadente; il sacrificio della città non essere di giovamento veruno alla causa patria; allo incontro essere savio consiglio serbarsi alla riscossa e prepararsi a nuova guerra, che il Re non tarderebbe di molto a rompere per la seconda volta; = fatta di necessità virtù, piegarono il capo all'antica signoria, senza però piegare l'animo mai a servili blandizie (1). Griffini, ottenuto da essi cinquanta mila lire per le vettovaglie e le paghe delle sue genti, a dì 11 agosto usciva di Brescia, e per Iseo ed Edolo portavasi al colle d'Aprica (2). Faticoso oltre ogni dire per l'ertezza della

(1) Nella notte del 10 agosto giugnevano in Brescia il colonnello Cossato e il capitano Cavalli, i quali informavano il Comitato della ritirata del Re al di là del Ticino e dei patti delle tregue di Milano.

(2) Le fanterie poterono comodamente camminare costeggiando il lago d'Iseo; ma le artiglierie, giunte a Marrone, troppo angusta facendosi la via, dovettero imbarcarsi; attraversato il lago scesero a Lovere; nel quale tragitto consumaronsi due interi giorni e una notte; in sul ca-

salita, difficilissimo per gli ostacoli ad ogni breve tratto di via incontrantisi, fu per gli artiglieri lombardi il passaggio di quel colle, che nel 1800 con infiniti stenti Macdonald ebbe superato con l'armi francesi, campeggianti prima i Grigioni. Pochi essendo i cavalli, picciola la schiera degli artiglieri in ragione del numero dei cannoni e dei carri di munizioni, che si eran tratto dietro nel lasciare Brescia (1), si dovettero i carri distruggere o guastare per via a fine di salvare le artiglierie, le quali su per la salita vennero trascinate a braccia d'uomini. Il 18 agosto il generale Griffini, calato con sue genti in Valtellina, ponevasi a campo intorno a Tirano; alle sei pomeridiane del dì vegnente per la valle di Puschiavo avanzavasi sul territorio della Confederazione Elvetica; le fanterie posarono le loro armi alla dogana Svizzera; gli ar-

dere del 15 agosto gli artiglieri raggiunsero in Edolo le fanterie. Qui cominciò il camminare più penoso che si possa immaginare; avvegnachè, oltre gli ostacoli naturali che ad ogni passo incontravansi, si difettesse molto di viveri e di foraggi, e la pioggia, che, non grossa, ma fitta cadeva rendesse assai faticoso il ripido salire del colle d'Aprica. Al di là di Corteno la via è strettissima e piena di pericoli; a destra s'alzano a picco dei colli dirupati, a sinistra scorre vorticoso un torrente; fu allora che per salvare le artiglierie si gettarono in quello i carri delle munizioni, eccetto sette; dei quali però quattro vennero poscia lasciati nel villaggio d'Aprica, ove gli artiglieri giungevano alle tre pomeridiane del 17; dopo breve ora di riposo, ripresero la via. Se duro assai era stato il salire sul colle, pericoloso era il discendere. Dopo avere camminato tutta la notte e il mattino del dì vegnente, gli artiglieri giunsero al tocco coi loro cannoni a Stazzone; riattaccati i cavalli in breve ora pervennero a Tirano, ove si congiunsero alle fanterie, le quali campeggiavano il borgo della Madonna. Gli Austriaci, calati già in Valtellina dalle montagne di Bergamo, trovavansi a poca distanza da quel villaggio. Alle sei pomeridiane del 19 agosto le genti di Griffini per Puschiavo entravano in Isvizzera.

(1) Griffini conduceva seco da sette mila uomini; oltre la batteria delle artiglierie lombarde, aveva menato via da Brescia altri otto cannoni, e alcuni carri di munizioni; tutti insieme cannoni e carri sommarono a quaranta con centonovanta cavalli.

tiglieri consegnavano, in Puschiavo, i loro cannoni agli ufficiali della repubblica. Al cadere del giorno la schiera di Griffini giugneva ai piedi delle Alpi; a mezzanotte arrivava su l'alto della Bernina, ove serenava tra le nevi e i ghiacci. Il mattino del 21 i Lombardi, calati da quel monte, entravano nella valle Engadina, e in sul far della sera del 23, in Coira; il 25, per la via Mala, recavansi a Spluga; superato il San Bernardino, portavansi a Bellinzona; il 28 agosto, a Locarno; e da Locarno, in Piemonte; però la maggiore parte delle fanterie erasi sbandata per via; ma gli artiglieri eransi mantenuti uniti. — Dei *volontari*, che sotto gli ordini di d'Apice stavano a difesa dei passi del Tonale e dello Stelvio, allo avvicinarsi del nimico alcuni disperdevansi, i più rifugiavansi nella Svizzera: e fu il 16 agosto. — Giacomo Durando — il quale, come sopra narriamo, custodiva i passi del territorio bresciano con le valli del Chiese nella Giudicaria tirolese — allora che seppe l'esito delle giornate del 22 e 23 luglio, e poco di poi lo indietreggiare dei regi dal Mincio, avvertito dello avvicinarsi a' suoi campi di grossa mano d'Austriaci, ordinò il raccogliersi de' suoi *volontari*, per correre quindi con tutte le sue forze armati sopra i luoghi minacciati dal nimico. Era quella mano d'Austriaci del colonnello Wyss; il quale, nel fiancheggiare il corpo d'esercito di Wratislaw avanzatosi dal Mincio su Cremona, andava cercando il contado di Brescia da Goito in sino a Castenedolo. Informato poscia, avere Carlo Alberto lasciato l'Oglio e l'Adda per riunire tutto lo sforzo suo intorno a Milano, Durando riducevasi co' suoi a Vestone e a Gavardo; dinnanzi ai quali campi ebbe a sostenere molte avvisaglie con grosse partite di nimici del corpo d'esercito assediante Peschiera. Il 6 agosto due mila *volontari* da Gavardo muovevano a cacciare di Lonato e Desenzano gli Austriaci, che impedivano a quei terrazzani di spedire vettovaglie all'assediata fortezza; e presso Carzago i *volontari* mettevano in volta una mano di cacciatori tirolesi e di cavalli, che

avanzavasi contr'essi. Poco prima, trovati gli imperiali su forti posture bene ordinati alla pugna, senza por tempo in mezzo li assalivano; e vigorosamente percuotendoli in brevissima ora rompevanli e li volgevano in fuga; e avrebberli compiutamente distrutti o fatti prigionj, se la grossa schiera d'Austriaci, partita il mattino di Desenzano per Salò, non fosse con celere passo tornata addietro in soccorso della terra assaltata. I *volontari*, vista la impossibilità di tener testa al nimico, per quell'aiuto diventato preponderante dimolto, tornarono a Gavardo. In questo combattimento cadeva ferito il colonnello Kamienski, il comandante della legione polacca, il quale aveva condotto l'impresa. — Durando, appena seppe della dedizione di Milano e della ritirata di Griffini da Brescia, per l'alta Lombardia avviossi co' suoi corpi franchi al Ticino; e il 12 agosto venuto a quella città vi levava trenta mila lire per li viveri e le paghe de' *volontari* (1). Nella notte mandava il suo antiguardo sopra Bergamo, il quale ne occupava la parte alta, in quella che Schwarzenberg impadronivasi della parte bassa. In su la sera del 13 Durando vi entrava col grosso della sua schiera, passando in mezzo agli Austriaci, che rendevangli gli onori militari, e alla cittadinanza accorsa sopra i suoi passi per salutarlo; ottenuto poscia da Schwarzenberg quanto abbisognava per sua gente, il mattino del 14 agosto uscito di Bergamo, veniva a Merate; il vegnente a Monza, ove riposava due giorni; il 17 per Legnano e Gallarate riprendeva la via del Ticino; il 19 agosto, valicatolo a Sesto Calende campeggiava la riva destra di quel fiume, e il dì appresso piantava i suoi alloggiamenti intorno a Oleggio. Durando erasi incontrato in Bergamo con Enrico Cernuschi (2), corso a lui

(1) Griffini aveva lasciato Brescia il giorno innanzi — come già dicemmo — senza avvertir di sua partenza il generale Durando.

(2) «... il Cernuschi per ispingere Durando a riunirsi con sè, scrisse l'Anelli, narrava con certa quale ferocità di parole i nuovi disegni, i po-

per indurlo a unirsi con Garibaldi; il quale, sdegnando riconoscere le tregue fermate dai regi e dagli imperiali nel campo austriaco di San Donato, e a quelle ponendo innanzi la salute e l'onore della patria, e l'onore altresì della milizia italiana, tenutosi co' suoi *volontari*, in su l'arme, ordinava la guerra in Valtellina, ov'erasi costituita una *Giunta*. Lasciati i monti del Bergamasco, Garibaldi, nei primi d'agosto camminava celermente sopra Milano, chiamato dal Comitato di pubblica difesa ad afforzare l'esercito di Carlo Alberto; ma al suo giugnere in Monza, avvertito che il Re aveva rimesso la città al maresciallo e che veniva incontro a lui grossa schiera di cavalli austriaci, dietreggiava verso Como, per cacciarsi poscia nelle valli e su le montagne dell'alta Lombardia a continuarvi la guerra di indipendenza italiana. Nella schiera capitana da Giacomo Medici militava allora, semplice gregario, Giuseppe Mazzini, cui in Monza era stata fidata la bandiera, su la quale stava scritto *Dio e il Popolo* (1). — L'or-

derosi apparecchi, le infallibilità del successo per virtù dei combattenti e spirito di guerra nei capi : tutto in ribellione in Piemonte, in fuga il Re, spezzate le tregue, annullati gli accordi. Combattuto l'altro — il Durando — tra l'avversione di repubblica e i nuovi casi, dubitò su le prime se non potesse far meglio che aderirsi a quei bravi. Ma dato un po' di tempo alla riflessione e veduto quei racconti non aver nulla di certo, anzi in Piemonte mancar forza di partigiani a mutar lo Stato a repubblica, pensò che sul confine dell'ardire sta sovente il pericolo, e rispose: *Le speranze della Giunta essere generose ma impossibili ad effettuare senza nerbo d'esercito;... rimettere insieme così in un subito le sparse forze, impossibile; tenere egli per finita la guerra, e il raccenderla peggiorerebbe ogni cosa in favor del nimico ed arrischierebbe anche l'avvenire;... (*)*.

(1) « Una piccola bandiera di compagnia, con le parole: *Dio e il Popolo*, s'innalzava per alcune ore in Monza, di fronte a quell'immenso spettacolo di monarchia fuggente e di popolo abbandonato, tra i prodi che nella legione Garibaldi seguivano Giacomo Medici ed io, trascelto dall'affetto di quei giovani, la portava. »

GIUSEPPE MAZZINI, *Scritti politici*, vol. IV, cart. 453; Milano, 1863.

(*) *Storia d'Italia*, ecc., vol. II, cart. 232; Milano, 1864.

dine di retrocedere aveva gettato lo sconforto nei *volontari*, che pieni d'entusiasmo correvano sopra Milano, anelanti di combattere l'Austriaco; ma li rincuorò, li rinfrancò si fattamente il grande agitatore genovese, che quella gioventù balda e generosa fece sacramento *di pertire in difesa della fede, di cui egli era stato l'apostolo, e che era pronto a diventarne maestro*. Agli animosi sforzi di Garibaldi non sorrise la fortuna; i suoi *volontari* — che contavansi cinque mila — all'arrivare in Como per la maggiore parte si sbandarono; soltanto ottocento rimasergli fedeli; con questi si pose a campo presso Camerlata; egli sperava così di potersi congiungere alle schiere di Griffini, di Durando e d'Apice, cui aveva spedito messi a invitarli di recarsi solleciti a lui, allo intento di discutere insieme e deliberare su la guerra minuta e per bande, che aveva disegnato di condurre sopra i monti di Bergamo, di Brescia e in Valtellina. Trovatosi poi solo all'impresa — però che quei condottieri avessero respinto l'invito suo — Garibaldi portavasi da Camerlata a San Fermo; ma vedendo per nuove fughe assottigliarsi ogni dì più la sua schiera — per la quale cosa diventava impossibile tentare assalti sopra il nimico — risolveva di ripararsi in Piemonte. A Sesto Calende raggiungevano da trecento compagni; venuto quindi in Arona impadronivasi con la forza di due navi a vapore e di alcune piccole barche, su le quali poste sue genti — da settecento cinquanta uomini — risalendo il lago Maggiore il mattino del 15 agosto prendeva terra a Luino. Breve ora dopo esservi disceso veniva assalito da grossa mano d'Austriaci, più di mille (1);

(1) Appena sceso a Luino, Garibaldi, colto da febbre, fu costretto a coricarsi all'albergo della *Beccaccia*, che trovasi presso l'entrata di quel borgo, che siede su la sinistra del lago Maggiore. Nel mettersi a letto, chiamato a sé Giacomo Medici, « prendi il comando de' miei legionari, gli disse, e vigila su noi. » In verità ei non poteva fidare il comando a capitano più di Medici valoroso e attento.

respinto il nimico, cui avea fatto ottanta prigionj e uccisi o feriti da cento uomini, camminava spedito sopra Varese; se non che informato dello avvicinarsi a lui di due forti schiere d'imperiali procedenti da Como e da Varese, Garibaldi piegando a sinistra riducevasi ad Arcisate (1); e saputo poscia che un'altra presa d'Austriaci muoveva verso Luino per levargli la via di ritratta sopra Lugano, andava a incontrarla; ma cammin facendo avvisato essere stato Luino già occupato dal nimico, retrocedeva portandosi a Morazzone, buona postura militare, su la quale piantava il campo: due ore dopo trovavasi da ogni parte circondato d'Austriaci, coi quali dovette venir subito alle mani. Tutta la giornata si combattè. Cinque mila uomini — che tanti contavansi gli imperiali — non poterono superare il debole campo dei *volontari*, sommantj a soli cinquecento, che comportaronsi con sì mirabile valore e mostrarono nella difesa perizia sì grande, da stupire in soldatesche vecchie e provate, e nelle fatiche della guerra da lunga pezza esercitate. Calata la notte, Garibaldi, fatto un gomitollo de' suoi prodi, urtò con l'armi inarcate le battaglie nimiche; e quando ebbe rotte, si spinse verso Varese, senza patir molestie dagli Austriaci, che non osarono tenergli dietro (2). A pochi chilometri di Morazzone comandò ai suoi *volontari* di sbandarsi dopo però avere lor dato la posta in Lugano; ed egli travestitosi da contadino portossi da prima in Isvizzera; quindi, disperando di poter ritentare con buona fortuna l'impresa, recavasi a Genova. — In sul cadere dell'ottobre, i *volontari*, che si erano rifugiati nel canton Ticino, sotto la scorta d'Arcioni, di Medici e d'Apice, calavano a Lombar-

(1) Arcisate, grossa borgata posta a settentrione e a brevi chilometri di Varese.

(2) Medici non trovossi a Morazzone; perchè, assalito dal nimico a Cazzone, a Todero e a Leggiuno — terre che, camminando in avanguardia, avea occupato — sopraffatto dal numero degli Austriaci, dopo fiero contrasto, avea dovuto ritirarsi nella vicina Svizzera.

dia per muoverla a romore e levarla di bel nuovo in su l'arme. Le schiere d'Arcioni e d'Apice, scese in val d'Intelvi, sostennero con qualche vantaggio alcuni scontri coi nimici; ma poscia sopraffatti dal numero di questi — la divisione di Wohlgemuth — si disperdevano; quella di Medici, venuta a Gravedona sul lago di Como — che gli Austriaci tutto correavano con navi a vapore — informata di quanto era toccato alle altre — da prima riducevasi a Porlezza; di poi, avvicinandosele numeroso il nimico, in val Cavargna presso il confine svizzero; nulla più rimanendole a fare, riparavasi nuovamente nel canton Ticino. — Tale il fine della guerra dei *volontari* in Lombardia nel 1848.

Innanzi di chiudere il presente capitolo dirò, ad ammaestramento di tutti, degli errori civili e militari — che furono nè pochi, nè lievi! — commessi da coloro i quali governarono in Lombardia la cosa pubblica, o vi ressero la somma della guerra; i quali errori trassero a rovina l'impresa, tanto prosperamente cominciata, e tornarono di danno immenso alla causa italiana.

Compiuta appena e vittoriosamente la sollevazione del marzo in Lombardia e nelle Venezie — sollevazione che avea costretto le armi austriache a cercare scampo nelle fortezze del *Quadrilatero* — numerosi i *volontari* corsero da ogni parte della penisola a difendere le Alpi e a combattere sul Mincio, sul Tagliamento, sul Brenta e a Vicenza il nimico d'Italia (1). Grande e potente era nell'universale l'entusiasmo e lo spirito di sacrificio nei giorni della sollevazione e nei primi della guerra; ma allora che questa non fu più esclusivamente nazionale (2), e quando il Go-

(1) La sola Lombardia diede alla guerra quattordici mila volontari; da venticinque mila furono scritti all'esercito regolare.

(2) Per l'annessione della Lombardia al principato sabauda, fatta anzi tempo, la guerra perdette il suo primo carattere; essa non fu esclusivamente nazionale, ma fu insieme *nazionale e regia*.

verno temporaneo per assecondare al desiderio di Carlo Alberto — che non voleva nè moltitudini armate e molto meno aiuto di Francia repubblicana, perchè tenevasi certo di poter fare da solo l'impresa — non curossi d'armare il popolo, l'entusiasmo andò a poco a poco spegnendosi e lo spirito di sacrificio diminuì d'assai. Ma il giorno in cui levossi il grido: *la patria è in pericolo*, quello si riaccese più forte che mai, l'altro rinacque più potente di prima. I generali del Re, nel loro indietreggiare dal Mincio non avendo trovato il paese pronto a soccorrerli con armi efficaci, dissero: = Che i Lombardi, per essersi riposati troppo presto su gli allori conquistati nel marzo, avevano perduto ogni ardore di guerra. = Ingiustissima accusa! « Collegno e Sobrero — così scrissero, poco dopo la caduta di Milano, Restelli e Maestri — generali piemontesi, che nel Governo temporaneo di Lombardia furono Ministri sopra le armi, renderanno ragione all'Italia di ciò che i Lombardi avrebbero potuto fare e non hanno fatto; e in particolare renderanno ragione come non s'abbia tenuto conto degli *elementi generosi insurrezionali*, tutti propri di una guerra nazionale... La maggiore parte dei soldati lombardi fu adoperata a stringere Mantova, la rimanente fu alle tre giornate del luglio... Se il valoroso ed esperto esercito piemontese per l'incapacità de' suoi generali fu costretto a una fuga fatale, come si poteva attendere che avessero a resistere le recenti cerne? Quelle poi stanziato sotto Mantova furono travolte materialmente nell'onda dell'esercito che si ritirava, dopo la giornata di Villafranca e di Custoza » (1). L'esercito subalpino, appena uscito alla campagna, era pur bello di entusiasmo, era pieno di ardimento generoso; ma la imperizia de' suoi capi, tante volte chiaritasi in quella guerra, facevagli perdere ogni fiducia nelle

(1) *Gli ultimi tristissimi fatti di Milano*, per RESTELLI e MAESTRI, carte 48; Italia, 1848.

proprie forze, lo disanimava, lo abbatteva. Che diremo dei capitani del Re, i quali, oltre il non saper condurre l'impresa a onore, al primo declinare della fortuna si scoraggiarono? — *Subito aiuto d'armi ai sollevati, a patto di subita dedizione della Lombardia al principato sabaudo:* queste parole volgeva Enrico Martini — l'inviato del Governo Sardo — a Gabrio Casati e ai membri della Consulta di guerra il 21 marzo, quando la sollevazione stava, in Milano, per vittoriare delle armi imperiali. Il conte Casati e alcuni del supremo maestrato della città con grande giubilo accettavano quella offerta, in verità poco generosa, lor fatta da quel servile negoziatore di politico affare; ma rifiutavano con nobile fierezza Carlo Cattaneo e quanti liberamente pensavano. Carlo Alberto fu allora invitato a discendere a Lombardia per dare *quell'aiuto che il fratello aspetta dal fratello* (1); ed ei venne con tutta la sua potenza a piedi e a cavallo per cacciare lo straniero da una ricca provincia, già a lui promessa, e altresì *per impedire al moto lombardo di diventare moto repubblicano, ed evitare al Piemonte e alla rimanente parte d'Italia le catastrofi che potrebbero aver luogo, se Governo di popolo vi si acclamasse;* così scriveva Pareto ad Abercromby, oratore d'Inghilterra presso la Corte di Torino, la sera del 23 marzo, quando il Re sottoscriveva il manifesto di guerra all'Austria. — La tanto sospirata Lombardia, che non aveva potuto ottenere prima di rompere le ostilità, Carlo Alberto l'ebbe di lì a brevi mesi con l'aiuto della parte moderata; a questa dunque deggionsi attribuire le conseguenze tristissime d'una inconsulta dedizione, un dei più funesti errori commessi dal Governo temporaneo di Lombardia. « A causa vinta, così aveva esso stabilito il 22 marzo, i nostri destini saranno discussi e fissati dalla nazione; » ma non molto di poi rompeva la fede data, in-

(1) Manifesto di Carlo Alberto del 23 marzo 1848.

ducendo con gli intrighi e con arte sottile i Lombardi a unirsi alla Sardegna innanzi il posare delle armi e senza discutere i loro destini; mentre ciò avrebbe dovuto farsi con atto spontaneo e proprio di gratitudine verso quel Re accorso con tutte sue armi a liberarli dal giogo straniero (1). Per ottenere lo intento suo — il quale doveva soddisfare ai desiderî di non pochi ambiziosi, la parte moderata volle che alla guerra presiedessero gli interessi politici, non i principi della scienza militare; e così l'esercito del Re, che in sul cominciare delle ostilità aveva fatto onoratissime prove di valore, vinto su l'Adige, sul Mincio e a Milano, fu costretto a fermare ben dure tregue. — La parte moderata, volendo con la subita annessione allontanare e per sempre il pericolo della *repubblica*, il cui fantasma pareva le turbasse i sonni, perdette la causa nazionale. Il Re e i suoi Ministri avevano bensì manifestato al Governo temporaneo il desiderio di conoscere l'ordinamento politico che intendeva dare alla Lombardia; ma Carlo Alberto, appena valicato il Ticino, aveva pur detto ai popoli d'Insubria e delle Venezie: *Venire egli ad essi senza prestabilire patti, e solo per compiere la grande opera dal loro stupendo valore così felicemente cominciata; che, ricondotta dalle sue armi la sicurezza, potrebbero attendere con animo sereno e tranquillo al loro interno ordinamento* (2). — Inopportuna fu dunque la domanda dei Ministri del Re ai supremi reg-

(1) *Emilio Visconti Venosta* nell'*Italia del Popolo* di Mazzini scrisse un giorno così: « La monarchia nulla può accettare dalla rivoluzione e noi pure nulla possiamo accettare da essa. Camminare innanzi o perire — è codesta la legge della rivoluzione italiana » (*). La storia ci prova quanto tale affermazione sia contraria alla verità! Emilio Visconti Venosta non ricordavasi, dettando quelle parole, che nel giugno 1848 la monarchia sabauda aveva accettata la Lombardia dalla *rivoluzione*, e nel luglio la Venezia dai *repubblicani*.

(2) Manifesto del Re pubblicato in Lodi il 31 marzo 1848.

(*) Vedi l'*Unità Italiana* — diario di Milano — del 22 febbraio 1870.

gitori della Lombardia; i quali, a onestare il suffragio dell'annessione al principato sabauda, che vollero anticipata per le ambiziose loro mire, affermarono: = Essere azione nobile e generosa darsi, senza discutere e mentre forte romoreggia la guerra, a *lui* che senza patteggiare era sceso a Lombardia per francarla dal servaggio straniero. = Così parlò allora la parte moderata, fedele alle antiche sue tradizioni; però che nel 1814, richiamata tra noi la signoria austriaca, avesse caldeggiata una conciliazione con l'imperio di casa d'Absburgo; nel 1821 avvicinata al Borbone di Napoli, frutto de' suoi maneggi fosse toccata all'Italia la infelice giornata di Rieti (1); nel 1831 e di poi si fosse chiarita ostile alle popolari sollevazioni; e allora che vide queste uscire trionfanti dalla lotta strenuamente sostenuta con l'esercito straniero — e fu nel marzo 1848 — si impadronisse dei moti popoleschi per signoreggiarli e guidarli a suo talento e giusta i suoi fini. I moderati non furono mai svisceratissimi amatori di libertà, ma solamente amanti di indipendenza; per conquistare la quale non si volsero per aiuto ai popoli, ma sempre ai principi; ed essi, che fede unitaria non possedettero mai, si attribuiscono oggidì tutta la gloria dell'unificazione italiana, mentre, or sono pochi anni, gridavano: *l'unità della patria essere un'utopia!* e li vedemmo combattere e perseguitare colui che sino dal 1821 primo l'aveva bandita, Giuseppe Mazzini. E qui giova riferire ciò che Emilio Visconti Venosta disse di quelli: «... *prima d'iniziare il rinnovamento italiano i moderati presero studiosa cura di prefiggersi un programma, in questo forse più logici del partito rivoltoso; presero studiosa cura di fissare a tutta*

(1) In Piemonte Carlo Alberto, principe di Carignano, e la parte liberale, avendo in comune le aspirazioni di indipendenza e libertà, insieme s'unirono, insieme prepararono l'impresa; della quale il futuro erede della corona sabauda doveva essere il più forte, il più potente appoggio.

la nazione i limiti entro cui s'acquietava il timido problema della loro intelligenza e la gretta aspirazione del loro cuore. Essi vollero prima di ogni altra cosa separare la causa della naturalità italiana dalla democrazia europea, e parvero dire a quest'ultima: Non isperate d'avere nel nostro popolo che risorge un nuovo e potente alleato; noi lo tenemmo lontano dalle vostre speranze e dalle vostre convinzioni. Fra voi e i vostri nimici, fra il dispotismo e la libertà esiste una media dottrina, esiste una società d'uomini politici, che combattono egualmente voi e gli avversari vostri. — ...I moderati vollero ricominciare in Italia un tentativo già dimostrato impossibile; vollero ricostituire quel partito che in Francia aveva già servito di sgabello agli uomini deliberati a tradire la rivoluzione di luglio, che in Italia aveva rovinato le rivoluzioni di Piemonte e le rivoluzioni delle Romagne; partito, la cui pellegrina sapienza finisce in non so quale connubio fra il concetto nazionale, che acclamano in parole, e l'intrigo diplomatico che rispettano in fatto, in non so quale anarchico accoppiamento fra la sovranità popolare; partito, il cui supremo prestigio sta nella dubbia voga da lui data a tutte le parole sotto cui sta nascosto un inganno politico e un equivoco, e che dopo avere creato il Re cittadino, la monarchia repubblicana e la libertà moderata, finì nell'impotenza, tradito dai poteri, deriso dal buon senso popolare, e disprezzato dall'Europa rivolta » (1).

Il Governo temporaneo, il quale prima della dedizione alla Sardegna aveva retto la Lombardia, rispetto alla politica interna, con modi temperati e con tolleranza, che bene s'addicevano ai nuovi tempi, dopo che il suffragio universale ebbe congiunte le sorti di quella alle sorti della

(1) Parole di Emilio Visconti Venosta sul libro di E. Quinet, *Les révolutions d'Italie*; vedi l'*Unità Italiana* del 22 febbraio 1870.

monarchia sabauda, usò modi che male addicevansi a libero reggimento. Quietato il tumulto del 29 maggio e tornata la calma alla città, esso, di nulla più temendo, non vergognossi di scendere a basse vendette; e con mal consiglio mettendo insieme partigiani dell'Austria e repubblicani, molti degli uni e degli altri imprigionò; e furono settantatré; che però vennero presto dal Tribunale rimandati assolti, perchè innocenti della sedizione loro apposta. E per far conoscere quanto l'ira di parte accecase in quei giorni i supremi reggitori dello Stato, diremo, che affermandosi da Fava *essere stati corrotti i giudici*, alcuni del Governo temporaneo volevano cassata la sentenza e rimandati i *sediziosi* a nuovo Tribunale, presieduto da Guicciardi, il quale, speravasi, sarebbe riuscito a trovare in quelli quanto di colpa bastasse per condannarli a prigionia. — « Se noi approviamo questo partito, disse allora pieno di sdegno l'onestissimo abate Anelli, noi siamo peggiori degli Austriaci; per questi le sentenze di un Tribunale erano rispettate e inviolabili. » La brutta proposta fatta da tre membri del Governo venne respinta; e l'Anelli — che Mazzini dice *unico per fede, onestà incontaminata e senno antiveggente in un gregge di servi* — impedendo di commettere tanta ingiustizia, tutti salvò dal vituperio. — Altri errori del Governo temporaneo vennero non molto di poi ad accrescere le scontentezze, di cui era già tutta piena la Lombardia. In sul cadere del giugno al Comitato di sicurezza pubblica aggiugnevasi una nuova Sezione, *una terza polizia di Stato, una specie di consiglio dei dieci*, così l'ebbe chiamata Carlo Cattaneo; missione sua era di *investigare e scoprire le corrispondenze che potessero avere nello interno li esterni nimici* (1); membri di essa furono Diego Molinelli, Francesco Arese, Francesco Crippa, Carlo Comaschi, Alfonso Litta Modignani e Alberico Gerli.

(1) Decreto del Governo di Lombardia del 26 giugno 1848.

Lo scopo vero di quell'ufficio consisteva tutto nel tormentare con la più odiosa delle vessazioni i cittadini di fede repubblicana. A sì fatto vergognoso ufficio di lì a poco s'aggiunse la più brutta delle umane turpitudini, *la delazione*; che il Governo, pretessendo *la salute della patria*, non vergognossi di organare, e alla quale *per bassezza d'animo e per furore di setta si arrolarono persone cospicue* (1). Il tristo albero della delazione portò i tristissimi frutti della diffamazione e della minaccia; *brutta guerra questa, fatta all'ombra dell'armi regie*, ch'ebbe vittime non poche di liberi cittadini, e riempì le città e i popoli di spavento e di timori; che partorirono nuovi sdegni e nuove ire, onde ogni cosa turbossi e si confuse; e i supremi reggitori — la cui autorità era già scemata d'assai e avevano perduto la fiducia dei loro governati — videro allora cadere quell'alta stima, che con arte finissima eransi un giorno acquistata. Dopo la vittoria del 29 maggio essi, assai baldanzosi, fecero male uso del loro potere, e per soverchiare la parte repubblicana abbassarono il prestigio della monarchia, alla quale dicevansi divoti e che avrebbero dovuto studiarli d'accrescerlo, soprammodo in quei tempi che correvano difficili e tempestosi; ma nell'ora del pericolo, e quando il nimico, vincitore sul Mincio, giunto alle porte di Milano, le batteva, essi lasciarono il loro ufficio, due eccettuati, come già sopra dicemmo, *Pompeo Litta* e l'abate *Luigi Anelli*, i quali saldi vi rimasero sino all'estremo momento, intendo dire sino alla resa della città.

Dagli errori civili passiamo ora a parlare degli errori militari. — Il re Carlo Alberto, ributtati i nimici dal Mincio e posti i suoi alloggiamenti entro il *Quadrilatero*, il 13 aprile percuoteva Peschiera con pochi cannoni di picciolo

(1) CARLO CATTANEO, *Della Insurrezione di Milano nel 1848*, cart. 125; Lugano, 1849.

calibro; alla chiamata della fortezza avendo i difensori risposto negativamente, subito ei la stringeva d'ossidione, che al giugnere di nuove e più potenti artiglierie mutava in assedio. Risoluto poscia il conquisto di Mantova — che il Re credeva facile impresa per le pratiche segrete che vi teneva con non pochi cittadini — corse cercando la campagna, la quale dinnanzi alla fortezza e alla sinistra del Mincio distendesi verso Roverbella e Castel Belforte; e nello esplorare quella contrada — che gli Austriaci allora non curavansi di contrastargli — consumò giorni preziosissimi, concedendo così al maresciallo quiete e tranquillità, di cui tanto abbisognava per rimettere la militare disciplina nei soldati, dimolto allentatasi, e rinnovare gli ordini dell'esercito suo, scompostisi nella ritirata da Milano al Mincio e all'Adige. È sapientissimo principio di guerra costringere l'avversario a dividere le sue armi; Carlo Alberto invece, armeggiando dinnanzi a Verona, pare siasi studiato sempre d'obbligare il nimico a tenersi unito. — Per la giornata di Santa Lucia Bava aveva disegnato di assaltare con tutto lo sforzo di guerra contemporaneamente i villaggi di Croce Bianca, San Massimo e Santa Lucia; i quali luoghi del campo trincerato di Verona erano stati dal nimico muniti di valli, di fossi e di terrati. Le tre schiere, che dovevano fare l'impresa, avendo assai tardi ricevuto l'ordine d'avanzarsi contra le posture austriache, non poterono venire agli assalti all'ora fissata. Le battaglie di destra e di sinistra dopo contrasto fiero e sanguinoso giunsero a superare Croce Bianca e Santa Lucia; ma quella di mezzo venne presto vinta a San Massimo e la sua disfatta tornò esizialissima alla schiera di sinistra; la quale, dopo aver perduto il campo poco prima conquistato, dovette indietreggiare. Se Giulay, che difendeva San Massimo, respinti gli assalitori, avesse da' suoi valli fatto impeto contra Bava che teneva Santa Lucia, grave sconfitta sarebbe toccata all'esercito italiano, però che fosse venuto all'impresa senza direzione

strategica. Errore tanto madornale mostra chiaramente che chi governava la guerra non conosceva i principi più elementari della scienza bellica. Il 29 maggio la picciola divisione toscano-napolitana combattè, a Montanara e a Curtatone, tutto il giorno contra il maresciallo portatosi ad assalirla con forze poderose. Il Re non solamente non soccorse agli alleati, che eransi sacrificati per la salvezza del suo esercito, ma non mosse nemmeno dai vicini suoi campi di Goito e di Volta a raccogliarli, allora che oppressi dal numero dei nimici indietreggiavano. — Il dì vegnente i generali di Carlo Alberto davano novelle prove di militare insipienza. Vinta la giornata di Goito, paghi d'aver ributtato lo assalitore, non curaronsi di perseguitare gli Austriaci; se fossero stati capitani accorti e nelle industrie della guerra alquanto esperti, facendo impeto con lo sforzo di loro genti contra il corno destro dell'esercito imperiale, avrebbergli levata la via di Mantova e fors'anche lo avrebbero costretto a posare le armi. — Che delibera allora il maresciallo? quale altra impresa egli disegna? Veggendo i regi tranquilli nei loro campi, Radetzky corre all'Adige, lo valica, assalta Vicenza e se la reca in mano; in tal modo si apre nuove vie di comunicazione con le provincie dell'imperio e, divenuto signore delle Venezie, porta le armi su le lagune. — Che fa allora Carlo Alberto? Mentre Radetzky recasi all'Adige, egli manda grossa schiera di sue soldatesche a impadronirsi delle alture di Rivoli e della Corona. La vittoria, quando non viene seguita, è di poco o di verun vantaggio. « Nel bene profittare di essa, così Jomini (1), sta il più bel talento di un generale; ed è in ciò che l'imperatore Napoleone ha sorpassato tutti i secoli e dato alla posterità le più saggie lezioni. » — Il nimico, al quale ogni giorno arrivano rinforzi considerevoli, riunisce sue armi e appa-

(1) *Traité des grandes opérations*, ecc., cap. 12.

recchia offese poderose; e Carlo Alberto, cui gli aiuti arrivano tardi e scarsi, stende l'esercito da Rivoli a Governolo. Il maresciallo, uscito di Verona con tutta la sua potenza a piedi e a cavallo, assalta Sommacampagna e Sona; indi fa la giornata di Custoza; e se egli non vince il nimico col valore delle armi, gli riesce però di sopraffarlo col numero dei soldati. Radetzky aveva allora saputo bene applicare al caso suo il *principio delle masse*, principio che tante volte avea fatto vittoriare il primo Napoleone. — Il Governo di Milano, avvisato dello indietreggiare dei regi dal Mincio dopo le giornate di Sommacampagna e di Custoza, manda il generale Fanti da prima e Griffini da poi a reggere Brescia con piena autorità civile e militare; così, col togliere questa città a Durando, priva questo generale della base naturale di sue militari operazioni e crea due comandi supremi dei *volontari* che, come sopra vedemmo, tornarono funestissimi alla guerra, e li crea proprio allora che sommamente importa di affermare l'alta potestà sui *volontari* stessi nelle mani di lui, che per ben tre mesi e più ha saputo difendere le valli bresciane da nimica invasione. Il Governo di Lombardia avrebbe saviamente risposto ai bisogni imperiosi di quei momenti difficili e pieni di pericoli se, mantenendo in tutta sua interezza la unità del comando nel generale Durando, avesse a questi ordinato di muntre di valido presidio ròcca d'Anfo, monte Suelo e Bagolino, e di raccogliere i *volontari* — i quali allora contavansi dieci mila allo incirca — e molestare con essi il fianco destro dell'esercito nimico, quando teneva dietro ai regi che ritraevansi sopra Milano, rallentandone così lo incalzo e divertendone le forze con grande vantaggio dell'esercito italiano. Il quale errore del Governo lombardo devesi, in parte almeno, imputare allo Stato Maggiore di Carlo Alberto; per ignoranza o dimenticanza colpevolissimo di non essersi valso dei *volontari*, che tanto potevano giovargli nelle dure necessità di sua ritratta dal Mincio. — Durante la guerra lasciaronsi inoperosi molti

battaglioni di fanti in Milano e in parecchie città di Lombardia, ed eziandio inoperoso lasciassi il presidio di Piacenza, ove il generale Bricherasio reggeva le cose della milizia (1); e fu questa una assai colpevole dimenticanza dello Stato Maggiore sardo, al quale erano ben note le forze tutte dell'esercito e le varie stanze che da questo tenevansi. Avrebbe esso bene operato raccogliendo quei battaglioni in un grande campo sotto le mura di Piacenza e facendo di questa fortezza una grande riposta di vettovalie, di munizioni e di armi. Se allo indietreggiare di Carlo Alberto dal Mincio quei battaglioni per la destra del Po fossero scesi a Cremona, questa città avrebbe certamente potuto arrestare lo incalzar poderoso degli Austriaci, e così dato all'esercito regio tempo bastevole a riordinarsi e a preparare le resistenze su l'Adda; le sorti della guerra sarebbersi allora mutate, o almeno almeno riuscite meno ruinoso ai regi. — Carlo Alberto, il quale per non levare l'assedio a Mantova aveva con poche forze affrontato il maresciallo (2), costretto a indietreggiare dal Mincio, poneva da prima i suoi campi dietro l'Oglio, di poi dietro l'Adda; le quali linee di difesa subito e senza combattere lasciava per recarsi sopra Milano. Egli avrebbe operato

(1) Bricherasio era uomo nullo, generale mediocrissimo, e a libertà politica avverso.

(2) La troppa importanza data nella guerra del 1848 alle fortezze fu certamente non tra le ultime cause, che mandarono a male la impresa dell'indipendenza italiana. « Le tregue, il sospendere delle armi, diceva Napoleone, fanno cadere le fortezze. » Tempo prezioso e moltissimi soldati si perdettero, e invano, per ridurre Mantova alla resa; danni assai gravi patì l'esercito regio durante l'assedio di essa; assai più del ferro nimico poterono le micidiali emanazioni del paludoso lago, attorno al quale campeggiavano gli assediatori. Se i generali del Re avessero bene studiate le guerre combattute dal *grande capitano*, avrebbero indubbiamente condotto a onore quella di Lombardia; ma la storia militare della repubblica e del primo imperio francese aveva loro poco o nulla insegnato.

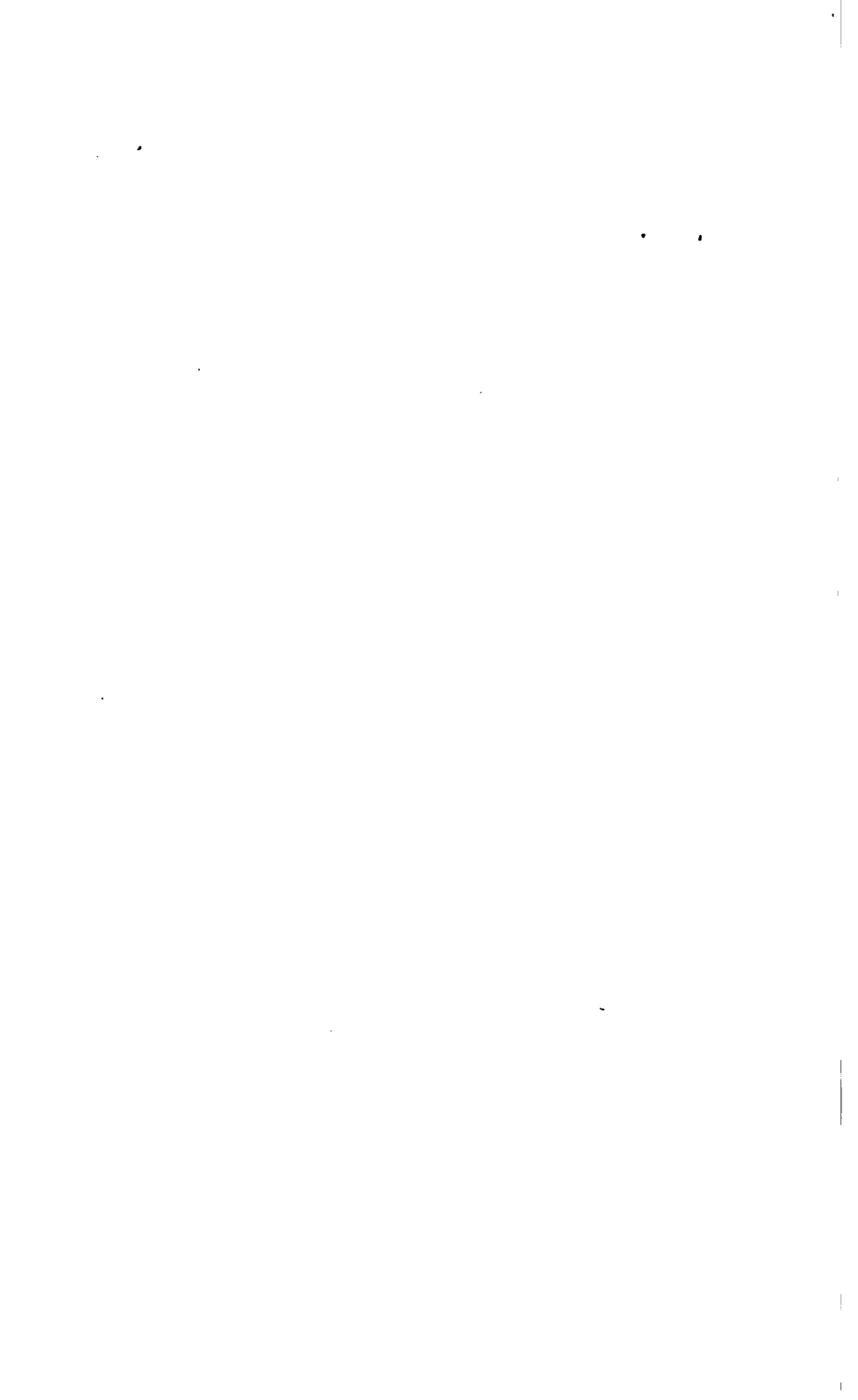
da buon capitano mutando la linea di militari sue operazioni, che lo conduceva alla metropoli lombarda, in quella che menava a Piacenza, e raccogliere tutte le sue armi su questa postura strategica, forte per arte e natura di sito, arvegnachè il Po offrisse valido appoggio all'esercito suo contra gli assalti del nimico e da quella potesse minacciarne le vie di comunicazione con le fortezze del Quadrilatero. Rinunciare a Piacenza, dietro cui trovavansi *Genova, Alessandria e Valenza* — naturale base della guerra dei regi contra gli Austriaci — fu il più grave degli errori strategici commessi da Carlo Alberto nel 1848. Da Piacenza gli sarebbe tornata facile l'impresa di proteggere la metropoli lombarda, che Radetzky avrebbe bensì potuto occupare, ma soltanto per brevi momenti; pur facile cosa sarebbe stata per Carlo Alberto rifare l'esercito, portarlo a numero, rinnovarne gli ordini e la disciplina militare, rinfrancare gli animi delle sue soldatesche; in fine, continuare la guerra con buona fortuna; mentre a Milano guastossi il poco di buono che ancora restava nell'esercito; e la giornata del 4 agosto, combattuta in condizioni infelicissime, fecegli posare le armi e lo costrinse alla tregua.

Nella guerra di Prussia del 1759 e in quella di Lombardia del 1848 noi veggiamo essere stati commessi dal re Federico e da Carlo Alberto i medesimi errori strategici, che partorirono eguali disastri. — Contra il primo combattevano gli Austriaci, duce il maresciallo Daun; contra il secondo, gli imperiali capitanati da Radetzky. Nel 1759 l'esercito di soccorso di Daun — improvvidamente accampatosi in Polonia, lontan lontan dalla sede della guerra — non poteva prendere parte a questa se non al cadere del maggio, nel quale tempo soltanto le vie di quelle settentrionali contrade diventano praticabili dalle artiglierie e dagli impedimenti che seguono gli eserciti. Nella guerra del 1848 le riscosse austriache, raccol-

tesi in su l'Isonzo, per raggiugnere Radetzky, che combatteva dinnanzi a Verona e attorno a Mantova, dovevano attraversare le Venezia, alla cui difesa stavano le genti della Chiesa e grosse schiere di *volontari* romagnoli e veneti. — Russe erano le soldatesche, le quali, sotto il governo di Soltikoff, campeggiavano la Vistola, nello aspettamento della buona stagione per muovere in aiuto di Daun; austriache erano le armi, che sotto il comando di Nugent riunivansi nella valle dell'Isonzo. Federico di Prussia non seppe profittare dell'occasione favorevole, proprio messaggi innanzi dalla fortuna, quella cioè di fare impeto con tutto lo sforzo suo sopra l'esercito di Daun, il quale per ragion di prudenza aveva risoluto di tenersi alle difese sino all'avvicinarsi dei Russi. Carlo Alberto stette molti mesi quasi inoperoso ne' suoi campi del Mincio; se tolgonsi le giornate combattute a Santa Lucia e a Goito egli, dall'aprile a mezzo luglio, sostenne col nimico soltanto piccioli combattimenti, fazioni e badalucchi, mentre avrebbe dovuto assalirlo allo scopo di non dargli tempo di rifare le sue armi e restaurare la disciplina e gli ordini dell'esercito. L'avanzarsi dei Russi di Soltikoff verso l'Oder costringendo il Monarca prussiano a mandare contra essi grossa presa d'armati, faceva perdere al suo esercito da prima riunito, e allora diviso, il grande vantaggio offertogli dalla sua linea di militari operazioni, la quale correva fra le due, molto distanti, delle genti confederate. Se il Re sabauda non si fosse arrestato al Mincio per osteggiare le fortezze; se, lasciata parte dell'esercito a spiare le mosse del maresciallo, che tenevasi chiuso in Verona, con la rimanente parte fosse ito sollecito allo Isonzo, per impedire il raccogliersi degli aiuti nimici e fugare quelli che vi avesse trovato — e che in sul cominciare della guerra erano pochi — Radetzky, non potendo da solo sopportare tutto lo sforzo dei regi, sarebbe stato costretto a ripararsi per la valle dell'Adige in Tirolo. Se all'esercito italiano fosse toccato su l'Isonzo una sconfitta,

esso sarebbesi ripiegato sopra Palmanova o Venezia, per tornare poscia a nuovi assalti; e se fosse riuscito vincitore in su l'Isonzo, avrebbe minacciato di gravi danni lo imperio. Una giornata perduta su quel fiume avrebbero assottigliato di qualche migliaia di soldati; e una vittoria avrebbe ridotto il maresciallo a mal partito e forse indotto i Ministri dell'Imperatore a scendere agli accordi e alla pace. Brevissima sarebbe stata la guerra e condotta a onore, se Carlo Alberto si fosse subito posto a cavaliere delle vie di comunicazione di Mantova e Verona con le altre provincie della monarchia austriaca; se avesse prestamente occupate le strette di Pontebba e le forti posture di Tarvis; in fine, spinto l'esercito suo sopra Willach e Klagenfurth, e fulminata Trieste con le artiglierie delle sue navi da guerra. — Facile impresa sarebbe stata per Federico di Prussia superare Daun, campeggiante la Boemia, e tentare Vienna, prima che i Russi da Danzick e da Thorn potessero giugnere all'Oder. Egli stette quattro mesi nella Slesia, correndo da Landshut a Schmotzseifen senza curarsi delle mosse che dagli Austriaci facevansi per unirsi ai Russi; e così toccò forti battiture a Kay, a Kunersdorf e a Maxen. — Carlo Alberto consumò la maggiore parte del tempo atto alla guerra in percorrere di continuo la contrada che da Rivoli scende al Po: onde perdette Vicenza e tutte le Venezie, ai difensori delle quali egli non seppe soccorrere; e fu vinto a Custoza, a Volta, a Milano. — Federico e Carlo Alberto caddero nel grave errore di dividere le loro armi, allora che il nimico raccoglieva le proprie e di nuovi aiuti ingrossava l'esercito.

FINE DEL PRIMO VOLUME.



INDICE

Ai Leggitori *Cart.* v

Introduzione.

L'Italia alla caduta del primo Napoleone nel 1814; sue condizioni morali e politiche »	1
Il trattato di Vienna e lo spartimento della penisola . . . »	5
Il principe di Metternich e la Lega italiana »	10
I <i>Carbonari</i> ; loro intenti »	11
La <i>Carboneria</i> , Ferdinando Borbone e Gioacchino Murat . . »	12
Il Congresso di Carlsbad; moti di Spagna del 1820 e Ferdinando VII »	15
La sollevazione di Sicilia e di Napoli nel 1820 »	16
Le Conferenze di Troppan, il Congresso di Lubiana e l'intervento austriaco »	19
La guerra; Rieti e la Restaurazione »	24
Vittorio Emanuele I e il Piemonte »	27
La sollevazione piemontese del 1821 »	29
Carlo Alberto principe di Carignano »	30
La abdicazione; Carlo Felice »	32
L'intervenzione austriaca e la giornata di Novara »	37
L'Austria ed i processi contra i <i>Carbonari</i> della Lombardia e delle Venezie »	40
Il Congresso di Verona e l'intervento francese nelle Spagne. »	41
La sollevazione greca; la guerra »	42
La mediazione d'Inghilterra, di Russia e di Francia; la giornata di Navarino; l'intervenzione russa e gli aiuti di Francia; il regno di Grecia »	45

Carlo X e la Francia	Cart.	46
La rivoluzione del 1830 e Luigi Filippo duca d'Orleans. Il Belgio costituiscesi in regno indipendente	»	50
Moti italici del 1831; Roma; Modena	»	52
L'intervento austriaco; il generale Zucchi e la giornata di Rimini; Ancona	»	55
Il cardinale Albani e la giornata di Cesena	»	56
La sollevazione della Polonia nel 1830; la guerra	»	58
Giuseppe Mazzini e la <i>Giovane Italia</i> ; la società del Pantenna. I Francesi assalgono Ancona e se la recano in mano	»	65
Mazzini e Ramorino in Savoia nel 1834	»	68
Moto viterbese del 1837; il <i>choléra-morbus</i> ; sommossa di Catania	»	71
Mazzini e l' <i>Apostolato popolare</i>	»	74
Sollevamento degli Abruzzi nel 1842 e delle Calabrie nel 1844	»	75
I fratelli Bandiera e il processo di Cosenza	»	76
Moti di Rimini; Pietro Renzi	»	77
La Toscana e il Fossombroni	»	80
Scrittori italiani propugnatori di indipendenza nazionale	»	81

CAPITOLO I.

Carlo Alberto e Pio IX.

Le prime riforme di Carlo Alberto	»	87
Morte del papa Gregorio XVI; esaltazione di Pio IX al pontificato	»	90
<i>Motu-proprio</i> di Pio IX	»	93
Le prime riforme di Pio IX	»	94
Lettera di Giuseppe Mazzini al Pontefice	»	98
Contesa di dogane tra la Sardegna e l'Austria	»	99
I matrimoni spagnuoli	»	102
Annessione di Cracovia all'Austria	»	104
Leopoldo II di Toscana	»	106
Sollevazione di Sicilia	»	108
Il 12 gennaio 1848 a Palermo; vittorie della parte liberale	»	111
Il 29 gennaio a Napoli e la <i>Costituzione</i>	»	114
Tumulti in Roma nel luglio 1847	»	115
Gli Austriaci in Ferrara	»	116
Lega doganale tra Roma, Toscana e Sardegna	»	117
Fivizzano e Pontremoli	»	118
Carlo Lodovico Borbone e Lucca	»	119
Morte di Maria Luigia, Imperatrice	»	121

CAPITOLO II.

L'agitazione lombarda e la guerra del Sonderbund.

La Lombardia dal 1814 alla morte di Francesco I, Imperatore <i>Carl.</i>	122
Ferdinando I succede al padre nell'imperio »	125
Morte dell'arcivescovo di Milano Gaetano Gaysruck; Barto- lomeo Carlo Romilli successore suo; feste e lutti in Milano	» 126
Il conte di Fiquelmont »	129
Germania e Svizzera »	131
Agitazione della parte liberale nell'Elvezia »	132
<i>La Lega dei Sette Cantoni</i> »	134
Il conte Bois-le-Comte »	135
Preparamenti bellici; la guerra »	137
Lord Palmerston; la parte liberale vittoriosa della Lega; pa- cificazione della Svizzera »	138

CAPITOLO III.

Le Costituzioni.

<i>La Congregazione centrale lombarda e il deputato Nazzari</i> »	140
Daniele Manin e la <i>Congregazione centrale veneta</i> »	143
Lord Minto »	144
I casi di Milano nel gennaio 1848 »	145
Il vicerè Raineri »	146
Tumulti di Pavia e di Padova »	149
Governo rappresentativo in Toscana »	152
Genova e la <i>Compagnia di Lojola</i> ; il Municipio di Torino e il conte Santarosa »	153
Carlo Alberto concede la <i>Costituzione</i> a' suoi popoli »	155
Il papa Pio IX promulga lo <i>Statuto</i> fondamentale di un go- verno rappresentativo; Monaco e il principe Florestano; Carlo Lodovico di Parma e Francesco di Modena sono costretti a lasciare i loro Stati »	158
Massa e Carrara, la Garfagnana e gli ex-feudi della Lunigiana ricongiunti alla Toscana »	160

CAPITOLO IV.

La repubblica in Francia. — La sollevazione lombardo-veneta.

Sollevazione di Parigi del febbraio 1848; i banchetti. Il duca di Praslin; inchiesta governativa. La riforma del Parla- mento e i diritti di riunione »	162
---	-----

Il 22 febbraio e la sollevazione. Thiers e Bugeaud. L'abdicazione di Luigi Filippo; la fuga. Il 24 febbraio e la repubblica	<i>Cart.</i>	168
Agitazione germanica. Moti di Berlino. Il Parlamento di Francoforte. Sollevazione di Vienna		» 177
Venezia togliesi alla signoria austriaca. Milano e le <i>cinque giornate</i> di marzo. Barbarie austriaca		» 181
Sollevazione di Varese, Como, Lecco, Bergamo, Brescia, Cremona, Mantova e Verona		» 207

CAPITOLO V.

L'Italia levasi a guerra contra l'Austria.

Amnistia di Carlo Alberto; sua intimazione di guerra all'Austria. Il re Carlo Alberto e il Governo temporaneo di Milano		» 213
Firenze e Roma; Ferrara e Comacchio		» 221
Lord Minto e la mediazione inglese in Sicilia; il Parlamento siculo grida decaduto dal trono di Sicilia Ferdinando Borbone e la sua dinastia. Il re Ferdinando invia parte dell'esercito e dell'armata contra l'Austria		» 224
Il generale Passalacqua deputato da Carlo Alberto al Governo lombardo; eccidio di Melegnano; Radetzky, raccolto l'esercito su la sinistra del Mincio, recasi a Verona		» 234
Arrivo in Milano dell'avanguardia del secondo corpo d'esercito sardo. Teodoro Lecchi fatto capo supremo delle forze armate di Lombardia. Teodoro Lecchi e i <i>volontari</i> . Gli ufficiali sardi dell'esercito lombardo e i soldati lombardi dell'esercito austriaco		» 239
Carlo Alberto assume in Alessandria il comando supremo dell'esercito; sue parole ai popoli di Lombardia, delle Venezie, di Piacenza, di Reggio		» 245
La marineria da guerra della Sardegna		» 247
Pompeo Litta eletto ministro sopra le armi. Il ginoco del lotto viene abolito. Parole del Governo di Lombardia agli Ungaresi, ai Germani, a' sudditi dell'Austria. Il figlio del Duca di Parma fatto prigioniero dai volontari pavesi		» ivi
Accuse mosse al Governo temporaneo di Lombardia		» 252

CAPITOLO VI.

Le armi guerreggianti. — La sede della guerra.

L'esercito sardo e i sussidi degli Stati italiani	» 255
L'esercito austriaco nel Lombardo-Veneto	» 259

Istituzioni e ordinamenti militari della Sardegna e dell'Austria; parallelo di essi	<i>Cart.</i> 262
Descrizione della contrada, sede della guerra	» 270
Il <i>Quadrilatero</i> ; valore assoluto e relativo di Peschiera, Mantova, Legnago e Verona; importanza strategica di rocca d'Anfo	» 273
La base della guerra	» 279
Linee di operazioni militari; linee di difesa; fronte d'operazioni militari	» 280
Guerra d'invasione e nazionale. Azione che il carattere di essa esercita su le operazioni belliche	» 294

CAPITOLO VII.

Primi fatti d'arme.

Provvedimenti del maresciallo Radetzky per la guerra; i <i>volontari</i> viennesi; l'Austria difesa da lord Brougham	» 297
Carlo Alberto riunisce a consulta di guerra i suoi generali. I <i>volontari</i> lombardi e gli uomini del Governo temporaneo	» 299
Sorpresa di Marcaria; San Martino. Operai francesi in Savoia	» 308
Combattimento di Goito dell'8 aprile. L'esercito italiano si avvanza verso il Mincio; assalto di Monzambano e Borghetto	» 307
I <i>volontari</i> veneti sorpresi a Sorio; incendio di Castelnuovo	» 315
Il Re tenta Peschiera. Ricognizione militare di Mantova	» 317
Incendio di Bevilacqua; fatto d'armi di Governolo	» 320
Forze dell'esercito italiano; legge sopra la difesa del paese	» 321

CAPITOLO VIII.

L'esercito pontificio nelle Venezia; sue imprese.

Il 15 maggio in Napoli.

Spedizione dei <i>volontari</i> lombardi nel Tirolo. Considerazioni su questa spedizione	» 324
Parole d'ammirazione e gratitudine dei Lombardi all'esercito sardo	» 332
Ricognizione militare di Peschiera e Mantova. Nugent invade il Friuli; il conte Hartig	» 334
Le divisioni pontificie di Durando e di Ferrari vanno incontro agli Austriaci. Combattimento di Cornuda	» 338
Gli Austriaci tentano Treviso; il 12 maggio	» 346
Thurn assalta Vicenza; respinto, incamminasi a Verona. Per comando di Radetzky torna all'impresa; sconfitto, recasi a Verona	» 348

Nugent e Durando; considerazioni su le loro militari operazioni nel Veneto	<i>Cart.</i> 352
Il 29 aprile in Roma e l'allocuzione concistoriale del Pontefice. Il ministro Mamiani	» 357
Tradimento di Ferdinando di Napoli	» 363
Il 15 maggio a Napoli	» 367
I Ministri del 15 maggio e la loro lettera circolare	» 372
La spedizione sicula nelle Calabrie	» 375
Circoli socialisti e comunisti in Francia; il 18 maggio a Parigi	» 376
Agitazione in Gallizia e in Cracovia. La bandiera panslavista tscheka. Ungheria e Croazia. Il 15 e il 26 maggio a Vienna	» 382

CAPITOLO IX.

Santa Lucia.

Combattimento di Pastrengo del 30 aprile	» 390
Considerazioni sul combattimento di Pastrengo	» 394
Giornata di Santa Lucia	» 396
Considerazioni su la giornata del 6 maggio	» 405
La divisione toscana a Montanara e a Curtatone	» 410
Considerazioni su la giornata del 29 maggio	» 417
Fatto d'arme di Calmasino; resa di Peschiera	» 421
Giornata di Goito	» 424
Considerazioni su la giornata del 30 maggio	» 430
La divisione toscana si conduce a Brescia. Gli Austriaci tentano Cerlungo; Radetzky, riunito all'esercito, recasi all'Adige, che valica a Legnago	» 436

CAPITOLO X.

Annessione della Lombardia al regno sardo.

Il Governo temporaneo e l'annessione della Lombardia alla Sardegna. Il suffragio di Brescia	» 440
Manifesto del 12 maggio	» 446
Il Governo di Lombardia e quello di San Marco	» 453
Il 29 maggio a Milano. I deputati del Governo consegnano a Carlo Alberto l'atto di dedizione al principato sabaudo	» 454
Il Borbone di Napoli chiama a sè il generale Pepe e le sue genti	» 462
Carlo Alberto s'impadronisce di Rivoli. Il Re muove con tutto l'esercito contra Verona	» 465
Radetzky fa l'impresa di Vicenza	» 472
Considerazioni su la giornata di Vicenza del 10 giugno	» 478

Welden torna in signoria dell'Austria il Cadore e Treviso.

Gli Austriaci tentano il passo dello Stelvio e assalgono

gli Italiani alla Corona. Resa di Palmanuova . . . *Cart.* 480

L'armata italiana stringe d'ossidione Trieste . . . » 485

CAPITOLO XI.

Dedizione di Venezia alla Sardegna.

La mediazione inglese e le proposte di pace dell'Austria . . » 488

L'arcivescovo Romilli e l'offerta delle suppellettili sacre per

la guerra nazionale . . . » 491

Il 3 luglio a Venezia . . . » 497

Parole di Tommaseo, di Paleocapa e di Manin ai Deputati
delle Venzie . . . » 499

L'assemblea veneta e il suffragio di dedizione alla Sardegna;

Maddalena Comello . . . » 504

Provvedimenti del Governo lombardo per la guerra; l'esercito
di riscossa . . . » 505

Giuseppe Garibaldi; la prima divisione lombarda esce alla
guerra . . . » 508

Ossidione di Mantova; forze degli eserciti combattenti . . » 512

Combattimento di Governolo; considerazioni su di esso . . » 517

Posture occupate il 21 luglio dagli Italiani; il 22 luglio dagli
Austriaci . . . » 521

Sollevazione di Praga del 12 giugno . . . » 524

I Serbi d' Ungheria e i Magiari di Transilvania . . . » 526

La Dieta austriaca . . . » 529

CAPITOLO XII.

Sommacampagna e Custoza.

Combattimento del 22 luglio alla Corona e a Rivoli . . . » 531

Il 23 luglio gli Austriaci assaltano i campi italiani a Sona e
a Sommacampagna . . . » 538

Considerazioni su la giornata del 23 luglio . . . » 537

Combattimento del 24 in val di Staffalo . . . » 541

Considerazioni su la giornata del 24 luglio . . . » 546

Giornata di Custoza del 25 luglio . . . » 547

Considerazioni su la giornata di Custoza . . . » 553

Combattimento di Volta . . . » 561

Il Re domanda tregua a Radetzky; concessagli dal maresciallo
a duri patti, è respinta da Carlo Alberto; il quale, lasciato

il Mincio, pone i suoi campi dietro l'Oglio . . . » 565

Per consiglio di Bava la guerra raccogliasi su la destra dell'Adda	<i>Cart.</i> 569
Superato il fiume dai nimici a Crotta d'Adda, il Re ordina la ritratta sopra Milano	» 576

CAPITOLO XIII.

Milano e le tregue.

Agitazione di Torino	» 573
Il Comitato di difesa pubblica in Milano. Provvedimenti del Comitato per la difesa di Milano e del suo territorio. I Commissari regi in Milano	» 582
Carlo Alberto raccoglie l'esercito attorno alla metropoli lombarda	» 591
Milano prepara le resistenze	» 596
Giornata del 4 agosto	» 599
Considerazioni su la ritratta dell'esercito regio sopra Milano; la sospensione delle armi	» 602
I Milanesi, levatisi a tumulto, costringono il Re a riprendere la guerra	» 606
Le tregue; Carlo Alberto lascia Milano; l'esercito sardo riva-lica il Ticino	» 610
Gli Austriaci rioccupano la metropoli lombarda; Peschiera e ròcca d'Anfo arrendonsi agli imperiali	» 614
Griffini, Durando e Garibaldi; i <i>volontari</i> lasciano la Lombardia	» 616
<i>Errori civili</i> commessi dal Re e dal Governo temporaneo.	» 625
<i>Errori militari</i>	» 632
Carlo Alberto e Federico di Prussia	» 637

INDICE DEI NOMI PROPRI

A

Abercomby, 218, 219, 491, 577, 581, 593.
Affre Dionigi, arcivescovo, 175.
Albani, cardinale, 57, 58.
Albini, contrammiraglio, 247, 485.
Aldobrandini, cardinale, 224, 340.
Aldringen Clary, 130.
Alessandro, imperatore, 44, 59.
Alferi Vittorio, 84.
All, bascià, 42.
All Tebelen, 46.
Allemandi generale, 305, 306, 316, 325, 326,
327, 328, 329, 330, 331.
Alvinzi, maresciallo, 539.
Amari Enrico, 232.
Ambrogio (Santo), arcivescovo, 492, 493,
494.
Andryane Alessandro Filippo, 40.
Anelli Luigi, 443, 446, 453, 501, 587, 608,
631, 632.
Anfossi Augusto, 195, 196.
Anfossi Francesco, 301, 331, 396.
Angoulême, 304.
Annibale, 431.
Antonelli, cardinale, 159, 359, 361.
Antonini, generale, 341, 342, 349, 350, 589.
Ansaldo, luogotenente colonnello, 31, 32, 38.
Apice (D'), generale, 620, 623, 624, 625.
Appiani di Castelletto, generale, 256.
Arago, 173.
Arco (D'), Ferrari, generale, 259, 412.
Arcioni, comandante di *colonnari*, 208, 237,
301, 316, 326, 328, 329, 624, 625.
Arcornati, 332.
Ardoino, luogotenente colonnello, 589.
Arese Francesco, 40, 216, 584, 631.
Arrigoni Luigi, seminarista, 567.
Arrigosi Arrigo, 208.
Arrillars (D'), generale, 256, 307, 309, 398,
400, 401, 425, 459, 574.
Asinari Carlo di San Marzano, 29, 31, 32, 38.

Aspre (D'), maresciallo, 184, 212, 260, 413,
433, 436, 472, 474, 477, 516, 523, 533, 534,
548, 549, 551, 561, 563, 571, 572, 573, 596,
601.
Auer, generale, 261, 337.
Auersperg, maresciallo, 116.
Aviernoz (D'), generale, 257, 424, 335.
Avogadro, colonnello, 256.
Azeglio (D') Massimo, 84, 215, 222.

B

Balbo Cesare, 32, 33, 82, 83, 84, 215, 245,
442, 445, 461.
Baldasseroni, 152.
Bandiera Emilio, 76, 77.
Bandiera Ernesto, 76, 77.
Barrera, 254.
Bassi Paolo, 608, 611, 613.
Bathiani, 385.
Battistotti Sassi Caterina, 197.
Battaglia Achille, 141.
Baudin, ammiraglio, 369.
Bava Eusebio, generale, 256, 299, 303, 304,
305, 307, 308, 310, 311, 312, 314, 319, 390,
397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 407,
408, 414, 415, 418, 419, 420, 424, 425, 426,
427, 428, 429, 430, 432, 433, 435, 436, 466,
470, 471, 511, 512, 513, 514, 518, 519, 520,
522, 540, 543, 544, 550, 551, 552, 556, 557,
558, 559, 560, 569, 570, 572, 573, 574, 577,
583, 594, 595, 597, 601, 603, 610, 633.
Beatrice d'Este, 10.
Beauharnais Eugenio, 5, 6.
Beaulieu, generale, 312.
Bek, generale, 539.
Belcredi Gaspare, 141.
Belgioloso Cristina, 233.
Bellati, 194.
Bellati, seminarista, 303.
Bellezza, luogotenente, 409.

- Bellegarde, maresciallo, 4, 5, 7, 555.
 Benedek, colonnello, 216, 303, 416, 417, 424, 423, 433, 571, 593, 596.
 Bentink, generale, 7, 9, 13, 14.
 Bentivoglio, generale, 116.
 Benvenuti, cardinale, 55, 56.
 Berchet Giovanni, 84.
 Bernardi, prete, 56.
 Berthier, maresciallo, 520, 560.
 Berretta Antonio, 201, 245, 459, 461.
 Berretta, comandante dei volontari, 301, 323, 331.
 Berretta Gaetano, seminarista, 568.
 Bes, generale, 239, 257, 311, 314, 392, 422.
 Besana Enrico, 608.
 Bianchi Giuseppe, seminarista, 568.
 Biscarretti, generale, 257.
 Bixio Leopoldo, 445.
 Blanc Luigi, 175, 377, 379.
 Boccheciampe, 77.
 Boissy, 166, 169.
 Bois-le-Comte, 135.
 Boiza Luigi, 128.
 Bonelli Cesare, capitano, 617.
 Bonetti Paolo, 608.
 Borgazzi Gerolamo, 209.
 Borgazzi Ignazio, seminarista, 567.
 Borgia, 193.
 Bormida (Da), generale, 305.
 Borra, comandante di volontari, 618.
 Borromeo Carlo (San), arcivescovo, 494.
 Borromeo Guido, 582.
 Borromeo Vitaliano, 195, 201, 245.
 Borsieri Pietro, 40.
 Botta Carlo, 85.
 Botzari Marco, 44.
 Bozzelli Francesco Paolo, 115, 372.
 Bourmont, 50.
 Brambilla Filippo, seminarista, 567.
 Brouil di Wallenstein, 104.
 Brentano, generale, 539.
 Bricherasio, generale, 636.
 Brioschi Luigi, seminarista, 567.
 Brofferio Angelo, 154, 215.
 Brogna, generale, 257, 313, 392, 393, 400, 403, 404, 469, 600, 601.
 Brougham, 296.
 Brunetti Angelo, 118.
 Bua Giorgio, contrammiraglio, 352, 485.
 Bubna, generale, 37.
 Bucchia, 316.
 Bugeaud, maresciallo, 171, 172.
 Bulwer, 103.
 Buol (Di), 217.
 Buonaparte Carlo, 74.
 Buonaparte Luciano, 74.
 Buonaparte Luigi Napoleone, 73, 177, 381, 382, 412.
 Buonaparte Napoleone, vedi Napoleone il Grande.
 Buoncompagni, 155.
 Burci, 222.
 Burgarelli, luogotenente, 511.
 Buzoni Pietro, seminarista, 568.
 Byron Giorgio, 43.
 Camerata, 505.
 Camozzi, luogotenente, 511.
 Campana, generale, 17.
 Campana, 453.
 Campana (De), luogotenente colonnello, 589.
 Candiani, seminarista, 511.
 Canella, capitano, 469.
 Cannino (principe di), 363.
 Canosa, 40.
 Cantalupi Antonio, seminarista, 568.
 Canth Cesare, 141.
 Capei Pietro, 152.
 Capefigue, 105, 581.
 Cappel, generale, 35.
 Capponi Gino, 152.
 Caprioli, 617.
 Carascosa, generale, 17, 25, 30, 372.
 Carderina, colonnello, 257, 423, 432.
 Cariatì, 372.
 Carlo Alberto, 17, 23, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 39, 53, 69, 85, 87, 88, 89, 90, 97, 100, 101, 103, 107, 108, 124, 126, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 181, 199, 200, 202, 204, 206, 214, 217, 219, 220, 222, 231, 232, 235, 237, 239, 242, 245, 246, 251, 261, 263, 265, 266, 267, 269, 279, 280, 283, 294, 295, 299, 300, 301, 303, 304, 307, 308, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 325, 329, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 339, 354, 355, 361, 362, 363, 364, 365, 374, 390, 391, 392, 393, 397, 398, 402, 403, 405, 408, 411, 415, 421, 424, 426, 427, 430, 431, 436, 437, 438, 439, 441, 443, 444, 445, 450, 451, 452, 455, 459, 460, 461, 465, 466, 467, 469, 470, 471, 472, 477, 478, 489, 490, 491, 496, 497, 498, 499, 500, 503, 505, 507, 508, 509, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 518, 519, 521, 522, 523, 528, 534, 537, 540, 542, 543, 545, 549, 553, 554, 556, 559, 561, 564, 565, 566, 567, 568, 572, 576, 577, 580, 582, 584, 588, 590, 591, 592, 593, 595, 601, 603, 604, 605, 606, 608, 609, 610, 611, 612, 614, 615, 618, 620, 622, 627, 628, 629, 632, 634, 635, 636, 637, 638, 639.
 Carlo, arciduca d'Austria, 180, 539, 555.
 Carlo X, 47, 48, 49, 67, 92.
 Carlo Emanuele IV, 7.
 Carlo Felice, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 53, 54, 87, 155.
 Carlo Lodovico, 119, 120, 121, 150.
 Carnevali, maggiore, 195.
 Carnot, generale, 278, 407.
 Carolina d'Austria, regina di Napoli, 75.
 Carrière, colonnello, 265.
 Casanova, colonnello, 258, 342, 345, 347.
 Casati Gabrio, 146, 189, 193, 194, 195, 199, 200, 201, 302, 451, 457, 459, 460, 461, 580, 627.
 Castagneto, 443, 444, 450.
 Castelli, 498, 504, 505.
 Castellitz, colonnello, 211.
 Castilia Gaetano, 40.
 Castlereagh, 9.
 Caterina di Russia, 60.
 Cattaneo Carlo, 181, 194, 195, 199, 200, 203, 240, 243, 249, 330, 451, 455, 457, 570, 627.
 Cavagnoli, 331.
 Cavaignac, generale, 70.
 Cavalli, capitano, 513, 618.
 Cavedalis, colonnello, 484.
 Cavour Camillo, vedi la Prefazione, 153, 154, 158, 187, 216.

C

Cadorna Raffaele, maggiore, 244, 323, 589.
 Caldeai Vincenzo, 223, 224.

Ceroni Riccardo, 195.
 Cernuschi Enrico, 189, 194, 621.
 Chartres (duca di), 173.
 Chiodo, generale, 256, 411, 471, 513, 575.
 Chiodo, comandante di volontari, 331.
 Chlopicki, generale, 60, 61.
 Ciacchi, cardinale, 116, 223.
 Cialdini Enrico, 509.
 Ciam, generale, 203, 236, 260, 401, 408, 416, 474, 475, 533, 537, 542, 546, 548, 551, 600, 601.
 Clemente XIV (Il Ganganelli), 91, 358, 362.
 Clerici Giorgio, 194.
 Clermont, generale, 522, 523.
 Collegno, generale, 29, 31, 38, 441, 508, 509, 580, 622.
 Colletta Pietro, generale, 21, 27, 81, 85.
 Colli, generale, 312.
 Comaschi Carlo, 631.
 Comello Maddalena, 505.
 Confalonieri Federico, 40.
 Conforti, 367.
 Corbuli, monsignore, 97, 121.
 Correnti Cesare, 201, 443, 584.
 Correr, 183.
 Corsini, 158.
 Corti Enrico, 208.
 Cossato, colonnello, 560, 615, 618.
 Costantino, granduca di Russia, 60.
 Coudenhoven, maggiore, 236.
 Courant, colonnello, 171.
 Crémieux, 173.
 Cresia, colonnello, 330.
 Crippa Francesco, 631.
 Cristina di Spagna, 102, 103.
 Culoz, generale, 261, 337, 341, 342, 343, 346, 354, 473, 474, 477, 516, 524.
 Czetsch Carlo, 104.

D

Daun, maresciallo, 517, 539, 554, 578, 637, 638, 639.
 Davoust, maresciallo, 520.
 De Cosa, ammiraglio, 234, 365.
 Degenfeld, generale, 571.
 Desgeneya, 36.
 Del Carretto, 72.
 Della Rovere, generale, 308.
 De Sanctis, 82.
 Des Ambrois, 306, 498.
 Desauget, maresciallo, 112, 113, 114.
 Della Valle, 32.
 De Wyss, 135.
 Diceo, 42.
 Diebitch, maresciallo, 62, 63.
 Dietrichstein, 10.
 Doctoroff, generale, 432, 433.
 Dolfin, 505.
 Doll, colonnello, 416.
 Donà, 505.
 Donghi Luigi, seminarista, 567.
 Doria Pamphili, 360.
 Draskowich, generale, 571, 593.
 Dufour, generale, 137, 138, 139, 265.
 Duperré, 50.
 Dupont, 173.
 Durando Giacomo, generale, 84, 215, 331, 337, 516, 517, 615, 618, 620, 621, 622, 623, 635.

Durando Giovanni, generale, 154, 222, 223, 258, 259, 321, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 351, 353, 354, 355, 356, 357, 361, 391, 467, 468, 469, 473, 475, 476, 477, 478, 479.
 Durini Giuseppe, 194, 201, 302, 580.

E

Elio, generale, 16.
 Elgger, generale, 138.
 Enrico, duca di Bordeaux, 49.
 Enrico V, 381.
 Ernesto, arciduca d'Austria, generale, 212, 260, 534.
 Eugenio di Savoia, generale, 275.
 Eugenio di Savoia Carignano, 306, 539.

F

Fanti Manfredò, generale, 583, 584, 586, 596, 597, 617, 636.
 Farcito de Vineis, colonnello, 244.
 Farina Paolo, 445.
 Farini Carlo, 361.
 Fava, 587, 631.
 Federici, generale, 257, 393, 394.
 Federico II di Prussia, 59, 220, 304, 308, 428, 432, 434, 522, 539, 554, 578, 637, 638, 639.
 Federico Barbarossa, 455.
 Federico Guglielmo di Prussia, 131.
 Ferdinando I d'Austria, 125, 126, 338, 382, 385, 388, 389, 526, 527, 528, 529.
 Ferdinando IV di Napoli (che si chiamò poi Ferdinando I), 8, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 37, 41.
 Ferdinando II di Napoli, 96, 111, 113, 114, 115, 145, 152, 224, 225, 226, 227, 228, 231, 232, 233, 234, 259, 263, 365, 366, 367, 368, 370, 371, 372, 374, 376, 462, 464, 485.
 Ferdinando di Savoia, duca di Genova, 245, 256, 411, 423, 459, 466, 467, 471, 521, 543, 549, 550, 552, 557, 558, 612, 616.
 Ferdinando III di Toscana, 7.
 Ferdinando VII di Spagna, 15, 16.
 Ferdinando di Brunswick, generale, 522, 523.
 Fernandez, 251.
 Ferrari, generale, 222, 258, 321, 337, 340, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 354, 355, 356, 357.
 Ferrero (De), generale, 256, 319, 400, 401, 404, 414, 424, 425, 435, 565, 566, 573.
 Ferrero Gabriele, luogotenente, 535, 612.
 Filippo V, di Spagna, 103.
 Fiquemont, generale, 129, 130, 146, 147, 150, 182, 385, 386, 530.
 Florestano, principe di Monaco, 159.
 Floriani Angelo, seminarista, 567.
 Fontanelli, generale, 187.
 Fossombroni, 80.
 Fouché, generale, 381.
 Francesco I d'Austria, 6, 123, 125.
 Francesco IV di Modena, 9, 47, 53, 56.
 Francesco V di Modena, 120, 121, 159.
 Francesco, duca di Calabria, 18, 23.
 Francesconi, luogotenente colonnello, 589.

Franzini Antonio, generale, 245, 256, 299, 304, 307, 325, 355, 390, 398, 401, 408, 423, 464, 466, 467, 469, 471, 472, 479, 491, 512, 513.

Franzini Paolo, capitano, 405, 409, 435.
Frimont, generale, 25.

G

Galateri, generale, 69.
Galeotti Leopoldo, 152.
Galletti, 360.
Gallenga Antonio, 69.
Gallieno, imperatore, 277.
Gallieno, comandante di volontari, 349.
Galvagno, 155.
Gardanne, colonnello, 313.
Garegnani Carlo, seminarista, 568.
Garibaldi Giuseppe, generale, 508, 509, 589, 599, 622, 623, 624.
Garnier Pages, 163, 173, 378.
Gaspari, 417.
Gavazzi, barnabita, 222.
Gaysruck Gaetano, arcivescovo, 126, 127.
Gemelli Carlo, 232.
Garli Alberico, 631.
Germano, arcivescovo, 44.
Gessler, generale, 434.
Giannone Pietro, 84.
Ghiardi, 381.
Giffenga, generale, 29, 30, 70.
Gigli, 372.
Gioberti Vincenzo, V. Prefazione, 82, 83, 84, 361, 362, 442, 446, 580.
Gioia, 580.
Giordani Pietro, 81.
Giovannetti, luogotenente colonnello, 417, 421, 437.
Giovanni, arciduca d'Austria, 180, 529, 530.
Girardin Emilio, 172.
Giulay, generale, 474, 533, 535, 548, 549, 550, 551, 601, 633.
Giusti Giuseppe, 84.
Giulini Cesare, 301.
Giulio Cesare, 301, 431, 512.
Giulio II, papa, 362.
Gizzi, cardinale, 97.
Glaxin, 164.
Gnoato Antonio, 206.
Gorkowsky, generale, 211, 212, 303, 311, 319, 516, 517, 520, 559.
Grasselli, 194.
Grassi Cesare, 208.
Graziano, imperatore, 492, 493.
Gravina, cardinale, 20.
Gregorio VII, papa, 93.
Gregorio XVI, papa, 53, 56, 57, 67, 90, 92, 98, 102.
Greppi Marco, 201.
Griffini, comandante di volontari, 301, 303, 311, 325, 404, 514, 515, 617, 618, 619, 620, 621, 623, 635.
Grimani, 505.
Grossi Tomaso, 84.
Guerrazzi Domenico, 81, 84.
Guerrieri Anselmo, 194, 201, 583, 605.
Guglielmo d'Orange, 51, 60.
Gulciardi, 193.
Guidotti, generale, 345, 346, 348.
Guizot, 47, 96, 117, 139, 168, 169, 171.

H

Haban, colonnello, 474.
Haller, maresciallo, 534.
Harander, generale, 534, 542, 573.
Hardenberg, 23.
Hartig, 338.
Haynau, maresciallo, 564, 548, 571, 615, 618.
Heimel, colonnello, 474.
Hess, maresciallo, 280, 611, 613, 615.
Hofer Andrea, 287, 310.

I

Ibrahim, bascia, 45, 197.
Ilicrate, 410.
Imperatori, 332.
Isabella di Spagna, 103.
Ischitella, 372.
Isturitz, 103.

J

Jellachich Giuseppe, colonnello, 386, 528, 529.
Jomini, generale, 253, 280, 307, 520, 530, 578, 634.
Jourdan, generale, 535.
Jusuf, 44.

K

Kaisersfeld, 136.
Kalbermatten, 138.
Kalkreut, maresciallo, 595.
Kamianski, colonnello, 331, 621.
Kellermann, generale, 434, 435.
Kerpan, colonnello, 484, 533, 548, 549, 551, 552.
Klesnsky, 525.
Kontos, 42.
Kopal, colonnello, 402, 403.
Kortusoff, generale, 433.
Kosciuzko, generale, 59, 61.
Koesuth, 385.
Kuen, colonnello, 402, 403.

L

La Farina Giuseppe, 232.
Lagrange, colonnello, 256.
Lahalle, colonnello, 463.
Laharpe, generale, 304.
Lamarmora Alberto, generale, 339, 340, 341, 356.
Lamarmora Alessandro, colonnello, 90, 309, 310.
Lamarmora Alfonso, colonnello, 520, 525, 612.
Lamarmora, scudiere, 459.
Lamartine, 104, 173, 174, 175, 176, 377, 378, 380, 381, 488, 489, 581.

La Masa Giuseppe, 112, 239.
 Lambruschini, cardinale, 92.
 Lami Niccolò, 152.
 La Motte, 208.
 Landucci Leonida, 152.
 Landahowna, 144.
 Lante di Montefeltro, colonnello, 347, 348.
 Lascy, maresciallo, 517, 539.
 Latour, maresciallo, 35, 36, 37, 38, 40.
 Latour, colonnello, 475.
 Laudon, maresciallo, 539, 554.
 Laugier (De), generale, 412, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 436, 437, 560.
 Lazzari, generale, 459, 605.
 Lecchi Giuseppe, generale, 241.
 Lecchi Teodoro, generale, 193, 194, 240, 241, 242, 243.
 Ledru Rollin, 173, 379.
 Lentulus, capitano, 381.
 Leone X, papa, 362.
 Leopardi Giacomo, 81, 248, 365.
 Leopoldo Pietro di Toscana, 338.
 Leopoldo di Sassonia Coburgo, 46, 51, 103.
 Leopoldo di Napoli, 24.
 Leopoldo II di Toscana, 52, 107, 108, 120, 152, 153, 160, 221, 232.
 Lichnowsky, maresciallo, 531, 532.
 Liechtenberg, 164.
 Liechtenstein, generale, 261, 315, 316, 401, 416, 424, 474, 476, 477, 517, 518, 519, 533, 520, 535, 548, 551, 561, 562, 571, 572.
 Liona Emma, 13.
 Lions, capitano, 518, 519, 574.
 Lisio (di), vedi Moffa di Lisio.
 Lissoni, 195, 206.
 Litta Biumi Pompeo, 200, 201, 248, 441, 608, 609, 632.
 Litta Modignani Alfonso, 631.
 Lodi, 32.
 Lombardini, 456, 470.
 Longhena, comandante di volontari, 301, 316.
 Lonro, 376.
 Ludolf, maresciallo, 261.
 Luigi Filippo di Francia, 49, 52, 67, 87, 92, 97, 102, 103, 104, 105, 106, 136, 166, 170, 171, 172, 173, 174, 228.
 Lunnati, 360.
 Lutzow, 361.
 Luvini Persighini, colonnello, 137, 248.
 Lyptay, generale, 304, 312.

M

Machiavelli Niccolò, 265.
 Maccarani, maggiore, 310.
 Macdonald, generale, 619.
 Mae-tri Pietro, 583, 584, 587, 608, 626.
 Maffei, colonnello, 472.
 Maison, generale, 43.
 Mamiani Terenzio, 74, 359, 360, 363.
 Manara Luciano, 202, 237, 301, 316, 317, 326, 328, 329, 331, 618.
 Mangani, 146.
 Manin Daniele, 143, 144, 182, 183, 184, 185, 187, 338, 339, 350, 454, 484, 497, 498, 503, 504, 505.
 Manno, generale, 257, 258.
 Manzoni Alessandro, 82, 445.

Marchetti, 360.
 Marelli Agostino, seminarista, 568.
 Maria Luigia, di Parma, imperatrice, 4, 7, 10, 56, 119, 120, 121, 270.
 Maria Luigia, duchessa di Lucca, 7, 10, 118, 119.
 Maria Teresa d' Austria, imperatrice, 59.
 Maria Teresa di Toscana, regina di Sardegna, 30.
 Marie, 173.
 Marietti Antonio, seminarista, 567.
 Marinowich, 183.
 Mariotti Luigi, 69.
 Martini Enrico, 199, 200, 217, 451, 461, 497, 498, 627.
 Martini Giulio, 121.
 Martini, contrammiraglio, 183.
 Martini, maggiore, 315.
 Massena, maresciallo, 11.
 Masson Alessandro, 463.
 Matis, generale, 532.
 Manri Achille, 199.
 Maurer, generale, 199, 260, 534, 542.
 Mauromicali Giorgio, 41.
 Mazzini Giuseppe, vedi la Prefazione, 65, 66, 69, 70, 71, 74, 76, 86, 89, 97, 132, 443, 444, 453, 457, 458, 560, 622, 628, 629, 631.
 Mazzoldi Angelo, 617.
 Mazzoleni, capitano, 511.
 Mazzucconi Giovanni, seminarista, 568.
 Medici Giacomo, comandante di volontari, 622, 623, 624, 625.
 Mehemet Ali, 45.
 Melas, maresciallo, 276, 312, 313, 539.
 Melcer, colonnello, 481, 483.
 Melegari Luigi Amedeo, 69.
 Mengaldo Angelo, generale, 184.
 Menicati Marco, seminarista, 568.
 Menotti Ciro, 52, 56.
 Mensdorf, 525.
 Merzario Giuseppe, seminarista, 303, 511, 512, 520, 567.
 Metaxà Andrea, 44.
 Metternich, 10, 20, 21, 44, 108, 117, 129, 130, 180, 181, 261, 386, 530.
 Miauli, 45.
 Michelini, colonnello, 256.
 Millutinowich, maggiore, 207.
 Mina, 16.
 Minto, 144, 145, 224, 225, 226, 227, 230, 231.
 Mocenigo Nani, 144.
 Moffa di Lisio Guglielmo, capitano, 29, 31, 37.
 Molè, 170, 171.
 Molinelli Diego, 631.
 Moliterno, 12.
 Mollard, colonnello, 314.
 Molossi, comandante di volontari, 301.
 Montalembert, 128.
 Montanelli, 222.
 Montecuccoli, maresciallo, 388, 409, 539.
 Montezemolo Massimo, 500, 591.
 Montpensier, 173.
 Morelli, sottotenente, 17.
 Moro Domenico, 76, 77.
 Morozzo Della Rocca, colonnello, 257.
 Morichini, monsignore, 361.
 Mossotti, 222.
 Mosti, capitano, 343.
 Motto, 375.

Mount, 226.
Muller, colonnello, 187.
Münchhausen, maggiore, 349.
Murat Gioacchino, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15.
Mustafa, 44.

N

Napier, 225, 230.
Napoleone Buonaparte, il Grande, 2, 4, 5, 7, 8, 11, 23, 48, 59, 73, 74, 267, 278, 282, 284, 288, 291, 297, 300, 301, 311, 312, 313, 315, 335, 408, 410, 428, 432, 433, 434, 435, 465, 539, 555, 560, 561, 634, 635, 636.
Nazari Giovanni Battista, 141, 142, 143.
Nelson, ammiraglio, 13.
Nemours, duca, 41, 173.
Neuperg, maresciallo, 432.
Niceta, 45.
Niccolini Giovanni Battista, 81, 84.
Nicolò, imperatore di Russia, 45.
Normanby, 219.
Nugent, maresciallo, 220, 234, 261, 262, 300, 336, 337, 338, 340, 341, 342, 343, 346, 348, 349, 352, 354, 355, 356, 357, 374, 390, 407, 408, 439, 452, 638.
Nunziante, generale, 17.

O

Ochsenbein, 134, 135, 138.
Odilon Barrot, 105, 169.
Odisseo, 44.
O'Donnell, 131, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 194.
O'Donnell d'Abisbal, 16.
Olivieri Angelo, generale, 318, 319, 437, 469, 586, 590, 591, 598, 599, 606, 608.
Olivieri, podestà, 482.
Ongaro (Dall') Francesco, 497.
Oppizzoni, monsignore, 146.
Orlù, 165, 166.
Orsi Giovanni, seminarista, 567.
Orsini Felice, 375.
Ortensia, regina, 71.
Ostermann, maresciallo, 560.
Ostrowski Ladislao, 61.
Ott, comandante di volontari, 331.
Ottone, re di Grecia, 46.

P

Pahlen, generale, 63.
Paleocapa, 184, 501, 502, 504, 505, 580.
Palfy, 143, 182, 183, 188, 486.
Palavicino Giorgio, 40.
Palmerston, 104, 138, 145, 219.
Paolucci, generale, 185, 498, 505.
Pareto Lorenzo, 218, 445, 496, 580, 608, 627.
Parini Giuseppe, 84.
Parravicini Domenico, seminarista, 567.
Pasini Valentino, 496.
Paskiewitch, maresciallo, 62, 63.

Passalacqua, generale, 235, 402, 413, 414.
Peel Roberto, 84.
Pechy, luogotenente colonnello, 395, 396.
Peirone, 331, 510.
Pellico Silvio, 40, 82.
Pepe Florestano, 21.
Pepe Guglielmo, 17, 18, 19, 25, 30, 137, 234, 321, 348, 364, 365, 372, 462, 463, 464, 465, 467, 479, 484.
Pepoli Carlo, 348.
Percelli, 375.
Pergin, colonnello, 535.
Perin, generale, 548, 549, 550, 571.
Perrone, generale, 441, 510, 511.
Pettiti Ilarione, 84.
Pettinengo (Di) Ignazio, luogotenente colonnello, 244, 323, 569.
Piazzoni, 249.
Pietro il Grande di Russia, 528.
Pilla, 222.
Pillersdorf, 386, 387, 530.
Pioro, generale, 241.
Pio VII, papa, 7, 44.
Pio VIII, papa, 53.
Pio IX, papa, vedi la Prefazione, 93, 95, 96, 97, 107, 114, 115, 116, 118, 127, 130, 150, 158, 176, 189, 198, 217, 222, 232, 233, 242, 246, 247, 255, 256, 258, 261, 333, 358, 359, 360, 361, 363, 442.
Pisani Casimiro, 232.
Pittony, generale, 312.
Piazza, 530.
Poggi, 81.
Polignac, 47.
Porro Alessandro, 193, 201, 206.
Porta Alessio, seminarista, 568.
Praelin, 165.
Predari, 154.
Prostinomi Serafino, seminarista, 568.
Prinetti Luigi, 249.
Pronio, maresciallo, 229.
Proudhon, 377.

Q

Quintini, capitano, 341.
Quiroga, 16.

R

Radetzky, maresciallo, 116, 129, 130, 136, 146, 147, 150, 151, 182, 187, 190, 192, 195, 196, 198, 199, 202, 203, 204, 206, 210, 217, 219, 220, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 259, 260, 261, 262, 297, 299, 301, 306, 311, 312, 313, 314, 317, 320, 325, 329, 336, 338, 340, 348, 350, 351, 352, 354, 390, 392, 394, 395, 397, 408, 410, 413, 416, 418, 422, 424, 426, 427, 430, 431, 433, 437, 438, 439, 465, 466, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 476, 477, 478, 482, 485, 508, 513, 514, 516, 517, 521, 523, 534, 537, 538, 539, 541, 542, 546, 553, 554, 556, 567, 568, 561, 564, 565, 569, 571, 573, 574, 576, 577, 581, 592, 593, 596, 603, 605, 608, 611, 613, 614, 634, 635, 637, 638.
Radziwill, generale, 61, 62.

Raineri, arciduca, 212.
 Raineri, vicere, 125, 129, 130, 141, 146, 148, 212, 338.
 Rajachich, patriarca, 526.
 Ramorino, generale, 69, 70.
 Rath, generale, 260, 308, 303, 304, 423.
 Rattazzi Urbano, 560.
 Reali, 505.
 Rebizzo Lazzaro, 339.
 Regis, colonnello, 37, 38.
 Reiset, 605.
 Reina Paolo, seminarista, 567.
 Renzi Pietro, 77, 80.
 Rescid, bascia, 45, 46.
 Restelli Francesco, 249, 453, 533, 584, 587, 596, 597, 607, 608, 626.
 Riario Sforza Tomaso, cardinale, 93.
 Ribotti, generale, 375, 376.
 Ricasoli Bettino, 445.
 Ricci, 121, 580, 581.
 Ricciotti Nicola, 76, 77.
 Richelieu, maresciallo, 555.
 Rignano, 36.
 Riego, 16.
 Riva Angelo, seminarista, 567.
 Rivaira, generale, 192, 193.
 Roberto, cardinale, 58.
 Roburent, 32.
 Rodriguez, colonnello, 364.
 Rolando, 38.
 Romeo Giovannandrea, 373.
 Romilli Bartolomeo, arcivescovo, 127, 189, 303, 491, 494.
 Rosmini Antonio, abate, 82.
 Rosales d'Ordugno Gaspare, 141.
 Rosarol, generale, 28.
 Rossi, generale, 256, 411, 459, 471, 565, 586, 605.
 Rossi (De), 360.
 Rossi Giovanni, seminarista, 567.
 Rossi Pellegrino, 92, 96, 132.
 Rota, 456.
 Roth, generale, 205.
 Rozyki, 64.
 Ruberti, 114.
 Ruffo, cardinale, 13, 75.
 Ruggiero, 372.
 Rybinski, generale, 63, 64.

S

Saint Simon, 377.
 Salasco (Di), generale, 256, 400, 560, 611, 613.
 Salis Soglio Ulrico, generale, 137, 138, 139, 405.
 Salvagnoli, 81, 445.
 San Marzano, vedi Asinari.
 Sanfermo, generale, 315, 316.
 Sanfront, 258.
 Sanmichele, 277.
 Sanquirico, seminarista, 303.
 Sanvitale, maggiore, 483.
 Saesi Battistotti Caterina, vedi Battistotti.
 Sassonia (maresciallo di), 301, 329, 431.
 Santarosa Annibale, vedi Santorre De Rossi.
 Santorre De Rossi Annibale, 29, 31, 32, 35, 36, 37, 38, 43.

Santarosa (Di) Pietro, 155.
 Santi (De), 588.
 Scala, generale, 462.
 Scalini, 456.
 Scanegatta Baldaesare, seminarista, 568.
 Schaffgotsche, maresciallo, 260, 337, 346, 356, 533, 536.
 Schönales, generale, 130, 260.
 Schwarzenberg Carlo, maresciallo, 137, 210, 236, 260, 416.
 Schwarzenberg Edmondo, generale, 342, 533, 536, 543, 561, 563.
 Schwarzenberg Felice, generale, 337, 344, 350, 351, 354, 416, 429, 503.
 Schulzig, generale, 337, 342, 350, 351, 424.
 Scotti, capitano di corpi franchi, 327.
 Scotti, 456.
 Scotti, generale, 459.
 Scufas, 42.
 Sebastiani, maresciallo, 54, 165.
 Sedaboni, comandante di volontari, 301, 326.
 Sebottendorf, generale, 312.
 Sedlnitzki, generale, 180.
 Sercognani, 56.
 Serracapriola, 225.
 Serrurier, generale, 313.
 Sealavin, generale, 433.
 Settimo Ruggero, 112, 228, 232.
 Sigismondo, arciduca d'Austria, 209, 260, 392, 400, 405, 534.
 Signorini, luogotenente colonnello, 395, 396.
 Silva Bartolomeo, 216, 198.
 Silvati, sottotenente, 17.
 Simbschen, generale, 361, 401, 416, 474, 477, 481, 543, 544, 545, 546, 547, 551, 556.
 Sineo, 155.
 Sivori, capitano di vascello, 54.
 Skrzynecki, generale, 62.
 Sobrero, generale, 599, 626.
 Sofia d'Austria, 212.
 Solera, genera e, 188, 187.
 Soltikoff, generale, 638.
 Somaini Angelo, seminarista, 568.
 Sommariva (D'Aix), generale, 256, 318, 544, 566, 574, 575, 576, 593, 596, 604.
 Sonnaz (De), generale, 267, 304, 335, 391, 362, 406, 469, 471, 513, 521, 523, 532, 533, 534, 537, 538, 539, 540, 541, 543, 545, 546, 547, 548, 549, 551, 552, 556, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 582.
 Sottocorni Paolo, 196, 197.
 Spaur, 130, 131, 141, 142, 150, 182, 189.
 Sponzilli, capitano, 364.
 Stampa Soncino Cesare, 141.
 Stanislao Augusto di Polonia, 59.
 Statella, generale, 114, 462.
 Steiner, 164.
 Stefano, arciduca palatino, 385.
 Stillfried, colonnello, 349.
 Strassoldo, generale, 141, 236, 308, 401, 403, 416, 428, 474, 533, 536, 548, 571, 572, 599, 600.
 Strigelli Gastano, 195, 201, 590, 591, 596.
 Stürmer, maresciallo, 349.
 Supplicatz, colonnello, 526.
 Supplicatz, generale, 351, 533, 536, 541, 542, 548, 551, 601.

T

Talleyrand, 30, 40, 50.
 Tanfano, colonnello, 75.
 Taxis Annibale, maresciallo, 261.
 Taxis Guglielmo, generale, 261, 317, 302,
 393, 395, 401, 474, 476.
 Terraghi Giulio, 194.
 Testa, colonnello, 463.
 Thanneberg, comandante di volontari, 301,
 310, 331.
 Thon di Revel, 32, 38, 39, 40.
 Thiers Adolfo, 171, 172, 301, 595.
 Thurn, colonnello, 351, 473.
 Thurn, maresciallo, 337, 349, 350, 351,
 354, 355, 481, 516, 531, 532, 537, 538,
 548, 551, 556, 571.
 Tibaldi, comandante di volontari, 331.
 Ticozzi Cesare, 208.
 Ticozzi Francesco, 208.
 Toffetti, 249.
 Tommaso Niccolò, 81, 182, 184, 185, 350,
 499, 501.
 Tonelli Andrea, 40.
 Torelli Luigi, 195.
 Torella, 372.
 Torres Giuseppe, 215.
 Torresani di Lanzefeld, 128, 146, 150,
 187, 193.
 Tovo Giacomo, seminarista, 567.
 Triacca Cesare, seminarista, 568.
 Troia Carlo, 81, 82, 285, 368.
 Trotti, comandante di volontari, 331.
 Trotti, generale, 245, 256, 309.
 Turroni, 459, 461.

U

Urbino, 457.
 Ussillon, generale, 314.

V

Valesa, 32.
 Vandamme, generale, 560.
 Varese, 584.
 Vegezio, 574.
 Ventura Gioacchino, 232.
 Verri, 511.
 Vignati, 456.
 Villafalletto (Di), generale, 256, 409.
 Villamarina, generale, 107.
 Vineis, 215.

Visconti, generale, 257, 512, 514 515.
 Visconti Venosta Emilio, vedi la Prefazione, 442, 500, 628, 629, 630.
 Vittorio Emanuele I, 7, 8, 10, 27, 32,
 33, 34.
 Vittorio Emanuele, duca di Savoia, poi
 Re d'Italia, vedi la Prefazione, 233, 243,
 391, 393, 394, 395, 399, 400, 404, 429,
 432, 514, 520, 521, 544, 546, 549, 550,
 551, 552, 557, 558, 573.
 Vocchieri, 69.

W

Walmoden, generale, 260.
 Ward Tommaso, 120.
 Weilden, generale, 261, 326, 327, 329, 343,
 353, 394, 395, 396, 407, 480, 481, 482,
 516, 521.
 Weiglsparg, maresciallo, 250, 413.
 Wellington, maresciallo, 45.
 Wessenberg (Di), 490.
 Wimpfen, maresciallo, 261, 533, 534.
 Windischgrätz, maresciallo, 180, 524, 525.
 Wissiak, maresciallo, 200.
 Woche, maresciallo, 260, 392, 394, 395,
 396, 413, 516, 521, 533.
 Wohlgemuth, generale, 190, 208, 212, 238,
 260, 308, 392, 400, 416, 421, 474, 533,
 535, 536, 537, 541, 542, 548, 600, 625.
 Wolf, colonnello, 480.
 Wrangel, generale, 179.
 Wratislaw, colonnello, 236, 260.
 Wratislaw, maresciallo, 250, 260, 308, 312,
 314, 413, 414, 472, 474, 475, 477, 516,
 523, 533, 534, 536, 548, 551, 561, 571,
 572, 573, 591, 596, 600, 601.
 Wurms, maresciallo, 275, 539.
 Wyna, colonnello, 583, 548, 551, 571, 591,
 596, 601, 620.

Z

Zambecari, colonnello, 258, 320, 347.
 Zancarini Bernardo, seminarista, 563.
 Zannini, maggiore, 485.
 Zerbini, 56.
 Zerman Francesco, comandante di volon-
 tati, 352.
 Zichy, generale, 183, 184, 185, 186.
 Zobel, colonnello, 261, 394, 395, 421, 468,
 467, 483.
 Zucchi, generale, 55, 185, 337, 355, 484,
 485, 589, 607, 608, 609.

Ex D8
 7/9/13





132.29-1729



HARVARD LAW LIBRARY

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART

MARQUÈS DE OLIVART

RECEIVED DECEMBER 31, 1911

